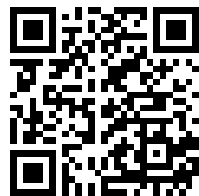

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 477990



UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY
OCTAVIA WILLIAMS BATES
BEQUEST





UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY
OCTAVIA WILLIAMS BATES
BEQUEST

DC
611
.S325
A35

BULLETIN

DE

LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES

DE

LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.
Vice-présidents : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.
CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.
Secrétaire : M. FERNAND BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.
Trésorier : BERTHELOT, ancien notaire, rue de l'Aire, 17, à Saintes.
Trésorier-adjoint : M. BOURDIN, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue de Vaugirard, 240.
GEORGES MUSSET, 142, archiviste paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.
D^r CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant au juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.
JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.
ANATOLE LAVERNY, au château du Coudret, près Saintes.
ABEL MESTREAU, rue du Port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, rue Saint-Michel, 16.
La société publie tous les deux mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.
Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs : 11 fr. 50 pour l'étranger ; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs ; 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DES

ARCHIVES HISTORIQUES

REVUE

DE LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

XXXVI



SAINTES

16, RUE SAINT-MICHEL

—
1916

Bates
Nijhoff
7-17-26
13492

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE FÉVRIER

AVIS ET NOUVELLES : Admission; circulaire du ministre; armoiries de Marguerite de Gontaut-Biron; béatification de Mgr de La Rochefoucauld.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M. Merle; M. Gaillard; M^{me} Longueveau; M^{lle} de Montbron; M. Braud; M. Ardoin; Dr Vanderquand; M^{me} Réveillaud; M. Callandreau; M. Pellisson; M. Gourdon; M. Boutellaud; M. H. Pédézet. — *Mariage* : Du Seutre-Charrier.

VARIÉTÉS : *Les comités révolutionnaires à Saintes*, par M. Guérin. — *Locke à Rochefort*, par M. l'abbé Uzureau. — *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes*, par M. Depoin. — *La déportation ecclésiastique à Rochefort* (fin), par M. le chanoine Lemoonnier.

RÉPONSES : Dom Patouillot; acte concernant Villebois.

LIVRES ET REVUES : *Archives historiques de la Gironde*; *Mémoires de la Société des Sciences de la Creuse*.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION

M. Depoin, secrétaire général de la Société historique du Vexin, à Paris, présenté par MM. Léon Bouyer et Dangibeaud.

Par une circulaire du 25 novembre 1915, M. le ministre de l'Instruction publique demande aux membres des sociétés savantes de s'intéresser à l'histoire des biens dits *communaux* dont l'historique n'a jamais été fait dans son ensemble d'après les documents authentiques. Nous tenons des exemplaires à la disposition de nos confrères qui voudraient répondre à cette invitation. Le plan des mémoires à fournir est trop développé pour être reproduit ici.

Il ne s'agit pas du « bien faisant partie du domaine public de

la commune, comme les églises, les mairies, les écoles, les chemins classés, non plus que des biens du domaine privé tels que maisons, fermes, biens ruraux qui font l'objet d'amodiation et dont la commune perçoit seulement le fermage ou le loyer. »

Les communications relatives à cette enquête pourront être adressées jusqu'au 31 décembre 1919.

La pierre sur laquelle sont sculptées les armoiries de Marguerite de Gontaut-Biron, coadjutrice de l'abbesse de Notre-Dame de Saintes (1717-1724) (Mgr Laferrière, l'*Art en Saintonge*, pl. XXI et page 6), a été transportée au musée de Saintes sur l'initiative de M. Balley, architecte, en novembre 1915.

Le 18 janvier 1916, la congrégation des Rites a commencé l'examen de la cause, en vue de leur béatification de NN. SS. du Lau, archevêque d'Arles, François-Joseph de La Rochefoucauld, évêque de Beauvais, et de son frère Pierre-Louis de La Rochefoucauld, né le 12 octobre 1744, et évêque de Saintes en 1781, et de leurs compagnons, massacrés aux journées de septembre 1792, à Paris, aux Carmes.

L'archevêque fut tué le premier, de cinq coups de sabre et achevé d'un coup de pique enfoncée dans la poitrine, l'évêque de Beauvais eut la jambe brisée d'un coup de feu, et c'est pendant que son frère l'assistait que celui-ci tomba.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

M. Merle dont avons annoncé le décès (d'après les journaux) dans le dernier numéro de la *Revue*, est décédé le 9 novembre et non le 11. Il était âgé de 54 ans. Il laisse une fille, M^{me} Albert Drouilhet.

Le 29 novembre 1915 est décédé à Crazannes, M. Emmanuel Gaillard, docteur-médecin, conseiller municipal, âgé de 59 ans. Il laisse un fils, M. Emile Gaillard, soldat au 144^e d'infanterie.

La vie du docteur Gaillard peut se résumer en ces quelques mots : grande modestie, grand dévouement à ses malades, grande conviction religieuse et politique qu'il défendit avec un courage inlassable.

Voir dans le *Progrès* du 19 décembre les discours prononcés sur sa tombe.

Le 2 décembre 1915 est décédée à Saintes, M^{me} Hector Longueteau, née Clavaud, âgée de 77 ans, belle-mère de M. Ferrand, capitaine en retraite.

Est décédée à La Rochelle, le 1^{er} décembre 1915, M^{lle} Renée-Marthe-Marie-Alfrède de Chérade de Montbron, âgée de 9 ans, fille de M. Maxime de Montbron, conseiller général.

Le 3 décembre 1915 est décédé à Rochefort, M. Ernest Braud, ancien maire et député de Rochefort, âgé de 69 ans.

Le 8 décembre 1915, M. Edouard Ardoin, maire de Cravans et ancien conseiller d'arrondissement, beau-père de notre confrère, M. Pommereau, est décédé à Cravans, âgé de 73 ans.

Le 9 décembre 1915 a été enterré aux Gonds, M. le docteur Vanderquand, fondateur et premier président de la société de la Libre-Pensée, à Saintes.

Le 19 décembre 1915, à Saint-Mard, s'est éteinte M^{me} veuve Michel Réveillaud, née Déatho, née le 6 août 1824, à Cressé, mère de M. Eugène Réveillaud, sénateur de la Charente-Inférieure. Elle était la doyenne des institutrices de la Charente-Inférieure et peut-être de France.

M. Amédée Callandreau, ancien notaire à Cognac, est décédé le 4 septembre dernier. Il était notre confrère depuis 1874.

Il a publié des notes dans les tomes VII, X, XII, XIII. On se souvient qu'il s'était particulièrement intéressé au *Masque de Fer* et à *Ravallac* sur lequel il a écrit un volume publié en 1884.

Il avait entrepris un ouvrage sur l'Ordre de la Noblesse de l'Angoumois aux Etats provinciaux de 1789 qu'il laisse inachevé.

M. Jules Pellisson, juge honoraire, est décédé à Périgueux, le 1^{er} décembre 1915, âgé de 75 ou 76 ans, il a été inhumé à Barbezieux.

Avocat à Cognac et bibliothécaire, il fut nommé juge au tribunal civil de Bergerac, puis à Barbezieux et de là à Périgueux où il prit sa retraite.

Il appartenait à notre compagnie depuis sa fondation.

Grand collectionneur de livres et de papiers charentais, il a collaboré aux publications des deux sociétés savantes de Saintes et d'Angoulême.

Registre des délibérations du Consistoire de Barbezieux dont le manuscrit appartient à la mairie de Barbezieux ; Notice sur la peste de Barbezieux (1629-1630) ; Eloge de Ch. P.-E. Albert, bâtonnier ; Inventaire et partage du mobilier fait au Chate-lard après décès d'Eléonore de La Rochefoucauld ; Mémoires sur un projet de suppression de la prévôté royale de Bouteville.

Dans notre *Bulletin-Revue* il a publié de nombreuses notes, tomes I, II, III, XII, XIV, XV, XX. Il a fait plusieurs communications de pièces inédites dans les tomes IV, VI (*Berneuil et Condéon*), VII, VIII (*Fondation de l'église de Gondeville*), X (*Bassac*), XI (*Le Corps de ville de Cognac en 1718*), XII (*La Fronde à Cognac*), XV (*Merpins ; Aveu de I. Imbert, de Ph. Fé, de Barbezieux*), XX, XXIII (*Hôpital de Chalais ; Pièces diverses*), des *Archives*.

Voir les notes que lui a consacrées M. George dans le *Bulletin de la Société archéologique de la Charente*, janvier 1916.

Dans le recueil de la Société archéologique du Périgord il a aussi collaboré.

Le *Bulletin* de cette société, 6^e livraison de 1915, publie le discours prononcé par M. Ordonneau sur le cercueil de M. Pellisson.

« La mort lui avait ravi, après sa retraite, la compagne aimable et dévouée de sa vie, son collaborateur dans ses travaux, le secrétaire qui lui lisait les pièces qu'il étudiait, qui voyait, remarquait pour lui, écrivait sous sa dictée, remplaçant avec un dévouement de tous les instants et une amabilité

jamais en défaut, les yeux qui lui manquaient.» (M. Pellisson était devenu aveugle.)

Il a légué sa bibliothèque et sa collection de boutons à la ville de Périgueux.

Le 19 décembre 1915 est décédé, à Rochefort, M. Georges Gourdon, âgé de 63 ans, époux de M^{lle} Rinjonneau (1883). Pendant trente ans il fut rédacteur en chef des *Tablettes des Deux-Charentes*.

Georges Gourdon (né à Vandré le 22 avril 1852, voir *Revue*, tome XXIV, p. 4), était un homme particulièrement sympathique et aimable, à qui la presse du département, et même du loin, a consacré des articles élogieux et pleins de regret. Nous signalerons entre tous celui du *Bulletin religieux* de notre diocèse (1 et 8 janvier 1916).

Dans ces dernières années, il s'était attaché à Jeanne d'Arc. Il avait écrit un drame qu'il aurait bien voulu voir représenter sur une scène de Paris. « Mais un théâtre du boulevard, écrit M. de Beaucorps, lui réclama 100.000 francs de provision pour les décors et costumes... » autant dire qu'il refusait de s'en occuper. Ce fut un des chagrins de Gourdon.

Le discours de notre confrère Gabriel Audiat, ami personnel du défunt, qui devait être lu sur sa tombe, dira ce que Gourdon était comme poète. Ses livres, certains du moins, lui survivront, ses chansons de geste sont œuvre de haute littérature.

« Ce n'est pas, dans ce pays de Saintonge-Aunis, dont il a été l'enfant, l'ami et le serviteur passionné ; devant le monde de la marine à la vie duquel il a pendant plus de trente ans, mêlé sa vie, dont il a profondément senti — et chanté — les fiertés et les deuils ; parmi la population du port de Rochefort dont il fut, de cœur, de pensée, de plume, l'ardent et infatigable défenseur qu'il est besoin de rappeler la vie si laborieuse, si féconde, mais d'une si belle unité de Georges Gourdon, et de dire tous ses titres multiples à l'hommage d'affection et de gratitude que lui a apporté l'unanime tristesse de ses concitoyens.

Bien que ce soit un ami très cher qui parle, nous ne dirons pas non plus quelle fut, parmi toutes les vertus intimes dont il fleurit son foyer, sa pratique exquise, sa religion de l'amitié.

Je veux surtout, au nom de ceux qui l'ont aimé dans son œuvre littéraire, saluer le poète que, de l'aube de son adoles-

cence jusqu'aux dernières lueurs de son couchant, il fut, il voulut être, il s'enorgueillit d'avoir toujours été. Poète d'un lyrisme sobre et délicat, même quand il s'agissait d'ouvrir son propre cœur, un peu timide, comme ces *Pervenches* qu'il avait modestement choisies pour emblème à ses premiers vers, vous savez quels coups plus virils et plus sonores eut son archet quand son patriotisme vibra aux prouesses du *Sang de France*, s'exalta aux gloires de notre passé, aux éclats d'espoir qui illuminaient notre horizon !...

Dans ce corps plutôt frêle, fait d'une argile très tendre, brülait, — hélas ! pour l'user, pour le briser trop vite ! — une âme héroïque, une âme de chevalier, une âme de croisé, qu'enflévrerait tout acte généreux, tout geste de grandeur, que crispait douloureusement toute vilenie. Et c'est sans doute parce que l'action était refusée à son tempérament trop faible, qu'il devint, naturellement, sans préméditation je pense, mais par un de ces mouvements d'amour profond et sans fin qui sont la vocation même et le destin providentiel d'une vie, le gentil trouvère de nos vieilles *Chansons de Geste* rajeunies sans fard de modernisme, le hardi et heureux metteur en œuvre des « *Mystères* » chrétiens, de *Guillaume d'Orange* et de *Jeanne d'Arc*.

Ces drames vous les avez applaudis, et vous avez très bien fait : puisqu'ils sont d'une belle tenue oratoire et scénique ; puisqu'il n'y a pas de tradition plus saine, plus tonique à reprendre que celle qui appelait tout le peuple de France à s'émouvoir ensemble aux nobles légendes de notre pays ; puisque enfin vous donniez à votre cher poète, honneur de votre cité, de votre province, quelques-unes des plus vives joies de sa vie.

D'autres aussi, çà et là, en France et même à l'étranger, les ont applaudies. Sans parler des couronnes académiques dont on peut dire qu'il a été comblé, d'illustres suffrages n'ont pas manqué à ses poèmes, qu'ont loués les F. Coppée, les Gaston Paris et les de Vogüé, — pour ne parler que des morts.

Il est vrai pourtant, et ce fut un de ses justes chagrins, que ce qu'on nomme Paris, l'être capricieux, tumultueux, frivole et gaspilleur, qui s'est donné la souveraineté de l'opinion par la mode, ne fit point de lui un de ses favoris, et, n'étant presque jamais injuste à demi, ne lui donna pas la part de renommée à laquelle son œuvre avait droit. C'est une amertume à laquelle doivent se résigner d'avance, — en compensation de tant de

biens dont ils jouissent sous leur ciel plus joli, moins changeant, — presque tous les bons ouvriers de nos provinces, aussi bien les ouvriers d'art et de lettres que les créateurs d'industries et d'œuvres fécondes : et c'est pourtant ce que leur labeur plus ou moins obscur met ou entretient de vie, de vertu et d'idéal dans nos provinces, qui fait durer la France !

Mais si le grand public n'a pas fait au poète des *Chansons de Geste*, non plus qu'à celui du *Chemin de la Vie*, la place pourtant modeste qu'il eût ambitionnée, nous étions pas mal, répandus dans le vaste monde — et sans parler des ses innombrables amis et admirateurs de Saintonge-Aunis — qui, lettrés, professeurs, critiques, dilettantes, ayant connu ses vers, les avions pris en haute estime, et par l'auteur allant droit à l'homme, l'avions aimé tout entier.

Et comment ne pas apprécier l'originalité sans tapage de sa fantaisie, la noblesse ingénue de sa pensée, la pureté sans tache de son style et de son vers, tout ce qui fait la probité de son talent ?...

Mais comment ne pas chérir une âme de poète si candide, si limpide, si frissonnante et si haute, qui, comme chez nos délicieux primitifs français, ne fait qu'un avec son art, et que pourtant on voit et on sent supérieure ?

Cette beauté de l'âme, elle venait du grand fond chrétien où nos trouvères et nos tailleurs d'images des XII^e et XIII^e siècles ont puisé, avec leur divine inspiration, le secret charmant de leur jeunesse éternelle. Georges Gourdon, qui est bien un trouvère, la cultiva en lui avec une piété rougissante et scrupuleuse d'enfant ou de frère convers. Tout en faisant, et de plus en plus, de sa poésie, une œuvre pie, vouée à ces deux grands amours de son grand cœur : Dieu offensé, la France meurtrie, et à cause du plaisir presque trop vif qu'il prenait à elle, et pour les mouvements d'orgueil qu'il y redoutait, — peut-être aussi pour certaines émotions sentimentales qu'elle réveillait en lui, il s'en voulait d'elle comme d'un de ces péchés de jeunesse qu'il craignait de ne jamais expier assez... Aussi la poésie fut au double sens du mot sa PASSION ; j'entends : avec la grande volupté de sa vie, elle fut, au milieu de ses souffrances physiques et des poignantes tristesses de son âme, encore le cher et délicieux tourment de ses dernières années, la compagne adorée qui ne le quitta pas un seul instant — pas plus que l'autre ! — tout le temps de cette ascension douloureuse par laquelle il s'achemina vers la lumière...

Cette lumière divine, il a assez souffert, il a assez mérité, il a assez fait de bien, sans doute, pour la posséder à cette heure tout entière. Ses yeux, où les larmes jaillissaient si facilement, se sont fermés aux spectacles cruels, affreux, dont la terre est chargée, pour s'ouvrir à la douce clarté que rien ne voile ni n'éteint. Ne le plaignons donc pas. Plaignons le cœur déchiré à qui va manquer le grand enfant à chérir et à bercer. Plaignons-nous, nous tous qui l'avons aimé, d'avoir perdu un si précieux ami.

Mais, chrétiens, relevons le front avec confiance devant une vie aussi exemplaire. Amis des lettres, honorons avec fierté ce maître ouvrier de poésie, aimons, faisons aimer son œuvre, afin que vive le plus longtemps possible son cher souvenir et que se répande le bienfaisant rayonnement de sa belle âme !

M. Georges Boutelleau, né à Barbezieux en 1846, est décédé à Pontaillac le 22 janvier 1916.

Né à Barbezieux le 21 avril 1846, d'une vieille famille charrentaise, il fit de bonnes études au collège de Barbezieux et au lycée d'Angoulême.

En 1874 ils s'allia à la famille Havilland de Limoges.

Il vécut longtemps au pays natal. C'est là qu'il produisit la plupart de ses œuvres. Je cite en vers ou en prose : *Les vies Brisées, Méha, L'étrangère. Américaine, le Vitrail, les Cimes, Poèmes en miniature, Sémiramis, Pastels de guerre, etc.* (Voir *Journal de Royan* du 30 janvier).

M. Jean-Eugène-Henri Pédézert, administrateur des colonies depuis 1913, né le 31 janvier 1873, à Saint-Mandé, près Paris, est décédé, le 29 janvier 1916, du typhus malaria, à Tsivory (Madagascar) où il avait été envoyé, en mai 1915, de Ranomafana, sa résidence habituelle, comme lieutenant de réserve, prendre le commandement d'une compagnie de tirailleurs. Fonctionnaire dévoué et très regretté. Il était fils de M. Pédézert, ingénieur en retraite des chemins de fer de l'Etat.

MARIAGES

Le 18 décembre 1915, à Saintes, a été béni le mariage de M. Jaulin du Seutre, Marie-Auguste-Maurice, médecin-major de 2^e classe des troupes coloniales, avec M^{lle} Blanche-Emilie-Marcelle Charrier, fille du général Charrier, de Nantes.

VARIÉTÉS

I

LES COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES A SAINTES

(1793-1795)

Dans l'article, très documenté et fort attachant, sur François-Marie Bourignon, qu'il a fait paraître dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis* (1^{er} octobre-1^{er} décembre 1914), notre confrère, M. Georges Perrier des Brousses, à la page 265 *in-fine*, qualifie François-Xavier Bourignon, le frère du fameux archéologue-antiquaire, de « futur membre du tribunal révolutionnaire de Saintes. » C'est là une erreur manifeste qu'il importe de rectifier dans l'intérêt de la vérité historique. Ce n'est pas à Saintes, en effet, mais à Rochefort que le terrible tribunal fut créé, en vertu d'un arrêté, pris le 13 brumaire an II (3 novembre 1793) par les conventionnels Laignelot et Lequinio, en mission dans la Charente-Inférieure, pour « juger tous les citoyens de ce département qui seraient accusés de délits contre la liberté du peuple, contre la sûreté du gouvernement républicain, l'unité et l'indivisibilité de la République, en un mot tout crime contre la sûreté nationale » (1). L'auteur de l'article en question a, sans doute, entendu faire allusion au « comité de surveillance révolutionnaire » de Saintes, dont Xavier Bourignon fit effectivement partie. Profitons de ce *lapsus* pour parler de cette institution qui rappelle l'une des périodes les plus sombres et les plus tragiques de notre histoire.

Par le décret du 21 mars 1793 (2), rendu sur le rapport de

(1) Nous renvoyons à l'intéressante étude de M. le chanoine Lemonnier, *le Tribunal Révolutionnaire de Rochefort*, publiée dans la *Revue de Saintonge* (t. XXX, 1910, pages 308 et suiv.) Voir aussi à ce sujet *Histoire de la ville et du port de Rochefort*, par J.-T. Viaud et E.-J. Fleury, Rochefort, 1815).

(2) *Collection générale des décrets rendus par la Convention Nationale*, tome III, page 465. A Paris, chez Baudouin, imprimeur de la Convention Nationale, vis-à-vis la rue de l'Echelle.

Jean Debry, député de l'Aisne, pour prévenir « les complots liberticides » à l'époque où « des despotes coalisés » menaçaient la République, « plus encore par leurs intrigues que par les succès de leurs armes », la Convention Nationale ordonna l'établissement, dans chaque commune, d'un comité chargé de surveiller les étrangers, résidant dans la commune ou qui pourraient y arriver, de recevoir leurs déclarations, de décider, d'après certaines règles précises et rigoureuses, lesquels d'entre eux devaient être expulsés du territoire de la République, et de leur délivrer des certificats d'autorisation de résidence, dits, dans l'usage, *cartes de sûreté* (1). Ces comités, dont les membres ne pouvaient être choisis « ni parmi les ecclésiastiques, ni parmi les ci-devant nobles, ni parmi les ci-devant seigneurs de l'endroit et leurs agents », étaient composés de 12 citoyens, élus au scrutin de liste et à la pluralité des suffrages. Appelés d'abord « comités de surveillance » ils prirent bientôt le nom de « comités révolutionnaires » et virent leurs attributions notablement étendues, ainsi qu'il sera dit plus loin.

Il ne faut pas confondre ces comités avec les « comités de Salut Public » (2), qui, après la trahison de Dumouriez et l'institution du Comité de Salut Public (6 avril 1793) se formèrent, à l'image de celui de la Convention, dans les départements, spécialement dans celui de la Charente-Inférieure.

(1) Les *cartes de sûreté* durèrent jusqu'au 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799).

(2) Le 4 avril 1793, Dumouriez, qui avait été déclaré traître à la patrie et mis hors la loi sur la motion de Thuriot, de la Marne, se voyant abandonné par le plus grand nombre de ses soldats restés fidèles à la République, passait, dans le camp autrichien, à Ath, avec les généraux Montjoye, son aide de camp ; Valence ; le duc de Chartres le futur Louis-Philippe I^{er} ; les hussards de Berchigny, etc. Le lendemain, Isnard, du Var, appuyé par Marat et Barrère, fit décréter par la Convention qu'un Comité de Salut Public, pourvu de pouvoirs dictatoriaux, et délibérant en secret, prendrait toutes les mesures de défense générale, extérieure et intérieure. « C'est par la violence, avait dit Marat, qu'on doit établir la liberté, et il est indispensable d'organiser momentanément le despotisme de la liberté pour écraser le despotisme des rois. » Le 7 avril cette assemblée nommait les 9 membres devant composer ce comité, et élisait : Barrère (des Hautes-Pyrénées) ; Delmas (de la Haute-Garonne) ; Bréard (de la Charente-Inférieure) ; Cambon (de l'Hérault) ; Jean Debry (de l'Aisne) ; Danton (de Paris) ; Guyton-Morveau (de la Côte-d'Or) ; Treillard (de Seine-et-Oise) et Delacroix (d'Eure-et-Loir). *Moniteur Universel* du 6, 9 et 10 avril 1793.

Le 10 avril 1793, le Conseil général de ce département, après en avoir conféré avec les commissaires pour les Deux-Charentes, Bernard et Guimberteau, arrêta que les conseils du district et de la commune de Saintes seraient convoqués pour venir délibérer avec lui sur « la nécessité de former un comité de surveillance et sur la manière de l'organiser » (1).

Dès le lendemain, 11 avril 1793, les trois corps administratifs, réunis extraordinairement, à 5 heures du soir, sous la présidence de Garesché, président du conseil du département, « considérant que, dans les circonstances actuelles, où les malveillants de l'intérieur s'agitent en tous sens pour seconder les efforts de l'ennemi extérieur, il est nécessaire de prendre tous les moyens qui peuvent conduire à déjouer les complots liberticides de ces scélérats ; qu'on ne peut y parvenir qu'en suivant avec un soin non interrompu tous les fils de leurs trames criminelles, et que des opérations de cette nature ne pourraient être faites avec succès dans des délibérations publiques » (2), arrêtèrent unanimement qu'il serait constitué un comité de salut public qui serait chargé de faire toutes les recherches et de prendre toutes les mesures de sûreté générale qu'il croirait nécessaires, et autorisé à faire mettre provisoirement en état d'arrestation toutes personnes qu'il jugerait suspectes, et ordonner la mise des scellés sur leurs papiers à la charge d'en rendre compte aux trois corps administratifs (3). Il fut décidé, en outre, que ce comité serait composé de six membres, pris en nombre égal dans chacun des trois corps, et qu'il serait nommé des suppléants pour remplacer les absents (4).

(1) *Délibérations du Conseil général de la Charente-Inférieure* (8^e session, 24 mars 1793 au 4 frimaire an II). *Archives départementales*.

(2) Mêmes délibérations.

(3) Le 27 avril 1793, il fut arrêté que l'assemblée des trois corps administratifs tiendrait ses séances les lundi et jeudi de chaque semaine, à 5 heures du soir, en la salle ordinaire du département, pour délibérer sur les dispositions de sûreté générale et entendre les comptes des travaux du comité de salut public. (*Délibérations du Conseil général de la Charente-Inférieure*, 8^e session).

(4) La délibération porte les signatures : Garesché, président ; Ardouin, vice-président ; Granier ; Garreau ; Charron aîné ; Vignaud ; Bouju ; Pelluchon ; Barthélemy ; Chastellier ; P.-Hect. Savary ; Tourneur ; Le Bouc ; Pouillet ; Bérauld ; Marcelat ; René E-chassériaux, procureur général syndic du département ; Moreau ; Borel ; Gautret ; Hillairet ; Vanderquand ; Lériget, procu-

Furent immédiatement élus, par voie de scrutin et à la pluralité relative des suffrages, les citoyens Brunet et Dravigny, du conseil de la commune, Hillairet et Moreau, de celui du district ; P.-Hector Savary et Lebouc, de celui du département ; et pour suppléants, les citoyens Canolle, Goguet et Marcelat.

La délibération fut soumise aux délégués de la Convention, Bernard et Guimberteau, qui déclarèrent l'approuver et en assurer l'exécution en reconnaissant « la pressante utilité » (1).

La société « patriotique » de Saintes (2), ayant appris l'établissement du comité de salut public y applaudit avec transport et demanda à ce comité de vouloir bien admettre dans son sein trois de ses membres, les citoyens Le Roux, Coëffé et Bourignon jeune (3), pour coopérer à ses travaux. Cette adjonction fut confirmée par l'assemblée des trois corps administratifs réunis, dans la séance du 23 avril 1793.

Le comité de salut public, ainsi constitué, se mit immédiatement à l'œuvre et déploya une activité, que révèlent diverses délibérations du Conseil général du département et des conseils du district et de la commune, appelés à statuer de concert sur les mesures prises par ce comité et soumises à leur sanction.

Citons quelques uns de ces actes :

Le 11 avril 1793, il fait refuser un certificat de civisme à Jean Bigot, notaire à Saintes, dont le fils, Jean-François-Joseph, avait émigré (4) ; et, un peu plus tard (21 du même mois) il fait annuler celui qui avait été accordé le 15 décembre

reur syndic du district ; Boisnard, maire ; L. Vallein ; Gillet ; P. Gaudin, Canolle, officiers municipaux ; Georges Robert ; Eymeri ; Auger-Basset ; J.-J. Brunet ; Dulac ; Follet ; Amouroux ; Dravigny ; Arnould, procureur de la commune ; Emond, secrétaire général du département.

(1) *Délibérations du Conseil général du département de la Charente-Inférieure* (8^e session). La délibération ne porte que le visa de Bernard.

(2) C'est ainsi que dans la délibération est qualifiée la société populaire de Saintes. On l'appelle ailleurs « société républicaine ». Il s'agit de la société des *Amis de la Constitution*, qui, après la déchéance de Louis XVI et sa détention au Temple, avait pris le titre de société des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*.

(3) Jean Bourignon.

(4) Pourtant le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), le directoire du district de Saintes fut d'avis qu'il y avait lieu d'excepter Bigot du sequestre, ordonné par la loi du 17 frimaire précédent (7 décembre 1793) sur les biens des pères et mères d'émigrés, car ce dernier avait prouvé, par les pièces jointes à sa pétition, qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour s'opposer à

1792 à Jean-Baptiste Petit, aussi notaire de cette ville (1) parce qu'il avait conseillé à un tuteur, qui voulait rendre son compte de tutelle à son pupille, âgé de plus de 23 ans, d'attendre que celui-ci eût 25 ans révolus, sous prétexte qu'il n'était pas encore majeur (2). En outre, considérant que Petit, « déjà défavorablement noté dans l'opinion publique », avait, dans la circonstance, laissé « percer ses principes anti-civiques », et que les fonctions, dont il était revêtu, étaient d'autant plus dangereuses « entre les mains d'un homme, ennemi de la chose publique, qu'appelé journellement par la confiance des habitants des campagnes, il pouvoit en faire un usage très abusif », le comité de salut public fit défendre à Petit, par la municipalité de sa résidence, d'exercer à l'avenir les fonctions de notaire, à peine de faux (3).

Il stimule le zèle des municipalités afin qu'elles redoubtent de surveillance et qu'elles « usent envers les gens suspects de toutes les sévérités qu'exige le salut public. » (14 avril 1793).

Il fait saisir à la poste les lettres dont les envoyeurs ou les destinataires lui inspirent des doutes.

Il ordonne ou provoque l'arrestation de personnes « violemment » soupçonnées d'avoir correspondu avec les émigrés et de leur avoir envoyé des fonds en violation de la loi (4), par

l'émigration de son fils, du reste majeur (*Délibérations du district de Saintes*). Nous remercions notre excellent collègue, M. Tortat, d'avoir bien voulu nous communiquer la copie de ces délibérations, prises par lui sur les registres du district, déposés aux archives départementales.

(1) Dans sa séance du 15 frimaire an II (5 décembre 1793), le directoire de Saintes estima qu'il convenait de rapporter la délibération, retirant le certificat de civisme à Petit, attendu que celui-ci ne paraissait pas « avoir été entendu pour se disculper des dénonciations, faites contre lui ». Il résulte d'une note, mise sur le répertoire de Petit, qu'il reprit le 20 pluviôse an II (8 février 1794) l'exercice de ses fonctions notariales, « les autorités constituées ayant jugé le peu de fondement et la fausseté des imputations, accusations et dénonciations » dirigées contre lui.

(2) La loi du 21 septembre 1792, dont la disposition sur ce point a été reproduite par le Code civil, avait fixé à 21 ans, pour les deux sexes, la majorité qui auparavant commençait en France à 25 ans.

(3) Le 1^{er} novembre 1792, sur la motion de Camus, député de la Haute-Loire, avait été votée une loi exigeant la production d'un certificat de civisme par ceux qui entraient dans le notariat. Cette obligation fut supprimée par celle du 11 thermidor an III (29 juillet 1795).

(4) Un décret du 2 septembre 1792 avait ordonné la confiscation et la mise en vente des biens des émigrés. Le 1^{er} mars 1793 ils furent frappés de mort

exemple « la femme Petit-Thouars, » (1) Samuel Bréjon-Lamartinière, (2) l'ancien avocat du roi au siège présidial de Saintes, et « la dame Guिताud » (3) à leurs fils; « la dame » Lannoy, épouse Montazet, (4) les dames de Beau-

civile ; non seulement leurs biens présents étaient acquis à l'Etat, mais aussi leurs successions à échoir pendant 50 ans. Leurs parents, restés en France, ne correspondaient avec eux et ne leur faisaient des envois d'argent qu'en risquant leur vie.

(1) Marie-Françoise Bonne Belin de la Caillière, épouse Hyacinthe-Augustin-Célestin Aubert du Petit-Thouars. On avait intercepté à la poste une lettre, paraissant être adressée à un nommé Leclair, négociant à Dusseldorf, et être relative à des affaires de commerce, mais « approchée du feu une lettre nouvelle et d'un style différent est sortie de la première. Des caractères jaunâtres, placés entre les lignes de celle-ci, ont découvert la supercherie. » Bien que non signée, il fut reconnu, d'après la teneur et la ressemblance parfaite de l'écriture, que la dame du Petit-Thouars en était l'auteur, aussi le comité de salut public ordonna-t-il son arrestation le 21 avril 1793. Elle obtint cependant son élargissement le 23 mai suivant car depuis sa détention, rien ne s'était trouvé dans ses papiers, ni dans ses correspondances, de nature à indiquer « une intelligence dangereuse avec les ennemis de l'Etat. »

(2) Quelques lettres, saisies à la poste, ayant fait fortement soupçonner Brejon de Lamartinière d'envoyer des fonds à son fils émigré, le directoire de la Charente-Inférieure ordonna sa détention immédiate (Délibération du 2 mai 1793).

(3) Ce doit-être Marie-Jeanne Turmet de Montguyon, veuve de Charles-Louis du Breuil, comte de Guiteau. Nous lisons dans la délibération du 25 avril 1793 concernant cette dame : « Comme les autres lettres de cette espèce, elles (les lettres adressées à la dame de Guiteau) n'étoient pas signées, mais écrites de deux manières l'une à l'encre ordinaire, ne disoit que des choses indifférentes ; l'autre, qui n'avoit paru qu'à l'aide du feu, offroit des détails qui faisoient connaître les vues et les espérances coupables des perfides émigrés. » Elle fut relaxée le 15 mai 1793 pour cause de maladie.

(4) Le manuscrit porte « Adélaïde Lannoix, épouse Montazet, » mais il s'agit de Marie-Thérèse-Charlotte, comtesse de Lannoy, épouse de Charles de Malvin, marquis de Montazet, comte de Plassac, émigré en Angleterre lors de la Révolution. Le comité de salut public avait opéré la saisie d'une lettre, adressée « à la dame Montazet, » contenant ces mots : *que les troubles des départements de la Vendée et autres avoient éclaté trop tôt d'un mois, mais que si les chefs savoient se soutenir, ils seroient puissamment secourus.* » L'arrestation de cetle dame, ordonnée par le comité de salut public, fut confirmée par les trois corps administratifs, réunis dans leur séance du 25 avril 1793, et son incarcération prescrite dans « la maison des Sainte-Claire » de Saintes, attendu qu'il résultait de cette lettre qu'elle entretenait avec son mari émigré une correspondance qui jetait des soupçons sur sa conduite et qui faisoit présumer qu'elle lui envoyait des fonds ; que, d'autre part, cette lettre contenait « des détails, très propres à éclairer sur la nature

poil (1), et Dufaur (2) à leurs maris ; Fourestier, (3) apothicaire à Saintes, à de Valles, (4) ci-devant émigré, détenu à l'abbaye de cette ville par ordre du comité de surveillance de la Convention Nationale.

Il fait aussi emprisonner les gens suspects tels que les deux frères Méthé de Fonremis (5) ; les « citoyens » Louis et Mathieu

des mouvements contre-révolutionnaires, qui s'étoient manifestés dans les départements voisins, et sur leur rapport avec les projets du cabinet de Londres. » Quelque temps auparavant, le directoire du Conseil général de la Charente-Inférieure, instruit que des rassemblements, qui inquiétaient le pays, avaient lieu au château de Plassac, habité par Madame de Montazet, avait chargé l'un de ses membres, P. Hector Savary, d'aller y faire des recherches (Délibération du 24 mars 1793). Celui-ci, accompagné de Boyveau, commissaire du district de Pons, et des officiers municipaux et gardes nationales de Saint-Genis et de Plassac, avait fait dans le château, le parc et leurs dépendances, une minutieuse perquisition et une enquête qui avaient démontré la fausseté des bruits qu'on avait répandus (Délibération du 26 mars 1793). Le 6 mai de la même année, la dame de Montazet fut mise en liberté sous la surveillance de la municipalité, sur un rapport des chirurgiens Couturier et Lavigne, constatant qu'elle était « attaquée » d'une maladie qui exigeait des soins assidus et des secours qu'elle ne pouvait pas se procurer dans la maison où elle était détenue.

(1) Sans doute Marie de Vallée, épouse d'Antoine de Beaupoil de Saint Aulaire. Arrêtée le 23 avril 1793 elle obtint sa mise en liberté le 23 mai suivant.

(2) Ce nom est écrit *Duffort* dans la délibération ; il s'agit de Anne-Jeanne Dubreuil de Guiteau, épouse de Auguste Cajétan Dufaur, seigneur de Faussac. Cette dame incarcérée le 6 mai 1793, fut élargie le 23 mai suivant.

(3) Le comité de salut public avait intercepté à la poste une lettre adressée à de Valles sous le couvert d'un nommé Le Beau de Paris, mais elle était signée et il était constaté par le chargement (elle contenait 470 livres en assignats) qu'elle était de Fourestier et que ce dernier était en correspondance avec cet émigré (Délibération du 23 avril 1793).

Il y avait alors à Saintes deux « apothicaires » de ce nom :

1^o Michel Fourestier, décédé, à Saintes le 19 floréal, an V, à 78 ans ;

2^o François Fourestier, fils de Laurent Fourestier-Lapointe, apothicaire, ancien juge-consul et ex échevin de l'hôtel-de-ville, décédé à Saintes le 18 décembre 1791, et de Marie Ardouin, et qui se maria en cette ville le 18 janvier 1774 avec Marie-Thérèse Espinet. Il doit s'agir pensons-nous de ce François Fourestier.

(4) Bernard Alexandre de Valles, et non Deval, ainsi qu'il est dénommé sur le registre du district.

(5) Pierre Méthé de Fonremis, ancien conseiller au présidial, et Pierre Ignace Méthé de Fonremis de Lamothe, lieutenant particulier au même siège. Lors d'une perquisition faite, au mois d'avril 1793, par la municipalité de Berneuil, dans la propriété de ce dernier, à Beauregard, on avait décou-

Levesquot, de Port d'Envaux, le père et le frère d'André Levesquot, qui était parti pour l'émigration; Mollet, qui s'était permis « des procédés et des discours inciviques vis à vis de quelques volontaires de Cognac, passant devant sa maison et se rendant à l'armée de la Vendée » (1); François Martin, curé d'Agonnay, district de Saint-Jean d'Angély (2).

Il fait apposer les scellés sur les meubles et les papiers des détenus ou d'autres suspects, laissés en liberté, notamment la « citoyenne Brémond, de Saintes, » (3) et son frère Pierre de

vert, sous un ballet, dans du foin, un fusil à deux coups et 17 cartouches à balles, et, dans la paille d'un lit, placé dans un chai, une baïonnette. Les deux frères de Fonremis, traduits devant le tribunal de Rochefort, furent condamnés à mort et exécutés les 12 et 13 germinal an II (1^{er} et 2 avril 1794).

(1) Il s'agit vraisemblablement d'Augustin Mollet, dont il a été parlé dans la *Revue* du 1^{er} février 1915, page 23. — Il fut remis en liberté, sous la surveillance immédiate de la municipalité, le 27 juillet 1793.

(2) Le curé Martin, avait été à la suite d'une dénonciation et sur l'ordre du comité de salut public de Saintes, détenu provisoirement le 23 avril 1793 dans la maison d'arrêt de Saint-Jean-d'Angély. Malgré une pétition présentée au Conseil général de la commune d'Agonnay et tendant à obtenir en faveur de ce prêtre une attestation qu'il s'était toujours « comporté comme un bon citoyen, » le directoire du département de la Charente-Inférieure, dans sa séance du 2 mai suivant, confirma cette arrestation et « considérant que le dit Martin a prêté avec restriction le 31 janvier 1791, le serment prescrit par la loi du 29 septembre 1790 : qu'il a rétracté, peu de temps après ce serment dans tout ce qui (selon lui) est contraire aux dogmes de la foi et de la religion de ses frères. rétractation qu'il a eu l'impudeur d'écrire de sa propre main sur les registres de délibérations de la commune d'Agonnay, » ordonna qu'à la diligence du procureur général syndic, le dit Martin serait porté sur la liste des prêtres qui, aux termes de la loi des 21 et 23 avril 1793, devaient être embarqués et transférés sans délai à la Guyanne Française. — Le 4 juillet 1793 le Directoire du district de Saintes s'occupe encore du curé Martin et demande qu'il soit « transféré de suite à Blaye où sont les autres prêtres, condamnés à la même peine. »

(3) Jeanne Marie Elisabeth de Lataste, épouse de Pierre René Auguste, comte de Brémond d'Ars, parti pour l'émigration. Le contenu de lettres, interceptées à la poste et adressées à cette dame, annonçaient qu'elles étaient de son mari, quoique signées d'un nom différent. — « Elles étaient toutes conçues dans le même style ; toutes respiraient une haine et un mépris pour la République. Il paraissait évident qu'il existait une correspondance bien suivie entre le dit Brémond et sa femme et que celle-ci par ses lettres nourrissait les sentiments de l'autre. » Cependant comme elle n'était pas convaincue d'avoir fait passer des fonds à son mari, le comité avait pensé qu'il suffirait de la surveiller « exactement » et de mettre les scellés sur ses papiers (Délibération du 25 avril 1793).

Lataste de Goux, paroisse de Pérignac ; soupçonnés d'avoir « entretenu des intelligences coupables » avec de Brémond, leur mari et beau-frère, émigré (1).

Il invite la municipalité de Saintes à faire renfermer de nouveau toutes les personnes suspectes, qui avaient pu être élargies, « mesure jugée nécessaire pour la sûreté publique dans un moment où les bons citoyens se portent en foule à la défense des départements infestés par les brigands. » (10 mai 1793).

Après les journées insurrectionnelles des 31 mai, 1^{er} et 2 juin 1793, et l'arrestation des *Girondins*, un décret du 4 juin de cette même année, rendu sur la motion de Claude Bazire, (de la Côte d'Or), conserva les comités de salut public, établis dans les départements, soit par les commissaires de la Convention Nationale, soit par les autorités constituées, pour veiller au maintien de la tranquillité publique, sous la condition de référer de toutes leurs opérations au comité de Sûreté générale et de salut public de Paris.

Celui de Saintes recevait ainsi la consécration légale. Peu de temps après, le 23 août 1793, il était renouvelé par les trois corps administratifs réunis et se trouvait composé comme suit : pour le département, Savary et Marchant ; Ardouin, suppléant ; pour le district, Hilairat et Vanderquand ; Gautret, suppléant ; pour la commune, Arnould, notable, et Le Roux ; Defontaine, suppléant.

La loi du 5 septembre 1793 prescrivit l'exclusion des comités de salut public de tous les ci-devant nobles et des prêtres non mariés, et accorda aux membres les composant une indemnité journalière de 3 livres, qui devait être fournie par une contribution à prendre sur les riches.

Lorsque la loi du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), votée sur le rapport de Billaud-Varenne, député de Paris, eût orga-

(1) L'apposition des scellés sur les papiers de Lataste avait été prescrite parce que celui-ci était accusé d'avoir lors de la vente des meubles de Brémond d'Ars, son beau-frère, pris publiquement note des noms des acheteurs. On en avait conclu que, par ce « procédé » il avait l'intention de nuire au succès de la vente et qu'il agissait à l'instigation de cet émigré, puisque ce dernier, dans une lettre écrite à sa femme et qui avait été saisie à la poste par les soins du comité de salut public, demandait qu'elle lui fit passer cette note, qu'ainsi il était probable que Lataste entretenait « avec cet ennemi de la patrie une intelligence coupable. » (Même délibération du 25 avril 1793).

nisé le Gouvernement Révolutionnaire, qui avait été proclamé officiellement par le décret du 19 vendémiaire précédent (10 octobre 1793), (1) le comité de salut public et le comité de surveillance de Saintes, dont nous allons nous occuper maintenant, ne firent, sans nul doute, qu'une même institution.

Nous avons dit plus haut que les comités, créés par la loi du 21 mars 1793, avaient pour unique mission de surveiller les étrangers, mais bientôt, outrepassant leurs attributions, ils étendirent leur surveillance aux nationaux auxquels ils délivrèrent des *cartes civiques*, sorte de passe-port, qui indiquait qu'on n'était pas suspect.

A la suite d'abus criants, commis par certains comités, la Convention Nationale leur interdit la dénomination de *comités révolutionnaires* qu'ils avaient prise au milieu de la fermentation girondine et fédéraliste, mais ces comités, élus pour activer la Révolution, continuèrent à se donner cette qualification et ce nom s'imposa au législateur qui augmenta leurs pouvoirs dans une très large mesure. La loi du 13 septembre 1793 leur confia la mission d'envoyer l'état détaillé des biens des émigrés, situés dans leur section, à l'administrateur des domaines nationaux, puis celle du 17 dudit mois, dont Merlin (de Douai) avait été le rapporteur, chargea ces mêmes comités de dresser, chacun dans son arrondissement, la liste des gens suspects, de décerner contre eux les mandats d'arrêt, et de faire apposer les scellés sur leurs papiers. (2) Il était enjoint, sous peine de destitution, à tout commandant de la force publique de mettre sans délai ces mandats à exécution. C'était la récompense de l'activité implacable qu'ils avaient montrée contre les étrangers, cause première de leur institution. Cette loi n'autorisait pas les corps administratifs à reviser les actes de ces comités, elle obligeait seulement ceux-ci à en rendre compte au comité de sûreté générale de la Convention. Aussi

(1) Le 8 pluviôse an II (27 janvier 1794) les administrateurs du district de Xantes votèrent une adresse au comité de salut public de Paris pour lui témoigner sa joie que leur causait l'établissement du Gouvernement Révolutionnaire. (Voir plus loin le texte de cette adresse).

(2) La loi du 17 septembre 1793 réputait *gens suspects*, notamment : § 5. Ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, femmes, pères, mères, fils ou filles, frères ou sœurs et agents d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution. »

voit-on le Conseil général de la Charente-Inférieure, dans sa séance du 20 octobre 1793, renvoyer à se pourvoir, comme de droit, un certain nombre « d'individus » détenus comme suspects par ordre du comité de surveillance de Saintes et qui sollicitaient leur libération par la voie d'une pétition. Bientôt après, la Convention Nationale donna une nouvelle preuve de sa confiance aux comités de surveillance en les chargeant, par le décret du 20 septembre 1793, de réviser les certificats de civisme, accordés par les municipalités et conseils généraux des communes et visés par les départements et les districts.

Ces comités qui, selon l'expression de M. Aulard, formaient un nouveau filet aux mailles serrées dont le comité de salut public tenait les cordons, devinrent en peu de temps, des instruments si énergiques que la Convention s'émut de leurs empiétements et se préoccupa de réprimer leur ardeur. Le 27 vendémiaire an II (17 octobre 1793). Lecointre (de Versailles) se fit à la tribune l'interprète des plaintes qui s'élevaient de toutes parts contre la façon vraiment abusive dont ils appliquaient la loi du 17 septembre sur les suspects. Il fit observer que les prisons regorgeaient de patriotes, victimes de haines et de vengeances particulières, et fit décréter par l'assemblée que les comités de surveillance seraient tenus de remettre sur le champ aux citoyens, qu'ils seraient arrêter, copie des procès-verbaux contenant les motifs de leur arrestation, mais, dès le 3 brumaire an II (24 octobre 1793), Louis (du Bas-Rhin), au nom du comité de sûreté générale, appuyé par Robespierre, fit rapporter ce décret malgré les efforts de Lecointre et de Phélippeaux (de la Sarthe).

La loi du 17 septembre 1793 conservait leur nom primitif aux comités de surveillance devenus les principaux agents, les plus utiles auxiliaires du comité de sûreté générale ; mais celle du 14 frimaire an II les qualifia expressément de « comités révolutionnaires. » Dans son article 8, section 2, cette dernière loi portait, en effet, que « l'application des lois révolutionnaires était confiée aux municipalités et aux comités de surveillance ou révolutionnaires » qui devaient rendre compte, tous les dix jours, au comité de salut public de la Convention, par l'intermédiaire des districts de leur circonscription. En plaçant sous ses ordres immédiats ces comités et par suite en les mettant entièrement sous la main des représentants en mission, la Convention Nationale affaiblissait la puissance communale dans les

grandes villes, surtout à Paris (1). Pour réagir aussi contre l'omnipotence de ces comités, et, pour éviter toute dictature personnelle et locale, le décret du 14 frimaire an II décida que les présidents et secrétaires des comités révolutionnaires seraient renouvelés tous les 15 jours (article 7, section III). En outre cette même loi édicta que, par les soins du représentant du peuple dans les départements, il serait procédé sans retard à une épuration complète de toutes les autorités constituées, *empoisonnées de fédéralisme*.

Cet « épurement » eût lieu à « Xantes » le 29 pluviôse an II (17 février 1794) (2). Il fut fait par Noleau et Bobe-Moreau, délégués des conventionnels Topsent (3) et Guezno (4), en mission dans la Charente-Inférieure. Les membres du comité de surveillance révolutionnaire, proposés à l'acceptation du peuple « assemblé dans le temple de la Vérité » (5) et acceptés « avec

(1) *Grande Encyclopédie*, tome XII, page 24, v° *Comités révolutionnaires*, par F. A. Aulard.

(2) *Procès-verbal des délégués des représentants du peuple pour l'épurement des autorités constituées de Xantes* (Archives de la Charente-Inférieure).

(3) Jean-Baptiste-Nicolas Topsent, né à Quillebeuf (Eure), le 10 juin 1755, mort au même lieu le 8 août 1816, était un ancien capitaine de la marine marchande. Elu député à la Convention par son département, il fut envoyé en mission dans la Charente-Inférieure, avec son collègue Guezno, le 22 pluviôse an II (10 février 1794) et il s'y signala par son fanatisme révolutionnaire. Ayant trouvé dans les prisons de Rochefort de nombreux prêtres, destinés à la déportation, il proposa, dans une lettre écrite au comité de salut public le 11 germinal an II (31 mars 1794), afin d'éviter « les frais de leur transport à Madagascar » de « les jeter sur les côtes de Barbarie, entre le cap de Boudjaroum et le cap Blanc », pour faire pénitence, parmi les Maures, des crimes qu'ils ont commis envers le genre humain ». Rappelé à Paris le 21 messidor an II (9 juillet 1794), il devint membre du Conseil des Anciens le 21 vendémiaire an IV (13 octobre 1795) et quitta cette assemblée pour prendre le commandement de la frégate la *Comète*, en prairial an VI (juin 1798). Il continua de servir sur mer jusqu'à son décès.

(4) Mathieu-Claude Guezno de Botsey, né à Audierne le 17 février 1763, appartenait à une famille de noblesse de robe, originaire de la Normandie. Négociant dans sa ville natale, il fut successivement membre de la Convention (6 septembre 1792) pour le département du Finistère, puis du Conseil des Cinq-Cents (4 brumaire an IV-26 octobre 1795). Exilé comme régicide en 1816, il se retira à Bruxelles, d'où il ne revint en France qu'après la Révolution de 1830 ; il se retira dans son pays d'origine où il mourut le 6 juillet 1839.

(5) L'église cathédrale de Saint-Pierre.

acclamation » furent les citoyens Brunet, « fils du greffier », (1) Eutrope Arnould, Grégoire Moreau, Xavier Bourignon, Flavier, Roux, Jossand (2), Fédon, dit Montendre, Pasquier (3), Bonnifleau, Boguier, Moreau, peintre

Il est à croire que, dans le principe, le comité de surveillance de Saintes avait fait preuve d'une certaine tiédeur dans l'exercice des pouvoirs qui lui avaient été conférés par les lois des 17 septembre 1793 et 14 frimaire an II, car, à la séance du 14 nivôse an II (3 janvier 1794), Lériget, agent national (4), vint rappeler au directoire du district de cette ville que la loi du 2 juin 1793 enjoignait aux corps administratifs, sous leur responsabilité, de faire mettre en état d'arrestation les personnes notoirement suspectes, et exprima son étonnement que le comité de Saintes et les autres districts eussent fait sortir de prison ou laissé encore en liberté plusieurs ennemis de la chose publique. « Je ne puis en concevoir les motifs, ajouta-t-il ; il est de votre devoir de faire exécuter les lois avec la justice et la sévérité que la patrie attend de vous. » (5) Obtempérant au réquisitoire de l'agent national, le directoire arrêta qu'il s'occuperait, sans délai, dans une séance non publique, à dresser deux listes, « l'une de tous les parents et agents d'émi-

(1) Jean-Joseph Brunet, dit *Parménide*.

(2) Jean Jossand, avoué au tribunal du district de Saintes, domicilié rue *Ca-Ira* (ci-devant Saint-Maur).

(3) Jean-Baptiste Pasquier père, maître cordonnier à Saintes, domicilié rue Samson (aujourd'hui rue de la Vieille-Prison).

(4) La fonction de procureur syndic, créée par la loi du 22 décembre 1789 pour l'administration des districts, avait été supprimée par le décret du 14 frimaire an II et remplacée par celle des agents nationaux. Cette fonction, aux termes de cette même loi, devait être remplie provisoirement par les citoyens en exercice. La loi du 28 germinal an III (17 avril 1795), relative à la réorganisation des administrations de département et de district, dans son article 8, rétablit les procureurs-syndics.

(5) Lériget, procureur-syndic, fut reconnu sous le titre d'agent national provisoire par le directoire du district de Saintes le 4 nivôse an II (24 décembre 1793), et nommé agent national par un arrêté du représentant Lequinio, en date du 1^{er} pluviôse de la même année (20 janvier 1795). Lors de son installation, comme agent national provisoire, Lériget, pour manifester l'ardeur civique qui l'animait, avait fait cette déclaration significative en faisant allusion au Gouvernement Révolutionnaire : « Il s'agit d'une guerre à mort contre les conspirateurs, contre tous les ennemis du peuple ; il faut qu'ils disparaissent tous du sol de la liberté. » (Voir documents annexés, pièce n° 1).

grés, désignés par la loi pour être renfermés, l'autre de tous les ci-devant nobles qui n'auraient pas de certificat de civisme, lesquelles listes seraient envoyées ensuite aux comités de surveillance du district avec injonction d'incarcérer immédiatement les personnes qui y seraient dénommées, pour demeurer en état d'arrestation jusqu'à la paix, ou ne sortir de cet état qu'en vertu d'ordres des représentants du peuple ou de décisions des tribunaux. » (1)

Mais, après leur épuration, les comités de surveillance ne se trouvant plus composés que de Montagnards, prêts à faire main-basse sur les aristocrates, sur les accapareurs et tous les ennemis de la République, un arrêté du comité de sûreté générale, en date du 16 ventôse an II (6 mars 1794) (2) fit appel à leur zèle et leur donna une mission de confiance. Ils furent chargés de remplir, sous leur responsabilité, dans la huitaine, à compter de sa réception, un tableau contenant divers renseignements, relatifs aux détenus domiciliés dans leur ressort (3). Pour « accélérer cette opération salutaire », le comité de sûreté générale ordonnait l'envoi par les directoires de district de commissaires pris dans leur sein. C'est pourquoi, conformément à cette prescription, les administrateurs du district de Saintes, dans leur séance du 23 ventôse an II (13 mars 1794), délèguèrent deux de leurs membres, Vanderquand et Goguet, à l'effet de « se transporter aux divers comités de surveillance, établis dans l'étendue de ce district, pour y hâter la confection des tableaux adressés par le comité de sûreté générale. »

On se souvient que la loi du 5 septembre 1793 avait alloué une rémunération quotidienne de 3 livres aux membres des comités de surveillance, aussi les citoyens composant celui de

(1) D'après l'épurement du 29 pluviôse an II, l'administration du district de Saintes était ainsi composée : *Membres du district* : Moulineau, président; Vanderquand, vice-président; Gautret; Moreau; Hillairet; Lériget, agent national. — *Conseil du district* : Leblanc, de Saint-Cézaire; Olliveau, de Gemozac; Goguet, de Xantes; Borel, de Soullignottes; Boisnard, de Xantes; Bisseuil, de Montils.

(2) Cet arrêté porte les signatures : Lavicomterie; Lebas; Voulard; Dubarau; Vadier; Amar; David; Rhul; Louis (du Bas-Rhin); Jagot; Elie Lacoste; Moyse Bayle. (Voir son texte dans le *Tribunal révolutionnaire de Rochefort*. — *Revue* du 1^{er} février 1911, page 9.)

(3) Voir pour ces renseignements l'arrêté du comité de sûreté générale du 16 ventôse an II.

Saintes, présentèrent au directoire du district une requête pour obtenir le paiement de la somme revenant à chacun d'eux de ce chef. Dans sa séance du 29 ventôse an II (19 mars 1794) cette assemblée se prononça sur leur réclamation dans les termes suivants : « Considérant qu'aux termes de la loi du 5 septembre 1793 le montant de la rétribution dont il s'agit doit être pris sur les détenus puisqu'il n'y a que leur conduite incivique ou suspecte qui a donné lieu à l'établissement du comité de surveillance ; considérant que Lequinio (1), représentant du peuple a décidé que le montant de cette rétribution devait se prendre sur les sommes perçues sur les riches suspects en vertu de la taxe révolutionnaire, faite par le district et approuvée par le même représentant. Arrête que par le citoyen Vanderquand, percepteur, et sur les sommes qu'il a reçues, provenant de la susdite taxe, il sera payé, savoir : Aux citoyens Durand, Arnauld, Capdevielle, Vadier, chacun la somme de 270 livres, qui leur est due depuis le 1^{er} vendémiaire, jour de leur entrée en exercice jusqu'au 1^{er} nivôse ; aux citoyens Roux, Flavier, Grégoire Moreau, Moreau, peintre, Desfontaines, Ganilh, Boguier, Xavier Bourignon et Jossand, aussi chacun celle de 63 livres, qui leur est due depuis le 10 frimaire, jour de leur installation jusqu'au 1^{er} nivôse ; en outre audit citoyen Jossand, pour son exercice de secrétaire dudit comité depuis le 1^{er}

(1) Jean-Marie Lequinio de Kerblay, né à Sarzeau (Morbihan), le 15 mars 1755, de « Gildas-Nicolas Lequinio, chirurgien du roi à Rhuis, et de demoiselle Julienne Vallée », avocat et journaliste, fut député de son département à l'Assemblée législative, puis à la Convention. Il se signala, on le sait, par ses excès révolutionnaires qu'il est inutile de rappeler. On connaît spécialement son rôle dans la Charente-Inférieure où il avait été envoyé en mission avec son collègue laignelot, à la date du 9 septembre 1793. Devenu, après le 18 brumaire, inspecteur forestier, il ne s'occupa guère que d'agriculture, science dans laquelle il était très versé, et mourut vers 1813. Lequinio, à la fois athée et flatteur de Robespierre, ne manquait pas d'esprit ni même de bon sens à l'occasion. Ainsi, le 18 décembre 1791 il écrivait dans le journal *l'Assemblée Nationale*, « qu'aucun membre du Corps législatif ne pourrait solliciter, ni pour autrui, ni pour lui-même, aucunes places, donations, pensions, ni traitements ou gratifications, du pouvoir exécutif ou de ses agents. » Il a laissé quelques écrits : *Les Préjugés détruits*, 1792-1793, ouvrage qui eut du succès et dans lequel l'auteur se qualifiait de *Citoyen du Globe* ; *De la nécessité du divorce*, Paris, 1792 ; *Voyage pittoresque et physico-économique dans le Jura*, 1801, 2 vol. in-8, dans la préface duquel il compare Bonaparte au tonnerre, etc.

brumaire jusqu'au 10 frimaire qu'il est devenu membre de ce comité, sur le pied aussi de 3 livres par jour, conformément à l'arrêté pris à cet égard, vu qu'à cette époque les travaux dudit comité étoient considérables et que les membres qui le composoient alors étoient, pour la plus grande partie, des fonctionnaires publics (1) qui, par ces doubles fonctions, ne pouvoient vaquer aux travaux de ce comité, ce qui nécessite en faveur dudit Jossand, la justice de sa demande puisque, d'ailleurs, si ces membres n'eussent pas été salariés, ils auroient infiniment plus coûté qu'un secrétaire. Lesdites vacations se montent à 117 livres. Lesquelles sommes s'élevant ensemble à 1744 livres, seront passées en compte audit Vanderquand par le receveur du district auquel il est comptable aux termes de la loi du montant de sa recette, en rapportant la présente quittance et revêtue du timbre que le dit citoyen Delaâge portera comme pièce comptable dans ses comptes. »

Le 5 germinal an V (25 mars 1794), à la suite d'un mémoire présenté par les membres, alors en exercice, du comité de surveillance de Saintes, pour avoir le paiement de leur traitement à raison de 3 livres par jour du 1^{er} nivôse au 1^{er} germinal an II (21 décembre 1793-21 mars 1794) le directoire du district arrêta encore qu'il serait payé 270 livres à chacun des citoyens Bourignon, Arnault, Roux, Jossand, Boguier, Grégoire Moreau, Flavier et Moreau, peintre, et 96 livres seulement « attendu qu'ils ne sont entrés en fonction que le 29 pluviôse » à chacun des citoyens Brunet, Pasquier, Bonnifleau et Fedon. Le 1^{er} messidor an II (19 juin 1794), on trouve sur les registres une autre délibération de ce même directoire ordonnant qu'il sera versé aux douze membres, sus-nommés, du comité de surveillance, par Delaâge, receveur du district, et sur les fonds du trésor public, la somme de 270 livres, leur revenant à chacun d'eux pour le trimestre du 1^{er} germinal au 1^{er} messidor de ladite année (2).

(1) Pierre Coëllé, greffier du tribunal de commerce; André Roy, greffier de la justice de paix de la cité de Saintes; François Nadeau, employé à l'administration du district, puis commis-greffier au tribunal civil de Saintes; Philibert-Louis Lemayeur, secrétaire au département, plus tard aide-bibliothécaire à Saintes, peut-être aussi René Briault, alors juge au tribunal de ce district, firent à un certain moment, partie du comité de surveillance.

(2) Il est étonnant de ne pas voir, dans ces délibérations, figurer le nom de *Liberté Estournaux*, qui, le 10 brumaire an II (31 octobre 1793), faisait

On voit que ces excellents patriotes ne se préoccupaient pas seulement de la défense des intérêts nationaux, mais qu'ils veillaient avec non moins de vigilance à la sauvegarde de leurs intérêts particuliers. D'ailleurs, ils n'avaient pas innové et rien n'a changé depuis eux à cet égard.

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(A suivre).

II

LOCKE A ROCHEFORT (1678)

Au mois de juin 1678, Locke partit de Paris pour parcourir avec son jeune pupille tout l'ouest et le midi de la France. « J'ai grand souci de mettre à profit mon voyage pour acquérir une complète connaissance des provinces que je traverse, et pour n'omettre rien de curieux ou de rare, ce qui arrive si souvent aux étrangers mal informés ». Aussi n'avance-t-il qu'à petites journées et, autant que possible, muni de lettres lui donnant accès, en chaque ville, auprès des personnes les mieux à même de le renseigner. A Orléans, où il resta quinze jours, à Blois, à Angers, il est reçu par des amis de Toynard (érudit parisien qui resta 25 ans le correspondant de Locke), par des abbés surtout dont il ne se lasse pas de louer l'humeur accueillante et gracieuse. Quittant ensuite la vallée de la Loire, il descend vers Bordeaux par La Rochelle et Rochefort.

Le 20 août 1678, Locke écrivait, d'Angers, à Toynard : « Je crois partir d'ici en moins de huit jours pour La Rochelle. En ces quartiers, on parle de Rochefort comme d'une place qui mérite le mieux être vue de toutes les places de France. Comme vous avez beaucoup de connaissances avec les gens de marine, vous me feriez grand plaisir de m'adresser à Rochefort à quelqu'un qui pourrait me faire voir quelques parties de ces

partie du comité de surveillance, ainsi qu'il est facile de le constater en consultant un acte, inscrit, à cette date, sur les registres des naissances de Saintes, où ce citoyen, alors âgé de 19 ans, figure comme témoin avec cette qualification. — Quel est ce personnage ? Nous n'avons pu l'identifier.

belles choses-là. Vos lettres me trouveront à La Rochelle, chez M. Jean Raulle. Mais que vous y ayez des amis ou non, je vous supplie de ne pas manquer de m'y donner de vos nouvelles. »

Le 9 septembre 1678, Locke écrivait au même, de Rochefort, la lettre suivante, qui appartient à M. l'abbé Lévesque, bibliothécaire du séminaire de Saint-Sulpicé. L'orthographe et les phrases incorrectes ont été respectées. Locke, quelques années après, se perfectionne dans le français et le parlait bien mieux.

F. UZUREAU,

Directeur de l'*Anjou historique*.



Rochefort 9 sept. 78.

Monsieur

Je vous ay toujours pris pour un des plus savants hommes de ce siècle. Mais je n'ay jamais cru, que à toutes vos autres belles sciences, vous aviez ajoustée celle de magie ; sans cela c'est impossible de trouver les effets que j'ai trouvés icy de votre pouvoir et je vois bien que rien vous est impossible, quand vous avez le dessein d'obliger vos amis. Que vos abbés et docteurs et gens de lettres soient doux et civiles, ce n'est pas une chose si étrange. Mais en toutes choses qui appartiennent à la mer on appréhende toujours quelque chose d'impétueuse et d'indomptible qui surpasse tout pouvoir naturel et ordinaire pour l'addoucir ; et les gens de la mer sont toujours estimés d'avoir beaucoup la mine et la disposition de leur nourrice. la mer. Mais qu'ils soient comme ils veulent, je voy bien que deux ou trois mots venant de vous les charment et les rendent le plus calmes, le plus doux et le plus obligeants du monde. Si cela n'est pas la magie coupable dont quelques grands hommes ont esté soupçonnés, au moins c'est une magie d'un esprit qui par son élévation a du pouvoir sur ceux des autres. Comme un effet de cela nous avons veus les portes partout icy s'ouvrir à nous, nous avons entré en ces grands châteaux mobiles, nous avons esté régalez à dîner chez Monsieur de Meus l'intendant et pour ne vous par enuier d'un récit particulier de toutes les obligations que j'ay reçeus de vous ici, qui surpassent beaucoup les bornes d'une lettre. je puis vous dire en vérité qu'il n'y ait rien au monde si civile et si obligeant que M. Massiac et M. de la Touche. Ils nous ont amenés partout, ils nous ont tout expliqué, si bien que vous ne saurez pas les

assez remercier pour les honnêtetés qu'ils nous ont faites, parce que pour ce qu'est à moy, il y a longtemps que je crois que je n'ay quelque autre chose à faire qu'à bien garder le souvenir de vos obligations et de celles que j'ay reçu de vos amis qui sont aussi les vôtres, n'ayant point d'espérance d'estre jamais si heureux d'en pouvoir témoigner la reconnaissance que je dois.

Je suis fort ravi que votre Harmonie est achevé ; mais je ne suis pas le seul. J'en ai porté avec moy une feuille, que j'ay montrée à plusieurs personnes et il n'y est pas une qui n'est pas (de quelque condition ou religion qu'il soit) fort ravi de votre dessein et tout le monde me demande avec impatience quand il sera publié et ou on en peut acheter. M. Chotart un scavant homme de votre connaissance à Angers vous témoignera soy même (à ce que je crois) le grand désir qu'il a d'en avoir. On se pourrait bien contenter des grands plaisirs que vous m'avez déjà faits, mais l'estime que j'ay de cette ouvrage m'oblige de passer toutes considérations pour en avoir tout ce que je puis et de vous prier de vous souvenir de moi dans la distribution de ces feuilles que vous avez imprimés depuis ma sortie de Paris et quelques autres que vous avez superflues qui peuvent rendre la collection (que j'ay) parfete. Si vous ne regardez pas le grand estime que j'ay pour votre Harmonie, vous me croirez fort importun ; mais à quel prix que ce soit, je ne puis m'en passer. Vous me l'avez faite nécessaire.

En toute autre chose peut être je garderay mieux les mesures de la bienséance et un peu de retenu.

En mon Eutopia il n'y aura point de procès pour des honestes gens comme vous : on leur rendra tout ce qu'ils désirent ; mais c'est avec regret que je vous avez à solliciter icy en France. Dieu vous en donne une bonne sortie et bientôt pour le bien public et ces messieurs icy en seront aussi bien aise non seulement comme vos ames, mais aussi parce qu'ils entendent que vous vous mellez à faire et perfectionner des armes.

Jusqu'icy je escrivy à Rochefort ; mais ayant été interrompu, je n'ay pas eu la commodité de la finir durant mon arrivée icy à Bourdeaux.

Je suis bien aise que vous avez le dessein de m'employer dans l'interprétation de votre cahier anglais ; mais si c'estoit bienséant de se plaindre d'un homme qui n'obmet rien pour m'obliger, sans doubt je le feray puisque vous ne voulez pas à

ma sollicitation m'envoyer votre adresse à Paris en votre absence. Néanmoins j'ay écrit en Angleterre pour ce petit livre du *Duplicat* proportion dont aussi je prétends estre l'interprète auprès de vous. J'ay donné ordre de l'adresser à vous chez Monsieur Justel, ou je crois on prendra soin de vous la faire tenir. On enverra avec un once ou deux de la semence *cochleariæ mamæ* que je promettois au Fr. Ange Capucin, ami de M. Godfrois, quand j'estois à Orléans, que je vous prie très humblement de lui envoyer. Je me suis acquitté le mieux que je pouvais de ce que vous m'ordonniez envers Madame de Sainte Colombe qui témoigna bien de reconnaissance et de satisfaction en votre souvenir. Le soir devant mon départ de Rochefort j'estois voir M. Massiac et le remercier de la manière obligeante qu'il nous avait traitté. Mais à mon grand regret il n'estoit pas revenu d'un petit voyage qu'il me disait en me quittant qu'il devait faire cette après diner, parce que, pour vous dire la vérité, il y a plus de plaisir de l'entretenir que de voir les plus beaux bâtimens du monde et à mon avis il n'y a rien qui égale la conversation d'un de vos amis, c'est-à-dire d'un scavant et honeste homme. Je me suis aussi enquis de la santé de Madame de Sainte Colombe, et on me dit qu'elle estoit ataquée d'une fièvre, et en vérité on se plaegnait que presque tout le monde y avait la fièvre tierse. Je suis bien aise que la febrifuge de M. Talbot est arrivé. Je vous prie de me dire si on le communiquera à tout le monde, parce que en cas qu'on le tient secret, je vous promets de vous guérir et tous vos amis, par la grâce de Dieu, si febris tertiana vel quartana opem medicam postulaverit, et je vous prie de me croire d'un naturel pas trop entreprenant. Vous parlez en la dernière que vous me faites l'honneur de m'écrire d'une lettre où il y a bien des machines proposées. vous me ferez plaisir de me faire scavoir si cette lettre la soit imprimée parce que j'espère que vous aurez la charité de me continuer la faveur de vos lettres. Cest icy que nous prendrons nos mesures ou de passer outre jusqu'à Tholouse et Languedoc ou de retourner à Paris. Mais arrive ce que pourra, je me propose l'honneur de vous voir ou à Paris ou à Orléans. Si vous quittez Paris disant que j'ay l'honneur de vous voir. je vous prie d'avoir la bonté de laisser entre les mains de M. Charos ce que vous me destinez de votre Harmonie, après l'avoir cacheté et de me pardonner cette liberté parce que c'est pour une chose sans prix. Je vous

prie aussi de faire mes très humbles baise-mains à MM. Fromentin, Bernier et Auzout à Paris et à MM. Godefroy et Gendron à Orléans. Je pris la liberté d'écrire à M. l'abbé Gendron, ayant trouvé à Angers de cette herbe contre l'hydrophobie dont je lui envoyais quelques feuilles. Si je me permetteroie la liberté de poursuivre le plaisir de m'imaginer en votre conversation, je ne vous laisserais jamais en repos. Me voicy au bout du troisième page, et pourtant il me reste beaucoup plus à dire que je n'ay dit, puisque je ne vous ai pas remercié pour les honnestetés que vous m'avez faites, je vous prie néanmoins de me croire infiniment sensible de vos obligations et que je suis honneur, votre très humble, très obéissant et très acquis serviteur.

J. LOCKE.

Quand vous avez la bonté de m'écrire, adressez, s'il vous plait, vostre lettre pour moi chez M. Kerby, marchand à.... à Bourdeaux.

III

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES

JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

Bréviaires imprimés

Les éditions successives que nous avons énumérées renferment, au propre des Saints, le texte des offices, soit du manuscrit 16309, soit du manuscrit 1307. Plus tard des modifications furent apportées à ces offices, et des leçons remplacées ou supprimées. Lorsque la *Gallia christiana* parle du bréviaire de Saintes, sans cacher son dédain pour sa documentation « qui vaut juste autant que les catalogues » — et elle tient ceux-ci en souverain mépris — elle vise la forme moderne de ces ouvrages typographiés.

Le bréviaire saintais connu de la *Gallia* est celui qui fut, après le Concile de Bordeaux (1582) établi pour obéir aux encycliques du pape Pie V. Elles préconisaient la réforme des

liturgies nationales, en conformité des canons du Concile de Trente, pour réaliser l'unification œcuménique du culte. Il résulte de certificats réunis en mars 1606 que depuis environ vingt ans, le service divin se célébrait selon l'usage de Rome dans le diocèse de Saintes. L'évêque Nicolas Le Cornut de la Courbe (1586-1617) fut le premier d'entre les suffragants, avec son comprovincial d'Agen, à appliquer (30) la décision synodale entrée en vigueur tout d'abord dans l'église métropolitaine. Accomplie seulement en 1606 dans le diocèse de Poitiers, cette unification se fit encore plus attendre dans les autres diocèses relevant de l'archevêché de Bordeaux.

La conséquence de cette mesure fut partout la mise au rebut des anciens bréviaires et autres livres d'église manuscrits, que l'on avait conservés concurremment avec les éditions imprimées, et qui maintenant n'étaient plus utilisables. C'est ainsi qu'en Saintonge il ne se trouvait aucune épave des livres d'église manuscrits du pays, avant que M. Maurice Martineau n'en ramenât une, — et combien précieuse ! — de l'étranger.

SECONDE PARTIE

F. — RECHERCHE DES SOURCES PRIMITIVES

L'histoire des évêques de Saintes offre en tout un caractère exceptionnel. Les éléments fondamentaux que possèdent presque toutes les autres églises font défaut, soit qu'ils aient ici disparu, soit que des interpolateurs ignares les aient travestis au point de les rendre méconnaissables. Cependant de précieux vestiges subsistent de la vérité, grâce aux fragments d'écrits historiques que nous ont conservés les Bréviaires de la cathédrale et du diocèse, et à la comparaison que nous en pouvons faire avec des données tirées de Grégoire de Tours, de Sidoine Apollinaire, de Venance Fortunat, ou des Annales d'autres églises d'Aquitaine.

Chacune des biographies épiscopales doit ainsi donner lieu à une discussion dégageant d'une abondante ivraie le peu de grain loyal dont l'histoire devra s'alimenter. Il nous a paru

(30) Redet, *Inventaire du fonds de l'évêché de Poitiers*, aux Archives de la Vienne, p. 7.

qu'il serait d'une lecture insupportable et rebutante de présenter et de contrôler, au cours de la rédaction, les textes inédits que nous apportons, de montrer les déformations que les traditions probables ont subies, et d'interrompre sans cesse le récit par des exposés de problèmes et des controverses d'exégèse.

Tel est le résumé de la première partie de cette Introduction. La seconde sera consacrée :

1° A la présentation successive des textes non encore publiés ou incomplètement édités, concernant les divers personnages pieux dont nous aurons à parler ;

2° A la discussion des légendes déformées et au rejet des interpolations modernes ;

3° A l'étude de questions accessoires qui se posent à l'occasion de cet examen et qui doivent être traitées dans de courtes dissertations préalables, afin de couper court aux digressions nuisibles à l'intérêt du récit.

L'ensemble de ces travaux se résume dans une opération générale : la recherche des sources primitives.

Comme l'a remarqué dès 1862 l'abbé Th. Grasilier (30 b) dans son étude détaillée sur le *Breviarium Ecclesiæ Xantonensis* du XIII^e siècle, il existait à Saintes, vers 1260, deux passionnaires, un gros et un petit, auxquels on renvoie tour-à-tour pour les leçons qui ne sont point reproduites, et qui sont tirées de la légende des saints.

Il suffit d'examiner les leçons qui nous ont été conservées et qui figurent dans ce bréviaire, pour constater qu'elles forment des tranches de vie, et qu'elles furent découpées au milieu de biographies complètes que ces passionnaires renfermaient. Nous acquerrons la certitude, par la restitution de ces fragments hagiographiques importants, qu'il fut, dès l'époque mérovingienne, formé à Saintes même un recueil où vinrent s'agréger, par la suite des temps, les mémoriaux des personnages morts avec l'auréole du martyre ou de la sainteté. En effet, tandis que la vie de saint Liguairé n'a pu être rédigée

(30 b) *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, t. I, p. 144.

qu'après l'an 600, la plus ancienne de ces œuvres, la vie primitive de Vivien existait dès le VI^e siècle, et Grégoire de Tours l'avait vue. Nous disons « la plus ancienne », car cet auteur assure, au regard d'Eutrope, qu'à l'heure où ses reliques furent transférées par l'évêque Pallais, on n'avait pas à Saintes d'histoire de sa mort, « nondum aderat historia passionis ». Ce qui exclut une rédaction, mais non l'existence de traditions concernant son apostolat, non encore déformées par le rêve d'imaginations vagabondes.

L'exposition critique de leurs métamorphoses a trop d'importance et exige trop de développements pour être traitée avec la sobriété relative réservée aux autres parties du sujet. Il sera nécessaire de lui consacrer une partie finale de l'Introduction : se plaçant immédiatement avant le début de l'Histoire épiscopale, elle s'efforcera d'apporter la justification de conclusions dont l'histoire n'aura qu'à s'emparer.

Si puissante qu'ait été la faculté d'invention des trouvères et des légendaires, il n'est guère possible d'admettre qu'il ne se glissât dans leur broderie fantaisiste quelques fils tirés de la trame de l'histoire. C'est un travail de départ très délicat sans doute que de les dégager. Mais il existe un procédé de triage qui peut donner des résultats quelquefois inattendus. Il consiste à débarrasser tout d'abord la charpente de la biographie — si elle en comporte une, car ce n'est pas toujours le cas — des circonstances adventices dont la discussion échappe au domaine de la science. Tels sont les récits d'événements miraculeux n'ayant jamais été l'objet d'enquêtes canoniques ou judiciaires, et les traits qui les agrémentent, dont souvent le caractère controuvé saute aux yeux. Mais de ces traits il faut retenir les synchronismes qui placent le personnage biographié en relations avec des notabilités supposées contemporaines, et connues par ailleurs. Alors il est possible que leur intervention soit factice. S'il s'agit de fonctionnaires dont les noms, inconnus, peuvent s'intercaler dans les chronologies établies, leur existence devient infiniment probable, car la tendance des légendaires est toujours de rattacher leur sujet à des notabilités dont ils ont rencontré les noms.

Comparant les textes hagiographiques successifs, nous prendrons maintes fois sur le fait le travail de déformation systématique — sous ombre de rendre l'œuvre plus édifiante — infligée à la vie primitive, sinon la plus voisine de l'original.

Ce sera notamment saisissant dans les deux états *anciens* de la légende de Vivien : le second, actuellement seul connu, réédité par Krusch, — et l'antérieur, jusqu'à ce jour inédit. Nous y verrons comment un favori de Théodose I^{er}, Marcellus, dont l'entourage est animé d'un esprit quasi-païen, se mue en un saint ascète. Dans l'histoire vraie, le père de *Vibianus* voulant l'arracher à l'ambiance cléricale, et contrecarrer les desseins de la pieuse *Maurella*, envoie l'adolescent chez Marcellus, pour le jeter dans la vie mondaine et lui ménager les honneurs temporels dont ce puissant personnage dispose. Dans la légende travestie, *Maurella* confie son enfant chéri à Marcellus pour que ce dévot mentor enseigne la pure doctrine au futur évêque de Saintes.

Lorsqu'on a surpris les phases de ce travail d'entorses calculées à la vérité de l'histoire, il faut conclure qu'on ne saurait raisonner à la manière de Krusch sur les textes anciens qui ont survécu. Pour ce critique, une légende forme un bloc : si elle contient un anachronisme, un conte bleu, une contradiction, il faut y attacher la même importance qu'à la trame du récit. Il n'est pas permis de dégager cette trame des broderies parasites qui la déguisent parfois jusqu'à la cacher ; toute inexactitude de dates, toute erreur d'attribution suffit pour que l'œuvre où elle s'est glissée devienne condamnable. Que dis je ? Parfois même il n'y a pas d'erreur du tout, là où le critique en voit une. Ainsi la vie de Vivien, certainement écrite en Aquitaine, porte que l'empereur Sévère III fit ériger en son honneur une basilique « in Oriente ». Et Krusch de signaler doctement qu'un empereur d'*Occident* n'a pas dû, sans invraisemblance, ériger une basilique *en Orient*. Il aurait pu songer que durant le V^e siècle, les derniers empereurs de Rome s'assurèrent le consentement de ceux de Byzance à leur élection. Le successeur de Sévère III, Anthemius, partit en 467 de Constantinople avec cette investiture pour se faire couronner à Rome. La remarque est même superflue : « in Oriente », pour un auteur écrivant dans le sud-ouest de la Gaule, c'est « à l'est », donc quelque part en Sénonaise, en Bourgogne, en Champagne, en Austrasie, en Lombardie, mais point du tout dans l'empire d'Orient.

La critique allemande se montre parfois si pointilleuse, qu'elle appelle le sourire. Elle se croit autorisée à rejeter une légende si l'on y voit associés deux personnages dont les noms

riment (31) ou bien sont dérivés l'un de l'autre..., comme s'il était logique de conclure à l'imagination en invoquant la pauvreté d'esprit.

Par surcroît, les faits se mettent ici en travers de la critique. S'il s'agit de noms de source germanique, Longnon, dans son introduction au *Polyptyque d'Irminon*, a montré que dans les familles on affectionnait ou certains radicaux, ou certaines désinences. S'il s'agit de noms gallo-romains, qui ne connaît à Saintes, le cippe érigé (32) par Julius Aturicus à son neveu « diis manibus Pauli, Pauliani filii » ? Le *Corpus inscriptionum* est rempli d'épithètes qui réduisent à néant l'argument de Krusch. Celui-ci dénie toute valeur à la vie de saint Cybar, entre autres motifs, parce qu'elle lui donne pour père un *Felix Aureolus* et pour aïeul (paternel ou maternel) un comte *Felicitissimus*. Or, en 274, s'appelait ainsi l'un des chefs des monétaires de Rome (33). C'est avec quelque tristesse qu'on voit un des récents historiens de l'Eglise, plaçant les circonstances pour *Felix*, convenir que « *Felicitissimus* est indéfendable. » Au nom de quelle *lex triumphalis* ignorée, bien autrement sévère que celle de Théodose, Krusch établit-il un empêchement dirimant au mariage de la fille d'un *Felicitissimus* avec un *Felix* ?

Il est encore un procédé de la méthode allemande contre lequel il faut s'élever, parce que nous le rencontrons, mis en œuvre en Saintonge, au cours de nos recherches critiques. Il consiste à identifier avec des homonymes arbitrairement choisis, certains personnages cités, alors que le texte ne fournit sur eux d'autre indication que leur nom (34).

C'est ainsi qu'opérèrent les moines de Vendôme, lorsque, devenus dépositaires des reliques de saint Eutrope, ils substi-

(31) C'est un argument de Krusch contre la *Vie de saint Goar*, dont nous avons défendu l'autorité en la restituant à son milieu, le principat des rois sycambres de Cologne.

(32) Espérandieu, *Inscriptions romaines de Saintes*, dans le *Recueil de la Commission des Arts et Monuments*, X, 138-139.

(33) Victor Duruy, *Histoire des Romains*, VI, 496.

(34) Toujours à propos de la *Vie de saint Goar*, Krusch a soutenu qu'elle est absurde, parce qu'elle fait succéder un roi Sigebert à un roi Childébert, fils de Clovis. Nous avons établi que ce Sigebert est le cousin du grand Clovis, et que ses devanciers sont les rois francs de Cologne, dont les noms demeuraient ignorés des historiens.

tuèrent carrément « Clemens papa » au « Clemens episcopus » qui d'après une tradition orale enregistrée par Grégoire de Tours, consacra Eutrope comme évêque de Saintes.

Enfin un système en haute faveur outre-Rhin et dont Krusch, son protagoniste, s'est récemment fort mal trouvé, c'est de soutenir que les vies courtes des saints sont les abrégés des vies étendues, ce qui permet de les rejeter toutes en bloc, pour peu que les narrations développées contiennent quelque anachronisme dont les rédactions concises sont pourtant indemnes. Krusch a fait ainsi d'une vie sommaire de sainte Geneviève, exempte de tares, le résumé d'une biographie diffuse et confuse, qui mérite un jugement sévère. Il en a même fixé la rédaction au XI^e siècle, et l'a naturellement englobée dans la condamnation de la vie prolixe. Mais voici qu'un autre savant d'outre-Rhin a pris la peine d'ouvrir les passionnaires du IX^e, qui reposent dans les bibliothèques de Vienne et de Reichenau, et y a trouvé d'excellents textes de cette vie courte, qu'il a publiés dans la *Bibliotheca Teubneriana*. L'un de ces textes est corrigé (d'après un manuscrit meilleur qui lui fut communiqué) par Regimbert, célèbre bibliothécaire de ce monastère, contemporain de Charlemagne. La soi-disant *Vita Genovefæ abbreviata* date au moins du VIII^e siècle ; la vie développée n'en est qu'un délayage ignare, et l'on peut dire que cette preuve d'une éclatante erreur donne à la thèse de Krusch le coup de grâce.

Autre constatation à ne point perdre de vue : dès que l'imprimerie parut se démocratiser, on y recourut pour des éditions populaires et, afin d'en assurer le bas prix, on réduisit à des « abrégés » les documents trop volumineux. Ce titre « Abrégé » se voit sans cesse en tête d'ouvrages qu'on cherche à répandre. Or c'est le phénomène inverse qui se produit durant le moyen âge pour les textes écrits sur parchemin. Le vélin fut d'abord rare au point que les chancelleries mérovingiennes utilisaient encore le papyrus malgré sa fragilité. Aussi condensait-on, avec un laconisme excessif, ce qu'il fallait écrire ; des récits de ce temps tout détail superflu est banni ; les notices et les contrats, jusqu'au milieu du XII^e siècle, sont en général des modèles de concision, où tout est à retenir. Lorsque, sous Louis VI et Louis VII la multiplication et l'achalandage des foires donna au parchemin un cours normal à des prix abordables, on s'en montra de moins en moins économe, et la sur-

face couverte par les actes s'accrut en proportion inverse de leur intérêt. Cette évolution se manifeste également dans les textes historiques. Aux sobres annales d'autrefois les néo-chronographes substituent des rédactions d'un style lâché, souvent insipides ou agrémentées de détails ineptes et de fables grossières. L'hagiographie n'échappe point au sort commun des lettres. On cède partout à la tentation d'amplifier les anciennes vies pour exalter davantage, par une phraséologie mystique et des louanges banales, les mérites de ceux qu'on veut honorer. On farcit leur légende d'anecdotes extraordinaires, de miracles empruntés à celle d'un voisin, tantôt mot pour mot, tantôt avec des variantes légères ; on leur fabrique des généalogies inattendues ; on leur inflige des origines exotiques, ce qui semble un piment fort goûté du vulgaire — tel « l'amiraut de Perse, » Xercès et la « reine Guine » donnés pour père et mère à saint Eutrope ; — on accumule sur leur course de vie des anachronismes insolents ; on interpole, à l'abri de tout scrupule, les testaments ou les lettres qu'ils ont laissés ; on leur impute sans vergogne des pièces fausses ou falsifiées, des correspondances apocryphes.

Ces mœurs de faussaires religieux, mais faussaires quand même, s'étaient introduites dès le XI^e siècle, car à l'un des conciles de Saintes, devant les légats de Grégoire VII, nous verrons flétrir de prétendues bulles d'Adrien I^{er}, confectionnées par le clerc d'un archevêque. Cinquante ans auparavant, dans un concile tenu au sujet de « l'apostolicité » de saint Martial, se dévoilait la métamorphose de saint Front, citoyen de Périgueux, en un disciple du Christ, opérée à l'instigation des chanoines par un spécialiste grassement payé. Périgueux ne pouvait décemment rester au dessous de Limoges, et Saintes à son tour voulut marcher sur leurs brisées. De ses deux plus célèbres prélats, Eutrope et Vivien, les vies concises furent abandonnées, en faveur de copieuses divagations.

Dans la présentation qui sera faite de textes hagiographiques inédits, on remarquera la sobriété de rédaction des plus anciens, et l'élimination de la creuse phraséologie, de l'accessoire parasite, de la digression sur un thème pieux, de la citation biblique oiseuse. Ce laconisme plaide hautement en faveur des textes où il se montre, et permet souvent de retrouver, dans une vie refondue, les passages empruntés, tels quels ou avec peu de retouches, à un original disparu. C'est dire que notre

critique se place aux antipodes, sur ce point, de la méthode allemande. Les abréviations que nous constatons surgissent à des époques tardives, lorsqu'on a voulu mettre à la portée des foules, à bas prix, la vie d'un saint illustre. Ce phénomène atteste un culte en pleine efflorescence, extrêmement répandu. Les réductions qu'a subies, dans les offices, la teneur des leçons ont le caractère de pures amputations, nullement d'abrégés ; le texte original n'est point condensé : on en conserve seulement une tranche pour la débiter en minuscules tronçons.

La bibliothèque saintongeaise si précieuse de M. Maurice Martineau contient une épave d'un document que M. Georges Musset a édité avec fac-similé. C'est la pancarte en parchemin qui, sur une paroi de l'église Saint-Eutrope, était apposée pour que les pèlerins pussent en prendre connaissance ou qu'un guide la lût à tout un groupe. Cette vie, écrite à la fin du XVI^e siècle, est une copie, avec quelques variantes de style, du *Liber Calixtinus* ; on n'y remarque nulle trace de condensation ; il est pourtant clair que c'était ici le cas, ou jamais, de réduire les proportions d'un opuscule qui devait pouvoir passer, le plus vite possible, sous les yeux d'une multitude de curieux se pressant pour le lire.

Cet exemple montre que l'expression *Vita abbreviata* qu'on rencontre fréquemment n'a rien de nécessairement adéquat aux conditions de rédaction d'une vie courte, et c'est là bien plutôt la *Vita prior*.

L'abbé Grasilier a fait avec compétence, des remarques à retenir, dans son étude sur la liturgie de Saintes, quant aux offices propres au diocèse, tels qu'ils figurent au bréviaire du XIII^e siècle : « Le latin de la plupart d'entre eux, observe-t-il, est d'une élégance peut-être un peu recherchée ; dans le cloître de Saint-Pierre... on ne se contentait pas de conserver les monuments de la littérature antique, mais on la cultivait aussi avec succès. » Et il en cite un exemple typique au sujet de la Circoncision :

« Les leçons de matines font allusion aux folies carnavalesques avec lesquelles, par un reste de paganisme, on célébrait encore les calendes de janvier. L'éloquence de ces leçons est remarquable : elles s'adressent aux Juifs et aux Gentils pour leur prouver la divinité de Jésus-Christ et sa mission. Après avoir montré par des passages des Saintes Ecritures que les

Gentils ont cru à ce dogme, l'orateur cite comme preuve de cette croyance le vers de Virgile, dans ses églogues :

Jam nova progenies cœlo dimittitur alto.

« Enfin, pour confondre en même temps les Juifs et les Païens, il apporte comme derniers arguments les vers acrostiches de la Sybille Erythrée traduits en vers latins. La traduction latine est parvenue à conserver au commencement de plusieurs vers les lettres des mots *Iesus Christos Soter*. L'acrostiche donnait encore dans le grec *Theou Yios*. Ce poème était aussitôt entonné par les chantres sur un chant d'un effet vraiment saisissant ; et de deux en deux vers le chœur répétait comme refrain le premier vers :

Judicii signum, tellus sudore marescet.

L'abbé Grasilier fait une autre observation concluante : « Qu'on lise les légendes de ce bréviaire, on verra que l'écrivain ne laisse jamais échapper l'occasion de louer les parents de plusieurs saints d'avoir pris soin de faire instruire leurs enfants, en même temps qu'il fait l'éloge des succès de ces derniers dans l'étude des connaissances sacrées et profanes. »

Si l'écriture du manuscrit qui nous occupe est du règne de saint Louis, il s'en faut que la rédaction des textes qu'il renferme rappelle une époque aussi rapprochée de nous. Nombre d'entre eux sont empruntés à des textes des temps des mérovingiens ; et pour dater la liturgie, il suffit de relever, encore avec l'abbé Grasilier, l'oraison de l'office de saint Martin : « *Monastico nunc ordini jam pene lapso subveni.* » Elle nous reporte à une période de désastres ayant entraîné la décadence des communautés et la ruine des monastères : un siècle après saint Bernard, une telle prière prend l'aspect d'un étrange contre-sens. Son maintien prouve le scrupule avec lequel, en général, furent respectés les termes de la liturgie en cours.

On remarquera, dans les leçons empruntées à d'anciennes vies, outre la maîtrise du style où le laconisme s'allie à l'élégance, une cadence des phrases qui s'inspire de la déclamation rythmée. On sait assez de quelle importance est cette constatation pour dater les rédactions où elle s'impose.

(A suivre)

J. DEPOIN.

IV

LA DÉPORTATION ECCLESIASTIQUE A ROCHEFORT

(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Fin)

Les prêtres déportés avaient trouvé à Saintes les secours les plus généreux ; avant de s'éloigner, ils prièrent l'un d'entre eux, M. l'abbé de Féletz (1) de remercier les habitants.

Voici le texte de l'affiche qu'il fit poser sur les murs :

*Les prêtres déportés à Rochefort, détenus ensuite à la maison
Notre-Dame, aux habitants de la ville de Saintes.*

Généreux citoyens,

C'est pour nous un devoir sacré de vous témoigner notre reconnaissance pour tous vos bienfaits.

Vous nous avez accueillis et tirés de la misère ; vos soins empressés nous ont rappelés à la vie ; vous avez oublié vos propres besoins pour satisfaire abondamment les nôtres, et, depuis plus de deux mois que nous éprouvons les effets de votre charité, loin de se ralentir, elle ne fait, ce semble, que d'augmenter.

Nous souffrons de ne pouvoir répondre à vos bontés que par des paroles bien au-dessous de nos sentiments ; mais nous élèverons nos mains vers le ciel, afin que Celui qui vous a inspiré la pensée de nous soulager, soit lui-même votre récompense.

Jouissez, respectables citoyens, jouissez de la douce satisfaction de nous avoir comblés de biens !

Nous allons répandre dans toute la France et faire connaître

(1) M. de Féletz fut rédacteur au *Journal des Débats* en 1801, administrateur de la bibliothèque Mazarine en 1809, membre de l'Académie française en 1827. Il avait trouvé l'hospitalité à Saintes, chez M^{me} Laguarigue.

en tous lieux la générosité chrétienne dont nous avons été l'objet.

Nos amis et nos parents attendris, en nous recevant dans leur sein, s'uniront à nous pour bénir la ville de Saintes, qui nous a conservé à leurs plus ardens désirs.

FÉLETZ CHARLES-MARIE.

IX. — LES ARRÊTES DE LIBÉRATION

BROUAGE

Le scorbut de mer s'était manifesté à bord des vaisseaux ancrés sur vase devant le Port-des-Barques. L'approche de l'été faisait craindre aux autorités maritimes le retour des scènes affreuses de l'année précédente ; d'autre part la Marine avait besoin de navires pour une expédition projetée ; tous réclamaient le départ des prêtres déportés.

Les 250, qui restent encore, seront renvoyés dans les maisons de réclusion de leurs départements, ou enfermés à Brouage, d'où ils ne sortiront qu'à la fin de mars 1796, pour aller à Saintes.

Rochefort, 15 germinal an III, 4 avril 1795.

A l'agent national de Rochefort

La Convention nationale, en mettant un terme à la réclusion des prêtres non sermentés, n'a pas prétendu porter atteinte aux lois des 17 septembre 1793 et 29 vendémiaire suivant. Un arrêté du Comité de sûreté générale du 4 de ce mois me charge de prévenir les désordres que le fanatisme et la superstition pourraient faire renaitre, et m'enjoint d'intimer aux prêtres, non sermentés, remis en liberté, l'ordre de se retirer sans délai, dans les communes qu'ils avaient coutume d'habiter, pour y rester sous la surveillance des autorités constituées. Je suis informé qu'il en existe quelques-uns dans cette commune, et je t'invite à les prévenir de se conformer sur le champ à l'arrêté du Comité de Sûreté générale, de manière à ce qu'ils partent demain au lever du soleil, et tu voudras bien m'informer ce soir, quelque heure qu'il soit, de l'effet des mesures que tu auras cru devoir prendre, je dis adopter.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national du district de Rochefort.

15 germinal, an III, 4 avril 1795.

Arrêté de Blutel libérant Raynaguet et Teuriés sur le Républicain ou le Dunkerque ; ils se rendront à Toulouse pour y rester dans la maison de réclusion.

Rochefort, 16 germinal an III, 5 avril 1795.

A l'agent maritime de Rochefort.

Quand, par ta lettre du 12 de ce mois, tu m'as fait parvenir l'arrêté du Représentant du peuple relatif à la translation des prêtres détenus en rade du Port-des-Barques, tu m'as en même temps, informé que tu prenais des mesures préparatoires pour effectuer cette translation, et je n'ai pas compté que les charrettes de la commune dussent y être employées.

D'ailleurs elles sont en si petit nombre qu'elles seraient de beaucoup insuffisantes, ensuite le chemin direct de Rochefort à Angély-Boutonne est si impraticable qu'il est même impossible de suivre cette route, enfin le peu de charretiers, que comporte le commerce de Rochefort, est si indispensablement nécessaire aux charrois des grains, destinés à la subsistance des citoyens, que ce serait presque un délit de les détourner d'une occupation aussi urgente qu'importante.

Je ne vois donc qu'un seul moyen de faire arriver ces prêtres à leur destination, c'est de leur faire remonter la Charente et la Boutonne jusqu'à Angély-Boutonne. Tu as dans les mains toutes les ressources pour parvenir à ce but et tu les emploieras sans doute, car il n'est pas possible de coopérer à leur translation de la manière que tu indiques.

BESSIÈRES.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national de Rochefort.

17 germinal an III, 6 avril 1795.

Ordre de libérer tous les prêtres du nom de Pons, « pour sortir d'un doute, » Pons Jean (Ariège) ; Pons Bernard (Haute-Garonne) ; Pons Benjamin (Haute-Garonne) ; tous sur le Dunkerque.

Arrêté de Blutel libérant Delmas François (Lot) sur le Républicain.

Rochefort, 18 germinal an III, 7 avril 1795.

A l'agent maritime de Rochefort.

Je suis aussi fâché que toi, Citoyen, de l'obstacle qui s'oppose au transport par terre des 58 prêtres malades destinés à la déportation pour Angély-Boutonne, mais, lorsque je t'ai fait part de la pénurie des charrettes en cette commune, c'est que vraiment je n'apercevais aucun moyen d'y suppléer.

Je viens de mettre ta lettre sous les yeux du directoire et il m'en a communiqué une de la municipalité de Charente qui, sur une réquisition de 12 charrettes pour un service public, observe que dans ce moment, et d'ici à quinze jours, ils ne pourront les distraire des semailles et des autres ouvrages de l'agriculture qui pressent excessivement. Elle ajoute en outre que la disette absolue de charbon de terre a mis beaucoup de charretiers hors de services.

Ainsi il ne reste d'autre moyen que le transport par eau, et je crois que trois jours doivent suffire en prenant la précaution de faire descendre des prêtres à Tonnay-Boutonne ; ils se trouveront garantis de l'incommodité que tu as prévue, et si tu veux bien me faire part du jour du départ, j'inviterai la municipalité de Tonnay-Boutonne à leur procurer les secours qui dépendront d'elle.

BESSIÈRES.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national de Rochefort.

18 germinal an III, 7 avril 1795.

Arrêté de Blutel libérant Coiffier Charles-Joseph (Puy-de-Dôme) ; Gladel Jacques ; Monteillet Jean-Baptiste, du même département, détenus sur le Dunkerque, qui seront envoyés auprès du district de Saint-Aubert.

Rochefort, 19 germinal an III, 8 avril 1795.

Au nom du Peuple français, Blutel, représentant du peuple dans les ports de La Rochelle, Rochefort, Bordeaux, Bayonne et ports adjacents.

Vu la réclamation de divers prêtres condamnés à la déportation qui, après avoir obtenu du Comité de sûreté générale ou des représentants du peuple la liberté de retourner dans leurs

communes, sollicitent la remise des sommes qui leur ont été enlevées au moment ou depuis leur embarquement.

Vu la réponse du District de Rochefort, fondée sur la lettre du Comité de sûreté générale, portant que, si le Comité a cru devoir mettre un terme à la réclusion des prêtres insermentés, malades ou infirmes, son intention n'a jamais été de porter atteinte aux lois des 17 septembre 1793 et 29 vendémiaire dernier, ni déroger auséquestre ou à la vente même de leurs biens.

Considérant qu'un acte d'humanité doit être basé sur la justice, et que la liberté accordée à quelques prêtres destinés à la déportation de retourner dans leurs communes, pour y rétablir leur santé, serait un bienfait illusoire, si on ne leur procurait en même temps les moyens de pourvoir à leurs premiers besoins, arrête :

L'administration du district de Rochefort est autorisée à faire remettre à chacun des prêtres destinés à la déportation qui, par arrêté du Comité de sûreté générale ou des Représentants du peuple en mission, ont obtenu ou obtiendraient la liberté de retourner dans leurs communes, les sommes qui leur avaient été ôtées avant ou depuis leur embarquement, pourvu que ces sommes soient liquides, constatées par procès-verbaux, et qu'elles ne s'élèvent pas au-dessus de 300 livres. Ce qui se trouvera d'excédent sera, ou demeurera, déposé dans la caisse du district. L'administration leur fera remettre aussi les habillements et effets à leur usage corporel.

Fait à Rochefort, le 19 germinal an III.

BLUTEL.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, l. 17, l.

Le pillage des effets des déportés rend illusoire cet arrêté de Blutel.

20 germinal an III, 9 avril 1795.

Arrêté de Blutel renvoyant Légier Eustache à La Rochelle sous la responsabilité de sa famille.

21 germinal an III, 10 avril 1795.

Arrêtés libérant Bourgault Hyacinthe-Charles (Côtes-du-Nord), à Saintes ; et Majeune Louis-Augustin (Puy-de-Dôme).
Ce dernier arrêté ne fut remis à l'intéressé qu'à Brouage.

Rochefort, 22 germinal an III, 11 avril 1795.

Au Comité de Salut public

D'après le dernier arrêté du Comité de sûreté générale relatif aux prêtres, destinés à la déportation, mis en liberté, le district avait cru devoir refuser la délivrance des sommes qui avaient été trouvées sur eux, au moment ou depuis leur embarquement. J'ai pensé que le prix excessif des moyens de transport exigeait qu'il leur fut donné au moins la possibilité de jouir de la liberté qui leur est donnée, et d'exécuter la loi en se rendant dans leurs communes. J'ai pris un arrêté par lequel j'autorise le district à faire distribuer, à ceux qui ont des sommes en dépôt, chacun 300 livres, sauf au Comité à statuer sur l'emploi du surplus ; je vous envoie l'arrêté.

Salut et fraternité.

BLUTEL.

Arch. nationales. AF. 11.300.

Rochefort, 23 germinal an III, 12 avril 1795.

Arrêté de Blutel

Considérant que l'arrêté du 19 germinal an III, qui accorde des secours aux prêtres, destinés à la déportation, qui ont obtenu leur liberté par arrêté du Comité de salut public ou des Représentants en mission, éprouve quelques difficultés dans son exécution, en ce que dans quelques-unes des visites faites à bord, il a été dressé des procès-verbaux en masse, sans désignation des personnes auxquelles appartenaient les sommes ou effets y mentionnées, voulant faire cesser les difficultés sans compromettre les intérêts de la République, arrête :

Article premier. — Ceux des prêtres mis en liberté, qui réclameront l'exécution de l'arrêté du 19 du présent, seront tenus de justifier qu'ils sont portés sur les procès-verbaux de visite pour une somme de trois cents livres ou au-dessus ; à défaut de cette justification, ils ne pourront réclamer que la somme qui leur a été enlevée.

Article 2. — Si les procès-verbaux ne désignent pas les personnes, mais seulement les sommes en masse, les réclamants seront tenus de justifier, par les autres prêtres du même bord, qu'il leur a été enlevé une somme au-dessus de 300 livres.

Article 3. — Cette déclaration sera reçue par le capitaine du

navire, si les prêtres sont encore à bord, ou par l'administrateur de la maison de dépôt, s'ils sont à terre. Elle devra être unanime ou du moins faite à la très grande majorité. Le capitaine ou les administrateurs en donneront leur certificat.

Article 4.— Ceux qui n'auraient qu'une liberté provisoire, ou qui ne feraient que changer de lieu de détention, n'auraient point droit à la somme accordée par l'arrêté ci-dessus.

L'agent national du district de Rochefort est chargé de l'exécution du présent ; il le fera connaître à bord des navires où il croira que la connaissance en est utile.

Fait à Rochefort.

BLUTEL.

Arch. départ., 4^e reg. des délibérations du district.

23 germinal an III, 12 avril 1795.

Arrêté de Blutel libérant Guillemot Jean-Antoine (Puy-de-Dôme), sur le Dunkerque.

Rochefort, 25 germinal an III, 14 avril 1795.

*Au citoyen Lagarosse, agent national du district
de Marennnes*

D'après les ordres du représentant du peuple Blutel, je te préviens que, sous trois jours, nous allons faire passer à Brouage 250 prêtres qui étaient sur des bâtiments au Port-des-Barques, étant nécessaire de prendre ces navires pour un autre service très pressé. Les vivres sont en route et je te serai obligé de vouloir bien donner tes ordres pour qu'on les reçoive et les loge. Je ne pense pas qu'ils restent longtemps, car déjà plusieurs ont obtenu leur liberté, et, sans les raisons que je viens de te dire, on les aurait gardés à bord, persuadés que nous sommes qu'avant quinze jours ils obtiendront d'être renvoyés chez eux, ce qui me fait grand plaisir, car 500 bouches à nourrir dans ce moment font un grand effet.

Arch. du port de Rochefort, an III, 1794-1795. Correspondance, 2^e division.

25 germinal an III, 14 avril 1795.

Arrêté de Blutel autorisant la remise de Barrière Pierre (Cantal), et Boutet Joseph (Loiret), l'un et l'autre sur le Répu-

blicain, aux citoyens Barrière et Chabert, négociants à Rochefort.

Rochefort, 26 germinal an III, 15 avril 1795.

Au chef de bureau de l'hôpital de la marine.

Je t'adresse ci-joints les deux arrêtés des représentants Treilhard, Boussion et Cherrier, l'un du 27 ventôse, l'autre du 11 germinal, qui ordonnent la mise en liberté des citoyens Moreau Marc-Antoine et Romanet de Beaune Augustin-Joseph, qui sont à l'hôpital.

BESSIÈRE.

Ces deux ecclésiastiques provenaient du navire les Deux-Associés.

29 germinal an III, 18 avril 1795.

Arrêté de Menuau, représentant du peuple à l'armée de l'Ouest, libérant Roger Louis (Indre-et-Loire), lequel se retirera chez son frère à Varennes.

Saintes, 2 floréal an III, 21 avril 1795.

Boniface, prêtre du Montblanc, mis en liberté par un arrêté du Comité de sûreté générale, demande, en raison de la maladie, d'être ramené dans ses foyers, en voiture, aux frais de la République.

Le directoire du département lui accorde 40 sols au lieu de 20, qu'on accorde aux autres, pour que son retour ne soit pas retardé.

Arch. départ. Délib. du directoire du district de Saintes. S. L.

Rochefort, 4 floréal an III, 23 avril 1795.

D'après un arrêté du représentant du peuple Blutel, tous les prêtres détenus à bord des bâtiments mouillés en rade du Port-des-Barques ont été transférés à Brouage.

Cependant les citoyens Henri Dehons, Brugnières, Joseph Boutet, et Pierre Barrière, qui faisaient partie de ces prêtres détenus sont restés à Rochefort, en vertu de divers arrêtés de ce représentant et sous cautionnement de divers citoyens de cette ville.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort.

4 floréal an III, 24 avril 1795.

Arrêté de Blutel daté du 5 avril libérant Delmas François (Lot), qui sera remis à son frère pour se rendre à Gourdon, dans la maison d'arrêt que vous lui indiquerez.

5 floréal an III, 24 avril 1795.

Arrêtés libérant Garde Guillaume (Puy-de-Dôme); Leroy François (Indre-et-Loire), qui leur seront remis à Brouage.

Rochefort, 6 floréal an III, 25 avril 1795.

A la commission de la marine.

En exécution de votre dépêche du 27 germinal, n° 2.980, le major général a suspendu de leurs fonctions le lieutenant Châteauneuf et l'enseigne Laly. Le lieutenant Viguier l'étant déjà conformément à la loi du 1^{er} mars 1793.

LELARGE.

Arch. du port de Rochefort. Correspond, du commandant des armes, n° 816.

Rochefort, 6 floréal an III, 25 avril 1795.

A la Commission de la marine.

Le Dunkerque et le Républicain, à bord desquels il y a des prêtres, sont toujours au bas de la rivière, on attend qu'ils soient ôtés pour les monter dans le port.

LELARGE.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du commandant des armes, n° 817.

Rochefort, 7 floréal an III, 26 avril 1795.

Lettre de la Commission de santé, en rade de l'île d'Aix.

Citoyens, aujourd'hui le débarquement des déportés pour Brouage s'est fait. Hier, je fus à bord pour visiter ceux capables de faire le trajet par terre, 203 ont été à même, les autres, au nombre de 42, sont partis par eau avec tous les bagages.

Arch. du port de Rochefort. Conseil de santé. Correspondance, reg. 1, n° 106.

Rochefort, 8 floréal an III, 27 avril 1795.

A la Commission de la marine.

En vertu d'un arrêté pris par le représentant Blutel, on vient de transférer à Brouage les prêtres qui étaient détenus à bord des navires le Dunkerque et le Republicain que l'on va faire monter dans le port, pour les mettre en état en cas de besoin.

LELARGE.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du Commandant des armes, n° 823.

11 floréal an III, 30 avril 1795.

Arrêté du représentant Blutel confiant Dehons-Favols Joseph-Henri, vicaire-général de Saintes, au citoyen Chasteignet, sous sa responsabilité, pour l'espace d'un mois, afin de rétablir sa santé, après ce délai il sera réintégré à Brouage.

Rochefort, 15 floréal an III, 4 mai 1795.

A la Commission de la marine.

Les flûtes le Dunkerque et le Republicain sont entrées dans le port le 14. On s'occupe de leur armement pour l'expédition de la Guyane. Celle des Deux-Associés descend la rivière pour se rendre en rade.

LELARGE.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du Commandant des armes. n° 845.

Rochefort, 18 floréal an III, 7 mai 1795.

Au district de Marennes.

Le représentant du peuple Blutel avait promis de prendre un arrêté pour renvoyer chez eux les prêtres atteints du scorbut, et même ceux qui en avaient le moindre germe. Il a oublié, avant son départ de signer cet arrêté, mais il doit arriver incessamment, et je le solliciterai de nouveau pour qu'il donne cet ordre. Il ne peut en être de même des prêtres qui auront la fièvre ; il est impossible de faire passer à Angély-Boutonne ceux qui viendraient à l'avoir, ce serait une dépense considérable pour la République, d'ailleurs ces prêtres remis une fois à la surveillance d'un district ne me concernent plus,

et c'est au représentant du peuple Blutel que le district devra s'adresser pour savoir s'il fera passer les malades à Angély-Boutonne.

Réponse à la lettre du 9 floréal.

Arch. du port de Rochefort. Copie de lettres, 1793-1800, 5^e et 6^e division.

Saintes, 25 floréal an III, 14 mai 1795.

Il ne reste plus que deux prêtres dans la maison des ci-devant Notre-Dame. Faire évacuer et mettre à l'hôpital jusqu'à ce qu'ils puissent retourner dans leurs communes respectives.

Le procureur-syndic.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, l. 12., l. 2, ad. C.

14 prairial an III, 2 juin 1795.

Arrêtés de libération de Dupont Jean-Antoine (Cantal), sur le Républicain; de Dupin Augustin (Haute-Loire); de Lagarrigue à Brouage,

25 prairial an III, 13 juin 1795.

Arrêté de libération de Laurent (Haute-Loire); de Champflour Martial, chanoine (Puy-de-Dôme), détenu sur le Républicain, au Port-des-Barques.

26 prairial an III, 14 juin 1795.

La Garrigues Jean-Jacques, sur le Républicain, n'est ni prêtre ni fonctionnaire public (diacre), sera remis en liberté sur la demande de son père.

11 messidor an III, 29 juin 1795.

Vu la pétition de Benot et Jean-Jacques Cessat de L'herm, de la commune de Monastir, district du Puy (Haute-Loire), détenus au Port-des-Barques, vu l'attestation du maire et officiers municipaux de la dite commune, que ces deux citoyens, l'un âgé de 32 ans et l'autre de 26, n'ont jamais été prêtres (ils étaient diacres), le Comité arrête qu'ils seront sur le champ mis en liberté.

13 messidor an III, 1^{er} juillet 1795,

Pérès, ci-devant prêtre, domicilié à Lectoure, détenu sur le Républicain, sera remis en liberté.

14 messidor an III, 2 juillet 1772.

Jean Pierre, de la commune du Puy, en rade, sera remis en liberté.

17 messidor an III, 5 juillet 1795.

Boissin, Callot, Cantourel, Delsuc, Forestier, Rivière, Tournier, détenus sur le Républicain, seront remis en liberté.

19 messidor an III, 7 juillet 1795.

Ordre de traduire Lelardeux, détenu à la prison de Saint-Maurice à Rochefort, au Comité de sûreté générale à Paris,

22 messidor an III, 10 juillet 1795.

Vu la pétition présentée par Guillaume Chantal et François Jardin, ci-devant chanoines de Chaudeseignes, de laquelle il résulte qu'ils ont été arrêtés à cause de leur qualité de prêtres et enfermés pendant huit mois dans un vaisseau à Rochefort, où ils ont été atteints du scorbut et accablés de maladies, que le Comité touché de leur triste position les fit transférer à Brouage, où ils languissent encore, quoique un grand nombre de détenus dans le même vaisseau aient obtenu leur liberté. Le Comité arrête qu'ils seront sur le champ mis en liberté.

24 messidor an III, 12 juillet 1795.

Huguet, ci-devant prêtre, de Billom, district du Puy-de-Dôme, à Brouage, sera mis en liberté.

25 messidor an III, 13 juillet 1795.

Barlier Jean-Baptiste (Cantal), sur le Gentil, sera mis en liberté.

1 thermidor an III, 19 juillet 1795.

Boutoute Jean-Tristant, curé de Braize, district de Cérilly (Allier), sera mis en liberté.

4 thermidor an III, 22 juillet 1795.

Pellisier, ci-devant chanoine du Puy, sur le Gentil, vu ses infirmités, sera remis en liberté.

5 thermidor an III, 23 juillet 1795.

Chantal Guillaume, chanoine de Chaudeseignes, à Brouage, sera remis en liberté.

8 thermidor an III, 26 juillet 1795.

Dufresne Paul, ex-chanoine de Saintes, sera remis en liberté.

11 thermidor an III, 1^{er} août 1795.

Au chef des classes à Rochefort.

Prière de faire des recherches pour découvrir Boutoute Jean-Tristant, ci devant curé de Braize, district de Grésilly (Allier). S'il est mort faire passer un extrait mortuaire (1).

BESSIÈRE, agent national de Rochefort.

15 thermidor an III, 2 août 1795.

Mise en liberté de vingt-et-un prêtres, sans autre indication.

16 thermidor an III, 3 août 1795.

Collot François (Haut ou Bas-Rhin), sur le Républicain, sera remis en liberté.

17 thermidor an III, 4 août 1795.

Boutoute Jean-Tristant (Allier), au Port-des-Barques, sera remis en liberté.

Rochefort, 19 thermidor an III, 6 août 1795.

Au procureur-syndic du district de Marennes.

Je vous adresse, Citoyen, avec la pétition des citoyens Gouyon et Pierre Beynier, prêtres détenus à Brouage, deux certificats qui constatent leur maladie. Vous devez vous rappeler l'entretien que nous avons eu ensemble, à l'effet de les faire transporter à l'hospice de Rochefort, je vous prie, en conséquence, pour remplir toutes les formalités, de mettre au bas des dits certificats, votre prière, à laquelle j'accéderai avec plaisir.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. an III, 2^e division.

(1) Guillon dit qu'il mourut dans la nuit du 24 au 25 novembre 1794 et fut inhumé au fort Vaseux.

Rochefort, 25 thermidor an III, 12 août 1795.

Au procureur-syndic du district de Marennes.

Je me suis empressé, Citoyen, à la réception de votre lettre du 21 de ce mois, d'expédier un gendarme avec des chevaux, n'ayant pu avoir de voiture, pour aller chercher à Brouage et les conduire à l'hôpital de la marine, les citoyens Gouyon et Beynier, détenus dans cette place. Je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion de concourir à cet acte d'humanité.

Arch. du port de Rochefort, 3^e division, enregist. 3^e année.

Saintes, 1 fructidor an III, 18 août 1795.

*Le procureur général syndic au Comité
de sûreté générale.*

Il n'est parvenu à la connaissance de l'administration qu'aucun prêtre déporté fut rentré sur le territoire de la République.

Parmi ceux qui étaient condamnés à la déportation, et qui doivent à des principes d'humanité la liberté dont ils jouissent, il en est quelques-uns qui, étrangers à ce département, où ils n'avaient été conduits que pour être embarqués, s'opiniâtrent à y rester, plutôt que de rejoindre leur famille, où l'intérêt et le désir doivent naturellement les porter. La crainte sans doute d'une surveillance incommode dans leurs communes les retient ici, où, n'étant pas connus, ils fanatisent à l'aise, détournent de l'acquisition des biens nationaux, et contre-révolutionnent les esprits. Malgré la loi qui accorde l'usage des églises, ils exercent furtivement leur culte dans des maisons privées, où cependant ils attirent la foule plutôt que d'agir ostensiblement dans les édifices publics, parce qu'il leur faudrait faire un acte de soumission aux lois qu'ils ne veulent pas reconnaître.

L'administration a pressé le départ de ces prêtres étrangers, autant qu'elle a pu. Quelques-uns y ont été forcés, parce que la mise en liberté les renvoyait sous la surveillance de leurs communes. Le plus grand nombre est parti sans contrainte, quoique l'ordre de sortie fut pur et simple. Ceux qui sont encore ici se trouvent dans ce dernier cas. Ils s'en prévalent pour rester, et c'est sûrement contre les intentions du Comité. La police, déjà occupée des prêtres domiciliés, ne peut exercer la même vigilance sur ces gens qu'elle ne connaît pas, qui lui échappent par la loi même, qui changent souvent de demeure,

et parcourent les campagnes. La tranquillité publique alarmée des manœuvres de ces prêtres étrangers demande leur prompt retour à leur domicile, où, étant connus et plus à portée d'être surveillés, ils seront beaucoup moins dangereux.

LIBRE EXERCICE DU CULTE

La proclamation du principe sacré de la liberté des cultes a satisfait tous les esprits justes et raisonnables.

Quelques prêtres, en abusant, cherchent à se soustraire à l'œil de la police par des actes clandestins, et travaillent l'opinion par des prédications fanatiques. Le Comité de législation vient de répandre une instruction interprétative, d'après laquelle tous les prêtres qui admettent le public dans les maisons où ils exercent un culte, doivent faire devant la municipalité leur soumission préalable aux lois de la République. Le but de cette disposition est de mettre la police en état de connaître ceux qu'elle doit protéger, et ceux qu'elle doit poursuivre d'après la loi du 11 prairial dernier.

La privation du culte, pendant le gouvernement révolutionnaire, a occasionné de la réaction dans quelques communes. Des femmes excitées par la malveillance se sont attroupées, ont insulté les officiers municipaux, ont réclamé les ustensiles du culte, enlevé les clefs de l'église et sonné la cloche. Le fanatisme a été poussé plus loin dans la commune de Clérac, du district de Montlieu. L'arbre de la liberté y a été abattu, sous prétexte que, tant qu'il subsisterait la commune n'aurait pas de prêtre. Les esprits égarés ont été ramenés à la raison et à l'obéissance aux lois par des citoyens sages et patriotes, en même temps que les auteurs de l'attroupement ont été livrés à la justice.

Dans les autres communes qui ont appelé des prêtres, la reprise du culte s'est opérée sans désordre et se continue avec tranquillité. En général elles manifestent toutes le même sentiment et le même attachement pour le culte, mais sont soumises aux lois et pénétrées de respect pour les autorités constituées. On peut assurer que, si l'ordre a pu recevoir dans certains endroits quelques secousses des premières assemblées religieuses, il n'en éprouvera aucun trouble dans l'avenir ; l'habitude et la plus entière liberté finiront par calmer l'effervescence du moment.

1 fructidor an III, 18 août 1795.

Daures Joachim (Aveyron) sera remis en liberté.

5 fructidor an III, 26 août 1795.

Gorut Rémy (Seine-et-Marne), assermenté ; Daures et Villers, l'un et l'autre du district de Villefranche ; Sicard, du district de Rodez ; Paquier, du district de Milhau, tous à Brouage, seront remis en liberté.

9 fructidor an III, 26 août 1795.

Palanquet, ex-chartreux (Tarn), détenu au port de Rochefort ; Sicard, ci-devant curé de Cadeyrac (Aveyron), détenu à Brouage, seront remis en liberté.

Rochefort, 9 fructidor an III, 26 août 1795.

*Aux procureurs généraux syndics des districts
de Saintes et de Marennes.*

Je vous ai demandé, citoyen, par une lettre du 30 thermidor dernier, si le citoyen Alauze Pierre, ex-prêtre, du district de Sauveterre, qui, à l'époque du 28 pluviôse, était détenu à bord du Républicain, et qui depuis en a été débarqué, ne serait point en ce moment à Saintes ou à Brouage ?

Je vous donne avis que j'ai reçu du Comité de législation un arrêté qui lui rend sa liberté ; et que je suis chargé de le mettre sans délai à exécution. Je vous serai obligé de vouloir bien me répondre sur le champ ; et, sur l'affirmative, je vous adresserai l'arrêté qui le concerne.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettres, 5^e et 6^e division.

Rochefort, 9 fructidor an III, 26 août 1795.

Au procureur syndic du district de Marennes.

Je viens de recevoir, en même temps que votre lettre du 2 de ce mois, une demande des prêtres détenus à Brouage, pour qu'ils soient reçus à l'hôpital de ce port, en m'annonçant qu'ils sont plus de quarante qui désireraient y être envoyés. Je prévois que pour améliorer leur sort, bientôt la totalité de ceux qui y sont se diraient malades, et que notre hôpital se trouve-

rait occupé par d'autres personnes que celles pour lesquelles il est destiné. Six d'entre eux y sont déjà, et je suis effrayé de la dépense qu'ils ont occasionnée pour leur translation en ce port. Cette dépense ne peut en aucune façon regarder le service de la marine, et je vous serais obligé de pourvoir à leurs frais de route, pour se rendre ici, ceux que nous pourrions y recevoir, car il m'est impossible de consentir à ce que quarante de ces prêtres soient envoyés ici pour y être admis. Je pense, Citoyen, qu'il serait conforme à vos principes d'humanité de solliciter du Comité de salut public, que ces prêtres fussent transportés à Saintes, où il y a des établissements commodes pour les recevoir, des hôpitaux pour les traiter, enfin toutes les commodités convenables pour un pareil dépôt. D'ailleurs le temps est venu où la ration qui a été fournie par la marine, pour la subsistance de ces prêtres, doit cesser, et je vais écrire à la Commission de la marine, pour prendre ses ordres à cet égard. Les maisons de dépôt devant être à la charge des districts, pour toutes les dépenses qui peuvent les concerner, et je pense que ce serait le moment à prendre pour demander qu'il fut fixé à Saintes.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettres, 1793-1800, 5^e et 6^e division.

Rochefort 10 fructidor an III, 27 août 1795.

A la Commission de la marine.

Lorsque le Comité de salut public ordonna de débarquer des navires de la République le Dunkerque et le Gentil, les prêtres envoyés de Bordeaux pour être déportés, le représentant du peuple Blutel ordonna que les vivres leur seraient fournis par la marine à Brouage, lieu de leur détention, comme ils l'étaient à bord, d'après la demande que fit le district de Marennes et l'impossibilité où il se trouvait alors de se procurer des subsistances. La récolte est à présent terminée en ce pays, et l'on continue à fournir des magasins de ce port les vivres à cet établissement. Je vous demande, Citoyen, si vos intentions sont que cette fourniture ait toujours lieu par la Marine, ou si vous voulez faire ordonner au district de Marennes par la Commission de l'intérieur de se charger de la subsistance de ces détenus.

Arch. du port de Rochefort. Correspondance, an III, 1794-1795, 2^e division.

Paris, 12 fructidor an III, 29 août 1795.

*La Commission de la marine et des colonies
au citoyen Commandant des armées à Rochefort.*

Le Comité de salut public, sous les yeux duquel ont été mises toutes les pièces qui pouvaient faire connaître la moralité et la conduite du citoyen Laly, enseigne non-entretenu, commandant la flûte des Deux-Associés, ayant reconnu que cet officier forcé d'exécuter des ordres les plus rigoureux, les avait cependant remplis avec toute l'humanité qui dépendait de lui, ce qui est attesté par le témoignage même des prêtres déportés qu'il avait à son bord et celui de tout son équipage, et que les torts qu'on peut lui reprocher paraissent plutôt ceux d'un homme égaré que d'un complice du régime de sang, a approuvé que l'arrêté du représentant Boissier, qui le mettait sous la surveillance de la municipalité de Saint-Martin, île de Ré, serait révoqué, mais qu'en lui laissant la liberté de reprendre son service pour le commerce, *il ne le jugeait pas digne d'être employé par l'Etat.*

DAVID,

adjoint au Ministre de la marine.

Arch. du port de Rochefort.

Rochefort, 14 fructidor an III, 31 août 1795.

Au Procureur syndic de Marennnes.

Je suis informé, Citoyen, qu'il existe une place libre à l'hôpital de la marine de ce port, vous pouvez en conséquence y faire conduire le citoyen Joseph-Emmanuel Paris, ex-prêtre, détenu à Brouage et malade. Son admission est au bas du certificat de l'officier de santé que je vous renvoie ci-joint ; mais je vous observe que, n'ayant aucuns fonds destinés à la dépense qu'exige cette translation, je laisse l'administrateur du district à y pourvoir, de la manière qu'il le jugera convenable.

Arch. du port de Rochefort. copie de lettres, 1793-1800, 5^e et 6^e division.

15 fructidor an III, 1^{er} septembre.

Arrêté de libération de Dubac Jean-Baptiste, prêtre non fonctionnaire, et de de Bellefond Jean-Albier, prêtre non fonctionnaire, détenus à Brouage.

27 fructidor an III, 13 septembre 1795.

Arrêté de libération de Lerat François-Amand.

Rochefort, 28 fructidor an III, 8 septembre 1795.

*Deuxième lettre au procureur syndic du district
de Marennnes.*

Je vous renvoie, Citoyen, ci-joint les deux certificats que vous m'avez adressés le 21 de ce mois, à l'effet de faire admettre à l'hôpital de la marine deux prêtres détenus à Brouage.

Je vous rappelle, Citoyen, que vous avez laissé sans réponse mes lettres du 30 thermidor dernier et du 9 de ce mois, par lesquelles je vous demandais s'il n'existait point au dépôt de Brouage un prêtre nommé Alauze, qui doit être mis en liberté, d'après un arrêté du Comité de législation, qui m'a été adressé, il y a plusieurs jours, et dont je n'ai pu jusqu'à présent annoncer l'exécution. Je vous serais obligé de ne pas perdre cet objet de vue, d'autant plus que je suis informé que ce prêtre n'est pas à Saintes.

Arch du port de Rochefort, copie de lettres, 1793-1800, 5^e et 6^e division.

28 fructidor an III, 11 septembre 1795.

Arrêté de libération de Delmas Barthelémy et de Cardars Pierre, sexagénaires et infirmes, du département de l'Aveyron, détenus à Brouage.

25 fructidor an III, 11 septembre 1795.

*Xantes, Polices, Prêtres détenus ; au citoyen Roux,
prêtre détenu à Brouage.*

L'administration du département ne peut vous donner la liberté ni celle de vos confrères. La loi que vous invoquez à l'appui de votre demande, ne vous est pas applicable, parce que votre détention est l'effet de la loi qui vous a condamnés à la déportation et qui n'a pas été rapportée.

C'est à la Convention nationale que vous devez porter votre réclamation. En attendant qu'elle ait pris un parti à cet égard, le département veillera à ce que vous soyez traités avec l'humanité que vous avez droit d'attendre. Il va écrire à l'agent ma-

ritime à Rochefort, pour lui faire connaître vos besoins et l'inviter à vous envoyer un officier de santé.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, correspondance
1. 12, 1. 2.

Rochefort, 30 fructidor an III, 16 septembre 1795.

Au Maire de Brouage

Le procureur syndic du district de Marennes, Citoyen, m'ayant informé que le citoyen Alauze, prêtre, pour lequel la Commission de la marine et colonies m'a fait passer, il y a quelques jours, un arrêté du Comité de législation qui lui accorde sa liberté, était à Brouage, je vous donne avis que je charge de cette pièce la citoyenne Madeleine Renaud. veuve Caubon, qui vous la remettra en main propre, afin que le dit arrêté soit mis par vous à exécution, ce que je vous serais obligé de vouloir bien me certifier, afin que je puisse en rendre compte à la Commission.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettres, 1793-1800, 5^e et 6^e division.

Rochefort, 4^e jour complémentaire de l'an III,
20 septembre 1795.

Au citoyen Faumon, prêtre détenu à Brouage.

Les 500 livres que vous avez réclamées par la lettre que vous m'avez écrite, il y a quelques jours, Citoyen, vous seront remises par le citoyen Bussières, gendarme maritime, auquel vous voudrez en remettre le reçu. Vous verrez, par la lettre ci-jointe, que le citoyen Piquesarry n'est susceptible d'aucun reproche sur le retard de cette remise. puisqu'il ignorait à qui elle s'adressait.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettres, 1793-1800, 5^e et 6^e division.

Saintes, 1^{er} vendémaire an IV, 23 septembre 1795.

Au citoyen Roux, ex-prêtre, détenu à Brouage.

Le département va écrire à l'agent maritime de Rochefort pour lui faire connaître vos besoins et l'inviter à vous procurer

des matelas et des couvertures, et à vous envoyer un officier de santé.

Arch. municipales de Rochefort.

Saintes, 1^{er} vendémiaire an IV, 23 septembre 1795.

Informations relatives à la police générale.

Vu la pétition du citoyen François Pauzières, prêtre détenu, tendant à être transféré de l'hospice Saint-Charles de Rochefort à celui de la Fraternité de Saintes, attendu l'impossibilité où il est de guérir de diverses maladies que la proximité de la mer rend intolérables ;

Vu le certificat de l'officier de santé de l'hospice Saint-Charles, et l'avis du district de Rochefort ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de l'humanité de saisir toutes les occasions qui pourraient procurer quelque soulagement aux malades, et qu'il résulte du certificat de l'officier de santé de l'hospice Saint-Charles de Rochefort que les maladies, dont l'exposant est atteint, sont presque incurables lorsque les malades sont trop près de la mer ;

Arrête sur ce, ouï le Procureur syndic, que le pétitionnaire sera transféré à l'hôpital de la Fraternité à Saintes, comme il le désire.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure. Reg. des arrêtés du département, l. n^o 81, f^o 2.

Saintes, 1^{er} vendémiaire an III, 23 septembre 1795.

Informations relatives à la police générale.

Vu la lettre du citoyen Guérin, représentant du peuple en mission dans le département des Bouches-du-Rhône, en date du 10 fructidor dernier, par laquelle il envoie et recommande une pétition du citoyen Joseph-Emmanuel Pâris, ex-prêtre inassermé, détenu à Brouage, tendant à obtenir sa mise en liberté, d'après la réclamation des habitants de la commune d'Aubagne, district de Marseille, lieu de sa naissance, et de la municipalité de la Garde-Freinet, district de Fréjus, département du Var, où il exerce son ministère.

Vu le certificat du premier médecin de la marine de Rochefort, du 29 du même mois, visé par le directoire du district,

portant que le dit Pâris a été traité à l'hôpital de la marine d'une maladie grave, que la convalescence est extrêmement pénible, et que, pour son entier rétablissement il est nécessaire de le renvoyer dans sa famille à l'effet d'y recevoir les secours que sa situation exige ;

Vu aussi la permission donnée au dit Pâris, le 5^e jour complémentaire par le directoire du district de Rochefort, pour venir à Saintes porter sa réclamation.

Considérant que le représentant du peuple Guérin appuie la demande, et que le rétablissement de la santé de ce citoyen exige son retour dans sa famille pour y recevoir les soins qui lui sont nécessaires ;

Sur ce, oui le procureur général syndic :

Arrête, provisoirement, que le citoyen Pâris demeure autorisé à retourner dans sa famille, à la charge de se présenter aussitôt son arrivée au représentant du peuple, pour être par lui définitivement statué ce qu'il appartiendra ; charge en conséquence le directoire du district de Rochefort de faire délivrer au dit Pâris un passeport et les frais de route nécessaires pour se rendre à sa destination.

Arch. départ. Reg. des arrêtés du départ. de la Charente-Inférieure, l. n° 81, f° 3.

Saintes, 6 brumaire an IV, 28 octobre 1795.

Vu la pétition du citoyen Treuillhé, prêtre détenu à Brouage, tendant à ce que l'administration lui accorde sa mise en liberté.

Considérant que l'exécution de la loi du 12 fructidor dernier est attribuée aux officiers de police de sûreté ;

Renvoie l'exposant par devant les juges compétents.

Arch. dép. Reg. des arrondissements du dép. de la Charente-Inférieure, l. n° 81, f° 33.

Brouage, 12 brumaire an IV, 3 novembre 1795.

Au Directoire du district de Rochefort.

Je soussigné certifie que le plus grand nombre des prêtres détenus à Brouage sont atteints de fièvres tenaces et opiniâtres, d'autres d'une dysenterie violente qui en a emporté plusieurs au tombeau, notamment depuis quinze jours. Huit ont suc-

combé, et dans ce moment, le nombre de ceux qui se portent passablement suffit à peine pour porter les défunts en terre... Plusieurs manquent de vêtements, et une partie couche sur les planches n'ayant pas seulement de paille, etc., etc.

DELAGRAVE, officier de santé.

Certifié par les conseillers municipaux de la commune de Brouage, à Marennnes, le 14 brumaire, 5 novembre 1795.

Arch. municipales de Rochefort, s. 1.

Rochefort, 5 frimaire an IV, 26 novembre 1795.

*Le Président de l'administration de la marine
aux officiers municipaux de la commune de Saintes.*

L'agent maritime de Rochefort, Citoyens, vient de nous adresser un rapport de l'officier de santé Chambellan, qui constate l'état de maladie dans laquelle se trouvent les prêtres reclus dans le fort de Brouage, et de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de leur faire fournir les moindres secours ; il nous annonce même par sa lettre qu'il a reçu l'ordre de cesser d'envoyer du pain nécessaire à leur existence, et, sous tous les rapports, il nous presse de prendre les mesures les plus promptes pour arracher ces êtres aux horreurs de la faim et de la misère ; nous avons également reçu un procès-verbal du juge de paix de Marennnes, qui afflige l'humanité par le tableau de ce que souffrent ces mêmes prêtres par l'insalubrité et la malpropreté des logements qu'ils occupent.

Si l'intérêt de la République lui prescrit d'exclure de son sein ces êtres inciviques, dont les sentiments contrastent avec les principes d'un gouvernement libre ; la justice nationale d'accord avec l'humanité exige qu'on leur fournisse, jusqu'au moment de leur départ, des logements salubres, le pain nécessaire à la vie, et même des secours de l'art que peut exiger l'état de maladie dans lequel ils se trouvent.

Pénétrés de ces vérités, nous sommes décidés à faire traduire dans cette commune les prêtres qui sont dans ce moment à Brouage, au nombre d'environ 150 ; mais avant de nous déterminer à prendre ce parti, il est nécessaire que nous sachions s'il existe dans cette commune des logements propres à les recevoir. Nous vous prions en conséquence, de nous marquer de suite quel est le nombre de prêtres actuellement reclus

dans la maison des ci-devant Notre-Dame (1), quel plus grand nombre elle peut contenir et quelle autre maison nous pourrions indiquer pour recevoir le surplus. Nous vous observons encore que les détenus de Brouage sont presque nus et n'ont pas seulement de paille pour se coucher ; et nous croyons que dans les nouveaux logements que nous leur destinons, il est indispensable qu'ils trouvent, s'il est possible, un matelas et une couverture à deux. Vous voudrez bien nous marquer quel serait le moyen le plus commode de se procurer les effets, et nous faire part des réflexions que vos connaissances locales peuvent vous suggérer, pour l'exécution ou la réjection du parti que nous nous proposons de prendre.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, l. 5, 1, f° 58.

Le protestant Elie Thomas avait recueilli chez lui quelques prêtres déportés ; les détenus de Brouage l'intéressaient, à la fin de l'année 1795, il écrivait à l'abbé Grégoire :

« Deux cents autres prêtres gémissent dans l'horrible ville de Brouage, ils sont tous malades, et journellement il en meurt ; je les ai vu ces victimes, il y a trois jours, en revenant de Marennes ; la maladie et la plus affreuse des misères les accablent. Oui, je suis sûr qu'à la lecture de ces lignes sans réplique, les membres du Comité seront émus de compassion, un sentiment d'humanité embrassera leurs âmes, et ils signeront l'élargissement de ces malheureuses victimes. »

Marennes, 11 nivôse an IV, 1^{er} janvier 1796.

*Lozeau, représentant du peuple, actuellement en congé,
au Directoire exécutif*

Citoyens Directeurs, l'administration municipale de ce canton m'a communiqué avant hier une lettre qui a été saisie aux

(1) Il ressort d'un arrêté du département de la Charente-Inférieure, en date du 14 frimaire an IV, 5 décembre 1795, que les prêtres reclus aux Notre-Dame, à Saintes, étaient au nombre de trente. C'étaient MM. Loys Joseph, chargé par ses confrères d'administrer leur communauté, Cambon Jean, Capet Pierre, Chevalot Jean, Chevreux François, Cousteau Pierre, Croizier Etienne, Dangibeau Pierre, Delmort Jacques, Delord Jean, Dohet de Saint-Georges, Domain Charles, Gillet Jean, Granier Pierre, Gravier Jacques, Hardy Louis, Lafond Jean, Leberthon Auguste, Légier Germain, Marivaux Pierre, Monnoir Etienne, Montenson Jean, Michot Michel, Pain Denis, Pichon Jean, Pichon Pierre, Planier Claude, de Rapron Jean-Nazaire, Tourneur Pierre, Vironneau Antoine. — Arch. départ., l. n° 31, f° 19.

portes de Brouage, sur une femme soupçonnée d'être l'agent des ennemis de la République. Elle est datée, souscrite par un nommé Dubuc, prêtre, adressée à Delaunay, prêtre détenu à Brouage ; elle porte en substance : « Les évêques ont reconnu Louis XVIII ; ici on est assez d'accord sur le mode de reconnaissance, savoir si elle se fera de droit ou de fait ; on est assez oui, ménagez-vous pour la prochaine campagne. »

Ce peu de mots m'a paru contenir la certitude d'une conspiration contre la République, et je m'empresse de vous avertir, afin que vous preniez les mesures que vous dicteront votre sagesse et votre amour de la liberté. Le juge de paix du canton, averti par l'agent, s'est de suite assuré des prévenus, en se conformant à la loi du 3 brumaire, et vous devez avoir pleine confiance en son patriotisme et en celui des membres de l'administration municipale. Vous sentirez de plus en plus combien il est essentiel, pour assurer le triomphe de la République, de purger la terre de cette horde sacerdotale, qui abuse des bontés du gouvernement républicain pour le détruire.

LOZEAU,
membre du Conseil des Cinq Cents.

23 nivôse an IV, 13 janvier 1797, il est répondu à cette lettre : le ministre de la justice ordonne au commissaire du district auprès de l'administration départementale de donner des renseignements sur ces délits.

Saintes, 14 ventôse an IV, 4 mars 1796.

Le procureur syndic près de l'administration du département de la Charente-Inférieure au Ministre de la Police générale.

Citoyen Ministre,

Les citoyens de ce département ont été mis à l'abri des séductions dangereuses des prêtres réfractaires, par l'exécution des dispositions de la loi du 3 brumaire, en vertu de laquelle ils ont été réunis dans la maison de réclusion désignée par l'administration départementale.

Environ 129 prêtres condamnés à la déportation ont été, par les ordres du représentant Blutel, débarqués des vaisseaux destinés à la transportation, et déposés à Brouage. Les autorités de cette place leur ont malheureusement fourni les moyens de communiquer avec les communes environnantes, et

il en est résulté une altération sensible de l'esprit républicain de ces communes. Ma correspondance avec le commissaire du directoire exécutif, près l'administration du canton de Marennes, m'apprend que le mal fait chaque jour de nouveaux progrès, et démontre la nécessité de prendre des mesures pour en arrêter le cours.

Les mesures seraient la prompte déportation de ces ennemis invétérés de la République, ou leur translation dans une des maisons nationales qui se trouvent dans l'arrondissement de la commune de Saintes.

D'après cela, Citoyen Ministre, je vous prie, si les circonstances s'opposent à la déportation de ces prêtres, de donner des ordres pour qu'ils soient transférés, sans délai, dans une des maisons nationales de la commune de Saintes qui sera désignée par le département.

Il serait à souhaiter que les prêtres connus sous la dénomination d'assermentés, plus éclairés sur leurs vrais intérêts et ceux de leurs sectateurs, ne fissent usage de leur influence que pour porter ces derniers à l'obéissance aux lois, et leur inspirer l'amour de la patrie. Mais j'ai malheureusement lieu de croire que plusieurs d'entre eux tiennent une conduite opposée, puisque quelques-uns ont souffert et peut-être sollicité une infraction à la loi du 7 vendémiaire, en faisant sonner les cloches pour convoquer les citoyens à leurs cérémonies religieuses. Je n'ai pas dû souffrir cette infraction à la loi ; les sonneurs ont été arrêtés et traduits devant le directeur du jury d'accusation, j'ai lieu d'espérer que cet exemple prévendra le retour de pareils abus.

Convaincu des dangers qui résulteraient de l'inexécution des mesures prises pour s'opposer aux progrès du fanatisme et à l'ambition des gens d'église, je regarderai comme un des premiers devoirs la surveillance la plus exacte à l'exécution des lois.

Arch. de la Charente-Inférieure. Correspondance, 1. 12, l. 2.

Paris, 21 ventôse an IV, 11 mars 1796.

Le Ministre de la Police générale
à l'administration départementale de la Charente-Inférieure.

Nous répondons à votre dépêche du 12 pluviôse dernier, par laquelle vous nous faites part des réclamations que vous ont adressées plusieurs prêtres réfractaires détenus à Brouage.

Le sentiment d'humanité nous avait déterminé, dès le mois de frimaire dernier, à prendre un arrêté pour les faire sortir de Brouage, où nous savons qu'ils sont infiniment mal, et par l'insalubrité de l'air et des lieux qu'ils habitent, et par l'impossibilité où ils sont de se procurer les choses nécessaires à leur conservation, tels que les traitements, médicaments et habillements. Cet arrêté, qui a été approuvé par le Ministre de l'Intérieur, portait qu'ils seraient traduits à Saintes, dans la maison où sont détenus les prêtres de votre département que nous avons fait reclure, en vertu de la loi du 3 brumaire ; il serait actuellement exécuté si l'agent maritime nous avait procuré, comme nous lui en avons fait la demande, un bâtiment pour faire transporter ici ces prêtres, qui sont au nombre de 120 environ. Mais cet agent n'ayant point déferé à notre demande, la difficulté des chemins et de se procurer des voitures s'étant opposée à leur transport par terre, nous avons été forcés de le différer jusqu'ici.

Nous venons d'écrire à l'administration municipale de Marennes pour l'autoriser à fréter une barque, au moyen de laquelle ils remonteront la Charente. Ce moyen nous paraît le plus sûr et le moins dispendieux. Lorsque ces hommes seront ici, nous veillerons qu'ils soient traités avec les égards dûs à l'humanité, et nous nous conformerons au surplus à l'instruction du directoire exécutif du 26 nivôse qui les concerne.

Le 2 avril 1796, les 125 derniers déportés de la Terreur, avaient quittés Brouage, et, embarqués sur deux chaloupes, ils arrivaient à Saintes. Ce n'est qu'après le décret du 14 frimaire an V, 4 décembre 1796, qu'ils obtinrent légalement la faculté de retourner dans leurs familles.

La première déportation laissait sur les côtes de la Charente-Inférieure les corps de 550 victimes.

La persécution religieuse allait reprendre et ramener à Rochefort les déportés du Directoire.

P. LEMONNIER.

RÉPONSES

N° 829. — Dom Patouillot, moine déjà âgé, avait en effet été installé à Citeaux dans une sorte de cage au dortoir. — Ce moine avait des passions contre nature, ce qui explique très suffisamment la mesure de rigueur. — Il fut envoyé à La Frenade, s'y trouve encore au moment des inventaires vers 1790. En 1791 il est revenu dans le district de Dole (Jura) dont il est originaire. J'ignore ce qui lui arriva par la suite... Aux archives de la Côte-d'Or, dans la statistique Vaillant, secrétaire général de la préfecture, établie en l'an IX, on trouve des détails sur la cage et même des lavis donnant les plans, coupe, etc. Aux Archives nationales dans D^{XIX} il y a quelques pièces relatives à cette affaire. Il serait intéressant de voir si les directeurs du département et du district dont dépendait La Frenade eurent à s'occuper de cette affaire : c'est la tâche réservée aux érudits charentais.

J. GAZIN-GOSSEL

N° 832. — *Acte concernant Villebois.* — L'acte de partage du 13 octobre 1478 concernant la seigneurie et château de Villebois (paroisse de Villebois-La Valette) fut rédigé devant Comte (et non pas Lecomte), notaire à Saint-Jean d'Angély et dressé par son confrère, M^e Dupré, notaire à Angoulême, chez lequel l'acte a été signé. Comme nous ne supposons pas que ce soit la simple curiosité de savoir où se trouve cet acte, mais bien de connaître ce qu'il contient, nous posons à notre tour cette question :

Que désire-t-on apprendre sur la terre de Villebois, avant, pendant et après cette époque ?

Nous sommes détenteur de documents très intéressants sur ce sujet ; documents recueillis par nos recherches personnelles et par celles d'un érudit de la fin du XVIII^e siècle, M. de Chastenay, à qui notre famille, possessionnée de la baronnie de Villebois pendant sept à huit siècles, en avait fait la demande.

M. de Chastenay s'est dépensé de 1784 à 1787 pour fouiller les chartriers, compulser les registres paroissiaux, visiter les personnages de marque, correspondre avec tous ceux qui pouvaient lui fournir quelques documents, notamment dans le

Périgord et l'Angoumois, berceau de notre famille. C'est ainsi qu'il a eu entre les mains l'inventaire détaillé de Villebois-La Valette, fourni par le sénéchal de cette petite ville, M. Dumonteil.

Cette œuvre précieuse fut malheureusement détruite par la Révolution. Malgré tout, nous sommes en mesure de transmettre à notre confrère, s'il le désire, dans la Revue de nos Archives historiques de Saintonge et d'Aunis, et dans une série d'articles sur le château de Villebois et ses propriétaires, des renseignements inédits et instructifs, autant qu'intéressants pour notre correspondant que pour les autres membres de nos Archives.

GEORGES PERRIER DES BROUSSES.

LIVRES ET REVUES

Archives historiques de la Gironde, tome XLIX. — *Actes de l'archevêché de Bordeaux sous le cardinal François de Sourdis*, par son ancien secrétaire le chanoine Jean Bertheau, publié par M. P. Caraman. C'est l'histoire de la vie et de l'administration du cardinal depuis sa naissance jusqu'en l'année 1613.

Le chapitre XI de l'année 1602 comprend la *translation du chef de saint Eutrope de Bordeaux à Xaintes* (pages 102-107).

En 1604, le doyen du chapitre de Saintes fut élu l'un des députés de l'assemblée provinciale à l'assemblée générale du clergé.

Documents divers. — Charte (avant 1201) par laquelle Henri, évêque de Saintes, adhère à une sentence relative à la chapellenie de Notre-Dame de l'Isle en Arvert. « Licet contra ecclesiam silve majoris super capellania sancte Marie de Insula movissemus questionem, eo quod A. nuper in eadem ecclesia capellanus institutus ejusdem ecclesie jura cum illa integrate quam B. decessor ejus possederat, minime percipisset tamen tandem pie recordationis domini A. predecessoris nostri sententia... »

Mémoires de la Société des sciences de la Creuse, tome XIX, (1915). *Le Droit rural dans la coutume de La Marche*, page 403.

« Les essaims d'abeilles que la coutume appelle *bourgnons* à

miel peuvent devenir épaves. » En note : Le mot bourgnon est toujours employé aux environs de Guéret pour désigner un essaim, et la ruche s'appelle une *bourgnasse*. Ces mots sont à rapprocher du français *bourgne* qui désigne un engin de pêche, une sorte de nasse (Hatzfeld, Darmesteter et Thomas, *Dictionnaire général de la langue française*). Le *dictionnaire provençal-français* de Mistral donne *Bourgnoun*, bourgnon, ruche d'abeilles, en Languedoc, Rouergue et Auvergne, (— La Saintonge est oubliée —) *Bourna*, tronçon d'arbre creux, ruche en Limousin et Agenais, et *borna* ayant le sens général de creux, canté, et indiquant aussi une nasse.

Curieuse note du curé Joseph-Marie Louradoux, curé de Saint-Mard avant la Révolution. Il a trouvé dans les registres paroissiaux de 1609 une note du curé Bussière, de Saint-Médard-la-Breuille, vivant en 1519, lequel l'avait tirée de registres antérieurs mais qui périrent probablement dans un des deux incendies de la maison curiale.

« Ne pouvant absolument lire ce chiffon, j'eus recours à Michel Rouche, du village de Farioleix, qui lisait très bien les vieux titres et papiers, eussent-ils quatre ou cinq siècles ».

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

AVIS ET NOUVELLES : Admission : M^{me} Merle ; Dunes de la grande côte.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. Goguet.

VARIÉTÉS : *Le régiment du prince-évêque de Bale à Saint-Sorlin de Seschaud*, par M. Léon Bouyer. — *Les Comités révolutionnaires à Saintes* (fin), par M. Guérin. — *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes* (suite), par M. Depoin.

LIVRES ET REVUES : *Romania* ; *Eaux minérales* ; Philippe de Remi.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION

Madame Merle, à La Gorce, commune de Soubran, en remplacement de son mari.

A la Tremblade, la grande tempête du 8 au 11 février 1916, a jeté la mer contre la dune sur une longueur d'un kilomètre environ et l'a démolie. La plaine comprise entre la sirène et la passe à Lys, d'une étendue de 90 hectares environ, fut complètement submergée. Le nouveau phare de Bonne-Anse est menacé.

La dune coupée s'élevait à certains endroits à cinq mètres au-dessus du niveau de la mer.

La sirène de brume à air comprimé établie à la pointe de la Coubre vient d'être déplacée de 265 mètres en arrière ; la mer menace déjà le nouveau phare.

BUDGET 1915

RECETTES

En caisse le 1 ^{er} janvier 1915.	1.940 35
Cotisation	2.626 »
Vente de volumes	16 50
Escompte	17 50
Remboursement d'impressions	150 »
Obligations remboursées.	997 »
Intérêts des fonds placés.	500 70
Total	6.248 05

DÉPENSES

Impression de la Revue	1.840 55	
Employé	75 »	
Concierge.	50 »	
Assurance.	21 »	
Loyer	200 »	
Achat d'obligations.	791 »	
Correspondance	59 95	
Divers	58 25	
Ensemble.	3.095 75	
Impôts à payer.	14 50	
Total	3.110 25	3.110 25
En caisse au 1^{er} janvier 1916		3.137 80

Il reste à recouvrer quelques cotisations de 1915. Ce sont celles de confrères mobilisés. Nous pouvons dire, avec une très vive satisfaction, que la rentrée des cotisations s'opère sans défaillances appréciables. Nos lecteurs nous restent fidèles, malgré la dureté des temps. C'est un grand réconfort pour les dirigeants.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL

Quelques-uns de nos confrères se sont étonnés de ne pas trouver dans nos *notes d'Etat-civil* l'annonce du décès de certains de nos confrères tués au champ d'honneur. Ils ont cru à un oubli. Il n'en est rien ; qu'ils se rassurent. Nous leur rappe-

lons qu'il a été décidé, dès le début, que toutes les mentions de ce genre seraient groupées à la fin de la guerre, de manière à former un ensemble plus saisissant et comme un livre d'or. Et c'est le seul moyen d'éviter les erreurs.

La direction de la *Revue* réitère la prière qu'elle a déjà adressée deux fois aux lecteurs. Elle ne peut tout savoir et tout connaître. Les journaux sont absolument insuffisants. Le concours de chacun est nécessaire, d'abord pour avoir une liste complète, ensuite pour donner des renseignements aussi précis que possible. Nos confrères sont donc instamment sollicités d'envoyer les notes — surtout les faire part — qu'ils pourront se procurer sur leurs parents et amis saintongeais tombés pendant la bataille ou morts de leurs blessures.

Vu le nombre déjà élevé — hélas ! — des morts, nous n'avons pas l'intention de donner sur chacun une notice aussi développée qu'elle pourrait l'être en d'autre temps, mais nous tenons à ce que nos renseignements soient exacts, et que notre liste contienne le moins possible d'omissions.

Le 22 février 1916, est décédé, à Tonnay-Charente, M. Alfred Goguet, agent transitaire, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, ancien maire de Tonnay-Charente, âgé de 70 ans. Il laisse une fille, M^{me} Robert-Williamson, et un fils, le sergent Pierre Goguet, disparu dans les combats de Champagne, présumé prisonnier.

VARIÉTÉS

LE RÉGIMENT DU PRINCE-ÉVÊQUE DE BALE

A SAINT-SORLIN DE SESCHAUD

• Si, à défaut d'historiographe, chaque commune de France possédait, au moins, un citoyen passionné pour les recherches historiques, qui prit la peine de rassembler les documents épars la concernant et de les communiquer aux sociétés d'archéologie du voisinage, on ne saurait se figurer ce que la petite histoire, et même la grande auraient encore d'occasions appréciables de s'enrichir.

Notre collègue, M. Gaston Tortat, juge au tribunal civil de Saintes, dut avoir l'esprit hanté de cette vérité, du reste, banale, quant, au temps de sa studieuse jeunesse, il recueillit et publia (1), sous les auspices de la Société des Archives de Saintonge et d'Aunis, les pièces par lui découvertes et susceptibles d'intéresser l'histoire de la région composant la commune actuelle du Port-d'Envaux dont, par la ligne maternelle, il était originaire.

L'ouvrage, intitulé : « *Saint-Saturnin de Seschaud, Panloy, Saint-James, Gibran* », est composé de documents d'intérêt certainement inégal, mais qui constituent tous de solides matériaux d'histoire locale. De nombreux extraits des registres paroissiaux se rapportant aux familles les plus connues leur font suite, et ces deux parties complétées par une annotation scrupuleuse forment un ensemble qu'il est impossible d'ignorer pour peu qu'on soit désireux de pousser la moindre enquête dans le passé de ce coin charmant.

Cela m'apparut jusqu'à l'évidence (pardon de me mettre en scène), quand, ayant entrepris une histoire du marquisat de Guinot-Monconseil, qui sera bientôt terminée, je m'appliquai à étudier la branche de cette famille qui, pendant près de deux siècles, posséda en la paroisse qualifiée indifféremment Saint-Saturnin, Saint-Sornin ou Saint-Sorlin, le logis et la seigneurie de la Prévôté.

Les documents publiés par M. Tortat, complétaient à merveille les carrés de d'Hozier. Les notes ajoutées par ses soins éclairaient le contexte avec une précision digne d'éloges, et chaque personnage recevait au cours de ses rapides commentaires, la part d'égard auxquels il avait droit.

Seul, un certain Jacques-Louis Guinot de Soullignac, seigneur de la Prévôté et baron de Moragne, avait subi un préjudice. Nanti au cours de son existence de quatre femmes légitimes qui avaient à tour de rôle essayé d'embellir sa vie, l'annotateur lui en avait malheureusement supprimé deux vers lesquelles ses investigations ne s'étaient évidemment point dirigées. La chose est fort excusable et offre d'autant moins d'importance que le deuxième des mariages contractés par le seigneur de la Prévôté, le seul des quatre qui nous intéresse

(1) Pons. Noël Texier, 1880.

en raison des étranges rapports qu'il présente avec un événement d'importance dont la paroisse de Saint-Sorlin fut plus tard le théâtre, se trouve relaté de façon précise dans le savant ouvrage de M. Tortat.

Ce Guinot de Soullignac dont la vie, en dehors de ses unions nombreuses, n'offre rien de particulièrement remarquable, naquit du mariage de Louis Guinot de Soullignac, lieutenant au régiment de dragons de Belâbre, avec Marguerite d'Averoult de Martimont, et fut baptisé à Saint-Sornin de Seschaud, le 26 août 1722. Il entra tout jeune au régiment d'infanterie que possédait alors son oncle à la mode de Bretagne, Etienne Guinot, créé plus tard marquis de Guinot, et plus connu sous celui de marquis de Monconseil, et comme il n'avait de sa vie cessé de figurer aux effectifs de cette troupe représentée actuellement par le 74^e de ligne, les actes qui le concernent le qualifient suivant les époques de lieutenant, de capitaine ou de major à Monconseil, à Traisnel, à Brancas, à Durfort, à Lastic, à Lamballe ou à Beaujolais.

Malgré ces affirmations réitérées, il semble que ce fut surtout à la personne de son oncle que Soullignac fut attaché, tout au moins dans la première partie de sa carrière. Quand Monsieur de Monconseil fut nommé commandant à Colmar par lettres données à Versailles le 14 janvier 1751, il avait cédé depuis déjà neuf ans son régiment au jeune comte de Traisnel, petit-fils de Le Blanc, ancien ministre de la guerre, et son neveu Soullignac, bien que figurant toujours aux contrôles n'en était pas moins installé près de lui dans les fonctions de major, pourvu d'une indemnité fournie par le commandant lui-même et hébergé, ainsi que sa femme, dans l'hôtel que la ville de Colmar mettait à la disposition de celui-ci.

Soullignac était alors l'époux de certaine Henriette de Val, épousée à Huningue, suivant contrat reçu Mouchard, notaire en la dite ville, le 18 septembre 1754, alors qu'il avait près de 32 ans. Devenu veuf de bonne heure, il se remaria le 13 mars 1757 à Niederhagenthal, avec Sidonia d'Eptingen, fille de Jacques-Christophe d'Eptingen et de Elisabeth Reich de Platz (1).

Celle-ci appartenait à une des familles les plus anciennes du Sigsau, dont les branches fort nombreuses, se distinguaient par

(1) *Manuel généalogique pour servir à l'histoire de la Suisse*, Zurich, 1908.

leurs lambrequins et leurs cimiers (1), dont les écussons décoraient à Bâle, la pittoresque chapelle des carmes déchaux transformée en musée et dont le vieux logis féodal montre encore quelques pierres branlantes couronnant la colline au pied de laquelle repose le village dont les Eptingen, chambellans héréditaires du prince-évêque, bourgeois honoraires de Bâle et collateurs des cures d'Illfurt et de Waltighofen ont longtemps illustré le nom : Sidonia tint à Soullignac plus longue compagnie que sa première femme, puisqu'elle ne mourut qu'après vingt-quatre ans de mariage, le 31 octobre 1781, au château de Moragne sis à deux lieux de Tonnay-Charente, et au centre d'une belle seigneurie qui, d'une autre branche des Guinot, était venue à son mari par suite d'une licitation effectuée le 17 juillet 1767 (2) et dont il s'intitulait baron. Elle laissait à Soullignac deux filles, Sidonia née à Hagenthal, qui avait fait le 24 septembre 1770, ses preuves pour Saint-Cyr et plus tard était devenue la femme de Gabriel de Villedon, et Henriette-Marguerite, mariée à Jean-Louis-Bernard Bidé de Maurville, qui le 24 juillet 1788 vendit la Prévôté à François Levesquot, vicaire de Marennes.

Nous ne citerons que pour mémoire les deux autres femmes de Soullignac.

Celui-ci, un an et demi après la mort de Sidonia et âgé de 61 ans, épousa le 23 juin 1783, à Saintes (3), Marie-Françoise-Auguste-Adélaïde-Pétronille de Sillègue, fille mineure de François de Sillègue, seigneur de Sunarthe, et de Marthe-Mélanie de Pagave, son épouse, domiciliés à Sauveterre de Béarn, mais sa troisième femme vécut une vie conjugale plus brève encore que la première, elle trépassa le 2 décembre de la même année, à l'âge de 23 ans, et fut inhumée le lendemain même dans l'église de Saint-Maur, sa paroisse. Soullignac ne voulut pas s'attarder à l'amertume d'une pareille déception, et dès le 8 octobre de l'année suivante, il se remaria à Marguerite Faucher de la Ligerie, fille de Nicolas Faucher, seigneur de Lujon, et de Julie-Gabrielle Guinot, demeurant ensemble au logis noble de Lujon, paroisse de Jazennes, et qui devait être d'un âge à peu près équivalent à celui de la défunte. (4)

(1) *L'Alsace noble*, par Ernest Lahr, Berger-Levrault, 1870.

(2) Minutes de Senné, notaire à Saintes.

(3) Bironneau, notaire à Saintes.

(4) Bironneau, notaire à Saintes.

Cette quatrième épouse en eut raison. Soullignac à son tour trépassa et rejoignit dans les caveaux de Saint-Maur, Pétronille de Sillègue, qui l'ayant si peu possédé sur terre, le garda pour l'éternité.

Le curé de Saint-Maur, Bonnerot, déclara dans l'acte de décès qu'il rédigea le 26 décembre 1785, que le baron de Moragne était mort de l'avant-veille et que ses obsèques avaient été célébrées « en présence de plusieurs de ses parents, de la » noblesse de cette ville, des officiers du régiment Suisse de » Courten, de François Guérin, chantre, et de Charles Bachelot, » sacristain. »

C'est justement une question de registres mortuaires et de régiment suisse qui va nous mener après ces quelques préambules, dans le vif de la question.

Sur le cahier d'état civil de cette paroisse de Saint-Saturnin de Seschaud, où Sidonia d'Eptingen fut dame de la Prévôté et séjourna dans le vieux logis encore intact, dont la tour voisine avec celle de l'église, figurent à deux dates différentes des mentions bien faites pour éveiller la curiosité des chercheurs.

La première du 15 décembre 1782, est signée par Maréchal, curé de Saint-Sorlin, et ainsi rédigée :

« Messieurs les officiers du régiment suisse d'Eptingen en » garnison dans la paroisse de Saint-Saturnin de Seschaud, ont » fait faire un service dans ladite église pour Monseigneur » l'évêque de Bâle, leur souverain. La grand messe célébrée par » Monsieur Lorne, chanoine de Taillebourg, diacre, Monsieur » Ménard, vicaire, et sous-diacre, Monsieur Lévesquot. »

La seconde datée du 8 mars 1783, est celle de l'inhumation dans l'église, du comte de Merville, lieutenant des vaisseaux du Roi, dont le principal intérêt consiste en ce fait qu'elle relate la présence des officiers du même régiment à la cérémonie des obsèques et corrobore la première en confirmant la présence permanente dans cette garnison rurale d'un régiment suisse à demeure, au cours de ces deux années tout au moins.

Aussitôt après la publication de son travail, notre collègue Tortat, habitué par profession aux instructions laborieuses, institua de suite une enquête et ne recueillit que de vagues souvenirs. Il apprit que quelques vieillards avaient entendu parler dans leur jeunesse des officiers et des soldats suisses par leurs pères qui ne les avaient peut-être pas vus eux-mêmes.

On racontait que deux d'entre eux s'étaient battus en duel au lieu dit : « les Chaboissières » et, dans la région (que nos amis Suisses nous le pardonnent) on les appelait les Allemands

Le paysan saintongeais n'est pas curieux et ne desserre pas volontiers les lèvres, aussi toute tentative de documentation cessa-t-elle jusqu'au jour où l'enquêteur apprit que le docteur Bron, demeurant à Crazannes, et qu'il connaissait du reste depuis son enfance, descendait en droite ligne d'un des médecins du régiment. Mais là non plus il n'apprit pas grand chose. Fort absorbé par sa clientèle et par le Conseil général dont il était déjà membre, le docteur était peu préoccupé d'histoire locale. Ce qu'on avait dit de sa filiation était exact. Il ne possédait plus malheureusement les papiers de son aïeul, mais il entretenait encore des relations aussi vagues qu'intermittentes, avec des parents très éloignés de toute façon, car ils habitaient les environs de Porrentruy. Il savait qu'un autre médecin d'Eptingen du nom de Kortz, resté ou revenu pour faire de la clientèle à Saintes, y était mort fort âgé, vers le milieu du XIX^e siècle, et que le pharmacien Saucon, longtemps titulaire d'une officine bien achalandée, sise dans la grand'rue de la dite ville, descendait ainsi qu'une famille Girardin (1), récemment éteinte au Port d'Envaux, de militaires ayant compté, à un titre quelconque, aux effectifs du régiment.

L'enquête en était restée là, notre collègue estimant avec raison qu'on serait fixé quand on voudrait, soit au ministère de la guerre, soit ailleurs sur l'identité du régiment d'Eptingen, mais que le hasard seul permettrait de connaître les raisons de son séjour à Saint-Sorlin, l'artifice grâce auquel avaient pu y être assés ses logements, et le rapport susceptible d'être établi entre son passage et l'existence dans la même paroisse, de Sidonia.

Monsieur de Monconseil ayant commandé en Haute-Alsace, il m'était, pour son histoire, indispensable d'interroger avec soin, les archives de Colmar, et quand les menaces de guerre s'accumulèrent, je crus sage, en prévision d'une destruction de pièces toujours possible en semblable occurrence, de passer la Schlucht et descendre vers la ville où le marquis avait vécu si

(1) Un grenadier du régiment, nommé Girardin, s'était emparé d'un drapeau ennemi à l'attaque du camp de Neuhausen, 1761.

longtemps et où j'étais sûr, grâce aux renseignements du bibliothécaire (1) et des archivistes, de pouvoir retrouver ses traces.

J'eus en effet la satisfaction d'y pouvoir reconstituer les grandes lignes de l'existence menée par le marquis en Alsace ; mais lorsqu'entré en Suisse, je voulus commencer par Bâle la poursuite des documents concernant le régiment d'Eptingen, j'eus la déception de constater que les archives de la ville et celles de l'évêché n'étaient plus logées à la même enseigne. Porrentruy, devenu le principal siège des princes-évêques, depuis qu'en 1524, la vieille ville épiscopale décidément conquise à la Réforme, avait expulsé sans façon le souverain, la cour, les dignitaires et le chapitre, faisait depuis 1815, partie du canton de Berne, et c'était naturellement dans la capitale que s'étaient réfugiées les archives du Jura bernois.

Je résolus d'ajourner la tentative.

La Suisse, comme le reste de l'Europe, était en effervescence. Le grand souffle de la guerre imminente soulevait des questions d'un intérêt autrement actuel et brûlant que celle des officiers du régiment d'Eptingen, et ceux que transportaient à pleins wagons les trains suisses ne semblaient pas destinés, il faut le dire, à la garnison de Saint-Saturnin de Seschaud.

Au cours d'un autre voyage effectué au mois d'août 1915, c'est-à-dire l'année suivante, je fus mis par les soins de mon collègue M. Edgard Mareuse, secrétaire de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île de France, en rapport avec un libraire genevois, M. Julien, fort connu pour son érudition sûre et son inépuisable complaisance, libraire comme il n'en reste guère et comme malheureusement on n'en fait plus. Il me fixa sur la bibliographie des régiments suisses à laquelle il était en train d'ajouter lui-même de belles pages (2) et n'oublia pas de m'indiquer que celui d'Eptingen avait fait l'objet d'un ouvrage malheureusement introuvable depuis longtemps dans le commerce et dont l'auteur, M. Casimir Folletète, était le propre frère de l'actuel curé-doyen de Porrentruy (3).

(1) Le bibliothécaire, M. André Woltz, est le père du dessinateur Hansi.

(2) *Soldats suisses au service étranger*, Julien, éditeur, 1915. Genève, 32, place Bourg-de-Four.

(3) Casimir Folletète, avocat, député au Grand Conseil, *Histoire du régiment du prince-évêque de Bâle, Fribourg*, imprimerie catholique suisse (1883), Grande rue, 13.

Il est toujours prudent de ne descendre au détail qu'après avoir pris une idée de l'ensemble, aussi fut-il décidé qu'avant de partir pour remuer à Berne la poussière des archives, il serait pris connaissance des livres susceptibles d'éclairer l'histoire générale du régiment d'Eptingen.

Celui-ci avait été levé à la suite de longues négociations entamées entre la France et le prince Joseph Guillaume de Rinck de Baldenstein, évêque de Bâle, dont j'avais fait la connaissance chez M. de Monconseil, alors qu'il venait en grande pompe confirmer à Colmar et descendait au château de la Favorite, possédé par celui-ci, à la sortie de la ville et sur la route d'Ingersheim.

Les princes-évêques de Bâle avaient déjà depuis 1744 au service de sa majesté très chrétienne, une compagnie levée dans leurs états et faisant partie du régiment suisse de la « Cour au Chantre », en garnison à Arras ; mais, malgré ce précédent, le fait de recruter un régiment indépendant était une délicate affaire, car les Suisses pouvaient fort bien prendre ombrage de ce que l'évêché de Bâle, bien qu'allié des cantons catholiques depuis le début du XVI^e siècle, leur fut assimilé alors que son souverain siégeait à la Diète germanique et n'était à peu près Suisse que de nom.

Théodore de Chavigny, ambassadeur de France, parvint à négocier, sans provoquer chez nos fidèles amis des susceptibilités excessives et signa à Soleure, le 24 février 1758, avec le baron de Rinck, frère du prince-évêque, la capitulation d'un régiment à lever parmi les vassaux et sur le territoire de l'évêché.

Ce fut à Jean-Baptiste-Ferdinand d'Eptingen, cousin issu de germain de Sidonia, que fut confié le commandement de la nouvelle troupe, pour la constitution de laquelle Louis XV rendit une ordonnance, dont la date (25 février) suffit à démontrer à quel point tout était réglé avant l'échange des signatures. Le roi semblait, du reste, consacrer cette journée aux Suisses, car il signait à la même date, pour le règlement de leurs soldes, une seconde ordonnance, au cours de laquelle le futur régiment d'Eptingen n'était déjà point oublié. De ces documents et de divers autres recueillis, comme eux, dans le « *Code militaire des Suisses* » du baron de Zur-Lauben (1) il résulte

(1) Paris, 1764, chez Vincent, rue Saint-Séverin, à l'Ange.

que la nouvelle troupe dont la levée devait commencer le 1^{er} mars et se terminer le 1^{er} septembre 1758, serait soumise aux mêmes règlements que les régiments suisses, payée, équipée, habillée, armée comme eux et placée sous la dépendance du comte d'Eu, colonel général des suisses et grisons.

Le recrutement fonctionna à merveille. La concentration se fit à Schlestadt, d'où les recrues partirent pour Strasbourg, ville dans laquelle devait avoir lieu la formation. Le régiment comprit douze compagnies de 120 hommes chacune, portant l'habit rouge avec poche endiagonale, parements, revers et collet blancs, culotte blanche et garniture pareille à celle du régiment d'Erlach, de boutons unis, collés et mastiqués sur bois.

La solde de chaque homme était réglée par mois, sur le pied de 16 livres ; celle des officiers de compagnie s'augmentait, bien entendu, dans la proportion des grades, l'état-major touchait mille livres et le tout devait, aux termes de l'ordonnance, être compté à partir du premier mars prochain, dans le lieu où se trouverait établie la compagnie colonelle.

Le 28 août, les drapeaux furent bénits et remis au régiment, dans la cathédrale de Strasbourg, par le cardinal-archevêque de Rohan. Ils portaient les armes du prince-évêque de Bâle, *d'argent à un étui de crosse de gueules*, mais les flammes noir et or étaient aux couleurs d'Eptingen.

Ce fut seulement le 1^{er} octobre que le cousin de Sidonia rejoignit le régiment dont il était le chef. C'était un officier déjà éprouvé par de rudes campagnes, et il eût été impossible au prince de Bâle de proposer au choix du roi de France, un colonel plus capable et plus digne de préparer à la victoire le régiment de l'évêché. On consacra la fin de 1758 et le début de l'année suivante à l'instruction, à l'éducation militaire et à l'entraînement des jeunes recrues, et le printemps les vit si complètement en forme, que quand l'ordre arriva de rejoindre l'armée d'Allemagne, le régiment quitta, le 1^{er} avril 1759, ses casernements de Strasbourg, couvrit 270 kilomètres, et arriva au complet à Francfort, le 12 à 9 heures du soir.

Il lui fallut cependant attendre jusqu'à l'année suivante, le baptême du feu, qu'il reçut au combat de Corbach où l'indomptable énergie dont il fit preuve assura en grande partie le gain de la rencontre. Le colonel, grièvement blessé à la tête, fut emporté du champ de bataille vers le milieu de la journée, et ce malencontreux accident, loin de ralentir l'ardeur des troupes

qui venaient de recevoir l'absolution *in extremis* de leur aumônier, l'abbé Bruney, ne fit au contraire que l'exalter jusqu'à l'héroïsme. Le soir, pendant que des unités moins éprouvées poursuivaient les ennemis en déroute, le maréchal duc de Broglie, fit réunir les soldats d'Eptingen, parmi lesquels la mort avait creusé bien des sillons, et devant leurs drapeaux qui n'étaient plus que des loques, mais dont les plis de soie claquaient au vent de la victoire, il leur attribua le succès de la journée et les félicita au nom de Sa Majesté, du zèle qu'ils avaient déployé pour son service.

Les archives de l'évêché conservent précieusement la lettre de félicitations que le maréchal duc adressa en cette circonstance au prince-évêque, dont il était depuis longtemps l'ami, et dans laquelle il prédit aux habits rouges de l'évêché et aux officiers qui les commandent, un avenir de gloire dont cette première rencontre lui semblait un présage certain

Il est complètement inutile de marcher derrière le régiment d'Eptingen à la poursuite de ces lauriers nouveaux promis par le duc de Broglie et dont la moisson fut, ainsi qu'il l'avait annoncé, fort abondante : d'abord parce que les précieux travaux de M. Casimir Folletète, qui nous servent de guide, suffisent à donner une idée de ceux de la troupe superbe aux pas de laquelle l'auteur reste scrupuleusement attaché ; ensuite, parce qu'une revue saintongeaise animée de curiosités strictement locales constituerait un cadre fort imprévu à l'historique, même abrégé, d'un régiment bâlois. Nous laisserons donc, sans nous, les soldats d'Eptingen terminer la guerre de sept ans, puis mener à bien la campagne de Corse, et nous retrouverons leur troupe, dont une capitulation nouvelle, signée le 4 mars 1768, avait quelque peu modifié l'organisation intérieure, quand elle entrera pour la première et dernière fois dans notre Saintonge où il eut été préférable qu'elle ne vint jamais.

Ce fut le 12 juin 1780, que le régiment d'Eptingen à l'effectif de 1.000 hommes et dans une forme splendide, fit son entrée, tambours battants, sous les ordres du lieutenant-colonel de Reinach, dans la ville de Rochefort, qui allait lui servir à la fois de garnison nouvelle et de lieu de supplice. Il arrivait de Wissembourg, en Alsace, après avoir traversé la France en écharpe. Les marches avaient été effectuées avec une régularité parfaite et, malgré les fêtes données au passage par les régiments dont les casernements avaient servi de gîtes d'étape,

malgré les réceptions fastueuses offertes par quelques seigneurs dont on avait traversé les terres, aucun désordre n'avait été signalé et deux trainards seulement avaient été laissés aux hôpitaux rencontrés sur la route.

Quelques jours après son arrivée, le régiment fut passé en revue par le prince de Condé, qui le fit admirer à Kaunitz, alors ambassadeur de sa majesté impériale auprès du roi d'Espagne, mais les effectifs n'étaient plus au complet. D'abord parce qu'il avait fallu détacher trois cents hommes à l'île d'Aix, pour aider à la construction d'un fort qu'était en train d'y construire le marquis de Montalembert, puis, parce que d'autres, atteints d'un mal dont les archives régimentaires ne révèlent point la nature, étaient immobilisés déjà dans l'hôpital militaire de la garnison.

Rochefort était encore une ville bien jeune, et depuis qu'elle avait surgi toute armée du cerveau de Colbert, avec son port, ses remparts, ses arsenaux et ses casernes, on avait pourvu à tout autre chose qu'à l'assainissement pourtant si nécessaire de la campagne environnante. Terrible à nos ennemis, mais plus terrible encore peut-être à ses défenseurs, elle était le siège d'élection d'épidémies redoutables, surtout aux gens de passage et d'autant plus dangereuses que la médecine d'alors était plus hésitante et désarmée.

En dehors des fièvres paludéennes dont le travail sournois était sans trêve, la typhoïde faisait dans la ville et ses environs, des apparitions fréquentes, et il est fort possible que pour saluer à leur manière l'arrivée des soldats de l'évêché, les deux fléaux aient pris, cette fois comme d'autres, le parti de sévir ensemble. Les ravages se manifestèrent puis s'étendirent avec une rapidité terrible, et bien que l'accoutumance au climat et à l'eau, maintint indemne le reste de la garnison qui comprenait le régiment suisse de Salis-Grisons, les officiers et les soldats d'Eptingen, commençaient, peu de jours après leur arrivée, à peupler les hôpitaux et à mourir sans répit ni trêve. Trois étaient déjà morts le lendemain de la revue du prince de Condé et la série noire continua affolante devant les médecins malades eux-mêmes et impuissants à tenter même de l'enrayer.

Dès le mois suivant, il fallut évacuer sur Saint-Jean d'Angély, le trop plein de l'hôpital de Rochefort. Le lieutenant général duc de Condé, envoyé sur les lieux pour procéder à une

enquête, trouva dans les hôpitaux de ces deux villes 744 malades dont 47 officiers appartenant au régiment d'Eptingen, et quand le 28 août il fut fait appel aux hommes valides susceptibles d'assurer les gardes du port, on n'en trouva que 70 en état de porter les armes.

Le comte de la Tour du Pin commandait alors pour le roi dans les provinces de Poitou, d'Aunis et de Saintonge. C'était le type accompli du soldat gentilhomme, tel que la vieille France le comprenait.

Avant de devenir le gendre du marquis de Monconseil, dont il avait épousé la fille aînée Scraphine en 1755, il avait été choisi, à 22 ans, pour prendre, comme colonel, le commandement du fameux régiment des « Grenadiers de France », à la tête duquel il avait accompli les prouesses les plus élégamment héroïques de la guerre en dentelles, et son ardeur à servir le rendait capable de toutes les sortes de dévouement. Il accourut à Rochefort où la maladie clouait au milieu de leurs hommes le lieutenant-colonel de Reinach et le major de Granvilliers, présida à l'organisation des secours et entreprit de sauver par le seul moyen possible, la fuite, les hommes indemnes et ceux qui n'étaient que légèrement atteints. Tout lieutenant-général qu'il fut il prit lui-même la tête de la colonne, sortit de Rochefort le 1^{er} septembre à 7 heures du matin, et se dirigea vers Saint-Savinien où il avait établi sa maison militaire et fait préparer les cantonnements.

L'effectif ne comptait que 85 hommes sac au dos et en armes autour des drapeaux. On marchait dans un morne silence et, derrière le squelette de cette troupe décimée, un lamentable cortège de trainards pouvant encore se tenir tant bien que mal sur leurs jambes, avançait en flageolant et ne put montrer que fort avant dans la soirée à la population compatissante qui attendait sa venue, ce que l'eau contaminée et l'air empesté des marécages avaient pu faire du beau régiment qui trois mois plus tôt traversait si gaillardement la France.

La vie à Saint-Savinien fut ce qu'elle pouvait être. En l'absence de l'état-major, le comte de la Tour du Pin prit sa place, donna les ordres, pourvut dans la mesure du possible aux soins les plus indispensables, visita assidûment les malades auxquels sa seule présence inspirait un peu de courage, entreprit de faire préparer dans ses cuisines, les breuvages nécessaires à leur alimentation et mérita, par la sollicitude dont il entoura

les débris de cette troupe malheureuse, les titres de sauveur et de père qui lui sont décernés dans divers documents faisant partie des archives régimentaires.

Dès que fut, tant bien que mal, remonté le moral des hommes, il parut indispensable de fournir une garnison plus pratique que Saint-Savinien à ce noyau de survivants autour duquel la mort continuait inlassablement ses ravages, non seulement parmi les malades alités, mais aussi parmi les convalescents qui succombaient à la dysenterie.

Ce fut à Saint-Martin-de-Ré, qu'échut l'honneur pénible de recueillir les débris du régiment de Bâle.

Quand arriva l'ordre de s'y transporter, on embarqua 63 malades les plus gravement atteints, qui, au fil de la Charente, redescendirent vers les hôpitaux de Rochefort et qu'on ne revit jamais, puis, sous la conduite du major Antoine de Grandvillers, heureusement rétabli, on se mit en route le 21 octobre.

A Rochefort les soldats de Salis-Grisons chargèrent eux-mêmes les armes et les bagages de leurs malheureux camarades à bord des bâtiments de guerre dont l'ancre fut levée dans la consternation générale.

On fit escale à La Rochelle où le transbordement des malades fut effectué par le régiment suisse d'Aubonne qui les répartit sur cinq transports où prirent place près d'eux les convalescents et les valides, puis le 23, à midi, malgré la mer secouée de vents défavorables, on entreprit la traversée. Elle fut déplorable. Ce fut dans la nuit seulement qu'on arriva devant la Flotte et le fort de la Prée où le débarquement devait s'effectuer, et il fallut attendre au lendemain pour en courir les chances.

Trois hommes moururent au cours de l'opération et quand les débris du pauvre régiment furent enfin installés dans des casernes plus salubres, de longs mois passèrent encore pendant lesquels les soldats virent autour d'eux la mort continuer son œuvre et apprirent qu'à l'hôpital de Rochefort, leurs camarades laissés en arrière succombaient eux aussi l'un après l'autre aux atteintes du mal inconnu.

Quand arriva le printemps de 1781, l'épidémie était à peine enrayée et ses effets se faisaient toujours sentir, puisqu'en avril 9 convalescents périrent encore, mais on en était arrivé à un point où il devenait possible d'évaluer les dégâts et dresser

le bilan des pertes. Elles étaient effroyables et s'élevaient au total de 412 officiers, bas-officiers et soldats.

Ce désastre frappa de stupeur et de chagrin, la petite cour de Porrentruy, mais le service du roi de France était entré dans les mœurs, et du reste le prince évêque et son entourage étaient gens trop loyaux pour chercher, quoiqu'il arrivât, un moyen de se soustraire aux termes de la capitulation ; aussi grâce au zèle des recruteurs, Saint-Martin-de-Ré vit-il renaître de ses cendres le régiment de l'évêché. A la fin de ce mois d'avril au cours duquel les soldats d'Eptingen mouraient encore, 405 recrues arrivèrent de là-bas pour remplacer les morts et bientôt la belle troupe, prête à reprendre ses lignes de parade ou de bataille, anima Saint-Martin de sa vie bourdonnante, manœuvrant sur les glacis et promenant à travers les rues de la petite ville, ses baudriers blancs croisés sur le dos et sur la poitrine, les vestes de ses musiciens aux couleurs du colonel et son petit bonnet de police rouge où l'étui de crosse en drap bleu des armes épiscopales mettait une note lointaine et parfois peut-être incomprise.

Le régiment resta deux années dans l'île.

Il y avait été débarqué en octobre 1780 dans les conditions navrantes que nous avons essayé de décrire, il en repartit en octobre 1782 pour Saint-Sorlin-de-Séchaux, ayant reconstitué ses effectifs et consolidé ses cadres.

Voici revenir l'instant où, pour nous, l'intérêt va changer de nature. Il ne s'agit plus de nous lamenter sur des souffrances imméritées et sur de cruelles agonies, mais de pénétrer les raisons qui pouvaient déterminer le choix d'une garnison aussi étrange et de chercher à savoir si le livre bien documenté pourtant de M. Casimir Folletète, n'est pas susceptible de se compléter encore par une exploration soigneusement conduite à travers les liasses copieuses des vieilles archives de l'évêché.

Un historique, en effet, poursuit forcément un but tout autre que celui qui nous est fixé, puisqu'il tend, comme c'est son rôle, à estomper le détail et à esquisser la vue d'ensemble.

C'est dans la vieille tour de la prison transformée en dépôt d'archives, et dont la masse carrée surmontée d'un toit en pagode, coupe de façon si imprévue la perspective de la Kramgasse, que dorment dans la bonne ville de Berne, les documents qui constituent le mémorial du régiment du prince-évêque.

Avant de tenter d'en obtenir l'entrée, j'avais cru bon, malgré

la bienveillance des administrations suisses, de me munir d'un mot de l'ambassadeur de France (1), qui en bon Saintongeais, s'intéresse toujours de loin aux questions locales et réserve à ses collègues de la « Cagouille » l'accueil que cette société éminemment égalitaire prescrit entre eux à ses élus.

Je fus reçu le lendemain par M. Kurz, archiviste d'Etat et je n'oublierai jamais la bienveillance avec laquelle il abandonna ses occupations, pour m'accompagner jusqu'à cette vieille tour de la Kramgasse et me mettre en mains, lui-même, les liasses du mémorial au cours desquelles l'histoire du régiment bâlois se mêle de façon si imprévue à celle d'une obscure paroisse de Saintonge.

Il faudrait être bien dépourvu du goût des recherches et n'avoir jamais poursuivi la solution d'une énigme, même aussi modeste que celle qui présentement nous occupe, pour ne pas comprendre la réelle émotion avec laquelle je mis la main sur ces dossiers vénérables. Je pus constater que les princes-évêques, successeurs de Guillaume de Baldenstein avaient apporté autant de souci que lui-même, à ce qui concernait le service de sa majesté très chrétienne. Celui qui régnait alors à Porrentruy, était Frédéric de Wangen de Geroldseck, né en 1727 et appartenant à une vieille famille de la basse Alsace. Son avènement au trône épiscopal de Bâle, avait eu lieu en 1774 et avait fourni à son régiment alors en garnison à Mézières, l'occasion de grandes réjouissances.

Deux ans plus tard, quand ses soldats avaient été envoyés à Brisack pour relever les suisses de Waldner, le prince était venu leur rendre visite, et ce voyage avait causé chez eux beaucoup d'enthousiasme, ses largesses avaient été fort abondantes et bien distribuées, on avait admiré la dignité de sa prestance, la sympathie très réelle qui se dégagait de sa personne, et surtout on avait été frappé de l'intérêt extrême qu'il prenait à tout ce qui concernait le régiment et de la façon dont il exigeait qu'on le renseignât.

C'est à lui que le major de Grandvilliers écrivit de Saint-Martin le 20 septembre 1782 : « Monseigneur, j'ai l'honneur de » rendre compte à votre altesse, que j'ai reçu hier les ordres » de la cour pour partir avec votre régiment le 8 octobre pour

(1) Paul Beau, de Médis près Royan.

» La Rochelle, le lendemain Rochefort, et le lendemain Saint-Sornin, et environs éloigné de trois lieues de Rochefort. Nous y serons employés aux travaux du canal avec le régiment de Salis-Grisons, Courten, et deux des grenadiers royaux. On dit que Saint-Sornin est un très mauvais village où il n'y a que 25 à 30 maisons ; ce qui fera que le régiment sera dispersé et, suivant toutes les apparences, fort mal établi. Lorsque je serai mieux informé du local, j'aurai l'honneur d'en faire part à Votre Altesse...

» J'aurais cru que la Cour aurait égard à la perte que le régiment a faite depuis deux ans et qu'on ne nous exposerait pas une dernière fois à pareils événements. »

On ne sait, à la lecture de cette lettre, par laquelle on est véritablement cloué de stupéfaction, ce dont on doit s'émerveiller davantage, ou de la résignation du chef prêt à conduire ses soldats à une mort sans lutte et sans éclat, ou de l'ignorance têtue des bureaux qui, à distance et malgré la catastrophe antérieure en avaient si malencontreusement décidé.

La nouvelle d'une garnison aussi étrange jointe à des occupations aussi imprévues, fut reçue au palais épiscopal de Porrentruy avec les sentiments qu'on imagine. Le prince-évêque écrivit de suite à son ministre près la cour de Versailles, l'abbé de Raze, en lui enjoignant de faire les démarches nécessaires à la révocation de pareils ordres et ce, dans le plus bref délai possible.

Les lettres de l'abbé de Raze, ne sont pas les pièces les moins typiques et les moins originales que le mémorial contienne. Elles révèlent un esprit perspicace toujours en éveil, fort susceptible de s'élever aux vastes conceptions comme de condescendre au soin des détails vulgaires, et leur ton oscillant entre celui de l'ambassadeur et celui du commissionnaire en fait un agréable mélange de dignité et d'abandon.

L'abbé n'eut même pas la peine d'une démarche officielle. Il rencontra le maréchal de Ségur, ministre de la guerre, chez leur ami commun, M. de Vernage, et fut en mesure, le 2 octobre de répondre que la décision était, hélas ! irrévocable, mais que le ministre avait reçu l'assurance du parfait état sanitaire des cantonnements, puis (rien n'est négligeable en histoire) il termine sa lettre en se déclarant bien fâché de « cette malheureuse » dent que son altesse a été obligée de faire arracher et de « l'état de souffrance et de douleur qui en a été la suite. »

Cette lettre dut arriver à Porrentruy au moment où le régiment s'embarquait à Saint-Martin, et où le prince-évêque Frédéric de Wangen de Geroldseck trépassait dans son palais épiscopal. Peut-être était-il enlevé à l'affection de ses sujets par les suites de l'avulsion qui lui valait les condoléances de son ministre en France, en tous cas, ce fâcheux événement dut influer sur les négociations entamées. Le prince évêque Joseph de Roggenbach qui lui succéda, semble avoir considéré la décision de Ségur comme irrévocable, car les lettres de l'abbé de Raze ne portent plus la trace de préoccupations concernant la troupe épiscopale. Elles reviennent à des détails de moindre envergure et celle du 28 mars suivant, une des premières du nouveau règne, n'est déjà plus consacrée qu'aux lunettes de la nouvelle altesse, à laquelle l'abbé en fait expédier de Paris, d'un modèle spécial et perfectionné dont il explique le système et vante les avantages avec complaisance.

En dehors d'un long arrêt à Rochefort, qui procura au régiment un énervement bien compréhensible, le voyage s'accomplit sans que rien ne valut la peine d'être signalé; du reste dès qu'il eut casé son monde le mieux possible dans la garnison nouvelle, où l'on était arrivé le 20 octobre, M. de Granvilliers écrivit à son souverain, dont il ignorait la mort :

Port d'Envaux, 24 octobre 1782.

« Monseigneur, j'ai l'honneur de vous rendre compte que
» votre régiment est arrivé dans ses cantonnements le 20,
» après avoir passé onze jours à Rochefort en attendant que les
» ustensiles et fournitures nécessaires à la troupe soient rendus
» dans les mauvais villages que nous occupons.

» Le lendemain de notre arrivée, j'ai parcouru tous les
» logements, ce qui fait une distance d'une lieue et demie de la
» droite à la gauche des deux bataillons. Les soldats sont
» casernés, en grande partie, dans des maisons vides, sous les
» toits et sans fenêtres, logent deux à deux jusqu'à vingt
» ensemble, et couchent sur des fournitures du roi mauvaises.

» Les légumes y sont chers et la livre de bœuf pris chez nos
» vivandiers est à six sols.

» Monsieur le comte de la Tour du Pin, qui nous commande,
» m'a promis, par lettre, ses bontés pour le régiment de Votre
» Altesse. Je n'attends que son retour à Saintes pour m'y rendre.
» Je suis assuré que ce général fera tout ce qu'il dépendra de

» lui pour nous et qu'il nous donnera la préférence sur les régiments qui sont sous ses ordres.

» J'ai eu l'honneur de vous marquer, par mes précédentes, que nous serions employés aux travaux pour donner de l'écoulement aux eaux qui croupissent, et qu'on commencerait à remuer la terre à Pont-l'Abbé, à trois lieues de Rochefort. Plus je vois les choses de près, plus je me persuade que ces travaux n'auront pas lieu..... Quand je verrai M. de la Tour du Pin, je ne manquerai pas, au cas où les travaux n'auraient pas lieu, de l'engager à nous renvoyer sur les derrières, soit à Poitiers, Cognac ou Châtellerault, qui sont encore dans son commandement..... Cela n'empêchera pas que cet hiver, on ne remue ciel et terre pour obtenir une garnison dans les évêchés ou en Alsace. Ayez la bonté, Monseigneur, de me donner des instructions sur ce sujet.....»

L'opinion de M. de Grandvilliers au sujet des travaux, était erronée. Ils furent au contraire poussés avec énergie et le régiment d'Eptingen dont la droite cantonnait à Cléré, la gauche à Saint James et dont le centre occupait La Touche, Crazannes, le Port d'Envaux et Saint-Sorlin, dut fournir une équipe de 200 travailleurs se relayant par quinzaine. Ceux-ci retrouvaient à Pont-l'Abbé quatre cents hommes, dont une moitié était fournie dans des conditions identiques par le régiment de Salis-Grisons en garnison à Rochefort, l'autre par celui de Courten, dont les quartiers étaient à Saintes, et chacun de ces détachements était conduit par un capitaine et un lieutenant.

Aucun incident digne d'être relaté ne troubla la régularité de cette vie monotone en dehors de la surprise pénible causée à tous par la nouvelle du décès du prince de Wangen. Le mémorial ne donne aucun détail sur la grand'messe célébrée dans l'église de Saint-Sorlin, mais il est à présumer qu'on y déploya toute la pompe militaire susceptible de se dérouler en pareil lieu. Il est facile, du reste, avec un peu d'imagination, de suppléer à l'insuffisance des textes, et si l'on veut se donner la peine d'évoquer la modeste église romane avant que sa nudité sainte n'eut été profanée par des adjonctions affligeantes, de l'encombrer des troupes épiscopales en grande tenue, de placer, sous la croisée, l'état-major et ses invités entourés par la compagnie colonelle et les grenadiers en armes, de masser, au besoin, la musique dans un recoin quelconque et de répandre dans le cimetière et ses abords la foule de soldats, de bourgeois

et de paysans qui n'avaient pu trouver à se caser dans l'étroite enceinte, on comprendra facilement que le 15 décembre 1782 ait été considéré par le curé comme une journée mémorable, et qu'il ait cherché par le seul moyen dont il put disposer à en perpétuer le souvenir.

Le canal de Pont-l'Abbé qui devait se réunir à Echillais à celui de la Seudre, faisait partie de tout un programme de canalisation destinée à assurer la salubrité de Rochefort et de la région tout entière, et rien ne fait mieux ressortir l'importance que l'administration devait ajouter à son exécution correcte et rapide qu'une autre lettre du major, datée du 18 février 1783 et adressée du Port-d'Envaux à son nouveau souverain :

« Nos travaux se continuent toujours exactement », disait M. de Grandvilliers. « M. l'Intendant est établi de sa per- » sonne dans une mesure au milieu des marais. Nous désirons » que son zèle ne porte pas préjudice à sa santé. »

Rien n'indique que la santé de M. de Reverseaux ait souffert de cette villégiature inconfortable et malsaine, et il est à remarquer, contre toute attente, que celle du régiment d'Eptingen n'en souffrit pas non plus. M. de la Tour du Pin résidait alors à Saintes dans l'hôtel de son beau-père, le marquis de Monconseil qui venait, trois jours après Frédéric de Wangen, de mourir, le 14 octobre, en son château de Guinot. Il vint se rendre compte par lui-même de l'état sanitaire du régiment, en fut fort satisfait. et, avec sa bonne grâce habituelle en écrivit au prince-évêque, le 25 janvier 1783 : « Monseigneur, j'ai » toujours accompli un devoir agréable en m'occupant du » bien-être du régiment d'Eptingen. Il a fourni déjà trois détachement sur nos travaux et je vois avec satisfaction que les » malades sont, à proportion, beaucoup moins nombreux que » dans les quartiers. J'ai cru, par l'intérêt que vous portez à » votre régiment, que vous me permettriez de vous rendre » compte de ce petit détail. »

Cet état de santé florissante persista jusqu'au départ de Saint-Sorlin dans l'attente duquel les officiers et les soldats soupiraient sans cesse. Le major écrit encore au prince-évêque le 11 avril suivant : « Le septième détachement pour les travaux » est parti le 9. Il doit rentrer le Vendredi Saint pour que nos » gens puissent faire leurs Pâques; ensuite le huitième détachement se rendra aux ateliers. On nous fait espérer que ce

» sera le dernier, que du 15 au 20 mai, les travaux cesseront,
» pour cette fois. Nos soldats se portent bien, et, si le régiment
» faisait route demain je pourrais les emmener tous. »

Les renseignements du major étaient exacts.

La chaleur augmentait et allait rendre les travaux plus dangereux. Le régiment reçut l'ordre d'abandonner les chantiers et de partir pour Lorient. Ses étapes étaient indiquées. La première devait le conduire à Saint-Jean d'Angély où l'on prendrait gîte le 27 mai dans la soirée. On devait coucher le 28 à Aulnay, le 29 à Melle, le 30 à Niort, où serait accordé un jour de repos après lequel on cantonnerait le 1^{er} juin à Fontenay-le-Comte, le 2 à Chantonnay et le 3 à Saint-Fulgent.

On y fut au jour dit. Le 4 au matin avant de se remettre en route, M. de Grandvilliers reprit sa correspondance officielle :

« Monseigneur, j'ai l'honneur de rendre compte à votre
» Altesse, que je suis arrivé ici très heureusement avec son
» régiment, sans laisser un seul homme en arrière, excepté
» cinq en quittant le Port-d'Envaux, hors d'état d'être trans-
» portés, et que Messieurs du régiment de Courten ont bien
» voulu recevoir dans leur hôpital militaire à Saintes.
» Les soldats marchent de gaité de cœur et sont enchantés de
» quitter les marais.

» Je m'aperçois que, d'avoir travaillé l'hiver dans l'eau leur
» a atteint les pieds et que, parmi mes meilleurs marcheurs,
» il s'en trouve qui les ont gorgés en entrant dans les quartiers. »

Saint-Fulgent est bien loin de la Saintonge. Nous avons accompagné jusque là le régiment du prince-évêque ainsi qu'il sied de le faire pour des amis qu'on va quitter. Ceux-là méritaient bien pareil hommage.

La fin de leur carrière, que nous n'avons plus aucune raison de suivre et qui se termina pendant la période révolutionnaire, par la dislocation du régiment, fut aussi belle et aussi brillante que le début, et la superbe troupe du prince-évêque de Bâle sut ajouter encore au patrimoine d'honneur acquis par les soldats suisses au service des rois de France.

Quand ces braves gens arrivèrent à Lorient, une autre mauvaise nouvelle les attendait. Leur colonel, le brave Jean-Baptiste-Ferdinand d'Eptingen était mort le 28 mai, pendant que loin de lui, ses soldats abattaient vaillamment l'étape de Saint-Jean d'Angély à Aulnay. Peu d'hommes comptant alors à

l'effectif avaient dû le connaître, car depuis treize ans il n'avait plus paru au régiment qui continuait à porter son nom, mais dont il était éloigné à la fois par ses dignités et ses fatigues. Il avait été fait brigadier en 1762, puis maréchal de camp en 1770, après la dernière campagne de Corse et s'était alors retiré à Margentheim, résidence du chapitre de l'ordre Teuto-nique avec le titre de lieutenant de grand'maitre.

C'est là qu'il était mort bien loin de ses soldats, survivant de dix-neuf mois à cette Sidonia d'Eptingen, baronne de Moragne et dame de la Prévôté, sa cousine, dont le logis touchait l'église de Saint-Sorlin. Il n'avait certainement eu aucune part à la détermination prise en haut lieu de faire cantonner son régiment dans cette paroisse, mais il est fort probable qu'aussitôt après avoir été avisé de la part que les soldats du prince-évêque devaient prendre aux travaux de Pont-l'Abbé, M. de la Tour du Pin, désireux de mettre les cantonnements principaux hors d'atteinte en cas d'une recrudescence du fléau dont le régiment avait tant souffert, ait trouvé Saintes déjà trop encombré de troupes, Marennes trop insalubre, Saint-Jean d'Angély trop éloigné, et sur le conseil peut-être de son cousin Soullignac, ait jeté les yeux sur ces villages très rapprochés les uns des autres, très salubres et harmonieusement disposés le long de la Charente.

Soullignac, en tout cas, n'était guère en état de contribuer au logement des troupes. Depuis qu'il possédait Moragne, la Prévôté où avaient vécu ses aïeux, était abandonnée.

Quand le régiment arriva dans la paroisse, la propriété avait fait depuis cinq ans l'objet d'un bail, passé chez Restif, notaire à Saintes, le 22 décembre 1777, par lequel l'époux de Sidonia, domicilié pour lors en la dite ville et en l'hôtel de son oncle, le marquis de Monconseil, cédait pour neuf ans à Jean-Baptiste Duprée, ancien employé des Aydes, et à François Michaud, jardinier, le château, les bâtiments de servitude, les dépendances et les terres de la Prévôté, ainsi que les droits de lods et ventes, moyennant une rente de 500 livres, qu'ils s'engageaient solidairement à lui faire tenir en son château de Moragne, à la Saint-Michel de chaque année. Si le logis fut réquisitionné pour le logement des troupes, la situation sociale des preneurs ne permet pas de supposer qu'un mobilier suffisant à l'installation de l'état-major y ait été entretenu. Il faut donc repousser bien loin l'idée des réceptions brillantes ou quasi familiales

dont une situation insuffisamment étudiée aurait pu, semble-t-il, autoriser le rêve, et ne pas perdre de vue que, lors de l'arrivée à Saint-Sorlin du régiment portant son nom, Sidonia d'Eptingen, était depuis un an déjà trépassée.

La coïncidence n'en est pas pour cela moins amusante ou moins curieuse. Sa constatation sur les registres paroissiaux nous a conduits au martyre du régiment d'Eptingen. Elle nous amène maintenant à la surprise résultant du fait que la mémoire d'un pareil drame ait été si infidèlement gardée.

Jadis, en cette même paroisse de Saint-Sorlin, saint Louis descendant de Taillebourg et marchant vers le village ou cinq siècles plus tard devait cantonner la gauche du régiment d'Eptingen avait, dans une charge immortelle, déblayé la chaussée de Saint-James et préludé à la victoire remportée quelques jours après sous les murs de Saintes. La Société des Archives a, dans la mesure de ses forces, contribué par un monument modeste à empêcher ce souvenir glorieux de vaciller dans la mémoire des hommes ; ne lui serait-il pas possible d'intervenir une seconde fois ?

L'assainissement par les troupes suisses d'une partie des terres basses de la Saintonge, l'agonie obscure et sans gloire des 412 officiers, bas officiers et soldats du régiment d'Eptingen, sont des titres à la reconnaissance des générations. Nos troupes suisses en eurent bien d'autres. Le règlement d'une solde ne supplée pas évidemment à l'obligation de rendre hommage par tous les moyens possibles, au dévouement sans bornes, aux serments gardés dans les crises les plus déconcertantes et aux pages de gloire noblement écrites.

LÉON BOUYER.

II

LES COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES A SAINTES

(1793-1795)

(Suite et fin)

Nous ne connaissons aucun document indiquant le lieu où le Comité de surveillance de Saintes avait son siège. Tout ce que nous savons c'est qu'à un certain moment il fit des démarches pour obtenir un autre local. Dans une pétition, adressée au

directoire du district de cette ville, Doussin, officier de santé, demande, en effet, l'autorisation de conserver « l'amphithéâtre » (1), que sollicite le Comité de surveillance pour y tenir ses séances, observant « que cet édifice a été jusqu'à ce jour confié à sa garde pour l'instruction d'élèves en chirurgie, et que le jardin botannique qui y est attaché le rend trop intéressant pour qu'on puisse le destiner à toute autre chose ». Mais la pétition de Doussin fut rejetée par le directoire, dans sa séance du 5 floréal an II (24 avril 1794), pour cette double raison : 1° que le nouvel hôpital, qui venait d'être établi dans la cité de

(1) Etienne Guinot, marquis de Monconseil, suivant acte passé devant Rétif, notaire royal à Saintes, le 29 août 1777, avait fait donation en faveur de la communauté des maîtres chirurgiens de cette ville, ce accepté pour elle par Jacques-Louis Doussin, maître en chirurgie, et Etienne Boissnard, maître ès-arts et en chirurgie, lieutenant et prévôt de cette communauté, d'une somme de 3.000 livres pour servir à l'achat qu'elle se proposait de faire d'Alexis Cornaud, prêtre, curé de Saint-Vivien, d'une maison et d'un jardin, y attenants, situés dans cette paroisse au fief de Saint-Crépin, et destinés à la fondation d'une école de chirurgie et d'un jardin botanique. Cette école subsista jusqu'à la Révolution. L'édifice, appelé *amphithéâtre*, fut vendu comme bien national à Pierre Dulac jeune, négociant à Saintes, le 25 prairial an IV (13 juin 1796) par les soins du directoire du département de la Charente-Inférieure. Dulac le céda à André-Marie-Joseph Blascher-Laporte, époux, depuis divorcé, de Marguerite-Cécile-Séraphine Lassoutière, homme de loi à Saintes, aux termes d'un procès-verbal de cette même administration en date du 25 fructidor suivant (11 septembre 1796) et signé à l'expédition : Deschamps, secrétaire général. Par contrat d'Huvet père, notaire à Saintes, du 5 vendémiaire an V (26 septembre 1796), Laporte revendit cet immeuble à François-Samuel Fromentin, aussi homme de loi à Saintes, moyennant 2.500 livres. L'amphithéâtre, qui depuis a fait l'objet de plusieurs mutations, forme aujourd'hui un vaste corps, composé de six maisons, et ayant son entrée principale sur la rue Saint-Vivien, n° 9, avec une sortie sous un porche donnant sur le carrefour de l'Aire. Il est connu sous le nom de *cité Dufaur* à cause de l'un de ses anciens propriétaires, Henri Dufaur, domicilié à Saintes, et est devenu la propriété de M. Julien Brunaud, alors avoué en cette ville, en vertu d'un jugement d'adjudication, prononcé par le tribunal de première instance du même arrondissement, le 12 mai 1862. Il appartient aujourd'hui à M^{me} Marie-Louise Brunaud, épouse de M. Yves-Emile-Henri-Ferdinand Heurtel, chevalier de la Légion d'honneur, capitaine de frégate en retraite à Paris, pour lui avoir été attribué lors du partage, intervenu devant M. Julien-Laferrière fils, notaire à Saintes, le 14 octobre 1912, des biens composant la succession de sa mère. M^{me} veuve Julien Brunaud, née Thérèse-Honorine Vacherie, décédée à Paris le 19 février de la même année. (Voir sur l'amphithéâtre, *Archives de Saintonge et d'Aunis*, tome IV, page 448, et *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, par MM. Dangibeaud et Proust, page 23 et planches 39 B.)

Xantes, fournissait assez de moyens au pétitionnaire « pour remplir avec espoir de succès la tâche utile et honorable qu'il avait entreprise de faire des élèves dans l'art chirurgical » ; 2° qu'il n'était pas permis aux administrateurs « de disposer gratuitement des biens de la nation sans un motif urgent d'utilité commune. » Au surplus les démarches du Comité de surveillance restèrent également infructueuses, car il résulte d'une délibération du directoire du district en date du 14 messidor an II (2 juillet 1794) que cet immeuble, ayant été affermé à un sieur Lauzet (1), celui-ci fut maintenu dans sa jouissance, « le bailliste ayant pris l'engagement de soigner, à ses frais, les plantes médicinales qui se trouvaient dans le jardin » (2).

La lecture, que nous avons faite des délibérations du directoire du district de Saintes, nous permet de penser qu'après leur épuration, les comités de surveillance, qui y avaient été établis, ne méritèrent plus les reproches de l'agent national par leur mollesse, mais qu'ils furent des collaborateurs actifs du comité de salut public de Paris, sous l'autorité immédiate duquel ils étaient placés. En voici quelques exemples : Le comité d'Ecoyeux fait incarcérer un cultivateur de cette commune, le nommé François Marvaud fils, dénoncé pour avoir dit dans un moment d'ivresse, à l'occasion du recrutement des 300.000 hommes, « que s'il était forcé de marcher, il tirerait sur les patriotes plutôt que sur les rebelles. » Le 17 ventôse an II (7 mars 1794) le directoire du district ordonna que l'inculpé serait renvoyé à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire de Rochefort.

Le comité de Corme-la-Forêt (ci-devant Corme-Royal) lance un mandat d'arrêt contre Martial Ollivaud, garde de la forêt de Vidre en cette commune, pour avoir tenu les propos suivants : 1° que les choses seraient beaucoup mieux si elles revenaient comme elles étaient et qu'il le désirerait ; 2° que les gens, qui avaient acheté des biens nationaux étaient bien fins : qu'il n'était pas sûr qu'ils leur restassent et qu'il souhaitait qu'ils retournassent comme ci-devant. » Le directoire du district de Saintes, dans sa séance du 28 germinal an II (17 avril 1794)

(1) Peut-être est-ce Pierre Lauzet, employé civil de la marine, natif de Jarnac, décédé d'un ulcère gangréneux à la jambe droite, à l'hôpital de Saintes, le 15 ventôse an IV (5 mars 1796).

(2) *Délibérations du directoire du district de Saintes.*

décida qu'Olliveau, qui avait jugé prudent de décamper, serait jugé par contumace par le même tribunal révolutionnaire.

Le comité de Xantes fait conduire à la maison de détention des « ci-devant Sainte-Claire », Grégoire Guichard, de Préguillac, accusé, entr'autres choses, d'avoir dit : « que la campagne commençait à s'ennuyer de payer tant d'impositions ; qu'il ne falloit pas que les gens de la ville fussent si fiers, ou fissent les méchants, car, si la campagne le vouloit, elle *foutrait* le feu à la ville. » Le 5 prairial an II (24 mai 1794) le directoire renvoya ledit Guichard et les pièces de la procédure commencée à instruire contre lui par le comité de surveillance de Xantes, devers l'accusateur public du tribunal criminel de cette ville.

Le comité de Gémozac fait arrêter, sur la dénonciation de deux voisins, un habitant de cette commune, Ancelin, dit Lagarde, coupable d'avoir tenu un langage, « décelant de sa part une intelligence secrète avec les ennemis de l'Etat » (1). A la suite de l'enquête, faite par ce comité, le directoire du district de Saintes décida le 6 prairial an II (25 mai 1794) que « ce particulier » devait être rangé « dans la classe des prévenus de conspiration contre la République » et conséquemment qu'il serait expédié à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire de Paris.

Le comité de Saintes commence à instruire contre Jean Mousset, maire d'Ecurat, prévenu d'avoir laissé périr, par sa faute, environ 300 quintaux de grains. Le directoire du district,

(1) Ancelin aurait dit, en 1791, à un de ses débiteurs, qui refusait de lui payer des rentes « ci-devant nobles » : « Ah ! vous ne voulez pas me payer ! Va, va ! L'empereur vous fera payer. S'il a une fois fait descendre ses troupes en France, il vous rendra doux comme des moutons ». Dénoncé le 4 floréal an II (23 avril 1794), il fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris et exécuté le 23 messidor an II (11 juillet 1794). (Voir H. Wallon, *Histoire du Tribunal Révolutionnaire de Paris*, tome V, page 10, Paris). Ancelin, quelque temps avant son renvoi devant le tribunal révolutionnaire, avait été arrêté et incarcéré à Saintes, mais le 2 germinal an II (22 mars 1794), le directoire du district ordonna sa sortie de la maison de détention sous la surveillance de la municipalité de Xantes, où il était tenu de résider. Les motifs, insérés dans la délibération, sont les suivants : « On observe que ce citoyen est issu de la caste ci-devant nobiliaire ; que, pour cela seul, il ne peut se présumer qu'il soit ami de l'égalité ; cependant il résulte des certificats de sa conduite politique qu'elle n'est pas celle d'un aristocrate. » La mise en liberté d'Ancelin ne dura pas longtemps, on vient de le voir (*Archives du département de la Charente-Inférieure*).

conformément à la loi du 30 septembre 1793 (1), envoie la procédure au directeur du jury.

Le zèle des comités de surveillance révolutionnaire était d'ailleurs aiguillonné par les prescriptions du comité de salut public de la Convention.

Dans la séance du 1^{er} germinal an II (21 mars 1794), l'agent national demande au directoire du district de Saintes de « donner les ordres les plus précis pour l'exécution des dispositions de la loi du 14 frimaire sur le mode de gouvernement révolutionnaire concernant le compte que les agents nationaux (2) et les comités révolutionnaires de chaque commune devaient rendre au district de leurs opérations, et, en conformité de ses réquisitions, cette assemblée arrêta qu'Hillairet, l'un de ses membres, ferait, à bref délai, un rapport sur la correspondance des agents nationaux et des comités révolutionnaires, sus-mentionnés, pour juger de leur exactitude et les stimuler s'ils étaient en retard (3). Il faut croire que cette mesure ne donna pas tous les résultats espérés, car ce même agent national, le 18 germinal an II (7 avril 1794), vint encore se plaindre au directoire de l'insouciance de quelques municipalités. « Depuis longtemps, dit-il, je vous ai mis sous les yeux que le gouvernement révolutionnaire exigeoit un zèle, une activité sans bornes. Je vous demande que vous fassiez mettre sous vos yeux les noms des agents nationaux des communes et ceux des membres des comités de surveillance qui vous ont rendu les comptes décennaires exigés par la loi du 14 frimaire. » Sur quoi le directoire décida qu'il s'occuperait incessamment de cette affaire.

(1) La loi du 30 septembre 1793 attribuait aux directeurs du jury les fonctions d'officiers de police pour les délits relatifs aux subsistances (Voir son texte dans la *Collection des Lois*, par J.-B. Duvergier, tome VI, 2^e édition, page 197. Paris, chez A. Guyot et Scribe. 1834).

(2) Le décret du 14 frimaire, an II (24 décembre 1793) avait supprimé et remplacé par les agents nationaux les procureurs des communes et leurs substituts que la loi du 14 décembre 1789, concernant la constitution des municipalités, avait créés. — Il y avait, dans chaque municipalité, un procureur de la commune, sans voix délibérative, chargé de défendre les intérêts et de poursuivre les affaires de la communauté. Dans les villes au-dessus de 10.000 âmes, il lui était adjoint un substitut. Ces deux fonctionnaires étaient nommés par les citoyens actifs au scrutin et à la pluralité absolue des suffrages.

(3) *Délibérations du directoire du district de Saintes.*

Désireux sans doute de se signaler par son ardeur civique, le comité de surveillance de Saintes interpréta et exerça parfois étrangement ses pouvoirs.

Le fait suivant le démontre.

La loi du 27 germinal an II (16 avril 1794), relative à « la répression des conspirateurs » portait qu'aucun ex-noble, aucun étranger des pays, avec qui la République était en guerre, ne pourrait habiter Paris, ni les places fortes, ni les villes maritimes, pendant la durée des hostilités, et chargeait les comités révolutionnaires de délivrer « les ordres de passe. »

Le comité de salut public de Paris, par son arrêté du 28 germinal de la même année, déclara que les personnes désignées dans le décret de la veille, ne pouvaient avoir de retraite dans le département de la Charente-Inférieure. A la séance du 19 floréal an II (8 mai 1794), l'agent national prétendant que « Xantes » était une ville maritime, et que son district touchait la mer, requit le directoire d'ordonner, dans les cinq jours, l'expulsion de ce district de tous les ex-nobles et étrangers des pays ennemis de la République, et de donner avis de cette mesure aux municipalités et aux comités de surveillance, afin qu'ils pussent leur donner des ordres pour passer dans les départements où ils déclareraient vouloir se retirer.

Le directoire prit alors la délibération suivante : « Le directoire, délibérant sur le réquisitoire de l'agent national, après avoir lu l'article XI, 2^e section de la loi du 14 frimaire, qui défend aux administrations de donner aucune interprétation de la loi ;

« Considérant que l'article VI du décret du 27 germinal ne frappe que sur la horde des ci-devant qui habitent Paris, places fortes ou villes maritimes ;

« Considérant que l'arrêté du comité de salut public, du 28 du même mois, parvenu il y a quelque tems aux municipalités de ce district, défend seulement à cette caste contre-révolutionnaire-née de se retirer dans les départements de la Loire-Inférieure, de la Charente-Inférieure, etc.

« Considérant que les nouvelles publiques de ce jour annoncent un autre arrêté dudit comité qui place *Nantes* dans la classe des villes maritimes, ce qui prouve que l'intention dudit comité n'a pas été d'expulser les ci-devant qui ont un domicile acquis dans les départements, dénommés dans son arrêté du 28, puisque *Nantes* est le chef-lieu du département de la Loire.

« Considérant cependant que ce district est limitrophe de la

mer et qu'il serait possible que les représentants du peuple, en séance à Rochefort, eussent reçu quelques instructions du comité de salut public pour en éloigner les ennemis naturels de la souveraineté du peuple ;

« Arrête :

« 1° Qu'il sera de suite écrit une circulaire aux municipalités pour qu'elles fassent passer à l'administration la liste de tous les ci-devant et étrangers par âge et sexe pour y avoir recours au besoin ;

« 2° Que le réquisitoire de l'agent national sera soumis, avec cet arrêté, aux représentants du peuple à Rochefort, qui sont priés d'indiquer à l'administration la marche qu'elle doit prendre dans cette circonstance où il s'agit d'une mesure qui intéresse le salut de la République. » (1)

Mais sans attendre la réponse des représentants du peuple, trop tardive à son gré, le 3 prairial an II (22 mai 1794), le comité de surveillance de Saintes, fit battre un ban pour « avertir les ex-nobles et étrangers de sortir du territoire de Xantes, dans trois jours, à peine d'être arrêtés comme suspects en exécution de l'arrêté du comité de salut public du 28 germinal. »

L'agent national du district dénonça, le même jour, cet arrêté comme incompétemment rendu et attentatoire à l'autorité qui était confiée aux districts par l'article 6 de la section 2 du décret du 14 frimaire qui leur attribuait exclusivement la surveillance de l'exécution des lois révolutionnaires et des mesures de gouvernement, de sûreté générale et de salut public. En conséquence, le directoire cassa et annula l'arrêté dont s'agit comme entaché d'illégalité, et ordonna que son propre arrêté serait imprimé, publié et affiché dans la commune de Saintes ; qu'il en serait adressé copie aux comités de salut public et de sûreté générale, et que des exemplaires en seraient envoyés tant au dit comité de « Xantes » qu'à tous ceux existant dans l'étendue de ce district afin qu'ils eussent à s'y conformer (2).

La chute de Robespierre ne détruisit pas du premier coup

(1) *Délibérations du directoire du district de Saintes.* (Archives de la Charente-Inférieure).

(2) *Mêmes délibérations.*

les pouvoirs des comités révolutionnaires, mais les thermido-riens supprimèrent d'abord les comités de village. Un décret du 7 fructidor an II (24 août 1794) déclara qu'il n'y aurait de comités révolutionnaires que dans les chefs-lieux de district et dans les communes au-dessus de 8.000 âmes, et alloua à leurs membres un traitement journalier de cinq livres. Enfin le 24 prairial suivant (12 juin 1795) Sevestre (1) de l'Ille-et-Vilaine, fit décréter par la Convention que le mot révolutionnaire serait exclu de la langue officielle et que les comités révolutionnaires reprendraient leur ancien nom de Comités de surveillance. (2) Ils avaient vécu. Celui de Saintes fut supprimé à compter du 1^{er} pluviôse an III (20 janvier 1795), ainsi que le constate une délibération du directoire du district de cette ville en date du 25 thermidor an III (12 août 1795) statuant sur une pétition, présentée par les membres du ci-devant comité révolutionnaire de Saintes, afin d'obtenir le traitement qui leur était dû pour le mois de ventôse an III, sur le pied de 5 francs par jour, conformément à la loi du 7 fructidor an II. — Le directoire, faisant droit à leur requête, ordonna que la somme de 1650 livres, représentant la totalité des traitements des onze pétitionnaires, leur serait payée par le citoyen Delaage, receveur du district. (3)

(1) Sevestre de la Metterie (Achille-Joseph-Marie-François), né à Rennes, le 18 janvier 1753, était avant la révolution, commis au greffe des états de Bretagne. — Devenu ensuite greffier au tribunal de Rennes, il se montra des plus exaltés comme président du club des Jacobins de cette ville en 1792, et fut le 5 septembre suivant, élu député d'Ille-et-Vilaine à la Convention Nationale, où il siégea parmi les Montagnards, puis se prononça contre Robespierre et attaqua les terroristes au lendemain de Thermidor. — Après la session, il fut nommé messenger d'Etat au Conseil des Cinq Cents et le resta jusqu'au retour des Bourbons en 1815. — Banni comme régicide en 1818, il se réfugia à Bruxelles, où il fonda un pensionnat, et ne put revenir en France que grâce à la Révolution de 1830. Il mourut au château de Liverdy (Seine-et-Marne), le 6 avril 1846 (Voir *Dictionnaire des Parlementaires Français*, tome V, page 312).

(2) A cette même séance, Antoine-François Hardy, député de la Seine-Inférieure, qui avait été lié d'amitié avec les principaux Girondins, proposa de faire disparaître les bonnets rouges, qui « offusquaient les yeux » et de peindre aux trois couleurs nationales le bonnet de la liberté, placé sur les étendards, les vaisseaux et les édifices publics. « On prétendait autrefois, dit-il, que c'était le signe de la liberté, et moi je dis qu'il ne fut jamais que le signe de l'anarchie, — que la bannière favorite des assassins. » (*Moniteur Universel* du 27 prairial an III, 15 juin 1795).

(3) *Délibérations du directoire du district de Saintes.*

Pendant de longs mois près de 40.000 comités, dont l'organisation et le fonctionnement coûtaient plus d'un demi-milliard, avaient couvert la France d'un réseau de despotisme. « Recrutés en général, parmi les plus fougueux démagogues, leurs membres composaient une armée formidable dont le dévouement à la cause de la Révolution était d'autant plus absolu qu'en servant leurs haines personnelles, ils s'abritaient d'instinct sous cette maxime de toutes les tyrannies, que Napoléon devait formuler plus tard, en disant *que les crimes collectifs n'engagent personne*. » (1) Danton, le véhément tribun, qui devait monter sur l'échafaud révolutionnaire, pour justifier leurs excès, avait tenu ce langage significatif : « En les créant on a voulu établir une espèce de dictature politique des citoyens les plus dévoués à la liberté sur ceux qui se sont rendus suspects... En faisant trop pour la justice on s'exposerait à tomber dans le modérantisme. » (2)

Par suite de la réaction violente, qui se produisit après le neuf thermidor, l'opinion publique pourchassa les anciens membres des comités révolutionnaires et les rendit responsables des fautes de certains d'entr'eux. Des tribunaux, « ignorants ou passionnés, » allèrent jusqu'à en condamner plusieurs à des amendes, à des détentions, par le fait seul de l'exécution de la loi du 17 septembre 1793. (3) Il fallut, pour mettre fin à ces vexations, que la loi du 21 vendémiaire an IV (13 octobre 1795), votée sur le rapport de Bar (de la Moselle) (4) au nom du Comité de Législation, défendit à tous les juges de prononcer aucune condamnation contre les anciens membres des comités

(1) Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, tome VIII, page 425-426. Paris, Calmann-Lévy, 1881.

(2) Mortimer-Ternaux, loc. cit., page 420.

(3) *Rapport de Bar (de la Moselle) à la Convention, le 21 vendémiaire, an IV. (Moniteur Universel du 25 vendémiaire an IV — 17 octobre 1795).*

(4) « La Patrie, dit Bar, dans son rapport, doit protection à ceux qui l'ont constamment défendue. » (*Moniteur* du 25 vendémiaire an IV. — Jean-Etienne Bar, né à Anneville-sur-Mer (Manche), le 3 décembre 1794, ancien avocat à Thionville et greffier de la municipalité de cette ville, avait été élu le 3 septembre 1792, membre de la Convention par le département de la Moselle. C'était un zélé *Montagnard*. Cependant devenu membre du Conseil des Anciens le 17 nivôse an IV (7 janvier 1796), il adhéra au coup d'état de Brumaire, ce qui lui valut le 28 floréal an VIII (18 mai 1800), le siège de président du tribunal civil de Thionville, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort, — arrivée en cette ville le 3 mars 1801.

révolutionnaires, municipalités et administrations, à raison des arrestations ordonnées par eux pour les causes déterminées par la loi du 17 septembre 1793. (1)

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

DOCUMENTS ANNEXES

I

DÉLIBÉRATION PAR LAQUELLE L'ADMINISTRATION, EN EXÉCUTION DE LA LOI DU 14 FRIMAIRE AN II, RECONNAIT LERIGET, CI-DEVANT PROCUREUR SYNDIC, SOUS LE TITRE D'AGENT NATIONAL PROVISOIRE DU DISTRICT DE SAINTES.

Séance du matin 4 nivôse an II

Le directoire assemblé, s'est présenté le procureur syndic qui a dit : « Citoyens, la loi du 14 frimaire dernier sur le mode de gouvernement provisoire et révolutionnaire m'est parvenue hier avec une lettre du comité de salut public, qui y est relative. Cette loi, citoyens, supprime les procureurs syndics et y substitue des agens nationaux, dont les fonctions sont provisoirement exercées par les citoyens qui occupent maintenant les places de procureurs syndics ; ainsi ce ne sera plus désormais sous cette dernière qualification que vous devrez me considérer dans l'administration, mais sous celle d'agent provisoire, spécialement chargé de requérir et de poursuivre l'exécution des *loix* et de dénoncer les négligences apportées dans cette exécution et les infractions qui pourroient se commettre. Je n'entreprendrai point de vous tracer ici toute l'étendue des obligations que vous impose à vous-mêmes cette loi ; je me bornerai à vous dire qu'elles sont immenses et toutes également importantes. Je laisse à l'étude et à la méditation que vous allez en faire, à vous le confirmer. Il n'est (sans doute) aucun de nous, citoyens, qui ne fut pénétré de la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire dans (les) circonstances actuelles. La patrie a été trahie par une foule de monstres qu'elle ali-

(1) *Collection générale des décrets rendus par la Convention Nationale.* Vendémiaire an IV, tome 34, page 189. A Paris, chez Baudouin, imprimeur du Corps législatif.

mentoit et qu'elle croyoit ses enfants ; (ils ont) ligué contr'elle une horde *célérate* de brigands couronnés, et ils s'efforcent ensemble depuis quatre ans de la subjuguer et de la *vincre* ; mais elle a juré d'être libre et elle est puissante, il s'agit donc d'une guerre à mort contre les conspirateurs (et contre) tous les ennemis du peuple, il faut qu'ils disparaissent tous du sol de la liberté, et c'est pour que le glaive de la loi (les atteigne) avec plus de célérité que ce nouveau genre de gouvernement a été institué. Il ne dépendra pas (de) vous, j'aime à me le persuader qu'une loi aussi salubre n'ait, dans notre territoire, l'exécution la plus stricte et la plus prompte, et vous pouvez (compter) sur mon zèle et mon activité à y coopérer. Je demande qu'en exécution de l'article 15 de la section 2^e de la dite loi, vous me (reconnaissez) désormais sous le titre d'agent national provisoire du district.

Sur quoi le directoire, vul l'article 15 de la section 2 de la loi du 14 frimaire dernier, arrête que le citoyen Leriget, ci-devant procureur syndic de l'administration, sera désormais reconnu sous le titre d'agent national du district.

Au surplus, comme l'article 15 du décret du 14 frimaire porte que les fonctions des agens nationaux seront exercées aussi par les substituts des procureurs syndics et que le citoyen Gautret étoit substitut du ci-devant procureur syndic, nous arrêtons que le dit Gautret fera les fonctions d'agent national dans l'absence de Lériget.

HILLAIRET ; VANDERQUAND ; GAUTRET ; GODET, secrétaire.

II

ADRESSE DU DIRECTOIRE DU DISTRICT DE SAINTES AU COMITÉ
DE SALUT PUBLIC SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

Séance du matin, 8 pluviôse l'an II

Le directoire assemblé, admirant la fermeté et l'énergie avec lesquelles la Convention *Nationnale* s'est conduite depuis (mots rongés) journées mémorables des 31 may, 1^{er} et 2 juin derniers, sentant d'ailleurs tous les avantages qui résulteront nécessairement (de rongé) l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire qu'elle vient d'instituer jusqu'à la paix, a voté au comité de salut pu(blic) l'adresse suivante :

Les administrateurs du district de Xantes aux citoyens

représentants du peuple, membres du Comité de Salut Public de la Convention.

Citoyens Représentants,

La malveillance, à son comble, tous les excès de l'intrigue, de l'intérêt et de l'orgueil réunis ont amené un gouvernement révolutionnaire. Il étoit attendu depuis longtems par le philosophe paisible qui calculoit dans le silence les forces des patriotes et la foiblesse de l'aristocratie, il étoit attendu depuis longtems par l'homme énergique à qui la nature a prodigué les dons de la persuasion avec ceux de l'éloquence. Les uns et les autres n'ont point attendu en vain, la Convention a satisfait leurs désirs. Elle a ordonné à la France un gouvernement qui doit assurer la liberté par les moyens les plus efficaces ; courage, patriotisme, fierté républicaine, zèle infatigable, telles sont les qualités qu'il exige. Si elles étoient les seules nécessaires, l'administration du district de Xantes n'auroit aucune défiance ; assurer, éclairer les démarches des vrais sans-culottes, attérer et comprimer les contre-révolutionnaires fut toujours son but. Les administrés qui ont applaudi, comme elle, à cette production de la Montagne partagent ses sentiments. Mais ce n'est pas assés ; la nouveauté de ce gouvernement nous oblige de vous demander, citoyens, l'instruction qui nous a été promise et dont le retard a suspendu jusqu'à ce jour notre correspondance avec le Comité....

Une seule branche du despotisme existoit, il y a deux mois, le fanatisme, aujourd'hui elle est rompue et ne s'élève plus qu'en poussière ; le peuple est éclairé, et les prêtres, odieux à l'humanité, ont été forcés à être citoyens ; l'argenterie, qui servoit à leur charlatanisme, a déjà reçu une toute autre destination au creuzet de la monnoye, les dimanches ne sont plus observés que par les dévotes et en petit nombre, les décadis sont les seules fêtes que l'ouvrier connoisse pour son repos et ses plaisirs ; les autres jours sont employés sans distinction au travail. L'habitant des campagnes s'empresse à substituer à ces autels de la superstition ceux de la Raison et de la Justice ; l'amour des loix et de la liberté est son unique culte ; enfin l'union et la fraternité qui règnent dans ce district couronnent les travaux de nos augustes Représentants. »

HILLAIRET ; VANDERQUAND ; GAUTRET ; GODET, secrétaire.

III

PÉTITION DE LA CITOYENNE LANNOY, FEMME MALVIN, DIT MONTAZET

« Emerance-Rose-Adélaïde Lannoy, femme de Charles
» Malvin, dit Montazet, présumé émigré, demeurant ordinaire-
» ment en cette commune de Saintes, et, depuis quelques mois,
» en son bien de Plassac.

» Aux citoyens juges du tribunal civil du département de la
» Charente-Inférieure.

» Citoyens juges,

» Le mari de la pétitionnaire a été porté sur la liste des émi-
» grés, la Nation s'est emparée de ce qui lui appartenait.

» On fait craindre à la pétitionnaire qu'elle pourroit éprouver
» des difficultés dans l'administration de ses biens particuliers,
» dans les acquisitions ou aliénations qu'elle seroit dans le cas
» de faire, et dans les procès qu'elle pourroit avoir dans les
» tribunaux, si pour tout cela elle n'étoit pas autorisée par la
» justice.

» Il est vrai que, d'après le sentiment de Vigier sur la *Cou-*
» *tume d'Angoumois*, et de Valeri, sur celle de La Rochelle,
» la femme, dont le mari est mort civilement, a besoin d'être
» autorisée par justice tant pour contracter que pour ester en
» jugement, parce que, sans doute, tant que le mariage n'est
» pas dissous, la femme est par l'effet de ce lien dans un état
» d'interdiction qui la met dans la nécessité de recourir à
» l'autorité de la justice pour pouvoir administrer et disposer
» de ses biens.

» C'est, dans ces circonstances, citoyens juges, que la péti-
» tionnaire voulant se conformer à la jurisprudence du tribunal,
» et aux loix de la République requiert qu'il vous plaise ordon-
» ner qu'elle sera autorisée par justice à gérer, administrer,
» gouverner et régler par elle-même tous ses biens et affaires
» de quelque nature qu'ils soient, à disposer de ses meubles et
» immeubles, les vendre, en recevoir le prix, en donner quit-
» tance, poursuivre ses débiteurs, plaider et ester en jugement
» contre tous ceux avec qui elle aura à discuter, et enfin à faire
» et signer tous les actes qu'une personne libre et maitresse de
» ses droits peut et doit faire. Et ferez justice. »

Arnauld, pour la pétitionnaire en vertu de sa procuration du
7 vendémiaire an 7, au rapport de Bironneau, notaire, enregis-
trée le même jour par Tardy.

Le 19 vendémiaire an VII, le tribunal de Saintes, présidé par le citoyen Jacques Hardy, présidant la section des vacations, assisté des citoyens Marillet, Dangibeaud, Lavialle et Vieuille, juges, et en présence du commissaire du directoire exécutif, accorda à la dame Malvin de Montazet, l'autorisation qu'elle sollicitait.

HARDY ; GODET, commissaire substitut.

(Extrait des archives de greffe civil de Saintes).

III

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES

JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

G. — LÉGENDE DE L'ÉVÊQUE PALLAIS

Les calendriers des anciens bréviaires, du XIII^e et du XIV^e siècle, portent au 7 octobre la commémoration d'un évêque Pallais :

Nonas octobris, Palladii episcopi, IX lectiones.

Dans le plus vieux de ces manuscrits, le bréviaire diocésain B, la liturgie spéciale à la paroisse Saint-Pierre n'est pas insérée ; aussi les leçons de l'office de saint Pallais font l'objet d'un renvoi à un recueil contenant le propre local.

Le bréviaire C (collection Martineau) renferme ces neuf leçons. On se rendra compte, après les avoir lues, qu'elles ne concernent pas l'évêque homonyme contemporain de Grégoire de Tours. Au reste, à Notre-Dame de Saintes, abbaye située au faubourg de Saint-Pallais, à côté de l'église placée sous le même vocable, on honorait le prélat auquel se rattachent ces souvenirs, non pas le 7 octobre, mais le 6 septembre (35).

(35) L'abbé Grasilier, fidèle à son système — fusionner les traits de la vie des saints portant le même nom — termine ainsi la biographie du contemporain de Grégoire : « Sa mort arriva le 7 octobre, comme l'indiquent tous les martyrologes et le bréviaire manuscrit du XIII^e siècle. Sa fête néanmoins se célèbre le 6 septembre, selon un ancien usage adopté dans le diocèse et à Notre-Dame de Saintes. » — *Bulletin religieux de La Rochelle*, t. IV, p. 150.

Voici le texte de ces leçons, dont la première constate bien que la fête se célébrait à Saint-Pierre le 7 octobre :

Lectio I. Ad sancti ac beatissimi patris nostri Palladii, *cujus hodie festa celebramus*, laudes aptissime aliquid precepisse, vel decepisse est.

Lectio II. Cum siquidem virtutum ejus gratia non sermonibus exponenda, sic et operibus comprobanda, cum enim dicat Scriptura : « Gloria patris est filius sapiens edoctus ».

Lectio III. Quante sunt hujus gloriæ, qui tantorum filiorum sapientia, prudentia et devotione [a]etatur ! Quodcumque igitur in hac sancta plebe potest esse virtutis et gratiæ, de hoc, quasi quodam fonte lucidissimo omnium rivulorum puritas, emanavit.

Lectio IV. Etenim quia castitatis pollebat vigore, quia abstinentie gloriabatur augustiis, quia blandimentis erat pr[a]editus lenitatis, omnium civium in Domini provocat affectum.

Lectio V. Bene et congrue in hac die nobis patris nostri Palladii ad Paradisum transitus exultabilem reddit animam ; presentis psalmi versiculum devote decantabimus : « In memoria eterna erit justus ».

Lectio VI. Digne enim in memoria vertitur hominum qui ad gaudia transit Angelorum. Dicit sermo divinus : « Ne laudaveris hominem in vita sua », tanquam si diceret : « Lauda post mortem ; magnifica post consummacionem ».

Il ressort de ce texte qu'il s'agit ici d'un évêque dont le rôle a été tout entier renfermé dans l'apostolat par la parole et l'exemple. Aucune allusion n'est faite à des œuvres matérielles aussi méritoires que le furent celles du second saint Pallais.

Mais ces leçons ne disent nullement que le premier évêque de ce nom ait été ordonné par saint Eutrope, dont il aurait été le disciple, pour le remplacer. Cette invention, qui se glissa dans des bréviaires imprimés à une époque tardive, est en contradiction absolue avec les circonstances de la mort violente d'Eutrope et avec la tradition, rapportée par Grégoire de Tours, d'une persécution furieuse qui suivit le meurtre du saint apôtre. Ce genre d'interpolations fut introduit dans un but intéressé, celui de forger des précédents très reculés sur lesquels on pût s'appuyer pour autoriser la désignation d'un coadjuteur avec future succession, ce qui eût été tout à fait impossible à l'époque gallo-romaine. Comme nous le verrons par la légende de Trojan qui présente les caractères les plus probants d'authen-

ticité, à Saintes le clergé et le sénat, représentant le peuple, se réunissaient séparément pour procéder à l'élection d'un prélat quand le titulaire du siège avait disparu. La légende de saint Dizent prouve qu'il en fut de même encore longtemps après, et que parfois de nombreuses assemblées se tenaient avant que l'accord vint à s'établir.

H. — LÉGENDE DE L'ÉVÊQUE BENOÎT

Les calendriers des bréviaires anciens contiennent au 23 octobre cette mention (36) :

X Kalendas Novembris. Benedicti episcopi et confessoris, III lectiones. Severini episcopi Colonia commemoratio.

L'office ne comporte pas de prières spéciales, mais trois leçons qui, sauf l'omission de quelques mots, sont littéralement empruntées à un texte hagiographique conservé par le manuscrit latin 11749 de la Bibliothèque Nationale. Voici ce passage (37) :

Lectio I. Cum venissent ergo omnes ad litus (a) maris, et non invenissent beatum Benedictum episcopum juxta placitum quod eis fecerat, ceperunt de ejus absentia nimis inter se contristari. Ipse vero morabatur pro pallio et pro dono quod promiserat ei Regina.

Lectio II. Interea nunciaverunt Imperatori sacerdotes et ministri, quod cecidissent omnia Tempia Deorum a fundamentis, et omnia simulacra pariter comminuta essent. Tunc cum audisset Imperator, indignatus et nimio furore [accensus] (b), jussit preparari a carnificibus rotam ferream [et per totum regnum inquirere Christianos, et, si quos invenissent, mitterent intra rotam ferream] (c), ut omnes juncturas et nervos eorum cum multis disruperent doloribus.

Lectio III. Milites igitur et tyranni, ut jussa (d) Domini sui perficerent, in diversis locis perquirentes sanctum episcopum cum beato Viventio, dictum est illis quod fugissent ad mare. Et statim, cepto (e)

(36) B, fol. 262.

(37) B, fol. 496.

(a) B « latus ».

(b) B omet « accensus ».

(c) B omet tout ceci.

(d) B « jussum ».

(e) B « concepto ».

itinere, venerunt [usque] (f) ad rippam maris. Cum ergo vidissent milites a longe, beatus Viventius et omnes Christiani qui erant cum eo timuerunt valde timore magno.

Ce fragment appartient à la vie de saint *Viventius*, le prêtre Vivence ou Vivant, dont la légende, écrite au plus tôt au IX^e siècle, ne parle en quelque sorte qu'incidemment de l'évêque Benoit. Elle est, à ses débuts, remplie d'impossibilités. Saint Georges de Cappadoce, envoyé par les Apôtres, vient à Antioche, et y renverse une statue d'or et d'argent, *idola Datiani præsidis nequissimi*. A cette vue, Vivence, fils d'idolâtres, se convertit ; il était originaire de Samarie. Un ange lui apparaît, et lui ordonne d'aller à Thessalonique, briser une autre idole, du même *Datianus*, et de guérir la fille de ce tyran, *Cleopatrontia*, possédée d'un esprit malin depuis son enfance. Convertie et baptisée, celle-ci — que la légende qualifie reine, *regina* — fait fondre, avec les trésors superflus qu'elle possède, deux candélabres et d'autres ustensiles qu'elle charge l'évêque Benoit et le prêtre Vivence de porter au pape. Comme elle-même songe à se rendre à Rome, elle leur prescrit de lui faire préparer des gîtes pour les étapes de son voyage.

Cependant, la ruine des idoles soulève une si violente émotion que Vivence et sa chrétienté décident de s'enfuir dans des barques ; l'évêque leur donne rendez-vous, mais *Cleopatrontia* lui fait attendre la remise de ses dons et notamment d'un drap précieux destiné à couvrir le tombeau des Apôtres. Ici se place l'épisode conservé dans les leçons du bréviaire de Saintes.

Les chrétiens s'embarquent et s'éloignent quelque peu du rivage ; les envoyés de l'empereur se retirent ; Benoit arrive à son tour, étend sur la mer le drap qu'il a reçu, et il est porté ainsi jusqu'aux nefs où il retrouve ses ouailles. L'évêque et le prêtre accomplissent leur mission et reviennent en toute hâte.

Mais alors le théâtre change. Sans qu'ils se soient écartés de leur route, ils abordent en Herbage : « In reversione autem sua nullam fecerunt moram ; sed super recto tramite, ad dexteram vel ad sinistram non declinantes, usque dum Herbadilicam venerunt civitatem. »

Ils restent huit jours ensemble dans la ville même d'Herbage ; il leur plait alors de se séparer, pour chercher des lieux

(f) B omet « usque ».

solitaires. Après avoir reçu le baiser suprême et la bénédiction du prélat qui s'éloigne, Vivence et ses frères pleurent la disparition d'un si grand patron : « Manserunt ergo in prædicta urbe dies octo... Placuit eis ab invicem discedere. et loca ab omni frequentia populi remota adire. Tunc, osculatis omnibus a sancto episcopo Benedicto, et accepta benedictione, cepit flere beatus Viventius et omnes cum eo fratres, propter absentiam tanti magni patroni ».

C'est tout, et parmi le long récit des aventures de Vivence ne se retrouve plus le nom de Benoit. Dom Chamard qui, dans une étude fort détaillée, a montré comment, avec sagacité, on dégage la légende de ce missionnaire des interpolations dont elle a été l'objet, l'a restituée à son véritable milieu par la remarque des synchronismes qu'elle renferme : les relations de Vivence avec saint Martin de Vertou et saint Hilaire, après le retour d'exil du grand évêque de Poitiers.

Il a relevé dans le bréviaire de Luçon, du XIV^e siècle (manuscrit latin 1033 de la Bibliothèque Nationale, fol. 399) cette indication qui confirme l'identité de l'évêque Benoit honoré à Saintes avec celui qui mourut dans une grotte auprès d'Aizenay en Vendée (38) :

« Obiit itaque sanctus Benedictus atque clarissimus episcopus X kalendas novembris, apud Asianensem, in spelunca quæ dicitur Aexcisa petra, vivente beato Hilario episcopo. »

C'est évidemment de lui qu'il s'agit, bien qu'il soit qualifié prêtre, et qu'il y ait une différence d'un jour pour l'anniversaire, dans le sacramentaire grégorien que le prêtre Lambert termina le 1^{er} août 800 afin de le remettre à Gougaud, doyen de Saint-Remi de Reims, qui le lui avait commandé. On y lit :

XI Kalendas Novembris. In pago Herbatilico. depositio sancti Benedicti presbyteri.

Le hollandiste Victor de Buck a supposé (39) qu'on attribua tardivement le titre d'évêque à Benoit, lorsque son corps fut transporté à Quingay-sur-Miosson, dans l'abbaye rétablie au début du XI^e siècle. Cependant la *cella* élevée au lieu même où le corps du saint reposa n'appartint jamais à ce monastère. En 1034, Arnoul et Thieud (*Tehildis*), qui le détenaient en bène-

(38) Canton de Poiré-sur-Vie, arrondissement de La Roche-sur-Yon.

(39) *Acta Sanctorum Octobris*, X, 150.

fice, en firent don à Marmoutier ; c'est en vain que Quinçay la revendiqua ; un concile tenu en 1097 maintint en possession l'abbaye tourangelles et Pascal II confirma ses droits.

Le quantième du 23 octobre fut aussi attribué à la commémoration d'un saint Benoit de Massérac, *Benedictus Maceracensis*, du diocèse de Nantes. Mais le P. de Buck a constaté que c'est par translation de date ; on l'honorait d'abord le 1^{er} octobre, jour de son trépas.

Ce savant jésuite a rassemblé de copieux renseignements sur le pays d'Herbauge, qui comprenait principalement le doyenné de Riez (40) ; c'est dans le voisinage, à Olonne, que se place l'île où Vivence se serait retiré.

Quant à Aizenay, où Benoit mourut et fut enseveli, ce n'est pas de ce point que son corps fut transféré à Quinçay, abbaye qui, pour lui être dédiée, abandonna le vocable de Saint-André. Nous savons par le *Pseudo Turpin* qu'une tradition plaçait sa sépulture dans l'île d'Oléron, car c'est aussi de lui qu'il s'agit dans le passage (41) qui suit :

« Turpins trova une chapelle en Holeyron ; si oguit molt grant joi, por ço que èret de Nostre-Dame sainte Marie, or jest l'évesques d'Antioche très l'outer (42), et Chasire et Mainete, qui èrent fillies dau rei. Equesta Antioche perit cum fit Sodome é Gomorre. En icesta chapele ha most saintuaire, et fi la faire Charles, par l'ammonestement Pepin. »

Toutefois ce serait dès le IX^e siècle (si l'on admet avec dom Chamard, la fixation à cette période de l'écriture du missel de Saint-Aubin d'Angers), que Quinçay posséda le corps de Benoit. On y lit au calendrier, à la date traditionnelle de sa fête, cette mention :

In pago Pictavo, in Quince (sic) sancti Benedicti episcopi.

Les reliques de l'évêque fugitif, devenu ermite, durent être enlevées d'Aizenay au moment où des dangers menaçaient cette région côtière difficile à défendre, vers le temps de la destruction de Noirmoutier par les Normands.

Ce qui demeure infiniment probable, c'est que l'apôtre dont la notoriété s'étendit jusqu'à la Champagne, et dont le nom

(40) Canton de Saint-Gilles-sur-Vie, arr. des Sables d'Olonne.

(41) *Bei sogenannte Poilevinische Uebersetzung des Pseudo Turpin*, édit. Auracher, Halle, 1877, in-8°, pp. 26-27.

(42) Où l'évêque d'Antioche git derrière l'autel. Il existe dans l'île un « rocher d'Antioche. »

subsista, dans les calendriers et les litanies angevines, auni-siennes, saintongeaises et poitevines, n'est pas simplement un étranger réfugié dans une grotte pour y mener une vie contemplative et ignorée, durant peu de temps d'ailleurs, puisque son décès fut antérieur à celui de saint Hilaire (12 janvier 368).

Il semble permis de le regarder comme un évêque régional chargé de visiter ou de fonder des chrétientés dans la région maritime, entre Bordeaux et Nantes. Les fidèles qui ont sous la main des barques pour s'échapper, sont, selon toute apparence, des pêcheurs de la côte.

La légende de Vivence ne dit pas que Benoît fut évêque d'Antioche, placée comme Thessalonique sous le gouvernement de *Datianus*. Mais elle dit que Benoît fut une victime de ce persécuteur et que de là vint son rapprochement momentané de Vivence : « Accersivit (*Viventius*) cum quodam episcopo, nomine Benedicto, satis religioso viro, qui multis jam latuerat diebus, propter rabiem quam in Christianos exercebat impi-issimus *Datianus*. »

Comme l'a fort bien remarqué dom Chamard, c'est par une série de complications adventices qu'on a introduit dans la légende de Vivence deux villes de la Macédoine, Salonique et Antioche de Mygdonie. Par surcroît *Datianus* et son successeur *Rictiouarus* y sont présentés comme empereurs de l'Inde et de l'Asie : « Surrexit pessimus in eodem solio rex *Rictiouarus* in Indiam et Asiam regnaturus. » Ces personnages ont eu des charges politiques, mais dans des contrées beaucoup moins éloignées de la Saintonge et de la Vendée. C'est ici le lieu d'insister sur le fait que Vivence et Benoît se trouvaient en Herbage lorsqu'ils échappèrent aux sicaire qui les poursuivaient, puisque « leur itinéraire de retour les ramena rigoureusement à leur point de départ. » Ne semble-t-il pas suggestif de rapprocher la formule « princeps Asianorum » de la « villa Asianensis » où se retira Benoît ? Et « la civitas Thessalonica » ne serait-elle pas une déformation de « Theffalgiaca, » la contrée de Tiffauge voisine de l'Herbage ?

La légende contient sur *Datianus* et son successeur des précisions qui ne ressemblent pas à des calculs imaginaires. *Ricciouarus*, d'après ce récit, gouverna douze ans les provinces qui lui étaient confiées ; à une date qui se place six ans et demi après son élévation, un épisode met en scène un soldat qui rappelle que trente ans auparavant, Vivence fut poursuivi.

Un passage précédent montre que la persécution qui l'obligea de fuir commença « anno decimo tertio residente in solio imperii Asianorum nequissimo Datiano. » Puisque ce fut vingt-trois ans et demi plus tard que *Ricciouarus* lui succéda, le gouvernement de *Datianus* a duré trente cinq ans au moins et trente six ans au plus. Dom Chamard a prouvé par d'autres textes hagiographiques que c'est dans le sud de la France et en Espagne, et non dans l'Asie et l'Inde, que *Datianus* exerça l'autorité au nom des empereurs. C'est lui que Constance II honora du consulat en 358, pendant l'exil de saint Hilaire.

Le *Justinianus nequissimus imperator* dont saint Martin de Vertou annonça la mort tragique à Vivence, lors de leur rencontre, n'est autre que Julien II qui avait embrassé le polythéisme. Il est vrai qu'il périt dans un combat, et non par une conjuration des sénateurs, comme le porte la légende ; mais on voit ici le résultat d'une confusion entre Jules César et le César Julien. Nous en avons signalé un autre effet dans la dénomination corrompue « Chaussée de Jules César » donnée à une voie romaine traversant le Vexin, et désignée dans les actes français du XIV^e siècle comme « la chaussée Julian Cesar. »

I. — LÉGENDE DE L'ÉVÊQUE LÉONCE.

Le texte de la légende de l'évêque Léonce I^{er} est conservé par les bréviaires *B* (n° 16309 du fonds latin de la Bibliothèque Nationale, propre au diocèse de Saintes) et *D* (bréviaire du XIV^e siècle, spécial au chapitre de Saint-Pierre). Nous adopterons la recension *D*, en indiquant en note les variantes défectueuses de *B*.

Lectio I. Anno ab urbe condita millesimo quadragesimo (a) nono, Archadius augustus quadragesimo secundo loco cum filiis (b) Theodosio et Honorio commune suscepit imperium (c). Cujus temporibus

(a) Il faut suppléer « centesimo. » L'an 1149 de Rome répond à l'an 396 de notre ère, 4^e consulat d'Arcadius et 3^e d'Honorius, Augustes tous deux. Théodose I^{er} leur père était mort le 17 février 395. Théodose II, fils d'Arcadius, né en 401, fut déclaré Auguste en 402.

(b) L'adjonction de « filiis » rend inexacte la phrase, ce peut-être une simple interpolation, une glose maladroite.

(c) Ce rang convient à Arcadius, si l'on élimine quelques règnes éphémères ou simultanés.

noscitur (d) beatus Leontius extitisse (e). Hic ex magno senatorum genere ortus, tante potestatis adeptus est culmen, quantum tunc temporis nemo (f) ex Gallis principibus potuit adipisci.

Lectio II. Qui, cum adhuc teneros duceret (g) annos, morum gravitate se senem in omnibus demonstravit. Ferebatur vero, immo nutriebatur, intra sancti illius pectusculi adita (h), illa senum veneranda canicies, que declinare prohibet a malis, bonis inherere vi[ri]bus (i) perpetuis. At vero jam cum, anspicantibus annis, in virile robur insurgeret, magis ac magis (j) celitus illi sapientie accumulata est gratia.

Lectio III. Denique Aquitanorum (k) axem, post patris abscessum (l), administratum suscepit, quem usque hodie, post hujus expletum (m) vite, Divina gratia tueri concessit. O virum vere beatum, qui ut per mortem fecit transitum finalem, mors ipsa nequivit ab eo (n) principatus auferre honorem ! Quod si et hactenus (o) servatur illi honor, que justicia creditur illum (p) amminorasse, cui tam longa per lustra concessum est mansisse, et adhuc conceditur manere ?

Lectio IIII. Ut enim hystorie ordinem persequar, cum jam adolesvisset, tanta est eum in omnibus commitata audacia, quanta nobilitatis extollebat prospècia; hiis et hujusmodi rebus, bene per omnia ab ipso patris stabilitatisque, cum non solum etiam Deo, sed etiam omnibus carus haberetur, et manibus pauperum universas facultates in celum promissas haberet et dissolvi cupiens et esse cum Christo.

Lectio V. Certus de corona sibi a Christo reposita quam ab ipso reddi

(d) « Noscitur » est omis par B.

(e) B a rétabli en marge « extitisse » omis par le scribe.

(f) Ici nous devons adopter la leçon de B ; D donne un non sens « venie. »

(g) B est encore ici préférable, comme meilleur latiniste, à D, qui écrit « ducet. »

(h) B écrit « addita » ; il faut corriger « abdit. »

(i) D omet ce mot, écrit « vibus » dans B.

(j) D omet « ac magis. »

(k) B donne « Aquitannicum. »

(l) B écrit « absessum. »

(m) Le scribe de B a transcrit « exple » sans achever le mot. — D donne « explectum. »

(n) B écrit « ab ea. »

(o) En B « qui et si hactenus » ; en D « quod si et actenus. »

(p) D « in illum. » Ce bréviaire divise les trois premières leçons en deux, et s'arrête dès lors à la fin de la troisième.

sciebat in die iudicii, in febris corripitur atque, ad extremum perductus, viaticum poscens, oculis ac manibus in celum semper intentis, Christo quem amabat, cum quo esse cupiebat, mente intendens, ultimum ei commendando spiritum, ut ipsi eum in futuro redderetur et resurrectionis gloria coronaretur, quinquaginta et septem annis habens, ab hac luce migrans Christo adjunctus est.

Lectio VI. Quis verbis valeat explicare, quantus luctus utriusque sexus, quotque inremediabiles rivuli lacrimarum illic fusi sunt, que pupillarum et viduarum, ceterorumque miserorum voces ibi perstrepebant dicentium : « Quo, pater Leonti, prosperasti ? Quibus nos damnis reliquisti ! Quis famelicos nos satiabit ? Quis in languore visitabit ? Quis nudos tegerit ? Quis in tribulatione compatietur nobiscum ? »

L'office du 17 mars, auquel appartiennent ces leçons, est intitulé : « *Leoncii episcopi* » et comporte l'oraison suivante :

« Deus, qui beatum Leontium confessorem tuum atque pontificem in terris vita laudabili decorasti, et in celis eterna gloria sublevasti [fac] ejus quod suffragantibus meritis, vita nostra apud te commendetur. »

Le bréviaire *C* (collection Martineau, à Saintes, propre des Saints du diocèse, folio 136) réunit en trois leçons les six qui précèdent et continue ainsi la légende et les discours populaires qu'elle rapporte :

Lectio III. « Nunc ergo, quia Christo, quem desiderabas, jam vidisti (a), eum interpelle pro nobis quos desolatos reliquisti. Tua enim sumus presentia destituti : ipsius clementia mercamur bonis operibus perfrui ».

Lectio V. Inter has et hujusmodi (b) sermocinationes, venerabile corpus Leoncii tumulo conditur, resurrecturus in gloria : ubi multa insignia virtutum Dominus operari dignatus est et dignatur, precibus et meritis beati Leoncii episcopi et amatoris sui.

Lectio VI. Ceci ibi lumen recipiunt, surdi auditum, claudi gressum, manci manus ; demones illinc vincuntur et relique infirmitates ab omnibus adminuuntur, prestante domino nostro Ihesu Xristo in secula. Amen.

Ainsi, le précieux manuscrit de M. Martineau donne la ter-

(a) Le ms. *C* porte « venisti ». — (b) *C* écrit « hujusmundi ».

minaison de la vie de Léonce, dont nous n'avons que des fragments.

Il est indubitable qu'elle ne s'applique pas au contemporain de saint Macou, car on ne voit guère comment on pourrait reculer jusqu'an IV^e siècle l'époque où vécut l'évêque d'Alet. Malgré une légère inexactitude de détail, l'erreur d'une année sur l'époque où les trois empereurs Théodose I^{er}, Arcadius et Honorius portèrent simultanément le titre d'Auguste, la date qui figure en tête de la légende est à retenir; c'est entre 393 et le 17 janvier 395 que ce triple synchronisme oblige à placer le séjour de Léonce I^{er} sur le siège de Saintes.

Sa personnalité est d'autant plus sûrement distincte de celle du contemporain de Macou, que leurs dates funèbres sont différentes. C'est le 19 mars que les calendriers portent le nom de Léonce I^{er} et qu'on célébrait son office à Saint-Pierre, tandis qu'à Saint-Jean d'Angély où le souvenir de l'autre Léonce se conservait avec piété, le monastère ayant hérité d'une église que ce pontife avait accordée à son collaborateur, les Bénédictins faisaient sa fête le 22 mars. L'abbé Grasilier, qui n'a voulu connaître qu'un Léonce, a pourtant noté cette distinction : « Tous les anciens bréviaires de Saintes, le Martyrologe romain et celui de France, — écrit-il, — fixent la fête de saint Léonce au 19 mars. Aujourd'hui elle se célèbre le 22 du même mois, jour auquel les Bénédictins de Saint-Jean d'Angély en faisaient l'office. »

L'auteur de la légende s'est visiblement inspiré des vers de Fortunat en l'honneur de Léonce de Bordeaux, mari de Placidina :

Inter quos genuit radians *Aquitanicus axis*,
Egregius meritis *culmina* prima tenes,
Civibus de *Gallis* supereminet *alta potestas* :
Tu potior reliquis, et tibi *nemo* prior.
Qui, cum de primo vestivit flore juventus,
Parvus eras annis et *gravitate senex*.

(*Carmina*, I, 15; édit. des *Mon. Germ. hist.*, p. 16).

C'est une licence fréquente parmi les écrivains hagiographiques, d'emprunter des ornements de style à des textes antérieurs, et de souligner par des réminiscences leur érudition pour la rendre appréciable aux lettrés. Mais il ne faut pas en

tirer des conclusions d'identification prématurées. Les deux Léonce qui ont occupé le siège de Bordeaux ont des anniversaires connus, bien différents de ceux des Léonce de Saintes.

Quant à la formule « Aquitanicus axis » elle n'est pas particulière à l'époque mérovingienne. Elle reparait dans une charte donnée au temps de la première union d'Aliénor d'Aquitaine avec Louis VII, et concernant l'abbaye de Notre-Dame de Saintes : « ... per longas temporum successiones, usque dominus Ludovicus rex Aquitanicum axem regendum suscepit » (43).

J. — LÉGENDE DE L'ÉVÊQUE AMBROISE

(A) *Témoignage de Grégoire de Tours.*

L'existence d'Ambroise, évêque du *Mediolanum* d'Aquitaine, distinct de son illustre homonyme, évêque de Milan — le *Mediolanum* transalpin — est attestée par la légende de Vivien, qui, dans sa jeunesse, se plaça sous la discipline de cet Ambroise de Saintes ; les rédactions les plus anciennes de sa vie le constatent et, comme l'a remarqué Mgr Duchesne, elles méritent créance au moins en ce point.

D'après leurs données et les calculs qu'on verra plus loin, le pontificat d'Ambroise se place à l'aurore du V^e siècle ; l'épiscopat des deux Ambroise a pu être simultanée, quelques années durant. La concordance d'époque permet dès lors de rattacher à l'Ambroise, canonisé à Saintes, deux indications dont les sources sont si distinctes que rien n'autorise à leur supposer d'origine commune..

L'une est fournie par Grégoire de Tours et, dans la pensée de cet écrivain, une méprise que la chronologie rend évidente s'était glissée, méprise excusable d'ailleurs. Voici ce que cet auteur rapporte dans le livre consacré aux miracles de saint Martin, son prédécesseur (44) :

(43) Th. Grasilier, *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 50, p. 53.

(44) Nous donnons ici le texte latin :

« Eo namque tempore beatus Ambrosius, cujus hodie flores eloquii per totam ecclesiam redolent, Mediolanensi civitati praeerat episcopus. Cui celebrandi festa Dominicae diei ista erat consuetudo, ut veniens lector cum libro suo non antea legere praesumeret, quam sanctus nutu jussisset. Factum est autem ut illa die Dominica, prophetica lectione recitata, jam lectore ante altare stante, qui lectionem beati Pauli proferret, beatissimus antistes Am-

Ambroise, évêque de *Mediolanum*, lorsqu'il célébrait l'office dominical, avait imposé cette règle aux lecteurs, de ne point commencer avant qu'un signe de tête de sa part ne le leur eût permis. Un dimanche, après la récitation des leçons tirées des Prophètes, le clerc qui, allant à son tour ouvrir le livre des Epîtres pour lire un passage de saint Paul, se tenait devant l'autel, s'aperçut que l'évêque agenouillé s'était endormi. Personne n'osant le réveiller, un temps fort long s'écoula. Les clercs enfin se décidèrent à le tirer de sa torpeur : « L'heure est passée, lui dirent-ils, les fidèles sont las d'attendre. — Ne vous troublez pas, répondit-il. Ce sommeil m'a été précieux, il m'a permis de voir un grand miracle. Mon frère, l'évêque Martin a quitté son corps et je viens de présider à ses funérailles ; j'ai pu les terminer jusqu'au bout, sauf la toute dernière prière que j'allais prononcer quand vous m'avez rappelé parmi vous. » Les clercs fort surpris, notèrent avec soin le jour et l'heure, dont ils vérifièrent plus tard l'exacte concordance avec la cérémonie des obsèques célébrées à Tours.

Saint Martin mourut un dimanche, 11 novembre, incidence qui se rencontre en l'an 400. Mais quelque calcul qu'on adopte pour l'année de sa mort, on ne peut la reculer avant le 15 novembre 397. A ce moment Ambroise de Milan était lui-même inhumé depuis sept mois et plus (4 avril 397).

Grégoire de Tours ignorait ces précisions, car il attribue l'événement extraordinaire qu'il relate au célèbre docteur par ces mots caractéristiques : « Les fleurs de son éloquence ont répandu leur baume par toute la chrétienté ». Aussi les érudits ne se sont point fait faute de traiter de fable son récit. Le P. Henschen, il est vrai, fit de grands efforts pour le rendre

brosius super sanctum altare obdormiret. Quod videntes multi, cum nullus eum penitus excitare praesumeret, transactis fere duarum aut trium horarum spatiis, excitaverunt eum. dicentes : « Jam hora praeterit. Jubeat Dominus lectori lectionem legere, expectat enim populus valde lassus. » Respondens autem beatus Ambrosius : « Nolite, inquit, turbari. Multum mihi valet sic obdormisse, cui tale miraculum Dominus ostendere dignatus est. Nam novem fratrem meum Martinum sacerdotem egressum fuisse de corpore, me autem ejus funeri obsequium praebuisset, peractoque ex more servitio, capitellum tantum, vobis exspectantibus, non implevi. » Tunc illi stupefacti pariterque admirantes, diem et tempus notant, solliciti requirentes. Qui ipsam diem tempusque transitus sancti repererunt, quod beatus confessor dixerat, se ejus exequiis deservisse.

plausible (45) mais avec si peu de succès que ses propres épi-gones ne l'ont pas voulu suivre. Le P. Jean Stilling a préféré se rallier à l'opinion de Claude Robert, qui mit en avant Ambroise de Saintes, dont la présence au service funèbre de son voisin l'évêque de Tours est infiniment plus naturelle (45 b). Dans la notice sobre et documentée qu'il a consacrée au maître de saint Vivien, ce Bollandiste s'étonne que, malgré les témoignages rendus à ses hautes vertus par des textes que leur antiquité rend vénérables, il faille descendre jusqu'au XIV^e siècle pour lire dans un florier (*florilegium*) à la date du 28 août : « Apud Sanctonas, sancti Ambrosii episcopi et confessoris ». Il eût été plus surpris encore de l'omission d'Ambroise de Saintes dans le bréviaire de sa propre église au XIII^e siècle, si ce document fût tombé entre ses mains. La gloire du docteur milanais avait tout absorbé, et la disparition du souvenir de son homonyme fut favorisée par la confusion du *Mediolanum San-tonum* et du *Mediolanum Insubrum* contre laquelle, dans une *Gallia christiana* qui n'est point sans mérite, Claude Robert a mis en garde les lettrés.

(B). *Origines de la première chapelle d'Angély.*

La date du décès de saint-Martin fournit une des limites de l'épiscopat d'Ambroise de Saintes. Une autre date de ce pontificat est donnée par un *Mémoire* (anonyme) *pour servir à l'histoire de Saint-Jean* (d'Angély), d'une écriture du XVII^e siècle, inséré dans la collection manuscrite de dom Fonteneau (46). Voici le passage concernant le prélat :

« M. Jean Filleau, avocat au parlement de Paris, en son livre qu'il a fait des *Droits et prérogatives des églises cathédrales*, pour la défense des appellations, etc., du Chapitre de Saintes contre M. le cardinal de Sourdis, imprimé à Paris par François Farga en l'année 1628, dit à la page 78 :

« Cette église (parlant de Poitiers) comme plus ancienne, a » aidé à l'établissement des autres qui sont en dehors de l'archevêché de Bourdeaux, car dans le cartulaire de l'abbaye » de Saint-Jean d'Angély il est fait mention que les prestres

(45) *Acta Sanctorum Aprilis*, I, xxix. — b. *Acta Sanctorum Augusti*, VI, 212.

(46) Tome XXXV, p. 226. — Bibliothèque municipale de Poitiers.

» de l'église de Poitiers donnèrent en l'année quatre cens deux
» (il y a plus de douze cens ans) à Ambroise, évêque de Sain-
» tes, une petite chapelle fondée sous l'invocation de la glo-
» rieuse Vierge mère de Dieu, bastie au bout d'une forêt appe-
» lée Angely ; sur les fondemens de laquelle chapelle, a du
» depuis, esté bastie cette belle et grande abbaie de Saint-
» Jean d'Angely par le roi Pépin-le-Bref ».

(En marge de ce passage :) « Item extrait des registres de l'église de Saint-Pierre de Poitiers :

» Nota, qu'il est important de bien faire valoir cette autho-
» rité, d'autant que ledit avocat prétend faire voir la préémi-
» nence et grands avantages de l'église cathédrale de Poitiers
» au-dessus des autres, par l'antiquité immémoriale de cette
» Sainte-Chapelle qui étoit autre fois au bout d'une forêt appelée
» Angeric ».

Les copies actuellement connues du cartulaire de Saint-Jean d'Angély ne contiennent rien sur cette cession (47) et il n'en restait plus de souvenir lorsque D. Jacques Boyer, bénédictin de Saint-Maur, écrivit son *Monasterii Angeliacensis tentamen historicum* (48). Le prieur d'Angely, dom Christophe Chapot, qui a dressé en 1760 une *Chronologie des Evêques de Saintes*, sans intérêt pour les époques antérieures à la Réforme, dit qu'Ambroise est « cité par Monsieur Filliau ».

(C). Textes légendaires.

Voici les variantes subies, d'après les rédactions successives de la légende de Vivien, par les passages qui concernent Ambroise :

(A) Rédaction des Actes conservés par les leçons des Bréviaires B et C.

(Lectio V). Ex ephebis tandem in adolescencie florem evadens... fugiens pocius regiam quam deserens, secundo adoles-

(47) On n'en trouve pas trace dans l'édition donnée par M. Georges Musset ; au tome XXXIII des *Archives du Poitou*, p. cxlix, l'érudit éditeur cite, d'après l'abbé Chollet (Notice sur *Notre-Dame de Recouvrance*) la concession à l'évêque Ambroise d'une « modeste chapelle située non loin de la Boulonne ».

(48) Collection dom Fonteneau, LXII, 168.

cencie anno, cunctis efformato virtutibus Xanctonensis ecclesie presuli Ambrosio adhæsit, cujus sese devovens obsequio, ecclesiasticis doceri studuit disciplinis...

(*Lectio VI*).... Genitor autem ipsius... claris parvulum Christi fascibus sublimare proposuit...

(*Lectio VII*)... Paternæ ad tempus deliberationi concessit... Cumulare dignitates paterna pietas... non cessabat.

(*Lectio IX*)... Futurus pontifex Vivianus, dum per aliqua annorum spatia, activis insistens, Domino militasset, contemplativis suspirans, multipliciam turbinem excessit...

(B) Texte des antiennes de l'office du saint :

Inclitus Vivianus, comes Xanctonis constitutus, spretis mundi fascibus, totum se contulit divinis cultibus, et, tonsa capitis coma, pauperum Christi ambiebat contubernium. Sanctus Domini presul Vivianus monasterium edificare disponens, etc.

Il résulte de ces rapprochements de textes que dans le premier état de la légende, Vivien s'échappe du palais de Marcellus à l'âge de seize ans, et se retire auprès de l'évêque Ambroise, pour le servir et être instruit dans la science ecclésiastique. Obligé par son père à quitter Ambroise et à accepter de nombreux honneurs, il devient comte de Saintes, et, fatigué de la vie mondaine, renonce au siècle en coupant ses cheveux. Plus tard, il est fait évêque et construit une collégiale où sera fixé le siège pontifical de Saintes.

Aucune mention n'est faite d'Ambroise dans la seconde partie de la vie de Vivien ; il n'est pas indiqué qu'il fût encore en charge lorsque le comte quitta les honneurs mondains, ni qu'Ambroise ait donné à Vivien la tonsure religieuse.

(C) Texte de la *Vita Viviani* éditée par Krusch :

Cum [Vivianus] ad annos sedecim pervenisset, primevæ ætatem suam divinis erudire cupiens disciplinis, sancti Ambrosii hujus civitatis episcopi devotus se mancipavit obsequio. Tum illi paterna pietate suscipiens, dum sacris litteris erudiret, in ordine lectorum conversionis ejus initiavit studium... Subdiaconus institutus, ibi aliquantum temporis manens, competentibus annis in levitico gradu sancto est junctus altario... in anno 30 presbiter ordinatus... Beatissimus Ambrosius... dormi-

vit in Domino. Tunc... clericorum et civium voto, ad summum pontificii locum electus est sanctus Vivianus.

(D) Texte de la troisième vie éditée par D. Martène (49):

Sanctissimus Ambrosius, dignum suis meritis cupiens relinquere successorem, in omni regulari disciplina atque pontificali magnificentia eum constituit, sibi que vicarium, sibi que post ejus discessum praelegit [successorem].

(E) Texte de la quatrième vie éditée par les Bollandistes (50):

Diligens insuper virtutum inspector præsul pro unico illum [Bibianum] amplectitur, dum ipse quoque sancta conversatione polleret, tanti de viri contubernio sibi maxime complacebat, et tanto vehementius se in ejus transfundebat dilectionem, quanto quotidianam virtutum ejus videbat augmentationem. Unde factum est, ut sibi illum successorem exoptarit et sperarit. Et Dominus quidem sanctum suum voluntati labiorum suorum non fraudavit, non longo enim post tempore vitæ presentis metam excedens, æternæ beatitudinis muneratus est brevio.

Nous verrons tout à l'heure qu'aucune importance ne peut être attachée à ces vies truquées en ce qui touche la carrière sacerdotale de Vivien. Elles dérivent toutes de la falsification primordiale commise par son biographe carolingien et consistant à ne tenir aucun compte de sa carrière civile. Sur ce premier mensonge s'en sont greffés d'autres qui l'ont aggravé, notamment l'ordination sacerdotale donnée à Vivien par Ambroise et sa désignation comme vicaire et futur successeur de l'évêque. On est ici en face d'une rédaction bien postérieure, supposant une méconnaissance absolue des usages de l'église gallicane avant la période franque.

Rien ne permet de dire que Vivien ait succédé directement à Ambroise, ni que celui-ci l'ait choisi pour coadjuteur. Les leçons du bréviaire, seul texte authentique et primitif, vont à l'encontre de cette hypothèse, en ne faisant aucune allusion à Ambroise lorsqu'elles racontent comment Vivien coupa sa chevelure, après avoir vécu dans le siècle un temps assez long pour pouvoir parcourir l'échelle des honneurs profanes.

(49) *Alia vita S. Bibiani*, ap. Martene, *Amplissima Collectio*, VI, 762.

(50) *Alia vita manuscripta*, ap. *Acta Sanctorum Augusti*, VI, 212.

K. — LÉGENDE DE L'ÉVÊQUE VIVIEN

(A). Exposé des sources par Bruno Krusch.

Comme prélude à l'édition que, sous le titre : *Vita Viviani seu Bibiani episcopi Xantonensis*, il a donnée d'une vie de ce prélat, dans les *Monumenta Germaniæ historica* (51), Bruno Krusch présente un exposé que nous résumerons ainsi :

« La basilique de Vivien, évêque de Saintes, fut commencée par un de ses successeurs, Eusèbe, qui de 533 à 549 assista à divers conciles, et achevée après sa mort par Léonce, évêque de Bordeaux, dont la femme Placidina, *neptis* (arrière petite fille) de Sidoine Apollinaire, orna d'un couvercle d'argent le sépulcre du saint (52). De cette basilique, située dans un faubourg de Saintes, et d'un miracle accompli au tombeau de Vivien, parle Grégoire de Tours qui assure (53) que les vertus du thaumaturge sont retracées dans un opuscule biographique, « libro qui jam de ejus vita scriptus tenetur ». Le hollandiste Jean Stilling a soutenu que la vie éditée par lui, dans le recueil des *Acta Sanctorum* (54) est celle que Grégoire avait en vue. En voici l'analyse :

Après qu'à l'âge requis, il eut reçu les ordres, et qu'à la mort de l'évêque Ambroise, il lui eut succédé, Vivien étant brisé par l'âge (senio confractus) se rendit auprès du roi des Wisigoths Théodoric (ce peut être Théodoric I^{er}, 419-451, ou Théodoric II, 453-466) pour alléger les charges des citoyens accablés d'impôts, puis il repoussa de la ville les Saxons rebelles. Il lui fut élevé une basilique in Oriente, dont l'empereur Sévère (Sévère III, 451-465) fit les frais : Vivien lui-même en construisit une à Saintes, où il fut inhumé, et des reliques y furent apportées de Rome. L'auteur rapporte bien peu de détails, et ils ne sont point dignes de foi. Car il est peu probable que Sévère, empereur d'Occident, ait fait bâtir une basilique en Orient.

(51) *Monumenta Germaniæ historica : Scriptores rerum Merovingicarum*, t. III (Passiones, I), pp. 94-100.

(52) Fortunat, *Carmina*, I, 12, de basilica sancti Bibiani ; dans les *Mon. Germ. hist.*, Poète, pp. 13-14.

(53) *Liber in Gloria confessorum*, cap. 57 ; édit. Krusch, *Scriptores rerum Merovingicarum*, I, 780.

(54) *Acta Sanctorum Februarii* ..

Il ne peut se faire que cette vie ait été composée au V^e ou VI^e siècle, comme Stilling le supposait. On remarque une certaine ressemblance entre le prologue et celui que Jonas mit vers 640 à sa vie de saint Colomban : la locution « Superis junctus » lui est familière, et on la retrouve ici. Le style n'est point mérovingien, mais carolingien. Le culte de saint Vivien en Orient me paraît tiré du Martyrologe Hiéronymien, ce saint s'y trouve mentionné deux fois, à la même date (28 août), ce dont il y a d'autres exemples. D'abord il est associé à un évêque de Constantinople en ces termes : « Constantinopoli Alexandri episcopi, Viviani episcopi » ; puis une mention détaillée lui est consacrée : « Scantonas (*sic*), depositio sancti Viviani episcopi et confessoris. » (55)

(B) *Poème de Fortunat*
sur la construction de l'église Saint-Vivien

Digna sacerdotis Bibiani templa coruscant
Quo, si justa petis, dat pia vota fides,
Quae praesul fundavit ovans Eusebius olim,
Ne tamen expleret, raptus ab orbe fuit.
Cui mox Emerius successit in arce sacerdos,
Sed coeptum ut strueret, ferre recusat onus.
Qui precibus commisit opus tibi, papa Léonti,
Cujus ad hoc votum jugiter instat amor.
Ultro tale decus tibi se servavit agendum
Nec nisi tu fueras qui loca sacra dares.
O meritum Justī mansurum in luce perenni,
Per quem se cupiunt templa verenda coli !
Sacra sepulchra tegunt Bibiani argentea tecta,
Unanimis tecum quae Placidina dedit,
Quo super effusum rutilans intermicat aurum
Et spargunt radios pura metalla suos ;
Ingenio perfecto novo tabulata coruscant,

(55) *Acta Sanctorum Novembris*, II, 1, p. [112]. Dans la recension de Fontenelle (Saint-Waudrille) écrite entre 734 et 756, la translation de saint Vivien est relatée au 25 octobre : Et Scantonis (*sic*) translatio sancti Vibiani episcopi et confessoris. » — Ibid., p. [135].

Artificemque putas hic animasse feras.
Sed qui vos animo donaria tanta dedistis,
Hic agat ut vobis stet diuturna salus,
Nunc debent qui digna ferunt, sibi magna rependi,
Dum quoque pro parvis reddat opima Deus.

(FORTUNAT. *Carm.*, I, 12, édit. des *Mon. Germ. hist.*, pp. 12-14).

(C). *Le tombeau de Vivien, d'après Grégoire de Tours.*

Suburbano quoque urbis hujus [Sanctonicae] Bibianus antestis quiescit, cuius virtutum moles liber qui iam de eius vita scriptus tenetur enarrat.

Nunc autem exoratus, crebro languentibus tribuit sospitatem. Unde videtur ut de tantis miraculis vel unum fari praesumam. Mulier enim, cuius manus aruerant, unguibusque iam sauciata[c], contractis nervis, opus operandi perdiderant, ad beati sepulchrum devota prosternitur, factaque oratione, manus redintegratas, laxatis digitorum filis, ad agendas Domino gratias meruit elevare.

GREGORIUS TURONENSIS EPISCOPUS, *Liber in gloria Confessorum*, cap. 57, édit. Krusch, *Mon. G. hist.*, *Scriptores rerum Merov.* I, 780.

(D). *Source inconnue de Krusch : la vita prior de Vivien.*

Le Bréviaire B mentionne, au calendrier (fol. 261 v°) en ces termes, les saints honorés le 28 août :

« V Kal. septembris. Viviani, Augustini, episcoporum. (*En interligne* : IX lectiones). Juliani, Hermetis, martyrum. »

Au folio 458 commence l'office de saint Vivien, que nous allons reproduire intégralement. Les fragments de la vie la plus ancienne du pontife se trouvent en effet répartis dans les leçons et dans les répons qui ne font point double emploi, mais qui ajoutent souvent des détails importants à la biographie du saint. C'est dans un des répons que se trouve l'assertion que Vivien fut comte de Saintes, circonstance très plausible en raison des exemples si fréquents qu'offre l'époque gallo-romaine d'une translation d'un gouvernement politique à la direction d'un diocèse. Le plus saisissant est celui de l'empereur Avitus, un

contemporain de Vivien, qui quitta la pourpre des Césars pour les ornements pontificaux de l'évêché de Plaisance.

On remarquera, dès le début de cet office, la formule « Gens Xanctonica » caractéristique d'une très haute antiquité. L'idée « nationalité » n'a pas dû subsister à Saintes après la fusion des états des ducs gascons dans l'hégémonie française sous Pépin.

Le texte est d'ordinaire clair et correct; cependant quelques bévues de scribe l'émaillent. Nous les corrigeons au passage, en intercalant les lettres ou fragments de mots omis, ou en rectifiant les abréviations mal résolues; mais une note en bas de page indiquera la leçon fautive du bréviaire de la Bibliothèque Nationale.

La *Vita prior* attribue à Vivien la construction d'une basilique dédiée à saint Pierre, où il établit le siège pontifical de Saintes. La chaire de l'évêque était donc, antérieurement, dans une autre église. Il est difficile de douter que ce fût celle d'Eutrope, et le transfert des cérémonies dans un nouvel édifice dut contribuer à l'abandon que signalent les documents, et qui provoqua la reconstruction de cette nécropole primitive.

SANCTI VIUIANI CONFESSORIS.

Cap(itulu)m : « Ecce sacerdos ». *Hy(mn)us* : « Iste confessor ».

†. Ora pro nobis, beate Viuiane.

A(nti)phona. A[d]ditus athleta Viuianus Xanctonice pontifex summus celestibus (a) gaudens hodie conscendit ad patriam, cuius pro nobis, quesumus, apud Deum pia sit semper intercessio. *P(salmus)* : Magnificat.

Oratio. Deus qui beatum confessorem tuum Viuianum ad pontificatus honorem dignatus es per incrementa ducere uirtutum, presta, quesumus, ut eius edocti patrociniis, et tuorum valeamus adimplere iussa preceptorum, et celestibus iugiter iniare doctrinis.

De sancto Augustino fit commemoratio qualibet die usque ad octavam, et tunc facimus IX lectiones.

Hermetis et Iuliani. *Oratio* :

Deus qui beatum Herme[te]m atque Iulianum martires tuos uirtute constantie in passione roborasti, ex eorum nobis mutacione tribue pro amore tuo prospera mundi despicere et nulla eius aduersa formidare.

(a) Le texte porte « celibem ».

Dicto ultimo « Benedicamus » ad Vesperas, itur processionaliter apud Sanctum Viuium et dicuntur matutine sollempniter usque ad « Te Deum laudamus ». Cappellanus dicit collectam. In octava vero Xanctonis, dicitur ad Matutinas. *¶*. de Communi confessorum, excepto autem de Laudibus « Benedictus » et « Magnificat ».

Invitorium (noté) (56). Jubilemus Domino regi magno qui Xanctonice genti constituit preciosum pontificem Viuium. *P(salmus)*: « Venite ». *A(ntiphona)*. Beatissimus Viuius episcopus regum prosapia Xanctonum exortus, nobilis ualde refulsit. *P(salmus)*: « Beatus uir ». *A(ntiphona)*. Clarus namque genere emicuit seculo, set clarior fide dignus extitit celo. *P(salmus)*: « Quare fre[muerunt] ». *A(ntiphona)*. Erat enim genere nobilis, uultu mirabilis, sanctitate predicabilis. *P(salmus)*: « Domine quid nil ». *¶*. Voce mea ad Dominum clamaui. Et exaudit[me].

Lectio I. Celebris igitur memorie ac venerabilis pontifex conuersatione, quem nomine Viuius regali oriundus perhibetur ex prosapia; cujus genitrix Maurella nuncupata, catholica quidem, catholice vixisse memoratur. Que masculam hanc sobolem sibi genitam minime contenta, futurum Domini presulem X[rist]o etiam generari, pertinacia dissidente genitoris, eicit.

¶ (noté). Beatissimus Viuius episcopus regum prosapia Xanctonum exortus. * Nobilis valde refulsit. *¶*. Erat namque genere expectabilis, uultu mirabilis, sanctitate predicabilis. — Nobilis.

Lectio II. Infidelis quippe ipsius genitor odorifluam licet rosam ediderit, nunquam tamen vel catholice sedulitate conjugis (a) nec filii religiositate ab ydolatria revocatus, fructuosus quidem Ecclesie, verum sterilis sibi permansit et incultus. Quem etsi multe apud mortales dignitatis fuisse cautio manifesta contineat, tamen, quantum oportebat prudenter, accuratum est ut aduocato (b) nomine catholice coniugis, addictum cum iustis uiri nomen non scriberetur infidelis.

(56) A partir de cet Invitatoire, les antiennes et les leçons 1 et 2 sont reproduites au bréviaire C (collection Martineau), fol. 210, sans notation. La première leçon commence par « Celebris memorie »; la conjonction « igitur » a disparu. Le texte des leçons 3 et suivantes diffère complètement.

(a) B porte : « catholici sedulitate conjugii »; C « catholice sedulitate conjugii ». La rectification « conjugis » s'impose. — C donne la bonne leçon « ab ydolatria », tandis que B porte « ad ».

(b) Le scribe de B avait écrit « admoto ». Il a biffé « mo » et exponctué « to », et en marge, une autre main a rétabli le mot « advocato ».

¶ Gracia sancti Spiritus uirtutum splendore fulgebat Viuianus. Et de uirtute in uirtutem piis ambulabat operibus. ¶ Talibus enim uirtutibus excrecebat cotidie, quibus uideri mereretur Deus Deorum in Syon. Et de.

Lectio III. Jam semel ergo puer reuerentie maternis institutionibus adquiescens, altricis pene ab uberibus, jam religiose uiuere assuescebat ut pote cuius animum mater fidelis, quantum id paciebatur (c) etatule diuinis iam solidare monitis, diligens qualis preceptor, satagebat. Verebatur enim ne, si per cessationis (d) incuriam necdum fundatus ad supremum est alumpni recentis animus, aliquatenus ad lasciuiam uergeret : ex improuiso illi paterna[e] deprauatio infidelitatis officeret. ¶. Erat namque genere expectabilis, vultu mirabilis, sanctitate predicabilis. ¶. Clarus namque genere emicuit seculo. Sed clarior fide dignus extitit in celo. Sanctitate.

In II^o N(octurn)o. A(ntliphona). Gracia sancti Spiritus [C ajoute uirtutibus] refulgebat Viuianus, et de uirtute in uirtutem piis ambulabat operibus. P(salmus) : « Cum inuocarem ». A(ntliphona). Jeuniis et uigiliis et precibus assiduis lectionibusque continuis, sanctis insistebat officiis. P(salmus) : « Verba mea ». A(ntliphona). Predicando Viuianus Marcello commendatur a parentibus ; cuius clarus in palacio, amabatur ab omnibus. P(salmus) : « Domine, Dominus noster. » ¶. Justum deducit Dominus per mare.

Lectio IIII. Genitoris autem ipsius, ut arbitrari est, inuidia, Galliarum hic tunc temporis in sinibus regnanti Marcello, ipso in provincia traditur : cuius scilicet in aula educandus, maternis procul monitis, dum fieri uir assuesceret esse palatinus, paulatim desuesceret esse Xristianus. Urbi tamen puer, sui quam multum ad debitus (corr. ad habitus) saluti, infligentes uiciorum inter procellas fixus animo persistebat ac matrissare tantum proponens, totis nisibus patrissare declinabat.

¶. Predicando Viuianus Marcello commendabatur a parentibus, cujus clarus in palacio amabatur ab omnibus. ¶. Multis apud regem patrem suum excrevit honoribus, plus tamen emicans uirtutum insignibus.

(c) Le texte portait « pariebatur ». On a exponctué « ri » et écrit « ci » en surligne. Nous corrigeons « solidate montis » en « solidare monitis ».

(d) Le scribe avait écrit « cessationibus » ; on a exponctué « bus » et inscrit « s » en surligne.

Lectio V. Ex ephebis, tandem in adolescentie florem, euadens uite utriusque biuium prudenter eque ac feliciter, meritis (e), superna promittentem lineam penitus arripuit, ac fugiens potius regiam quam deserens secundo adolescentie anno (f) cunctis e(f)formato uirtutibus Xanctonensis ecclesie presuli Ambrosio adesit, cuius sese deuouens obsequio, ecclesiasticis doceri studuit disciplinis, quarum speciem quadratus supra Iberusalem aptaretur edificus.

¶ Inclitus Viuianus comes Xanctonis constitutus, spretis mundi fascibus, totum se contulit diuinis cultibus, Et tonsa capitis coma, pauperum Xristi ambiebat contubernium. †. Soli omnium Xristo regi intimo familiari desiderans, atque terrena cuncta funditus spernens. Et.

Lectio VI. Hiis itaque tironis X(rist)i prouentibus, communis bonorum omnium aduersator non aberat, et quanto acrius proficuis illum dolebat augescere, tanto seuius (g) consuetis preuaricationum fraudibus attemptabat illicere. Genitor autem ipsius, animal tantum sapiens, dum carnaliter solum diligere prolem appeteret, demonis precipue animatur instinctu, claris paruulum X(rist)i fascibus sublimare proposuit atque hic properans, unde sibi uidebatur iuueni placere, rei docuit exitus magis illum displicere.

¶ (noté). Sanctus Domini presul Viuianus monasterium edificare disponens in honore summi apostoli Petri, ecclesiam construxit in qua, angelica ammonicione, pontificalem constituit sedem. †. Igitur sanctus seculi pompam contempnens, religionis normam tenere desiderans, ex diuina iussione : Pontific(alem).

In III N(octurn)o. Ant(iphona). Xanctonice comes factus, diuina favente gracia tractus, seculum cum honoribus dereliquit Viuianus. *P(salmus)* : « Domine qui hi. » *Ant(iphona)*. Pauperem et communem uitam ducere siciens, pompam seculi spernens, totumque se Xristo committens, tonsa capitis coma, religionis induit togam. *P(salmus)* : Domine in uir(tute). Comperto Marcellus sanctum Viuianum tante sanctitatis concendisse fastigia, Xanctonice ciuitatis eum esse precepit

(e) Ce mot est substitué à un autre préalablement gratté.

(f) Ce mot exact a été fort maladroitement corrigé pour le faire lire « animo. »

(g) Le texte se lirait « seuius » ; le sens n'est pas douteux et impose « saeuus. »

episcopum. *P(salmus)*. « Domini est terra. » ¶. Amauit eum Dominus et ornauit eum.

Lectio VII. Minuenti autem rebellioni sese Xr(ist)i miles attingens, paterne ad tempus deliberacioni concessit : nec aliqua tantum quantum omnia possidere ingrediens, Domino unice seruiebat, a'nim)i vero libertate mamnone imperabat. Cumulare interim dignitates paterna pietas, uel magis ignauia, non cessabat ; nec eo usque destituit quousque sublimiori a rege apice Xanctonensis prouincie presidere illum elaborauit.

¶. (*noté*). — Diuina repletus gracia, omnibus Xristi militibus Et cohabitantibus fratribus sanctus nimis insistebat amabilis. ¶. Fide robustus, regulisque sanctorum Scripturarum erat obedienter subditus. Et.

Lectio VIII. Ubi eximie puer indolis talem (*h*) sese Domino exhibere satagebat quatinus hiis solum instare probaretur ut et munificus appareret egenis, et cognitor indefessus in curia maxime patronaretur affectis (*corr. asseclis*). Et quoniam senilis adolescens grauitatis affluentes diuiciarum cumulos paratas sibi rectitudinis in uia quasdam esse decipulas aduertit, omnium abstinens illecebrarum in remisso (*i*) animo rigore id sedulo perurgebat quatinus inde Domino triumpharet, unde sibi triumphatum ire hostis occultus incassum expectaret.

¶. (*noté*). — Fauente Xristi gratia, prepotens pontifex cecis lumen reddebat amissum, prece expellebat demonia. Et petentibus omnibus sanitarum exhibebat compendia. *A(ntiphona)*. Sanctus Viuianus uirtute potens puerum exanimem (*j*), percussum a uipera, oracione fusæ, sanitati restituit. Et pe(tentibus).

Lectio IX. Tandem igitur propositi compos larga euicit operatione ut subdolos ille aduersator uersa quidem sententia illum maluit penitus eguisse quam tot actiue administracionis beneficium excreuisse ; futurus itaque pontifex Viuianus, dum per aliqua annorum spacia actiuis insistens Domino militasset, contemplatiuis suspirans, multiplicium turbinem excessit, ac simplicibus tantum uacare disponens, mundi fascibus abrenuntians in possessis eque possessis (*sic*) habundare cepit.

(*h*) Le texte portait « tamen » qui a été corrigé : « m » barré et exponctué, « l » refait, « e » tildé, « n » barré et exponctué.

(*i*) Le scribe avait écrit « remissio » ; le dernier « i » est exponctué.

(*j*) Le texte de B porte « examen. »

Bj. (noté). Refulgebat in pectore sanctissimi presulis Viuiani uirtus apostolica atque curandi gracia ; nam uirtute Xristi Cecos illuminabat et demones effugabat. ✠. Diuina ergo repletus gratia, omnibus Xristi militibus multum apparebat mirabilis. Cecos.

« Te Deum laudamus. » ✠. Ora pro nobis, beate Viuiane.

In *Laudibus*. A(ntiphona). Sanctus Domini Viuianus episcopus in honore beatissimi Petri apostoli monasterium edificare desiderans, basilicam cepit construere. P(salmus) : « Dominus regem. » A(ntiphona). Sanctus Viuianus, uirtute potens, puerum exanimem (k) percussum a uipera, oratione fusa, sanitati restituit. S(equentia). Amen. A(ntiphona). Dilectus Deo Viuianus super defuncti membra oracionem faciens, statim vite restituit. S(equentia). Amen. A(ntiphona). Leprosus quidam uenit ad eum, humiliter salutem deposcens, et prece pontificis integram meruit sospitatem. S(equentia). Amen. A(ntiphona). Homo quidam manus habens aridas, ad pedes sancti prouoluitur; posito Crucis signo, pristine redditur sanitati. S(equentia). Amen.

C(a)p(itulu)m : « Ecce sacerdos. » H(ymnus) : « Ihesu redemptor omnium ». ✠. Ora pro nobis beati Viuiane. A(ntiphona). In[ter]ueniente Xristo Domino, a quo iam olim preelectus erat, Viuianus sanctissimus iuxta regis imperium ordinatus [est] episcopus, ut oues enutriat summi Pastoris, quem nobis oramus, impetret propicius qui eum constituit principem atque patronum. Or(atio). Deus qui beatum Viuianum.

Omnes hore dicantur cum antip[hona] de *Laudibus*, et capitulum et R(esponsum) de Communi, et collecta de festo.

A(ntiphona). Refulgebat in pectore sancti Viuiani presulis uirtus apostolica atque curandi gracia ; uerbo fugabat demones, cecos tactu illuminabat. Alleluia. Alleluia. Alleluia. P(salmus) : « Magnificat. »

Si festum beati Viuiani euenerit in sabbato, dicetur ad uesperas Benedictio, et post collectam de Dominica, fiet commune de Sanctis. De sancto Iohanne nihil fiet quia in crastinum dece mutari historia de sancto Iohanne.

(Suit une oraison pour la Décollation de saint Jean).

Les leçons de l'octave (folio 466 du bréviaire B) sont, suivant une coutume dont on rencontre diverses applications, consa-

(k) Le texte de B porte « examinem ». A partir de cette antienne, le bréviaire C donne un texte différent.

créées à la relation de guérisons tirées de la seconde partie de la légende, le *Liber de miraculis* faisant suite à la *Vita*.

Le bréviaire *C* spécial à la cathédrale supprime toutes les leçons relatives à la jeunesse de Vivien et emprunte à sa vie le passage final bien plus intéressant pour le Chapitre, étant consacré à la construction de Saint-Pierre, à la mort du saint et à l'institution de sa fête :

Lectio III. Tantis igitur beatissimum antistitem Viuium insignem prodigiis Dominus celica legatione ammonuit, quatinus basilicam sibi, Apostolorum Principis sub nomine, fundaret, in qua pontificalis cathedra apicem erigeret.

Lectio IIII. Quam, urgente (l) senio, educere ac properans, penitus consummauit, ac quosdam de familiaribus, qui sibi Romana ab urbe sanctorum reliquias peterent, direxit.

Lectio V. Qui, dum perpetrato (m) negotio repatriantes, cum ad finitima Xanctonice urbis loca iter haberent, templum spiritus Paracliti pontificem non latuit, et, convocatis ciuibus, ac placida singulis alacritate deosculatis, jocunda ac salutare eos roborauit ammonitione, uerum instantis discessus sui tristauit annunciatione.

Lectio VI. Ut etiam se tercium future in diem celebritati prepararent, illis edixit quatinus ipsa die sacras martyrum reliquias exciperent et consummata jam in basilica, condigna (n) executione, reconderent.

Lectio VII. Omnibus itaque non minus quam expediebat legitime dispositis, uite metam temporalis excessit, atque cum petitis ab Urbe Sanctorum reliquiis, ipsa conditus in Memoria, cum Xristo tantum ulterius uiuere cepit.

Lectio VIII. Quis uero gementium stridor aut lamentationis modus fuit, definire non est ; uerum hoc aliquatenus aduerti potest ; quoniam que tantis cladibus, ejus opere, in commune liberata ciuitas, etiam pestium atque morborum infestatione secunda degebat, etsi iugiter spirituali ejus presencia nichilominus se tueri crederet, fieri tamen non

(l) Les bréviaires portent « vigente » qui donnerait l'idée d'une vieillesse florissante, mais « appropereans » qui suit implique l'idée d'une hâte que la formule « urgente senio » motive et justifie.

(m) C porte « perpetuo » par un contre-sens évident.

(n) C écrit « in digna » qui appelle une correction de style.

poterat quin subducta oculis consueta patris presencia corporalis, eorum interiora non parum morderet.

Lectio IX. Pio igitur affectu non Inferias (57) sed Superias illi celebrantes, ut meritorum ejus publica postulabat attestatio, festiua jocunditate quotannis, catholico de more, diem celebrari natalis ejus instituerunt, ita ordinante Domino nostro Ihesu Xristo, cui est honor cum Patre et Spiritu sancto in sempiterna secula. Amen.

Après l'antienne qui suit la neuvième leçon et qui rappelle la construction de Saint-Pierre, le bréviaire de la cathédrale (C) donne un résumé des miracles de saint Vivien, ainsi conçu :

IN OCTAVIS SANCTI VIUIANI.

Lectio I. Ipso itaque in tempore, dum, tantis clarus meritis, insignis pontifex Viuianus celebraretur, debilis quidam utraque manu paralis eclipsi deficiens, supplicantibus cum lacrimis eius vestigiis aduoluitur : petens quatinus remediari sibi dignaretur. Cui pater, totis miserescens pietatis uisceribus, signo Crucis impresso, manum utramque pristinos solidauit in usus.

¶ Beatissimus Viuianus.

Lectio II. Contigit autem ipso in tempore ut quidam puer dum parum cautus (o) senta quedam loca perlustraret, serpenti subito obuius, atque ab ea percussus, aliquantulum post languorem occumberet. Beati vero pontificis Viuiani eciam hoc posse confidentes merita, parentes eius lacrimis inundantes, puerum exanimem sustulerunt, atque patris eum applicantes uestigiis, sese quoque supplicantes prostrauerunt.

¶ Gratia sancti Spiritus.

Lectio III. Quorum lacrimis atque anguoribus consueta pietati condescendens, pueri corpusculo ipse quoque lacrimis manans incubuit, nec mora rediuuium atque incolumem exultanti utrique parentum restituit. Quidam eciam leprosus, proflu[enti]am meritorum ejus compertus, munificentiam patris se representans, ab eo curari humiliter postulauit. Cui oratione fusa, beatus Xr(ist)i pontifex optatam protinus sospitatem restituit, et uix agnoscendam in pace dimisit.

(57) *Inferiæ*. Offrandes aux mânes. Cette allusion aux rites du paganisme, par un jeu de mots assez élégant, est encore un témoin de l'antiquité du texte.

(o) Le scribe avait écrit « cantus » ; la lettre « n » est barrée pour former un « u ».

ñ. Reffulgebat. In *L(au)d(ibus)*. *A(ntiphona)*. « Sanctus Domini Viui-
nus. » *Ps(almus)*. « Dominus regem ». Et c. sicut in festo sancti Augustini
episcopi et confessoris. *Ad Vesperas* : *A(ntiphona)* : « Sanctus Dei
Viuianus », cum aliis sequentibus et psalmis unius confessoris ponti-
ficis.

(*A suivre*).

J. DEPOIN.

LIVRES ET REVUES

BORDIER. — *Philippe de Remi, sire de Beaumanoir*. La
pièce justificative 26, datée de 1287, contient quelques indi-
cations. C'est un compte : pro Garnerio castellano Rupelle
CCCXLVIII liv. XVII s. VI d. : pro debito condampnationis
Garsye de Marcha domini de Chalamonde super Gyrondam
VcXXIX liv. (ne faut-il pas lire Thalamonde); pro terra que
fuit Adzemari de Archiaco militis sesita pro defectu hominis
solute ad ascensionem XX l. ; pro magistro Arnulfo de S. Arn.
quondam clerico senescalli Xanctonensis pro residuo cujus
dam emende levate a comitate judeorum Pictav. LXX l. prout
d' super Laur.; pro Girardo de Sedolio per computum Ade de
Montetrahier et Alermi de S. Germano de Garnerio de Aquis
II^e reses avene ad mensuram Rupelle.

(Rouleau provenant de la chambre des comptes de Paris.
Archives nationales K 502 olim J 1167 n° 1).

Ce Beaumanoir était sénéchal de Saintonge et bailli de
Clermont.

Romania, XLIII (janvier 1914). Dans ses *Variétés étimologi-
ques*, M. Ant. Thomas étudie, p. 82, le verbe ancien poitevin
Souceire, poitevin moderne Souceyer.

(Nous transcrivons en l'orthographe de M. Thomas).

La version poitevine des *Sermons* de Maurice de Suli emploie
a plusieurs reprises, pour traduire le lat. *sufficere* un verbe
dont èle ne nous fournit pas l'infinitif et dont les exanples sont
les suivants :

« Ne li soceit mie a conquerre la vie durable » (Boucherie, le
dialecte poitevin, p. 23). « Ceu que soceit a la nature que ele
seit coverte e que ele soit poguë et soutenue » (*Ibid.*, p. 25). « Ne

soceit pas le mal laisser. Si l'om ne fait après lo ben » (*Ibid.*, p. 28). « Dous cenz denrées de pain ne lor soscerait pas, que chascuns en eüst un poi (*Ibid.*, p. 62). « Les foles puceles voguierent que les saives lor donnassent de lor oile, mas eles ne l'oserent faire, quar eles cremeient que il ne sosceist par eles e a celes » (*Idid.*, p. 215). Boucherie rapproche de cet ancien verbe le participe présent *soceant* et l'adjectif *soceable* qi se trouvent (dit-il, sans citer d'exemples) dans les chartes de La Rochèle, au sans de « suffisant ». Soceable èt dans Godefroy qui le traduit absurdement (1) par « amical, agréable, bon ». On trouve l'adverbe *soceablement* qe n'a pas recueilli Godefroy, dans les *Coutumes d'Oleron*. On i trouve aussi plusieurs exanples du participe *soceant*, souceant, « suffisant. » ignoré de Godefroy.

Les patois actuels du Poitou, de l'Aunis, de la Saintonge et de l'Angoumois possèdent un verbe intransitif de la première conjugaison, *souceyer*, soucier, dont le sans èt un peu diférant, mais an some peu éloigné de celui du verbe médiéval *soccire*. Boucherie an fournit deus exanples : « *O ne soucie guère* » (frase q'il ne traduit point) et « *in plat de mougettes o soucie mais qu'ine coutelette* (un plat de haricots ça rassasie (2) plus qu'une côtelette) ». Voici maintenant les temoignajes des principaus glossaires de la région :

Beauchet-Filleau, *Essai sur le patois poitevin* : SOUSSEYER, v. n., augmenter de poids, en volume, en rendement. (Même sens dans Lalanne, *Glossaire*). Levrier, *Dict. etymologique...* paraître long, augmentation de volume. Jonain *Diction...*, suffire et au dela. Meyer, *Glossaire*, rassasier. Puichaud, *Diction. du patois du bas Gatinais*, paraître long. Le temps me soussaye.

M. Thomas a reçu de M. Terracher, sur le patois de Vindèle, près Angoulême, en juillet 1909, une lettre dans laquelle il explique que *souciant*, signifie quantité, cela n'est pas souciant, signifie il y en a peu. Les blés sont souciants, rendent beau-

(1) Pas si absurde que M. Thomas se plait à le dire, car la locution si saintongaise « il ne s'en soucie pas, » « je ne m'en soucie pas » signifie bien « cela ne lui est pas agréable, » je n'en veux pas, j'aime mieux autre chose, je n'ai pas de goût pour la chose que vous m'offrez. Il ne se soucie pas de viande, ne veut pas dire il ne se saoule pas de viande, mais il ne tient pas à en manger, la viande ne lui est pas agréable. Le dictionnaire de Littré donne cette acception au verbe se soucier.

(2) Un Saintongeais de Saintonge aurait traduit : un plat de haricots cela fait plus de plaisir qu'une côtelette.

coup, un petit homme ne soucie pas contre un grand. Je vais faire cuire ce lapin à la sauce, ce sera plus souciant qu'au sec.

L'ansamble — continue M. Thomas, — de ces temoignajes me parait prouver qe le verbe actuel ét bien le verbe médiéval : le passage de la 4^e a la 1^{re} conjugaison ne fait pas de difficulté. Il faut noter qe dans certaines parties de son domaine (mais pas à Vindèle) notre verbe a doné naissance à un substantif verbal masculin. Lalanne atribue Soussais a la Vandée, traduit par « profit, augmentation, » et cite cet exemple : « un ragout (*sic*) fait plus de soussais qu'un rôti ». Meyer écrit plus judicieusement soussei traduit par « profit, rassasiement » et done cet exaple : « les pommes de terre sont de Soussei mais o'n ten pas ». Favre a un article ainsi conçu : Soucis s. m. Résistance d'un objet qui sert longtemps s'en (*sic* : lisez sans) s'user ; il se dit aussi d'objets de consommation dont la provision dure longtemps. « Anfin, Simonneau, qi ne conait pas le verbe, anregistre le substantif au masc. plur. : « Soucis, s. m. pl. Restes, service, profit, durée ».

Venons maintenant à l'étimologie, Boucherie sanble croire qe souceit corespond fonétiquement au lat. *sufficit*, ce qi ét manifestement insoutenable. Le rapprochement avec l'esp. *Sosegar* et proposé par L.-E. Meyer ét aussi à écarter sans discussion. Je ne vois que le lat. *succedere* qi puisse être pris an sérieuse considération, car il convient fonétiquement aus formes qe nous ont transmises les sermons poitevins publiés par Boucherie. Assurément *succedere* et *sufficere* ont des sans bien distincts au latin classique ; mais certains de ces sans se côtoient de si près q'un fétu peut faire le pont. *Succedere operi* « entreprendre un ouvrage » qi ét dans Pline, d'après le Dict. lat. franç. de Benoist et Goelzer, ne s'éloigne pas beaucoup de *sufficere labori* (Quintilien) ou de *sufficere malis* (Senèque le trajique). D'autre part, les locutions impersonnelles *sufficit* « il suffit » et *succedit* « cela va bien » s'apèlent pour ainsi dire l'une l'autre. Anfin, en scrutant l'usage qe font aujourd'hui les Poitevins de leur verbe *souceyer* on ne peut manquer d'être frapé de l'analogie sémantique q'il ofre avec celui de *succedere* : nous avons vu des gerbes qi *souceyent*. Varron nous parle d'euf qi *non succedunt* « n'éclosent pas ».

Observations sur les eaux minérales de plusieurs provinces de France faites en l'académie royale des Sciences en l'année

1670 et 1671, par le sieur Du Clos, médecin, imprimerie royale, 1675.

De l'eau de Pons, en Saintonge (p. 122) :

Les eaux qui ont été envoyées de la Saintonge étoient celles de Pons, de Montendre et de la Fonsrouilleuse ; elles avoient été prises sur la fin de l'esté.

Celle de Pons estoit limpide et sans saveur. Pendant l'évaporation il se faisait à la surface de petites pellicules blanches, minces et comme sablonneuses. L'évaporation étant achevée, il est resté peu de matière terrestre grisâtre, légère, fibreuse, de saveur un peu salée et de quantité ne faisant pas $\frac{1}{3000}$ de celle de l'eau. Le peu de sel qui estoit en cette résidence n'a point semblé différent du sel commun. Cette résidence désallée ayant été embrasée au feu s'est un peu blanchie : elle n'estoit pas dissoluble dans le vinaigre distillé.

De l'eau de Montendre :

L'eau de Montendre estoit limpide, mais elle avait quelque odeur marécageuse.

Elle est demeurée limpide pendant son évaporation. Il a paru seulement très peu de mucilages gris sur la fin et toute l'eau étant évaporée, il est resté moins de résidence que de celle de Pons. Cette résidence estoit une terre grise, sallée, dont le sel avoit du rapport au sel commun.

De l'eau de Fonsrouilleuse :

L'eau de la Fonsrouilleuse près Barbezieux, estoit limpide et sentoit aussi le marécage. En la faisant évaporer elle a toujours été limpide ; et après son évaporation, les costés et le fond des vaisseaux se sont trouvés légèrement enduits de quelque peu de terre sablonneuse, grise-brune, un peu salée, dont la quantité estoit un peu plus grande que celle de la résidence de l'eau de Montendre et moindre que de l'eau de Pons. Le sel de cette résidence estoit pareillement semblable au sel commun.

Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest, 1915.

Les châteaux de Loudun d'après les fouilles archéologiques de M. J. Moreau de la Ronde, par M. Louis Charbonneau-Lassay. C'est une véritable histoire de Loudun.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUIN 1916

AVIS ET NOUVELLES: Explosion de La Pallice.
NOTES D'ÉTAT CIVIL: *Décès*: Dr Normand d'Authon. — *Mariages*: de Dampierre-de Vaugelas; Chatelier-Decostier.
VARIÉTÉS: *Raimond de Montaigne*, par M. Ch. Dangibeaud.
DOCUMENTS: *L'esprit de Saintes en l'an IV*; *Une maladresse*; *Une évasion*; *Un scandale*; *Minutes de notaires*, notes de lecture.
QUESTIONS: Le cavalier d'Aunay; Le chien Labrit.
LIVRES ET REVUES: *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*; *Mémoire de la Société des antiquaires de l'ouest*; *Revue encyclopédique*; *Revue de Paris*.
BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Le 1^{er} mai 1916, à 9 heures et demie du matin, l'usine d'acide picrique Vandier et Despret, créée depuis peu de mois à La Pallice, a sauté. L'explosion fut entendue jusqu'à Luçon et ressentie à Châtelailon et à Marans.

La censure n'a pas permis aux journaux d'en parler longuement et en détail. Elle a fait trois communiqués, en avouant dans le dernier 95 cadavres carbonisés, sur lesquels 25 seulement ont pu être identifiés (5 mai); on assure qu'il y a une centaine de blessés.

L'Union nationale de Saint-Jean d'Angély, a donné quelques précisions dans son numéro du 7 mai : cinq usines voisines ont été en grande partie détruites; les toitures des maisons d'habitation furent pour la plupart enlevées, les portes et les fenêtres arrachées, et beaucoup de vitres des maisons de La Rochelle (5 kilom. du lieu du sinistre) volèrent en éclats. Quelques vitraux de la cathédrale sont brisés. L'imprimerie de notre Revue a été aussi atteinte; des vitrages ont été cassés et un

ouvrier a eu deux doigts fortement coupés par un éclat de verre. La plupart des maisons de La Pallice, lézardées, sont inhabitables avec leurs toitures enlevées et les plafonds effondrés. La violence de l'explosion a creusé un entonnoir d'une vingtaine de mètres de diamètre sur deux de large.

Les obsèques des victimes eurent lieu le 4. (Voir les détails et lire les discours dans la *Charente Inférieure* du 6 mai. Voir la liste des victimes dans ce même journal du 13 mai).

A une séance du Conseil municipal du 17 mai, le maire de La Rochelle a donné lecture d'un rapport dont la publication n'a pu avoir lieu intégralement, la censure ne l'ayant pas permis. Nous y trouvons cependant le passage suivant :

« Les conséquences de l'explosion de l'usine Vandier et Despret sont terribles ; elles peuvent se résumer ainsi : 52 morts reconnus, 120 disparus, 138 blessés plus ou moins grièvement, de 10 à 12 millions de dégâts matériels, et six autres usines de La Pallice frappées d'arrêt pour un temps plus ou moins long ».

Cette explosion est presque un centenaire.

« Le 25 mai 1818, la poudrerie de Saint-Jean-d'Angély sauta. Le butoir et le grenoir qui contenaient 18.900 kilogrammes de poudre verte et sèche prirent feu ; la détonation effroyable qui en fut la suite fit écrouler presque toutes les maisons du faubourg de Taillebourg, et la commotion fut si violente que beaucoup de maisons de la ville furent fortement endommagées. Quinze personnes perdirent la vie et trente furent grièvement blessées. Les désastres de cette déplorable journée furent incalculables, et cette partie de la ville conserva longtemps des traces de cet affreux accident. » (Gautier, *Statistique*). Entre autres effets, cette explosion, d'après M. Musset, (*L'église de Fenioux*, p. 27), aurait entraîné la chute des voûtes et de la tribune de l'église de Fenioux, soit à neuf kilomètres, à vol d'oiseau, de la poudrerie, ce qui n'est pas impossible, bien que cette chute soit attribuée à une cause différente et mise en 1835 seulement. (*Recueil de la Commission*, tome I, p. 75).

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

M. le docteur Sixte-Normand Duffié, médecin-major en

retraite, ancien conseiller général de la Charente-Inférieure, officier de la Légion d'honneur, âgé de 88 ans, notre confrère depuis 1895, maire des Eglises d'Argenteuil, est décédé le 5 mai 1916.

MARIAGES

Le 4 avril 1916 a été béni à Paris le mariage du vicomte Henri de Dampierre, fils du comte Eric, de Plassac, avec Mlle Marie de Vaugelas.

Le 15 avril 1916, à La Rochelle, a été béni le mariage de M. Maurice Chatelier, neveu de M. Eugène Chatelier, maire de Nancras, avec Mlle Marie-Louise Decostier, fille du trésorier payeur général de la Charente-Inférieure.

VARIÉTÉS

RAIMOND DE MONTAIGNE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Les études et articles que Louis Audiat et moi (1) avons consacrés à Raimond de Montaigne, n'ont pas épuisé le sujet, cependant copieusement fouillé ; il reste encore des épisodes à raconter. La vie de cet homme fut tellement mouvementée, il en a marqué les années par tant de procès que presque chaque document recueilli sur lui apporte la révélation d'une intrigue nouvelle, d'un combat non pas pour la vie, mais surtout pour disputer à quelqu'un une dignité ou un bénéfice plus ou moins lucratif. Autoritaire à l'excès, irritable, processif à outrance, tenace, retors, jeune ou vieux il chercha querelle à quelqu'un.

Les incidents que je vais exposer ne feront qu'accentuer les

(1) L. Audiat dans *Revue de Gascogne*, 1877, mais surtout *Un petit neveu de Michel de Montaigne, Raimond de Montaigne*, 1900 (Extrait de la *Revue historique de l'Ouest*). Ch. Dangibeaud, *Raimond de Montaigne*, 1881, et *Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*.

traits essentiels du portrait tel que les documents nous l'ont montré. Le jugement plutôt sévère, déjà porté sur lui, sera confirmé une fois de plus. Aussi bien n'aurais-je pas tiré des cartons, où ils sont enfouis, les « faits nouveaux » sujets de cet article, s'ils ne servaient à préciser des dates, une surtout jusqu'ici ignorée de sa propre vie, et à expliquer une phase de la chronologie des prieurs de Saint-Eutrope.

Ceux de nos lecteurs qui n'auraient pas eu occasion de faire connaissance avec notre personnage apprendront qu'il était cousin à la mode de Bretagne au grand Michel de Montaigne (1), qu'il débuta dans le clergé, comme chanoine — *alias* doyen (2) — et « secrétaire » de la cathédrale de Bordeaux, au commencement du XVII^e siècle ; qu'en 1605 son oncle, Jacques Guitard, se démit en sa faveur de sa charge de lieutenant-général et président au présidial de Saintes, charge qu'il conserva jusqu'en 1630, date à laquelle il devint évêque de Bayonne.

Il mourut à Saintes en 1637. Personne n'a encore su le jour. Nous allons le préciser. Entre temps il se maria, eut deux enfants et acquit une quantité de bénéfices : abbaye de Sablonceau, prieuré de Fouras, l'abbaye des Alleux et d'autres que je passe afin d'abrégier.

(1) Louis Audiat avait un faible très accentué pour établir la prononciation de ce nom. Il y a quarante six ans que je l'ai entendu pour la première fois soutenir que *Montégne* est absurde et que l'on doit dire *Montagne*. Il représentait volontiers sa dissertation en conversation. Lorsqu'en 1900 il a écrit et publié son *Petit neveu de Michel de Montaigne*, résumé de sa brochure sur Raimond de Montaigne, évêque de Bayonne, et de la mienne sur *Raimond de Montaigne, lieutenant-général*, il n'a eu garde d'oublier son petit thème favori. Il paraît qu'il avait un peu tort. Le nom serait plus difficile à prononcer qu'on le croit. Voici la note qu'une *Périgourdine passant par Saintes, mars 1913* (c'est sa signature), a laissée charitablement, anonyme, dans la brochure d'Audiat à la page 3 qu'elle lut à la Bibliothèque : *La vraie prononciation est un compromis entre agne et eigne. Les Périgourdins seuls savent bien faire entendre ce son où l'on discerne comme un y sonnante en aïe. Voir grammaire historique de Brachet*, ajoute-t-elle.

(2) Il plaide en 1602, en cette qualité, contre Jacque de Saignes, conseiller au parlement, Charles de Montaigne, avocat à la dite cour, Joseph Blanchard, maître de la psalette de Saint-Seurin, « pour raison du possesseur du dict doïenné (*Arrêts du Grand Conseil. Archives Nationales V5 214*).

En 1603 (même source V5 221) il plaide, comme conseiller à la cour de parlement de Bordeaux, pourvu de la chanoinie et archidiaconé de Cernex en l'église de Saint-André, contre Isaac de Lartigue, « pareillement pourvu des dicts archidiaconé et chanoynie. »

Partout, à Bordeaux, à Saintes, à Bayonne, il se créa des difficultés graves, parfois avec ses confrères, ses collègues, les administrations locales (1). Il tenait tête à tout le monde (2). Homme de valeur, au demeurant, brillant orateur, excellent homme d'affaire, ainsi qu'il le prouva aux Etats généraux de 1614, mais peu modeste dans ses ambitions, peu scrupuleux dans ses moyens, il eut souvent le chagrin de voir un rival lui enlever le morceau convoité.

Un incident mettra le caractère de cet homme en pleine lumière. Lorsque le 25 novembre 1629 le roi le nomma à l'évêché de Bayonne, il était lieutenant-général à Saintes, c'est-à-dire en possession d'une bonne place, dirions-nous, qui lui rapportait beaucoup d'honneurs, puisqu'il était le premier personnage civil de la cité, et de bons émoluments. En sollicitant un évêché il espérait bien conserver son siège. Cette ambition était probablement connue des évêques venus à Saintes pour sa consécration. Ils lui jouèrent un vilain tour. La veille du jour de la cérémonie, réunis chez lui à neuf heures du soir, Louis de Nogaret, évêque de Mirepoix, Henry de Béthune, évêque de Maillezais, après s'être concertés, lui posèrent la question suivante : Etes-vous disposé à résigner vos fonctions judiciaires ? Montaigne, surpris au dernier point, pâlit. On devine sa réponse, la résistance qu'il opposa. Pendant quatre heures il discuta d'arrache pied pour sauver sa lieutenance, passant des arguments à la prière, montrant qu'en France des archevêques, des évêques étaient conseillers au Parlement avec voix délibérative, suppliant

(1) Je fais allusion à ses luttes contre les conseillers du présidial (l'un d'eux lui lança son soulier à la tête) et contre l'échevinage de Bayonne. Il appelle volontiers un tel « son ennemi mortel ».

(2) Jean Mercier, archiprêtre de Lesparre et curé de Saint-Christophe de Médoc obtient le 14 mai 1618 au Grand Conseil (*Archives Nat.* V5 311) contre R. de Montaigne, lieutenant-général, et contre Bouquet, sergent royal, un arrêt visant deux autres arrêts des 4 juillet 1617 et 15 janvier 1618, ordonnant que ses adversaires seront assignés à comparaître en personne. Ce à quoi ni l'un ni l'autre n'obtempèrent. Le 16 juillet Mercier obtient un arrêt qui interdit R. de Montaigne de sa charge « veu le procès-verbal de Xavier Gendreau, sergent-royal de Poitiers, contenant menasses, inthimidations et violences à luy faittes et empeschemens à l'exécution dudict arrest du 27 juin.... » Ce nouvel arrêt excita la rage de Montaigne, qui la passa sur le sergent qui lui signifia l'arrêt d'interdiction, Mathurin Augereau, et le fit jeter en prison. Le malheureux sergent n'en sortit qu'après avoir obtenu un arrêt du Grand Conseil (V5 313).

qu'on ne lui fit pas cet affront. Bref, las de discuter, à bout de patience, à une heure du matin, l'évêque de Maillezais déclara qu'il « estoit rezolu de s'en aller, et pour cet effect seroit sorty de la chambre et auroit commandé qu'on luy amenast son carrosse. » La situation devenait grave, Montaigne le comprit. Pas d'évêque, pas de sacre, adieu l'évêché ! Il redouble de supplications ! Inutile ! Une lutte intense se livra dans son esprit. La scène était tragique, quoi décider ? Il capitula. « Par ainsy ledit seigneur de Bayonne ne pouvant par aucune raison et prière, destourner ledit seigneur de Maillezay de sa rezollution, auroit esté contraint et forcé de luy dire qu'il seroit ce qu'il voudroit » (1). Mais on peut croire que ce fut le cœur ulcéré sous l'empire d'une colère intense qu'il se présenta le lendemain aux prélats consécrateurs.

Du reste, Montaigne n'eut rien de plus pressé dès son réveil, s'il parvint à dormir, ou après son sacre (2), que de mander un notaire et de lui dicter une protestation soignée, dans laquelle il raconte tout ce qui s'est passé et déclare « que ce [consentement] sera contre son gré et volonté, par force et violence et sans intention de s'obliger, et pour éviter plus grand scandale et désordre.., que cela causeroit, qu'il ne sera tenu de l'observer... ». Néanmoins, il dut se démettre.

Est-ce avoir trop mauvaise opinion de notre homme que de croire qu'il garda rancune à l'évêque de Maillezais de la contrainte exercée par lui et qu'il saisit avec un plaisir non déguisé, comme un simple dieu de l'Olympe, l'occasion de se venger par choc en retour.

Henri de Béthune, celui-là même qui avait dompté son énergie, était son prédécesseur immédiat à l'évêché de Bayonne. C'est lui qui avait résigné en 1629 et dans sa résignation une clause réservait 4.500 livres de pension sur les revenus de l'évêché au profit d'Hippolyte de Béthune, créée en faveur de ce dernier, alors clerc du diocèse de Bourges, par un bref du pape en date du 22 octobre 1625, « nonobstant qu'il fut marié une ou plusieurs fois » (3). Le roi en nommant Henri de Bé-

(1) Dangibeaud, *loco citato*, p. 52.

(2) Dangibeaud, *loco citato*, p. 50-52, Audiat a supposé je ne sais pourquoi, que ce fut de grand matin, *loco citato*, p. 45. Le notaire ne fixe pas l'heure.

(3) Tous les faits et toutes les dates relatés ici sont tirés des arrêts du Grand conseil aux Archives Nationales, V5 369-371.

thune à l'évêché à Bayonne avait rappelé cette pension, de même qu'il la rappela en nommant Montaigne, et Rome renouvela le titre de création le 4 mars 1630. Malgré les termes formels de ces stipulations réitérées, R. de Montaigne refusa de payer. Le titulaire de la pension se plaignit au roi, lequel écrivit à l'évêque de Bayonne (4 août 1631) « qu'il trouvoit mauvais qu'il ne paye pas la pension.... Son intention estant qu'il (Béthune) en jouisse paisiblement. » Montaigne ne tint aucun compte de cet ordre. Nouvelle plainte, nouvelle lettre du roi le 23 décembre. Montaigne la mit dans sa poche comme la première, il attend l'assignation qu'il ne tarde pas du reste à recevoir. Il a découvert un moyen de plaider. Il sait cependant qu'il s'attaque à forte partie. Tous les Béthune sont très bien en cour. L'évêque de Maillezais était destiné à devenir archevêque de Bordeaux (1646) et cet Hippolyte, filleul du pape Clément VIII, jouissait d'une grande faveur. L'avenir lui réservait d'être le gouverneur du Dauphin. A vingt deux ans (1625), le roi l'avait envoyé à Rome remercier Urbain VIII d'avoir accordé les dispenses au mariage d'Henriette de France avec Charles II, roi d'Angleterre (1).

Le procès s'engage donc devant le Grand Conseil. Montaigne découvre sa batterie : il nie la validité de l'obligation de payer parce que son adversaire a pris la qualité de clerc en 1630 alors qu'il est marié depuis 1629 ; il soutient que le « bref est nul et abusif. requérant que « faisant droict sur ledict appel, et attendu la nullité de la cédulle consistoriale de ladicte cour de Rome contenant création de ladicte pension de 4.500 livres par ledict évesché de Bayonne en date du 4^e mars 1630, obtenue par ledict M. Hippolite de Bethune, en qualité de clerc bien qu'il fut marié, l'ayant esté dès l'an 1629, ainsy qu'il l'a dict et recongneu précédemment, qu'il soit deschargé.... » Un peu plus tard (26 juin 1632) il ajouta d'autres conclusions tendant à prouver que la pension était trop forte, les revenus de son évêché ne montant pas, les charges défalquées, au-delà de 9.000 livres, ce que Béthune conteste, l'évêché valant, d'après lui, plus de 14.000 livres (2). La question était épineuse ; R. de Montaigne

(1) Il s'agit bien de Hippolyte de Béthune, le futur gouverneur du Dauphin, car il se maria en effet avec Anne-Marie de Beauvillain le 29 novembre 1629.

(2) Les pensions étaient calculées, paraît-il, sur le tiers du revenu brut ou la moitié du revenu net, toutes charges payées. C'est la réponse du procureur de Béthune.

a formellement promis de payer 4.500 livrs, mais Béhune qui a reçu cette pension en tant que clerc, s'est marié depuis, a-t-il le droit de la toucher malgré la clause « nonobstant qu'il fut marié une ou plusieurs fois » insérée dans le bref du pape ? Le conseil se divisa en deux camps égaux. Cinq magistrats, MM. Lanier, rapporteur, de Masparault, Huault, le président Amelot et Hennequin, président, furent d'avis de condamner Montaigne : cinq autres, MM. Marcel, Choart, Dorieu, Foucault et de Fromentières, jugèrent qu'il y avait abus en l'exécution du bref.

J'ignore la suite donnée à cet arrêt.

Montaigne ne semble pas condamné. A-t-il transigé ? Ce n'est guère dans sa manière ; on a vu que chez lui l'entêtement épuisait toutes les formes de résistance avant de céder à la force. Une affaire contemporaine de celle-ci prouve qu'il ne lâchait pas prise aisément. J'en ai déjà parlé (1), mais un peu superficiellement parce que je n'avais pas sous la main les documents qui me sont parvenus depuis. Ils ont l'avantage de préciser des dates et de rectifier certaines appréciations.

Une lettre (2) — rarissime document — adressée par de R. de Montaigne au cardinal de Richelieu, raconte l'événement en termes clairs.

Monseigneur,

J'ay cydevant supplié tres humblement vostre Eminence d'aggréer la grâce que sa Sainteté m'avoit faicte par l'octroy de la commande du prieuré de Saint-Eutrope lez Saintes, à la charge d'y establir la reforma et fère les réparations nécessaires, sinsy que je luy avoi demandé par ma suplique. M. Desclaus m'aura faict la faveur de vous présenter ma lettre. A présent j'envoye ce gentilhomme pour vous demander justice des excès et violences commises en ma personne et de ceux qui m'assistèrent, lorsque j'ay pris possession dudict prieuré, les religieux ont faict sonner le toquesain et batfroy, esmeu le peuple à grande sédition et crié aux armes, qu'on vouloit emporter les reliques et chef de saint Eutrope. En sorte que le peuple estant accouru aux armes si je n'eusse esté cogneu et aimé je courrois risque de vie, et tous ceux qui estoient dans l'esglise. Les religieux non contens de ce, le lendemain, me firent

(1) *Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*, tome XV, p. 417.

(2) Elle appartient à la bibliothèque de La Rochelle, je l'ai publiée et commentée dans le *Recueil*, loco citato.

assigner au Grand conseil à vostre requeste (1) pour veoir desduire leurs causes d'opposition. Le fond de l'affaire consiste en ce que celui qui m'a résigné le prieuré, quatorze mois après mes bulles expédiées a révoqué sa résignation et a résigné ledit prieuré au sieur Vilain, religieux de l'ordre qui n'est pas réformé et lequel présent me le dispute... (*Il demande les ordres du Cardinal*).

A Saintes le 27 août 1633.

R., é. de Bayonne.

La réponse de Richelieu ne nous a pas été conservée. Le cardinal laissa la justice suivre son cours puisque le Grand Conseil rendit cinq arrêts entre le 18 juillet et le 12 décembre 1634 (2). Comme la plupart des arrêts ils n'apprennent pas grand chose sur la marche et les détails de l'affaire, mais ils visent des documents que nous avons intérêt à connaître.

Que s'est-il passé à Saint-Eutrope? Montaigne se plaint d'avoir été maltraité, les religieux se plaignent des « forces et violences contre eulx commises par ledit de Montaigne et ses assistans lors de sa violente prise de possession ». Sur ce point il est permis de croire que les religieux intervertissent les rôles, d'autant que la première information, celle du présidial de Saintes, fut ouverte contre eux. Tout porte à croire que Montaigne voulant procéder aux formalités de la prise de possession, se présenta à l'église; les religieux lui signifèrent un acte ou des paroles d'opposition, on discuta, et des paroles quelques-uns des assistants passèrent aux coups, c'est-à-dire, que les gens ameutés du bourg prêtèrent main forte aux religieux. Là n'est pas l'intérêt de l'affaire. Il est plus important de savoir comment et pourquoi Montaigne fut pourvu du prieuré et pourquoi il ne figure pas sur la liste des prieurs.

Le 3 janvier 1631, François Chenu, prieur de Saint-Eutrope, résigne son prieuré en faveur de Raimond de Montaigne en se réservant une pension de 1.200 livres. Rome ratifie, signe les lettres de provisions au résignataire le 3 des kalendes de mars. Plus d'un an se passe avant que celui-ci ne prenne possession. Qu'est-il arrivé? Nous n'en savons rien, mais il n'est pas téméraire de croire que l'acte de Chenu produisit une très mauvaise impression sur le couvent et que la perspective de voir l'ad-

(1) Richelieu était abbé, chef général de tout l'ordre de Cluny.

(2) *Archives Nationales*. V5 379-381: Ce dernier est le plus long. Il est taxé à 256 écus, pour le beuvetier un écu, pour les huissiers 3 écus. Ce n'est pas pour rien.

ministration du monastère — même en commande — entre les mains d'un homme connu pour son caractère désagréable à vivre, ne sourit à personne. On endoctrina Chenu si bien que le 7 mai 1632 il révoqua sa signature et en fit une autre à Pierre Le Villain, prieur de Saint-Evroult, en se réservant cette fois 1500 livres de pension. Cet acte de résignation fut signifié à Montaigne les 12 et 13 août 1632. On peut croire que l'évincé déjà pourvu de ses bulles, prit mal la chose, qu'il ne manqua pas de demander des explications et de se fâcher. Avouons qu'il n'avait pas tort. Ne nous étonnons pas de la situation dans laquelle il se trouvait. Elle choque nos idées, mais aux XVII^e et XVIII^e siècles elle n'a rien d'anormal. Les mœurs du temps admettaient qu'un résignant pouvait reprendre sa promesse et désigner un second candidat à sa succession. Les minutes de notaires contiennent de nombreux actes de cette espèce. C'était licite, de telle sorte que deux ou trois personnes pouvaient se présenter comme propriétaires de tel bénéfice ou fonction. Nous venons d'en voir deux exemples plus haut. Le droit n'en créait pas moins une situation embarrassante au premier résignataire surtout lorsque ce dernier avait déjà sa nomination régulière en poche, qu'il se fut trop hâté ou non de l'obtenir. Dans ce cas naissait un procès, et Montaigne aurait changé ses habitudes s'il n'avait saisi le Grand Conseil de l'affaire. Or, chez lui l'habitude était bien une seconde nature. Voilà donc Pierre Le Villain, *pèrsona grata*, installé dans le prieuré le 24 mars 1634. Il semble que Montaigne fut définitivement écarté. Pas du tout. Cinq mois après que l'official de Saintes a fulminé les bulles accordées à Le Villain — c'est-à-dire les a visées pour exécution — ce même official fulmine celle de Montaigne restées en souffrance. Ainsi deux prêtres sont pourvus de droits égaux à se dire prieurs de Saint-Eutrope, l'un est déjà en fonctions, l'autre n'a plus qu'une cérémonie à accomplir pour se mettre en possession. La formalité n'est ni longue ni difficile, Montaigne n'a garde d'y manquer. On sait la suite. Si l'official avait refusé de viser les bulles de Montaigne, celui-ci n'aurait pu procéder à la formalité de la prise de possession. Donc pas de conflit; il est possible que l'obtention ait été difficile et laborieuse. L'explication de l'autorisation donnée par l'official, et par l'évêque de Saintes, source par conséquent du conflit qui vient d'éclater, ressort, à mon avis, du fait suivant que j'impute à la malice et l'esprit retors de Montaigne.

Le clocher de Saint-Eutrope avait besoin d'une réparation importante. Montaigne à qui les constructions ne répugnaient pas avait déjà mis ce prétexte en avant pour obtenir à Rome ce qu'il désirait, il aura offert de nouveau de se charger de la dépense contre la fulmination de ses bulles. Ce qui tend à le prouver c'est que le 24 août 1634 — le lendemain de sa prise de possession — l'official, commissaire délégué par le pape dépose son procès-verbal de visite du prieuré et que le 13 septembre, l'évêque de Saintes rend une ordonnance « portant que ledict de Montagne emploiera aux réparations du clocher de la dite église Saint-Eutrope la somme de deux mille livres, à cette effect baillera bonne et suffisante caution. » (1) Pourquoi l'official n'avait-il pas rempli plus tôt cette mission de visite, dont le pape l'avait chargé dans les bulles accordées à Montaigne? Mystère... Ces intrigues savantes ne sauveront pas la situation. Malgré la priorité de la résignation, malgré la priorité de ses bulles, le Conseil évince Montaigne et « a maintenu et gardé, maintient et garde, le dict Le Villain en la possession et jouissance dudict prieuré Saint-Eutrope de Xaintes... à la charge de payer... audict Chenu la pension de quinze cents livres, casse et annulle » la procédure faite au présidial.

Le Villain dans toute cette affaire apparaît comme un homme de paille, il agit dans l'intérêt de la communauté, pour barrer l'entrée du prieuré à R. de Montaigne et non par ambition personnelle. Presque aussitôt le litige vidé il démissionne en faveur de Benoit Bugnié ou Bougny, en 1633, dit Audiat (2) ce qui est une erreur, puisqu'en 1634 il paye la pension à Chenu (3). Ce Bougny eut lui aussi des difficultés. De ce qu'il obtint ses bulles en mai 1636 et qu'il ne prit possession qu'en mars 1637 (4) j'avais cru que R. de Montaigne était pour quelque chose dans ce long retard. L. Audiat a pensé que « l'adjonction de Saint-

(1) Arrêt du 12 décembre 1634. V5 381.

Au cours de l'instance interviennent Chenu puis dom Maurice Nelaton, supérieur de la communauté réformée de Cluny, établie au prieuré de Saint-Eutrope de Saintes.

(2) *Saint-Eutrope*, p. 323.

(3) Arrêt du 12 décembre 1634.

(4) La date de 1647 est donnée par les *Mémoires de R. P. dom Bernard Audebert* publiés par dom Guilloureaux dans les *Archives de la France monastique*. Elle me paraît trop tardive. Dix ans de lutte c'est beaucoup ; 1647 est peut-être une faute d'impression.

Eutrope et de Cluny à la Congrégation de Saint-Maur » l'explique. Il n'est rien de tout cela. Bougny eut un concurrent en Hugues Bataille. Bien que rien n'autorise à dire que Montaigne a pu susciter ce compétiteur, cette hypothèse n'est pas invraisemblable, si on admet une résignation de sa part. Il en était bien capable.

Mais voici plus singulier ! Montaigne qui avait tant plaidé dans sa vie fut lui-même l'objet d'un procès après sa mort. Nicolas de Montaigne, son fils, et Laurent de Brisacier se disputèrent et pas doucement, à propos de la date de son décès. Cela nous paraît incroyable et impossible, c'est pourtant réel. Il nous semble à nous qu'il aurait suffi de recourir aux registres paroissiaux pour savoir la vérité. Le clergé enregistrait les *inhumations* et non les décès, de sorte que si le curé de la paroisse, ou de l'église où la cérémonie avait été célébrée, oubliait ou négligeait d'enregistrer l'enterrement, impossible de savoir le jour de décès d'une personne (1). Montaigne ayant été enterré aux Récollets, il est probable ou qu'aucun registre n'existait dans le couvent pour les enterrements de personnes étrangères, ou qu'aucun acte ne fut rédigé, ou que, s'il y en eut un, on le dissimula. En réalité, actuellement, ni la *Gallia*, ni Gams, ni aucun auteur, n'ont cité la date de ce décès. « Defunctus mensi martis anni 1637 » dit la *Gallia*, et tout le monde a répété : mort au mois de mars 1637.

Voici comment l'affaire s'engagea : Le 18 juillet 1635 R. de Montaigne résigna à son fils, clerc du diocèse de Saintes « et non à d'autre son abbaye des Alleux, sur le bon plaisir du roi et du pape, à la réserve de 2000 livres de pension. » Le 25 août le roi accorde un brevet de nomination en ajoutant 1.200 livres de pension au profit de Louis de Béthune, comte de Charost. La cour de Rome délivre les bulles de provisions la veille des kalendes de juillet 1636 ; l'official de Saintes les fulmine le 3 mars 1637 (2) et Nicolas de Montaigne donne procuration de prendre possession le même jour (2). Mais il avait compté sans un adversaire, Louis de Brisacier, aumônier, qui se présenta lui aussi avec brevet du 17 mars 1637 et bulles de provisions (11 des kalendes de

(1) En général l'enterrement avait lieu le lendemain de la mort. Il est très rare que la famille attende deux jours.

(2) Toutes ces dates sont extraites de l'arrêt du Grand Conseil du 29 juillet 1638. *Archives Nationales*, V5 397.

mai 1637) pour le même bénéfice, fulminées le 1 octobre, et un acte de prise de possession du 14. Le roi avait nommé un administrateur des revenus de l'abbaye, pour une cause inconnue. Nicolas de Montaigne demande, le 1 novembre 1637, que cet administrateur, Jean Brunet, sieur de La Chaume, soit condamné à lui restituer tous les « fruits et émoluments qu'il a pris et enlevés ». Brisacier s'y oppose le 7 novembre. On échange quelques actes de procédure et lorsque l'affaire est de nouveau appelée devant le Grand Conseil, le 19 janvier 1638, Brisacier fait la singulière proposition suivante : « acte luy soit octroyé, de ce qu'il pose en fait que deffunct messire R. de Montaigne, évesque de Bayonne, abbé de la dicte abbaye, est decedé en la ville de Xaintes le 3 mars 1637 et que son corps a esté gardé depuis ledict jour 3^e mars jusques au 8^e dudict mois, que sa mort fut déclarée et publiée, et qu'il fut reçu à la preuve desdicts faicts » (1). Le 30 mars suivant, il accentue son action en s'inscrivant en « faulx contre le procès-verbal de fulmination des bulles de messire Nicolas de Montagne, portant la date du 3 mars 1637, fait par Maistre Pierre Humeau, se disant official du sieur évesque de Xaintes. Le procureur général du roi se joint à lui. Mais le Conseil, par un arrêt fort long du 29 juillet 1638, « sans avoir esgard à la dite inscription de faulx » ordonne une enquête sur la mort de R. de Montaigne permettant à cette fin « d'obtenir monitoire et censure ecclésiastiques affin de révélation pour ce fait » et permet à Nicolas de Montaigne de jouir des revenus de son bénéfice.

Nous n'avons pas cette enquête faite à Saintes par Jean Lui-lier, conseiller au Grand Conseil, délégué. Il semble que chaque partie ait fait la sienne. Des bribes qui sont citées dans les arrêts intervenus (2) il résulte que R. de Montaigne mourut le 8 mars 1637 entre 6 et 7 heures du soir, que son décès « fut incontinent publié et que le lendemain 9^e du mois son corps fut ouvert en présence de médecins, chirurgiens et apotiquaires, pour recognoistre la cause du decedz. » Entre autre preuve, Nicolas de Montaigne avait produit un extrait du livre de raison de Samuel Veyrel, apoticaire, attestant que des médicaments furent fournis entre le 3 et le 7 mars. Brisacier prétend le

(1) *Archives Nationales*, V5 395.

(2) *Archives Nationales*, V5 397 399.

28 mars 1639, que c'est faux et que les ordonnances des médecins et chirurgiens « ont été fabriquées pareillement après sa mort pour autoriser les dictes fournitures ». Brisacier au surplus, semble faire de l'obstruction. Il amène témoins après témoins et les garde des mois à Paris. C'est un moyen d'être très désagréable à son adversaire, car il a été convenu que les frais d'enquête seraient partagés par moitié. Il a assigné notamment des récollets de Périgueux et de Cognac qui au bout de deux mois n'avaient pas déposé. Le 17 mai il fait condamner à 25 livres d'amende François Bourgade, prédicateur ordinaire de la reine, « faute d'avoir comparu aux assignations à luy données ». Montaigne est même obligé de lui opposer le secret professionnel des médecins (1) pour qu'ils ne disent pas plus qu'ils ne peuvent dire, et finalement de poser des conclusions pour interrompre le flot des témoins. Au bout du compte il resta abbé, mais pendant peu de temps.

CH. DANGIBEAUD.

(1) Arrêt du 10 février 1639. V5 399. C'est du moins dans ce sens que je comprends un passage du libellé de cet arrêt; autrement on ne voit pas l'intérêt de Montaigne à invoquer le secret professionnel. Il a intérêt au contraire. Voici le passage obscur à mes yeux. Entre messire Nicolas de Montaigne.... opposant à ce que M^r Jean Huon, docteur en médecine et Helye Fleurisson, m^r chirurgien, tesmoigs par luy produits.... soient ouys sur autre faict que celluy arresté par le dict arret du 31 mars 1638 et appelant des ordonnances dudict sieur Lhuillier... en ce que par icelles il a ordonné que les dicts Huon et Fleurisson seront ouys et examinez sur le faict requis exposé, par devant luy par M^r Laurent de Brisatier, scavoir s'il est véritable qu'ils ont faict un procès-verbal ou attestations de la malladye de feu M^r Raymond de Montaigne, evesque de Bayonne, et de l'heure de sa mort. à la réquisition des parens dudict feu sieur evesque de Bayonne, dans lequel ils ont déjà exposé qu'il est mort le dimanche huictiesme au soir, de plus s'ils ne tiennent pas que les médecins et chirurgiens et apotiquaires appelez dans le secret des familles ne sont pas tenuz de les reveler et deposer pour les conséquences qu'ils estiment dangereuses.

Le conseil a reçu et reçoit le dict de Montaigne appellant des ordonnances dudict commissaire... »

Il me semble évident que Brisacier n'a pas pu demander que les médecins déposent qu'ils ont le devoir de ne pas trahir le secret des familles. Nicolas de Montaigne au contraire avait tout intérêt à ça. Les arrêts sont du reste très souvent obscurs : ils sont plutôt des notes d'audience qu'une rédaction étudiée.

DOCUMENTS

I

L'ESPRIT DE SAINTES EN L'AN IV

(Communication de M. Ch. Dangibeaud d'après un manuscrit appartenant à la bibliothèque municipale de Saintes).

Une circulaire de l'administration de la Charente-Inférieure, datée du 4 frimaire an IV, posait aux administrations municipales, à l'instigation du Ministre de l'Intérieur, différentes questions, parmi lesquelles celles-ci : Quel est l'esprit général de votre commune?... Toutes les élections commandées par l'acte constitutionnel ont-elles été faites?... La garde nationale est-elle organisée?... Quel est l'état des routes, quelles réparations exigent-elles? En quel état est l'agriculture?... Quels sont les établissements créés pour l'instruction publique?...

Voici les réponses du maire de Saintes :

La tranquillité dont a joui constamment cette commune depuis la Révolution prouve que l'esprit public y est bon et que les patriotes y sont en majorité. Mais nous craignons que les ennemis de la Révolution ne profitent de la pénurie de subsistances, que le discrédit total du papier monnaie va nécessairement occasionner, pour égarer le peuple et le porter à quelques excès. Nous pensons toujours que le département doit presser le gouvernement de provoquer des mesures vigoureuses pour arrêter les maux qui se préparent.

Toutes les élections prescrites par la Constitution ont été faites, mais la loi trop tardive du 3 brumaire, que le salut du peuple réclamait depuis si longtemps, a obligé plusieurs juges d'abdiquer leurs fonctions. La liste de leurs suppléants est épuisée et il y a encore (*blanc*) places vacantes (1).

La garde nationale est organisée.

(1) Un décret du 5^e jour complémentaire de l'an III décida que les pères, fils, frères... des émigrés ne pourraient continuer d'exercer les fonctions publiques. Gobeau et Vieuille, atteints par cette disposition, abdiquèrent leurs fonctions (5 vendémiaire an IV). Ce même jour les quatre suppléants, Brunet, Massiou, Mullier et Apert refusèrent de remplir les fonctions de juges. C'est alors que Briault et Brejon furent nommés. Le tribunal du district allait disparaître le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) pour faire place au tribunal du département.

Les grandes routes qui traversent cette commune sont en assez bon état ; il n'y a que le pont qui est sur la Charente qui a besoin de réparations urgentes.

L'agriculture est négligée dans cette commune. Ce vice est inhérent au voisinage des villes et est indestructible dans ce pays parce que le cultivateur se procure une grande aisance par la vente qu'il fait journellement à la ville de fruits, laitages, volailles, etc., et différents charrois, etc. Il devient trop paresseux pour cultiver ses champs. Il savoure en un mot le poison des villes qui tue l'agriculture.

Relativement à la navigation et au commerce nous devons vous dire que la position très avantageuse de cette commune sur les bords de la Charente nous oblige de vous proposer un travail peu conséquent relativement aux dépenses mais très utile.

Il existe au-dessous du pont de cette commune, sur le bord de la rivière, plusieurs petites mesures et jardins qui se prolongent jusqu'à un petit terrain inculte nommé le bois d'amour. Ces objets nuisent à la navigation et l'intérêt du commerce, ou plutôt l'intérêt public exige que les propriétaires en fassent le sacrifice (toutefois après qu'ils auront été indemnisés) pour en former un quai qui sera très utile au commerce et à la République, car avec très peu de dépenses on le prolongera jusqu'au pré (domaine national) qui est dessous de l'hospice militaire, qui deviendra un port sur lequel le bois de construction, etc., seront déposés à l'abri des plus fortes inondations. Les propriétaires, outre le payement qu'ils recevront du terrain et des délivres de leurs mesures qui deviendront nécessaires à la construction de la chaussée, seront amplement dédommagés par la position plus avantageuse où ils se trouveront puisqu'ils pourront édifier des magasins qui leur deviendront très lucratifs.

L'instruction publique, cette colonne innébranlable de la Liberté des peuples, a été trop longtemps négligée dans cette commune, comme partout ailleurs. Nous possédons un superbe établissement où les élèves de tout le département dans les différents degrés d'instruction publique seraient avantageusement placés. Jusqu'à présent les écoles primaires n'ont point été formées conformément à la loi. Il n'y a que deux institutrices dans cette commune. Les pères sont forcés de confier la première éducation de leurs enfants à des personnes qui n'adop-

teront jamais les principes républicains, et qui travaillent au contraire de toutes leurs forces à inculquer dans l'âme de leurs élèves les principes absurdes du fanatisme. Nous demandons des livres élémentaires et des mesures pour faire cesser les manœuvres des ennemis incorrigibles de la liberté qui parviendront, si on n'y prend garde, à diviser encore en deux partis la génération qui va nous suivre, pour laquelle nous travaillons à consolider la République qui ne peut se soutenir que par l'union des citoyens.

(Ce mémoire est en brouillon et n'est pas signé. Peut-être a-t-il été rédigé par Vanderquand ou Limal).

II

UNE MALADRESSE (1800)

Saintes, le 17 floréal, l'an 8 de la République française, une et indivisible.

Le Préfet du département de la Charente-Inférieure à l'administration municipale de Saintes.

Comme vous le verrez, citoyens administrateurs, par la copie ci-jointe d'une lettre du ministre de la Police, sous la date du 5 de ce mois, le gouvernement pour qui le bon ordre est devenu la première considération, loin de céder aux réclamations inconsidérées de quelques villes, qui désireraient voir jouer *Athalie*, vient de prendre la ferme résolution de s'opposer à la représentation de cette pièce aussi dangereuse pour l'esprit public que distinguée dans la littérature.

Vous voudrez bien, citoyens administrateurs, vous conformer aux dispositions de cette lettre dont vous m'accuserez réception.

Je vous salue.

FRANÇAIS.

Paris, le 5 floréal an 8 de la République.

Le ministre de la police générale de la République au Préfet de ce département.

L'intention du gouvernement, citoyen Préfet, est de favoriser de tout son pouvoir les progrès des arts et des connaissances à mesure qu'une société se perfectionne. les arts qui l'embellissent tendent à la conserver.

Mais le gouvernement ne veut pas que les ennemis de l'ordre public trouvent dans un zèle simulé pour l'intérêt des arts un voile commode à leurs desseins.

Dans quelques villes, on réclame avec empressement l'autorisation de voir jouer *Athalie*; sans doute il est beaucoup d'hommes qui pour s'intéresser à ce chef-d'œuvre n'ont pas besoin de pouvoir y trouver des allusions et des souvenirs favorables à un gouvernement qui n'est plus; mais il en est beaucoup aussi pour qui ces allusions et ces souvenirs sont la meilleure partie du chef-d'œuvre.

Le premier des besoins sociaux c'est l'ordre, les jouissances des arts ne viennent qu'après. Vous signifierez donc à tous les directeurs et entrepreneurs de spectacles de votre commune (sic) la défense la plus expresse de jouer *Athalie* jusqu'à nouvel ordre.

Signée FOUCHÉ.

Pour copie conforme : FRANÇAIS.

Plus justifiée est l'interdiction prévue dans une autre lettre curieuse signalant un genre de propagande royaliste peu banale.

Le préfet écrit au maire de Saintes, le 22 pluviôse an XIII :

Le conseiller d'Etat chargé du premier arrondissement de la Police générale de l'Empire me prévient, Monsieur, qu'une d^{lle} Breaunne, se disant écossaise et sortant du Grand Théâtre de Saint-Petersbourg, parcourt les départemens et y donne quelques représentations pirothecniques, qu'à Vitry le Français, parmi les différentes figures qui se succédèrent au milieu de son feu d'artifice, celle de l'Empereur n'y fut représentée que par une masse informe de feu, tandis que celle de Louis XVI qu'on affecta de réserver pour la dernière eut tout l'éclat et le développement possible.

Ce renseignement joint à d'autres parvenus au ministère de la police indiquerait que cette femme et plusieurs autres troupes de batelleurs parcourent l'empire et y sont les instrumens secrets dont pourrait se servir un parti pour semer de nouveaux germes d'intrigues et de discorde.

Je vous invite, Monsieur, à surveiller avec le plus grand soin toutes les troupes de cette espèce qui, comme la dame Breaunne se présenteraient dans votre commune et à vous assurer que les représentations de ces spectacles n'ayent lieu qu'autant qu'il n'en pourra rien résulter de contraire au bon ordre et au respect du gouvernement.

J'ai l'honneur de vous saluer.

GUILLEMARDET.

III

UNE EVASION (1800).

Les documents qui racontent cet événement « à sensation » ont été recueillis par les Archives Nationales où M. Léonce Grasilier les a copiés (*Police générale* F 1 6222). Nous n'en retranchons qu'un mot, le surnom du payeur général Dehault, parce que ce surnom devint le nom d'une famille d'où est sorti un homme politique de nos jours, décédé depuis très peu d'années. Cet homme politique a tenu au Parlement un rôle au moins bruyant. Il n'eut pas que des amis, il pourrait donc arriver que l'acte de son parent (père, ou ayeul, ou oncle) fournit un jour le sujet de réflexions désagréables. Nous ne sommes pas du tout convaincu que le péché originel — en matières civiles — soit opposable aux descendants d'un homme coupable de quelque délit ou crime. Un fils ou un neveu n'est pas responsable des actes de son père ou de son oncle. Néanmoins, le monde qui aime bien à s'occuper de ce qui ne le regarde pas, surtout le monde mal intentionné à l'égard d'un homme politique, un biographe, voire certaine presse trop indiscrete, pourraient relever la malversation du parent et en tirer contre le descendant des insinuations malveillantes auxquelles nous croyons devoir ne pas prêter la main.

L'acte du payeur général Dehault a été publié, il appartient à l'histoire locale. C'est au surplus un des milliers de vols qui ont marqué la période de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e.

Chaque jour on apprenait quelque vol de deniers publics, particulièrement à main armée. Les circulaires des ministres de la police en font foi. Une loi de l'an IV avait bien rendu les communes responsables de ces sortes de crimes commis sur leur territoire, afin de les engager à exercer une surveillance minutieuse, mais elle n'avait amené aucun répit. La maxime était que les citoyens doivent se défendre et que l'Etat ne doit que partager avec eux le soin de la sécurité publique. De manière à ne pas nous écarter de l'époque où Dehault opérait, nous signalerons seulement une lettre du préfet Guillemardet, au maire de Saintes (1), lui prescrivant de faire une enquête sur la moralité des postillons, des directeurs de messagerie et leurs préposés. Une circulaire du 4 pluviôse an IX avait ordonné à tous les postillons d'être armés d'un sabre et de deux pistolets, prescription qui fut du reste bien vite annulée, de même que celle qui ordonnait de faire escorter les voitures publiques par des soldats. La police en était arrivée à croire que les « brigands » avaient des complices parmi les employés des recettes nationales et parmi ceux des messageries. Elle y voyait même la main de l'Angleterre. En messidor an IX, un vol assez important de fonds publics

(1) Bibliothèque municipale de Saintes.

fut commis à Gaterat. On n'en découvrit jamais le ou les auteurs. Proutière, directeur des postes à Saintes, écrit au maire de Saintes, le 17 pluviôse an IX : « Les différents vols qui se succèdent depuis quelque temps me font craindre pour les fonds qui me sont confiés, mais (*sic*) craintes sont d'autant plus fondées que plusieurs de mes confrères ont éprouvé déjà le désagrément d'être volés, et notamment celui de l'île d'Oleron à qui on a enlevé une somme de 1.200 fr. appartenant à la 56^e demi-brigade. » Il demande un factionnaire « au moins pendant la nuit ». Le 10 frimaire an X, le maire de Saintes constate la disparition de deux sacs d'argent contenant chacun 1.200 fr. sur la voiture des messageries Bonnain de Saintes à Angoulême. La police ne découvre rien, et quand elle met la main au col d'un voleur elle le laisse échapper. Témoin Dehault.

CH. D.



Saintes, 5 vendémiaire an VIII.

Le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale du département de la Charente-Inférieure, au ministre de la police.

Citoyen ministre,

L'administration centrale de ce département sentant la nécessité de mettre enfin un terme aux dilapidations scandaleuses de la plupart des détempteurs de deniers publics et convaincue qu'un exemple juste et sévère pouvait seul arrêter ce débordement de rapines, s'était déterminée à dénoncer au directeur du jury de La Rochelle le citoyen Dehault dit..., payeur général (1), soupçonné d'avoir détourné à son profit des sommes considérables au préjudice de la République. Les poursuites étaient déjà commencées et se poussaient avec activité ; mais ce payeur infidèle vient de trouver le moyen de se soustraire par la fuite à l'action de la justice.

Vous trouverez ci jointe copie du procès-verbal qui constate son évasion. Je vous prie de faire parvenir son signalement à mes collègues près les autres administrations centrales de la République, de mon côté, j'ai pris toutes les mesures nécessaires pour le faire arrêter s'il se présente dans le département. Confié à ma surveillance, j'ai cru également devoir dénoncer à

(1) Il y avait alors un receveur général qui habitait Saintes, Emond, et un payeur général pour le département qui habitait La Rochelle.

l'accusateur public le gendarme soupçonné d'avoir favorisé son évasion.

Salut et Fraternité.

SAVARY.

La Rochelle, 5 vendémiaire an VIII.

Le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale de la commune de La Rochelle, au citoyen ministre de la police générale.

Citoyen ministre,

J'ai appris hier matin l'évasion du citoyen Dehault dit..., ex-payeur général du département, évadé le 2 à huit heures et demie du soir, des mains d'un gendarme chargé de sa conduite et gardé d'après un mandat d'arrêt du directeur du jury de l'arrondissement de La Rochelle.

L'inspecteur général de la Trésorerie nationale avait demandé au directeur du Jury de faire extraire de la prison de cette ville, chaque matin, le citoyen Dehault pour être gardé chez lui à vue, afin de travailler sans désespérer de la reddition des comptes qu'il devait rendre à la Trésorerie nationale, fort heureusement, citoyen ministre, on avait confisqué d'avance le restant en caisse de cet ex-payeur, montant à la somme de 96.065 francs qui avait été remise dès le 24 dernier au citoyen Goujon, son successeur.

Je vous transmets, citoyen ministre, le procès-verbal de cette évasion, le gendarme est en prison, les scellés sont mis chez Dehault, et ses biens séquestrés.

J'ai prescrit et fait des recherches pour arrêter Dehault, mais des combinaisons préparées d'avance pour faciliter cette évasion ont rendu infructueuses les poursuites qui ont été faites jusqu'à présent. Des renseignements quoique vagues, mais faisant naître de fortes présomptions, annoncent que Dehault est allé à Paris, il a un beau-frère nommé Peri, négociant dont j'ignore en ce moment la demeure, mais ce dernier est connu à la Trésorerie nationale dans le bureau des payeurs généraux de départements.

Le signalement du citoyen Dehault a été envoyé par la correspondance, et rien n'a été négligé pour les recherches ; sans doute, citoyen ministre, Dehault n'a pu sortir de La Rochelle que par des moyens astucieusement combinés. Est-ce gens en

place ? je n'ai encore que des soupçons, je cherche à pouvoir en acquérir la certitude et vous en rendre compte.

Je vous observe, citoyen ministre; qu'il est difficile d'entrer et de sortir de La Rochelle que préalablement l'examen des passeports ne se fasse à cet égard ; je vous transmets un arrêté de l'administration municipale. C'est le cas de vous assurer ici du civisme des magistrats de La Rochelle, leur énergie contient ici les malveillants et fait régner la tranquillité publique dont jouit la ville et le canton. Voilà, citoyen ministre, les premiers renseignemens que je peux vous donner en attendant ceux que je recherche et que j'aurai attention de vous transmettre.

Salut fraternel.

RÉAL.

P. S. Je vous observe que le citoyen Ledoux dit Gratigny, arrêté dit-on à Paris, au Temple ou à la maison de Force était à Saintes un des préposés du citoyen Dehault dont le déficit se monte aproximativement à deux cent mille francs.

A l'instant de mettre à la poste j'apprends de nouveaux renseignemens que je vous envoie, les derniers éclaireront pour pister la marche de ce scélérat. Il est maintenant à Paris. Par ces renseignemens on voit que le bureau central a pu être trompé en délivrant un passeport demandé astucieusement.

PROCÈS-VERBAL D'ÉVASION DE DEHAULT

Aujourd'hui deux du mois de vendémiaire an VIII, nous, Jean Baron, gendarme national du département de la Charente-Inférieure, compagnie de Saintes, lieutenance et brigade de La Rochelle, soussigné, certifie m'être ce jourd'hui vers les huit heures du matin, transporté à la maison d'arrêt de cette commune, en vertu des ordres du citoyen Bonnet, mon brigadier, aux fins de prendre le citoyen Dehault, ex-payeur général de ce département et le conduire à son domicile pour le faciliter à régler des comptes, conformément à la réquisition du citoyen Mounier, directeur du Jury de l'arrondissement de La Rochelle, en date du 26 du mois de fructidor dernier et remis par le dit directeur au dit Bonnet. Le lieutenant absent pour un service extraordinaire, et moi dit Baron ayant gardé à vue le dit Dehault toute la journée en son domicile sur les huit heures du soir, heure indiquée conformément à l'ordre que j'en avais reçu de réintégrer dans la dite maison d'arrêt le dit Dehault en ce

moment étant en bas dans le salon, il m'aurait prié de le laisser monter dans sa chambre où il avait passé la journée pour dire bonsoir à sa femme et lui ayant permis il aurait monté avec la chandelle et l'ayant attendu pour son retour, environ 4 à 5 minutes au bout duquel temps le dit Dehault ne descendant pas, j'ai monté de suite dans sa chambre, et ne le voyant point, j'ai demandé à la dite femme, où était son mari, elle m'a répondu qu'il venait de lui souhaiter le bonsoir et qu'il se rendait à la maison d'arrêt, dans le moment; moi, dit gendarme, j'ai fait toutes les perquisitions nécessaires dans tous les appartements de la dite maison, et n'ayant pu parvenir à le découvrir je me suis de suite transporté à la maison d'arrêt, en y étant j'ai demandé au gardien de la dite maison si le dit Dehault s'était rendu, il me répondit que non, qu'il ne l'avait point vu, en conséquence je me suis rendu à la caserne et rendu compte de l'événement qui venait de m'arriver; en conséquence le dit brigadier et moi nous nous sommes de suite transportés à la maison du dit Dehault, et nous avons fait toutes les perquisitions et recherches nécessaires sans pouvoir parvenir à le découvrir. En conséquence nous nous sommes de suite rendus chez le citoyen Ribière, notre lieutenant, pour lui rendre compte de ce malheureux événement, lequel nous aurait ordonné de suite à mon brigadier de rassembler le plus promptement possible tous les gendarmes composant la brigade, de nous diviser en deux parties et faire des patrouilles toute la nuit sur les remparts et consigner le dit Dehault à tous les chefs des postes aux portes et faire trouver un gendarme à chaque porte de la ville à l'ouverture ce matin. Ce qui a été strictement exécuté sans avoir pu faire aucune découverte de la personne du dit Dehault, d'après quoi nous nous sommes retirés, et avons fait et dressé le présent procès-verbal ci-dessus et de l'autre part, les dits jour, mois et an que dessus.

Signé : BARON, gendarme, BONNET, brigadier.

Signalement. (1) — Le nommé Dehault dit..., ci-devant payeur général du département de la Charente-Inférieure, natif de Versailles, âgé d'environ 46 ans, taille de 1 m. 706 mil-

(1) Ce signalement a été imprimé sous forme d'affiche, à Saintes chez Corinthe Jossierand et Hus. La rédaction diffère à peine de celle-ci. Cependant sur l'affiche Dehault est dit natif de Bouchain, département du Nord.

limètres, cheveux châtains mêlés de gris, yeux agards fort louches, visage ovale, nez aquilin, menton fourchu, bouche ordinaire un peu de travers, les dents très longues et déchaussées, la tête penchée ordinairement à gauche, le regard en dessous, vêtu d'un habit gris, culotte brun foncé, un chapeau à trois cornes, bas de coton bleu mêlé de blanc, souliers avec des cordons.

Certifié le présent procès-verbal ci-dessus et de l'autre part pour copie conforme à l'original, par moi lieutenant de gendarmerie nationale à la résidence de La Rochelle, le trois vendémiaire an VIII de la République française une et indivisible

Signé, RIBIÈRE.

Pour copie conforme,

RÉAL.

Renseignements

Dompierre, 5 vendémiaire an VIII.

Sur la demande que nous a fait le citoyen Bonnet, brigadier, et Voisin, gendarmes à La Rochelle, nous L'hermite, instituteur primaire de Dompierre, et Pruneau, postillon du relais de la dite commune, leur avons dit que le 2 de ce mois, vers les 4 heures du matin, était arrivé une voiture où était dedans un citoyen et deux femmes, nous avons vu que les dites femmes avaient pris le chemin de La Rochelle, et que le dit citoyen aurait resté à la poste de Dompierre ainsi que la voiture, qu'il a fait entrer dans la cour. Nous dirons que ce même citoyen a resté jusqu'au soir vers les huit heures où il est parti par le même chemin où il était arrivé accompagné d'un citoyen qui venait de lui arriver.

J'ajoute moi L'Hermitte avoir très bien connu ce citoyen arrivant pour être le payeur de La Rochelle (sans savoir dans le cas où il était), ainsi que moi Pruneau qui les a conduit jusqu'à Nuaille, je ne sais pas quelle raison que ce citoyen dernier arrivant avait, car il avait soin de se mettre lorsqu'il fut dans la cour de la poste de Dompierre, dans un lieu d'une manière à ce qu'on ne le voit pas, je n'en faisais aucun cas, vu que je ne le soupçonnais pas et que je ne le connaissais pas. Je dirai plus, que lorsque nous fûmes arrivés à Nuaille, que l'un d'eux me proposa d'aller en avant avec un bidet à la Leigne afin

de faire préparer des chevaux, je leur ai répondu que mes chevaux étaient fatigués et que je ne m'en souciais pas.

Pour Pruneau, signé L'HERMITE.

Sur la demande faite par les citoyens Bonnet, brigadier, et Voisin, gendarme à La Rochelle, sur le fait de savoir si j'ai connaissance d'un citoyen qui s'était évadé de La Rochelle.

Je réponds à cela que j'ai connaissance le deux de ce mois qu'un voyageur environ trente cinq ans était descendu au relais de la poste de Dompierre se disant négociant d'eau-de-vie, allant à la ci-devant cure par affaire.

La femme d'affaire nommée Allard, me pria d'entrer, que ce citoyen désirait faire emplette d'eau-de-vie, j'entre et causai environ un quart d'heure avec lui en me priant de lui en procurer, comme j'étais pressé pour aller à la foire de Bourgneuf, je le quittai, le soir je suis arrivé sur les 6 heures, me fit demander par le citoyen Pruneau, postillon, j'y fus, tout en partant il avait l'air de me prier de lui faire moi-même cette emplette, qu'il partait pour Paris et dans peu de jours il retournerait et me mettrait à même de mieux le connaître, je fis ensuite tomber la conversation sur les passeports en me priant de m'exhiber le sien, que j'étais agent municipal, ce qu'il fit à l'instant.

Ce même passeport imprimé me paraissait en bonne forme, visé par le bureau central à Paris, différentes signatures y étaient apposées, ainsi qu'un cachet dont l'empreinte était bien visible, où l'on pouvait lire bureau central, le dit passeport a été délivré pour La Rochelle dans les premiers jours complémentaires, me dit qu'il attendait avec impatience son associé, qu'il le mettait à la nuit, enfin il me quitta se disant aller sur la grande route au-devant de lui pour arriver à sa rencontre à quoi il réussit, se présenta un petit instant et me paraissait avoir l'âge de quarante cinq environ, il me donna son passeport dans un genre un peu différent, bien imprimé et délivré par le bureau central, absolument les mêmes signatures, la même empreinte du cachet du premier, je leur ai visé y mettant sans aucun doute : « Vu à Dompierre pour aller à Paris », et ont parti vers les huit heures environ, tout ce qui est à ma connaissance.

Dompierre, ce 4 vendémiaire an VIII.

Signé Gazeau, agent municipal.

Pour copie conforme :

RÉAL.

Saintes, 7 vendémiaire an VIII.

Le Capitaine commandant la gendarmerie nationale du département de la Charente Inférieure, au citoyen Ministre de la police générale.

Citoyen Ministre,

J'ai eu l'honneur de vous prévenir il y a deux jours de l'évasion du nommé Dehault, ex-payeur général à La Rochelle, je viens d'être instruit que c'était un particulier de Paris, son beau-frère, nommé Péri, qui avait facilité son évasion, que ce particulier était venu l'attendre à une lieue de La Rochelle dans la commune de Dompierre et qu'il était porteur de deux passe-ports, délivrés par le Bureau Central de Paris, l'un au nom de Péri et l'autre pour Dehault, il y a tout lieu de présumer d'après cela que Dehault est allé à Paris où l'on présume qu'il va pour trouver les moyens d'arranger son affaire avec la Trésorerie Nationale, où il paraît qu'il a de grandes protections. Je vous engage à faire prendre des mesures pour le faire arrêter, en faisant surveiller exactement la maison de Péri que je crois banquier ou négociant, mais dont je ne sais la demeure.

Il paraît aussi d'après les renseignements que j'ai reçus qu'il y a plusieurs personnes de La Rochelle complices de cette évasion, particulièrement le Commandant de la Place qui avait été deux fois le voir le jour de l'évasion et qu'on présume lui avoir ouvert une poterne, les portes de la ville étant fermées d'autant qu'il était déjà rendu à Dompierre à neuf heures du soir, une heure après l'évasion. Il est d'autant plus présumable que le Commandant lui a donné cette facilité, qu'il passe pour être un très grand ami de Dehault.

On prend des renseignements à cet égard à La Rochelle.

Salut et respect.

GRENIER.

Paris, 9 vendémiaire an VIII.

Les Commissaires de la Trésorerie Nationale au Ministre de la Police.

Nous vous envoyons, citoyen Ministre, copie de la lettre que nous venons de recevoir de la députation de la Charente-Inférieure, qui nous apprend que Dehault, ex-payeur général de ce département, mis en état d'arrestation pour un débet considérable, s'est évadé des prisons où il était détenu.

Nous appelons sur lui, comme nous l'avons déjà fait à l'égard de Glatigny et de Garnier, ses préposés (également en déficit considérable) toute la surveillance de la Police.

Veuillez, citoyen Ministre, prendre contre ces trois individus, cette affaire dans la plus grande considération

Salut et fraternité.

DEFERMON, OBELIN, HUMBERT.

TRÉSORERIE NATIONALE

Copie de la lette adressée par les Députés de la Charente-Inférieure au Corps Législatif aux Citoyens commissaires de la Trésorerie Nationale.

Paris. 9 vendémiaire an VIII.

Nous nous empressons, citoyens Commissaires, de vous transmettre la copie d'une note, que nous envoie un administrateur du département de la Charente-Inférieure, relativement à l'affaire de l'ex-payeur général Dehault. Réal et Mounier, président du tribunal correctionnel sont dans ma chambre (à La Rochelle) qui m'annoncent que Dehault s'est évadé, on est à sa poursuite; jugez, mes amis; des visites domiciliaires vont être faites pour trouver cet homme; il est instant que vous preniez des mesures pour faire arrêter Garnier, beau-frère de Glatigny, ex préposé à Rochefort, en débet de soixante six mille francs. Il mène, dit-on, une vie de ci-devant prince à Paris. On réclame son arrestation de toutes parts, tâchez de l'obtenir, nous devons tous la preuve, par des faits, que nous n'avons rien négligé de possible pour faire punir les coupables, il paraît que Garnier est un fournisseur qui a utilisé dans sa nouvelle spéculation les fonds, ou partie des fonds, qu'il a expolié à la République.

Nous vous invitons, citoyens Commissaires, à prendre cet avis en prompt et sérieuse considération.

Salut et fraternité.

Signé LEMERCIER, VIVIER et BERUSSEAUX.

Pour copie

L'Agent du Trésor Public,

L'AFFILLARD.

Pour l'absence de l'Agent,

Vu par nous, commissaires de la Trésorerie Nationale.

DEFERMON, OBLIN, HUMBERT.

IV

UN SCANDALE (1801)

(Le manuscrit original appartient à la bibliothèque municipale de Saintes).

Saintes, le 9 floréal an IX de la République Française une et indivisible.

Le préfet du département de la Charente-Inférieure au maire de Saintes.

Il m'a été rendu compte, citoyen maire, que quelques personnes s'étaient permis d'abattre un bonnet de Liberté établi sur l'édifice national de Saint-Eutrope.

Je vous prie de vous assurer des faits et de prendre des mesures les plus promptes pour que ce symbole de la Liberté soit replacé sur le champ dans le même état où il était et aux frais de ceux qui se sont permis de l'enlever.

Je vous salue.

Pour le préfet, Roy, secrétaire général.

En tête le secrétaire de la mairie de Saintes a écrit à l'encre rouge. *Déplacement du Bonnet de la Liberté de dessus le clocher de l'église de Saint-Eutrope.*

Saintes, le 8 floréal, an IX de la République....

Le commissaire de police de Saintes au citoyen maire de la ville de Saintes.

Citoyen,

Je vous préviens que plusieurs particuliers se sont permis de monter au haut du clocher de Saint-Eutrope et d'y enlever le bonnet de la Liberté je suis instruit aussi qu'ils se proposent d'y substituer une croix ; votre sagesse me dispense des réflexions à ce sujet.

Salut et respect.

FOUCAUD,

P. S. Je vous préviens aussi que j'en ai instruit la Préfecture.

La sagesse des lecteurs me dispensera de toute réflexion sur ce forfait. Néanmoins j'en exposerai une :

J'éprouve quelque peine à croire que ce clocher soit celui que tout le

monde connaît. Je résiste à l'idée que la nuit — (il semble difficile d'admettre que l'enlèvement fut accompli de jour) des citoyens, que ce bonnet offusquait, aient escaladé la flèche au risque de se rompre la colonne vertébrale. N'oublions pas que Saint-Eutrope n'était pas encore démoli, et que par conséquent un clocher, beaucoup moins haut, partant beaucoup plus accessible que l'autre, existait sur le transept. Il semble tout naturel de croire que c'est le petit qui fut coiffé du bonnet de Marianne et menacé d'une croix. Le secrétaire général Roy ne parle pas de clocher. Il a même écrit *édifice* sur un mot effacé.

CM. D.

V

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

1779, 31 décembre. — Mariage de Daniel-François-Pierre Fourestier, avocat au présidial, veuf de Marie-Rose Héard, et fils de Laurent Fourestier, marchand apoticaire, et de Marie Ardouin, avec Anne Petit, fille de Jean-Baptiste Petit, notaire, et de feu Marie Héraud. (Minutes de MAILLET).

Le père qui donne son consentement pour éviter des sommations signe : *L. Fourestier La Pointe*.

1793, 23 avril. — Anne-Ursulle Brejon de La Martinière, veuve de François Fourestier, médecin, demeurant rue de la Loi. (Minutes de BIRONNEAU).

1620, 16 décembre. — Pierre Fournel, archer du prévôt de Saintonge, donne pouvoir à dom Jean Cerers, religieux et aumônier de Saint-Aurans d'Auch, de céder les immeubles lui appartenant, situés à Montégut, village de Fournet.

(Minutes de BERTAULD).

1719, 10 février. — Procuration de François Hardouin de Fournel de Tayac, clerc tonsuré du diocèse de Bordeaux, chevalier de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare, prieur commandataire simple de Saint-Romain de Brou, diocèse de Chartres, de résigner à son frère Guillaume-Auguste de Fournel de Tayac. (Minutes de MARSAY).

1692, 24 juin. — Testament de François de Francfort, écuyer, sieur de Fribau, paroisse de Soullignottes, et de Madeleine Joly, sa femme. (Minutes d'ARNAUD).

1711. — Jacques de Francquesfort, écuyer, sieur de Fribaux, demeurant au logis des Ajaux, paroisse de Soullignonne.

(Minutes de SENNÉ).

1657, 4 février. — Noble homme Jehan Geoffroy, pair, eschevin de la maison commune de la ville de Xaintes, procureur sindicq d'icelle, afferme à Hillaire Frapin, maistre boucher, une petite maison, consistant en une boutique et chambre haulte, au-dessus d'icelle, située sous la halle de la dite ville, appartenant à messieurs du corps de la maison commune, pour cinq années, à commencer le jour du mardy gras prochain treizième du présent mois, 15 livres par an. Réparations à ses frais.

(Minutes de GILLET).

An II, 8 prairial. — Marie-Elisabeth Frappier, de la commune des Essarts en Vendée, son frère Jacques, réfugiés.

On trouve dans les minutes d'autres réfugiés.

An II, 16 messidor. — Trois vendéens, Joseph Veillon, Pierre Girard et Joseph Bizé, habitants de la commune des Herbiers, demeurant à Saintes, où on les a recueillis comme réfugiés « à cause des malheurs de la guerre civile qui a eu lieu dans leur contrée ».

(Minutes d'HUVET ou BIRONNEAU).

1548. — Eustache de Fremon, écuyer, sieur de Gresivres, mari de Marie Durand.

1649. — Jacques Fromy, échevin, habitant Saint-Eutrope.

(Minutes de DEXMIER).

1767. — Marguerite Duga, veuve de Jacques Fromy, échevin.

(Minutes de GILLET).

1676, 13 novembre. — Louis Frémy (= Fromy), sieur de Bazauges, vice-sénéchal de Saintonge, assassiné (1).

1678, 16 novembre. — Jeanne Fremy, femme de François Tourneur, procureur au présidial, Elisabeth Fremy, Jacques Tourneur, chanoine, et François Tourneur, ayant vendu à Jean Berthus, écuyer, sieur de Langlade, la charge de vice-sénéchal de Saintonge, 14,700 livres qui seraient restés entre les mains de Jean de Latache, conseiller, échevin, fondeur à Rochefort, suivant acte reçu Bellou. Jean Latache, en présence du sieur de Langlade, son gendre, a payé la dite somme à la réserve de 4.000 livres. Quittance.

(Minutes de GILLET).

1678. — Feu Jacques Fromy, mari de Marguerite Dugua.

(1) Voir sur cette affaire *Bulletin*, tome III, p. 379.

1678. — Jeanne Fromy, femme de François Tourneur, procureur au présidial, Elisabeth Fromy, héritière de Marguerite Dugua, leur mère, et de feu Louis Fromy, vice-sénéchal de Saintonge, leur frère.

1692. — Marie Fremy, veuve de Mathieu Merlet, médecin. Jacques Fremy, échevin, mari de Marguerite Dugua, mort.

1700. — Elisabeth Fremy, veuve de Elie Brisson, échevin.

1759, 10 avril. — Ferme par Françoise Pichon, veuve de François Fresneau, écuyer, seigneur de la Jousselinière, demeurant aux Notre-Dame, des agrières et rentes seigneuriales sur le fief de Loubat, paroisse de Tonnay-Boutonne, à Louis-Henri Carville. (Minutes de PASQUIER).

1763. — Pierre Pichon, écuyer, seul héritier de Françoise-Marie Pichon, sa sœur, veuve de Alexandre Fresneau, écuyer, sieur de La Jousselinière.

Françoise-Marie Pichon, veuve d'Alexandre Fresneau est morte dans les premiers jours de septembre 1761, au couvent des Notre-Dame, où elle demeurait, laissant pour unique héritier Pierre Pichon, écuyer, son frère.

1684. — Feue Jeanne Mangon, veuve de Michel Frétard, écuyer de Gadeville, a constitué aumône dotale à sa fille Marguerite Frétard, religieuse, par contrat du 28 août 1665, reçu Cassoulet. Marie, Catherine et Françoise ses autres filles.

1749, 30 septembre. — Inventaire Henri Alexandre de Chenel d'Escoyeux, chevalier, seigneur d'Escoyeux et de Fouras, chevalier de Saint-Louis et colonel de cavalerie, Jean-Honoré-François-Xavier Lemoine, chevalier de Périgny, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie, Anne Lesour sa femme, précédemment veuve de Georges Chenel de Fouras, chevalier de Saint-Louis, capitaine de vaisseau, Jean Frétard, chevalier seigneur de Gatteville, Marie-Elisabeth de Chenel sa femme, Demoiselle Marie-Louise-Elisabeth Frétard de Gatteville, — demoiselle Marie-Louise Anne Frétard de Gatteville et de Brie, fille majeure, donataire de demoiselle Françoise de Chenel, — Charles Roc de Chenel, marquis d'Escoyeux, seigneur de Château-Chenel, Mesnac, Chazotte, Burie, Alexandre de Galard de Bearne, comte chevalier seigneur de Durepaire, de Rougniac de Mamiliaguet, Rochereau, Saint-Hermine, Marie-Elisabeth de Chenel d'Escoyeux, son épouse. Guitoit (sic), chevalier seigneur d'Orvillers, chevalier de Saint-Louis, lieutenant de vaisseau, commandant la garde de la marine, à

Rochefort ; Marie-Anne Thérèse de Chenel d'Ecoyeux, son épouse.

1758, 9 septembre. — Testament de Henri Alexandre Chenel d'Ecoyeux, maître de camp, lieutenant-colonel de cavalerie, donation à Marie-Elisabeth Chenel d'Ecoyeux, sa sœur, femme de Frétard de Gatteville, reçu Senné, contrôlé du 15 décembre même année.

1760. — Armand Antonin François Frétard, chevalier de Gatteville, fils de Jean Frétard de Gatteville, seigneur de Brie.

1760. — Louis-Alexandre Frétard, seigneur de Gatteville, lieutenant de vaisseau ; Marie-Louise Frétard de Gatteville, fille aînée ; Marie-Louise-Anne Frétard de Gatteville, héritiers de Marie-Elisabeth Chenel d'Ecoyeux, leur mère, femme de Jean Frétard de Gatteville, seigneur de Brie, icelle héritière de Henri Alexandre de Chenel, maître de camp, son frère ; Louis François Ignace Duvergier, ecuyer, chevalier, seigneur, marquis de Barbe, seigneur, haut justicier de Saint-Ciers d'Abzac, et Saint-Martin-du-Bois, chevalier de Notre-Dame de Mont-Carmel et Saint-Lazare, lieutenant des maréchaux à Bordeaux ; Marguerite Duvergier, femme de Etienne Jean Delafaye d'Amberac, seigneur de la châtellenie de Polignac, de Jussas et Pomier en partie, portant licitation de la succession de Elisabeth Chenel d'Ecoyeux.

6 mars 1764. — Testament de Jean Frétard de Gatteville, seigneur de Chatenet-en-Brie, portant donation de tous ses biens disponibles à Armand-Antoine-François Frétard, chevalier de Gatteville ; demoiselle Marie-Louise Elisabeth et Marie-Louise Anne Frétard de Gatteville ses trois enfants. Reçu Robin. Contrôlé à Cognac, le 19 mars 1774.

1765, 5 juillet. — Procuration donnée par Louis-Alexandre Frétard, chevalier, seigneur d'Ecoyeux, ancien lieutenant de vaisseau, chevalier de Saint-Louis, demeurant paroisse Sainte-Colombe, à Marie-Louise-Elisabeth et Marie-Louise Frétard, demoiselles ses sœurs ; le chevalier Frétard de Gatteville, leur frère germain, enfants de Marie-Elisabeth Chenel d'Ecoyeux ; feu Henri-Alexandre Chenel, son frère, chevalier, seigneur d'Ecoyeux, maréchal de camp, lieutenant-colonel de cavalerie.

(Minutes de SENNÉ).

1767, 23 juillet. — Transaction portant partage de 166.396 lv., entre Louis-Alexandre Frétard de Gatteville, chevalier seigneur d'Ecoyeux, chevalier de Saint-Louis, d'une part ; Armand

Antonin Frétard, chevalier de Gatteville, demoiselle Marie-Louise Elisabeth Frétard de Gatteville, demeurant à Saintes, et Marie-Anne Frétard de Gatteville de Brie, demeurant à Cognac, filles majeures, enfants de Jean Frétard de Gatteville, chevalier, seigneur de Chatenet-en-Brie, leur père, et effets restant à diviser de la succession de Marie-Elisabeth de Chenel, leur mère. Acte très long. (Minutes de PASQUIER).

1768. — Jeanne Joly de Castera, veuve de Michel Galléos Frétard, seigneur de Gatteville; Alexandre Frétard, son fils. (Minutes de PASQUIER).

1771, 5 janvier. — Contrat de mariage de Louis-Alexandre Frétard de Gadeville, chevalier, seigneur d'Ecoyeux, chevalier de Saint-Louis, avec Madeleine d'Aiguières, fille de feu Louis d'Aiguières, chevalier seigneur de Leugnac, et Anne Mossion de la Gontrie. (Minutes de PASQUIER).

1772, 24 décembre. — Codicille du testament de Madéleine Daiguières, épouse Frétard de Gadeville. Contrôlé le 14 juin 1773.

1773, 24 novembre. — Bail à moitié fruits dont le produit est évalué à 200 liv., par Alexandre Frétard de Gadeville, à Mathieu Dupuy, des jardins du château d'Ecoyeux, il en tiendra allées nettes, garnira les bordures de thin, oseille, fraises, pimprenelle, sèmera choux, poireaux, oignons, chaussera les deux carrés d'artichauts, et les garnira de fumier l'hiver, trois planches d'asperges. (Minutes de PASQUIER).

1775, 16 janvier. — Second mariage de Louis-Alexandre F. d'Ecoyeux, ancien lieutenant de vaisseau, fils de Jean Frétard, chevalier, et Elisabeth de Chenel, avec Marie-Louise de Saint-Mathieu, fille de Paul Syderac de Saint-Mathieu, seigneur des Touches et Vilars et de feu Catherine de Malvin de Montaset. Acte reçu Laurenceau, notaire à Paris; Marie-Louise Elisabeth Frétard, veuve de Jean-François Dumenil Sinon, capitaine d'infanterie au régiment d'Henault, chevalier de Saint-Louis; Elie-François de Vassoigne, seigneur de Beauchamp, de Brie, ancien capitaine d'infanterie, mari de Marie-Louise Frétard.

1789, 9 janvier. — Marie-Louise de Saint-Mathieu, veuve de Louis-Alexandre Frétard, héritière de Antoine de Malvin de Montazet, archevêque de Lyon, son oncle.

(Minutes de CHÉTY).

1673. — Julie Bresion, mère des Froger, a passé un acte de vente avec René Lucas, sieur de Beaulieu, avocat, mari de Julie Frogier.

1704, 13 mai. — André Froger, seigneur de La Rigaudière, colonel du régiment d'Arvert, demeurant à La Tremblade ; Michel Froger, sieur de Laudonnière, capitaine de vaisseau.

(Minutes de MARÉCHAL).

1711, 26 mai. — André Frogier, ecuyer, seigneur de La Rigaudière, mari de Judith Eneau, fille de feu Guillaume Eneau, seigneur de la Clisse ; Madeleine Choloux, son aïeule.

(Minutes de SENNÉ père).

1733, 13 avril. — Aumône dotale à Madeleine Frogier de La Rigaudière, fille de feu André Frogier de la Rigaudière et La Clisse, et de Judith Eneau ; sœur de Charles Alexis Frogier ; novice aux Notre-Dame.

(Minutes de SENNÉ père)

1750, 9 novembre. — Transaction entre Pierre Henry Sary, seigneur de La Chaume et des bailliages de Champagne et Nancras, lieutenant particulier au présidial, demeurant paroisse Sainte-Colombe, d'une part ; Henry André Froger, écuyer, seigneur de La Rigaudière, capitaine général garde côtes de la capitainerie de Marennes en son nom et pour Phillipe Léon Frogier, écuyer, chevalier de La Rigaudière, lieutenant de vaisseau à Rochefort, Louis Honoré Frogier de La Rigaudière, capitaine major au Port paix, Jacques-Charles Martin, seigneur de Bonsonge, major général, garde côtes de la capitainerie de Marennes, Judith Catherine Froger, son épouse, Elisabeth Geneviève Froger, fille, frère et sœurs, héritiers de Catherine Pary, leur mère, veuve de Michel Frogier de La Rigaudière, seigneur de Léguille, lieutenant de vaisseau, d'autre part : Leur mariage par contrat du 29 juin 1708, reçu de Poulveret, insinué à Pont-Labbé, le 10 juillet suivant. Ladite Sarit, fille de Pierre, seigneur de La Chaume et de Suzanne Larquier, lesquels firent leur testament olographe le 27 août 1709, contrôlé le 1^{er} juin 1736 par Chartron et reçu par Senné, notaire royal, dans lequel ils font partage de leurs biens et de ceux de Marie Eneau, mère du testateur, entre le seigneur de La Chaume, la dame de La Rigaudière, Magdeleine et Marianne Sary, leurs quatre enfants.

(Minutes de SENNÉ).

1695. — Maurice Auguste Fromaget, sieur de La Roche-françoise, conseiller, commissaire aux revues des troupes de Marennes.

1650. — Jeanne de Métivier, veuve de M. Fronton de la Roche, conseiller au Parlement de Bordeaux ; Pierre Yves de La Roche, son fils, docteur en théologie, prieur aumônier de Couhé, en

Poitou ; feu Arthus de La Roche, conseiller au même Parlement, ami du fils. (Minutes de TAMISIER).

1742, 6 mai. — Gaspard Frotier de Perais, écuyer, mari de Louise Marie Eveillard, veuve de Alexis de Bessier, écuyer, sieur de Beaulieu, demeurant à Nantillé, Charles du Sablon, ancien président de l'Election. (Minutes de SENNÉ).

1644, 29 avril. — Testament de Bertrand de Fuzera, capitaine d'une compagnie au régiment de M. d'Aubeterre, natif de Bordeaux. Marie et autre Marie ses sœurs.

(Minutes de DEXMIER).

1628. — Joachim du Gravier, écuyer, seigneur de Virsac, mari de Anna Gabard.

1667, 1^{er} juin. — Abraham Gabet, restaurateur du corps humain ; Allain Gabet, chamoiseur, son fils.

1715. — Pierre Gabiou, sieur des Aunaux, et Barthélemy Gabiou, sieur de la Cherpantrie, Marie Gabiou, veuve de Jean Baudry, notaire, héritiers de Pierre Gabiou, sieur du Pérou, et de Jeanne Mellon, leur père et mère.

Marguerite Gabiou, sœur desdits ; Simon Seguin, mari de Judic Gabiou, sœur. (Minutes de SENNÉ).

1659. — Sébastien Gadouin, sieur de Marencennes.

1736, 6 juillet. — Etienne de Gaja, de Narbonne, directeur général des biens des fugitifs réfractaires aux ordres du roi, en la généralité de La Rochelle, demeurant à Saintes.

(Minutes de DALIDET).

1692, 22 juin — Jacques Barthommé, écuyer, seigneur de La Vignolerie, mari de Marguerite Gaillard, fille de feu Cazimir Gaillard, écuyer, sieur de Brie, demeurant en la paroisse d'Annepont ; Jacques Peraud, sieur de La Salle, mari de Henriette Gaillard, de la paroisse de Plibou en Poitou ; Marie de Vallée, veuve de Jacques Gaillard, écuyer, sieur de Fief Gaillard, demeurant à La Chaussée, paroisse de Saint-Savinien ; tous lesdits Gaillard, enfants héritiers de Jacques Gaillard, écuyer, sieur de Fiefgaillard ; Elisabeth et Rachel Gaillard, écuyer, sieur de Laleu, demeurant à La Semandière, paroisse de Saint-Vivien du Breuillet. Paiement d'une somme à Nicolas Clime, sieur de Lisleferme, avocat.

(Minutes de PASQUET).

1663. — Jacques Gaillard, écuyer, sieur de Fiefgaillard.

1684, 14 août. — Mariage de noble Jean Gaillard, sieur de La Coinche, docteur ès-loix, avocat au parlement de Paris et

siège royal de Cognac, y demeurant, paroisse Saint-Léger, fils de feu Simon Gaillard, conseiller, procureur du roi en l'Election de Saint-Jean-d'Angély, et de Anne Desmontis, à présent remariée à Adam Damais, conseiller du roi, receveur en son domaine de la chatellenie de Cognac et Merpin, avec Elisabeth Tourneur, fille de François Tourneur, échevin de Saintes, et de feu Jeanne Fremy, demeurant paroisse Saint-Michel ; consent pour elle : son père ; Jacques Tourneur, chanoine à Saint-Pierre, Pierre Tourneur, sieur de La Grange, oncles paternels ; Marie Tourneur, veuve de Jacques Gourdon, avocat, tante paternelle ; noble Denis Gourdon, avocat, bailli du comte de Taillebourg ; Jacques Gourdon sieur de l'Essard, cousins germains ; Elisabeth Fremy, tante maternelle ; Madeleine Meschinnet, cousine ; Elie Brisson, seigneur de Grissac et Cravan en partie, maire et capitaine de Saintes. (Minutes de GILLET).

1726. — Armand de Laporte, chevalier, seigneur de Laporte, mari de Françoise Marie de Queu, son procureur constitué par leur contrat de mariage des 8 mai et 9 juin 1719, reçu Banchereau et Dubosc, notaires royaux à Bordeaux ; Louis Charles de Ponthieu, chevalier, seigneur de Guinebourg-Vandré, lieutenant de frégate de S. M., mari de Marie-Elisabeth Gaillard, demeurant au château d'Agonay, disent que par partage du 5 avril 1694, entre Jacques Gaillard, seigneur de Saint-Marc, Jacquette Françoise Gaillard et Marie Gaillard, ses sœurs, ratifié par acte du 10 mai 1698, reçu Rousseau, notaire à Genouillé., Jacquette Gaillard épousa (1697 ?) Jean de Tarague, mourut sans enfants, son testament du 29 mai 1720, clos et cacheté chez Bernard, notaire à Bordeaux.

1645, 23 novembre. — Charles de Galar de Béarn, chevalier seigneur de Parçay, curateur des enfants de feu Alexandre de Galard de Béarn, chevalier, seigneur baron de Saint-Maurice, et de Anne de La Touche. (Minutes de LIMOUSIN).

1735, 15 janvier. — Antoine Galibert, Jacques Martin Pierre de Verrerie, avocat, mari de Madeleine Galibert, enfants de Jeanne Galibert. (Minutes de SENNE).

1751, 31 octobre. — Testament de Jeanne Bréjon de La Martinière, femme de Pierre Galocheau, élu. Contrôlé le 23 juin 1756. (Minutes de SENNE).

Pierre Galocheau, conseiller en l'Election, beau-frère de Alexandre Bréjon de La Martinière.

1606. — René Gallet, prévôt général en Saintonge.

1611. — Jeanne Dexmier, femme de René Gallet, écuyer, sieur de Fiefgallet, demeurant à La Frégonnière, afferme cette terre à Jean Tercinier et Gaspard Levachier, orlogeur, 220 liv.

1613, 7 mai. — Anne Joly, demoiselle, veuve de Samuel Gallet, écuyer, sieur de Laurier, mère de Samuel, sieur de Portublé, sieur des Lauriers, son fils.

1613. — Anne Jolly, veuve de Samuel Gallet, sieur des Lauriers, demeurant à Saintes ; Samuel Gallet, sieur de Portublé, son fils, curateur de Anne Gallet, fille de feu Jean Gallet, sieur des Lauriers, son fils. (Minutes de BERTAULD).

1615. — René Gallet, sieur de Fief-Gallet, demeure en la maison noble de Fief-Gallet, paroisse de Pessines. Signé FIEFGALLET.

1615, 20 janvier. — Samuel Gallet, écuyer, sieur de Portublé, homme d'armes de la compagnie du duc d'Epemon, donne procuration « auquel il a donné pouvoir et puissance de comparoïr, pour luy et sa personne représenter à la monstre qui se fera de la dite compagnie pour deux quartiers de l'année 1613 et le jurer et affirmer en son âme de bien et fidèlement servir Sa Majesté, ce faict recevoïr de Hollier, trésorier général ordinaire des guerres, commis au dit payement, la somme de deux cents quarante livres tournoys, à luy ordonné pour sa solde et appointements à cause de ladite place d'hommes d'armes de ladite compagnie pour lesdits deux quartiers de l'année 1613.

(Minutes de BERTAULD).

1623. — Nicolas Gallet, écuyer, sieur de Fiefgallet.

1623, 12 juin. — Inventaire par Nicolas Gallet, écuyer, sieur de Fiefgallet, fils, héritier de René Gallet, écuyer, sieur de Fiefgallet, La Frégonnière, par son testament du 9 mai dernier, reçu Bertauld. Légataires : Jean de Lavergne, chanoine, et Nicolas Dexmier, écuyer, sieur de Beauregard. Présents : Louise Gallet, sœur aînée ; Jacques Gallet, conseiller au présidial ; Daniel l'arnoud, sieur de Saint-Laud, N. Gallet, sieur de la Benaste. (Minutes de BERTAULD).

1624. — Nicolas Gallet, fils de René, sieur de Fiefgallet.

1624. — Samuel Gallet, écuyer, sieur de Portublé, et Jeanne Poitevin. sa femme.

1627. — Nicolas Gallet, sieur de Fiefgallet et la Frégonnière, capitaine enseigne d'une compagnie à Bergerac.

1639. — Nicolas Gallet, écuyer, sieur de Fiefgallet, mari de Marguerite Queu.

1641, 16 juillet. — Nicolas Gallet, Elisabeth Gallet, femme de Louis Rogier, sieur de Dinas en Poitou, sœur et pupile de Nicolas, après le décès de René Gallet, mort en mai 1623.

1642, 10 juillet. — Nicolas Gallet, sieur de Fiefgallet, y demeurant, afferme à Claude Latache, le bien noble de Lagrange, 3 ans, 246 liv.

1645. — Charles Fiefgallet ; David Fiefgallet, sieur de La Bellardière ; Charles, sieur de la Taillée.

1646, 9 juillet. — Nicolas Gallet, mari de Marguerite Queu. François Queu, écuyer, sieur de Mérignac, lui a délaissé en dot des marais salants. (Minutes de MARÉCHAL).

1652. — Daniel Gallet, sieur de La Bellardière, demeurant au village de La Taillée.

1658. — Suzanne Gombaud, veuve de Samuel Gallet, écuyer, seigneur de Thézac, Taims. Au 15 avril 1667, elle donne quittance.

1672. — Marguerite Queu, veuve de Nicolas Gallet, sieur de Fiefgallet.

1675. — Georges Gallet, écuyer, sieur de Fiefgallet, La Fregonnière, fils de Nicolas Gallet, seigneur de Fiefgallet et de Marguerite Queu, demeurant à Fiefgallet.

1683, 15 juin. — Henri de Gallet, écuyer, seigneur de Thaims, demeurant au château de Thézac, agissant au nom de Suzanne Gombaud, veuve de Samuel de Gallet, seigneur de Thézac, sa mère, et pour Jacques de Gallet, son frère, Marguerite et Suzannede Gallet, ses sœurs. (Minutes d'ARNAUD).

1690, 10 mars. — Henri de Gallet, écuyer, seigneur de Thézac (1) et Thaims, gendarme de la garde du roi, Marguerite et Suzanne ses sœurs, arrêtent que les dites demoiselles jouissent de la terre et seigneurie de Thézac, pendant trois ans. (Minutes d'ARNAUD).

1710. — Jean de Fiefgallet, sieur des Iles, demeurant à La Benate, paroisse dudit lieu.

1645, 21 novembre. — Jacques de Gallièrès, sieur de Bellefleur, demeurant à Saint-Eutrope. (Minutes de LIMOUSIN).

(1) Cette seigneurie est dans la famille depuis le XVI^e siècle au moins. En 1536, Jacques et Jean Gallet sont en procès à son sujet avec Catherine de Fuze, veuve de François de Beaumont. On trouve encore Jacques, Jacques le jeune et Françoise Gallet à cette époque. (Note prise sur des papiers trouvés dans la maison de Thézac, déposés aux archives départementales).

1648. — Le même, fermier du droit du huitième sur les vins vendus.

1678. — Charlotte Angélique Accarie du Bourdet, veuve de Henri Gandillaud, chevalier, seigneur de Saint-Aignan.

1613. — Léonard Gantille, hôte du logis du Petit More à Saintes.

1739. — Joseph Garat, conseiller, contrôleur général des finances et domaines de Limoges, demeurant à Saintes.

(Minutes de DALIDET).

1755, 1^{er} septembre. — Eustelle Laplanche, veuve de Joseph Garat, contrôleur général des finances et domaines de la généralité de Limoges, demeure paroisse de Saint-Maur. Vend à Alexis-René-Georges de Saint-Légier de la Sauzaie, chevalier, seigneur de Semillac, Semoussac, enseigne de vaisseaux, le bien appelé Le Ramet, seigneurie des Gonds, 2.000 livres.

1764, 16 février. — Etienne Garat, écuyer, garde du corps, compagnie de Beauvau, agissant pour ses frères et sœurs, fils de Joseph Garat, conseiller contrôleur général des finances et domaines de la généralité de Limoges, mari de Estelle de La Planche.

1767, 4 février. — Pierre Garat, prêtre, frère de Baptiste Garat, garde du corps.

1778. — Etienne Garat, écuyer, capitaine de cavalerie, garde du corps, mari de Marthe Garnier, fille de François Garnier, avocat au présidial.

(Minutes de BIGOT).

1789. — Etienne Garat, ancien capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, mari de Marthe Garnier, fille de feu François Garnier, avocat.

(Minutes de MAILLET).

1710, 11 mai. — Georges Gardra, laboureur de la paroisse de Bousquamenan, reconnaît devoir à Jean Portier, concierge des prisons royales, 153 liv. 5 sols pour droit de géolle, geollage, nourriture et blanchissage depuis le 6 février dernier, détenu à la requête des sieurs Bel et Besse, receveurs de la capitation de la noblesse de Saintonge, à défaut par ledit Gardra d'avoir rendu compte des fruits appartenant au sieur de Parcoult, gentilhomme, sur lesquels il avait été établi commissaire.

(Minutes de MARCOUILLER).

1637, 21 décembre. — Jean Garnier, écuyer, sieur de Beaugard, mari de Jeanne Joly, fille de feu Nicolas.

(Minutes de LIMOUSIN).

1702, 8 juillet. — Contrat de mariage de Gabriel de Calvi-

mont, écuyer, seigneur d'Estrancars, majeur, demeurant à Saint-Jean-d'Angle, fils de feu Gabriel Calvimont, écuyer, seigneur de La Motte-Menault, d'Estrancars et vicomte de Servanche, et Catherine de Queu, avec Henriette Garnier, fille de Michel Garnier, sieur du Rocher, avocat en la Cour, et de feu Henriette Huon, consentent pour lui : Jean de La Vallade, écuyer, sieur du lieu, son cousin ; pour elle : son père ; Denis Garnier, sieur du Rocher, son frère ; Denis Huon, seigneur de Brillouard ; Pierre Follardeau, sieur des Audoins ; Louis Lebrun, écuyer, sieur de Puiballon, prévôt des îles de Saintonge ; Ferdinand-François Duidaniel, écuyer, capitaine d'infanterie ; Denis Huon, sieur de Senouches, conseiller au présidial, ayeul maternel ; François Huon, écuyer, seigneur de Lisle de Rosne, lieutenant particulier au présidial, oncle.

(Minutes de MARÉCHAL).

1723, 28 juillet. — Jean Berrué, garde et concierge de la tour du pont de Saintes, à cause de son grand âge et sous le bon plaisir de Monseigneur le duc d'Uzès, gouverneur des provinces de Saintonge et Angoumois, cède à Pierre Garnier, boucher, son état de garde et concierge, tout ainsi qu'il en a joui depuis les provisions à lui données par le duc d'Uzès le 28 décembre 1705.

Même jour. — Le même donne quittance au même de 600 livres pour cession et démission dudit état. (Minutes de MARSAY).

1728, 1^{er} septembre. — Contrat de mariage de Isaac Garnier, marchand, fils de feu Mathieu, marchand apothicaire de Pons, et de Marguerite Lecout, demeurant à Pons, née Marianne Bouyer, veuve de Jean Antoine Paris, marchand, fille de feu André Bouyer, ancien consul de Saintes, et de feu Anne Galocheau.

(Minutes de PROUTEAU).

1730, 7 mars. — Marie Viaud, veuve de Abraham Maurin, vend à François Garnier, avocat, la métairie du Fagnard, 11.250 liv. (Il habite rue du Palais.) (Minutes de SENNÉ).

1732. — François Garnier, avocat, mari de Marie-Anne Arnaud, fille de feu Jacques Arnaud, sieur de Lagorce.

1749, 27 décembre. — François Garnier, avocat, et Marianne Arnaud, sa femme, constituent aumône dotale à leur fille Eustelle Madeleine, novice aux Sainte-Claire.

1757. — François Garnier, avocat, Thérèse sa fille.

1775, 27 octobre. — Testament de Marthe Garnier, femme de Etienne Garat, écuyer capitaine de cavalerie, demeurant rue des Ballais.

(Minutes de PASQUIER).

1562, 20 août. — Jean Guérineau, notaire à La Rochelle. Vente par Mathurin Moreau, m^e serrurier et bourgeois de La Rochelle, en son nom et pour Pierre Delacroix, tourneur, demeurant à La Rochelle, à Loys Gargouilleau, échevin de La Rochelle, de la moitié d'une pièce de vigne, contenant en tout un quartier, seigneurie et chatellenie de Châtelailлон, tenant d'un côté à la vigne de Jacques Gervier, d'autre à la terre dudit Gargouilleau, d'un bout à la vigne de Segondin Arennes ? et sa femme, et d'autre à la reyse baptise, comme l'on va du port des Salines à Périgny, 25 livres.

(Minutes de MARSAY. Couverture du registre de 1750.)

1563, 23 décembre. — Pardevant Mathurin Nepveu, notaire pour le roi en la ville et gouvernement de La Rochelle, Julien Delacroix, tourneur et bourgeois, et sa femme Marie Mâhé, vendent à noble homme Lois Gargouilleau, échevin, la moitié d'une pièce de vigne contenant un quartier ou environ, assis au sief de La Roug..., seigneurie de la principauté de Chastelaillon, paroisse de Perrigny, tenant d'une part ladicte pièce de vigne à la vigne de Jacques Gervier, d'autre à la vigne de Segondin Arenir (??) et sa femme, d'autre à la terre dudit Gargouilleau, d'autre à la Reze baptisse par laquelle l'on va du pont des Salines audit lieu de Périgny, à la charge de paier et à l'advence, continuer par chacun an (la) feste de Notre-Dame de my-août, 8 sols tournois, moityé de 16 sols tournoi de cens et le huitain des fruits en chacune saison de vendanges à sire Hector Grenete (?) de Grolles sans rien plus « moyennant le prix de 25 livres tournois, que ledit Gargouilleau paie comptant.

Couverture des minutes de MARSAY, 1744).

1743. — Marie Berthus, veuve Audibert de Garonne, conseiller du roi en la chancellerie du Parlement à Bordeaux, mère de Blaise de Garonne.

1749, 29 novembre. — Partage. Marie-Paule-Louise de Garonne, fille de Blaise de Garonne de Lossandière, Joachim de Garonne de Langlade, chevalier de Saint-Louis, garde du corps, Michel de Garonne des Ports ; François-Xavier de Garonne Boisclair, enfants de Audebert Garonne, conseiller référendaire en la chancellerie du Parlement de Bordeaux, et de Marie Berthus.

(Minutes de RÉTIF).

1761. — Joachim Garonne de Langlade, sous-brigadier des gardes du corps de la compagnie de Bouvau, chevalier de

Saint-Louis, demeure au logis des Quatre-Portes, paroisse Saint-Eutrope, mari de Suzanne Collet.

1695. — Elisabeth Rolland, veuve de Jean Garreau, capitaine du château de Pons. (Minutes de DALIDET).

1776, 23 octobre. — Contrat de mariage de Pierre Garreau, avocat au parlement de Bordeaux, demeurant au bourg de Bois, fils de feu Pierre Garreau, notaire, et Elisabeth Drouet, avec Jeanne Elisabeth Drouet, demeurant rue des Ballets, fille de Jean-Baptiste Drouet, notaire royal, et Marie Anne Catoizon.

(Minutes de PASQUIER).

1731, 17 mai. — Testament de Pierre Alain de Garsaud, écuyer, ci-devant seigneur de Grassay. Marie Jeanne Alain de Garsaud, sa fille. Contrôlé le 30 mai.

(Minutes de MARÉCHAL).

1790. — Marie-Françoise de Garsault, veuve en premières noces de Pierre Benjamin Guillet de Lestang, seigneur de Blanchette, et en secondes noces de Augustin Limousin de Nieul, chevalier, comte de Grassay, demeure rue des Ballets.

(Minutes de CHÉTY).

1596, 27 juin. — Contrat de mariage de Ogier de Gascq, chevalier, seigneur de Razat, conseiller du roi, trésorier général de France en Guyenne, fils de feu Guillaume de Gascq, trésorier général, et de Béatrix Dupuy ; avec Jeanne Dussault, fille de Perrinet Dussault, seigneur de La Roche et Labarde en Saintonge, et de feu Théophanie Chastaigner ; consentent pour le futur : Jean de Gascq, seigneur de Portets, conseiller du roi, président aux enquêtes du parlement de Bordeaux, frère ; Jacques Desaignes, conseiller au Conseil Privé, procureur général au parlement, beau frère ; pour la future : Charles Dussault, l'ainé, conseiller du roi, avocat général au parlement, oncle, Charles Dussault, seigneur de Lespine, avocat général en ladite cour, cousin ; Etienne Soulet, seigneur de Port d'Arcloux, beau-frère : Pierre Dussault, sieur de Labarde, notaire, frère germain ; Noël Légier Dussault, conseiller en la sénéchaussée de Guyenne, cousin.

PIERRE DUSSAULT.

(Copie entre mes mains).

1659, 29 septembre. — Pierre de Gascq, lieutenant général du présidial de Saintes, au nom de Blaise de Gascq, conseiller au parlement de Bordeaux, mari de Anne de Montaigne, donne quittance à Alexandre de Beauchamp, seigneur de Bussac, et à Marie Martin, sa femme, d'une somme de 1.100 livres, en dé-

duction des intérêts de la somme de 35,342 livres par eux dues à Anne de Montaigne, sans préjudice de l'hypothèque qu'elle conserve sur les biens du seigneur de Bussac.

(Minutes de GILLET).

1676, 28 novembre. — André Dandreau, mari de Marie Goy, fille héritière de Anne de Montaigne, veuve Goy ; Gilles Marsault, seigneur de Marjolance, curateur d'Angélique, et Marie de Bourdet, filles du premier lit de A. Marsaud.

1682. — Marie de Laage, veuve de Pierre de Gascq, seigneur baron de Cocumon, président civil et criminel, lieutenant général en la sénéchaussée de Saintonge et présidial de Saintes, tutrice de ses enfants ; Benjamin Marsaud, écuyer, sieur de Mazotte, oncle de Blaise de Gascq, son neveu, fils du premier lit dudit feu et de Anne Marsaud. (Minutes de GILLET).

1683. — Alexandre de Gascq, baron de Portet, conseiller au parlement, oncle de Blaise de Gascq.

(Minutes d'ARNAUD).

1692. — Blaise de Gascq, président et lieutenant général au présidial, procureur de Pierre de Gascq, conseiller, aumônier, prieur de Marétay et Gourvilette. (Minutes de MARÉCHAL).

1692, 13 juillet. — Mariage de Blaise de Gascq, écuyer, conseiller du roi, lieutenant général en la sénéchaussée de Saintonge et siège présidial de Saintes, fils de feu Pierre de Gascq, conseiller, chevalier, seigneur baron de Cocumont, président civil et criminel et lieutenant général en la sénéchaussée de Saintonge et présidial de Saintes, et de feu Anne Marsaud, avec Françoise Rose Richard, fille de Jean Richard, seigneur de Saint-Antoine, conseiller du roi, maître particulier des eaux et forêts de Saintonge et Aunis, et de feue Marie Madeleine Esneau.

(Minutes de MARCOUILLER)

1693, 11 juillet. — Transaction entre Marie de Laage, veuve de Pierre de Gascq, ... Benjamin Marsault, écuyer, seigneur de Mazote, héritier de Gille Marsault, seigneur de Marjolance, Blaise de Gascq, président, lieutenant général, héritier de feu Pierre de Gascq, son père. Contrat de mariage de Marie de Laage, 27 décembre 1663. De Gascq mourut en perte d'office, faute par lui d'avoir payé les droits.

(Minutes de MARÉCHAL).

23 août. — Testament de Blaise de Gascq... s'en remet pour sa sépulture à Benjamin Marsaut, seigneur de Mazotte et Préguillac, son oncle, lui donne l'usufruit de ses biens et, après sa

mort, le donne à Rose Richard, sa femme qui est enceinte. Propriété au posthume. Contrôlé le 3 septembre 1693.

(Minutes de MARÉCHAL).

1703. — Etienne de Gascq, conseiller du roi, aumônier ordinaire de S. A. royale Madame la duchesse douairière d'Orléans, prieur de Marestay, au diocèse de Saintes, donne procuration.

1732, 30 août. — Blaise de Gascq, chevalier, seigneur de Préguillac, La Barde, conseiller, président lieutenant général au présidial de Saintes, demeurant paroisse Sainte-Colombe, cède à Marc-Auguste Lebrethon, chevalier, seigneur, baron de Bonnemie, conseiller, président au présidial, lieutenant général de police de la ville, demeurant paroisse Saint-Pierre, 13.823 livres a lui dues en exécution de son contrat de mariage avec Françoise de Beauchamp le 18 octobre 1698, reçu Meriot, contrôlé à Rétaud, le 1^{er} novembre, pour en poursuivre le paiement sur les biens de la succession de feu Alexandre de Beauchamp, seigneur de Bussac, père de ladite dame.

(Minutes de SENNE).

1733, 1^{er} décembre. — Blaise de Gascq, chevalier seigneur de Préguillac, La Barde, Saint-Médard, Le Breuillet, président, lieutenant-général civil en la senéchaussée de Saintonge, avec le consentement de Blaise-Antoine-Alexandre de Gascq de Léoville, son fils, président à mortier au parlement de Bordeaux, attendu sa déclaration de ne vouloir personnellement exercer ledit office de lieutenant général, vend à Marc-Auguste Leberton, chevalier, seigneur de Bonnemie, président au présidial, lieutenant général de police, suivant la constitution et en exécution de la constitution dotale que ledit seigneur président de Gascq en a faite à Louise de Gascq, sa fille aînée de son second mariage avec feu Françoise de Beauchamp par contrat de mariage de ladite de Gascq avec ledit seigneur président Leberton du 25 février 1723 passé devant Monvoisin. Vend office.

(Minutes de MARÉCHAL).

1739, 17 juillet. — Contrat de mariage de Jean de Gascq, garçon houtonnier, fils de Blaise de Gascq et de Marguerite Bernard, avec Jeanne Parisseau. Parmi les témoins, Anne Gascq, femme de Métayer, receveur des consignations.

(Minutes de DALIBET).

1726, 19 juillet. — Aveu dénombrement. Louis de Gascq.

(Minutes de RÉTIF).

1764, 9 décembre. — Partage des propres dans la succession

de M. Gascq Léoville, 134.000 l., entre Louise de Gascq, sa sœur, Madame de Guibal, sa nièce; MM. Leberton et Horric, leurs époux. Louise de Gascq, épouse de Marc-Auguste Leberton, chevalier, baron de Bonnemie, seigneur de Fouilloux, La Grossetière, conseiller, président et lieutenant général civil et de police; Rose-Françoise de Guibal, épouse de François Horric, chevalier seigneur de La Rochetolay, de Préguiillac et en partie de Méré, demeurant en leur logis de Méré, paroisse de Dolus, (île d'Oleron) disant que la succession immobilière de Blaise-Antoine-Alexandre de Gascq de Léoville, président à mortier au parlement, frère de la dame de Gascq et de feu Charlotte de Gascq, mère de la dame de Guibal, leur étant échue par moitié entre elles par son décès arrivé le 5 février 1753; son contrat de mariage de Jeanne de Moytié du 10 août 1722, reçu Lacoste et Fanga, notaires à Bordeaux. (Minutes de SENNÉ).

1618. — Julien Gauchard, aumônier de l'Evêque de Saintes, curé de Saint-Ciers Champagne.

1668. — Etienne Gaudin, menuisier, fils d'André et de Marie Guillaud, demeurant à Saint-Eutrope, époux de Marthe Combe, fille de Robert, maréchal, et de Charlotte Garnier, demeurant à la Bertonnière, paroisse de Saint-Vivien.

1729, 5 septembre. — Contrat de mariage de Jean Castagnary, marchand, demeurant à Saint-Eutrope, fille de feu Bernard et Marguerite Ozias, avec Jeanne Gaudin, veuve de Jean Debain, fille de feu Henry, marchand, et de François Brun.

(Minutes de PROUTEAU).

1766, 19 janvier. — Emmanuel Landreau, conseiller, assesseur en la maréchaussée, Jean André Guenon, avocat au présidial, affirment que Guillaume Gaudriaud, mort depuis plusieurs années, n'a laissé pour héritier que Arnaud Guillaume Gaudriaud, procureur en la maréchaussée, François Gaudriaud, femme de Pierre Galocheau, conseiller élection de Saintes, à la requête de François Bonneau, veuve de Guillaume Gaudriaud; lesdits Gaudriaud et Gallocheau consentent que François Bonneau, leur mère et belle-mère, perçoive une rente de 50 liv.

(Minutes de MAILLET).

1773, 26 juillet. — Jean-Baptiste Louis Beaune, procureur du roi au présidial de Saintes, Cosme Senné et Jean André Guenon, avocats, sur le réquisitoire de Armand Guillaume Gaudriaud, procureur du roi en la maréchaussée, maire et colonel de la ville, subdélégués de l'intendance, déclarent que Guillaume

Gaudriaud, bourgeois, décéda à Saintes, qu'il fut inhumé à Saint-Pierre, qu'il laissa pour héritiers Arnaud Guillaume Gaudriaud et Jeanne François Gaudriaud, ses enfants et de François Bonnaud, Jeanne François Gaudriaud est épouse de Pierre Gallocheau, conseiller en l'élection (leur mariage du 17 juin 1752, reçu Jobet)

1719, 16 mars. — Baptême à Saint-Pierre de Jeanne-Françoise née le 15 mars, fille de Guillaume Gaudriaud et de François Bonnaud ; parrain, François Bonneau, procureur au présidial ; marraine ; Jeanne Bonneau. Bonneau, Jean Bonneau, Labeirie, curé. Extrait signé : GEMIS DE LUSCAN.

An III, 8 germinal. -- Jean-Joseph Berry, propriétaire à La Bauche, commune de Saintes, vend à Pierre Descroisettes, arpentier (*alias* arpenteur forestier), une maison, rue Samson, ci-devant rue de la Vieille Prison, derrière celle occupée par le citoyen Baune, confrontant par devant à la maison de la ditte citoyenne et à celle habitée par la veuve des Allards, par derrière au jardin du citoyen Bourdeille, du côté à la maison et jardin de la veuve Colinet, d'autre côté aux maisons des citoyens Gaudriaud et Godet ; (1) Berry en est propriétaire par héritage de son père. (Minutes d'HUVER).

1629. — Marc Gasteuil, juge de la seigneurie de Bussac.

1631. — Marc Gasteuil, avocat, fils d'Etienne.

1648, 13 novembre. — Charles Gasteuil, sieur de Besnac ; Luc Roy, procureur au présidial de Saintes ; Pierre Roy, marchand, donnent procuration pour comparaître devant le présidial de Marennes, à la requête de François d'Aunis, écuyer, sieur de Bonneville, au sujet de la tutelle des enfants mineurs de François de Moustier, écuyer, et de Denise Debouchet.

(Minutes de LIMOUZIN).

1666, 1684. — Suzanne Gasteuil, veuve de François Brelay, greffier au présidial.

1613, 4 juin. — Pierre Gauvain, résigne son office de notaire royal en Saintonge en faveur de Pierre Johanneau, praticien, son frère utérin, en présence de Clément Gervereau, receveur du paris au siège présidial de Saintes, et de Jean Bichon, imprimeur. (Minutes de BERTAULD).

(1) En 1844, cette maison est vendue par la veuve Descroisettes à Mélanie Mouchet, veuve Iris Sauzeau.

Même jour. — Son testament en présence de J. Bichon, Pierre Thomas, chirurgien, et Daniel Coma, m^e apoticaire.

(Mêmes minutes).

1743, 19 juillet. — Transaction entre François Théodore Gay, chevalier, seigneur des Fontenelles, héritier d'Agnès Elisabeth Phellippier, demeure au logis de la Maillottière ; François Théodore Gay, écuyer, seigneur de Fondereau, Elisabeth Phellippier, femme du sieur de Boismorin.

(Minutes de SENNÉ).

1793, 4 et 5 décembre. — Vente de meubles par Joseph Gemis de Luscan, ancien chanoine. (Minutes de BIRONNEAU).

1634. — Jean Gendrault, écuyer, sieur de Chambon, Charmant et Savarit, mari de Marie de Puirigaud, père et mère de Suzanne Gendraud.

1705, 18 novembre. — Contrat de mariage de Christophe Genet, procureur, fils de Pierre Genet, procureur d'office de la principauté de Mortagne, et de Françoise Bichon, avec Marie Drouhard, fille de feu Marie Drouhard, procureur fiscal de Nieul, et de Françoise Roy.

1683, 9 janvier. — Seguin Gentil, écuyer, seigneur de Lafon-Tourneille.

1692, 1706. — Seguin Gentil, chevalier, seigneur de Tourneille, Lafon, demeure au logis de Saint-Christophe paroisse de Rétaud.

1693, 18 mai. — Seguin Gentil, écuyer, seigneur de Lafon, Brassaud, Varzai et Saint-Christophe, mari de Marie Panne-tier : Suzanne Geay, dame de Boisbelean est dite sa belle-mère, elle est dite belle-mère également de Jean des Mothes.

(Minutes d'ARNAUD).

1697, 2 septembre. — Quittance par Seguin Gentil, seigneur de Lafond, Brassaud, Varzay, Saint-Christophe, à Antoine, Marie de Verdellin, veuve de Alexis de Saint-Orens, seigneur du Plessis Lendolle, Le Breuil Marmaud, capitaine de cavalerie au régiment de Viltier, demeurant à Fiefgallet.

(Minutes de PROUTEAU).

1697, 17 novembre. — Jacques Guenon de Fontbernard, avocat au présidial, procureur du duc d'Uzès, vend à Seguin Gentil, écuyer, seigneur de Lafond, Varzay, Brassaud et Saint-Christophe, paroisse de Rétaud, où il demeure, moitié du fief des Ramades, faisant partie de la terre de La Faye, appartenant au duc d'Uzès, l'autre moitié appartenant aux mineurs

de Jacques Lebreton, conseiller au parlement de Bordeaux, ledit fief en la paroisse de Varzay. (Minutes d'ARNAUD).

1708. — Le même. — Françoise Gentil, veuve de Henry de Mirande, seigneur de Sainte-Gemme, demeure à Paulias-en-Aunis. (Minutes d'ARNAUD).

1710, 23 janvier. — Contrat de mariage de Seguin Gentil, écuyer, seigneur de Brassau, fils de Seguin Gentil, écuyer, seigneur de Lafon, Varsay et Saint-Christophe, et de Marie Pannetier, avec Henriette Michel, fille de Henry Michel de La Lande, conseiller du roi en la cour des aides, et de Marianne Rabotteau. Elle reçoit 31.000 livres. (Minutes d'ARNAUD).

1716, 6 avril. — Conformément au testament mutuel fait par Seguin Gentil, écuyer, sieur de Varsai, Lafon, et Marie Pannetier, sa femme, passé le 4 septembre 1697, Seguin Gentil, écuyer, seigneur de Lafon, Brassaud, Varsai, d'une part, Charles de Brillac, chevalier, seigneur de Fenieux, Granjean, mari de Marie Gentil, demeurant en leur château de Granjean, d'une part, et Alexandre de Bertinaud, chevalier, seigneur, baron de Saint-Seurin, Beauregard, mari de Marianne Gentil, demeurant au château de Saint-Seurin, d'autre part ; lesquels Gentil sont enfants et héritiers du testateur et testatrice, partagent les biens de la succession, (Minutes d'ARNAUD).

1735, 15 janvier. — Aumône dotale de Elisabeth Angélique Gentil, aux Notre-Dame, fille de Henriette Michel, et de feu Seguin Gentil....

1736. — Marianne Gentil, veuve de Alexandre de Bretinaud de Saint-Seurin, dame du Banchereau, mère de Henri de B. (Minutes de SENNÉ père).

1754, 9 juillet. — Partage des successions de Gentil, de Brassaud, de Henriette Michel et du R. P. Jean Gentil, jésuite, entre leurs enfants et sœurs : Pierre Augustin Perradeau, avocat en la cour et suivant le barreau au siège royal de Saint-Jean-d'Angély, fondé de procuration de Marie Henriette Gentil de Brassaud, veuve de Jean Gabriel de La Laurencie, seigneur de Leffort la Crinollée, y demeurant, paroisse du Breuil La Réorte, par acte du 26 juin reçu Sarreau, notaire royal à Surgères; Henry de Bertinaud, seigneur, baron de Saint-Seurin, demeurant en son château de Saint-Seurin, et faisant pour Marie Françoise Gentil de Brassaud, son épouse, Gabriel Isaïe Lemoussin, seigneur, baron de Nieul, Chantreau et Grossay, Eustelle Gentil de Brassaud, son épouse ; Charles-Henry-Joseph de

Beaumont, seigneur d'Echillais, la Bussetière, Monmalaud, et Anne Gentil de Brassaud, son épouse, entre lesquelles parties a été dit que par contrat de mariage de Seguin de Gentil, seigneur de Brassaud, avec Henriette Michel, père et mère desdits Gentil de Brassaud, en date du 23 janvier 1710, reçu Arnaud, notaire, il fut constitué en dot à la dame Michel 31.000 liv. De leur mariage sont sortis la dame Gentil de Brassaud et le père Jean Gentil de Brassaud, jésuite ; ledit seigneur Gentil de Brassaud étant mort en 1733, sa veuve fit inventaire par acte du 1^{er} juin reçu Barbotin ; quatre filles, Henriette Gentil de Brassaud fille aînée ; la dame Michel de Brassaud décéda le 7 juin. (Minutes de SENNÉ).

1622, 31 mars. — Contrat de mariage de Jean Geoffroy, notaire et procureur à Saintes, fils de Guillaume et de Pasquette Simon, avec Jeanne Marguerite, fille d'Antoine, procureur, et Madeleine Grossard ; Raimond de Montaigne signe du côté de Geoffroy ; Jacques de Latour, écuyer, sieur de Bonnemie et Geay, Jacques de Maurice, capitaine d'une compagnie entretenue en la citadelle signent du côté de la mariée.

(Minutes de MARÉCHAL).

1631. — Jean Geoffroy, juge de la terre des Epaux.

1674. — Jean Geoffroy, échevin.

1676, 7 février. — Jean Geoffroy, échevin, aïeul de Eustelle Geoffroy, fille de Marie Rousselet.

1677. — Thomas Geoffroy, sieur de Coudret, fils de feu Jean Geoffroy, échevin.

1678-1679. — Daniel Geoffroy, échevin, procureur au présidial, et Thomas Geoffroy, sieur du Coudret, frères héritiers universels de Jean Geoffroy, échevin, leur père.

1682. — Daniel Geoffroy, échevin. Idem en 1683.

1682. — Catherine Geoffroy, veuve de Jacques Ménard, écuyer, sieur de La Tacherie.

1692, 1693, 24 février. — Thomas Geoffroy, échevin, père de Jean Geoffroy et grand père de Eustelle Geoffroy, femme de Marc Arnaud, procureur au présidial. (Minutes d'ARNAUD).

1692, 30 septembre. — François Geoffroy, maître menuisier, achète à Jean Lis, boulanger, soldat au régiment de la marine en la compagnie de M. le chevalier de Caumont, la moitié de la maison commune entre eux, située au faubourg Saint-Vivien, tenue à rente de la seigneurie de Saint-Crespin, dépendant de l'évêché. (Minutes de FEUILLETAU).

1697, 18 juin. — Contrat de mariage de Joseph Geoffroy, avocat, fils de noble Thomas, sieur du Coudret, échevin, et de Ozanne Toussaint, avec Elisabeth Tapissier, fille de feu Jean, procureur au présidial, et de Jeanne Bussereau.

1711, 25 janvier. — Testament de Jean-Baptiste Geoffroy, écuyer, sieur du Coudret, et de Angélique Martineau, sa femme, demeurant à Saint-Denis de Lhoumée, père et mère de Jean-Baptiste, Marie et Angélique. Contrôlé le 13 juin 1712, après décès de J.-B Geoffroy. Inventaire le 4 juin.

(Minutes de MARCOULLIER).

1753, 1^{er} août. — A la requête de Pierre Pichon, écuyer, seigneur de Saint-Thomas, conseiller, receveur des décimes, mari de Ozanne-Marie Meneau, petite fille et l'une des héritières de feu Thomas Geoffroy, Michel Perreau, avocat au présidial, Antoine Mollet et Jean Eveillé, procureurs au présidial, attestent que Thomas Geoffroy, receveur des décimes de Saintes, est mort laissant six enfants : Jean-Baptiste, Marie, Marie-Anne, Jeanne, Gabrielle et Daniel ; Daniel Geoffroy est mort laissant Pierre-Eutrope et Jean-Joseph, sous la tutelle de Marie-Catherine Prévereau, leur mère, lesquels furent héritiers de leur grand-père pour un sixième. Jean-Baptiste Geoffroy est mort, laissant Jean-Baptiste et Marie-Angélique Geoffroy, lesquels sont morts laissant l'un, (Jean-Baptiste) trois enfants : Nicolas, Louis et Marie ; l'autre, (Marie-Angélique) de son mariage avec de La Vallade quatre enfants, Charles, Nicolas, Jeanne et Marie-Anne Lavallade ; Jeanne Lavallade épousa Guenon de La Soubretière, et Marie-Anne Lavallade épousa Courpron ; Nicolas Lavallade est mort laissant Nicolas, héritier pour un sixième ; Marie Geoffroy, femme de Jean Meneau, est morte laissant Ozanne-Marie Meneau, baptisée le 18 novembre 1691, femme de Pierre Pichon ; Marie-Anne Geoffroy, veuve de Joseph Soullard, laissa Barthélemy, Charles et Marie-Anne Soullard, celle-ci femme de Sébastien Benoist ; Jeanne Geoffroy, morte fille ; Gabrielle Geoffroy, morte fille. (Minutes de MARSAY).

1657, 1664. — Jean George dit La Roche, (signe ainsi) orphevre à Saintes.

1766, 7 mars. — Acte de notoriété. Jean Paillot, conseiller au présidial ; Louis Métayer, receveur des consignations ; Nicolas Métayer, procureur au présidial, à la requête de Jean Georget, ancien greffier de la maréchaussée, attestent que Jean Georget, greffier en chef du présidial est mort en 1735, inhumé à Saint-

Pierre, laissant Jean Georget, greffier de la maréchaussée ; Marthe Georget, femme de Pierre Goussé, avocat. Eustelle Georget, femme de Jean Brunet, actuellement greffier du présidial ; de Goussé et Marthe Georget sont issus : Pierre et Jeanne-Catherine ; de Brunet et Eustelle Georget : Joseph et Pierre représentant leur feue mère ; point d'enfants de Jean Georget.

(Minutes de SENNÉ).

1665. — Vincent de Gérard, écuyer, sieur du Maine-au-Duc, se maria avec Françoise de Gambes et eut pour enfants : Marguerite, mariée à Pierre Véry, juge de Marvillars, procureur d'office de la seigneurie de Mornac en Saintonge ; Jacqueline, Françoise, Jeanne, leurs enfants. (Minutes de RICHARD).

1667. — Marie de Gérard, veuve de Amaury de Farnoux, sieur de La Charlotrie, y demeurant, paroisse de Fontcouverte.

(Minutes de RICHARD).

An III. — François Gérard, imprimeur, gendre de Margue-Prou, veuve de Pierre-Léopold Salande. (Minutes d'HUVET).

1613, 10 juin. — René Gilbert, curé de Néré, afferme les revenus de sa paroisse à Marc Marbœuf, 150 livres par an.

(Minutes de BERTAULT).

1613, 4 août, 5 novembre. — René Gilbert, docteur en théologie, prend possession de la cure de Maqueville.

(Minutes de BERTAULD).

1613. — René Gilbert, docteur en théologie, prieur de Saint-Symphorien de Brouage, chapelain des chapellenies de Morice, La Barde, dans les églises de l'île d'Oléron, résigne. (*Ibidem*).

1618, 16 juin. — René Gilbert, chanoine, déclare à François Thibaudeau, ci-devant aumônier de l'évêque de Saintes, que ayant permuté sa cure de Chantemerle et chapelanerie de Fination et de la Senegondrie en l'île d'Oléron avec Guillaume Duparc, neveu dudit Thibaudeau, qui lui délaissa la cure du Douhet, et a voulu s'installer dans sa nouvelle cure, mais il en a été empêché. D'où procès. (Minutes de BERTAULD).

1691. — Mathurin Gilbert, avocat, mari de Renée Roy.

(Minutes de FEUILLETEAU).

1694. — Emmanuel Gilbert, clerc tonsuré, fils majeur de Mathurin Gilbert, avocat. (Minutes de DALIDET).

1729. — Jacques Gilbert, docteur en médecine, et Antoinette Chambeau, sa femme. (Minutes de PROUTEAU).

1757, 3 décembre. — Actes respectueux par Marie-Dorothee Gilbert, fille de feu Gabriel-Ignace Gilbert, conseiller, docteur

en médecine, et de Marie-Anne Arnauld, majeure de 25 ans, à sa mère, pour épouser Pierre Ligoure.

1757, 8 décembre. — Contrat de mariage de la susdite avec Pierre Ligoure, notaire royal, juge de Blénac, demeurant au Gua, veuf de Bénigne Brejon, fils de Léonard Ligoure et Marie Suzanne Charles ; consentent pour lui : Michel Perreau, avocat, conseiller procureur du roi en la maréchaussée, Marianne Bréjon, sa femme, Mathieu Bréjon, procureur, mari de Rose Charrier, Marianne Bréjon, belle-sœur, Jean-Baptiste Charrier, avocat, Marianne Bréjon, sa femme ; pour elle : Eutrope Arnaud, (ancien juge consulaire), oncle maternel ; Marguerite Bachelot, femme dudit ; Marguerite Gilbert, tante, Jacques Arnaud et Suzanne Sallet, sa femme. (Minutes de PASQUIER).

1765, 14 juillet. — Attestation par Jean Léonard Robert de Rochecouste, Philippe-Auguste Vieuille, Cosme Senné, à la requête de Marie-Anne Arnauld, veuve de Gabriel-Ignace Gilbert, docteur en médecine, que celui-ci a laissé : Eutrope Gilbert, officier réformé de cavalerie, Marie-Eustelle, en son vivant femme de Ambroise Buisson, entrepreneur des tabacs à Saintes ; Marie Dorothee Gilbert, femme de Pierre Ligoure, notaire royal ; Catherine Gilbert, femme de Henry-François Berry, conseiller au présidial ; Marie Eustelle est morte laissant des enfants (Minutes de SENNE).

1678. — Françoise-Elisabeth Gilles des Aunaux, petite-fille de N. Guillot, veuve de N. Gilles, novice à l'abbaye.

(Minutes de MONTILLON).

1679, 3 mars. — Testament de Elisabeth Françoise Gilles, fille de feu Pierre Gilles, sieur des Auneaux, conseiller au présidial, cy-devant établi à Marennes, et Françoise Pichon, entrant à l'abbaye.

(Minutes de MONTILLON).

1692, 5 novembre 1699. — Françoise Pichon, veuve de Pierre Gilles, sieur des Aunaux (*alias* des Hommeaux), conseiller au présidial, ci-devant à Marennes, vend à Charles Duhamel, sieur de La Blanchardière, demeurant à Saint-Just, la métairie des Aunaux.

(Minutes de MARÉCHAL).

1614, 3 juin. — Marie Girard, veuve d'Antoine Bretinaud, écuyer, seigneur de Plassay, a reçu 35 sous de Vincent Lamoureux pour Jean Bretinaud, sieur de Pampin.

(Minutes de SANSON, n° 80).

1629. — Louis Girard, sieur des Lauriers, receveur ordinaire pour le roi dans les îles de Saintonge des domaines

d'icelles et Brouage. Dans l'inventaire visé ci-dessous, Girard acquit cette charge à Paris, le 21 juillet 1623, « comme plus offrant ».

1643. — Louis Girard lieutenant général en l'Election de Saintes.

1653, 2 juin. — Testament de Louis Girard, conseiller du roi, lieutenant général et assesseur en l'Election de Saintes, mari de Gabrielle de Mallevet. Il était veuf de Marie Gombaudo, dont quatre enfants : Jean-Louis, âgé de 19 ans; Pierre, âgé de 15 ans; Louise, âgée de 12 ans; Paul, âgé de 8 ans. Du second mariage il y a un fils. Pierre, âgé de 18 mois. Il était fils de Simon Girard, sieur de Laurière, et de Bénigne du Vigneau. Témoins : Pierre Bernard, écuyer, sieur du Pouyau, prévôt; Jean Vivier, avocat; Jean Lemastre, buffetier des prisons royales. Nicolas Gombaudo, doyen du chapitre, était proche parent des enfants du premier lit; Henry de Latour, oncle par alliance de Pierre Girard, du second lit. (Minutes de CASSOULET).

10 juin. — Gabrielle de Mallevet, veuve, fait inventaire : acquisition de la métairie de Laurière, par Simon Girard, de Madame de Fiefgallet et de M. de Portublé, son fils, 4 juin 1599, contrat reçu Baron; mariage de Simon et de Bénigne Duviigneau, 30 août 1585, reçu Maufras, notaire à Saintes. Provisions de l'office d'élus de Vincent Marchais, 20 mars 1622; procuration de Marie Mage, veuve de Vincent Marchais pour nommer Louis Girard en ledit office, 1^{er} février 1638; provision en l'office du lieutenant et premier élu, 4 mai 1638.

1656, 2 décembre. — Gabrielle de Mallevet, veuve de Louis Girard, lieutenant assesseur élu en l'Election.

1659, 10 février. — Noble Jean Dalvy, conseiller, assesseur en l'Election de Saintes, mari de Gabrielle de Mallevet, reconnaît avoir reçu 75 livres de Helie Hemery, procureur de feu Jean Bossard, curateur des enfants mineurs de feu noble Louis Girard, lieutenant en l'Election, le 4 décembre 1658, pour 6 mois de pension et nourriture de Louise Girard, fille dudit feu, à commencer du décès de Bénigne du Vigneau, aïeule de la dite Louise. (Minutes de GAULTREAU).

1668. — Jean Girard, teinturier, demeure à La Roche, faubourg de Saint-Eutrope, mari de Marie Chateau.

1692, 1^{er} février. — Jean Monge, prêtre, curé du Douhet, (Dohet) agissant pour François de Girard, écuyer, seigneur de La Chaume, capitaine des gardes du corps du roi, servant ac-

tuellement près nos seigneurs les enfants de France, afferme à Charles Loupre (?), marchand en la paroisse de Prignac, et à Marie de Lafargue, la terre et seigneurie de La Chaume, 550 livres. (Minutes de MARCOUVILLIER).

1776. — Testament mystique de Pierre Girardeau, curé de Saint-Porchaire, scellé de son cachet de montre ordinaire d'azur au chevron de... accosté de 2 tours (?) en chef et d'une en pointe; déposé chez Guerry, notaire à Saint-Porchaire, minutes à Pont-Labbé.

1659, 3 septembre. — Charlotte Lartigue, femme de Jean Giraud, écuyer, sieur de La Fontaine. (Minutes de GILLET).

1673, 11 décembre. — Contrat de mariage de Isaac Giraud, officier de la marine, fils de Jean Giraud, docteur en médecine, et de feue Judith Chaillou, avec Madeleine Fourestier, fille de feu Pierre Fourestier et de Jeanne Sarasin.

(Minutes de GILLET).

1727, janvier. — Vente d'office de notaire royal faite par Cosme Giraudot, moyennant 800 livres. (A Saint-Porchaire).

1678. — Jean Gobeau, sieur de La Grange, mari de Jeanne de Meschinot.

1743, 1^{er} septembre. — Testament de Jacques Gobeau, sieur des Raimonneries, demeurant à La Fosse-à-l'eau, paroisse de Fontcouverte, mari de Judic Frenaud, dont Jean; autre Jean.

1752, 3 février. — Contrat de mariage de Jean-Jacques Gobeau, bourgeois, fils de feu Jacques, et de Judith Fresneau, avec Marie Anne Duplais, fille de feu Elie, avocat, et de Angélique Lafargue, demeure à La Ransannerie; pour elle, sa mère, Antoine Duplais, frère, notaire; Jean Duplais, frère, Louis Berry, Jean Berry, Henri François Berry, conseiller au présidial, Marie Paillot, Catherine Gilbert, leurs femmes; Phillippe Auguste Vieuille, conseiller au présidial, lieutenant-général Election, Anne Berry, sa femme, Marie de Beaune de Montlouis et Marie Berry, cousins et cousines. (Minutes de SENNE).

1755. — Jean-Jacques Gobeau, sieur de Lamour, demeurant à La Ransannerie, paroisse de Saint-Vivien. Jean Gobeau, sieur des Raimonneries, demeurant à la Fosse à l'eau, neveu, et héritier de Jean Gobeau, sieur de La Grange, fils de Jacques, sieur des Raimonneries, et de Judith Frenaud; Marie Berry, veuve de Jean Gobeau, sieur de Lagrange, tante de Henry François Berry, conseiller au présidial.

1772, 25 novembre. — Contrat de mariage de Jacques-

Alexandre Dubois, écuyer, lieutenant à la légion de Flandres, fils de feu Auguste Dubois, seigneur de la chàtellenie des Landes, et de Charlotte Colin, avec Marie-Anne Gobeau, fille de Jacques Gobeau de Lamour, seigneur de La Canarde, et de feu Marie-Anne Duplais des Touches. Consentent pour lui : sa mère, Jacques-Alexandre Dubois, frère aîné, chevalier, seigneur des Landes, capitaine au régiment d'Orléans dragons, chevalier de Saint-Louis, Jacques-Alexandre Dubois, seigneur de Peilloile (Pelouaille), oncle, ancien capitaine, même régiment ; pour elle : son père ; Jean Gobeau de Lagrange, seigneur des Raimonneries, oncle, maître Antoine Duplais des Touches, notaire. Jean François Duplais, conseiller changeur pour le roi, oncles ; Léontine Pinard, femme dudit Duplais, René Antoine, Jean-Jacques et Louis Duplais, cousins ; Jean-Baptiste Gobeau, Marie Angélique Etourneau, veuve de Jean de Meschinnet, seigneur du Cochet, François de Meschinnet, Marie de Meschinnet, cousins seconds, Marie Madeleine Berry, cousine, femme de Charles Boudeins de Vanderbourg, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie, Philippe Auguste Vieuille, cousin, conseiller au présidial, Henriette Adélaïde Vieuille, cousine, fille dudit Vieuille.

1720, 7 janvier. — Contrat de mariage de Jean-Baptiste Gobert de Montigny, secrétaire de M. de Creil, notaire, maître des requêtes, intendant de la généralité de La Rochelle, fils de feu Pierre Gobert et de Marie Pinson, natif de Cœuvres, province de Picardie, habitant La Rochelle, paroisse de Saint-Barthelemy, avec Jeanne Durand, fille de feu Louis Durand et de Marguerite Chevalier, native de Saintes, paroisse Sainte-Colombe, du consentement de Marguerite Durand, sa sœur, et de Claude Morué, intendant de l'abbaye royale de Saintes, procureur de Pierre Louis Durand, prêtre.

(Minutes de SENNÉ père).

1720. — Auguste Félix Gobert, sieur de Chouppes, demeure en Saint-Jean de Liverzay, mari de Jeanne Vachon.

1571, février. — François Gombaudo, seigneur de Villars et de La Gombaudoière, fils de Jeanne Guinaudeau, dame de Ferrières en Villars.

(Minutes de SEGUIN).

Le même en 1602.

(Minutes de MARÉCHAL).

1606. — Pierre Gombaudo, sieur de Fonfaron.

1618. — Pierre Gombaudo, sieur de Dompierre.

1619, 30 juin. — Pierre Gombaudo, sieur de Rochemond, avocat du roi au présidial. (Minutes de SANSON).

1622, 12 août. — Louise Gombaudo, religieuse professe à l'abbaye de Saintes, prieure du prieuré monial Saint-Babian, alias Saint-Vivien de Beuri (?), diocèse de Saintes, demeurant à l'abbaye Sainte-Ozanne d'Angoulême, donne procuration pour prendre possession. (Minutes de SANSON).

1624, 31 décembre. — Pierre Gombaudo, assesseur criminel, sieur de Faussac.

1628, 24 mai. — Pierre Gombaudo, premier conseiller, assesseur criminel au présidial, mari de Marguerite de Navaille.

1628. — Elisabeth Bonnin, veuve de Jean Gombaudo, sieur de Feusse, receveur des aides.

1629. — Nicolas Gombaudo, prieur de Soubise, fils d'Elisabeth Bonnin et de noble Jean, sieur de Feusse.

Le même, le 7 décembre 1629, fait marché avec Rigalleau (1), menuisier à Saint-Eutrope, pour confection d'un retable avec pilastres : 500 livres ; le même fait marché (24 juillet 1630) avec J. Coustan, charpentier, pour réparation de son église.

(Minutes de DALIDET ou SANSON).

1630, 8 mai. — Nicolas Gombaudo, seigneur de Feusse, prieur de Meursac, doyen de l'église collégiale Saint-Pierre de Soubise, et Jean Tuffet, seigneur de Roussay, bourgeois de Bordeaux, donnent procuration à Darcy, banquier à Rome, de prendre à ferme pour 10.000 livres, au chapitre de Saint-Jean-de-Latran, tous les domaines... etc., de Clérac. Ils sont cautionnés par R. de Montaigne. Le même, prieur de Soubise, chantre de Saint-Pierre, nommé par l'évêque, présenté par le chapitre, auditeur de la juridiction commune, refuse, invoquant ses occupations (8 septembre 1636).

1631, 3 décembre. — Nicolas Gombaudo, seigneur de Feusse, prieur de Soubise, procureur de sa mère, Elisabeth Bonnin, veuve de Jean Gombaudo, seigneur de Feusse, s'accorde avec Jean Presteau, docteur en médecine, mari de Françoise Bellot, et Nicolas Lesné, marchand de Brouage, de la nomination de trois arbitres, Nicolas Berauld, Arthur de Guip, Jean Fouschier, pour décider de leur différend au sujet du testament de Louis Bonnin, receveur ordinaire des îles de Saintonge, impôt

(1) Sur ce Rigalleau et son fils voir *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, tome XI, p. 273.

du sel et du domaine de Hiers et Brouage, du 10 juillet 1629. Signé Duhamel, greffier ; inventaire des meubles du 21 octobre 1631. Ils accordent gain de cause à Elisabeth Bonnin, lui accordant tous les meubles de la maison de Brouage et de La Guillerie, excepté bagues, bijoux, tableaux, vaisselle d'argent.

(Minutes de SANSON).

1643. — Josué Gombaud, écuyer, sieur de Couret, mari de Jeanne de Nouriger.

1650, 19 juillet. — Louis Girard, lieutenant en l'Election, donne procuration pour, devant le juge de Brouage, déclarer l'offre faite par Nicolas Gombaud, chanoine, de prendre la tutelle des mineurs de Zacharie Gombaud, conseiller, contrôleur des salines de Brouage.

(Minutes de LIMOUZIN).

1653. — Marie Gombaud, veuve de Zacharie Comat de La Tour, seigneur d'Echillais.

1658. — François Doquoy, chevalier seigneur de Couvrelles et Saint-Trojan, mari d'Anne Gombaud, fille unique de Marie Jouselin et d'Abel Gombaud, avocat du roi, demeurant au château de Saint-Bris, en Angoumois.

1663. — Gabriel Gombaud, seigneur de Champfleury, fils aîné de Gabriel et de Suzanne de La Rochefoucauld.

1664, 21 avril. — Suzanne de La Rochefoucauld, veuve de Gabriel Gombaud de Champfleury, demeure au Fresne, paroisse de Puy-du-Lac.

(Minutes de GASQUET).

1665. — Anne Gombaud, veuve de François d'Oquoy, seigneur de Couvrelle, Saint-Bris et Saint-Trojan, demeure à Saint-Bris en Angoumois et présentement à Rochemond, paroisse de Foncouverte.

(Minutes de RICHARD).

La même à Rochemond, en 1684. (Minutes de MONTILLON).

1666. — Marie de Beauchamp, veuve de Gabriel de Gombaud, chevalier, seigneur de Champfleury, père et mère de Marie de Gombaud.

(*Ibidem*).

1676. — Pierre Gombaud, sieur de Rochemond et les Cherbonniers, et Anne Bousiquot, sa femme, partagèrent leurs biens entre Abel Gombaud, conseiller, avocat du roi à Saintes, Daniel Izaac, Jeanne, Marie G., leurs enfants, par contrat reçu Ballanger, notaire ; Abel mourut laissant pour héritière sa fille, Anne G., femme de François Dauquoy, chevalier seigneur de Couvrelle, Saint-Bris Charente ; Anne Bousiquot, mourut le 3 mars 1653 ; Marie Gombaud est veuve de Zacharie Come Cazimir

Gaillard, écuyer, sieur de Laleu, devenu mari de Anne Poitevin ; Jeanne Dauquoy fait sommation.

1684, 3 février. — Comme ainsi soit que M. Jean Gombaud, écuyer, sieur du Fresne, eût institué dans son testament du 1^{er} juin de 1663, reçu Aubin, notaire, Marie Baud, son épouse, sa donataire, et qu'après le décès de Gombaud, arrivé le 13 octobre 1669, elle eût passé mariage avec M. Martial Lefrançois, sieur de Chamble, conseiller du roi au présidial de Saintes, lequel sieur Le François, recherchant les droits de la donation faite à la demoiselle Baud, s'est adressé à M. René de Culland, chevalier, seigneur de Saint-Mesme et Champfleury, et à Marie Gombaud, son épouse, icelle héritière de Gabriel Gombaud, sieur de Champfleury, son père... après avoir compté il s'est trouvé que 700 livres avaient été payées par le feu sieur de Champfleury au sieur du Fresne, son oncle, et autre somme par Marie de Beauchamp, sa veuve, père et mère de la dame de Saint-Mesme....

Hélène Gombaud, femme de Izaïe Méhé, écuyer, sieur de La Barde, sœur du sieur du Fresne. (Minutes de GILLET).

1689. — Raimond Gombault, châtelain, seigneur de La Vallée, Trichollet, Coulon, conseiller du roi au parlement de Guienne, demeure à La Réolle. (Minutes d'ARNAUD).

1690, 21 août. — Marie Gombaud, femme de Pierre Boulanger, sieur de La Richardière, demeurant à Fléac, dit qu'en haine de la religion catholique qu'elle professe depuis quelques années et veut sérieusement professer, son mari, non content de la maltraiter, cherche tous les moyens de lui nuire dans ses biens et de lui en faire violemment passer des actes à elle préjudiciables, ce qui fait que pour en prévenir le malheur et en empêcher les ruineux événemens, elle a été nécessitée de venir secrètement en cette ville, pour protester contre tous actes où elle entrera ci-après. (Minutes d'ARNAUD).

1691. — Elisabeth Gombaud, demeurant au Fresne, paroisse de Puy-du-Lac, sœur de Henriette Gombaud, filles de Suzanne de La Rochefoucauld ; Sylvie de Maigné, veuve de Casimir Gombaud, chevalier, seigneur du Fresne.

1692, 7 juillet. — Elisabeth de Gombaud, veuve de André de Lestrière, trésorier ; Andrée Godefroy, veuve de Amador de Gombaud, chevalier, seigneur de La Guilletière.

(Minutes de MARÉCHAL).

1693. — Anne Gombaud, veuve de François d'Auquoy, sei-

gneur de Couvrelles, à Rochemont, paroisse de Fontcouverte.

1696. — René de Ouland, mari de Marie de Gombaud, héritière de Gabriel, et autre Gabriel de Gombaud de Champfleury, son aieul et son père. (Minutes d'ARNAUD).

1696. — Catherine de La Mothe, veuve de Raymond de Gombaud, conseiller au parlement. (Ibidem).

1696, 13 mai. — Catherine de La Mothe, veuve de Raimond Gombaud, Louis Gombaud, seigneur de La Vallée, son fils, règlent avec Agathe de Champagne, abbesse, Claire de Thézac, Marguerite Guerry, religieuses de Sainte-Claire, les arrérages dus au couvent, de la somme de 244 livres constituée par feu Marguerite de Navailles, et R. de Gombaud, son fils, par contrat du 12 juin 1654, sur leurs biens. (Minutes de MARCOUILLER).

1697, 28 avril. — Comme ainsi soit que Marguerite de Navaille, veuve de Pierre Gombaud, eût constitué en faveur du couvent des Sainte-Claire de Saintes, 244 livres, 8 sols, 6 deniers de rente annuelle amortissable à 4.400 livres qu'elle avait reçue desdites dames sous caution de Raimond de Gombaud, seigneur de La Vallée, son fils, le 12 juin 1654, reçu Bardon, notaire à Saintes ; R. de Gombaud, ratifia devant Marcouiller, le 7 novembre 1682 ; Catherine de La Mothe, sa veuve ; Nicolas de Gombaud, chevalier, seigneur de La Vallée, leurs fils ; Elisabeth de Gombaud, veuve de André de Lestritte, trésorier de France. (Minutes d'ARNAUD).

1698, 11 décembre. — Catherine de Lamothe, veuve de Raimond de Gombaud, conseiller au parlement, demeurant à La Vallée en Archingeay, donne à son fils, Nicolas, 12.000 livres à prendre sur une prise de marais salants, appelée la prise de Feusse, paroisse de Saint-Sorlin de Marennes ; le 12, contre-lettre ; Nicolas déclare que par suite d'arrangement avec M. de Lestritte, il ne prétend en tirer aucun avantage. Cet arrangement est du 15 et la minute suit. Elisabeth Gombaud, veuve d'André de Lestritte, trésorier général, était créancière de R. de Gombaud, conseiller, et de Nicolas de Gombaud, doyen de Saint-Pierre, par contrats des 10 novembre 1664. 13 octobre 1686, 23 mai 1686, 23 juin 1678 et 6 mai 1690, signés Tourneur. Férand et Seguin, notaire royaux ; ledit feu de Gombaud, aurait laissé à dame de Lestritte, la terre de Trichollet ; par contrat du 6 mars 1690, elle fit saisir La Vallée ; il y a procès. Transaction entre Nicolas de Gombaud, et dame de Lestritte, « par

considération de la proximité qui est entre eux, » pour 10.000 livres, payables par Gombaudo. (Minutes d'ARNAULD).

1702, 15 février. — Procès-verbal de prise de possession de la seigneurie des Gons, achetée par Marianne Duval, veuve de Léonard François de Gombaudo, conseiller au parlement de Bordeaux, suivant contrat du 21 janvier 1702, reçu Moine, notaire à Bordeaux. (Minutes de MARÉCHAL).

(A suivre)

CH. DANGIBEAUD.

QUESTIONS

N° 833. — A quelle époque fut détruit le cavalier de l'église d'Aunay. Les avis sont très partagés. Existe-t-il un ou des documents qui puissent fixer la date ?

P.

N° 834. — Comment doit-on écrire le nom du chien de berger que l'on rencontrait jadis si fréquemment, et que l'on voit si rarement aujourd'hui à la campagne, appelé Labri. Faut-il dire Labrit ou Labrie ? Est-ce le nom d'une province ou d'un homme qui aurait obtenu cette race.

J. V.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société archéologique de Touraine, 1915.

Poinçons d'orfèvres et de fondeurs balenciers, insculpés en la monnaie de Tours de 1679 à 1790.

Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest, années 1913-14. Le volume presque en entier est rempli par l'étude de M. Rambaud sur l'assistance publique à Poitiers jusqu'à l'an V. A noter quelques noms : Bobe-Moreau, Pallu de La Barrière.

Le système des indemnités aux femmes des militaires n'est pas neuf : En 1582 une femme ayant un nourrisson de 7 mois et

3 autres petits, reçoit 5 livres par trimestre pendant 15 mois, car son mari est parti à l'armée (p. 246).

La Revue encyclopédique, en 1896, page 632, contient un article sur le voyage d'un seigneur de Bohême à travers la France au XV^e siècle, dont la source se trouverait dans *La Nation tchèque* (avril 1896).

Léon de Rozmital, beau-frère du roi Georges Sodiebrad, partit en 1465 pour essayer de former une alliance avec la France. Reçu par Louis XI à Meung-sur-Loire il l'accompagna à Kand (peut-être Candes, Indre-et-Loire), puis se dirigea vers la Guyenne et le Languedoc et par une foule de villes dont les noms sont assez étrangement transcrits, arriva à Blaye qui, d'après la relation du voyage aurait été conquise sur les Anglais par une devineresse. Cette femme prise par les Anglais dans une bataille aurait été brûlée à Londres et ses cendres jetées à la mer. » Suivent d'autres fables sur Blaye et sainte Belande, sœur de Roland, géante, sur Roland fils du roi Salomon : Ne pourrait-on rechercher ce qu'il a pu raconter sur Saintes, Pons, etc. Noter comme 35 ans après les événements, un seigneur qui a fréquenté la cour de Louis XI est renseigné sur Jeanne d'Arc !

Revue de Paris, n° du 15 mars 1916. *Le roi Joseph aux Etats-Unis* (1815-1821), par Frédéric Masson.

M. Masson raconte les incidents du passage de Joseph Bonaparte à Saintes le 3 juillet 1815, conformément au récit de M. A. de Bremond d'Ars. (*Revue de Saintonge*, 1900, p. 440 et seq.)

Il ajoute toutefois : « On a prétendu que Joseph, croyant que ces cris de *Vive le Roi !* dont on l'étourdissait s'adressaient à sa personne, avait prié le sous-préfet d'empêcher les habitants de se compromettre.

Cela n'eut point été mal joué ; cependant à l'annonce de l'échauffourée royaliste, les fédérés s'étaient réunis. Les patriotes, résolus à se défendre aussi bien contre les ennemis du dedans que contre ceux du dehors, s'étaient affiliés à la grande fédération bretonne. Ils se portèrent en masse sur Saintes, et au bruit de leur approche les émeutiers royaux se dispersèrent. Vers le soir Joseph partit.

BIBLIOGRAPHIE

BOUYER (Léon). — *Le régiment du prince évêque de Bâle à Saint-Sorlin de Sechaud*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1916, in-8, 26 pages. (Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*).

CHAINET (A.). — *Stations préhistoriques charentaises*. Pons, imprimerie Noguès frères, 1915, in-16, 8 pages.

Etude sommaire sur les stations de Bel-air, Cordie, Merpins et l'atelier de Segor.

— *Bois, ses registres paroissiaux*. Pons, imprimerie Robert fils, 1916, 36 pages.

Cette plaquette ne contient pas que les extraits des registres paroissiaux, l'auteur a donné quelques notes sur Bois et ses principaux fiefs : La Barde, la Pomade, Saint-Antoine, Les quatre paroisses, La Chapelle, Bonlieu, Ballode, Malvillars, Le Mesnil.

— *Compte rendu des obsèques du comte Anatole de Brémond d'Ars, marquis de Migré, baron d'Orlac et de Dom-pierre-sur-Charente, chevalier de la Légion d'honneur, de Malle et de Saint-Sylvestre, commandeur de l'Ordre pontifical de Pie IX, 13 mars 1911*. — Quimperlé, imprimerie quimperlaise, 1916, in-4, 80 pages, un portrait.

FARAUULT (Alphonse). — *Répertoire des dessins archéologiques légués par H. Bonneau à la bibliothèque municipale de Niort*. Niort, G. Clouzot, imprimeur, 1915, in-8, 251 pages.

Ce catalogue est très bien fait. Les dessins sont classés par localités disposées selon l'ordre alphabétique. Les recherches sont déjà bien facilitées. Une table de noms de personnes termine ce volume. De sorte que l'on trouve de suite le personnage désiré. M. F. a rendu réel service aux travailleurs. M. Bonnault a beaucoup dessiné, partout où il passait. Les n^{os} 2.508 à 2.605 se rapportent à des inscriptions, enseignes, monuments, blasons... etc., de la Charente-Inférieure.

FAVRE (Albert). — *Proposition de Résolution. Exposé des motifs*. Paris, imprimerie V. Simart, 1916, in-8, 12 pages.

M. le Président de la Chambre, « se basant sur des considérations

d'ordre constitutionnel, fort discutables » ayant refusé l'impression et la distribution de cette *Proposition*, l'auteur l'a fait imprimer et distribuer à ses frais.

C'est un réquisitoire sans précisions contre le haut commandement actuel sur les actes duquel M. Favre demande une enquête depuis le début de la guerre jusqu'en février 1916. Entre temps une longue digression » qui est une leçon de tactique (p. 8-9) à l'usage du général en chef de 35 ans que l'on regrette de n'avoir pas vu nommer (p. 10), et que la commission proposée devra trouver. La Convention en a bien su découvrir, la chambre des députés actuelle ne saurait manquer d'en faire autant. Tel est le fond de cette plaquette.

GAILLARD (Abbé Albert) et BARENNET (Jean). — *Le roman d'un marin bordelais au XVIII^e siècle*. Toulouse, imprimerie Edouard Privat, 1914, in-8, 42 pages. Extrait de la *Revue des Pyrénées*, tome XXVI.

En réalité il s'agit du roman d'un Saintongeais et non d'un Bordelais. Jacques-Alexandre de Queux naquit à Arvert d'un père Saintongeais, il épousa une belle créole, après avoir navigué à travers l'océan plusieurs années et s'être fait prendre par les Anglais deux ou trois fois. Ce roman, très simple, a été écrit par M. l'abbé Gaillard d'après des documents que M. Barennet découvrit aux Archives de la Gironde. Il y a apparence que la généalogie donnée par feu M. Mageau a été ignorée de l'auteur, autrement celui-ci n'aurait pas écrit à la dernière page : « A quel âge moururent-ils ? Où les inhumat-on ? Mystère qui restera sans doute mystère ». Le mystère ne doit sans doute pas être impénétrable. Quelques recherches dans les registres paroissiaux l'éclairciraient. M. Mageau dit que le chevalier de Queux, devenu marquis de Saint-Hilaire, mourut en 1779. En revanche il le fait naître en 1723, tandis que M. l'abbé Gaillard, se référant à une déclaration de J.-A. de Queux lui-même, le dit né en 1730. Le vrai mystère serait de savoir pourquoi ces documents saintongeais, ou bordelais selon des auteurs, sont allés s'échouer dans une revue du midi. La politique des nationalités ne pourrait-elle pas régir les publications historiques ? N'y avait-il pas en Charente-Inférieure une revue qui aurait accueilli ce *roman* ?

GEORGE (Jean). — *De l'obtention d'un brevet de capitaine en 1693*. Angoulême, imprimerie M. Despujols, 1915, in-8, 13 p. Extrait des *Bulletins et mémoires de la Société archéologiques et historiques de la Charente*.

Excellente contribution à la biographie charentaise relative à l'obtention d'un brevet de capitaine pour le fils de M. Pelluchon des

Touches, maire de Cognac en 1692-1693. Moins facilement qu'aujourd'hui on pouvait accéder dans les bureaux de la guerre.

GOURDET (Edouard). — *Femmes de France*, un acte en vers. Souvenir de la grande guerre, 1914-1916. La Rochelle, imprimerie Masson, 1916, in-16 carré, 28 pages.

Histoire populaire des prêtres déportés en Charente-Inférieure, 1793-1795. Cognac, imprimerie de C. Collas, 1914, in-8, 54 pages, fig. et cartes.

LEMONNIER (chanoine P.). — *La déportation ecclésiastique à Rochefort (1794-1795)*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1916, in-8, 270 pages et un tableau. Tirage à 300 exemplaires dont 200 destinés aux notaires ecclésiastiques désignés par les évêques de France. (*Extrait de la Revue de Saintonge et d'Aunis*).

Nous n'avons pas à présenter ce volume aux lecteurs de cette *Revue* qui le connaissent parfaitement pour en avoir vu défiler sous leurs yeux tous les chapitres. Ils savent avec quelle patience l'auteur a fouillé les archives publiques et en a extrait des documents du plus haut intérêt. Toutes les péripéties du grand drame de l'île d'Aix leur ont apparu dans leur sinistre tristesse. Les victimes de la haine jacobine ont attendu longtemps leur glorification. Elle est proche, et notre très zélé et très patient confrère en aura été l'ouvrier.

Ce volume n'est pas la simple réunion des articles insérés dans la *Revue*. M. l'abbé Lemonnier a ajouté une *liste chronologique des décès des prêtres déportés à Rochefort* et un grand tableau des ecclésiastiques détenus à l'abbaye de Saintes.

VENANT (Henry). *Abraham marquis Duquesne, lieutenant-général des armées navales, et la Seigneurie de Belébat*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1916, in-8, 20 pages. *Extrait de la Revue de Saintonge et d'Aunis*.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AOUT

AVIS ET NOUVELLES : Election ; Incendie ; Don du château de Mirambeau ; Explosion de La Pallice.
NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : Abbé Tricoire ; M. Guerry.
VARIÉTÉS : *La mission du marquis de Boufflers en Béarn, Guyenne, Périgord, Saintonge*, document annoté avec préface, par M. Ch. Dangibeaud. — Introduction à *l'histoire des évêques de Saintes* (suite) ; *Vie de saint Vivien*. par M. J. Depoin.
DOCUMENTS : *Minutes de notaires, Notes de lecture*, par M. Ch. Dangibeaud.
RÉPONSE : Cavalier d'Aunay.
LIVRES ET REVUES.

AVIS ET NOUVELLES

Notre confrère M. Delavaud a été élu président de la société de l'Histoire de France.

Parmi les acquisitions faites en 1915 par le musée du Louvre, figure « une sculpture provenant de l'église de Parthenay, payée 50.000 fr. »

Par décret en date du juin 1916, le ministre de la guerre est autorisé à accepter la donation du château de Mirambeau offert à l'Etat par le duc de La Trémoille et de Thouars, député de la Gironde, pour être transformé en établissement hospitalier.

Le château de Mirambeau fut acheté, le 21 juillet 1813, par le comte Duchatel, pair de France, du marquis de Caupenne, au prix de 260.000 francs. Il passa à son fils, Tanneguy-Duchatel, qui fut ministre (1834-36-1839-48), décédé le 5 novembre 1867, laissant de son mariage avec Mlle Paulé un fils, Tanneguy, député, ambassadeur, et une fille qui épousa (1862) Charles-Louis duc de La Trémoille et de Thouars, prince de Tarente et de Talmont.

Les meneaux des fenêtres du second étage du clocher de Saint-Pierre à Saintes, ont été refaits en juin 1916.

Le 20 juin, un incendie a consumé le château de Gibeau, commune du Fouilloux, appartenant à M. Jean Dupuy, sénateur.

Le feu a pris dans les combles et s'est propagé avec une très grande rapidité.

Ce château fut construit sous la Restauration par le duc Decazes, qui avait acheté le vaste domaine de Villette.

Du duc Decazes, il a passé entre les mains de MM. Theroulde, 1860; Mahieu, 1871; Lasne, 1887; Dupuy, 1894.

La Charente-Inférieure du 14 juin 1916 reproduit, d'après le *Journal officiel*, le discours de M. Hesse développant son interpellation sur l'explosion de La Pallice.

Nous savons maintenant que 220 tonnes de mélinite ont fait explosion, contrairement au dogme scientifique qui veut que la mélinite entrée en combustion ne détone pas, mais brûle dégageant une fumée assez abondante sans accélération marquée une fois la masse enflammée.

Résultat : 172 morts, 150 blessés, 350 ouvriers et ouvrières en chômage, 8 à 10 millions de dégâts environ, six usines voisines arrêtées.

M. Hesse a montré dans quelles conditions l'usine avait été construite, en dehors de toutes les précautions édictées par les lois.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 3 mai 1916, est décédé à Saint-Simon, M. l'abbé Tricoire, ancien curé doyen d'Hiersac, né à Saint-Simon le 10 juin 1844, prêtre le 19 décembre 1868. Il est l'auteur d'un livre sur le *Château d'Ardenne* (1890) et d'un autre sur les *Evêques d'Angoulême* (1912).

M. Guerry, ancien juge de paix du canton nord de Saintes, chevalier de la Légion d'honneur, est décédé au Port Bertheau, le 27 juin 1916, âgé de 63 ans (Voir *Revue*, tome XXXII, p. 174).

VARIÉTÉS

LA MISSION DU MARQUIS DE BOUFFLERS

EN BÉARN, GUYENNE, PÉRIGORD, SAINTONGE

(1685)

La *Relation* que l'on va lire fait partie du volume 841 des manuscrits de la Bibliothèque municipale de Lyon. Je la crois inédite. J'ignore par qui elle a été écrite, son auteur ayant négligé de signer la lettre d'envoi reproduite à la fin de sa rédaction. Est-ce un Jésuite? Je suis tenté de le croire, si on tient compte de plusieurs passages élogieux concernant les missionnaires appartenant à la compagnie de Jésus seuls nommés. Elle n'est pas datée, mais elle est antérieure à 1693, parce que Boufflers n'est appelé nulle part maréchal, dignité qu'il n'eut qu'en 1693, et jamais duc, titre qui ne lui fut accordé qu'en 1695.

Il semble que l'auteur ait voulu mettre en haut relief deux personnages de qualité et de rang bien différents : le marquis de Boufflers, l'une des belles figures militaires du règne de Louis XIV, et un simple capitaine, d'Espagnac, de qui le nom revient presque à chaque page et en toutes circonstances ; de Boufflers en aurait fait son officier de confiance, il le charge des missions délicates qu'il remplit à son honneur du reste. Il est même permis de se demander si l'auteur, — répondant au désir d'un inconnu, — n'a pas écrit son mémoire précisément dans le but de faire l'éloge de ce d'Espagnac, à qui les néo-catholiques décernèrent le sobriquet de jésuite rouge, d'exalter son zèle et ses services, fut-ce en forçant la note. Il distribue largement, sans doute, les louanges au chef, mais n'est-ce pas pour avoir le droit de ne pas les ménager au subordonné? comme s'il voulait prétendre que si le marquis a si bien réussi dans sa mission, il doit une bonne part du succès au capitaine d'Espagnac. On ne peut qu'être frappé, en tout cas, de l'importance qu'il lui donne et du peu d'attention qu'il porte sur les autres officiers qu'il nomme tout juste. Il en est un, cependant, « missionnaire botté » des plus actifs et des plus énergiques, de grade plus élevé, le futur gouverneur de Brouage, du

Saussay, sur le compte de qui il aurait dû glisser moins légèrement. Si d'Espagnac est bien François de Damarzit, mort en juillet 1692, on peut dire que cette *Relation* a été écrite entre le 31 juillet 1692 et le 27 mars 1693.

Cette tendance très marquée mise à part, le récit paraît bien informé, mais très inégalement composé. Deux parties sont très développées : le camp sur l'Adour et le séjour en Périgord ; les autres le sont beaucoup moins ou très peu, notamment celle relative à la Saintonge. Du Quercy et du Limousin il n'est nulle part question. Il passe sous silence des détails qu'il ne peut ignorer : ainsi Boufflers vint à Saintes : nous le savons par Boisrond (1), il n'en souffle mot. En revanche, je crois qu'en dépit des injures qu'il inflige aux noms propres, l'on peut avoir confiance dans les épisodes qu'il raconte avec peut être quelques enjolivements.

J'aurais aimé contrôler les assertions du narrateur, les compléter, les rectifier au besoin, en tout cas les confronter avec les rapports de Boufflers à Louvois, et la correspondance de ce dernier. Il aurait fallu pour cela avoir accès aux archives du ministère de la guerre. Inutile de dire pourquoi je n'ai pu mettre mon projet à exécution. Depuis deux ans elles sont fermées. Je me suis donc contenté de récolter des fragments épars deci delà dans les livres tels que le *Louvois* de Rousset, l'*Histoire de Mme de Maintenon*, du duc de Noailles, le *Journal* de Dangeau, les *Mémoires* de Boisrond, les *Lettres*, les *Mémoires* publiés dans le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme français* et les livres consacrés à cette période critique du protestantisme précédant la révocation de l'édit de Nantes, dans notre région (2).

(1) *Mémoires* apud : *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, tome X, p. 343.

(2) Notamment : Pascal. *Sous la Persécution en Saintonge* ; Moutarde : *Les Eglises réformées de Saujon* ; Les abjurations en Saintonge ; Nazelles : *Le Protestantisme en Saintonge sous le régime de la révocation* ; Crottet : *Histoire des églises réformées de Pons* ; Puaux : *La Réforme de Marennes* ; Lièvre et Weiss : *En Seudre* ; Letelié : *Fénelon en Saintonge*, apud : *Archives hist. de la Saintonge*, tome XIII ; Thomas : *La Réforme dans l'île d'Oleron* ; Bujeaud : *Chronique protestante de l'Angoumois*.

Delavaud : *Révocation de l'édit de Nantes en Saintonge et en Aunis* ; de Richemond, *Cozes en Saintonge* ; Weiss : *La Réforme à Saintes et en Saintonge*, apud *Bullet. de l'Hist. du Protestantisme fr.* 1893. Voir les fascicules très instructifs de ce même *Bulletin* de 1893, 7-9 et ceux 1-9 de 1895.

Boufflers reçut ordre, en 1685, d'assembler une armée à Bayonne « pour une affaire qui n'eut pas de suite » (1), et, quand l'incident diplomatique, qui avait motivé cette démonstration militaire, fut réglé, il campa pendant deux mois sur les bords de l'Adour, attendant une nouvelle destination. Entre temps, la cour avait décidé Louis XIV à pousser énergiquement les protestants et à les ramener dans le giron de l'Eglise catholique, coûte que coûte. Depuis plusieurs années on y travaillait, mais on se flattait d'aller plus vite et d'extirper l'hérésie. Dans cette conviction on résolut de faire appuyer par l'armée l'action des religieux et du clergé paroissial. Marillac avait expérimenté le moyen de pression, en 1681, dans le Poitou. Blâmé énergiquement par le roi et même par Louvois, il fut acclimaté pour ainsi dire durant les troubles de 1683 en Dauphiné et Vivarais, lesquels mirent en évidence la puissance du parti protestant. Bridet définitivement les hérétiques, éteindre la secte, tel fut le but qu'on se proposait. C'est alors que Boufflers fut chargé d'employer ses régiments à cette besogne et de les répartir en Béarn, d'abord, et de remonter ensuite en Guyenne, Périgord, Quercy et Saintonge.

En Béarn, son action aurait été fort modeste, si nous nous en rapportions à notre relation qui en parle à peine et aux *Mémoires* de l'intendant de la province, Nicolas Foucault. D'après ce dernier, Boufflers aurait été un simple témoin de ses exploits, lesquels auraient amené 22.000 conversions en quelques mois. Or, Boisrond et Dangeau nous apprennent que Boufflers, au contraire, inspira grand peur à la province et avait obtenu des résultats considérables; l'un le voit approcher de Saintonge avec crainte, l'autre assure qu'on le citait en modèle (2). En Guyenne, à Montauban, en Périgord, à Bergerac, il se montre très actif et personne ne lui résiste. En Saintonge, il passe en triomphateur. Il est vrai que ses « apôtres » agissent plus que lui.

On n'attend pas de moi — j'espère — que j'entreprenne ici une histoire de la révocation de l'édit de Nantes, même limitée à la Saintonge. C'est une période extrêmement touffue, une histoire très complexe, qui demande une très longue préparation et surtout un sens critique, une indépendance d'opinion,

(1) Voir la note 2 page 218.

(2) *Journal*, 16 septembre 1685.

un affranchissement absolu de parti pris, que l'on rencontre trop rarement dans les livres écrits sur ce sujet délicat. J'en dirai cependant quelques mots en guise d'éclairage du document que je publie.

Les dragonnades ont très mauvaise réputation ; elles l'ont mérité à beaucoup d'égards. La répression de l'insurrection des Cévennes y a beaucoup contribué. Mais on oublie trop qu'elles étaient destinées à faire du mal et envoyées pour en faire dans des conditions déterminées. Bénignes pour le plus grand nombre des protestants en cause, elles sont devenues rigoureuses pour une minorité par suite des circonstances, abstraction faite de cas particuliers attribuables aux seuls soldats. Certains écrivains se sont complu à brosser des tableaux poussés au noir des excès commis par les dragons de Louis XIV. C'est facile. Il suffit d'écouter d'une oreille complaisante et de répéter, sans discuter, les plaintes des victimes. Les accusations sont nombreuses, la défense s'est beaucoup moins fait entendre. Notre *Relation* ne dit absolument rien de l'action des dragons. Elle se contente de faire remarquer que les cavaliers se retirèrent de La Force sans rien prendre. Comme cette action a duré plus de trente années, il est aisé de trouver des exemples plus ou moins réels, exagérés ou exacts, de vexations, d'excès, d'injures, de brutalités de toutes sortes et de présenter les « missions bottées » sous les couleurs les plus sombres et les plus odieuses. L'indignation a dicté des pages enflammées et on attribue aux seuls dragons tous les tourments endurés par les protestants. Ces derniers ont eu à souffrir de bien d'autres gens, y compris des leurs, fraîchement convertis. Certes, je ne prétends pas excuser les soldats et les blanchir. J'aurais trop de peine sans y réussir. J'accorde de grand cœur que dans une affaire de foi religieuse la contrainte physique, les mauvais traitements, ne devraient jamais intervenir. Les premiers blâmables sont Louis XIV et surtout ses conseillers, d'autant plus blâmables qu'ils savaient pertinemment les conséquences de l'envoi de régiments dans les pays protestants. En temps normal, un régiment inspirait la terreur partout où il séjournait (1), à plus forte raison cette

(1) Depuis quinze jours la ville (La Rochelle) est remplie de soldats de sorte que le commerce ne va plus (*Gazette de Haarlem*) apud *Bulletin du Protestantisme*, 1880, p. 262. Un protestant parlant du curé de Saint-Savinien,

terreur devait-elle tourner en folie quand les soldats recevaient leurs billets de logement chez des habitants qu'ils savaient être désagréables au gouvernement et que par leur présence ils devaient les amener à être agréables. Cavaliers et fantassins n'ont donc fait qu'exécuter une consigne. Qu'ils l'aient faussée je n'en doute pas, d'autant plus que certains grands chefs, civils et militaires, se montraient parfois plus exigeants que le roi et le ministre, faisaient du zèle, contre les huguenots. Le pouvoir fut débordé et désobéi par ses agents. Il dut plus d'une fois les rappeler à l'ordre et modérer leur ardeur, sans y réussir toujours (1).

Le roi veut que les huguenots de son royaume se convertissent à la religion catholique. Voilà le mot d'ordre. La volonté du roi a une puissance énorme dans le civil comme dans le militaire, personne ne la discute au moins ouvertement, chacun obéit, comme nous nous obéissons — souvent en maugréant — à la Loi. L'armée avait son opinion (2) sur la vilaine besogne dont on la chargeait, mais elle devait obéir par discipline et elle obéit. On est stupéfait, vraiment, quand on voit le corps d'officiers d'un régiment protestant déclarer qu'il exécutera les ordres du roi contre ses frères réformés, quand même ce serait contre le diable (3). Les instructions étaient modérées. Elles prescrivaient de s'abstenir de tout désordre, de ne retirer de l'habitant que « 20 sous par cavalier pour le fourrage et l'ustensile et 10 sous par fantassin pour l'ustensile » (4), le logement en plus bien entendu. Le logement devait cesser dès que l'habitant s'était converti, les troupes devaient se retirer de la localité « lorsque tous les religionnaires seront

Béchet assure « qu'il disoit plus d'insolence en publicq que n'auzeroit faire un homme de guerre ». *Bulletin de l'Inst. du Protestantisme*, 1894, p. 87. En Poitou, Marillac exploita cette terreur. Il accorda deux années d'exemption de logement des gens de guerre à ceux qui se convertissaient.

(1) C'est le cas de Foucault notamment à Poitiers qui n'en faisait qu'à sa tête et Louvois n'osait pas le révoquer.

(2) Nous avions en garnison à Saintes le régiment de Saint-Sylvestre commandé par Montifaut... qui m'avoit dit confidemment ce qu'il en pensoit et et ce qu'il savoit - *Mémoires de Boisrond*, apud *Recueil de la Commission des Arts et Mon. de la Charente-Inférieure*, tome X, p. 239. Le duc de Noailles désapprouvait aussi la méthode mais obéissait. *Mémoires*, de Michaud, p. 20.

(3) Voir plus loin la note 3 page 228 concernant le régiment de Kœnigsmack.

(4) Voir plus loin la note page 229.

convertis, même lorsque la plus grande partie aura pris le bon parti, différant jusqu'en un autre temps de faire convertir le reste » (1). Tout officier, tout soldat qui outrepasserait ces ordres serait sévèrement puni. On pouvait même se faire exonérer du logement si on avait quelques protections. Boisrond raconte que quand le régiment d'Artois arriva à Orignac, un « vieux lieutenant séditieux... un fripon d'officier réformé, » s'avisa d'aller loger chez lui, dans son château gardé par une vieille domestique avec 30 (*alias* 4) hommes, d'y vivre grassement pendant trois ou quatre jours. Boisrond averti, s'empessa de protester et le commandant fit déloger le lieutenant et ses hommes, parce que Boisrond était dans les meilleurs termes avec Boufflers et même le commandant, voire l'évêque, tout protestant impénitent qu'il fut. On verra que par égard pour le duc de La Force, Boufflers donne l'ordre de ne pas faire entrer la troupe dans le village de son duché.

En pratique, qu'advint-il de cette modération? comment les ordres furent-ils exécutés et respectés? Cela devait dépendre de bien des choses : du recrutement du régiment en hommes et en officiers, de leur mentalité, de la discipline et de la surveillance exercée par le commandement (3). La crainte de loger les troupes provoque des conversions en masse. On ne lira

(1) *Ibidem*. Foucault lui-même « demande des billets de logement en blanc, étant certain que la seule approche des troupes produira un grand nombre de conversions. Je tiendrai la main à ce que les soldats ne fassent aucune violence. » *Mémoires*, et il ajoute p. 123 : « Il y eneut beaucoup qui ont abjuré sans avoir vu les soldats. »

(2) *Mémoires*, *loco citato*, X, p. 240.

(3) Louvois blâme de Larrey et du Saussay des violences qu'ils ont autorisées ou tolérées. Rousset, *loco citato*, III, p. 470. « Ces violences n'étaient pas du goût de sa Majesté ». Il est certain que les intendants ont fait du zèle excessif. Ils mettaient un point d'honneur à obtenir des conversions à n'importe quel prix. Louvois pourtant peu tendre, est obligé constamment de les rappeler au respect des ordres. Marillac feignait de comprendre à rebours les ordres qu'il recevait.

Victor Bujeaud (*loco citato*) qui a écrit un chapitre sur les dragonnades en Angoumois et en Saintonge — un des plus sombres que l'on puisse lire, mais sans aucunes références — écrit cette phrase : « On eut soin, dans la distribution des logements, de séparer les officiers des soldats qu'ils commandaient, pour que ces derniers pussent se livrer sans crainte à leur rage inventive ». Alors ! on s'explique bien des excès, mais quel est ce on qui avait l'esprit si infernal de soustraire les soldats à la surveillance des chefs pour leur permettre de faire tout le mal possible ?

pas sans sourire le *coup monté*, à l'aide duquel le capitaine d'Espagnac obtient en moins de trois heures, à Mortagne-sur-Gironde, la conversion de 1.500 personnes. Cette soudaineté est générale. « Cela va si vite, que tout ce que peuvent faire les troupes est de coucher une nuit dans les lieux où on les envoie. Malgré tout, des violences furent commises en plusieurs endroits » (1). C'était fatal. Comment en aurait-il été autrement ? Les soldats savaient pourquoi ils changeaient de cantonnement perpétuellement. S'il est vrai qu'on leur avait distribué des formules d'abjuration à faire signer, ils étaient parfaitement renseignés sur leurs devoirs et la manière forte devait leur sembler préférable aux douces paroles à l'égard des grincheux. Personne parmi les protestants n'ignorait le but de ces démarches et n'avait assez d'abnégation et l'esprit de sacrifice pour les recevoir le sourire aux lèvres. C'est très naturel. Les habiles suivant la curieuse expression de Montausier (2) avaient devancé l'orage et s'en étaient garé en quittant leur religion, sincèrement ou par intérêt. On les entourait d'égards. Ceux qui restaient n'abdiquaient qu'avec rage ou protestaient ou refusaient. Par conséquent les soldats, arrogants par nature, devaient être plus ou moins mal, mais toujours mal reçus. Des deux côtés on ressentait une hostilité difficile à réprimer. Le moindre mot, la moindre discussion dégénéraient en bataille (3) et en vengeance, sans compter les brimades féroces et idiotes des soudards. Il y avait gros danger à n'être ni patient, ni soumis. L'opiniâtreté dans la résistance déclenchait une répression énergique. Là dessus les ordres étaient formels et même inhumains. Louvois ne craint pas de regretter que les dragons n'aient pas tiré sur les femmes de Clairac qui s'enfermèrent dans leur temple

(1) *Mémoires de Noailles*, éd. Michaud, p. 21.

(2) Dans une lettre publiée dans le *Bulletin du Protestantisme*, 1869, p. 96. il s'y fait convertisseur.

(3) Boisrond, homme prudent et de bonne compagnie cependant, était parfaitement disposé à entrer en lutte. Il raconte que le marquis d'Escot envoya à Saint-Georges de Didonne un lieutenant ordonner à sa femme « bonne chrétienne mais huguenote à brûler » de rentrer chez elle et d'abjurer. Elle quitte la maison où elle était réfugiée et se cache. Boisrond ne sachant où la trouver, court chez l'évêque et lui dit : « Vous êtes mon ami, le roi m'a accordé cinq semaines pour me mettre en règle, veuillez prévenir d'Escot — Parlez-lui vous-même, répond l'évêque. — Non réplique Boisrond, je ne le connais pas, je ne veux pas le connaître. S'il me touche il lui en échaudera. » *Mémoires, loco citato*, X, p. 217.

pour s'opposer à sa démolition. C'est lui, je crois, qui autorisait toutes violences contre les obstinés excepté le viol et l'assassinat. La résistance isolée, les refus d'abjurer étaient très compréhensibles, j'en conviens, mais combien dangereux et inutiles, puisqu'à moins de souffrir la mort, il fallait capituler, principalement lorsque le père de famille se sentait blessé dans ses sentiments les plus délicats, tout en dehors de la religion (1). La masse réfléchie, se résignait, se soumettait avant que les soldats n'eussent mis les pieds dans les maisons, les insoumis exaspéraient les « missionnaires bottés », qui alors ne respectaient plus rien. Louvois écrit à Boufflers puis à du Vigier d'agir contre les bourgeois de Barbezieux qui ont contrevenu aux déclarations du roi, encore plus durement que s'il n'était pas seigneur de la ville. Après la révocation, les assemblées interdites, les infractions aux édits attireront l'attention et une répression impitoyable.

Le dragon est donc l'épouvantail, une mesure d'intimidation de la masse, d'abord, l'instrument de réduction de la résistance en suite. Le pouvoir a spéculé sur la mauvaise réputation de « l'homme de guerre » grossier, sans gêne et exigeant en temps ordinaire. Grâce à cette crainte on arrache les abjurations par centaines avant tout contact entre l'armée et la troupe. Les récalcitrants agissent à leur corps défendant et il leur en cuit (2). Plusieurs se sauvent dans les bois, d'où ils guettent, s'il faut en croire Thibaudeau (3) — au moins en Poitou — les prêtres et tirent dessus. Dans ce cas, il ne faut pas s'étonner des représailles même sur des innocents.

Ce serait toutefois une erreur de croire que les abjurations n'aient été si vite obtenues que par le dragon. Sans parler des influences de famille, de la séduction au moyen de l'argent,

(1) Voyez dans *Bullet. de l'hist. du Protestantisme*, 1902, p. 504, la très belle et très touchante protestation de Pierre Garisson, écrite avant d'abjurer, ne cédant qu'après un mois ou deux de logement de cavaliers, de paiement de nourriture, craignant une ruine totale, épouvanté d'être privé de l'éducation de ses enfants et sollicité de laisser mourir son père sans être inquiété pour la conscience.

(2) C'est pour avoir enfreint une ordonnance sur le séjour que Pierre Boullays, en 1681, est obligé de loger un officier et quatre soldats qui le maltraitent. Cf. Richard, *Poésies de Pierre Babu*, qui cite un procès-verbal de constat des dégâts.

(3) *Histoire du Poitou*, tome III, p. 339.

autrement dit des marchés honteux, des achats de consciences consentis à vil prix (1), pratiqués par la caisse de Pellisson (un huguenot converti), de l'appât des pensions, d'emplois accordés aux nouveaux convertis, il faut signaler l'intervention des ministres qui donnèrent l'exemple du reniement ou le conseil publiquement de se soumettre. Certains d'entre eux poussèrent même l'inconscience ou l'impudeur jusqu'à devenir agents persécuteurs par ambition ou autre sentiment. Si les ministres, très écoutés, tout puissants, avaient prêché le refus de se convertir, s'étaient mis résolument à la tête du mouvement, pacifique s'entend (2), s'ils avaient organisé une résistance passive, la cour aurait été obligée de reculer devant l'énormité de sa tâche, ou d'atténuer ses rigueurs. Qu'auraient-ils risqué ? Rien, puisqu'ils avaient déjà perdu leurs temples, leurs cimetières, qu'ils étaient pourchassés et qu'on leur imposait les soldats malgré leur bonne volonté. Fontaine, dans ses *Mémoires d'une famille huguenote*, raconte que douze ministres et douze anciens réunis à Royan, peu d'heures avant l'arrivée des dragons, examinèrent la situation. « Simple candidat ministre » il eut l'audace de leur reprocher d'avoir prêché du haut de la chaire la doctrine de la non résistance : « son langage énergique souleva l'auditoire contre lui et le fit qualifier de « jeune homme impétueux à la tête chaude. » Bref, les ministres répondirent à Arnou, l'intendant de Rochefort, « qu'ils obéiraient au roi dans tout ce qui ne serait pas contraire à leur devoir envers Dieu... » Dangeau note, le 10 oc-

(1) Seignelay, en 1680, revenant de Rochefort, déclarait que dans le diocèse de Saintes des familles entières se convertissaient pour une pistole. Collection Clément, rapport au roi. Apud Gaillardin, *Hist. du règne de Louis XIV*, tome V, p. 56.

Foucault dit aussi que les distributions d'argent attiraient les conversions. A la cour le roi distribuait les pensions et des faveurs aux nouveaux et aux nouvelles convertis. Cette caisse fut créée en 1676 pour rémunérer par des dons d'argent les changements de religion, en exécution d'un plan qui consistait à provoquer abjurations non par des rigueurs mais par des récompenses, d'argent, de places. Les dragonnades ne sont venues qu'après, en 1681.

(2) Cette idée a été émise par plusieurs écrivains protestants. La résistance armée a été essayée : elle échoua et ne pouvait qu'échouer. C'était une insigne maladresse qui irritait davantage le pouvoir. L'insurrection du midi de 1683, si sévèrement réprimée, a été une des causes de la généralisation des dragonnades.

tobre 1685, qu'à Lyon « tous les huguenots de la ville s'étaient convertis par une délibération prise à la maison de ville, les ministres et tout le consistoire y étaient. Les dragons n'y étaient pas encore arrivés. » La *France protestante* (1) rapporte de nombreuses abjurations de pasteurs qu'elle déplore amèrement et que certains ont durement qualifiées de lâchetés. La philosophie enseigne que l'homme est libre de sa conscience, mais la pratique de la vie dans le monde apprend à cet homme qu'il ne peut pas changer impunément de croyance religieuse ou politique, si cela lui plait (en toute sincérité s'entend et non par esprit d'arrivisme ou d'intérêt), sans encourir le mépris et la haine de ses anciens coreligionnaires. Un homme qui change ne recueille d'approbations que parmi ses nouveaux amis, encore ne sont-elles pas toujours unanimes. La sévérité est facile, à deux cents ans de distance, quand on ne craint rien ni pour soi, ni pour les siens, que l'on vit bien et que personne ne vous menace de vexations. Il est établi par des témoignages que certains protestants dévots acceptèrent l'épreuve comme une expiation des péchés commis, devant bientôt prendre fin parce que le roi aurait compassion de ses sujets meurtris et affligés et qu'il consentirait à laisser renaitre la Religion Prétendue Réformée. Tous nos prêtres jureurs n'ont pas été des apostats méprisables par ambition, certains ont juré de bonne foi, par naïveté, et avec l'idée que — grâce à eux — la religion ne serait pas complètement anéantie. J'imagine que les pasteurs de 1685 ont été mis parfois en présence de terribles dilemmes, de situations inextricables, pour des hommes convaincus, et que tous n'ont pas cédé à quelque bas calcul ou au défaut de courage (2). Fontaine accuse les ministres des environs de Royan de se bousculer aux portes des églises pour abjurer. Cette imputation, sous la plume du jeune *impétueux*, a tout l'air d'une plate vengeance. Beaucoup s'échappèrent de France dès qu'ils le purent (3). Un certain nombre

(1) Notamment tome III, p. 475. *Archives historiques de la Saintonge*, tome XIII. Bugeaud *loco citato*.

(2) Leur conduite a été, l'objet de justifications, controverses, même à la fin du XVII^e siècle. La question est encore agitée. Cf. *Bulletin de l'hist. du Protestantisme*, 1914, p. 175-283, sa querelle avec l'*Évangéliste* à propos des 300 pasteurs en fuite.

(3) Sur une liste de pasteurs réfugiés en Hollande en 1686 on voit 29 noms de pasteurs d'Aunis et Saintonge. Voir *Bulletin du Protest.*, 1858, p. 428.

aurait manifesté le vif désir de rentrer en France auprès de leurs frères persécutés, mais une surveillance active les en empêcha (1).

L'exemple n'en avait pas moins produit son effet, et l'on comprend que le troupeau voyant son gardien passer à l'ennemi n'éprouva aucun scrupule à l'imiter, d'autant que cette soumission imposée n'était qu'un simulacre. La noblesse de son côté après une molle résistance se laissait endoctriner

Les gros chiffres d'abjurations inscrits dans les mémoires et les rapports sont-ils exacts ? Boufflers aurait ramené 400.000 âmes à la religion catholique, en deux mois (2). Saint-Simon dit que ces gros chiffres étaient surtout faits pour impressionner le roi et lui être agréables. « Presque tous les évêques, ajoute-t-il, y forcèrent, tandis que les bons catholiques et les saints évêques gémissaient de tout leur cœur de voir des orthodoxes imiter ce que les païens avaient fait contre la vérité, les confesseurs et les martyrs. » Saint-Hilaire, de son côté, affirme que le roi ne savait rien des « voies inouïes et barbares », à l'aide desquelles on déterminait les conversions (3).

Il est extrêmement rare d'avoir le moyen de vérifier les énormes quantités d'abjurations que les mémoires mentionnent. Si Saint-Simon a raison on doit douter de la réalité des chiffres donnés. Aussi le document que M. Garriçon a publié dans le *Bulletin de l'histoire du Protestantisme* en 1897 (4), emprunte-t-il une importance exceptionnelle à sa rareté. 23.530 personnes

Cf. aussi Bujeaud, *loco citato*, p. 265, et aussi *Archives hist. de la Gironde*, tome XV, une liste de pasteurs autorisés à sortir du royaume (1685) : huit sont de Saintonge.

(1) Cf. une lettre de Louvois dans *Bulletin de l'hist. du Protestantisme*, 1914, p. 250, et mémoires de Foucault.

(2) C'est notre Relation qui l'affirme.

(3) *Mémoires*, p. 40. Aussi n'est-ce pas sans un étonnement bien justifié que j'ai lu sous la plume d'un érudit très averti cette phrase : « comme si ce roi n'était pas au courant des moindres détails et incapable d'un mouvement de pitié. » *Bulletin du Protestantisme*, 1902, p. 544.

Louis XIV n'était pas fermé à toute pitié. Ce même *Bulletin* (1907, p. 273) en a cité, d'après les *mémoires* du marquis de Sourches, un exemple très caractérisé : « 18 juillet 1685, la fille étoit véritablement relaps, elle a été condamnée, mais le roy luy a accordé sa grâce et elle sortit de prison ». Il a fait souvent preuve de patience, et accorda maints délais. M. Ch. Bost admet que « l'opinion populaire aux Cévennes, avait été d'abord que le roi ne savait rien de ce qui se faisait contre les huguenots. » *Ibidem*, 1908, p. 195.

(4) Voir plus loin la note de la page 232.

se seraient converties dans la seule Election de Montauban en 1685 et 28 ou 30.000 dans la Généralité. Il faudrait savoir d'où il émane. D'où qu'il provienne il confirme, et au-delà, le chiffre que Louvois envoyait à son père dans une lettre du 7 septembre. « Il s'est fait, dit-il, 60.000 conversions dans la généralité de Bordeaux et 20.000 dans celle de Montauban » (1). Si on écoute un témoin (2), dans cette même province « il ne s'est pas sauvé 20 ou 30 familles, qui errent dans les bois », assertion confirmée par le document de M. Garriçon. Un fait reste indubitable c'est que les dragonnades de 1685 laissèrent derrière elles un nombre très respectable de non convertis, qui furent soumis au même régime de conversions, à plusieurs reprises, pendant trente ans.

Si les chiffres inspirent quelque méfiance, il n'y a aucun doute à concevoir sur la qualité des abjurations. Saint-Simon dit que les bons catholiques ne pouvaient se consoler de « cette immensité de parjures et de sacrilèges. » En réalité, les gains enregistrés par les dragons et les prédicateurs étaient extrêmement fragiles. On obtenait ce beau résultat d'introduire dans les églises des gens qui n'étaient ni catholiques, puisqu'ils ignoraient tout de la religion qu'ils venaient d'embrasser, ni protestants puisqu'ils venaient de renoncer solennellement aux « erreurs de Calvin ». De grandes missions sont instituées pour

(1) *Dépôt de la guerre*, vol. 747, apud de Noailles, *Madame de Maintenon*, II, p. 418.

(2) Voir la note page 232.

Sur cette très essentielle question du chiffre des conversions à une époque déterminée, capitale pour juger de l'effet des prédications, des moyens de pression, on ne possède que des données très rares et peu concordantes. Cf. *Bulletin du Protestantisme*, 1866, p. 511, 1888, p. 88, 1896, p. 76, 1908, p. 82, qui insère un état des nouveaux convertis (sans date) où on lit qu'il y en aurait eu 72.000 dans la province de l'Aunis, 32.000 en Béarn, 30.000 à Montauban, 100.000 à Bordeaux et en Saintonge. Un *mémoire* de 1686 ou 1687 publié dans le tome XV, p. 250, des *Archives historiques de la Gironde*, estime à (p. 523) 18.000 familles les nouveaux convertis dans le diocèse de Saintes, soit environ 80.000 personnes, dont 60.000 réparties dans la généralité de Bordeaux.

En 1858 ce même *Bulletin* (p. 25) a publié un *Etat des religionnaires*, en 1682, incomplet, qui donne un état pour la généralité de Limoges qui est uniquement l'état des protestants dans l'étendue de notre arrondissement de Saint-Jean-d'Angély, paroisse par paroisse, sauf trois. Le chiffre des religionnaires monte à 3.821 pour 1.102 familles. M. Thomas a donné les noms des convertis de l'île d'Oleron (*loco citato*, p. 77 et s.)

leur instruction religieuse (1). Mais s'il est vrai que beaucoup de familles acceptèrent leur nouvelle situation, s'y résignèrent sans trop de regrets, pratiquèrent sans trop de difficulté, combien de simulateurs, combien de prétendus « réunis » protestants déguisés n'aspirant qu'au moment où ils pourront se soustraire à des obligations auxquelles ils répugnent. Nombreux convertis et surtout nombreuses converties ne se tenaient pas pour liés par des formules prononcées du bout des lèvres, ou écoutées d'une oreille distraite, malgré leurs termes les plus explicites, les plus solennels, les plus catholiques (2). On jurait parce qu'il fallait « obéir au roi ». La cérémonie était très simple, et constituait toujours une odieuse comédie (3). Les actes sont d'ailleurs rarement signés sur les registres paroissiaux et souvent passés hors de la paroisse du néophyte. Quant aux abjurations envoyées en bloc au devant d'une compagnie elles n'avaient d'autre valeur qu'une formalité cherchant à écarter un fléau. L'article XII de l'Edit révocatoire infligea de cruels regrets, à ceux qui s'étaient hâté de renoncer à leur religion, parce qu'il éveilla l'idée de la liberté de conscience tout en défendant les assemblées. « Il y avait à la queue de cet édit, remarque Boisrond, un article qui rassura force protestants », et il ne se cache pas pour dire que ce fut une faute insigne et que s'il n'avait pas été mis, petit à petit, par nostalgie de religion, par extinction des vieux, par renouvellement des générations, et par les mariages, la France, insensiblement aurait été

(1) Sans parler de celle de Fénelon (*Archives de Saintonge*, tome XIII). Voyez dans *Arch. hist. de la Gironde*, tome XV, p. 520, le mémoire concernant les missionnaires dans chaque diocèse de la généralité de Bordeaux, l'évêque de Saintes demande douze bandes de quatre prêtres ou religieux, plus deux de huit personnes venant de Paris, en outre de deux bandes de prêtres de la Mission, soit au moins 64 prédicateurs pour le diocèse.

(2) La correspondance administrative sur le règne de Louis XIV, tome IV, p. 383, en donne une, mais les registres paroissiaux en contiennent de bien plus étendues et encadrantes pour une conscience de bonne foi. M. Thomas a donné celle qui fut composée par l'évêque de Saintes. Je l'ai retrouvée à Bois avec modifications légères, mais en général le curé se contente de constater l'abjuration.

Quand on voit des enfants de 2, 3, 4, 5 ans, admis aux abjurations, on ne peut s'étonner s'ils ne tenaient pas leur serment.

(3) Voyez la lettre du président de Gascq à Châteauneuf, du 27 octobre 1707, dans Thomas *loco citato*, p. 87. On se contentait d'assembler le huguenots, on les faisait mettre à genoux, le prêtre donnait l'absolution et c'était fini.

entièrement catholique (1). C'est peu croyable, mais il est très sûr que cet article releva le courage des calvinistes et réveilla un espoir qui auparavant était perdu. Il est certain que cet article étrange, que l'on a qualifié de traquenard, détruisait en partie le but poursuivi depuis des années et consolidait les consciences chancelantes (2).

Le haut clergé, le clergé paroissial étaient très divisés sur l'opportunité des violences. Tous obéissaient, mais personne, même les plus déterminées, n'entretenait d'illusion quant à la solidité des conversions ainsi obtenues (3). Cet article XII en leur coupant les bras ne les excitait pas à une vigilance toujours en éveil. S'il est vrai que le devoir les forçait à surveiller leurs recrues et à s'assurer qu'elles fréquentaient leur église, ils savaient à quoi s'en tenir et fermaient les yeux sur nombre d'infractions. Ils mariaient et baptisaient en connaissance de cause. Les moribonds leur donnaient soucis et ennuis. C'est alors qu'on inventa ces procès qui nous paraissent si odieux des relaps, mais en somme conformes au principe du droit criminel du temps qui poursuivait certains crimes (suicide, duel), jusque dans la mort. On faisait le procès à la mémoire du défunt. A Bois, j'ai trouvé des exemples très caractérisés de la persistance de la pratique religieuse protestante chez des converties au su du curé du lieu. En 1703, une femme âgée est malade, le curé va la visiter et lui offrir les secours de la religion. Il l'exhorte pendant trois quarts d'heure

(1) Mémoires, *loco citato*, X, p. 280.

(2) Foucault assure que cet article arrêta net les progrès des conversions (*Mémoires*, p. 127.) Voir aussi Rousset, *loco citato*, III, p. 488, et encore la lettre de l'évêque de Grenoble dans *Bulletin du Protestantisme*, 1855, p. 580 : « Les choses prenaient un assez bon train quand l'édit portant révocation de l'Edit de Nantes changea entièrement les dispositions de leurs esprits... etc.

(3) Sur les dispositions favorables d'une partie du clergé, haut et bas, les témoignages sont nombreux.

Un vicaire arrache la femme de Migaud des mains des dragons (Migault, *Journal*). Migault s'échappe grâce à la complicité de dames catholiques.

Voyez dans *Bulletin de l'histoire du Protest.*, 1853, p. 447, les évêques miséricordieux : 1802, un prêtre tolérant, 1816, p. 67. Les *Etudes* de M. l'abbé Rouquette et l'article de M. Bost, dans le même *Bulletin*, 1908, p. 194.

« Dans l'ouest, comme dans le midi, bien des familles secrètement protestantes n'auraient pu se fonder et rester... s'il ne s'était pas trouvé des prêtres opposés à la violence. . . » Weiss et de Richemond, *Un prêtre Sain tongeais condamné aux galères pour avoir été tolérant*. *Ibidem*, 1897, p. 93.

et se retire n'ayant pour tout bénéfice que cette déclaration : « Je refuse de renoncer à ma religion que je n'ai jamais cessé de pratiquer quoique j'aie abjuré le 22 septembre 1685. » (1) En 1714, une autre, dans la même circonstance répond : « Je m'en soucie point des sacrements ! je suis telle que j'ai été. Feu monsieur le prieur m'a bien toujours doutée telle que je suis, je mourrai comme Dieu voudra. » Or cette femme était mariée, elle avait reçu les sacrements à la sollicitation de son mari et de ses enfants (2). C'est effroyable.

Combien plus énergiques, plus francs, plus touchants et plus sympathiques furent les fugitifs qui au lieu de courber la tête sournoisement sous la tempête, la gardèrent haute et prirent le chemin de l'exil, abandonnant tout derrière eux, famille, biens, amis, partant avec un léger bagage, se lançant dans l'inconnu d'une vie nouvelle à l'étranger, au risque de la prison ou des galères s'ils étaient pris. Malheureusement leur fuite coûta cher à la France.

CH. DANGIBEAUD.

J'ai le devoir — et je m'en acquitte avec reconnaissance — de remercier MM. le C^t de Saint-Saud, et Delavaud du bienveillant concours qu'ils m'ont prêté pour identifier certains noms.

CH. D.

★★

RELATION de ce qui s'est passé de plus considérable touchant les conversions dans les provinces de Guienne, Béarn, Navarre, Quercy, Limozin, Périgord et Xaintonge, sous le Commendement du marquis de Boufflers en l'année 1685.

Le roy ayant résolu d'achever d'extirper l'hérésie de son royaume, et voyant qu'elle estoit plus enracinée dans la Guienne et dans les provinces voisines que dans les autres voulut commencer par là son entreprise. Il choisit pour con-

(1) C'est exact. En trois jours on compte 78 adjurations ; elles continuent les jours suivants. La présence d'un officier du régiment de Saint-Sylvestre est mentionnée.

(2) Voyez d'autres exemples dans le *Bulletin*, 1856, p. 512, dans les *Abjurations* de M. le pasteur Moutarde et dans la *Réforme* de M. Thomas.

En mars 1684 on surprend une femme nouvellement convertie dans le temple de Pouzauges faisant la cène. *Ibidem*, 1855, p. 578.

duire l'exécution de ce grand dessein le marquis de Boufflers, comme un homme des plus capables. Pour cacher cette entreprise aux huguenots, Sa Majesté envoya ce marquis à Bayonne sous prétexte de quelque entreprise sur la ville de Fontarabie (1), dont les habitans disputoient le droit de pesche sur la rivière de Bidasoa à ceux d'Andaye et leur faisoient fort souvent des insultes (2). Ce qui acheva de persuader que le marquis n'avoit d'autre dessein, c'est qu'après qu'il fut arrivé, il

(1) Des affaires de ce genre se répétaient souvent des deux côtés. A la date du 29 avril 1684 on voit dans les archives communales de Bayonne une demande de mise en liberté de deux pêcheurs de Hondarroa qui ont été capturés et menés avec leurs chaloupes à Saint-Jean de Luz. *Bulletin de la Société des Sc. et A. de Bayonne*, 1884, p. 17.

« Il est à observer, dit Foucault dans ses *Mémoires* (p. 118) que le roi n'avoit pas envoyé des troupes en Béarn par rapport aux affaires de la religion, mais pour former le camp que Sa Majesté avoit résolu d'établir sur la frontière d'Espagne. » Foucault ne souffle mot de Fontarabie.

Sur cette affaire, voir au *dépôt de la Guerre*, le vol. 738.

Louis François de Boufflers, né le 10 janvier 1644 ; cadet dans le régiment des gardes françaises en 1663 ; brigadier général des dragons en 1675, maréchal de camp en 1677, colonel général de dragons en 1678, lieutenant général en 1681. On lui donna le commandement de Guyenne et celui du camp de l'Adour par lettres du 28 juillet 1685 et 10 mai 1686.

Il fut élevé à la dignité de maréchal de France le 27 mars 1693, en récompense de sa belle et vigoureuse défense de Namur, où il subit un siège de 63 jours, contre les forces réunies de l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et l'Allemagne. Obligé de se rendre après avoir repoussé quatre assauts, il fut fait prisonnier, envoyé à Maestrich, mais relâché quinze jours après (Moréri).

(2) Boufflers avait été envoyé, avec deux régiments de dragons à Bayonne au moment où, au mois de mars 1685, se posa la question de la succession d'Espagne. Louvois écrit à Boufflers le 24 avril : « Je vous ai communiqué, avant votre départ, l'avis que le roi avoit eu que les Espagnols pensoient à céder publiquement la propriété des Pays-Bas à M. l'Electeur de Bavière, ou, s'ils connoissoient que le roi fut en l'intention de ne le pas souffrir, à l'en mettre en possession, sous prétexte de lui en donner le gouvernement. Les déclarations que M. le marquis de Feuquières a faites sur ce sujet au roi d'Espagne et à son conseil, et votre arrivée à la frontière, ont fait tout l'effet que Sa Majesté pouvoit désirer, le roi d'Espagne ayant pris le parti de nier qu'il eut jamais eu une pareille pensée. »

Dangeau note dans son *Journal* au 24 avril 1685, les instructions données par le roi à l'ambassadeur de France à Madrid, ainsi que ses avertissements, et en particulier : « qu'il avoit envoyé Boufflers à Bayonne et fait marcher beaucoup de troupes vers la Navarre pour entrer dans leur pays au cas qu'ils voulussent faire une démarche si contraire aux intérêts de son fils et au repos de l'Europe. »

visitta l'artillerie, et la fit mettre en estat, s'informa de Deviny (1), si le régiment de bombardiers, qu'il commendoit, estoit prest de marcher en campagne. Il fut encore aux magasins pour voir s'il n'y manquoit rien ; après il envoya des lettres circulaires à tous les commandants qui estoient en quartier dans la dependance de son commandement, leur ordonnant de se tenir prest pour marcher ; que cependant ils envoyassent des officiers à l'ordre auprès de luy (2).

Dans ce temps là, il fit racommoder les meschants chemins, et il en fit faire un tres beau depuis la ville de Baionne jusques à Saint-Jean-Pied-de-porc (sic) (3) dans les monts Pirennées qui a sept lieues de long et dix pieds de large, qui est couvert du costé d'Espagne par la rivière de la Nidre (4). On y peut faire passer seurement et fort commodement toutes sortes de voitures, le canon mesme, qu'on ne pouvoit auparavant amener à Saint-Jean-Pied-de-porc. Pour lors il fit aussi faire une grande et belle allée, tout le long de la rivière de la Dour, en remontant depuis le grand pont de Baionne, en haut, près des murailles de la ville qui l'orne extrêmement, où tous les habitants vont se promener comme dans le plus bel endroit qu'ils aient. Ils l'ont nommée l'allée de Boufflers (5) voulant par là faire conoistre à la posterité l'obligation qu'ils luy ont, et l'affection qu'ils conservent pour luy. Il ordonna ensuite aux munitionnaires et pourvoieurs de se tenir prests de marcher, d'avoir de bons grains, de bonne farine, et de bonne viande. Il dit à des Juifs, marchands d'avoine, d'en avoir une bonne provision

(1) Jean-Baptiste de Vigny, lieutenant général d'artillerie, colonel-lieutenant des bombardiers, maréchal de camp, mari de Marie Geneviève Piques. Cf. Dangeau, IX, p. 369 ; XI, 14. Vigny, lieutenant général et lieutenant d'artillerie est mort (Dangeau, XI, 15 février 1707). Il laisse un bien considérable à ses enfants : il avait le régiment des bombardiers.

(2) « En quinze jours une armée nombreuse, pourvue de tout ce qui était nécessaire pour entrer en campagne, se trouva réunie en Béarn, prête à franchir la frontière, sous le commandement du marquis de Boufflers.

Avril 1685. De Noailles, *Histoire de Mme de Maintenon*, II, p. 406.

Ce fut la marche de cette armée en Béarn et le séjour qu'elle y fit pendant quelques mois, circonstance indépendante du projet des conversions, qui amenèrent la reprise en grand de ces logements militaires qu'on a appelés les *Dragounades* *Ibidem.* p. 408.

(3) Saint Jean Pied de Port (Basses-Pyrénées).

(4) La Nive.

(5) Les allées existent encore sous ce nom.

pour la subsistance de sa cavalerie et des dragons (1). Il donna d'ailleurs tous les ordres nécessaires pour qu'il ne manquât rien dans son camp.

Le temps d'aller en campagne étant venu, il renvoya tous les officiers qui estoient auprès de luy porter des ordres à leurs regiments de marcher, armes et bagages, pour aller au camp de Tartas (2), par la rivière de la Douze et de la Dour, où ils s'assemblèrent environ le commencement du mois de juin, depuis le premier jusques au sixiesme avec les officiers généraux qui estoient du Saussé (3), maréchal de camp, le chevalier Duc (4), brigadier commandant de la cavalerie, et La Motte, brigadier (5), et Courtebonne (6), maistre de camp, qui faisoit la charge de maréchal des logis de l'armée, les régiments d'infanterie de Louvigny, de La Raye, d'Uson, de Poitou et quelques compagnies de fusillers, qui avoient passé l'hiver dernier dans des petites villes de Guienne, Bearn et Navarre, resterent dans ces villes là jusques à nouvel ordre. Il estoit nécessaire de faire le premier camp à Tartas, étant l'endroit le plus propre pour y faire subsister les troupes, et celuy qui estoit le plus à portée pour donner de la jalousie à la ville de Fontarabie et persuader à tout le monde qu'on n'avoit pas d'autre dessein.

Le marquis de Boufflers avoit visitté soigneusement toutes

(1) Les dragons n'étaient alors que de l'infanterie montée. L'ordonnance de 1665 les classent dans l'infanterie. Un édit de 1669 les appelle mousquetaires à cheval, dits dragons. Cf. Père Daniel, *Hist. de la Milice française*, tome II, p. 496.

(2) Tartas, arrondissement de Saint-Sever (Landes). Chef lieu de canton sur la Douze.

(3) Georges comte du Saussay servit longtemps en Portugal (Dangeau, I, p. 437). « Le roi choisit M. du Saussay pour aller en qualité de maréchal de camp, sous les ordres de M. de Boufflers qui devait commander le corps de troupes qu'on assembloit du côté de la Navarre (*Mémoires du marquis de Sourches*, I, p. 209. 21 avril 1685). Il devint gouverneur de Brouage (Voir plus loin). Passe pour un très zélé agent de conversions.

(4) Emmanuel-Auguste Coconato, chevalier Duc piémontais, maréchal de camp le 25 août 1688, inspecteur de cavalerie en 1686.

(5) Anne de La Motte, marquis d'Houdancourt, gouverneur de Corbie, maistre de camp de cavalerie, reçu premier sous lieutenant de cheveu-légers de la garde du roi le 9 février 1682. mort, sans avoir été marié, le 4 juillet 1696, âgé de 66 ans.

(6) Jacques Louis de Calonne, marquis de Courtebonne, mort le 17 février 1705. Pinart, *Chronologie militaire*, tome IV. p. 480. Saint-Simon, édit Bois lisle, XII, p. 422; Dangeau, p. 259.

les prairies qui estoient aux environs, aussi bien que toutes les plus considérables de la province, particulièrement celles qui sont le long des rivières de la Dour, et la Douze, où il y avoit decouvert, contre l'espérance des habitans du pais, de quoy faire subsister grassement les troupes de son camp, conformément au désir de la cour qui avoit de la peine à croire que dans un pais de landes, fort sec et aride, on eut peu trouver assés de fourrage pour faire subsister tant de troupes ensemble. Le marquis de Boufflers agissoit toujours avec tant d'activité, de prudence et de pénétration, qu'il ne trouvoit rien d'impossible. Ayant donc reconu à peu près les fourrages qu'il falloit pendant la durée de son camp, les chevaux auroient pris le vert très commodément s'il ne se fut élevé des orages si furieux qui causèrent des inondations dans toutes les prairies qui sont le long des rivières de la Dour et de la Douze, et des ruisseaux les plus considérables, ce qui renversa tous ses projets. On luy dit mesme qu'il n'y avoit point de prairies dans la province qui ne fussent gastées ; mais luy qui a toujours des ressources extraordinaires pour toutes choses ne cède pas volontiers aux difficultés, et ne s'en raporte qu'à ce qu'il voit ou scait de bonne part.

Pour cela il envoya plusieurs officiers de tous costés, pour tascher de descouvrir des prairies qui n'eussent pas été sablées et terrées. Chacun luy rapporta qu'elles estoient entièrement gastées. Un autre que luy se seroit rebutté de vouloir camper dans ce pais là, quelque nécessité qu'il y eut eue. Tout au contraire, il s'y attacha plus fortement et ordonna à Despagnac (1), capitaine de cavalerie dans le régiment de Varenne, et a un (2) cornette du régiment de Kunismark de passer ensemble la rivière de la Douze et de la Dour, quoy qu'elles fussent furieusement débordées, et d'aller le long des ruisseaux du Lous (3), du

(1) Probablement François Sahuguet de Damarzit, seigneur d'Espagnac, capitaine au régiment de Souvré-cavalerie et commandeur de l'ordre de Saint-Lazare, mort des suites des biessures qu'il reçut devant Worms le 31 juillet 1692 (Saint-Allais, *Nobiliaire universel*, tome 19, page 278, qui répète La Chesnaye, *Dict. de la Noblesse*, t. XII, p. 423.

(2) Il y a dans le texte on.

(3) L'Adour reçoit, sur la rive droite, la Midouze (qui passe à Tartas), formée de la Douze ou Doulouse et du Midou. Au-dessous du confluent coule, presque parallèlement à l'Adour, le Louts, gros ruisseau de la Chalosse, qui se jette dans l'Adour ; le Luy est formé par la jonction du Luy de France et du Luy de Béarn ; il est signalé pour avoir peu d'eau mais des crues violentes.

Luys, du Gabas, et de plusieurs autres et tout autour des villages de ce costé là, et de courir tous les costeaux pour tascher de découvrir de bonnes herbes. En attendant pour faire subsister ses troupes, il ordonna à chaque capitaine de faire faire une invention de cordes qu'on appelle une *trousière* (1) qui ressembloit à des filets de pêcheur, dans laquelle les cavaliers metoient leur herbe terrée et la lavoit dans la rivière. Despagnac s'acquitta fort exactement de sa commission, après avoir cherché quatre jours, il rapporta qu'il avoit trouvé plusieurs petites prairies qui n'estoient pas terrées et qu'il avoit sondé de bons gais pour faire passer les troupes dans les rivières de la Douze et de la Dour, en cas qu'on voulut aller camper au delà. Cela fit beaucoup de plaisir au marquis de Boufflers et l'engagea d'aller le lendemain examiner toutes ces choses, accompagné de Dusausse, maréchal de camp. Après les avoir trouvées conformes au rapport qu'en avoit fait d'Espagnac, il fit passer le lendemain les troupes au gay et les bagages dans les bateaux qu'il avoit fait venir de Dax et de Saint-Sever, et les fit camper au bord de la rivière de la Dour, afin qu'on eut par là toutes les commodités qui estoient nécessaires pour les hommes et pour les chevaux.

Chaque régiment avoit ses fourrages marqués le plus à portée de luy qu'il se pouvoit, ce qui dura environ quinze jours avec un ordre merveilleux par les soins du général par ceux de Dusausse et du chevalier Duc. Il est vray qu'on n'auroit sceu imaginer un plus beau camp, les troupes estoient bien allignées sur une belle pelouze. A la droite estoit le quartier du général appelé Ma, autrement Nard (2), à la gauche un village où estoit le quartier des brigadiers et colonels. A la teste du camp il y avoit une belle pleine où l'on faisoit souvent l'exercice. On voyoit à la queue de gros arbres qui raignoient tout le long de la ligne, sous lesquels les officiers avoient tendu leurs tentes. Une grosse rivière passoit tout près, dans laquelle on avoit fait faire quantité d'abreuvoirs, de distance en distance.

Les peuples des villes voisines et de la campagne, sachant le bon ordre que le marquis de Boufflers avoit établi parmi ses troupes, venoient de toutes parts apporter des denrées et voir

(1) Corde avec laquelle on unit deux pièces d'un échafaudage, dit Larousse.

(2) Une commune porte le nom d'Onard, arrondissement de Dax, se trouve au confluent de l'Adour et de la Midouze.

faire l'exercice, particulièrement les gentilshommes gascons qui aiment, aussi bien que les officiers, qu'on leur fasse des honnestetés et bonne chaire. Ces messieurs estoient pleinement satisfaits du marquis de Boufflers qui n'épargnoit rien pour gagner l'amitié de tout le monde. Il est vray que cela ne lui couste rien, estant naturellement honneste et bienfaisant. Il y avoit ordinairement chez luy deux tables, l'une de seize couverts et l'autre de dix, les deux estoient très bien servies de mets les plus délicats qu'on pouvoit trouver dans ce pais là, avec d'excellents vins et quantité de liqueurs à tous les repas, assaisonnant le tout de beaucoup d'honnesteté et de joye. Tout le monde trouvoit auprès de luy toutes sortes d'agréements. Pendant ce temps-là il ne laissoit pas de travailler dans son cabinet avec son secrétaire appelé Pinsonneaux (1), depuis les trois heures du matin qu'il se levoit ordinairement jusques au soir, donnant des ordres pour les conversions des hérétiques de Béarn, où il envoyoit tous les jours des courriers. Lorsqu'il avoit à faire des dépesches extraordinaires, ou qu'il vouloit faire décamper ses troupes il se levoit à minuit ou à une heure. Il ne se faisoit aucun détail dans son camp qu'il n'en voulut estre averti. Il entroit dans les moindres soins, quoyque le chevalier Duc, commandant de sa cavalerie, s'en acquittat tres dignement. Ce général avoit un soin particulier pour faire suivre partout l'abondance et pour faire observer la discipline ne pouvant souffrir les femmes de mauvaise vie qu'il faisoit punir exemplairement parce qu'elles gastent ordinairement les armées (2).

Quand les affaires luy donnoient un peu de relasche, il montoit d'abor à cheval, toujours accompagne de du Saussé pour aller visiter les petites prairies que d'Espagnac avoit découvertes. Ensuite il reconnoissoit les meilleurs chemins et ceux qu'il falloit tenir pour aller fourrager. Après il s'alloit promener de tous costés pour examiner la situation du pais et les

(1) Homme de mérite et de beaucoup d'esprit qui avoit été trente ans à la tête de la secrétairerie du ministère de la guerre (*Mém. de Villars*, édit de la Société de l'hist. de France, tome IV, p. 109 et 123). Durant la Régence, il fut secrétaire du conseil de guerre et premier secrétaire du maréchal de Villars. Le marquis de Sourches le cite comme secrétaire de Barbezieux, (VI. p. 163) et Dangeau comme trésorier de l'ordre de Saint-Louis (avril 1705, tome X, p. 313).

(2) En 1916 les généraux s'en plaignent encore, mais ne les font pas punir exemplairement.

endroits où l'on pourroit camper une autre année comme aussi toutes les prairies qui estoient à portée de là et les villes d'où l'on tireroit des vivres en cas de besoin. Il feisoit un mémoire de tout cela pour s'en servir dans l'occasion.

Les fourrages commençant à manquer au camp du Nard et le marquis de Boufflers voulant s'approcher de la province de Bearn pour y envoyer plus commodément ses ordres pour les conversions qui s'y faisoient tous les jours, il alla voir des prairies autour du bourg de Poyallet (1), à deux lieues de la ville de Saint-Sever, appelée Cap de Gascongne, les reconut et il y fit marquer un camp près d'un ruisseau. Cependant il donna ordre à d'Espagnac de faire faire des chemins et racommoder les ponts et les passages. Le lendemain, ses troupes de campement de Nard, où elles avoient tres bien esté pendant quinze jours, par les bons ordres qu'il avoit donnés, et vinrent à Poyallet où elles furent quatre jours. De là il envoya d'Espagnac du costé de Saint-Maurice (2) et de Grenade (3) sur la Dour pour chercher des prairies qui n'eussent pas esté terrées et luy ordonna de commander de sa part aux maires et échevins des lieux de faire faire des passages et racommoder les chemins, comme aussi d'examiner si le pont de Saint-Sever estoit seur pour faire passer le bagage et s'il pourroit trouver quelque bon gay qui en fut près pour le passage des troupes. D'Espagnac revint au camp après avoir cherché trois jours et raporta au marquis que toutes les grandes prairies estoient gastées, qu'il avoit découvert dans des hayes, entre les bois de Saint-Maurice et le bourg des Petits Gris que s'il vouloit camper auprès, il y avoit une jolie pleine le long de laquelle passoit un bras de la rivière de la Dour, que le quartier du Roy seroit tout auprès, qu'il avoit vu deux beaux chemins pour y aller, que les bagages passeroient tres bien par un et les troupes par l'autre, que le pont de Saint-Sever estoit tres seur pour les bagages et qu'il avoit sondé un gay pour les troupes. Le marquis de Boufflers l'avoit trop bien instruit pour qu'il n'apportat pas de bonnes nouvelles. Estant donc de retour il le renvoya le lendemain pour accompagner du Saussé qui marqua le camp, les four-

(1) Poyanne, arrondissement de Dax (Landes).

(2) Saint-Maurice, arrondissement de Saint-Sever (Landes) Il y a de grands bois dans la contrée.

(3) Grenade, arrondissement de Mont-de-Marsan (Landes).

rages, et le quartier du Roy où Courtebonne, qui faisoit la charge de maréchal des logis, fit en mesme temps les logements.

Le lendemain, le marquis de Boufflers mena camper sa petite armée dans cet endroit là, où elle fut deux jours, pendant lesquels il alla à Cazères (1), petite ville ruinée qui est située près de la rivière de la Dour, en remontant toujours du côté de Béarn et ayant visité ou envoyé visiter par d'Espagnac toutes les prairies qui sont aux environs, il y vint camper.

Ce général avoit auparavant envoyé Paris et Estiva, commissaire des guerres, et quelques autres aux environs de Sersac, de Mogaro (2) et dans tous les lieux où il y pouvoit avoir des herbes qui n'eussent pas esté terrées, pour en faire faire des foin et les faire amener au camp. quelques jours après que les troupes y furent arrivées, afin de donner à chaque régiment le fourrage nécessaire pour le temps qu'il avoit résolu d'y camper. Il falloit voir le bon ordre qu'on apportoit pour la distribution des foin. Chaque régiment avoit un grand nombre de meulles qu'on partageoit à toutes les compagnies. Le jour qu'on les donnoit le maréchal des logis, en présence de l'aide-major, du capitaine de la compagnie et souvent du commandant du régiment, donnoit pour chaque cheval vingt deux livres de foin, ou cent dix livres par chambre de cinq chevaux, pesées avec une romaine, si bien qu'on avoit autant de fourrages que les chevaux en pouvoient consumer. Il ne s'en perdit pas un brin, tous les cavaliers ayant fait des auges pour faire manger leurs chevaux. Les officiers y tenoient soigneusement la main, surtout le chevalier Duc et La Motte, qui avoient mis pour cela une application continuelle, aussi bien que pour faire faire exactement le service. On demeura dans ce camp là environ vingt cinq jours pendant lesquels les troupes eurent toutes sortes de commodités. L'intendant de Ris (3) y apporta tous ses soins, fit distribuer quelque temps de

(1) Cazeres-sur-l'Adour, arrondissement de Mont-de-Marsan (Landes).

(2) Probablement Tarsac-sur-l'Adour, arrondissement de Mirande (Gers), très voisine des Landes.

Nogaro, arrondissement de Condom (Gers). C'est une localité à peu près limitrophe des Landes.

(3) Charles de Faucon, seigneur de Ris, intendant de Guyenne de 1678 à 1686. En 1682 il s'intitule « commissaire de party pour l'exécution des ordres du roi en la généralité de Bordeaux ».

l'avoine aux cavaliers et donna ordre au magasinier d'en vendre aux officiers autant qu'ils en voudroient au tau déterminé.

Le grand soin que l'on prenoit des troupes fit croire qu'on avoit dessein de se mettre en estat d'aller bombarder Fontarabie. Ce bruit se répandit si fort partout que chacun le crut.

Ce qui acheva de le persuader c'est que dans ce temps-là le marquis de Boufflers fit ses reveues fort exactes et ordonna particulièrement aux capitaines de tenir leurs compagnies en bon estat. L'on faisoit fort souvent l'exercice qu'on commençoit à la pointe du jour pour éviter les grandes chaleurs qui sont violentes dans ce pays là. Pour ne laisser pas les dragons oisifs, il leur apprenoit à détourner la rivière, et à faire des digues avec des piquets, des fascines et du fumier, tantôt d'une façon, tantôt de l'autre, comme le jugeoit à propos, pour les instruire et s'en servir dans le besoin.

Après quinze jours de séjour à Cazères, dans lequel temps il établit toutes choses, tant pour la subsistance des hommes que pour faire distribuer les fourrages nécessaires pour le reste du camp, il feignit de faire une partie de plaisir avec l'intendant de Ris pour aller voir les bains de Barrège et les marbrrières qui sont dans les Pyrénées, d'où l'on tire du marbre pour Versailles. Comme c'est par là que l'on peut passer en Espagne, les raisonneurs crurent qu'il vouloit seulement visiter les passages, et faire faire des chemins, d'autant plus que Foucault, intendant de Béarn (1), et La Berchère, intendant à Mon-

(1) Nicolas-Joseph Foucault, né le 8 janvier 1643 de Joseph, secrétaire du roi, conseiller d'état à brevet, greffier de la chambre de justice chargée de juger le surintendant Fouquet, secrétaire du Conseil d'Etat, marié avec Marie Meteziau, puis remarié avec une sœur de Bossuet. Nicolas Foucault, acheta en 1676 la charge de procureur du roi des requêtes de l'hôtel et procureur général des chancelleries de France; il acquit, en 1671, la charge d'avocat général au Grand Conseil. En janvier 1674, Colbert fit entendre au père de Foucault, que son fils devait prendre une des huit nouvelles charges de maître des requêtes, et qu'il serait nommé aussitôt à une intendance de province, à son choix parmi trois qui vauaient. Dès la fin de février il reçut la commission d'intendant de Montauban qui valait 18 300 livres d'appointement, et la mort de Colbert fut une grande perte pour lui. En janvier 1684, à l'instigation du chancelier Le Tellier, il dut quitter Montauban et aller à Pau, contre son gré, remplacer M. du Bois-Baillet, dont toute la province se plaignait. Il perdit beaucoup au change, car la généralité de Béarn était la moindre du royaume. « Le besoin de faire valoir ses services et de regagner la faveur perdue fut peut-être un des motifs du zèle exagéré qu'il déploya contre les religieux ». Le 1^{er} mars 1684 il s'installa à Pau. Foucault fut

tauban, s'y rendirent dans le même temps. Les philosophes ne touchèrent pas au but et personne ne s'avisa de dire qu'ils s'étoient assemblés pour résoudre des moiens qu'ils prendroient pour commencer toutes les conversions des provinces qui estoient sous son commandement. Il auroit fallu être bien habille pour pénétrer les desseins du Roy, exécutés par le marquis de Boufflers qui, après avoir conféré avec ces trois intendans, s'en revint au camp, le lendemain, dans un jour, sur des chevaux quoyqu'il eut à faire vingt lieues de Gascogne. L'intendant de Ris et presque tous ceux qui le suivoient se rendirent dans ce chemin. Mais luy seul toujours infatigable, qui à un corps de fer aussi bien que la teste, vint coucher dans son camp. Quoyqu'il eut laissé pour le commander du Saussé, un des plus vieux et des meilleurs officiers du royaume, qui pendant son absence avoit ponctuellement exécuté ses ordres tant pour l'exercice des troupes que pour les faire vivre en bonne discipline. Il repartit le lendemain pour aller reconnaître un camp à Tersac (1), bourg tout près de la province de Béarn, où les conversions se faisoient rapidement par les bons ordres que nostre invincible monarque avoit envoyés au marquis de Boufflers et à l'intendant Foucault, de mesme que les prédications et missions continuelles que le Roy faisait faire par les évêques,

récompensé de son zèle contre les protestants par l'intendance de Poitou, en août 1685.

Après quelques démêlés avec des protégés de Louvois, il obtint de se faire envoyer à Caen (janvier 1689).

Le nom de Foucault est attaché aujourd'hui à deux choses bien différentes: une collection d'objets antiques qui existe encore à la Bibliothèque Nationale, et ses conversions en Béarn et en Poitou accompagnées de violences. Il s'occupait personnellement de convertir les ministres et les gentilshommes, et se vanta d'avoir ramené dans le sein de la religion catholique les 22.000 protestants que comptait le Béarn (Voir ses *Mémoires* publiés en 1862 par F. Baudry). « Les états de Béarn pour remercier Foucault d'avoir purgé leur pays de l'hérésie firent frapper en son honneur une médaille dont la légende portait ces mots : *Religio restituta in Benearnia publicis civitatum deliberationibus*, tandis que le revers représentait les députés des villes qui venaient signer leur abjuration sur l'autel. »

En Poitou il continua avec une ardeur non atténuée.

(1) L'auteur de cette relation qui connaît si peu les vrais noms géographiques, ainsi qu'on a pu le constater, a encore une fois estropié le nom. Ce Tersac doit être Arsacq, chef lieu de canton des Basses Pyrénées, limitrophe du département des Landes, ou Arsague, commune du canton d'Amou, tout proche des Basses-Pyrénées.

mais singulièrement par les révérends pères de la compagnie de Jésus qui, par leur zèle et par leurs bonnes instructions, ont beaucoup contribué à ramener en fort peu de temps quasi toute cette province dans le sein de l'Eglise (1).

Le camp étant marqué à Tersac, les troupes y vinrent le long d'un canal, dans lequel se décharge la rivière de la Dour. Le marquis avoit ordonné à Paris et à Estival de faire apporter tout auprès du fourrage qui fut distribué aux troupes qui campèrent environ huit ou neuf jours. Elles partirent après avoir campé deux mois dans six différents camps et allèrent, par ordre de la Cour, en attendant les quartiers d'hiver dans plusieurs provinces qui estoient sous le commandement du marquis de Boufflers. La revue ayant esté faite fort exactement les troupes partirent en très bon estat, scavoir : le régiment des Cravattes (2) alla en Perigor, celui de Condé en Quercy, celui du chevalier Duc en Rouargues et Quercy, celui de Crillon du costé de Montauban, celui de Varennes en Perigor et du costé de Bourdeaux, celui de Villeneuve en Rouargues, celui de Kumismarck (3) en Gascogne et les régiments des dragons de Chevilly et de Languedoc dans l'Aginois, le long des rivières de la Garonne et de Lot.

Les troupes étant parties du camp, du Saussé eut ordre d'aller du costé de Bourdeaux et le marquis de Boufflers se rendit à Montauban, pour commencer les grandes conversions, où il avoit disposé toutes choses par les bons ordres

(1) Foucault ne parle pas des Jésuites, et réduit le rôle de Boufflers à celui d'un témoin.

« J'ai mandé le 16 août (1685) à M. de Louvois que M. de Boufflers avoit été témoin du retour à l'Eglise de douze gentilshommes de la R. P. R. » *Mémoires*, p. 126.

« Le 27 août il s'est converti 97 femmes dans la petite ville de Salies. Je fit aussi plusieurs conversions d'hommes en présence de M. le marquis de Boufflers. » *Ibidem*, p. 127.

(2) Le régiment de cavalerie légère Royal-Cravates étoit, au moins primitivement, composé de Croates ou Cravates, d'où son nom.

(3) Ce régiment étoit composé de protestants.

« Sur sa demande (de Boufflers) aux officiers du régiment de Koenigsmarck s'il ne leur faisoit point de peine d'exécuter les ordres du roi contre leurs frères réformés, ils ont répondu qu'ils obéiraient en tous points quand ce seroit contre le diable ». *Gazette de Harlem*, dans *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 1879, p. 517.

qu'il avoit donné de concert avec l'évêque et l'intendant (1).

Pendant que les troupes estoient campées sur la rivière de la Dour, les évêques avoient ordre du Roy de faire faire des missions continuelles dans toutes les provinces qui dependoient du commandement du marquis de Boufflers. L'on y faisoit de si grandes conversions que cela donna un chagrin effroyable aux ministres et aux anciens de la religion protestante, surtout dans la province de Béarn, où ils voioient diminuer chaque jour le nombre de leurs confrères, par conséquent leurs revenus, ne trouvant pas d'occasion de faire des révoltes, comme

(1) Legoux de La Berchère, intendant de Montauban, avoit voulu se donner la gloire des conversions obtenues en masse. Il échoua et Louvois lui écrivit le 22 août 1685 : « Sa Majesté a vu l'inconvénient qui est arrivé à cause de la précipitation avec laquelle vous avez agi à l'égard des religionnaires de Montauban au préjudice de l'ordre exprès que Sa Majesté vous avoit donné de ne rien faire sur cela qu'après l'avoir concerté avec M. de Boufflers... Vous devez, s'il vous plaît, à l'avenir, agir sur ce pied-là et ne vous point laisser emporter par les conseils des ecclésiastiques, mais seulement vous conformer, au pied de la lettre, à ce que M. de Boufflers vous prescrira. »

Les instructions données au marquis de Boufflers par Louvois, le 31 juillet 1685, sont publiées dans le tome II, p. 414 et s. de l'*Histoire de Madame de Maintenon*, par le duc de Noailles.

« ... Le conseil de Madrid consentant, sur les instances qui lui ont été faites de la part du roi, tout ce que Sa Majesté peut désirer ce qui lui a fait juger à propos de se servir des troupes qui sont à vos ordres, pour, pendant le reste de cette année, diminuer le plus que faire se pourra, dans les généralités de Bordeaux et de Montauban, le grand nombre de religionnaires qui y sont, et essayer d'y procurer, s'il est possible, un aussi grand nombre de conversions qu'il s'en est fait en Béarn.

Pour y parvenir, Sa Majesté désire que vous confériez avec MM. de Ris et de La Berchère (intendants de ces deux généralités) et vous informiez d'eux des endroits de leur département où il y a le plus de religionnaires : qu'en exécution des ordres de Sa Majesté... vous fassiez marcher dans chaque communauté le nombre de cavalerie, d'infanterie ou de dragons que vous concerterez avec eux, que vous les fassiez loger entièrement chez les religionnaires et les délogiez de chez chaque particulier à mesure qu'il se convertira, que vous retiriez les troupes de la communauté pour les envoyer dans une autre, lorsque tous les religionnaires seront convertis, même lorsque la plus grande partie aura pris le bon parti, différant jusqu'à un autre temps de faire convertir le reste suivant qu'il vous sera expliqué ci-après. »

Les troupes ne doivent faire d'autre désordre que de retirer 20 sous par cavalier pour le fourrage et ustensile, et 10 sous par fantassin pour l'ustensile. Tout officier ou soldat qui outrepassera les ordres sera sévèrement puni.

La déclaration d'un protestant poitevin accuse, en 1681, des exigences en argent bien plus élevées. *Bulletin de l'histoire du protestantisme*, 1903, p. 264.

ils ont fait austrefois, estant observés de près par le marquis de Boufflers. Ils alloient dans toutes les maisons prescher leur méchant évangile par lequel ils sauvoyent les uns et damnoient les autres, suivant leur caprice. Ils flatèrent les premiers d'avoir toujours esté les chefs et les plus considérables de leur croyance, et aux autres, qui estoient les pauvres, ils leur donnoient de l'argent sous prétexte de leur faire la charité (1). Ainsi, ils les empeschoient de se faire instruire. Il n'est point de lieu où la grâce ne triomphe, elle scait toucher les cœurs dans le centre mesme de l'hérésie. Dieu donna tant d'éloquence à tous les missionnaires et particulièrement aux pères jésuites, qu'en fort peu de temps, la province de Béarn fut toute convertie. Foucault, l'intendant de la province qui avoit pour cela un grand zèle et une application continuelle, découvrit que les ministres persuadoient aux peuples que les prestres faisoient des sorcelleries en disant la messe, et qu'ils se servoient d'une langue barbare pour empescher qu'on ne comprit leur langage et qu'ils n'avoient garde de dire la messe en françois. L'intendant communiqua cette affaire au marquis de Boufflers, ils délibérèrent ensemble de faire traduire la messe en françois (2), ce qui réussit, désabusant les ignorants et donnant beaucoup de satisfaction aux nouveaux convertis qu'on avoit entretenus dans l'erreur. Une chose acheva de les persuader qu'ils avoient esté abusés, c'est que dans ce temps-là il y eut un de leur fameux ministres qui fut si fort pénétré de la vérité de la religion catholique, qu'il conclut se déclarer hautement et renoncer à son hérésie devant tous ceux à qui il l'avait preschée depuis longtemps. Pour cet effet il choisit un dimanche que toute la ville d'Oleron (3) s'estoit assemblée à son ordinaire à la grande église pour l'entendre prescher.

(1) C'était la contre partie de la caisse des conversions administrée par Peilisson.

(2) Foucault ne fait aucune allusion à ce fait cependant important.

(3) « J'ai fait faire l'abjuration du calvinisme au sieur Goulard, ministre d'Oleron, dans la cathédrale de la ville, en présence de M. l'évesque et plus de 8.000 personnes de l'une et de l'autre religion. Il leur a rendu un si bon compte des motifs de sa conversion que plusieurs religionnaires touchés des vérités que les ministres avoient toujours pris grand soin de leur cacher et qu'il leur a nettement et fidèlement exposées, se sont convertis avec lui... » Foucault, *Mémoires*, p. 120. L'intendant n'entre que très rarement dans le détail de ses conversions.

Comme c'estoit un très habille homme et très zélé pour sa religion, estant monté en chaire, il prouva la vérité de la religion catholique et leur fit voir qu'il ne leur avoit presché que des erreurs par le passé, desquelles il faisoit abjuration, disant que Dieu l'avoit touché et professoit dès à présent la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle il vouloit vivre et mourir. Il dit toutes ces choses avec tant d'ardeur et parut si touché et si repentant d'avoir vescu si longtemps dans l'hérésie qu'à l'instant mesme les plus qualifiés et presque tous les huguenots firent abjuration à son exemple. Un miracle si visible fut d'abor sceu partout et acheva de convertir (1) toute la province.

Les habitans de la ville de Montauban qui, depuis le commencement de l'hérésie avoient toujours esté fort obstins, jusqu'à faire des révoltes et à souffrir des sièges contre le Roy, furent touchés des conversions qui s'estoient faites en Béarn. Les prédications et les missions continuelles que l'évesque faisoit dans tout son diocèse intruisirent parfaitement tous les peuples et les disposèrent à profiter de l'arrivée du marquis de Boufflers. Il y vint après le camp (2), leur faire entendre que c'estoit l'intention du Roy que tout le monde se fit instruire à la religion catholique, apostolique et romaine afin qu'ils la professassent. La ville se convertit presque toute avec beaucoup de rapidité, à la réserve de quelques hommes et de quelques particuliers des plus apparens qui se rendirent ensuite aux bonnes instructions de leur évêque et aux sages et vives exhortations du marquis de Boufflers, à qui Dieu avoit donné un talent particulier pour convertir les hérétiques ; son éloquence et son adresse à combattre les erreurs de Calvin estoient si grandes qu'elles produisoient des effets merveilleux. D'un autre costé l'évesque (1), plein de piété et de zèle, travailloit

(1) « Pour le moins, la noblesse (de Saintonge) n'avoit encore reçu aucun dommage, en général, quand sur le mois d'août on apprit que le marquis de Boufflers, qui commandoit un camp sur la frontière de Béarn, avoit fait tant de peur à cette province, fort peuplée de huguenots... que presque tous avoient pris l'écharpe romaine, si bien que le peu d'opiniâtres qui avoit resté avoient été fort maltraités des troupes et les gentilshommes comme les autres. » Boisrond, *Mémoires*, loco cit., X, p. 240.

(2) 2.00 dragons sont logés à Montauban et dans les environs chez les réformés (31 août 1685). *Bulletin de l'histoire du Protestantisme fr.*, 1879, p. 546.

(1) Jean-Baptiste-Michel Colbert, de Villevert, évêque de Montauban de 1674 ou 1675 à 1687, date à laquelle il devint archevêque de Toulouse, mort en 1710.

sans cesse, aussi bien que l'intendant, à convertir les plus endurcis et à confirmer les nouveaux catholiques.

Toute la ville de Montauban qui étoit la citadelle de l'hérésie a tant été miraculeusement convertie, le marquis de Boufflers conformément aux ordres du roy, voulut que les peuples de la campagne suivissent son exemple. Il envoya pour cela dans les villes et dans les bourgs du diocèse de Montauban qui estoient déjà instruits par les soins de leurs évêques (*sic*) plusieurs personnes pour leur faire conoistre l'intention de Sa Majesté. La ville de Montauban avoit trop bien fait son devoir pour que la campagne ne l'imitât pas, d'autant mieux qu'ils obéissoient aux ordres d'un roy qui n'a autre désir que de voir ses sujets dans les voyes du salut, si bien que dans moins de trois semaines la ville et le diocèse de Montauban et celui de Cahors furent convertis, excepté quelques femmes que les ministres intéressés entretenoient dans l'aveuglement (1).

(1) Dès le 7 septembre, Louvois écrit au chancelier Le Tellier, son père : « Il s'est fait 60.000 conversions dans la généralité de Bordeaux et 20.000 dans celle de Montauban. » *Dépôt de la guerre*, volume 747, apud de Noailles, *Madame de Maintenon*, II, p. 418.

Louvois ajoute dans une autre lettre : « Les ecclésiastiques ne peuvent pas suffire à recevoir les abjurations. Les villes envoient des délibérations de se convertir de dix à douze lieues ». *Ibidem*.

« ... Et ces inhumains sceurent si bien exécuter ces ordres impitoyables que de 12 ou 15.000 âmes, dont cette grande et belle Eglise étoit composée, il ne s'en est sauvé que 20 ou 30 familles qui errent dans les bois et par les champs. Sa ruine a entraîné avec elle celles de toutes les autres églises dalentour... » *Lettre d'un témoin* du 5 septembre 1685 dans *Bulletin de l'histoire du Protestantisme français*, 1886, p. 414.

Le 21 août 1685, quatre régiments d'infanterie et de cavalerie arrivèrent à Montauban et furent logés chez les réformés; leurs vexations amenèrent les protestants à s'assembler à l'hôtel de ville le 24 août, jour néfaste de la Saint-Barthelémy; ils se résolurent d'un commun consentement à donner satisfaction à Sa Majesté, c'est à dire à abjurer. » *Chronique* dans *Bulletin du Protestantisme fr.*, 1893, p. 200, 205.

« Le 20^e jour d'août 1685 les troupes entrent en grand nombre à Montauban et furent logées chez les habitants protestants ». S. de Pechels, *Mémoires* cités par M. Puaux. *Bullet. de l'Hist. du Protestantisme français*, 1885, p. 372.

M. Garisson a publié dans ce même *Bulletin*, en 1897, un très rare et très intéressant document provenant des archives nationales (pas de cote) qui donne le nombre de conversions de la généralité de Montauban en 1685. Dans la seule élection de Montauban il y eut 23.530 personnes, presque toutes converties. La mention pour Montauban porte « 15.000 tant de la ville que du bas diocèse, on n'a pu distinguer mais on estime qu'il y en a 10.000 de la

L'évesque avec son adresse ordinaire leur fit si bien conoistre leur erreur qu'elles voulurent estre instruites dans la religion catholique qu'elles ont professé dans la suite.

Le marquis de Boufflers toujours également prudent et zélé prévoyant que les séditieux pourroient se soulever, comme ils ont laict autrefois en pareilles occasions, pour éviter semblables désordres fit venir à Montauban le régiment de Condé de cavalerie et quelques compagnies du régiment des fusillers d'infanterie. Si l'on découvroit quelque malheureux mutin qui voulut empescher ses domestiques ou ses enfans de se convertir, ou qu'il détournat ses confrères de faire abjuration, on luy envoyoit un logement pour le contenir. Par ce bon ordre toutes choses s'exécutèrent très heureusement à la gloire de Dieu et du Roy. On n'a jamais veu une ferveur pareille à cèle des troupes. Il n'y avoit point de soldat qu'il ne fut aussi ardent qu'un missionnaire, à l'exemple de son général. Lorsque les peuples de la ville de Montauban se convertissoient, le Roy faisoit faire des missions continuelles dans tout son royaume, surtout dans la Guienne où les évesques travailloient sans relâche à instruire les peuples. Celuy d'Agen (1) se distinguoit par son zèle apostolique qui le faisoit aller, à la teste de ses missionnaires, prescher la vérité de l'Evangile dans toutes les villes et dans tous les bourgs de son diocèse. C'estoit avec tant de fruit qu'il convertit dans peu de jours des villes entières entre lesquelles la ville de Sainte-Foy est celle de toute la Guienne qui paroît présentement la mieux convertie et qui montre le meilleur exemple.

Le Roy, voyant que le marquis de Boufflers avoit si bien exécuté ses ordres pour la gloire de Dieu et pour la sienne propre dans la province du Béarn, dans la ville et dans le

ville et le surplus de la campagne. » La généralité ne comptait que 28 à 30.000 personnes protestantes presque toutes converties.

Il y a des mentions comme celles-ci. Caussade, il y avait 230 familles faisant 1.300 personnes. Il ne reste que 3 familles à convertir et quelques femmes pour qui les marys ont donné parole. Réalville, il y avait 131 familles faisant 600 personnes, il ne reste que 3 hommes et 20 femmes.

Ailleurs toutes les familles sont converties.

(1) Jules Mascaron, évêque de Tulle en 1671, transféré à Agen en 1679, mort dans cette ville le 16 novembre 1703.

Orateur célèbre par ses oraisons funèbres, il passe pour avoir converti 28.000 protestants sur 30.000 dans son diocèse.

diocèse de Montauban et de Cahors, voulut qu'il continuât à travailler dans le reste de la Guienne (1). Sa Majesté luy ordonna d'aller expliquer ses intentions aux peuples de la ville de Bergerac et à ceux des environs qui estoient les plus nombreux et les plus obstinés des religionnaires de la Guienne. On regardoit Bergerac comme le boulevard de l'hérésie (2), les habitans de cette ville, qui est assez grande estoient tous de la Religion, hors les officiers de justice. Les bourgeois sont fort riches et gens de commerce qui trafiquent en Angleterre, en Hollande et partout sur la mer océane, ce qui les entretenoit dans l'erreur, d'autant plus qu'ils se flatoient d'estre les chefs de leur parti, à cause qu'ils sont en grand nombre dans la ville. Ils se voyoient d'ailleurs soutenus de plusieurs villes voisines de la mesme religion, en particulier du duché de La Force, leur voisin, où les habitans n'estoient pas moins bons calvinistes que dans la ville de Genève, à cause de la protection de leurs ducs, qui, depuis la naissance de l'hérésie ont quasi toujours esté les plus grands zélateurs de Calvin.

Le marquis de Boufflers résolut d'aller s'établir à Bergerac, comme dans le centre des religionnaires de Guienne, de Périgord, de Saintxonge (sic) (3) et de plusieurs autres provinces, se persuadant que la conversion de cette ville entraineroit par son exemple les provinces voisines, ce qui le fit appliquer extrême-

(1) C'étoit aussi l'opinion de Boisrond qui, sur des avis venus de Béarn, en avait une sainte terreur.

Dangeau écrit le 16 septembre 1685 : La Trousse fut nommé pour aller commander les troupes en Dauphiné et tâcher de faire aussi bien en ce pays là que Boufflers a fait en Béarn, en Guyenne et en Saintonge. » Tome I, p. 222.

(2) « Il y a eu au même temps 17 compagnies à Sainte Foy, 15 à Nérac.... » *Lettre d'un témoin, loco citato*:

« Mais comme Bergerac étoit particulièrement célèbre par les longues épreuves qu'il avoit glorieusement soutenues... c'est aussi l'endroit qu'ils ont attaqué avec le plus d'opiniâtreté et de furie... ; outre les passages continuels, y avoit eu quartier d'hiver jusqu'à 18 compagnies de cavalerie.... On y envoie donc d'abord deux compagnies de cavalerie, pour observer les habitans. Peu de temps après, on y en envoie 32 compagnies d'infanterie. Monsieur de Boufflers et Monsieur l'Intendant de la Province, les évêques d'Agen et de Périgueux et quelques autres personnes de marque s'y rendent, On appelle devant eux et dans la maison de ville 200 bourgeois On leur dit que le Roy veut qu'ils aillent tous à la messe et que s'ils n'obéissent pas volontairement on sera obligé de les y contraindre.... » *Lettre d'un témoin, loco citato*, p. 445. Voir plus loin texte et la note sur l'avocat Grenier.

(3) Le mot est écrit S' xonge.

ment à la conversion de Bergerac. Du Saussé, maréchal de camp, et de Ris, intendant de Guienne, s'y rendirent environ le vingt quatriesme d'aoust pour y attendre le marquis de Boufflers. Cependant ils voulurent disposer les esprits et scavoir le sentiment des habitans qu'ils trouvèrent très obstinés dans leur religion. Cela n'empêcha pas que l'intendant de Ris, homme habille et zélé pour le service de Dieu et son Roy, ne fit assembler les principaux bourgeois dans la maison de ville le vingt sixiesme d'aoust 1685, où il se rendit pour leur dire, de la part du Roy, que Sa Majesté souhaittoit avec passion qu'ils se fissent instruire dans la religion catholique, il leur dit mesme avec beaucoup d'adresse et d'esprit des raisons très fortes pour les y porter, soit que la grace n'eut pas encore fait son effet ou qu'ils ne fussent pas disposés à écouter les bonnes raisons qu'on leur disoient, ils sortirent de la maison de ville comme des enragés, criants qu'ils aimeroient mieux perdre leurs biens et leurs vies que de changer de religion (1). En ce temps là l'evesque de Périgueux envoya six Jésuites, outre les missionnaires qui y estoient, les Jésuites preschoient tous les jours dans les couvents des Recolés et des Cordeliers, leur pro-

(1) Toute cette histoire est racontée sans grande modification — quant au fond — par un document publié dans les *Jurandes de Bergerac*, tome X, page 349 et dans le *Bulletin de l'histoire du Protestantisme fr.* 1863. Trop long pour être inséré ici, je le résume :

Le 11 août 1685, deux compagnies de cavalerie du régiment de Varennes entrent dans Bergerac; les 23, 24 et 25, 16 compagnies d'infanterie du régiment de Vivonne et 16 compagnies du régiment de Poitou, formant 1.600 hommes viennent les rejoindre. Elles sont logées chez les protestants. M. de Ris arrive le samedi 25 et, le lendemain, il fait assembler à l'hôtel de ville les protestants avec les échevins et plusieurs officiers pour leur exposer les intentions du roi, les engageant à s'y conformer, si non ils y seraient contraints. Après plusieurs heures de délibération, l'assemblée refusa, décidant de « vivre et mourir dans la religion qu'ils professaient ». Cette résolution fut portée à la connaissance des officiers. Les troupes commencèrent à faire du désordre. M. de Boufflers arriva dans la nuit et « quelques-uns furent le voir le lendemain. Il leur parla doucement et les exhorta fort à suivre la volonté du Roi ». Il donna des ordres pour faire venir le régiment de Varennes, le régiment des Cravates, un régiment de dragons, le régiment d'infanterie de Touraine, le régiment d'infanterie de Laray et autres troupes. Les habitants s'assemblerent. Du Vigier et du Saussay intervinrent. Des ordres très rigoureux furent donnés contre les récalcitrants. L'hôte devait donner 5 livres par officier par jour, 10 sous aux hommes qui pouvaient prendre blé et vin. Deux cents personnes promirent par acte notarié qu'elles renonceraient aux erreurs de Calvin.

vincial y vint encore avec le Père Chastelet et ils firent tous beaucoup de fruit.

Le marquis de Boufflers arriva de Montauban le vingt septiesme d'aoust, et aprit de l'intendant l'obstination des habitants qui ne l'estonna pourtant pas scachant que la grâce fait de grands changements dans peu de temps. Le vingt huitiesme d'aoust le marquis fit dire une messe à l'honneur de Saint Augustin, dont on célébrait la feste, espérant que ce grand saint, qui avoit esté luy mesme fort obstiné dans ses erreurs, intercéderoit auprès de Dieu pour la conversion de ces hérétiques. Après, il envoya Duviger, président au Parlement de Bourdeaux, qui avoit esté autrefois huguenot (1), et qui s'estant converti avoit très bien servi la religion catholique et romaine, dans toute la Guienne, où le Roy l'avoit établi commissaire contre les calvinistes. Il l'envoya pour leur dire de se rassembler. Duviger estoit extrêmement insinuant et tous les bourgeois le congnoissoient. Ainsi il n'eut pas grand peine de les engager d'aller en corps parler au marquis de Boufflers, quoy qu'ils protestassent avec serment de mourir plutot que de changer jamais de religion. Dieu fait de grands changements dans les cœurs, quand il entreprend de les toucher et se sert souvent des moyens extraordinaires pour en venir à bout. Les bourgeois vinrent voir le marquis de Boufflers qui leur dit d'un

(1) Jean Du Vigier ou Duvigier, baron de Saint-Martin de la Monzie, Saint-Laurent, président au parlement de Guyenne, protestant converti par ambition et dit-on pour satisfaire sa passion du jeu (1680). Il est signalé dans un *mémoire des gentilshommes de la généralité de Bordeaux* comme ayant fait faire l'exercice de la religion réformée dans son château « mais depuis prez de deux ans qu'il y a fait abjuration, il n'y a esté fait aucun exercice ». *Arch. hist. de la Gironde*, tome XV, p. 494. Voir page 497 pour la Saintonge. Il fut un des commissaires les plus actifs contre les religionnaires, « le plus ardent persécuteur des Huguenots, » dit Boisrond, *Mémoires, loco citato*, X, p. 189. Il est à Saintes en 1683 (*Ibidem*) pour informer des contraventions aux édits ; en 1681 il interdit aux chirurgiens, apothicaires, orfèvres, l'exercice de leur profession. (*Bullet. de l'hist. du Protestantisme fr.*, 1893, p. 495 ; voir aussi celui de 1853, p. 171). En février 1684 il fait fermer les temples de Saintonge et enfermer douze pasteurs (*Ibidem*, 1879, p. 539). En juin 1685, à Saintes, il enjoint aux ministres et consistoires de déclarer leurs revenus. (Mss bibliothèque de Saintes), voir Haag et la *Biographie* de M. de Richemond. Le 27 août, Louvois lui écrit : « Je vous supplie d'agir contre les bourgeois de Barbezieux de la R. P. R. qui ont contrevenu aux déclarations du roi encore plus durement que si je n'étois pas le seigneur de cette ville. » Dépôt de la guerre, n° 748, apud Rousset, *loco citato*, tome III, p. 469.

air fort doux et fort honeste que le Roy souhaitoit qu'ils se fissent instruire dans la religion catholique, que Sa Majesté ne désiroit rien si ardemment que de les scavoir dans les voyes du salut, que le zèle qu'il avoit pour ses sujets l'engageoit à ne rien épargner pour leur procurer ce bonheur. Il continua son discours assés longtemps d'une manière forte, si patétique, et si engageante, que les bourgeois, qui estoient venus dans le dessein de mourir plutot que de se convertir, lui donnèrent tous parole de faire abjuration le mesme jour. Il est constant que Dieu a donné un genre très particulier au marquis de Boufflers. Il ne faut que faire reflection sur les manières dont il vint à bout d'exécuter les ordres de Sa Majesté dans les choses les plus difficiles pour estre persuadé de ce qu'il fit dans une occasion de cette nature. Une partie des principaux bourgeois se convertirent, Vernion et Guy. anciens perpétuels dans la Religion, estoient du nombre. Il fallut travailler à gagner les autres, de mesme que le reste du peuple qui estoit très nombreux.

(A suivre).

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES

JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

(E). — *La seconde vie de saint Vivien.*

La seconde vie de saint Vivien se rencontre dans cinq manuscrits dont trois dérivent l'un de l'autre, et que Krusch a ainsi classés :

1) Manuscrit de Saint-Gall, du X^e siècle: *Codex Sangallensis* n° 577, pp. 431-440.

2) Manuscrit de Paris, du XII^e siècle : Bibl. Nat., latin 5365 (olim *Codex Lemovicensis*, 204, deinde *Codex Regius* 3594 b), fol. 65 66.

3a) Manuscrit de Trèves, du XIII^e siècle : Bibliothèque de la ville, n° 1451 (*Légendaire de Saint-Maximin*, octobre), fol. 132.

3 a*) Manuscrit de Cologne, du XV^e siècle : Archives municipales n° 171 (antea Bibliothecæ Wallrafiæ VI, 13) fol. 209-212.

3 b) Manuscrit de Bruxelles, du XIII^e siècle : Bibl. royale, n° 9290 (provenant de Saint-Laurent-de Liège), fol. 176-177).

L'édition de Krusch occupe les pages 92 à 100 du premier volume des *Passiones*, qui forme le tome III des *Scriptores rerum Merovingicarum* dans la série in-quarto des *Monumenta Germaniæ historica*.

Le texte de cette seconde vie est ici reproduit, d'après le manuscrit de Saint-Gall, suivant la recension de Krusch, en indiquant seulement une addition intéressante du *Codex Parisinus*. (1)

Ce dernier, ainsi que les manuscrits de Trèves et de Bruxelles, transforme le nom de *Vivianus* selon la prononciation gasconne. Il devient *Bibianus* dans le manuscrit de Paris, *Bybianus* dans les deux autres.

Extraits

2. Ita que beatissimus Vivianus parentibus incolis genitus Sanctonicae civitatis, patrem habuit, qui gentili errore detentus, usque in exitum vitae suae nullo est sacro fidei ordine gratia baptismatis innovatus ; matrem vero eius Maurellam nomine christianam fuisse relatio manifesta commemorat, quod, Deo gubernante, multum pro institutione religionis profuisse creditur beatissimo Viviano. Qui, cum ad annos sedecim pervenisset, primaevam aetatem suam divinis erudire cupiens disciplinis, sancti Ambrosii huius civitatis episcopi devotus se mancipavit obsequio. Tum ille paterna eum pietate suscipiens, dum sacris litteris erudiret, in ordine lectorum conversionis eius initiavit studium. Quem cum videret perfectae conversationis cursu semper ad meliora pertendere, per ordines ecclesiasticos subdiaconus institutus, ibi aliquantum temporis manens, competentibus annis in levitico gradu sancto est iunctus altario, ubi tam vita quam moribus omni gravitate respondens, in anno 30 presbiter ordinatus, ut cui non deerat conversatio laudabilis, per singula honorum tempora annis regularibus militasset, ut per Apostolicae constitutionis ascensum nihil detraberetur ordine, quod non deerat sanctitate.

(1) De cette seconde vie, publiée en entier dans le tirage à part de l'*Introduction*, il a semblé préférable de n'insérer dans la *Revue* que les passages qu'on lira ci-après.

3. Itaque, providente Dei misericordia, ut sanctissimus institutor dignum sibi relinqueret successorem, ut ne quid eius meritis per spatia temporum fraudaretur, beatissimus Ambrosius sancta migratione de hac hospitali vita discedens, dormivit in Domino. Tunc unitae et probatae electionis assensu, clericorum et civium voto ad summum pontificii locum electus est sanctus Vivianus.

.

4. Cumque pio moderamine plebem sibi commissam divino erudire in omnibus disciplinis, accidit ut Gothorum tempore, rege Theodorico (a) dominante, Sanctonis (b) civibus intolerabilis statueretur iniunctio, ita ut, amissis facultatibus, subderentur maxime statum perdere libertatis. Cumque ablatis opibus non solum mediocrium personarum (c), se etiam cunctorum nobilium praesidium (d) inhiantes, facula cupiditatis accensi, statuerunt, ut ad Tolosanam urbem cunctos in vinculis immoderata praesumptione pertraherent, ut cum extorsissent vitam, ambitum rapinae suae intolerabile praesumptione complerent, et cessantibus incolis, quicquid inhiaverant, Barbari possiderent. Sed cum talia fieri sanctus inspiceret Vivianus, sacrilegum esse credens ne, pastore posito, oves dominicas lupo traheret in rapinam, elegit pius pater cum filiis commune quemadmodum subire periculum, ut in nullo his deesset sedulitate solatii, quos non minus optabat tam praesentia quam orationibus custodire, et Domini misericordia facilius absolveret viactos, ubi tantus pontifex pro civibus cognoscebatur abiectus.

(a) Krusch a préféré la leçon de manuscrits relativement récents à celle du *Codex Sangallensis*, sous prétexte (d'après une remarque des Bollandistes qu'il ne cite pas expressément, mais qu'il avait lue) que des auteurs très anciens — tel Grégoire de Tours — ont appelé *Theodorus* le roi des Goths Théodoric I^{er}. Cette remarque est sans profondeur. Outre qu'on n'a plus les manuscrits originaux de ces écrivains, ils étaient de souche romaine et connaissant mieux les noms grecs que les noms barbares, pouvaient céder à la tentation d'helléniser un nom wisigoth. La *Vita prior* de Vivien a sûrement été rédigée à Saintes, dans le siècle qui suivit sa mort, alors que chacun s'y souvenait du temps où les fils de Théodoric I^{er} étaient maîtres de la ville ; le rédacteur ne pouvait hésiter sur l'orthographe du nom de ce souverain, et son copiste n'avait nulle raison de la modifier.

(b) Le scribe avait d'abord écrit *Scomnis*.

(c) La classe des *mediocres* est, au temps de Richer, celle où se recrutent les écuyers, les maréchaux ; ce sont les *liberi*, qui n'ont pas rang de nobles au début de la féodalité.

(d) Une formule éditée par Zeumer montre à l'époque mérovingienne, *praesidium* employé pour *res familiaris*, patrimoine.

Itaque, contractus senio, dum tanti itineris cursum sustinere non posset, cum praecipue essent membra eius per abstinentiam contrita ieiuniis, carri vehiculum quamvis altus mente, humilis habitu perquisivit, ut superhorum ponipam sacratissimus pontifex sancta quadam abiectioe calcaret.

5. Cum ergo ad urbem Tolosanam, in qua erat regale solium, pervenisset, beatissimi Saturnini martyris patrocinium quaerens, in vicino vile perquisivit hospitium....

6. Cum ergo tanti viri benevolentiam fama celare minime potuisset, praeclarum patientiae factum ad aures Theodorici regis familiaris perduxit opinio. Quem praesentari sibi honorabili praecepit obsequio et gratuita familiaritate susceptum cum reliquis episcopis suo eum precatus est interesse convivio. Ubi dum cum ceteris convenisset... forsitan ut tunc moris erat, rex offerri sibi poculum ab his qui aderant episcopis postulavit. Quod cum singuli perfecissent, ad Vivianum ventum est. Quod ille renuens, ait : « Officii mei locus est, ut de sacro altario filiis Ecclesiae sacratum calicem subministrem, nam, qui mihi alienus est a communione tam secta quam ordine, vile ministerium implere despicio ». Itaque rex providens se tali recusatione despectum, iracundiae inflammatus instinctu, contra sanctum Dei tota mente commotus exarsit, et quasi iniuriam suam vindicaturus, statuit in eodem voluntatis suae exercere vesaniam...

Qui tamen,... visione perterritus, ad postulandam veniam, deposita furoris insania, arma supplicationis assumpsit. Quem cum ad se venire iam humilis denuo precaretur, ut petitio eius pro absolutione civium sortiretur effectum, affuit et sic tam proprios cives, quam qui in carceribus tenebantur inclusi, iam auctoritate divina potitus quam supplicatione fretus, cunctos beneficio virtutis absolvit. Et cum magnis opibus, ab eodem qui auferre cupiebat rebus plurimis muneratus, reduxit patriae incolumes cives, et sic virtutibus clarum recepit ecclesia sacerdotem.

7. Accidit etiam, quodam tempore, ut multitudo hostium Saxonum barbarorum cum pluribus navibus ad locum qui dicitur Martiacus (57), amore depraedationis incumberet. Cumque loca finitimâ circuisset exe-

-(57) Krusch propose d'identifier ce *Marciaeus* avec la *Marciacensis villa* dont parle Grégoire de Tours (*De virtutibus sancti Martini*, III, 33) comme étant située en Bordelais, in *Burdegalensi regione* (*Scriptores rerum Merovingica-*

cranda barbaries, et esset civitas tanti antistitis fulta praesidio, causa absolutionis sacris est ostensa miraculis, ut, in oratione incumbenti Domini sacerdote, in muris ac turribus militia coelestis adstaret, procederetque inde terror hostium, unde erat occultum et magnum in civitate praesidium, ut miro atque ineffabili modo illi sanctam cernerent visionem, quibus non esse honoris poterat, sed timoris, et infideles Barbari, qui non constringebantur fide, fugarentur iterum visione. Sicque, advertante die, pacem ultro, divino territi auxilio, petierunt, qui cum furore vastationis advenerant, ut quos expugnabat coelestis exercitus, sine effusione sanguinis vincerentur, et esset hostium reditus sospes, ubi etiam civitas ab omni parte residebat incolumis. Quod revera ad meritum beatissimi intercessoris pio refertur ordine, cum ex ea parte vicit unde Dominum fideliter exoravit.

.
9. His ergo virtutibus clarens memoratus antistes, labente jam senio, basilicam sibi propria devotione construxit et, ab Urbe beatissimorum martyrum reliquias qui peterent, suos fidelissimos destinavit. Qui cum essent iam in proximo remeantes, sacra martyrum pignora deferentes, sanctum antestitem Dei inspiratione non latuit. Evocatis itaque civibus, osculum singulis tradens, viam etiam sui transitus intimavit, festivitatem nuntians, ut in diem tertium in honorabili loco sacrae advenientes reliquiae conderentur. Itaque fideliter omnibus praeparatis, quos postulaverat patronus, societati meritoque coniunctus, migravit in Domino. Sicque providentia Dei factum est, ut sub una die ecclesiam quam fabricaverat et devotione consecrasset et corpore. Ubi multa beneficia declarantur profectusque hodierno die, quo sacratissimo cultu fidelium devotissime praesentiam tanti antistitis conventu venerantur, sacratissimique confessoris, praestante Domino nostro Iesu Christo, cui est honor et gloria in saecula saeculorum. Amen.

Il nous a semblé nécessaire de citer ici cette seconde vie, car le meilleur texte, inconnu des anciens éditeurs, et provenant d'un manuscrit recommandable par son antiquité. n'a

rum, I. 640) : Ce serait, suivant cet éditeur, Marsas en Gironde (canton de Saint-Savin, arrond. de Blaye). Marsas, sur la route de Bordeaux à Barbezieux, n'est baigné par aucun cours d'eau. Il n'a jamais été compris dans l'évêché de Saintes. Il est plus probable que *Marciacus* était au bord de la mer.

paru que dans un recueil peu répandu en France ; et, d'autre part, la comparaison de ce texte avec la *Vita prior* fera ressortir l'infirmité de la thèse précédemment soutenue sur les procédés de remaniement des textes historiques.

Écrite dans une langue vulgaire et pauvre, cette seconde vie, amant l'antiquité de l'ancienne, se place à un étiage littéraire assez bas par des répétitions fastidieuses de mots grandiloquents, de superlatifs insipides, et par l'obscurité de ses périodes enchevêtrées, encombrées d'incidentes oiseuses.

On reconnaît à ces stigmates un écrivain allemand, au cerveau mal dégrossi, à l'imagination sans génie. L'insertion de ce morceau, dès le X^e siècle, dans un légendaire de Saint-Gall, ne saurait surprendre si c'est l'œuvre de quelque moine originaire de l'Alamannie, aujourd'hui représentée par les cantons de la Suisse du Nord. C'est précisément le pays d'où sortaient la reine Hildegarde et son parent Aton, l'évêque de Saintes sous Charlemagne, précédemment abbé et réformateur de congrégations.

En l'auteur se décèle d'ailleurs un moine. Il a en mains l'ancienne vie, car le chapitre final est démarqué visiblement, quelques phrases mêmes sont identiques. Mais, alors que le vieil auteur, écrivant quatre-vingt-dix à cent ans après la mort du saint, avouait humblement qu'il s'était conservé de lui peu de souvenirs, d'autant plus précieux à recueillir par là même, le nouvel écrivain prétend de Vivien tout savoir et tout dire : « genus, mores, vitam, conversationem, conscientiam, disciplinam ». Et de vrai, il n'en sait pas plus que l'autre, mais il brole : il invente un Vivien conforme à son idéal, c'est à dire un clerc consommé, ayant passé quinze ans auprès de son évêque pour parvenir du sous-diaconat au sacerdoce (soit trois fois plus de temps qu'il n'en fallait à Paris pour franchir ces échelons au début du X^e siècle, d'après la vie de saint Gerardi). Vivien devient un ascète épuisé par des mortifications excessives, d'une humilité naïve, presque enfantine, se cachant derrière l'autel pour échapper à l'élection épiscopale, et en même temps rompant en visière au roi des Goths dans une scène inspirée d'autres légendes beaucoup plus raisonnables. L'histoire de la défense de Saintes par une légion d'anges contre les pirates saxons dépasse toutes bornes. Il est bien question d'anges dans l'ancienne vie, mais c'est au sujet d'une vision où Vivien aurait reçu l'inspiration d'ériger une

basilique au Prince des Apôtres ; or, ce passage disparaît, et comme il appartient au chapitre final que le rédacteur de la seconde vie avait sous les yeux, c'est intentionnellement qu'il est supprimé.

L'omission n'est point l'effet d'une crainte excessive du merveilleux : le nouvel auteur en abuse. Mais il tient à effacer tout souvenir de saint Pierre. C'est par dévotion envers soi-même que Vivien s'érige une basilique ! « *Labente jam senio, basilicam sibi propria devotione construxit* » (58). On reste rêveur devant une si inconsciente énormité.

Les reliques de Vivien et d'un Marcel dont on fit le mentor du saint, dans la troisième transformation de sa légende, ayant disparu de Saintes au temps des invasions normandes, c'est avant 840 que fut écrite cette vie, car elle suppose le corps de Vivien reposant toujours dans l'église qu'il a élevée. Il est donc admissible d'en placer la rédaction vers le début du IX^e siècle, en l'attribuant à l'inspiration, sinon à la plume de l'évêque Aton.

(F). — *La troisième vie de saint Vivien.*

Une troisième vie de saint Vivien a été mise au jour par DD. Martène et Durand en 1733 dans le tome VI du recueil de textes intitulé *Veterum scriptorum monumentorum Amplissima Collectio*. Elle est précédée d'un exposé qui débute ainsi :

« Sancti Bibiani vitam ex veteri codice manuscripto Colbertinæ bibliothecæ ante annos sexcentos exarato, emittimus in lucem. Delituit hactenus in tenebris liber ille : sequens vero ex Moysiaccensi monasterio, ubi diu jacuerat pulvere obsitus, in bibliothecam Colbertinam transvolavit, exterso pulvere lucem aliquando visurus. »

L'écriture du manuscrit latin 2627 est du règne de Louis VII : d'après les nouveaux Bollandistes, l'auteur moine de Figeac doit être contemporain de l'abbé Géraud III, puisqu'il nomme son devancier Ays (*Adaicius*) ; il a vécu vers la fin du XI^e siècle

(58) Dans le texte original « *Vivianum... Dominus celica legatione ammonuit, quatinus Basilicam sibi, Apostolorum Principis sub nomine, fundaret* ». L'hagiographe carolingien, par un contre-sens monstrueux, transporte au constructeur l'honneur que Dieu a voulu se réserver à lui-même.

et le commencement du XII^e, car il se dit témoin de miracles arrivés sous l'abbatiat du dernier Géraud (59).

Dom Martene avait cru le manuscrit un peu plus ancien, du règne de Louis VI, puisqu'il le considérait comme remontant à plus de six cents ans, *ante annos sexcentos*.

Le très peu charitable de s'appesantir sur la méprise de l'auteur de l'Eglise santone (60) s'appuyant sur ce passage de la Vie de saint Vivien, écrite avant le VI^e siècle, et publiée par Dom Martene d'après un manuscrit de la Bibliothèque Colbert, » et ajoutant cette conclusion dont la forme dubitative a lieu de surprendre, après une telle assertion : « C'est sans doute de cette vie qu'a voulu parler Grégoire de Tours. »

Les Bénédictins, qui n'ont point publié le livre des miracles faisant suite à la troisième vie dans le manuscrit de Moissac, n'ont pas remarqué qu'ils étaient tous deux du même auteur, et ils ont fait au sujet du texte qu'ils éditaient quelques réflexions, d'un faible poids, en faveur de son antiquité :

« An vero idem sit cum libro illo, qui Gregorii venit in notitiam, aliorum esto judicium. Certe antiquitatem ipsius duplici ex capite repetere possumus. Primo quod sacram citans Scripturam, alia a Vulgata videtur usus versione. Exemplo sit hic locus evangelii Johannis, XV-13 : « Majorem hac dilectionem

(59) *Analecta Bollandiana*, VIII, 256.

Voici le passage concernant l'abbé Ays :

« Annuo recurso tanti confessoris festiva gaudia imminabant ; ad quorum votiva sacramenta ex diversis partibus innumera gentium caterua confluere semper assueverat. Senioribus ergo loci usualis mos aderat, ut familiari devotione petentibus impertirent necessaria, ac nullum vacuum redire sinirent de tanta copiâ. Sicque abbas, romine Adaz, cellarerium conuocat. » — *Manuscrit lat.*, 2627, fol. CLXXX.

L'auteur cite ensuite deux synodes épiscopaux où furent apportées de Figeac les reliques de saint Vivien, l'un à Limoges, au temps de l'abbé Géraud (III) et l'autre à Albenca. Le premier est assurément le concile de Limoges tenu en 994 (Baluze, *Historia Tutelensis*, Append., pp. 383, 400). Les précisions données par la *Gallia christiana* (I, 173) sur les abbés Ays et Géraud III de Figeac ne permettent pas d'en douter :

« Adacius præfuit temporibus Lotharii (III) et Ludovici (V) regum. Cum pergeret Romam, obiit apud Sanctum Aegidium, ibique sepulturam accepit anno 988.

« Geraldus III, multorum operum perfectior strenuissimus, sub Hugone (I) et Roberto (II) regibus præfuit. Obiit anno IX ».

(60) Briand, *Histoire de l'Eglise santone*, t. I, pp. 39-40.

nemo habet, ut animam suam ponat quis pro ovibus suis », cum in Vulgata editione legamus « pro amicis suis ». Et alter ex epistola Pauli ad Ephesios, IV-28 : « Qui furabatur jam non furetur, magis autem laboret operando manibus suis quod bonum est, ut habeat quod tribuat inopiam sustinenti ». ubi Vulgata editio legit « unde tribuat necessitatem patienti ». Secundo cum de Theoderico Gothorum rege Loquitur. cum non Theodericum, sed « Theodorum » appellat, quomodo cum appellavere antiqui scriptores Sidonius Apollinaris, Gregorius Turonensis (lib. II *Historiæ Francorum*) et Fredegarius. qui proxime post eum vixit. »

Ces arguments peuvent aider à admettre que le rédacteur de la troisième vie avait sous les yeux le texte complet de la plus ancienne. Il semble d'ailleurs que ce soit bien établi par le passage où il critique un devancier de s'être arrêté à des détails sans intérêt d'édification, et de n'avoir pas assez mis en scène les miracles de Vivien.

Quant à l'identité du rédacteur de la *Vie* et de l'auteur du *Livre des Miracles* qui lui fait suite, c'est ce que montre clairement le passage servant de transition (61).

Nous reproduirons, d'après le manuscrit de Moissac, le texte de cette troisième vie, donné avec quelques fautes de copie par Martene et Durand.

Nous nous bornerons à citer ici deux passages : l'un est relatif à la désignation de Vivien pour évêque par le roi. après qu'Ambroise l'eut fait son coadjuteur, et que le clergé eut sanctionné ce choix ; — l'autre concerne la construction de sa cathédrale et la mort de Vivien.

Quo conperito, supradictus uir Dei Marcellus regem adit, et regis pietatem deposcit quatinus sanctum Bibianum in omni sanctitatis pro-

(61) Expeditis namque his que, mirabili uirtute, Dominus operari dignatus est per famulum suum Bibianum, uidelicet pontificem sanctissimum ac confessorem gloriosissimum, nunc opere precium ducimus sermonis narrationem flectere ad ea que, post discessionis sue spatium, mirabilius potentia, per eiusdem uiuatia merita, idem supernus Opifex mortalibus antueri dignatus est. Sed ne hoc quod modo diximus « uiuatia merita » alquem moueat : prius quomodo uiuant eorum merita quorum corpora morti detinuerunt obnoxia, expedire satis necessarium putamus, ne quilibet incredulitatis occasio cuiusquam fidelium intima corrumpat uanis erroribus.

bitate uirum perfectissimum, pontificatus apicem iubeat sublimari (62). Cuius petitionibus regalis mox ut annuit dignitas, concita calle Sanctonas reperit, accitoque in unum cleri atque vulgi maximo conuentu eum magno fauore ac laudum preconis, sanctum uirum in episcopali cathedra honorifice constituit. Sicque Deo per omnia disponente, atque ordinanti cooperante, sanctus uir Bibianus episcopus sacratur....

.
Duodecima Leccio. Inter preclara namque sacrarum actionum studia, que in diuinis assueuerat expendere cultibus, ammirandae sanctitatis presul Bibianus basilicam in honore beati Petri, apostolorum principis, construere angelica reuelatione ammonetur, in qua ut pontificalem sedem constituat, idem presul a stellifero cardine legato inperatur. Quam cum prouectionis iam etatis senis confectus, miro ac preclaro opere consummasset, agnoscens prophetico spiritu unde semper plenus refulsit, diem suae resolutionis imminere mirabili dispositione ita tacitus deliberauit, ut uno eodemque die, et ecclesie celebraretur consecratio, et sacri corporis eius funereis exequiis ageretur tumulatio. Dissimulato igitur proprii obitus transitu, coepiscopos e uicinis urbibus (c) ad tantam dedicationis sollempnitatem conuocat, et ut propinquum tempus sue discessionis nouerat, trium dierum in aduentu illorum statuit spatia. Denique accitis suae familiaritatis domesticis, tam fidelibus laicis quam et clericis, pacis osculum singulis tradidit, diemque sue depositionis liquido intimauit, et quomodo eius sacra membra tumulo conderent, denotauit. De statu uero ecclesiastici ordinis, ut eum in sublimitate semper custodirent, super omnia premonuit, et ut sub iugo dominice religionis militantes, intemerate pacis fœdera inuiolabiliter seruarent, obnixis precibus depo-

(62) Exemple saisissant des remaniements opérés sous l'influence du milieu. Notre écrivain transpose au V^e siècle les coutumes du XI^e et y institue un précédent aux investitures royales. La vie authentique de Trojan, publiée plus loin, rétablit les faits. Quant à Marcellus, le *prorex* de la primitive légende, non seulement comme dans la seconde vie, il sera le guide spirituel de Vivien, mais c'est encore lui qui ira présenter au roi la candidature de son élève, obtiendra sa nomination à l'épiscopat et viendra l'annoncer au peuple de Saintes.

(c) Le fait qui n'est pas relaté dans le fragment conservé de la première vie, en ressort pourtant : Vivien était mort la veille de la consécration des autels et cette cérémonie n'a pu être accomplie que par un évêque.

poscit (d). Sicque per triduum illos in omni sanctitate atque celestium mandatorum eruditione exortans, die tercio, presentibus episcopis ac diuersi ordinis clericis, post innumera uirtutum insignia, post innennabilia pietatis ac iustitiae beneficia, terrae corpus deponens, celorum regno spiritum reddidit, ubi cum Xristo regnans, inter Supernarum uirtutum Collegia, stola immortalitatis decoratur, brauiumque perhennis uitae adeptus, eterne glorie sertis honorifice laureatur.

(G). — *Textes à rapprocher de la légende de Vivien.*

(A) Constitution des empereurs Honorius et Théodose II (24 novembre 411) :

« Conuenit nostris praescita temporibus ut iustitiam inflectat humanitas... Eam quoque Sacerdoti concedimus facultatem, ut carceris ope miserationis aulas intro at, medicetur aegros, aliat pauperes consoletur insones et, cum singulorum causas scrutatus agnoverit, interventiones suas apud iudicem competentem pro iure moderetur.... Data XI kal. decembris, Raennae, Monaxio et Plinta VV. CC. cons. »

(*Constitutiones Sirmondi*, 13 ; édit. Mommsen et Meyer, p. 917).

Cette loi donnait à Vivien le droit de visiter ses diocésains retenus prisonniers par les agents du roi des Goths. Les Barbares maintenaient en général dans les états conquis les usages légaux toutes les fois que le Code romain, applicable aux indigènes, ne se trouvait pas en opposition avec leurs propres coutumes, qu'ils eurent soin de codifier.

(B) Lettre de Sidoine Apollinaire à Namatius, au sujet de l'invasion des pirates Saxons :

« Ecce dum jam epistulam quæ diu garrit, claudere optarem, subitus a Santonis nuntius : cum quo dum tui obtentu aliquid horarum sermocinanter extrahimus, constanter asseueravit super vos classicum in classe cecinisse atque inter officia nunc nautæ, modo militis litoribus Oceani curvis inerrare contra Saxonum pandos myoparones, quorum quot remiges videris, totidem te cernere putes archipiratas : ita simul omnes imperrant, parent : docent discant latrocinari ; unde nunc etiam ut

(d) Ce passage attribué positivement à Vivien figure dans l'histoire du chapitre de la cathédrale.

quam plurimum caveas, causa successit maxuma monendi. Hostis est omni hoste truculentior. Improvisus aggreditur, prævius elabitur spernit; objectos, sternit incautos; si sequatur, intercipit; si fugiat, evadit. Ad hoc exercent illos naufragia, non terrent. Est eis quedam cum discriminibus pelagi non notitia solum, sed familiaritas; nam quoniam ipsa si qua tempestas est, hac securos efficit occupandos, huc prospici vetat occupaturos, in medio fluctuum scopulorumque confragosorum spe superventus laeti periclitantur. Praeterea, priusquam de continenti in patriam vela laxantes hostico mordaces anchora vado vellant, mos est remeaturis decimum quemque captorum per aquales et cruciarias poenas plus ob hoc tristi quam superstitioso ritu necare, superque collectam turbam periturorum mortis iniquitatem sortis æquitate dispergere. Talibus se ligant votis, victimis solvunt, et per hujusmodi non tam sacrificia purgati quam sacrilegia polluti, religiosum putant cædis infaustae perpetratores de capite captivo magis exizere tormenta quam pretia. Quae de re metuo multa, suspicor varia, quamquam me in contrario ingentia hortantur; primum quod victoris populi signa comitaris; dein quod in sapientes viros quos inter jure censeris, minus annuo licere fortuitis; tertio, quod pro sodalibus fide junctis, sede discretis frequenter incutiunt et tuta mærorem, quia promptius de actionibus longinquis ambigendisque sinistra quæque metus augurat, sed dicas non esse tantum forte curanda quam perhorresco. ».

(Edit. Krusch. *Monumenta Germaniæ historica, Auctores antiquissimi*, VIII, 132).

Cette incursion est celle des chefs saxons connus sous les surnoms de Hengst (*Etalon*) et Horse (*Cheval*), qui, appelés par Vortigern, chef des Bretons insulaires, pour défendre ces peuples contre leurs voisins, les Scots et les Pictes, battirent d'abord ceux-ci en 447, puis, ayant traité avec eux huit ans après, attaquèrent les Bretons et commencèrent contre eux une longue guerre que termina seulement en 492 la bataille de Bath (63). Maîtres de puis 448 des provinces d'Essex et de Kent, des côtes de la Grande-Bretagne depuis l'embouchure de la Tamise jusqu'à Folkestone, les Anglo-Saxons d'Hengst purent

(63) *Art de vérifier les dates*, I, 768-790.

fort aisément envoyer leurs barques en expédition sur les rives de la Gaule septentrionale et occidentale, pour saccager et pour recueillir du butin.

Namatius auquel écrit Sidoine et qui paraît exercer la charge de comte de Saintonge, puisqu'il est préposé à la défense du pays, avait des attaches arvernes ; c'est sans aucune raison plausible que Krusch a imaginé de distinguer le destinataire de l'épître qui précède, d'avec le correspondant habituel et familier de Sidoine. L'usage étant de choisir les évêques parmi d'anciens fonctionnaires civils, il est plausible de regarder ce Namatius comme étant le personnage de ce nom qui, au cours du V^e siècle, devint évêque de Clermont, et y éleva en l'honneur de saint Eutrope de Saintes, l'une des sept églises du faubourg Saint-Alyre ; détruite au VIII^e siècle, cette basilique fut relevée sous l'invocation de Saint-Patrocle (64).

Nous rencontrerons un homonyme de ce prélat dans la légende de saint Vaise. Son nom, dérivé de *nemet*, temple, est de source gauloise, et paraît se rattacher à l'exercice du culte druidique.

(A suivre).

J. DEPOIN.

DOCUMENTS

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite)

1704. — Anne Gombaudo de La Croix a la procuration de la duchesse d'Aiguillon, et est fermière de ses biens, demeure à La Tremblade.

1705. — Marianne Duval, dame des Gons, veuve de Léonard François de Gombaudo, conseiller au parlement de Bordeaux ; Catherine de Gombaudo, demeure à La Vallée en Archingeay.

1707, 30 mai. — Transaction de Catherine de Gombaudo, fille de feu Catherine de La Mothe, veuve de Raimond de Gombaudo,

(64) L'abbé Valteau, *Les Sanctuaires de saint Eutrope*, dans le *Bulletin religieux de La Rochelle*, 11, 542.

conseiller, demeurant à La Vallée, et Henri Michel de La Lande, conseiller aux aides de Guyenne. (Minutes d'ARNAUD).

1707, 26 juin. — Ferme faite par Catherine de Gombaud, héritière de Catherine de La Mothe, sa mère, veuve de Raimond de Gombaud, conseiller au parlement, demeurant à La Vallée, à Marc Antoine de Chabrignac, prêtre religieux, infirmier de l'abbé des Alleux, en Poitou, demeurant à Puyberland, procureur de Suzanne de La Rochefoucauld, prieure perpétuelle du couvent des filles Notre-Dame de Saint-Sauveur, de Puyberland, paroisse de Saint-Genou, en Poitou, de la métairie de Grand-maison, paroisse d'Archingeay, 9 ans, 400 livres. (*Ibidem*).

1710. — Marie Gombaud, femme séparée de biens et d'habitation de René de Cullan, chevalier seigneur de Ciré.

(SENNE père).

1756, 9 janvier. — Jean du Breuil, chevalier, seigneur de Théon, ancien capitaine de grenadiers au régiment de Normandie, chevalier de Saint-Louis; Charles Huon, écuyer, seigneur de l'île de Rosne, Chaillonnay, demeurant paroisse Saint-Pierre et Saint-Maur, à la requête de René Georges de Saint-Légier de La Sauzaie, enseigne de vaisseau, mari de Anne-Louise de Gondé, demeurant paroisse Saint-Pierre, attestent que François de Gondé, chevalier de Saint-Louis, est mort, laissant pour héritiers, Anne-Marthe de Gondé, veuve de Jacques comte du Luc, chevalier, seigneur baron de Lorignac, sa fille, et de feu dame Dussault, sa première femme; Jeanne-Anne de Gondé, Anne-Louise, ses filles, et de Anne Dubreuil de Théon, sa seconde femme; que Jeanne-Anne de Gondé est morte fille au mois de décembre 1752, laissant pour héritière, Anne du Breuil, sa mère, et Anne-Louise de Gondé, sa sœur, aujourd'hui femme du seigneur de Saint-Légier de la Sauzaie; que Anne Dubreuil de Théon, veuve de Gondé, est morte peu de jours après sa fille, laissant pour seule héritière, Anne-Louise de Gondé.

(Minutes de SENNE).

1759, 17 août. — Anne de Gondé, femme de René-Georges Alexis de Saint-Légier, seigneur de Semillac et Semussac, chevalier de Saint-Louis, lieutenant de vaisseau, emprunte de Marthe de Drouet, veuve de Armand de Laporte, dame de Beaumont-Cravans.

(Minutes de THIRION fils).

1685, 8 mai. — Testament de Pierre-Paul de Gontaud de Biron, seigneur de Sanaillan (?), Labarde, capitaine de cavalerie. Institue héritiers ses neveux Bernard et Charles, enfants de

Jean-Louis de Gontaud, son frère. Donne 2.000 livres à Silvestre son frère et cinq sols à chacun de ses autres frères et sœur dont « je veux et entends qu'ils se contentent ».

(Minutes d'ARNAUD).

1700, 20 novembre. — Charles-Armand de Gontaud-Biron, seigneur de Biron, Montaud, Monferrand, Monpazier, La Valade, Brizambourg, La Chauvinière, Badefon, Saint-Geniers, Larquain, Migron, Poyal, brigadier des armées du roi, colonel du régiment de La Marche, demeurant à Paris, rue de Berry, paroisse Saint-Nicolas des Champs, héritier de François de Gontaud son père, donne procuration à Charlotte de Caumont, abbesse, de recevoir les prix de ferme de Brizambourg.

(Minutes de MARCOUILLER).

1667. — Pierre Gorribon, ci-devant conseiller au présidial de Marennes, mari de Catherine Mosnier. (Minutes de GILLET).

1667. — Catherine Mosnier, femme séparée de Pierre Gorribon, conseiller au présidial de Marennes.

1676. — Marie et Elizabeth Gorribon, filles de feu Catherine Mousnier (*sic*), Jean et Jean-Pierre Gorribon leurs frères.

1611, 31 décembre. — Catherine Frenaud, mère de André Gouaud, assesseur au prévôt, vice-sénéchal.

(Minutes de SANSON).

1645-1646. — Henri Gouaud, sieur de Bellevue, demeurant à Soubise, fils de feu André Gouaud, sieur de Puyneau?, assesseur du prévôt et vice-sénéchal. (Minutes de DEXMIER).

1610, 8 février. — Jean Goulard de Béarn, baron de La Rochebaucourt, Clion et Semoussac, gouverneur pour le roi de Saint-Jean-d'Angély, demeurant à La Rochebaucourt, afferme à Louis Regnaud la seigneurie de Clion pour 3 ans, 7.500 livr. Signature.

(Minutes de MARÉCHAL).

1611. — Jacques Goulard, seigneur baron de Touverac, La Faye, mari de Françoise de La Touche.

1615, 28 octobre. — Jacques Goulard, écuyer, sieur de Puyberneuil, agissant pour lui et sa femme, Prégente Daniel (*alias* fille de Prégente Le Fourestier), demeurant à Champaignole, d'une part, et Antoine de Rabaine, écuyer, seigneur de Tanzac, Les Touches, demeurant à Champaignole, d'autre part, afin de terminer leur différent au sujet des Touches; nomment des arbitres.

(Minutes de MARÉCHAL).

1655. — Feu Gaston Goulard, seigneur de La Faye, fils de

Jacques Goulard, seigneur de Thouverac, et de dame de La Touche.

1715, 5 août. — Contrat de mariage de Jacques de Goulard, seigneur marquis de Vervand, Pouzon, Saint-Hilaire de Villefranche, Laléard, Saint-Martin de Cerzai, Roullet, Rocheraud, capitaine de cavalerie au régiment de Roussillon, fils de Jacques-Marcel de Goullard, chevalier, seigneur de Vervant, Pouzon, Le Breuil-Goullard, et Marthe de Fabrice de Grenezuick, « étant pour l'ordinaire à la suite du dit régiment, de présent en cette ville de Saintes », avec dame Anne du Sablon, fille de Isaac du Sablon, conseiller, président en l'Election, et de Pichon. Pour elle sa mère et Charles du Sablon, président de l'Election, son frère. (Minutes de SENNE père).

1724, 6 mai. — Jacques de Goullard, marquis de Vervan, demeurant au château de Laléard, paroisse de Saint-Hilaire de Villefranche, fils de feu Marthe Fabrice de Gressenick, veuve, au jour de son décès, de feu François Guyet, marquis de La Tourdière, et auparavant de Jacques de Goullard, chevalier, marquis de Vervant. (Minutes de SENNE).

1730, 24-28 novembre. — Inventaire des meubles de Marie Viaud, veuve d'Abraham Maurin, par Raimond Goulard, procureur au siège royal de Rochefort, dans la maison de la dite dame, rue Saint-Maur. (Minutes de SENNE).

1767. — Antoine de Goulard, chevalier, seigneur de Saint-Hilaire de Villefranche, mari de Marie Sablon, demeurant à Laléard.

1752, 23 février, 17 mars. — Jacques Gougnon, receveur des tailles, dit que Louis Gougnon, son frère, notaire, procureur au présidial, mort subitement le 17 février dernier, laissa deux filles mineures, habitait rue des Cerises près la Poissonnerie, marié avec Madeleine Drahonnet par contrat du 22 janvier 1738 reçu Allenet. (Minutes de SENNE).

1682, 17 avril. — Pierre de Goumiers, écuyer de La Fregonnière, René de Goumiers, écuyer de La Gaschetière.

1693, 21 novembre. — Contrat de mariage de Frédéric de Goumiers, écuyer, seigneur de La Fregonnière, enseigne de vaisseau, fils de Pierre de Goumiers, seigneur de La Frégonnière, et de feu Sarra Libeau, demeurant à Tonnay-Charente (né le 15 mars 1666, extrait signé Rocheteau, pasteur, pour le pasteur de l'église d'Annezay), majeur de 25 ans, avec Mar-

guerite Carrouge, fille de feu Jean-Baptiste Carrouge, receveur des tailles en l'Election de Marennes, et de Elisabeth Dussaud, demeurant à Tonnay-Charente. Consentant pour elle Jean-Baptiste Carrouge, bachelier en théologie, frère, Henry Dussault, prieur de Semussac, oncle. (Minutes de FEUILLETEAU).

1695. — Frédéric de Goumiers, écuyer, seigneur de La Bros-sardière, Pierre de Goumiers, écuyer seigneur de La Frégon-nière, Pierre de Goumiers, écuyer, seigneur de Villeneuve, Sara et Suzanne de Goumiers leurs sœurs.

1705. — René de Goumiers, seigneur de La Gachetière, de-meure à Laubrière, paroisse de Geay, Pierre de Goumiers, seigneur de Villeneuve, enseigne de vaisseau, veuf de Marie-Madeleine de Goumiers (dont postérité).

(En 1659) Marie Isle, veuve de René de Goumiers, seigneur de La Gachetière, aieule dudit de La Gachetière et de feue la dame de Villeneuve.

1713. — Frédéric de Goumiers, écuyer, seigneur de La Brous-sardière, lieutenant de vaisseau.

1728. — Le même, Marie de Goumiers, veuve de sieur d'Etrif-fon, sa sœur, Pierre de Goumiers, écuyer, seigneur de Ville-neuve, héritiers de Pierre Goumiers, seigneur de La Frégon-nière, et de Sarra Bastier, fille de feu Jean.

1735. — Frédéric de Goumiers, écuyer, seigneur de La Bros-sardière, chevalier de Saint-Louis, René de Saint-Léger, écuyer, seigneur de Boisrond, mari de Marie de Goumiers.

1738, 1742. — Frédéric de Goumiers, écuyer, seigneur de La Brossardière, mari de Marguerite Carrouge, nièce de Margue-rite Dussault, veuve de N. Prieur, lieutenant de la maré-chaussée, Jean Carrouge son frère, curé de Neuillat.

1746, 18 mai. — Testament de Frédéric de Goumiers, écuyer, seigneur de La Brossardière, chevalier de Saint-Louis, demeu-rant à Saintes, mari de Marguerite Carrouge, institue Pierre de Goumiers, écuyer, seigneur des Ouillères, son neveu; Marie de Goumiers, nièce, femme de Philippe Cairon de Merville, seigneur de Gibran. Contrôlé le 3 octobre 1746.

(Minutes de SENNÉ).

1746, 12 décembre. — Inventaire par Marguerite Carrouge, veuve de Frédéric Goumiers, écuyer, seigneur, de la Bros-sardière. Mariée, 21 novembre 1693, reçu Feuilloteau, notaire.

1747. — Cosme Bechet, curé de Saint-Savinien. Philippe-Etienne Cairon de Merville, écuyer, chevalier, de Saint-Louis, aide-major des armées navales et de Rochefort, mari de Marie de Goumiers, sœur de Pierre de Goumiers, seigneur des Houillières, neveux et nièce de Frédéric de Goumiers, sieur de La Brosardière, lieutenant de vaisseau.

(Minutes de SEINE).

1661. — Jean de Gourdon, écuyer, sieur des Rochettes, mari de Marie Lebert.

1661, 1671, 1674. — Jean Gourdon, sieur de Chantegrelet, procureur du roi aux eaux et forêts en Saintonge, demeure paroisse de Chaniers.

1694. — Elisabeth Doussoux, veuve de Jean Gourdon, procureur du roi aux eaux et forêts de Saintonge et Aunis.

(Minutes d'ARNAUD).

1691, 27 mars. — Marie Tourneur, veuve de Jacques Gourdon, avocat, vend à Noël Parmentier, docteur en théologie, supérieur du séminaire, 11 journaux de terre à Chanteloup, seigneur des Rabannières.

(Minutes de MARÉCHAL).

1692. — Jacques Gourdon, sieur de Lessard, assesseur à Taillebourg.

1706, 5 janvier. — Contrat de mariage de Denis Gourdon, avocat, juge bailli du comte de Taillebourg, fils de feu Jacques Gourdon et de Marie Tourneur, avec Marianne Bichon, fille de Etienne Bichon, receveur à l'hôtel de ville, et de Urbaine Gilles (en présence de Théodore Delpech, imprimeur, et de Jean Dupare, garçon imprimeur).

(Minutes de GASQUET).

1628, 29 avril. — Letice de Gourgue, veuve de Babiaud, conseiller du roi à Bordeaux, au couvent des carmélites à Saintes.

1631. — Letice de Gourgue, veuve de Georges de Babiaud, Marie de Vignaud, veuve de Armand de Gourgue.

1633. — Letice de Gourgue, en religion sœur Marie de la Miséricorde, novice aux carmélites de Saintes.

1634. — Anne de Gourgue, novice aux carmélites, fille du trésorier de Guienne, 4.000 livres de dot.

1639. — Jacques de Gourgue, aumônier du roi, prieur de Saint-Pierre d'Oleron.

1695, 11 janvier. — Laurent Gourgue, fils de Michel Gourgue, ci-devant procureur au présidial, et de feu Marie Huon, natif

de Saintes, déclare « qu'après avoir fait deux ans de la 3^e classe du colège de cette ville, il lui prit envie d'aller à l'armée et s'enrolla en la compagnie d'infanterie du sieur Desgraves, du régiment de Navare, et faisant sa marche il fit rencontre du sieur Gourgue, son frère, capitaine d'une compagnie d'infanterie, régiment de Normandie, qui le retira de la compagnie du sieur Desgraves, auquel il donna un autre soldat ». Laurent servit trois ans et son frère lui donna congé, il se retira chez son père, lequel ne le voulant souffrir, lui déclarant ou « qu'il continuât la guerre ou qu'il se fit religieux, ce qu'ayant eslué pendant un an et enfin tant tourmanté par son dit père, il fut obligé de lui dire qu'il vouloit estre cordelier, incontinent il employa tous ses amis pour en parler aux religieux de cette ville, avec lesquels il fut passé acte portant que son dit père payeroit sa pension pendant son noviciat à 40 livres de pension pendant sa vie, et incontinent fut envoyé à Poitiers, où il fut reçu novice ». Malgré ses insurances auprès de son père pour en sortir ne pouvant supporter la règle, fut fait profès, mais comme il n'a que 24 ans, déclare réclamer contre ses vœux.

(Minutes de MARÉCHAL).

1695. 9 juin. — Contrat de mariage de Daniel Gourgue, procureur, fils de Michel, juge sénéchal de Chaniers et La Chapelle, ci-devant procureur, et de Marie Huon, avec Françoise Gillet, fille de Jean Gillet, procureur, et de Marguerite Joubert.

(Minutes de MARÉCHAL).

1620, 18 janvier. — Goussé Pierre, maître chirurgien juré de Saintes, l'un des visiteurs des mutilés, blessés, prisonniers et autres visites qui se font par autorité de justice. Elie Fleurisson, chirurgien lui conteste sa nomination.

(Minutes de BERTAULD).

1620, 3 février. — Il est veuf de Judic Brun; il a un fils, Pierre, aussi chirurgien, âgé de 25 ans, depuis le 15 janvier 1620.

(*Ibidem*).

1620, 15 août. — Pierre Goussé, chirurgien de Saintes, épousa le 20 avril 1586, Judith Brung, dont il eut deux enfants, Pierre et Marie. Inventaire de la communauté, le 31 mars 1599. Judith avait une sœur, Anne, dont Goussé eut la curatelle, mariée à Pierre Sanzay. Pierre Goussé fils, arrivé à l'âge de majorité fut reçu chirurgien. Le 16 mai 1620, son père l'émancipa. Pierre Goussé père abandonne à son fils une maison sise à Saintes, paroisse Saint-Pierre confrontant à celle des héritiers de Mi-

chel Meschinot, à celle de Goussé père, d'un bout à la rue qui va de Saint-Pierre aux halles, et par derrière à une petite rue.

(*Ibidem*).

1625, 29 octobre. — Madeleine Marois, veuve de Pierre Goussé, écuyer, seigneur de Puybalon, Monts, demeurant à La Rouillasse, paroisse de Soubise, qui était frère de François Goussé, chevalier, seigneur de Monts. Elle afferme la seigneurie du Pontreau, 400 livres par an pendant 7 ans à Jean Horry, sieur de Cagouillac.

(Minutes de SANSON).

1694. — Pierre Goussé, avocat, mari de Marie Blanc.

(Minutes de DALIDE).

1739. — Pierre Goussé, avocat, mari de Marthe Georget.

(*Ibidem*).

1742, 13 août. — Testament de Pierre Goussé l'ainé, avocat, veuf de Marie Blanc. Ses enfants : Pierre et François. Mort le 30 mars 1744. Ouverture le 30 mars 1744.

(Minutes de MARSAY).

1765, 23 août. — Mariage de Pierre Sarrazin, fils de feu Pierre Sarrazin, marchand, et de Marie-Anne Dubois, avec Jeanne Catherine Goussé, fille de feu Pierre Goussé, avocat, et Marthe Georget.

1628, mai. — Acquisition par Etienne Goutte, avocat, de François Relyon, seigneur des Guignièrès, trésorier général.

Marie Letourneur, femme de noble Etienne Goutte, avocat.

(Minutes de ROBERT).

1793, mai. — Marguerite Duchaine, veuve de Claude-Antoine Gout, marchand drapier.

(Minutes de BIRONNEAU).

1600. — Etienne Goy, greffier sieur du Treuil.

1611, 30 janvier. — Etienne Goy, sieur du Treuil, greffier en chef du présidial. Jean Philipier, sieur de Beaulieu et Colombier, conseiller du roi au présidial, le somme de déclarer « quelle somme de deniers il a promis et doit payer à honorable homme J. Poictevin, procureur du roy au siège présidial de Xaintes, moyennant la résignation qu'il a faite de son dict office de procureur du roy en la faveur de noble homme M. M. Jehan Goy, sieur de la Berne, son fils..... desclairant ledict sieur Philippier avoir notable intérêt de le scavoir d'autant que demoiselle Marie Philipier, sa fille, est mariée avec le dict sieur Poictevin, laquelle prétendait hypothèque sur

le dict estat. » Goy répond qu'il ne doit rien à Poitevin qu'il a satisfait au contrat intervenu entre eux.

(Minutes de BERTAULD).

1611, 31 décembre. — Marthe Goy, veuve de Jean Lescuyer.

(Minutes de SANSON).

1612, 3 avril. — Feu Etienne Goy, sieur de Treuil.

1613. — Marie Goy, hôtesse du Lion d'Or, en Saint-Palais.

1614, 13 novembre. — Jean Goy, seigneur de La Baine. procureur du roi au présidial. (Minutes de SANSON) (n° 166).

1618. — Marie Goulaine, femme de Etienne Goy. marchand, nièce de Thomas et sœur de Suzanne Goulaine.

(Minutes de BERTAULD).

1626, 22 juillet. — Contrat de mariage de Jean Goy, praticien, fils de Jean Goy, sieur de la Baine, procureur du roi, avec Marie Tapissier, fille de Luc Tapissier, marchand, et leue Ozanne Archambaud de Pons. Consentent pour Goy : son père, Etienne Bouildron, écuyer, sieur de Dinchin. Pierre Gombaud, sieur de Faussac, assesseur criminel. Nicolas Lescuyer, Jean Regnauld, pair échevin, Nicolas Senné, doct ur en theologie. Pier e Cotherousse, docteur en médecine. (Minutes de SANSON).

1631, 1^{er} juillet. — Inventaire après décès par Marie Tapicier, veuve de Jean Goy, greffier des insinuations au présidial. mère de Etienne Goy et d'un enfant dont elle est enceinte. en présence de Marie Senné, mère dudit feu et de Etienne Goy frère.

(Ibidem).

1648. — Etienne Goy, sieur de La Croix.

1683. — André d'Andrault, conseiller du roi en la grande chambre du parlement de Guienne, mari de Marie Goy demeurant ordinairement à La Réole en Basadois où la dite cour est séante. a une maison à Bordeaux. rue Bouhault, paroisse Sainte-Eulalie. (Minutes de GILLET).

1613. — Claude Grandier, l'un des quatre vicaires de l'église Saint-Palais.

XVII^e siècle. — Dénombrement incomplet et non daté. mais d'une écriture du commencement du X^{II}^e siècle (appartenant à M. Bouyer, avocat), rendu à Charles Fourré Dampierre, chevalier, seigneur marquis dudit lieu. gouverneur de Saint Jean-d'Angély, par Elisabeth de Champlou, femme non commune en biens de Charles de Cursay, chevalier, seigneur dudit lieu et de Beaugard, en nom et comme fille héritière d'Antoine de

Champlou, écuyer, sieur de Lavigerie. et de Renée Grand, ses père et mère Elle avoue tenir de Charles Fourré, à cause de son château et baronnie (sic) de Dompierre (sic) sur Voullonne, à hommage de dix sous de chambellage l'herbergement de Luxallière, le village de Laxollière « antiennement apelé ville », les fiefs de Luxsollière dont le premier se tient aux terres de Sainte-Geneviève qui sont au prieur de Faye-Monjaud, d'autre bout « au chemin par lequel on alloit antiennement de la maison de Beaulieu au Jarries et n'est plus aujourd'huy qu'un vieux terrier d'espines ; » d'un costé au chemin par lequel on va d'Usseau à la forest de Chizé ; un autre fief qui touche au fief-Thorigné, descend le long le « cours de l'eau qui dessend de Thorigné à Usseau » jusqu'au peré d'Usseau, continue jusqu'à une pierrière sur le chemin de Saint-Jean d'Angély, tourne vers « Orriant » comme porte la devise. d'autre le fief Maynier qui ést de la paroisse de Mauzé, de là continue jusqu'au chaignasse de Coupigné qui « sont de la ditte terre de Mauzé jusqu'à la divise du champ Perroux qui fait division des terres de Coupigné d'avec son fief jusqu'aux Clouxaux [] » qui est de Coupigné. descend le long d'un vieux terrier planté d'arbres et de buissons jusqu'à la terre de Thorigné, dans lequel fief sont compris le fief de la Gueronnière, la terragerie de La Chatte, a présent réunie à son domaine, les terres de Beaulieu... « toutes lesquelles choses ensemble s'appellent de tout temps et aussi de présent Mayet ». Elle tient le vilage d'Usseau et le fief d'Usseau... commençant à la croix de Fairaulx... le fief nouveau... le fief du Cluzeau, le fief du Bouffre... le fief communaux. tenant d'une part au fief de la Touche, d'autre au fief des Jarrières. d'un bout au chemin par lequel on va d'Usseau à la forest de Chizé d'autre au fief du Loyer qui est de la duché de Frontenay, le fief de La Combe (en terres arables et vignes) tenant d'une part au fief Fairaulx qui est du prieur de La Faye-Monjaud, un fief près Paluyaud autrefois en vignes.

1669. — Claude Grata, architecte.

1628. — Françoise Green de Saint Marsault, veuve de Jean de Ballodes, écuyer, seigneur du Breuil d'Ardennes.

1665, 9 novembre. — Louis-Charles Green de Saint-Marsaud, chevalier, seigneur de La Cour, La Pallu, La Foucaudrie et autres lieux.

1691, 1^{er} décembre. — César Green de Saint-Marsault, sei-

gneur de Salignac, père et légal administrateur de ses enfants, veuf de feu Angélique Green de Saint Marsault, demeurant à Salignac en Saintonge, d'une part; Henri de Blois, seigneur de Roussillon, curateur des enfants de feu Auguste de Saint-Marsauld, chevalier, seigneur baron de Parcou, et Marie Green de Saint-Marsauld, demeurant au château de Roussillon, paroisse de Saint-Germain du Seudre, disant que du mariage de Benjamin Green de Saint-Marsauld, seigneur d'Estrée, et de Suzanne de Quoy (*sic*), naquirent trois filles, Marie, Bonne, Angélique; par contrat du 1^{er} septembre 1669, l'aînée (Marie), reçut en constitution de dot 24.000 livres: Bonne, par contrat de mariage avec le seigneur du Chatelaud, du 18 avril 1670 reçut 15.000; Angélique, par contrat de mariage avec le seigneur de Salignac, du 12 mai 1681, reçut la seigneurie de Salignac; le seigneur d'Estrée régla les droits de chacune et mourut le 12 septembre 1688. Suzanne Green de Saint-Marsauld, fille aînée du seigneur de Parcou. Le seigneur de Parcou mourut en juillet 1693.

(Minutes de MARÉCHAL).

1703, 25 mars. — Quittance par César Green (Grain) de Saint-Marsaud, chevalier, seigneur de Salignac, en son nom et pour les seigneur et demoiselle de Châtelailon, héritiers de dame d'Estrade, Julie de Saint-Marsauld et Henri de Blois, chevalier, seigneur de Roussillon, curateur des mineurs d'Auguste Green de Saint-Marsauld, chevalier, seigneur de Parcou, demeure à Roussillon, paroisse de Saint Germain du Seudre.

(Minutes d'ARNAUD).

1715. — Suzanne Cassandre Green de Saint-Marsauld, veuve de Pierre Silvain Grain de Saint-Marsaud, écuyer, seigneur, de Nieul, ayant la garde noble de Suzanne-Françoise, leur fille, demeurant à Roulet, paroisse de Salle en Aunis.

(Minutes de MARÉCHAL).

1761. — Geneviève de Culan, marquise de Châtelailon, femme de Louis-François Green de Saint-Marsault, chevalier, marquis et baron de la baronnie de Chastellaillon et des châtellenies et terres de Salles, Rudepierre, Le Roulet, La Salle d'Aître, Lalaisse, Bourdelande, Les Viviers, ancien capitaine de cavalerie au régiment royal Pologne, conseiller du roi, grand sénéchal de La Rochelle, chevalier de Saint-Louis.

(Minutes de PAPIN).

1626, 22 novembre. — Contrat de mariage de Jean Grégoire, procureur au présidial de Saintes, fils de Guillaume Grégoire

et de Marguerite Jeanneau, demeurant paroisse de Saint-Germain de Vibrac, avec Claude Bigot, fille de Jean Bigot, marchand, et de Marie Tabois. Consentent pour Grégoire : son père, Martial Humeau, Pierre Bibard, conseiller au présidial, Jean Paillot, conseiller élu en l'Election de Saintes, Cosme Béchet avocat, Pierre Lepau, greffier de la chambre du conseil. Pierre Belou, Noë. Demessac, Guillaume Besnard, procureur pour Claude Bigot : ses père et mère, Henry Moyne, sieur de l'Épeneuil, co seiller du roi, lieutenant au présidial, son parain : Pierre Blanchard, conseiller, lieutenant particulier ; Jean Herpin, avocat du roi, son cousin, noble Hiérémie Huon, avocat, échevin, Mathurin Ruthin, greffier, Jacques Mathurin Nicolas Bigot et Jean Tabois, cousins germains.

(Minute de SANSON).

1641, 3 mai. — Contrat de mariage de Jean Grégoire, procureur au présidial, avec Marie Loquet, fille de Jean Loquet, avocat, enquêteur, et Elisabeth de Pons. Consentent pour Grégoire : Guillaume Grégoire, son père, notaire royal à Saint-Germain de Vibrac, Mathurin Bigot, beau-frère, huissier aux eaux et forêts de Saintonge et Aunis, Hélie Massicot, marchand, Denis Marion, maître apoticaire [] Conil, chirurgien, Martial Humeau, chanoine à Saint-Pierre, conseiller, René Sauvé, chanoine, noble Jacques Lebrethon, élu, Cosme Béchet, Laurent Lefremon, Jacques Herpin, avocat, Pierre Lepau, greffier en la chambre du conseil. Pour elle : sa mère, Jean Philipier, sieur de Fléac, lieutenant particulier, assesseur civil et criminel, Henri Moyne, premier président en l'Election, Jean Roy, Guillaume Gillebert, Pierre Huon, Jean Hemery, médecin, François Teste, maître apoticaire tous parents.

(Minutes de MARECHAL).

1675, 11 mars. — Charles Grégoire, procureur au présidial, a acquis de veuve Marie de Courbon, dame douairière, comtesse de Grignan, mère de Daniel de Talleyrand, chevalier de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem, capitaine de vaisseau, la métairie de La Merlanderie, paroisse Saint-Palais, Bussac et Fontcouverte, plus un moulin à eau, 4.500 livres ; contrat reçu Gillet (apud 1692, Balidet).

1681, 1^{er} septembre. — Nicolas Grégoire, maître chirurgien, dit que ayant passé contrat de mariage en secondes noces avec Marie Leconte, veuve de Joseph Seguin, sieur de Laugerie, le 15 juillet dernier, il veut faire inventaire. (Minutes de GILLET).

1629, 19 février. — Contrat de mariage de François Grégoireau, avocat au parlement de Bordeaux, fils de Jean, sieur de Jarlac, procureur au présidial, et de Jeanne Badiffe, avec Henriette Delesseau, fille de Jean, sieur de Banchereau et Brilouard, commissaire ordinaire de marine du Ponant, et de Françoise de Marçay. Consentent pour François Grégoireau : Laurent Grégoireau frère, Jacques Badiffe, sieur du Coudret, avocat, échevin de Saintes, Pierre Badiffe, sieur de Belair, oncles maternels; Laurent Simon, marchand, oncle par alliance, Laurent Queu, sieur de Chatellard, conseiller, Joseph de La Voye, procureur au dit siège, cousins. Pour Henriette, père et mère, Jean Ozias Fonteneau, sieur de Saint-Bris des Bois, conseiller au présidial, beau-frère, Martial Humeau, conseiller, Philippe Aubert, prêtre docteur en théologie, prieur de Marsilly, Nicolas Gombauld, prieur de Méursac, Jacques Desvignes, avocat au parlement juge sénéchal de Pont Labbé, Nicolas Duhamel. (Minutes de MARÉCHAL).

1644. — Marie Richard, femme de Laurent Grégoireau, avocat du roi en l'Election. (Minutes de DEXMIER).

1650-1658. — Laurent Grégoireau, avocat du roi en l'Election.

1651. — Laurent Grégoireau, procureur au présidial.

1659, 22 janvier. — Contrat de mariage de Laurent Grégoireau, sieur de Maisonneuve, avocat en la cour, fils de Laurent Grégoireau, avocat du roi en l'Election, et de Marie Richard, avec Anne Pichon, fille de noble Jean Pichon, conseiller du roi, élu en l'Election, et de Jeanne de Belleville, avec l'avis et le consentement pour le futur, de ses père et mère, Michel Grégoireau, chanoine à Saint-Pierre, Jacques Grégoireau, procureur au parlement de Bordeaux, oncles paternels; François Juillard, procureur du roi en l'amirauté des îles de Saintonge, juge royal d'Hiers Brouage, beau-frère; Nicolas Béraud, avocat, oncle par alliance; Pierre Huon, avocat, oncle maternel par alliance, Nicolas Béraud, conseiller, lieutenant particulier; Sanson Badiffe, chanoine; Jean Badiffe, échevin; Pierre Chasseriau, marchand; Pierre Duhamel, écuyer, sieur de La Palulrie; Michel Gourgue, procureur. Pour la future, père et mère, Jacob Pichon, écuyer, sieur de Boursaud, oncle paternel; Isaac Rondeau, avocat; Jean Rondeau, cousins germains; Jean Pichon, sieur de Coursion, avocat, Josué Pichon, conseiller; Henri et Jacques Pichon, avocats en la cour; Pierre

Chauvet, sieur de la Chassaigne, avocat; Martial Fonteneau, conseiller, élu en l'Election, son parrain; Jean Chasseloup; Samuel Robert, lieutenant particulier; Gilles Marsaud, écuyer, sieur de Marjolance.

1660, 24 mai. — Contrat de mariage de Jeanne Grégoireau, fille de Laurent Grégoireau, avocat du roi, et de Marie Richard, avec Nicolas Touquoy, conseiller, receveur des tailles, fils de feu Pierre Touquoy, procureur au présidial d'Orléans, et de Marie Destas.

1664. — Testament de Marie Richard, femme de Laurent Grégoireau, avocat du roi en l'Election, père et mère de Marie Grégoireau, femme de François Juillard, juge à Brouage. Laurent Grégoireau, conseiller, Jeanne femme de Nicolas Touquoy, conseiller, receveur des tailles, Michel et Nicolas Grégoireau, étudiant en philosophie. (Minutes de GASQUET).

1664, 21 novembre (cahier de janvier). — Laurent Grégoireau, parlant aux frères prêcheurs (Jacobins), Urbain Fronteau, prieur Louis Bichon, syndic, Maurice Vincent, Hyacinte Pompée, dit qu'après le décès de Françoise Grégoireau, sa fille et de Marie Richard, advenu le 4 janvier dernier, icelle âgée de 21 ans, les sieurs Grégoireau et Richard, sa femme depuis décédée, avaient résolu de fonder un obit pour leur fille en l'église du couvent où elle a été enterrée en la chapelle de Saint-Rocq où le sieur Grégoireau et ses frères ont droit de sépulture, à cause de Jeanne Badiffe, leur mère, fille de noble Michel Badiffe, vivant échevin, leur aieul, enterrés en la dite chapelle, ainsi que feu Jean Grégoireau, échevin, père dudit Laurent, et ladite Richard, sa femme. Suit contrat de fondation au grand autel, 4 janvier de chaque année. (Minutes de CASSOULET).

1670, 29 juin. — Testament de Marguerite Grégoireau, femme de Pierre Duhamel, écuyer, sœur de Chabrignac et des Bouleaux, étant chez sa mère Henriette Delesseau, malade. Ses enfants sont Mathurin, Eustache, Henriette, Louise, Françoise, Marie-Anne et Marguerite. (Minutes de GASQUET).

1672. — Michel Gregoireau, chanoine, archiprêtre de Taillebourg, curé de Saint-Médard d'Asnière, pourvu de ce bénéfice depuis le 9 janvier 1639, résigne archiprêtré et son annexe de Saint-Médard en faveur de Michel Grégoireau son neveu, prêtre bachelier en théologie (qui prend possession le 2 fév. 1673). (Minutes de GASQUET).

1681. — Henri Moyne, avocat, a contracté mariage avec Thérèse Gregoireau, fille de Laurent, en juin; Armand Gregoireau, son beau-frère.

1681, 10 mars. — Marie Gregoireau, veuve de François Juillard, avocat, juge royal de Brouage et procureur de l'amirauté de Saintonge.

1682. — François Gregoireau, avocat, échevin.

1682. — Laurent Gregoireau, sieur de Maisonneuve, magistrat, beau père de Henri Moyne, sieur de Lépineuil, mari de Thérèse Gregoireau, fils de François Moyne, sieur de Lepineuil, lieutenant général criminel, et de Anne Aymard. Articles de mariage du 16 juin 1681. Laurent Gregoireau, sieur de Maisonneuve, mari de Anne Pichon. (Minutes de GASQUET).

1683, 14 février. — Mariage de Laurent Gregoireau, sieur de Maisonneuve, fils de Laurent Gregoireau et de Anne Pichon, avec Françoise Pichon, fille de Jacques Pichon, seigneur de Magesie, président, lieutenant général, et Marie Bonnaudin. Donnent leur consentement et avis, père et mère, Michel Gregoireau, prêtre, docteur en théologie, chanoine, grand oncle; Jean Pichon, pair échevin, aïeul maternel; Michel Gregoireau, curé d'Asnières; Nicolas Gregoireau, sieur de Planvigneux, docteur en théologie; Marie Gregoireau, veuve de François Juillard, procureur du roi de l'Amirauté de Saintonge, Jeanne Gregoireau, femme de Nicolas Touquoy, receveur des tailles, oncles et tantes; François Juillard, docteur en théologie, agrégé au collège de MM. de l'Académie; François Huon, lieutenant particulier à Saintes; François Badiffe, chanoine à Saint-Pierre; Jean Duhamel, écuyer, seigneur de Chabrignac, cousin, Samuel de Pichon, lieutenant civil et criminel en l'Election; Jacinthe Pichon, avocat; Pierre Duverger, chanoine théologal à Saintes, François Pichon, conseiller, président en l'Election, Jacques Pichon, prieur de Savignac, frères; Josué Pichon, conseiller, juge official; Pierre Chauvet, sieur de Chassaigne, conseiller; Anne Pichon; son épouse, Françoise Pichon, veuve de Pierre Gilles, conseiller à l'ancien présidial de Marennes; Jeanne Pichon, veuve de Isaac Sablon, président en l'Election, oncles et tantes de la demoiselle. Gregoireau père délaisse à son fils sa grande maison près la porte Aiguier. L'évêque et l'abbesse signent. (Minutes de DALINET).

1689. — Laurent Gregoireau, sieur de Maisonneuve, père d'Arnaud et de Jacques. Arnaud est au service du roi.

(Minutes de FEUILLETEAU).

1691. — Laurent Gregoireau, écuyer, sieur de Maisonneuve, officier du roi en la Grande Fauconnerie de France à Saintes.

(Minutes de GASQUET).

1691, 1^{er} juin. — Marie de Jourdain, veuve de Jacques Gregoireau, procureur au parlement de Bordeaux.

1691. — Laurent Gregoireau, écuyer, sieur de Maisonneuve, officier du roi en la Grande Fauconnerie de France, petit neveu de Michel Gregoireau, chanoine.

1692. Michel Gregoireau, prêtre, docteur en théologie, chanoine, Michel Gregoireau, prêtre, docteur en théologie, prieur d'Asnière. Nicolas Gregoireau, prêtre, docteur en théologie, sieur de Planvigneux, Laurent Grégoireau, écuyer, sieur de Maisonneuve, officier... (*ut supra*), enfants de Laurent Grégoireau, avocat du roi en l'Election. (Minutes de DALIDET).

1692. — François Huon, lieutenant particulier, fils de Françoise Gregoireau, Mathurin Duhamel, Marianne et Françoise Duhamel, enfants de Marguerite Gregoireau. Jeanne Gregoireau, sœur des précédentes, filles de Henriette Delesseau, morte en 1686, et de François Grégoireau qui eurent en outre pour enfants : Henriette, Marianne, Marie et Jean-Louis, morts. François Gregoireau fils aîné, échevin. mort.

1693. — Laurent Gregoireau, conseiller au présidial, mari d'Anne Pichon, père et mère de François, sieur de Maisonneuve, qui est au service du roi dans la compagnie du sieur de Belleville, son cousin, capitaine de cavalerie dans le régiment de Maignac. (Minutes de FEUILLETEAU).

1693, 14 mai. — Laurent Gregoireau, conseiller du roi en la cour des aides et finances de Guyenne, demeurant à Bordeaux, vend à Joseph Pichon, sieur de Lagord, demeurant à Epargne, la charge de piqueur au vol pour les champs dans la grande Fauconnerie de France, dont il est pourvu, 2 200 livres.

(Minutes de MARECHAL).

1694. — Laurent Gregoireau, conseiller en la cour des aides, donataire universel de feu Michel Gregoireau, prêtre, chanoine, exécute la clause de l'acte du 19 septembre 1691, reçu Arnaud, lequel veut que son héritier fasse apprendre son métier à de pauvres garçons. (*Ibidem* et DALIDET).

Nicolas Gregoireau, sieur de Planvigneux, docteur en théologie. (Idem).

1694, 16 janvier. — Laurent Gregoireau, conseiller au présidial, mari d'Anne Pichon, père de Laurent, conseiller en la cour des aides de Guienne. Feu Michel Gregoireau, était leur oncle et grand oncle. (Minutes d'ARNAUD).

1695, 22 avril. — Licitation entre Nicolas et Michel Gregoireau, prêtre, docteur en théologie (Michel demeurant à Asnières, Nicolas à Saintes), Jeanne Gregoireau, femme de Nicolas Touquoy, receveur des tailles en l'élection. de la succession de Michel Gregoireau, chanoine. (Minutes d'ARNAUD).

1695. — Thérèse Gregoireau, femme de Henry Moyne, écuyer, seigneur de Lepineuil, gendarme de la garde ordinaire du roi, fille de Laurent Gregoireau, sieur de La Maisonneuve, conseiller au présidial.

1695, 4 décembre. — Laurent Gregoireau, sieur de Maisonneuve, conseiller en la cour des aides et des finances de Guienne, demeurant à Bordeaux, rue des Trois Councils, (alias paroisse Saint-Projet), d'une part, et Josué Jaulin de Vignemont, conseiller du roi, maire perpétuel de Marennes, d'autre part, par contrat du 13 janvier 1694, reçu Maréchal (manque), Gregoireau avec Joseph Pichon, sieur de Lagorde, vendit à Vignemont la charge de piqueur au vol par les champs de la grande Fauconnerie de France, dont il était pourvu et dont pourtant il s'était démis en faveur du dit Pichon par contrat du 14 mai 1693, reçu Maréchal, moyennant 1.880 liv. que Vignemont promet de payer dans 3 mois. Gregoireau déclare n'être entré dans cet acte que par complaisance. Il se démet de nouveau.

(Minutes de MARÉCHAL).

1695. — Laurent Gregoireau, conseiller à la cour des aides de Bordeaux, héritier de Michel Grégoireau, chanoine, son oncle.

1702, 7 octobre. — Quittance des frères prêcheurs à Laurent Gregoireau, sieur de Maisonneuve, conseiller en la cour des aides, exécuteur testamentaire de feue Françoise Pichon, veuve de Pierre Gilles, père de Laurence Grégoireau, légataire.

1703, 9 mars. — Testament mutuel de Laurent Gregoireau, sieur de Maisonneuve, conseiller au présidial, mari d'Anne Pichon. Jean Gregoireau, leur fils « en un malheureux état », Laurent, conseiller en la cour des aides, leur fils, Ignace Gre-

goireau, sieur de la Pinellerie, leur fils. Ouverture le 11 décembre 1703. Inventaire le 11. (Minutes de MARÉCHAL).

1704. — Laurent Gregoireau, sieur de Maisonneuve, conseiller en la cour des aides, mari de Françoise Pichon.
(Minutes de DALIDET).

1704, 9 novembre. — Testament de Benigne Fabvreau, femme de François Gregoireau, sœur de Maisonneuve, fils de Laurent, (Paraît être fait en raison d'un prochain accouchement).

1706. — Jeanne Gregoireau, dame de Jarlac, paroisse de Montils.

1706, 14 février. — La même est dite héritière de Henriette Delesseau, sa mère.

1716, 16 avril. — Michel Gregoireau, prêtre, docteur en théologie, prieur curé de Saint-Médard d'Asnière, Nicolas Gregoireau, prêtre, docteur en théologie, chapellain de Notre-Dame d'Averton, demeurant au logis de Planvineux, paroisse de Chagniers. frères, transportent à François Montereau, marchand, une maison et une écurie, rue de la maison de ville, confrontant au nord à la maison Foréstier, apothicaire, au midi à la petite rue qui va de la rue de la Souche à celle de la maison de ville, du levant au derrière de la maison dudit Forestier et du couchant à la rue de la maison de ville, et ladite écurie qui en dépend, rue de la Souche, confrontant du midi et du nord au derrière de la maison des héritiers Soulard, du levant à l'écurie de la mère Raboteau, du couchant au derrière de la maison de M. Moreau.
(Minutes de MARSAY).

1717, 17 juillet. — Michel Grégoireau, prêtre du diocèse de Saintes, archiprêtre de Taillebourg, curé de Saint-Médard d'Asnière, son annexe, résigne à Arnaud Ecole (1), prêtre de Saintes, sous condition d'un logement, sa vie durant, dans la maison presbitérale qu'il a fait bâtir en cette paroisse et 800 livres de pension.
(Minutes de MARSAY).

1735, 23 avril. — Testament de Ignace Grégoireau, sieur de La Pinellerie, et de Louise Fabry, sa femme; instituent leurs enfants héritiers : Henry Grégoireau, sieur de La Pinellerie, et Marie Grégoireau, femme de Charles Louis de Beaucorps, chevalier, seigneur de La Bucherie (marié par contrat du

(1) Les registres paroissiaux d'Anières ont une lacune de 1696 à 1719, aussi n'y trouve-t-on pas de curé de ce nom.

30 août 1730, reçu Sarreau, notaire, contrôlé à Surgères le 13 septembre suivant). (Minutes de Senné père).

1740, 17 novembre. — Mariage Grégoireau-Duplais.

1742, 25 avril. — Ignace Grégoireau, de La Pinellerie, comme plus ancien de la famille, présente Josué Grégoireau à la chapellenie des Cotines desservie à Saint Pierre d'Oléron.

(Minutes de Duplais).

1743, 4 juillet. — Contrat de mariage de Henry Grégoireau avec Marie Madeleine Lebrun, fille de Charles, héritier d'autre Charles, prieur de Saint-James en Oléron. Charles de Beau-corps, chevalier, seigneur de Bucheries, beau-frère de Henry Grégoireau.

1744, 14 janvier. — Ouverture du testament de Anne Grégoireau, épouse de Jean Pissonnet, écuyer, seigneur de Bellefonds, commissaire de la marine à Rochefort, à la requête de Laurence Grégoireau, fille majeure. Jeanné Ardouin, veuve de Samuel Brejon de la Martinière, avocat au présidial.

1581. — Jean Grelaud, conseiller au présidial, fit un procès à Pierre Hurtaud comme détenteur de la maison « qui faict le coing de la ruelle par laquelle l'on va de Saint-Pierre à la Poissonnerie, tenant d'ung bout et cousté à la dicte ruelle, d'autre bout à l'estable de maistre Jehan Couldreau, advocat au siège présidial, et d'autre cousté à l'estable dudict feu Grelaud. »

Le syndic du chapitre intervenant demandait « qu'inhibitions fussent faictes à Anne Farnould (veuve de Jean Grelaud) et ses enfans, de ne se dire et porter seigneurs de Senouches, d'autant que la dicte seigneurie appartenant ausdits doyens, chanoynes et chappitre. » A quoi la veuve Grelaud répondit : « Au regard du dict tittre de seigneur de Senousches, jamays ledict feu Grelaud ne ses enfans n'ont prins ledict titre et ne le vouldroyent faire, mais parce que l'on appelloit communément en ceste ville et ailleurs feu maistre Nicollas Grelaud, leur grand-père et ledict feu Grelaud leur père par ce tittre ils ont continué. » Boyer, notaire royal à Saintes (*Archives de Saint-Pierre*).

1611, 7 mai, — André Grelaud religieux profès de l'ordre de Saint-Augustin, prieur curé de Saint-Sauveur de Bignai, prend possession.

1621, 1623. — Jean Grelaud, écuyer, sieur de Senouche, conseiller au présidial, mari de Marguerite Sarrazin.

1631. — Jean Grelaud, sieur de Senouches, conseiller au présidial.

1641. — Jean Grelaud, procureur au présidial.

1644. — Marie Grelaud, veuve de David Moreau, écuyer, sieur de Saint-Sorlin-de-Séchaux et Panlois, emprunte de Samuel Robert.

1643. — Françoise Grelaud, fille de Michel Grelaud.

1631. — Antoine Grinsel, avocat,

1674, 30 janvier. — Contrat de mariage de Henri Grinsel, sieur de Laubinière, fils de feu Antoine Grinsel, conseiller au ci-devant siège présidial de Marennes, et de Marguerite Viollet, avec Anne-Hélène de Laugon, fille de feu Geoffroy Eslene de Laugon, écuyer, sieur de Perissac, et de Lidie de Montgaillard, demeurant au logis noble de Périssac, paroisse de Saint-Germain du-Seudre. (Minutes de RICHARD).

1678. — Henri Grinsel, sieur de Laubinière, demeurant à la Corbinerie, paroisse de Saint-Pallais.

1683. — Gabrielle de Montalembert, veuve de Noë Grousseau, écuyer, seigneur de Chapitre, demeurant à Matha, mère de Françoise.

1618, janvier. — Françoise Gua, écuyer, seigneur de La Rochebreuillet.

1696. — Jacques Morel, curateur de Henriette et Uranie Gua, filles de François Gua, chevalier, seigneur de La Rochebreuillet. (Minutes d'ARNAUD).

1756, 22 août. — Marc-René, marquis de Montalembert, maréchal de camp, lieutenant-général de Saintonge et Angoumois, gouverneur de Villeneuve d'Avignon, de l'académie royale des sciences et de l'académie impériale de Pétersbourg, demeurant à Paris, pour lui et pour Paul, comte de Montalembert, son frère puiné, de Jérôme Jacques-Elie de Laage, écuyer, receveur des tailles, agissant pour Henri Gandillaud, chevalier, seigneur de Chambon, Fonguyon, La Valade, Echallat, Douzat, et Thérèse Cosson, sa femme, René-François Daiguières, chevalier, lieutenant des maréchaux, représentant Anne de Courbon, sa mère, à la faveur de la constitution qu'elle lui a faite par contrat de mariage avec Marie-Anne-Charlotte Robert de

Rochecouste, ladite Courbon héritière de la demoiselle de La Roche Breuillet, lesdits seigneurs héritiers de Henriette Gua de La Roche Breuillet d'une part, et Jean Charron, praticien agissant pour Jean-Charles de Lavie, président honoraire de la première chambre des enquêtes de la Cour de Bordeaux, veuf de Marie-Suzanne-Françoise Gua (tuteur de ses enfants), icelle héritière de Henriette et Uranie Gua de La Roche Breuillet, entre lesquelles parties a été dit que Henriette et Uranie Gua de La Rochebreuillet, sœurs, auraient, par articles de mariage dudit seigneur président La Vie et Marie-Suzanne-Françoise Gua des 1^{er} et 4 juillet 1727, reçu Robin, insinué à Royan, fait donation à la dite Marie-Suzanne Gua de tous leurs biens. Uranie mourut la première et Henriette Gua le 7 avril dernier. Licitation.

1784, 28 août. — Contrat de mariage de Henri-Louis-Claude-Alexandre de Cerzé, comte de Cerzé, seigneur de La Bouardièrre, y demeurant paroisse de Saint-Pierre d'Exideuil en Poitou, fils de feu Louis-René Maron de Cerzé, seigneur de La Bouardièrre, La Goiraudie, La Saludie, et de Anne-Thérèse de Couhé de Lusignan, marquise de Cerzé, avec Elisabeth Gueau de Gravelles de Reverseaux, fille de Jacques Philippe-Isaac Gueau de Gravelle de Reverseaux, marquis de Reverseaux, comte de Niarmaigne, chatellenie de Theuville, Alloue, Beau et Argenvilliers, seigneur de Rouvray, Saint-Florentin en Beauce, Montainville, Moulhard, conseiller du roi, maître des requêtes, intendant en Aunis et Saintonge, et de Elisabeth Charlotte Barthelemot Sorbier, marquis de Reverseaux.

Jean Louis-André de Luchet, chanoine donne son avis. Etat des fiefs donnés en dot. (Minutes de BIRONNEAU).

1697, 2 juillet. — Marthe Guesmand et Marguerite Guesmand, veuve de Charles-Eutrope de Certani, chevalier, seigneur du Breuil, novices au Carmel, filles de Angélique Brulé et de Jean Guesmand, marchand. (Minutes d'ARNAUD).

1740. — Marguerite Desfossés, veuve de Louis Guesmand, sieur de Saint-Marsaud.

1757, 7 juin. — André de Guenet, écuyer, sieur de Saint-André, contrôleur des actes, receveur des domaines du roi au bureau de Saintes, demeurant rue de la Citadelle, paroisse Saint-Pierre, veut faire faire inventaire des meubles de la communauté de feu Marie-Anne Périne Sire de La Jaubretière, décédée à Saintes le 29 juin 1756.

1793, 11 août. — Contrat de mariage de François-Anne Guenet de Saint-André, ancien commissaire de la Régie, natif de Niort, fils de feu André et de Marie-Anne Périne Sire de La Jaubretière, demeurant à Thouars, avec Marie Catherine-Marguerite Morisson, née à Saint-Dominique, veuve de François Alexandre Etourneau de La Touche, ancien officier d'infanterie, fille de feu Claude et de Marie-Catherine-Victorine Vignier, demeurant à Chadignac, paroisse Saint-Eutrope.

(Minutes de BIRONNEAU).

1626, 8 juillet. — Mariage de Jean Sarragot, fils de Jean Sarragot, notaire royal, et Marie Gorrion, du bourg de Pérignac, avec Jeanne Guenon, fille de feu Guy Guenon, procureur au présidial, et Xandre Martineau. Témoins pour lui : Pierre Simonneau, notaire royal, oncle par alliance, Jean et Pierre Bardou, ledit Pierre, notaire et procureur d'office de Pérignac, Pierre Trouvé, écuyer, sieur de Lafleur, gendarme de la compagnie du duc d'Epéron et sergent-major de Cognac, Jean Brun, notaire, Gilles et Jean Philipier, cousins, Jacques Desvignes, avocat, son parrain, Bertrand Guibert et Jean Duplais, procureurs. Pour elle : sa mère, Etienne Bouildron, seigneur de Dinchin, lieutenant général, Pierre Guenon, seigneur de La Retorie, frère, Jean Braud, sieur de Lespine, beau-frère, Jean Moyne, seigneur de Rouffiac, président en l'Election, Nicolas Lescuyer, échevin, Guy Allaire, sieur de La Gaillarde, ses cousins.

(Minutes de SANSON).

1638, 1641. — Pierre Guenon, sieur de La Retorie en Bussac.

1640. — Inventaire des meubles de Jeanne Guenon, femme de Jean Sarragot, procureur, mère de Françoise Sarragot, veuve de Jean Brault, sieur de Lespine, échevin, et de Elisabeth.

1656. — Jacques Guenon, avocat.

1663. — Marie Guenon, veuve de Jean Berton, à présent femme de Vincent Bureau, procureur d'office à Gemozac.

1669. — Martial Fonteneau, conseiller élu, mari de Françoise Guenon.

(Minutes de MARECHAL).

1673, 27 juin. — Françoise Guenon, veuve de Martial Fonteneau, élu, fait inventaire. Mariage des dits, 9 mai 1624, reçu Pineau. Testament de Etienne Guenon, procureur, 20 octobre

1622. Provision dudit Fonteneau en l'office de conseiller élu
15 mars 1622. Acte de réception 1^{er} juin 1622.

(Minutes de MARÉCHAL).

1676 — Françoise Guenon, veuve de Martial Fonteneau, élu,
mère de François Fonteneau sieur de La Fontaron.

1681. — Jacques Guenon, sieur de Fonbernard, avocat.

1684. — René Guenon, sieur du Taillis; François Béchet,
sieur de Lespine, petit fils de Françoise Guenon, aïeule mater-
nelle, feu Guy Guenon, mari de feue H. Martineau.

1689, 1^{er} février. — Contrat de mariage de René Guenon,
sieur du Taillis, demeurant à Bussac, fils de feu Pierre, sieur
de La Retorie, et de Florence de Malveau, avec Marie Dubreuil,
fille de Guillaume, huissier, et de Jeanne Lestellier.

1689. — Etienne Guenon, échevin, Jacques Guenon, avocat,
frères.

1692. — Jacques Guenon, avocat à Paris, fondé de procura-
tion de Jeanne Guenon, veuve de Samuel Garnier, sieur de
Chanteloup, sa sœur, enfants de Jeanne Chabirand. Elle de-
meure à Pons.

1694. — René Guenon, sieur du Taillis, demeurant à la Reto-
rie, paroisse de Bussac, mari de Marie Dubreuil; Pierre Gue-
non, sieur de La Rhétorie, est mort le 28 avril 1650.

1701, 26 juillet. — Donation par Jeanne Guenon, veuve de
Samuel Garnier, sieur de Chanteloup, à Jacques Guenon, sieur
de La Chapelle, son neveu, de la métairie de Chanteloup.

(Minutes d'ARNAUD).

1701, 18 septembre. — Madeleine Garnier, veuve de Toussaint
de Guip, conseiller, avocat du roi au présidial, déclare renoncer
à l'opposition qui a été faite en son nom, à l'expédition de provi-
sions de l'office d'avocat du roi, en faveur de Pierre Guenon,
sieur de Brives, avocat, demeurant à Saintes qu'il a levé aux
parties casuelles « sur la cession à luy faite par préférence
accordée aux veuves et héritiers, laquelle il avoit eue de
M. Antoine de Lissac, chanoine à Saint-Pierre, comme père et
légal administrateur de ses enfants, et de feue Marie de Guip,
fille du dit sieur de Guip, moyennant 100 livres.

(Minutes de MARÉCHAL)

1702, 23 avril. — Testament de Françoise Guenon, veuve de
Jean Lestellier, procureur en l'élection de Saintes.

1703, 3 février. — Mariage de Jacques Guenon, écuyer, sieur

de Latour, fils de Etienne Guenon, écuyer, sieur des Mesnards, conseiller secrétaire du roi, maison et couronne de France, et de Marie Léger, demeurant paroisse du Douhet, avec Esther Rabotteau, fille de Josué Rabotteau, conseiller du roi, référendaire en la chancellerie de Bordeaux, et de Esther Guyau, demeure paroisse de Fontcouverte. Consentent pour lui : père, mère, Jacques Guenon, seigneur de Brives, avocat, oncle et parrain, Charlotte d'Héridau (signe Diridau) tante par alliance, Pierre Guenon, avocat du roi au présidial, cousin germain, Louis de Beaune, procureur du roi au présidial, cousin, Jean Guenon, sieur de Baubuisson, neveu. Pour elle : mère, Josué Rabotteau, conseiller référendaire en la chancellerie, frère, Pierre Rabotteau, sieur de Maisonneuve, grand oncle, Henri Michel, seigneur de La Lande, conseiller aux aides, oncle, Marianne Rabotteau, sa femme, tante, Marie Rabotteau, tante, Esther Rabotteau, cousine germaine. (Minutes d'ARNAUD).

1704, 27 février. — Daniel Guenon, sieur de Beaulieu, demeurant au lieu du Peux, paroisse de Saint-Sorlin de Sechaux, et Françoise Guenon, sa sœur, par testament de Françoise Guenon, veuve de Jean Lestelier, procureur en l'Election, du 23 avril 1702, reçu Maréchal, donataires; inventaire.

(Minutes de MARÉCHAL).

1704, 22 mai, contrôlé le 30 octobre. — Testament de René Guenon, sieur du Taillis, demeurant à La Rétorie, paroisse de Bussac, mari de Marie Dubreuil; il était veuf de Anne Hommeau, dont un fils, Daniel; institue ses enfants : Alexandre, Françoise et autre Françoise.

1705, 24 juin. — Articles de mariage entre Pierre Guenon, seigneur de Brives, conseiller du roi, son avocat au présidial de Saintes, fils de Jacques Guenon, seigneur de Brives, avocat au-présidial et de Charlotte Daudeau, avec Elisabeth Lucas, fille de René Lucas, sieur de Beaulieu, conseiller, procureur du roi en l'Election, et Anne Sablon. Consentent pour lui : ses père et mère, M^e Guenon, secrétaire du roi, oncle; pour elle, ses père et mère: Jeanne Pichon, veuve de Isaac du Sablon, conseiller président en l'Election, ayeule, Charles du Sablon, conseiller président en l'Election, oncle, Blaise de Gascq, président, lieutenant général au présidial. (Minutes de DALIDET).

1706. — Etienne Guenon, sieur des Mesnards, paroisse du Douhet, secrétaire du roi en la chancellerie de la cour des aides de Bordeaux.

(Minutes d'ARNAUD).

1709, 7 juin. — Testament de Jacques Guenon, écuyer, sieur de Latour, et de Esther Rabotteau, père et mère de Etienne, Marianne, Henriette. (Minutes d'ARNAUD).

1710, 3 février. — Testament de Daniel Guenon, sieur de Beaulieu, et de Charlotte Bonneau, sa femme, demeurant aux Touches de Crazanne. La femme est enceinte. Contrôlé le 7 avril 1712. (Minutes de MARCOUILLEA).

1713, 21 décembre. — Testament de Daniel Guenon, sieur de Beaulieu, et de Catherine Bonnet, sa femme. (Minutes de MARÉCHAL).

1713. — Jacques Guenon, écuyer, sieur de Fonbernard et d'Orlac, conseiller, secrétaire au parlement chancellerie, mari de Charlotte d'Herideaud, sœur de feu Marie d'Herideaud. (Minutes de MARÉCHAL).

1714. — Pierre Guenon, écuyer, sieur de Beaubuisson, fils héritier de Etienne Guenon, cons. secrét. couronne de France.

1716. — Pierre Guenon, de Brives, avocat du roi au présidial, Anne Guenon, femme de Nicolas Duhamel.

1720, 4 décembre. — Contrat de mariage de Daniel Guenon, sieur de Beaulieu, fils de feu René Guenon, sieur du Taillis, et de Anne Hommeau, avec Louise Prieur, veuve de Nicolas Chantreau, chirurgien, fille de feu Pierre Prieur, chirurgien, et de Marguerite Rulleau. (Minutes de MARÉCHAL).

1729, 4 juin. — Inventaire par Pierre Guenon, écuyer, sieur de Beaubuisson, demeurant paroisse Saint-Palais de Saintes, Nicolas Toussaint-Chevreuil, avocat, au nom de Marianne Guenon, veuve de François Joumard-Achard, chevalier, seigneur de Balanzac, vicomte de la Brangelie, enfants de feu Pierre Guenon, de Beaubuisson.

Contrat de mariage de Guenon, avec Jeanne Garnier, est du 3 avril 1679, reçu Ollanier. (Minutes de PROUTEAU).

1732, 25 avril. — Testament de Pierre Guenon, écuyer, sieur de Beaubuisson, institue héritier Etienne Guenon, sieur de La Tour, son cousin germain, en lui substituant Anne-Henriette et Benigne Guenon, sœur de Etienne.

(Minutes de SENNÉ père).

1734, mai. — Inventaire des effets et papiers de feu Pierre Guenon, écuyer, sieur de Beaubuisson, décédé le mercredi ou jeudi dernier, au Perat, paroisse Saint-Palais (mort d'apoplexie),

par sa sœur. Marie Guenon de Beaubuisson, veuve de Louis-François Joumard-Achard, vicomte de la Brangelie, seigneur de Balanzac. (Minutes de SENNÉ).

1734, 7 novembre. — Aumône dotale de Charlotte Guenon de Brives aux Notre-Dame.

1735. — Marie Guenon de Beaubuisson, veuve de Joumard-Achard, vicomte de La Brangelie, chevalier, seigneur de Balanzac, héritière de Pierre Guenon, écuyer, sieur de Beaubuisson, son frère.

1742. — Jacques Guenon, écuyer, seigneur de Saint-Seurin, demeurant à Chanteloup, paroisse de Perignac, David Guenon, écuyer, seigneur de Fonbernard, capitaine de vaisseaux, chevalier de Saint-Louis, demeure au Turpaud, paroisse de La Chapelle des Pots.

1744, 8 août. — Pierre Guenon, écuyer, seigneur de Brives, avocat du roi au présidial, mari de Elisabeth Lucas. Marie Guenon de Saint-Seurin, supérieure du couvent des nouvelles converties à l'ons.

1745, 16 octobre. — Contrat de mariage de David Guenon, de Fonbernard, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, ancien capitaine au régiment royal-vaissaux, fils de feu Jacques Guenon de Fonbernard, secrétaire du roi, et de Charlotte Desrideaux, avec Marie-Louise Bornazé, fille de feu François Bornazé, officier dans les mineurs, et de Marie Paté. (Minutes de PRIEUR).

1746, 22 mai. — Testament de Daniel Guenon de Fonbernard, écuyer, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, ancien capitaine au régiment royal-vaissaux, mari de Marie-Louise Bornazé; institue héritiers Jacques Guenon, écuyer, sieur de la Chapelle, Pierre Guenon, seigneur de Brives, avocat du roi au présidial, ses frères. (Minutes de SENNÉ père).

1747, 18 juin. — Charlotte Guenon de Brives, fille de Pierre Guenon, avocat du roi au présidial, et Elisabeth Lucas, entra au couvent des nouvelles converties (Elisabeth Horric, de La Rue Franche, supérieure), à Pons et reçut 3.000 livres de dot. Mais « ayant senti du dégoût pour son état et voulant prandre un autre parti, elle a eu recours à Monseigneur l'évesque du présent diocèse pour le prier de la dispenser des vœux simples par elle contractez en faisant profession et lui permettre de rentrer dans le siècle. » Ce qui lui fut accordé.

1750, 15 mai. — Contrat de mariage de Charles Guenon, ancien

capitaine de cavalerie au régiment de Beausabré, fils de Pierre Guenon, écuyer, seigneur de Brives, conseiller, avocat du roi au présidial, et de Elisabeth Luca, avec Anne Lalleman, fille de feu Jacques Lalleman de La Neuville, bourgeois, et de Elisabeth Dauvaize. Du consentement pour Ch. Guenon, ses père et mère, Anne Sablon, aieule maternelle, femme de Charles de Goulard, marquis de Vervans, chevalier de Saint-Louis, Jean Claude Dangibaud, conseiller au présidial, Henriette Guenon de la Chapelle, cousin et cousine ; Anne Eulalie et Marie-Elisabeth Guenon, ses sœurs ; Laurence Grégoireau, veuve de Jacques Arthuys, écuyer, Charlotte de Bertineau, cousins. Pour Anne Lalleman : François Lalleman, oncle et curateur, Françoise Nozeran son épouse, Rose Lalleman, sœur, Nicolas Carrouge, bourgeois, mari de Elisabeth Lalleman sœur. (Minutes de SENNÉ).

1750, 15 juin. — Vente de sa bibliothèque par Pierre Guenon, écuyer, sieur de Brives, avocat du roi au présidial, pour 10.000 livres, à Jean-Pierre Rochabrun, bachelier en droit, demeurant à Saintes (1). (Minutes de SENNÉ).

1750, 18 juillet — Donation de Chanteloup par Jacques Guenon de La Chapelle, écuyer, seigneur de Saint-Seurin de Clerbize, demeurant à Chanteloup, paroisse de Pérignac, à Henriette Guenon, femme de J.-Claude Dangibaud, conseiller, sa fille. Il était frère de David Guenon de Fontbernard, ancien capitaine au régiment royal des vaisseaux, chevalier de Saint-Louis. (Minutes de JOBET).

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

RÉPONSE

N° 833. — Date de l'enlèvement du cavalier d'Aunay.

En feuilletant les archives communales pour faire le tableau des maires de la commune d'Aunay, j'ai trouvé la mention suivante : « Séance du 9 décembre 1792. Quand aux pétitions faites lors de l'Assemblée de la commune du 2 de ce mois, le conseil général décide que la statue équestre de Charlemagne sera ôtée en total aux dépens de cette commune, poursuite et diligence

(1) Cet inventaire sera publié avec d'autres.

de son procureur. » Il est donc probable que l'enlèvement eut lieu dans le courant de 1793.

Brillouin plaçait cet événement après 1789, M. Musset à la Révolution, et M. de Lasteyrie dit que la statue existait encore au milieu du XIX^e siècle. Nous sortons du vague et de l'erreur. La découverte des frais de la démolition permettrait de préciser davantage.

A. PELLOQUIN.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société archéologique du Tarn-et-Garonne, 1915, p. 25.

Fondation d'une confrérie de Saint-Eutrope à Montaigu. Copie de l'acte du 30 avril 1642 passé devant un notaire de Montaigu (en Agenois) par 6 maîtres *leagers* (1) et tisserans auquel adhèrent 4 autres tisserans le 4 mai, et 10 maîtres chargeurs et tisserans le 5 mai. Elle a pour but de fêter le saint, sans travailler ce jour-là, et d'accompagner le corps du confrère décédé.

Voyage en France de Léon de Rozmital (Voir *Revue*, XXXVI, p. 197), beau-frère du roi Podiebrad (et non Sodiebrad).

« Inde in urbem Sanctonum tria sunt milliaria; urbs est elegans, et arx in plano sita, quam fluvius ille, qui Parisiorum Lutetiam interfuit, præterlabitur, Flumina sunt quadringenta, quæ Galliam intersecant, sed ex iis sunt quatuordecim tantum quibus merces in Galliam importantur. Sanctonibus Petrasanctam quinque milliарum iter est; ea urbs sylvæ adjacet et fluvio Caranta rigatur, qui et ipse mari miscetur. Petrasancta Punsium quatuor milliарibus distat; oppidum est in colle situm, quod duo suburbia habet, muro et fossa munita. Punsio Miranbium quatuor milliарibus abest: vicus est arci subjectus. Ad eum tendentibus arx Plasacium a laeva spectatur. »

Ce texte a été publié pour la première fois par Schmeller dans la *Bibliothek des literarischen Vereins* de Stuttgart, VII (1844), p. 60. (Communication de M. Henri Stein).

(1) Ce document publié en 1911 porte en cet endroit *écuyers*.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'OCTOBRE

AVIS ET NOUVELLES: Distinctions.

NOTES D'ÉTAT CIVIL: *Décès*: M^{me} Savary; général de Mornac; M^{me} de Fleury; M. de Montbron; M. l'abbé Bourdet; M^{me} Landrodie; M^{lle} Brejon; M. Pandin; général Durand; M. Arnaud. — *Mariages*: Chesnier du Chesne-de Trémaudan; de Bremond-d'Ars-Le Lasseur.

VARIÉTÉS: *Un curé de la Charente guillotiné à Angers*, par M. l'abbé Uzureau; *Un Potin*, document publié par M. Ch. Dangibeaud; *La Mission du Marquis de Boufflers*, notes du même.

DOCUMENTS: *Minutes de notaires*, notes de lecture.

AVIS ET NOUVELLES

L'Académie des sciences, le 26 juillet 1915, a décerné un prix de 3.000 francs au lieutenant de vaisseau Maurice Marchand, d'Aulnay, pour son mémoire intitulé *La protection du sous-marin contre les mines*.

L'Académie des sciences dans sa séance du 24 juillet dernier a décerné à M. Edmond Bordage, de Cozes, le prix Houlevigne (5.000 fr.) pour l'ensemble de ses travaux.

Des ouvriers, sous la direction de M. Naud, sont en train de déblayer l'égout qui se dirige du fond de l'amphithéâtre de Saintes vers la rivière.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

M^{me} Caroline Savary, née Meusnier-Lanoue, décédée au Bost (Creuse), le 14 février 1916, à l'âge de 80 ans, a été inhumée à Saintes le 20.

Le 13 juin 1916, à Saintes, est décédé le général Raoul-Alexandre-Gustave Boscal de Réals, vicomte de Mornac, âgé de 85 ans. Il laisse deux fils : le vicomte Michel de Mornac et le lieutenant François de Mornac.

Il était entré à l'Ecole Polytechnique en 1850. Il prit part comme lieutenant d'artillerie à la campagne d'Orient de 1856, et passa trois ans en Italie dans l'armée d'occupation ; capitaine, le 24 mai 1860, il alla en Afrique, fit la campagne de 1870 dans l'armée du maréchal de Mac-Mahon et se distingua à Sedan ; général en 1880 il commanda l'artillerie du 17^e corps à Toulouse ; puis celle du 8^e à Bourges, général de division en 1892, il eut le commandement de l'artillerie et des forts de Paris, et fut membre du comité de l'artillerie jusqu'à son passage dans le cadre de réserve en 1895.

Il avait été nommé commandeur de la Légion d'Honneur en 1890 et chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand lors de la campagne de Rome.

Le général de Mornac né à Beaufou (Vendée) était le plus jeune des trois fils du comte Léon de Mornac, major général des armées royalistes en 1815, député de la Vendée en 1828, mort en 1858. Léon, son frère aîné, lieutenant d'infanterie, fut tué à Sébastopol, et Victor, puîné, capitaine en 1870, prit part à la bataille de Patay, fut blessé à la jambe et resta sur le champ de bataille où il eut les pieds gelés ; devenu lieutenant colonel, il mourut à Versailles en 1891.

Le 26 juillet 1916, à La Rochelle, est décédée M^{me} Marie de Fleuriau, née Magnan, âgée de 73 ans.

Elle était mère de M. Aimé de Fleuriau, conseiller à l'ambassade de France à Londres ; de M. le commandant Louis de Fleuriau, de M^{me} de L'Epinois, et de la baronne d'Avril, décédée.

La *Charente-Inférieure* du 2 août et le *Bulletin Religieux* du 5 ont reproduit le discours prononcé par M. Pierre Bouyé, président de l'association des familles rochelaises.

M. Edouard-Alexandre-Marie de Chérade, comte de Montbron, est décédé le 13 juillet 1916 au château de Buzay, âgé de 70 ans. Il laisse un fils, M. Maxime de Montbron, conseiller général.

Voir les *Tablettes de Rochefort* du 22 juillet qui reproduisent

l'article nécrologique de M. Courcoul, du *Nouvelliste de Bordeaux*.

Le 20 juillet 1916, est décédé à Saintes M. l'abbé Camille Bourdé de Villehuet, chanoine honoraire, curé-doyen de Saint-Eutrope de Saintes, né à La Rochelle le 23 juillet 1843. Ordonné prêtre le 15 juin 1867, il fut vicaire de la cathédrale de La Rochelle, pro-secrétaire de l'évêché, curé de Plassac, aumônier du collège de Saintes, curé-doyen de Gemozac, enfin curé-doyen de Saint-Eutrope. Son corps a été porté à La Rochelle.

M^{me} P.-M. Landrodie, mère du préfet de la Charente-Inférieure, née Louise Peyronnet, est décédée à La Rochelle le 1^{er} août 1916, âgée de 87 ans.

Les obsèques ont été célébrées à Saint-Quentin-de-Chalais.

Le 2 août 1916 est décédée à La Rochelle M^{lle} Cécile Brejon, fille de notre confrère M. Brejon.

Le 12 août 1916 est décédé à Royan M. Lucien Rodanet, âgé de 90 ans, qui fut adjoint au maire de Royan et vice consul des Pays-Bas. Il avait épousé la fille du représentant du peuple Target, et il avait pour gendre M. le pasteur Bordage et le commandant Savariaud.

Le 23 août 1916, à Plaisance, commune de Fléac-sur-Seugne, est décédé M. David Charles-*Théodore* Pandin de Lussaudière, né dans cette commune le 9 novembre 1850. Il avait épousé M^{lle} Louise Bastard dont il eut une fille et trois fils : 1^o Adèle-Hermance-Suzanne, née à Saint-Rogatien le 23 juin 1878, mariée avec M. René-Paul-Eugène Robert, notaire à Archiac, (né le 10 juillet 1870, fils du docteur Robert) ; 2^o Jules l'archiviste, dont le décès sera rapporté dans la liste des victimes de la guerre, ainsi que celui de *Charles*, son frère, tué pareillement à l'ennemi ; 3^o André, âgé de 21 ans.

Le 30 août 1916, à La Rochelle, est décédé le général de division en retraite, Paul-Adrien-Hippolyte Durand, veuf de N Seignette, grand officier de la Légion d'Honneur, âgé de 72 ans. Il était né à Strasbourg le 1^{er} avril 1843. Il fit sa carrière dans l'artillerie. En 1870 il combattit à Metz, s'échappa lors de la

capitulation et rejoignit l'armée du Nord : général de brigade en 1899, général de division le 29 décembre 1903 il resta pendant huit ans à la tête de la 4^e division de cavalerie à Sedan.

Le 16 septembre 1916, à Rochefort, est décédé subitement, M. Frédéric Arnaud, commis principal des postes en retraite, âgé de 65 ans. Il a publié plusieurs mémoires notamment sur Muron, son pays natal.

MARIAGES

Le 5 août 1916, à Paris, a été béni le mariage de M. André Chesnier du Chesne, avec M^{lle} Madeleine de Trémaudan.

Le 22 août 1916, à Paris, a été béni le mariage du comte Charles de Bremond d'Ars, fils du général de brigade, du cadre de réserve, et de Madame née Alberti, avec M^{lle} Guillemette-Anne-Marie-Marguerite Le Lasseur, fille du baron Le Lasseur, décédé, et de Madame née de Janzé.

VARIÉTÉS

I

UN CURÉ DE LA CHARENTE GUILLOTINÉ A ANGERS

François Edelin, né à Candé (Maine-et-Loire) en 1738, était curé de Longrée (Charente) quand survint la Révolution. Il refusa de prêter serment à la constitution civile du clergé et bientôt fut obligé de quitter sa paroisse, comme la plupart des prêtres fidèles. Le 13 octobre 1791, il arriva à Angers : il y résida pendant quatre mois chez M. Gabillard, place Neuve. Après un séjour de cinq semaines à Longrée, il revint à Angers et prit domicile (17 mars 1792, rue Saint-Blaise, n° 846. A l'exemple des autres prêtres insermentés, il se rendait chaque jour à la mairie pour l'appel nominal ; le 17 juin, il fut arrêté avec eux et interné au Petit Séminaire aujourd'hui l'*Ecole régionale des Beaux-Arts*). Ses infirmités l'empêchèrent d'être déporté au mois de septembre 1792 ; il resta donc au séminaire. Mais bientôt les prêtres détenus ayant été transférés (30 novembre)

à la Rossignolerie (aujourd'hui le *Lycée*), M. Edlin y passa les derniers mois de sa prison. Il fut délivré par les Vendéens, le 17 juin 1793. Il se retira alors chez son frère, chanoine de Saint-Pierre-Montlimart. Quand l'armée vendéenne, vaincue à Chollet, passa la Loire à Saint-Florent-le-Vieil (18 octobre 1793), une grande multitude la suivit, et parmi elle se trouvait le curé de Longrée. Après la malheureuse expédition d'Outre-Loire, les Vendéens mirent le siège devant Angers (3 et 4 décembre), où ils échouèrent. M. Edlin abandonna alors l'armée catholique et royale pour retourner dans la Vendée angevine, mais il fut arrêté le 7 décembre par un hussard à la Roche-d'Erigné. Le lendemain matin, le général en chef Rossignol, devant lequel il avait été conduit à Angers, l'adressa au comité révolutionnaire avec la lettre suivante : « Le nommé François Edlin, curé de Longrée, près Angoulême, prêtre réfractaire, qui nous a déclaré avoir suivi l'armée vendéenne depuis sept semaines ; en conséquence, avons ordonné son arrestation et conduit (*sic*) à la prison de cette ville pour être traduit à la commission militaire et jugé selon les lois. »

Dès le 9 décembre, M. Edlin comparut devant la commission militaire, présidée par le citoyen Proust. Voici son interrogatoire : « Avez-vous prêté le serment exigé par la loi ? Non. — Dans quel lieu, par qui avez-vous été arrêté et quel jour ? A la Roche-d'Erigné, le 7 décembre, à cinq heures du soir, par un hussard. — Etes-vous allé à La Flèche et autres endroits avec l'armée des brigands (Vendéens) ? Oui, je les ai suivis dans toute leur tournée. — Avez-vous exercé les fonctions ecclésiastiques avec les brigands ? Non. — Comment avez-vous fait pour vivre avec eux ? Je suis resté quatre mois chez mon frère, chanoine de Saint-Pierre-Montlimart, et ensuite j'ai suivi l'armée avec lui. » Séance tenante, il fut condamné à mort : « Considérant que François Edlin, prêtre non sermenté, natif de la ville de Candé, s'est évadé des maisons d'arrêt d'Angers lors de son invasion par les brigands après la prise de Saumur, et que depuis cette époque il a constamment suivi l'armée des rebelles et s'est porté avec elle jusqu'aux portes d'Angers, où il a été arrêté par un hussard de la République, sur les rochers d'Erigné, le 17 frimaire (7 décembre), la commission militaire, en exécution des lois du 19 mars 1793, le condamne à la peine de mort. »

Le même jour, 9 décembre 1793, à cinq heures du soir,

M. Edlin était guillotiné sur la place du Ralliement, à Angers :
« Ledit jour, cinq heures du soir, la commission militaire s'est transportée maison du citoyen Léchalas, sise place de la Guillotine d'Angers, à l'effet d'être présente à l'exécution du jugement, qui a eu lieu dans le même instant, sans que le condamné ait fait aucune réclamation, déposition ou dénonciation, au moyen de quoi le présent a été rédigé pour servir ce que de raison. » (*Archives de Maine-et-Loire*, série L.)

F. UZUREAU,
directeur de l'*Anjou Historique*.

II

UN POTIN

Celui-ci est au moins instructif ! C'est une très légère contribution à l'histoire du passage de Napoléon I^{er} à Saintes. Les doléances de cet ingénieur contre les imputations d'un employé de la mairie nous laisseraient indifférents si du même coup n'apparaissait le travail de préparation qui s'opéra quelques jours avant l'arrivée de l'Empereur. Labrettonnière nous apprend quels personnages étaient chargés de précéder le maître et de veiller à la bonne disposition du programme et de prévoir ses désirs. C'est égal ! Ce pauvre ingénieur a dû être bien déçu de ne pas être appelé à exposer ses projets et à expliquer les ruines antiques, lui qui avait tant pioché Bourignon et La Sauvagère ! Cette lettre appartient à la Bibliothèque municipale de Saintes.

CH. D.

Saintes, le 11 août 1808.

L'Ingénieur en chef du département de la Charente-Inférieure,

A Messieurs les maire et officiers municipaux de la ville de Saintes.

Messieurs,

Un bruit étrange s'est répandu dans cette ville, et, quoique dirigé contre moi, ne m'est parvenu qu'hier à 4 heures du soir. Ce bruit, tout absurde qu'il est, me semble trop accrédité pour que je ne m'empresse pas d'en arrêter les suites, et je mets un trop haut prix à l'estime et à la confiance de mes concitoyens

pour mépriser un trait calomnieux qui tend à me faire perdre l'une et l'autre. Je repousserai donc ce trait contre celui qui l'a lancé, et vous pouvez compter, Messieurs, sur l'efficacité des moyens que je vais employer pour convaincre l'incrédulité la plus obtinée, et confondre l'imposture.

En attendant, je m'empresse de vous rendre les faits dans leur plus grande exactitude, et avec toutes les circonstances qui peuvent les caractériser.

La veille de l'arrivée (1) de S. M. entre midi et une heure, autant que je puis me le rappeler, M. Guérinot, ingénieur de la division de Saintes, entra chez moi accompagné d'un citoyen que ne je connaissais point, pour me prévenir qu'un fourrier du Palais demandait le plan de la ville de Saintes que S. M. désirerait peut-être consulter. Je pris ce plan, et je demandai à ce citoyen s'il voulait m'accompagner au Palais. Il y consentit et m'apprit alors qu'il était employé à la municipalité ; que c'était de la part de M. le maire qu'il était venu demander ce plan à M. Guérinot, parce qu'il ne s'en trouvait point de copie aux archives de l'hôtel de ville. Avant de partir je déroulai ce plan qui a peut-être trente ans d'existence qui, d'ailleurs, est assez mal dessiné, et je regrettai beaucoup de n'en avoir pas d'autre à présenter à Sa Majesté.

Arrivés dans la cour du Palais, nous trouvâmes le fourrier qui avait demandé ce plan. Je m'adressai à lui et je lui dis que je venais d'apprendre la demande qu'on avait faite à M. le maire du plan de la ville de Saintes ; que je regrettais qu'on ne se fût pas adressé directement à moi, parce qu'il était impossible qu'on ne trouvât pas cette pièce dans nos archives. Il me répondit que si je voulais remettre ce plan à l'un des valets de chambre de S. M. je pouvais me donner la peine de monter au premier étage où je le trouverais. « Non, Monsieur, lui répliquai-je, c'est à vous qui m'avez demandé ce plan, c'est à vous seul que je puis le confier. C'est un ouvrage fort mal fait, qui se ressent de son ancienneté et qui n'est pas digne d'être présenté à S. M. ; mais tout mal propre et tout déchiré qu'il est, je réponds de sa fidélité. S. M. y verra les projets d'amélioration et d'embellissement que je propose, et c'est probablement tout ce qu'elle peut désirer. Au reste, Monsieur, ajoutai-je, tout

(1) C'est-à-dire le 3 août, l'empereur étant entré à Saintes le 4.

informe qu'est ce travail, c'est le seul qui soit dans mes archives, et je ne puis m'en dessaisir sans un récépissé. » Eh bien, Monsieur, me réplique le fourier du Palais, je vous en réponds personnellement. « En ce cas, lui répondis-je, votre parole me suffit et je vous le confie. »

Alors je lui remis mon plan, je le saluai et nous nous séparâmes.

Voilà, Messieurs, mot à mot la conversation que j'ai eue avec cet officier, et je jure ici sur mon honneur que je n'ai pas dit un mot, un seul mot qui ne soit consigné dans cette relation aussi fidèlement que ma mémoire puisse me la retracer.

Cependant, Messieurs, M. Morin a osé répandre dans le public que j'avais dénigré la ville de Saintes; il a eu l'impudeur de me dire à moi, en présence de M. le maire, que j'avais parlé des antiquités comme de misérables monuments qui ne méritaient pas un coup d'œil de S. M. Je n'ai pu contenir mon indignation à cette assertion mensongère. Je jure encore sur l'honneur qu'il n'a pas été question des monuments antiques de la ville et des environs. Je déclare même que, dans l'espoir d'être appelé auprès de S. M., j'avais fait, depuis quelques jours, une étude particulière de La Sauvagère et de Bourignon que j'avais emprunté à M. de Montgaugé, pour être en état de répondre aux questions qu'aurait pu me faire Sa Majesté.

Je déclare encore, Messieurs, et je vous prie d'en prendre acte, que me promenant la veille de ce malheureux jour avec Mgr l'archevêque de Malines (1), M. le général Lebrun (2), aide de camp de l'Empereur, M. et Mme de La Grange (3), je leur fis remarquer avec prédilection, non seulement la richesse et la beauté du site, mais la favorable situation de la ville à laquelle il ne manquait qu'un port, des quais et un pont pour

(1) Bessuejouis de Roquelaure, Jean-Armand, évêque de Senlis (1754) puis archevêque de Malines (1802-1808), né en 1720, mort en 1818, à 97 ans, membre de l'Académie française. Il fut enterré pendant la Terreur et échappa aux massacres.

(2) Lebrun, Anne-Charles, duc de Plaisance, né en 1775, mort à Paris le 21 janvier 1859. Aide de camp du premier consul à Marengo (1800), nommé général de brigade pour sa belle conduite à Iéna et Eylau. Il se distingua encore à Wagram (1809) et fut général de division en 1812. Il commanda la place d'Anvers en 1813, et fit la campagne de France aux côtés de l'Empereur. Il devint encore aide de camp de Napoléon pendant les cent jours.

(3) Gaudin de Lagrange, directeur et receveur général des droits réunis à Saintes.

concentrer dans son enceinte le plus riche commerce de tous les départements environnants, que Mgr l'archevêque fut frappé de toutes les dispositions que je lui indiquais et que si S. M. me faisait appeler auprès d'Elle, il me promettait d'appuyer mes projets de tout son pouvoir.

Je déclare, enfin, Messieurs, que longtemps avant l'arrivée de l'Empereur, j'avais remis à M. le préfet un état des travaux à solliciter de sa munificence pour la ville de Saintes, et que parmi ces travaux je comptais le pont, les quais, le port (1), diverses routes, et plusieurs établissements publics. M. le préfet a ces pièces en main, et j'invoque son témoignage. Je dirai plus ; c'est que chaque année je demande au gouvernement, dans mes avant projets, la construction du pont de Saintes, et j'annonce comme très prochaine la chute du pont actuel ! (2).

Maintenant, Messieurs, je vous laisse juges (en attendant les preuves irréfragables que je fournirai) entre mon calomniateur et moi. Est-il possible qu'un ingénieur en chef qui désire attacher son nom à quelque grand monument, qui indique ceux qui peuvent enrichir et embellir la ville qu'il habite, qui en provoque avec constance l'exécution et qui trouve enfin une circonstance qui lui paraît et qui est en effet unique, non seulement ne cherche pas à en profiter, mais encore fasse des démarches contraires à ses projets ? Et j'aurai choisi pour témoin de cette manœuvre précisément un des employés des bureaux de la municipalité dont je trahissais les intérêts ! Et voilà cependant des bruits qui s'accréditent dans le public !

Cette calomnie perfide se rattache à celle qu'on avait déjà lancée contre moi lorsqu'il était question de la translation de la préfecture. On me disait auteur d'un mémoire tendant à favoriser cette démarche, lorsque je déclarais formellement que si elle avait du succès, j'étais décidé à demander au ministre l'autorisation de fixer ma résidence à Saintes ; et j'aurais tenu ma parole, parce qu'alors je n'avais eu qu'à me louer de l'accueil flatteur que j'avais reçu des habitants, et que, dans tous les rapports la vie et le séjour de Saintes (3) me convenaient

(1) Ces travaux font déjà partie des desiderata en l'an IV.

(2) Ce qui ne l'a pas empêché de tenir tant bien que mal pendant trente cinq ans.

(3) N'empêche que lorsque la préfecture fut transférée à La Rochelle Labrettonnière suivit.

beaucoup mieux que le séjour et la vie de La Rochelle. Je méprisai ce propos, parce que j'étais certain que l'événement justifierait mon assertion.

Celui dont je crois de mon honneur et de ma tranquillité de désabuser la crédulité que la perfidie égare, n'est pas de nature à être repoussé par le silence du mépris. Je pardonnerais à mon délateur d'avoir appliqué à la ville de Saintes la critique que j'ai faite de son plan, s'il s'était borné à cette ridicule bévue ; mais il a ajouté des faits controuvés à sa délation et dès lors elle devient criminelle.

Comme magistrats du peuple, Messieurs, vous êtes les protecteurs nés de l'innocence persécutée, et j'attends de votre justice que vous voudrez bien donner à cette lettre la plus grande publicité.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

LABRE FONNIÈRE.

III

LA MISSION DU MARQUIS DE BOUFFLERS

EN BÉARN, GUYENNE, PÉRIGORD, SAINTONGE

(Suite)

Les missionnaires, établis dans Bergerac depuis longtemps par l'évêque de Périgueux, preschoient ordinairement aux Recolés, les Jésuites aux Cordeliers tous les jours, et aux Recolés alternativement avec les missionnaires. Outre les prédications, ils alloient tous dans les maisons pour instruire les habitants. Chacun travailloit avec beaucoup d'ardeur dans la vigne du Seigneur. Du Saussé se signaloit à l'exemple du marquis de Boufflers, qui persuadoit les plus obstinés à se convertir. Il y avoit en garnison dans la ville, depuis quinze jours, deux capitaines de cavalerie du régiment de Varennes, appelés d'Espagnac et Mongiraud, qui pendant leur séjour s'estoient informés de toutes choses et avoient remarqué les plus opiniâtres et les chefs pour en donner des mémoires au marquis de Boufflers (1).

1) Cette opiniâtreté résista longtemps aux sollicitations des dragons et des prédicateurs. Boufflers écrit, le 27 avril 1686, à Louvois : « Il n'y a qu'à

Le marquis de Varennes, maistre de camp d'un régiment de cavalerie (1) et du Son (*sic*) (2) colonel d'un régiment d'infanterie de Turenne, qui avoient acompagné le marquis de Boufflers, firent aussi les missionnaires avec beaucoup de zèle. Toury, lieutenant colonel du régimont de Poitou (3), qu'on avoit fait venir à Bergerac avec le régiment qu'il commandoit pour contenir les sedicieux, fit aussi très bien son devoir. Le président Viger et Charlier, commissaire des guerres, faisoient de leur mieux pour persuader la vérité de la religion catholique, de même que Pinsonneaux, secretaire du marquis de Boufflers, qui les exhortoit fortement. Mais ces endurcis estoient si fort sollicités de tenir bon par les huguenots de Guienne, de Sain-

Nérac, Bergerac et Bordeaux, où les cœurs paroissent plus endurcis qu'ailleurs, et aussi en plusieurs lieux de la Saintonge. Dépôt de la guerre. 795. apud Rousset, *loco citato*, tome III, p. 496.

(1) Joseph-Alexandre de Nogué, marquis de Varennes, capitaine au régiment de Chouppes en 1673, mestre de camp de cavalerie en 1674; sert au camp de l'Adour en 1685; brigadier en 1688, maréchal de camp en 1693, lieutenant-général en 1702, gouverneur de Bouchain, blessé à la bataille de La Marsaille, mort en 1723. (Pinard, *Chronologie militaire*, tome IV, p. 430. Dangeau, XVIII, p. 163. Voir son portrait dans Saint-Simon, édit. Boislisle, tome X, p. 196-97. *NOTA* : Je ne citerai que celle-ci).

(2) Le rédacteur de cette relation a commis une nouvelle confusion.

Jean d'Usson de Bonnac, marquis d'Usson, capitaine au régiment de Turenne en 1672, fut colonel au régiment de Touraine (infanterie) en 1680, brigadier le 10 mars 1690, maréchal de camp le 30 janvier 1691, lieutenant-général le 3 janvier 1696, gouverneur de Fumes en 1690... de Nice en 1705, mort à Marseille le 24 septembre 1795 à 53 ans. Il était frère de l'intendant général de la marine et ambassadeur.

« Petit homme fait comme un potiron, mais plein de valeur et de talent pour la guerre » (Saint-Simon, tome XIII, p. 128, puis XI, p. 265, 268).

Cf. *Mémoires de Villars*, tome II, p. 122, 307. *Mémoires de Saint-Hilaire* tome II, p. 126, III, p. 185. Il épousa en 1700 Elisabeth de Flacelles, veuve du marquis d'Esco. (Voir plus loin).

(3) Voici ce que l'on lit dans les *Extraits de la Gazette de Haarlem* publiés dans le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme fr.* 1880, p. 263 : « Les troupes qui ont forcé les protestants de Gascogne à abjurer sont entrées en Languedoc. Les soldats, surtout ceux du régiment de Poitou, portent de longs rosaires avec de grandes croix comme les capucins. Quand ils entrent dans les maisons des réformés, ils font le signe de la croix, tirent leurs rosaires et contraignent les habitants à le baiser.

Le nom de Toury du lieutenant colonel, semble douteux. C'est probablement Antonin de Longecombe, marquis de Thouhy ou Thoy mort en 1726 à 77 ans; lieutenant colonel du régiment de Plessis Praslin en 1682, colonel du régiment d'Angoumois en 1685, maréchal de camp en 1696, lieutenant-général en 1704. (Pinard, tome IV).

tonge et Périgor, qu'ils ne vouloient pas tous faire leur devoir, au gré du marquis de Boufflers. Il découvrit pourtant qu'il y avoit dans leur obstination plus de vanité que de fermeté dans leur religion, ne voulant abjurer que devant un evesque. Celuy de Perigueux qui estoit le leur (1), estoit malade, le marquis de Boufflers envoya d'Espagnac vers l'evesque d'Agen qui preschoit à Sainte-Foy, pour luy faire des civilités de sa part, le prier en même temps de prendre la peine de venir à Bergerac, où sa présence estoit nécessaire pour le bien de la religion, qu'il y seroit venu luy même pour avoir l'honneur de le voir et pour l'en prier si les affaires qu'il avoit à Bergerac luy permettoient de s'en éloigner. L'evesque receut avec beaucoup d'honesteté les civilités que le marquis de Boufflers luy avoit envoyé faire et fut ravi de trouver une occasion favorable de travailler pour la gloire de Dieu et celle du Roy. Avant que d'aller à Bergerac, il envoya faire des complimens à l'evesque de Perigueux et scavoit de luy s'il agréeroit qu'il allat prescher dans son diocèse. Il estoit trop bon catholique pour ne l'agréer pas, d'autant mieux, qu'estant malade, il n'y pouvoit aller luy même. L'evesque d'Agen attendant des nouvelles de Périgueux travailla le reste du jour à faire des conversions avec l'intendant de Ris, qui, après avoir dit aux habitans de Bergerac quels estoient les desirs et la volonté du Roy, se rendit à Sainte-Foy, où il trouva les peuples disposés à suivre la volonté de Sa Majesté par les soins de leur evesque.

Il se passa ce jour là deux choses assés particulières, d'Espagnac allant en poste de Bergerac à Sainte-Foy, entra dans la ville au galop et faisant fort l'empressé demanda à quelques bourgeois où estoient logés l'evesque et l'intendant. Cela leur donna la curiosité de luy demander s'il n'y avoit rien de nouveau. Il leur répondit que tout Bergerac estoit converti, qu'il estoit venu chercher l'evesque pour confirmer leur abjuration et l'intendant pour y estre présent, qu'après cela le marquis de Boufflers, avec toute sa suite, viendrait à Sainte-Foy pour leur prescher l'Evangile. Ils ne voulurent pas lui donner cette peine car, dans moins de trois heures le reste des huguenots qui estoient dans la ville vinrent en foule faire abjuration devant l'evesque, et même tous les habitans des faubourgs qui estoient

(1) Guillaume Lebourg, évêque de Dax en 1658, transféré à Périgueux en 1667 où il mourut le 6 août 1693, âgé de 72 ans.

au delà de la rivière ayant sceu la nouvelle y coururent sans perdre un moment de temps.

Le mesme jour un médecin nommé Faure, aagé de quatre vingts ans, très habillé homme et fort zélé pour la religion de Calvin, vint à la teste de plusieurs bourgeois considérables, qui n'estoient pas encore convertis, trouver l'evesque d'Agen et luy dit de la part de ceux qui l'accompagnoient qu'ils souhaitteroient se faire catholiques romains, mais qu'ils avoient des doutes et des difficultés qui les en empeschoientz qu'ils fairoient d'abord abjuration si Sa Grandeur vouloit avoir la bonté de les en éclaircir et leur faire conoistre la vérité. L'evesque leur dit de proposer ce qu'ils voudroient, qu'il esperoit moyennant l'aide de Dieu leur lever tout doute. Le médecin fit plusieurs questions délicates, entre autres celle du retranchement de la coupe, de la réalité du Saint Sacrement et quelques autres. L'evesque luy apporta de si bonnes raisons pour l'éclaircir qu'après quelque temps de dispute le médecin dit tout haut devant l'assemblée : « Monseigneur, je suis catholique romain, je veux vivre et mourir dans cette religion. » Ceux qui l'accompagnoient dirent le mesme.

L'evesque les embrassa tous fort et receut leur abjuration dans l'église. Un si bon exemple confirma les nouveaux convertis dans la véritable religion où ils vivent présentement fort exemplèrement.

L'intendant s'en retourna le mesme jour à Bergerac et l'evesque y vint le lendemain de bon matin, où il estoit attendu de tout le monde avec beaucoup d'impatience. D'abord il visita le marquis de Boufflers, il se disposa après pour prescher dans l'église des Recolés où le marquis de Boufflers, l'intendant et du Saussé assistèrent. L'église estoit pleine de nouveaux convertis ou de ceux qui vouloient se faire instruire. Dieu donna tant d'éloquence a l'evesque et il prescha si bien qu'il n'y eut personne dans l'assemblée qui ne fut pénétré de son sermon et de la vérité de notre foy, excepté un nommé Guernier (1), advo-

(1) Jean Grenier, avocat, consul de Bergerac, procureur et lieutenant de Montcuq. Une de ses filles, émigrée, épousa en 1693 M. de Foureaux, baron de Chassiron, elle mourut à Utrecht en 1694 sans enfants. Son fils Elie, abjura ainsi que sa femme Madeleine Gast, fille de Pierre, sieur de La Nauve, médecin, et mourut en 1706 ; trois autres de ses sœurs restèrent en France ; l'une épousa Samuel de Courson et resta protestante en secret. Jean Grenier mourut en 1692 à Bergerac. La famille existe encore. La note d'où j'extrais ces rensei-

cat, l'un des plus riches et des plus considérables de Bergerac, qui estoit tellement obstiné que l'évesque ny les missionnaires, ny personne ne pouvoit luy faire entendre aucune raison. Cette obstination chagrinait beaucoup le marquis de Boufflers qui voioit que son exemple estoit de grande conséquence à tout le peuple, outre qu'il avoit une grande parenté et une nombreuse famille. Désespérant de ramener cet avocat, il le mit entre les mains d'Espagnac, ami de cet homme, et qui a d'ailleurs un talent assez particulier pour la conversion des hérétiques les plus endurcis. D'Espagnac le tourna si bien et en tant de manières, qu'avant le quitter il l'engagea d'aller faire abjuration le même jour dans le couvent des minimes. Comme ils y allaient ensemble ils rencontrèrent un nommé Palliet, fort riche marchand, qui avoit quatre gendres, des plus riches bourgeois de Bergerac, et fort attachez à Calvin. D'Espagnac connoissoit Palliet, cela luy donna occasion de luy faire des amitiés en luy faisant connoistre son aveuglement ajoutant qu'il ne devoit pas résister davantage à la grâce que Dieu luy faisoit. Il luy dit plusieurs autres raisons qui le déterminèrent enfin d'aller avec Guernier aux Minimes, où il leur fit faire abjuration dans l'église. Ces conversions furent bientôt après sceues par le marquis de Boufflers qui en eut beaucoup de joye, parce que l'exemple de ces deux hommes, qui estoient des plus riches, et les plus opiniastres, fit beaucoup d'impression sur l'esprit des autres, particulièrement des peuples qui faisoient tous les jours abjuration devant les missionnaires qui leur donnoient un certificat de leur conversion, qu'ils apportoit dans la maison de ville pour le faire enregistrer par Charlier, commissaire des guerres, qui en tenoit un contrerole dont il c'est acquitté en habille homme et avec beaucoup d'exactitude pendant tout le temps des conversions qu'il a esté avec le marquis de Boufflers.

L'évesque demeura le reste du jour à Bergerac pour instruire

gnements (*Bulletin de l'histoire du Protestantisme*, 1863, p. 416, le fait anoblir en 1619, sous le nom de Sanxet, par le comte de Foix, ce qui paraît impossible avec cette date tout au moins. En 1619 il n'avait pas un âge qui lui permit d'acheter une terre. Il faut ou que la date donnée soit fausse ou que l'anoblissement eut lieu en faveur de son père.

Ce Jean Grenier, protestant, a été mêlé aux affaires de la démolition du temple de Bergerac qu'il fut chargé par le consistoire d'empêcher. Voir plus loin page 293.

ceux qui vouloient estre instruits, et en repartit le lendemain 30^e aoust pour retourner dans son diocèse. Les trois quarts de la ville de Bergerac s'estoient convertis par les soins du marquis qui creut que ses exhortations et sa présence acheveroient de convertir le reste. Cette raison le détermina à y faire sa résidence, d'autant plus qu'il prevoyoit que l'exemple de cette ville devoit entraîner avec elle trois ou quatre provinces qui la regardoient pour l'imiter. Il donnoit de là ses ordres et alloit partout où sa présence estoit nécessaire revenant toujours à Bergerac.

Les villes de Montauban, de Bergerac, de Sainte-Foy (1) estant presque converties, il ne perdit pas un moment de temps pour envoyer à Bourdeaux expliquer aux huguenots les desirs du Roy. L'intendant convint avec luy qu'ils partiroyt pour aller faire conoistre l'intention de Sa Majesté qui souhaitoit avec passion de les voir dans la Religion Catholique, apostolique et romaine, il se servit de tous les moyens les plus honnestes pour les engager.

L'archevesque de son costé n'oublioit rien. Il envoyoit partout des missionnaires qui faisoient de grandes conversions. Les pères de la compagnie de Jésus travailloient tous fort ardemment s'attachant toujours à convertir les plus obstinés. Le Pere Cosso, professeur de théologie, d'un mérite singulier. persuadoit ceux qui vouloient entrer en conversation avec luy, il a aussi donné de très bons advis pour ramener les autres. L'on vit dans peu de jours plus de deux mille huguenots convertis. Cette nouvelle causa une joye très sensible au marquis de Boufflers à qui l'intendant escrivoit tous les jours ce qui se passoit de nouveau par des gens seur, afin qu'il peut prendre des mesures justes, comme il faisoit dans tout ce qu'il entreprenoit. Dans le temps que l'intendant alla à Bourdeaux, du Saussé eut ordre d'aller en Agenois et dans les villes de Tonneins, Clerac (2), Castel-Jaloux (3) et plusieurs autres et tout le long

(1) Voyez la note à la page 234.

(2) Clairac, arrondissement de Marmande. Du Saussay y éprouva de grandes difficultés. « Il eut été à désirer, écrit Louvois à Boufflers, que M. du Saussay eut fait tirer par les dragons sur les femmes de la R. P. R. de Clérac qui se sont jetées dans le temple lorsqu'on en a commencé la démolition, et Sa Majesté a été surprise de voir qu'il y ait encore une si grande quantité de huguenots dans cette ville. » 24 novembre. Dépôt de la guerre, 757 apud Rousset, *loco citato*, p. 491.

(3) Casteljaloux, arrondissement de Nérac (Lot-et-Garonne).

de la rivière de Garonne, depuis Agen jusques à Bourdeaux, où il y avoit quantité de gens de la religion, ausquels il fit entendre les volontés du Roy avec tant d'adresse et de prudence que dans peu de temps une partie de ces peuples se convertirent. Les soins les exhortations continuelles de l'evesque achevèrent le reste. Tous les evesques de Guienne faisoient extrêmement bien leur devoir, envoyant partout de bons missionnaires qui preschoient et exhortoient continuelement les Calvinistes. Les Pères Jésuites firent paroistre en cette occasion tant de zèle pour le bien de la religion qu'on les voyoit partout prescher et instruire sans relache.

Lorsque les personnes un peu considérables ne vouloient pas se rendre aux ordres du Roy ni aux exhortations des missionnaires, du Saussé les envoyoit parler au marquis de Boufflers qui s'insinuoit si adroitement dans leur esprit, et leur disoit de si fortes raisons, avec tant de douceur, qu'ils s'en retournoient toujours content de luy et ordinairement convertis, tant il avoit de génie pour cela. Ce n'est pas que du Saussé n'eut beaucoup de talent, il l'a assez fait paroistre dans la conduite qu'il a tenue depuis son arrivée à Bergerac jusques à la fin des conversions des huguenots de Guienne. Pendant tout ce temps là il a agi pour le service de Dieu et du Roy avec tant de succès, dans plusieurs provinces, que sa Majesté luy a donné pour récompense le gouvernement⁽¹⁾ de Brouage afin qu'il peut continuer ses soins dans les provinces de Saintxonge et Poitou où il travaille toujours de mesme.

Le marquis de Varennes, qui avoit accompagné le marquis de Boufflers à Bergerac, eut ordre d'aller avec sa compagnie et quelques autres de son régiment tout le long de la rivière de Dordonne, depuis Bergerac jusques vers Bourdeaux, pour contenir les sédicieux. Il avoit ordre de dire aux religionnaires que le Roy désiroit qu'ils se fissent instruire dans la religion catholique et qu'ils fissent abjuration de la leur. Il s'acquitta si bien de sa commission qu'il fit convertir non seulement les huguenots de la campagne mais encore ceux des villes de

(1) 2 septembre 1685. J'appris que du Sauçay, maréchal de camp, ancien officier, avoit eu le gouvernement de Brouage, vacant parla mort de Carnavalet. (Dangeau, *Journal*. Il enregistre sa mort le 27 décembre 1686).

Chastillon (1), de Libourne et généralement tous ceux qui estoient le long de la rivière jusques à Bourdeaux.

Le marquis de la Raye, (2) colonel d'infanterie, et brigadier, arriva en ce temps là à Bergerac où il eut ordre du marquis de Boufflers d'aller dans le Haut Perigor, dans quelques endroits du Quercy, du Limousin et dans la vicomté de Turenne, qui estoit remplie d'huguenots, ce qu'il exécuta si exactement que dans fort peu de temps il porta une foule de gens de la campagne à suivre l'exemple des villes capitales.

Le marquis de Boufflers envoya une partie de ses apostres dans les endroits les plus éloignés de son commandement, et ne garda auprès de luy que son colonel du régiment de Turenne-infanterie, pour commander sous luy dans la ville de Bergerac, et d'Espagnac capitaine de cavalerie dans le régiment de Varennes, pour l'envoyer à la campagne, aux environs de Bergerac et ailleurs où il y avoit un nombre infini d'huguenots. Ayant dont disposé toutes chose et donné ses ordres à ceux desquels il vouloit se servir, il travailloit nuit et jour, sans relasche, à finir toutes les conversions, surtout celle de la noblesse de Guienne et du Perigor, qui venoit en foule chez luy pour le voir et pour s'instruire. Ils estoient si fort prévenus des bontés, des honnestetés et de l'habilité du marquis de Boufflers, qu'il n'y en avoit pas un qui voulust se convertir, qui n'eut eu aupa-

(1) Castillon (Giroude) arrondissement de Libourne.

(2) Probablement Louis Lenef, comte de Larrey, fils de Pierre, secrétaire de Condé, colonel d'infanterie en 1675, brigadier en 1681, maréchal de camp de 1688, mort en 1698. Gouverneur de Montdauphin. (Pinard, tome IV, p. 386, Souches, tome IV, p. 18, Villars, I, p. 166. Dangeau, II, p. 43).

Il vint en Angoumois (Bugeaud, *loco citato*, p. 275).

Le 21 septembre 1685, M. le marquis de Larray, commandant des troupes à Bergerac a envoyé un logement à M. Jean Grenier, avocat.... Le dit Grenier a remis au dit sieur de Larray le 27 septembre 1685 plusieurs livres et les autres convertis en remirent aussy plusieurs autres, tous lesquels livres furent portés au couvent des Recollets de Bergerac et quelque temps après on en fit bruler un grand nombre dans la rue au devant dudit couvent. *Bulletin de l'histoire du Protestantisme*, 1863, p. 430. Sur les titres des livres prohibés, voyez dans le *Bulletin historique du comité*, 1902, p. 27. Villepelet, *L'exécution de la révocation de l'Edit de Nantes dans une petite paroisse du Périgord*. A coté de Bibles, de Psautiers, de livres de controverse, on rencontre une comédie et les *Métamorphoses* d'Ovide. Celui qui les réunit a dû bien s'amuser *in petto*, à moins que ces livres n'aient été confisqués par un ignare.

ravant l'honneur de le voir et s'entretenir avec luy. Ces gentilshommes s'en retournoient toujours contents d'auprès de luy, parce qu'il leur donnoit tout le secours et leur faisoit tous les plaisirs possibles quand ils vouloient quitter leur erreur. Il procuroit des emplois de guerre aux uns, aux autres de justice, suivant leur inclination, et aux pauvres il leur donnoit l'argent de sa bourse. Il faisoit tout cela avec une si grande douceur et avec tant d'honnesteté que tout le monde estoit charmé de sa conduite. Les gascons qui sont assés difficiles à gouverner et qui ont beaucoup de vanité disoient hautement que le marquis de Boufflers n'avoit pas son pareil. Les conversions se faisoient de mesme dans toutes les provinces de son gouvernement par les ordres qu'il avoit donnés. Ainsi dans fort peu de temps il y eut trois cent mille calvinistes convertis.

Il ne restoit d'huguenots dans la ville de Bergerac de personnes de condition que quelques dames et un gentilhomme nommé d'Alba (1) qui ne voulut entendre aucune raison. D'Espagnac entreprit sa conversion et luy en dit de si bonnes qu'il le persuada d'aller avec luy chez le marquis de Boufflers, à qui il donna parole et le lendemain il fit abjuration chez les Pères Minimes. Les peuples de la campagne estoient tous convertis, à la réserve du duché de La Force, auquel le marquis de Boufflers n'avoit pas voulu toucher, espérant que le duc se convertirait luy-mesme et que son exemple attireroit ses sujets. Il n'y avoit au chateau de La Force que Mademoiselle de Chenebrun (2), fille du duc, qui estoit dans ce temps-là en Nor-

(1) D'après les notes que M. le comte de Saint-Saud a bien voulu me donner sur cette famille, il s'agit très probablement de Josué, écuyer, sieur de Lespinassat, mari de Madeleine de Briançon. Registres paroissiaux à Bergerac) qui, à La Force, fait baptiser, suivant le rite protestant, le 15 février 1685, un enfant, François. En 1686, il fait baptiser à l'église catholique un autre fils, Daniel.

Mais, au même temps, vivait Daniel d'Alba, écuyer, sieur de La Biraidie, protestant, mari de Suzanne de Lagrezille. Leur fils, David, devint vicomte de Montbazillac. Ils font baptiser à La Force, leur fille Elisabeth le 20 janvier 1685.

Cette famille anoblie en décembre 1638, fut maintenue en 1697. (Cf. *Archives historiques de la Gironde*, tome XLIV, et archives départementales de la Charente E. 1673. 1090). Haag parle d'un maire de Bergerac du même nom et anobli.

2. Jacques Nompur de Caumont, duc de La Force, eut trois filles de son premier mariage, Jeanne, mariée en 1682; Marie-Anne-Louise, fille d'honneur

mandie (1). Elle ne voulut prendre aucune résolution sans le consentement de son père, quoy qu'elle eut été extrêmement sensible aux civilités et aux honnestetés que le marquis de Boufflers luy avoit envoyé faire par d'Uson et d'Espagnac. Il alla luy mesme, après, au chasteau pour avoir l'honneur d'y voir cette demoiselle et lui offrir ses services. Toutes les honnestetés du marquis n'eurent pas l'effet qu'il se promettoit. Tout au contraire, le peuple parut plus obstiné, croyant qu'à la considération de leur seigneur on n'oseroit luy rien dire, d'autant plus qu'il avoit veu autrefois ses ancestres les chefs du parti, pour lesquels on avoit toujours eu tous les égards possibles, à cause de leur qualité, de leurs grands biens et de leur crédit. Le marquis avoit ordre de faire prescher partout l'Evangile sans aucune réserve. Il envoya à La Force d'Espagnac avec deux Pères de la Compagnie de Jésus, appelés le Père Morsein et le Père Lanoué qui convertirent le premier jour environ mille personnes du peuple. Les plus riches ne vouloient pas changer qu'ils n'eussent parlé à leur seigneur, tant il est vray que leur religion estoit mal fondée. Il y en avoit mesme quelques-uns d'entre eux qui se mutinoient et retiroient chez eux des huguenots de Bergerac et des autres villes. Le marquis de Boufflers en fut averti, il y met bon ordre, il pria les deux Pères Jésuites de retourner le lendemain à La Force avec d'Espagnac, à qui il donna quelques cavaliers pour l'accompagner, avec ordre pourtant de les laisser à la campagne, sans entrer dans aucun bourg ny village, de crainte qu'ils ne fissent quelque désordre. D'Espagnac exécuta ponctuellement cet ordre, il fit rester ses cavaliers dans une pleine, souz des arbres, à la vue de La Force, il laissa les deux Pères Jésuites dans le bourg et fut de la part du marquis de Boufflers faire civilité à la fille du duc. Il fit ensuite assembler les habitans qu'il peut, du bourg et des vilages qui dépendoient de cette paroisse et des deux autres voisines, dans une place à l'oppo-

de la Dauphine mariée en 1688 au marquis de Roure, et Marguerite. Mademoiselle de Chenebrun, pourrait être cette dernière par la raison que plus loin est nommée Mademoiselle de La Force, qui est bien Marie-Anne-Louise. Les généalogistes l'ignorent. Chenebrun aujourd'hui *Chennebrun* (pourquoi?) est une commune du canton de Verneuil, arrondissement d'Evreux. Expilly le cite comme bourg de 60 feux et possédant un prieuré d'hommes de 200 livres de rente.

(1) Le Boulay-Morin près Evreux.

site de l'Eglise. d'où l'on appercevoit les cavaliers qui retenoient les mutins et les sédicioux dans le devoir. Estant tous assemblés, il leur dit qu'il estoit là de la part du Roy, pour les assurer que Sa Majesté s'interessoit extrêmement pour le salut de l'âme de ses sujets, qu'il désiroit qu'ils se fissent instruire dans la religion catholique, apostolique et romaine, qu'ils ne sauroient rien faire qui fut plus agréable à Dieu et au Roy, et qu'il leur avoit envoyé deux Pères Jésuites pour les prescher. A l'instant mesme le Père Morsien leur fit un si beau sermon qu'il se convertit plus de deux mille cinq cents personnes, soit de la paroisse de La Force, ou de celle de Hérau et de Lunas (1). Comme d'Espagnac vit qu'il se faisoit tant de conversions, il ne voulut pas perdre de temps pour les achever. Il laissa à La Force le Père Morsein avec le curé pour instruire ou pour recevoir les abjurations et s'en alla avec le Père Lanoué dans la paroisse de Périgourieux (2) où tous les habitants estoient huguenots, à la réserve du juge et quelque autre homme de justice. A son arrivée il donna des ordres nécessaires pour faire assembler les habitants des villages qui en dépendoient et leur dit à peu près les mesmes choses qu'il avoit dites à ceux de La Force d'une manière fort patétique et insinuante, ajoutant qu'ils ne devoient pas balancer à suivre leur exemple. Le Père Lanoué les prescha si fortement qu'ils en furent touchés, aussi bien que par l'exemple d'un avocat nommé Rivastson, fils de leur ministre, que d'Espagnac avoit converti le jour auparavant, de sorte que plus de mille personnes firent abjuration qui furent contrerollés par le juge du lieu. Il n'y avoit point d'autre curé que le chapitre de Périgueux qui envoyoit tous les dimanches un cordelier de Bergerac pour dire la messe dans une petite chapelle, l'église ayant esté autrefois détruite par les religionnaires. Avant leur abjuration, ils firent promettre à d'Espagnac, qu'ils croyoient estre un Jésuite travesti et l'appelloient dans tout ce pais là le Jésuite rouge, parce qu'il marchoit toujours avec quelques Jésuites pour les conversions, ils firent de mesme promettre au Père

(1) Laforce, Lunas, Saint-Pierre-d'Eyraud, arrondissement de Bergerac. Ces trois communes se touchent ou presque. Il y a aussi Saint-Jean-d'Eyraud tout près de Lunas.

(2) Prigourieux, arrondissement de Bergerac, canton de Laforce.

Lanoué qu'ils écriraient au révérend Père de La Chaize (1), confesseur de Sa Majesté et protecteur des nouveaux convertis, pour le prier de supplier le Roy de leur vouloir faire bastir une église, donner un bon curé et des cloches, ce que d'Espagnac leur promit, et, après avoir parlé au marquis de Boufflers, voici ce qu'il écrivit au révérend Père de La Chaize, après la conversion de tout le duché.

Lettre de d'Espagnac au révérend Père de La Chaize.

Mon très révérend Père,

Quoyque je n'aie pas l'honneur d'estre connu de votre Révérence, néanmoins j'ay pris la liberté de luy écrire, scachant bien qu'on ne peut luy faire un plus grand plaisir que de luy faire scavoir des nouvelles des nouveaux convertis, qu'elle a la charité de protéger et de secourir depuis longtemps dans leurs besoins. Monsieur le marquis de Boufflers m'ayant fait l'honneur de m'envoyer plusieurs fois accompagner deux de vos révérends Pères qui alloient travailler à la conversion des âmes dans le duché de La Force, j'ay eu la satisfaction de voir qu'après plusieurs sermons et belles exhortations tous les habitans du duché se sont convertis jusque au ministre qui est fameux. Ils m'ont tous juré, mais particulièrement les habitans de la paroisse de Perigourieux et de Héros, où il y avoit environ cinq mille hérétiques, de suplier votre révérence de leur vouloir accorder l'honneur de votre protection auprès du Roy et d'intercéder pour eux afin que Sa Majesté ait la bonté de leur faire rétablir leurs églises et de leur faire donner un bon curé et des cloches, comme aussi de leur vouloir procurer de bons missionnaires qui les instruisent doucement dans la religion catholique et romaine. Je demande pardon à votre Révérence, si je prens la liberté de luy écrire des choses qui ne sont pas de mon caractère, mais je n'ay peu refuser cette satisfaction à ces nouveaux convertis. Si elle me jugeoit propre à quelque chose pour la gloire de Dieu ou pour son service particulier, je la supplie de n'épargner pas celui qui est avec autant de passion que de respect, mon très révérend Père, son très humble et très obéissant serviteur.

DESPAGNAC

A Bergerat, le 10 septembre 1683.

1. François d'Aix, dit le Père Lachaise, né en 1624. En 1675, Louis XIV le choisit pour confesseur et il occupa ce poste jusqu'à sa mort pendant

Réponse du révérend Père de La Chaize à la lettre de d'Espagnac adressée au président Viger pour la lui faire tenir.

A Fontainebleau, le 9 d'octobre 1685.

Monsieur,

C'est du meilleur de mon cœur que je vous félicite des effets admirables de votre zèle et que je vous rends grâce de la part que vous m'avez donnée de vos nouvelles consolantes. J'en ai rendu compte au Roy qui en a une très grande satisfaction. Je vous prie de compter sur mes soins dans toutes les occasions où je pourray vous bien témoigner que je suis avec une estime et une affection très particulière, Monsieur votre très humble et très obéissant serviteur,

DE LACHAIZE J. J.

M. d'Espagnac.

Autre réponse du révérend Père de La Chaize au président Viger touchant l'instruction des nouveaux convertis ou la lettre de d'Espagnac étoit jointe.

A Fontainebleau, le 7 octobre 1685.

Monsieur,

Je crois que vous vous estes assés aperceu des bons effets de vos avis par le bon ordre qu'on a donné pour l'instruction des nouveaux convertis. J'ay soin de rendre compte au Roy de votre application continuelle pour le bien de la religion. J'ay parlé pour ceux qui se distinguent et nommément de Monsieur d'Espagnac qu'on mande de tous costés avoir un talent particulier pour la conversion des hérétiques. Je vous supplie, Monsieur, de me continuer toujours vos bonnes nouvelles et de croire que je chercheray toujours les occasions de vous bien témoigner que je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

DE LA CHAIZE.

Une partie des peuples du duché s'estant convertie, il restoit encore plusieurs mutins, presque toutes les femmes et le ministre à convertir. D'Espagnac pria les curés et les juges de faire un contrerolle de ces gens-là et des nouveaux convertis.

34 ans. L'enclos qui entourait une maison de campagne construite pour lui par le roi, fut converti en cimetière qui reçut le nom du Père-Lachaise.

La nuit estant venue il se retira à Bergerac avec les deux Pères Jésuites et les cavaliers qu'il avoit laissés dans la campagne, sans qu'ils prissent en nulle part la moindre chose du monde. A son retour il rendit un compte exact au marquis de Boufflers qui eut beaucoup de joye de voir la conversion des peuples de Guienne les plus obstinés. à cause de la protection de leur duc. L'exemple de ce duché où les plus opiniâtres s'estoient réfugiés, comme dans un azile, devoit entraîner toute la campagne.

Le marquis de Boufflers creut qu'il devoit profiter du temps et qu'il falloit battre le fer pendant qu'il estoit chaud. A cet effet il ordonna à d'Espagnac d'y retourner le lendemain avec les deux Pères Jésuites et luy donna deux petits détachements de dragons, l'un commandé par le marquis de Ganges (1) et l'autre par Monbrison, capitaines dans le régiment de Chevilly et de Languedoc. Les dragons furent postés à la campagne, à la vue des bourgs de La Force et de Herau. avec défence d'entrer dans aucun bourg. ni village. Le tout s'exécuta ponctuellement. Les officiers allèrent au bourg de La Force avec les deux Pères Jésuites et firent assembler le reste des huguenots réfugiés et autres. D'Espagnac leur dit que Sa Majesté désiroit qu'ils se fissent instruire sans retardement, afin qu'ils abjurassent le mesme jour et qu'ils ne devoient pas avoir la peine de suivre l'exemple de la Guienne. Les Jésuites firent plusieurs belles exhortations qui convertirent le reste des huguenots, hors quelques femmes. Ils allèrent dans les paroisses de Herau et de Lunas, de Périgonieux, de Muciden (2) et dans plusieurs autres dépendant du duché, qui suivirent toutes l'exemple du bourg de La Force. Ainsi dans quatre ou cinq jours tous les huguenots du duché, qui estoient au nombre de plus de douze mille, rentrèrent dans le giron de l'Eglise avec le ministre à la teste, nommé Rivasson, qui se rendit aux sages et vives exhortations de d'Espagnac, qui deux jours auparavant avoit converti son fils. L'on sceut d'abor la conversion du ministre, laquelle produisit un si bon effet que six ou sept autres ministres vinrent

1) François de Vissec, comte de Ganges, colonel de dragons le 6 décembre 1688, brigadier le 2 février 1696, gouverneur de Carcassonne. Il épousa la belle Jeanne de Givaudan. Cf Dangeau, V, p. 117, Saint-Simon, tome XI, p. 141, 147. Il étoit beau-frère de la malheureuse Diane de Joannès, assassinée par ses beaux-frères (Voir *Biographie Michaud*).

(2) Mussidan, chef lieu de canton de l'arrondissement de Ribérac.

voir le marquis de Boufflers, qui les tourna si bien qu'après plusieurs entretiens ils firent tous abjuration, qui fut suivie de deux autres ministres par le moyen du président Viger.

Toutes les principales villes de ces provinces là estant converties, le duché de La Force et presque tous les ministres, le reste des huguenots de la campagne, suivit bientôt leur exemple. Le seul duché de Duras espéroit en la protection de la marquise de Maloze, qui y demouroit. Le duc de Duras (1) y vint exprès, de la part du Roy, leur dire que Sa Majesté vouloit qu'ils se fissent instruire et il envoya en mesme temps des missionnaires dans toutes ses terres. Le duc alloit luy mesme dans les maisons pour exhorter les plus obstinés. Comme il est habille et qu'il a esté de la Religion, il en trouva peu qui ne se rendissent à ses raisons. L'on peut dire que ses sujets sont redevables de leur conversion à ce duc qui n'a rien oublié pour les convertir.

Le marquis de Boufflers alla voir le duc de Duras et après quelques heures d'entretien, il s'en retourna à Bergerac, où il laissa le marquis de La Raye pour y commander. Il partit de Bergerac au grand regret de tous les peuples qui l'aimoient si fort qu'ils l'appeloient leur père. Il alla à Bourdeaux pour confirmer les nouveaux convertis et pour achever de faire faire abjuration à quelques illustres gascons qui avoient la vanité de ne vouloir pas se convertir (2) qu'après avoir esté instruits par le marquis de Boufflers. Il apprit à Bourdeaux que des matelots vouloient faire une sedition du costé de Royan et qu'ils s'estoient saisis de quelques vaisseaux pour se sauver, ce qui l'obligea d'envoyer incessamment le marquis de Varennes pour les apaiser et luy donna ordre de faire croiser la mer à l'entrée de la Garonne, en attendant qu'il y peut aller luy mesme. Sans

(1) Jacques-Henri de Durfort, maréchal de France, 1673, après la mort de Turenne, son oncle. Il épousa en 1668, Marguerite-Félicité de Lévi-Ventadour, dont il eut entre autres enfants Marie nommée, en 1725, abbesse de Saintes. Il mourut à Paris le 12 octobre 1704, âgé de 74 ans.

La marquise de Malauze était sa sœur, Henriette, mariée, en 1653, à Louis de Bourbon, marquis de Malauze, « un bâtard de Bourbon. Le calvinisme et le peu de dot avoient fait ce mariage. » (Saint-Simon, t. XXVI, p. 120).

(2) Le 8 septembre Louvois félicite Boufflers du « surprenant succès » qu'il a obtenu dans les généralités de Bordeaux et Montauban à ce point qu'il ne lui restait plus guère qu'à épulcher les religionnaires des petites villes et villages ». Louvois s'étonne de l'invincible opiniâtreté des gentilshommes. Rousset, *loco citato*, tome III, p. 469. Voir aussi une lettre de Louvois dans De Noailles, *loco citato*, p. 419, dans le même sens.

perdre temps il fit marcher des bataillons du régiment de La Raye et d'Artois qui estoit vers Langon, et s'embarquèrent pour aller à Royan. Le mesme jour ces braves gascons eurent la satisfaction de le voir et d'en estre si bien instruits qu'ils firent abjuration. La nuit suivante, il s'embarqua pour aller à Blaye, accompagné seulement de Charlier, commissaire des guères, et de Lambertie, capitaine de dragons, (1) et de Pinsonneaux, son secretaire. Il courut plusieurs fois danger de se noyer à cause de l'impétuosité des vents qui agittoient la mer, mais Dieu voulut conserver celui qui travailloit avec tant de succès pour sa gloire.

Il trouva à Blaye d'Espagnac qu'il avoit envoyé le jour précédent porter des ordres et faire embarquer quelques compagnies du régiment d'Artois pour aller du costé de Royan, lequel l'assura que toutes choses estoient apaisées. Il aprit le mesme jour par une lettre du marquis de Varennes (*sic*) (2). Ces bonnes nouvelles luy firent changer le dessein qu'il avoit d'aller par mer à Royan, il alla par terre passer au Petit-Noir (*sic*) (3) de là il fut à Coze (4), grand bourg en Saintxonge, à trois lieues de Royan, où il y avoit un temple et quantité de gens de la Religion (5). De Blaye il envoya d'Espagnac à Royan, le long des costes de la mer pour examiner ce qui s'y passoit, et luy ordonna de faire marcher des compagnies d'infanterie qui devoient passer à Mortaigne, petit port de mer appartenant au comte de

(1) Lachenaye (tome VIII, p. 400) indique que Jean de Lambertye, seigneur de Chamboreau, eut de Françoise de Carbonnières, quatre fils, tous quatre lieutenant colonel ou capitaines de dragons, tous tués à l'ennemi, mais il ne donne aucun prénom.

(2) Le copiste a écrit la phrase telle que je la copie, mais le mot *jour* est a demi effacé, de sorte que la phrase est incomplète de toute façon. On a voulu dire « il aprit *cela* le mesme jour par une lettre.... »

(3) Petit-Niort, près Mirambeau.

(4) Chef-lieu de canton, arrondissement de Saintes.

(5) Louvois écrit le 7 septembre 1685 au marquis de Boufflers : « Le roi a appris avec une très grande joie quel a été le surprenant succès de l'exécution des ordres qu'il vous avait donnés.... Sa Majesté se remet à vous, de faire marcher vers la Saintonge le nombre d'infanterie, de cavalerie et de dragons que vous jugerez à propos.... pour essayer d'y faire la même chose que vous avez si bien exécuté dans ces deux généralités. » Dépôt de la guerre, vol. 747, apud de Noailles, *loco citato*, p. 419. Cf. Bugeaud, *loco citato*, p. 272.

« Aussitot que Boufflers fut sur nos frontières je partis pour aller à la cour, rendre compte de mon fait au roi lui-même.... Trois jours après mon

Marsan (1). D'Espagnac y arriva le matin, après avoir marché toute la nuit. Dans son voyage il apprit d'un des gentilshommes du comte qu'il y avoit plus de quinze cents personnes de la Religion dans ce lieu et aux environs. Il fit assembler le plus grand nombre d'habitans qu'il peut, surtout les plus considérables, et leur dit de la part du Roy que Sa Majesté souhaitoit qu'ils fissent abjuration, qu'il ne restoit qu'eux d'hérétiques dans le royaume, que s'ils résistoient davantage à la grâce de Dieu et de Sa Majesté, que le chatiment ne tarderoit pas longtemps à venir. En mesme temps il assembla les consuls pour faire les logemens pour un régiment de dragons qui devoit, disoit-il, loger dans le lieu, outre deux compagnies d'infanterie qui y estoient, en cas qu'ils voulussent faire les malins et persister dans leur opiniâtreté, qu'il leur promettoit de détourner l'orage et de faire loger ailleurs ce régiment de dragons s'ils faisoient leur devoir. Ils eurent tant de peur, ou pour mieux dire la grâce fut si forte dans ce moment, que tout le monde courut à l'église chercher des certificats du curé, pour montrer qu'ils avoient fait abjuration. Dans moins de trois heures il ne resta presque personne qui ne fut converti hors un avocat à qui d'Espagnac demanda a disner. Pendant le disner il luy dit d'assès bonnes raisons pour l'obliger à se convertir le mesme jour. La ruse réussit, plutot Dieu permit qu'on se servit de cette voye là pour ramener ces hérétiques. Cela fait il continua sa route le long des costes jusques à Royan où il trouva le marquis de Varennes, à qui il donna des ordres que le marquis de Boufflers luy envoyoit. Le marquis de Varennes l'informa de l'estat de toutes choses, dont il alla rendre compte au marquis de Boufflers qui estoit arrivé ce jour là à Coze (2). où il fit

départ (en août 1635 toute la province de Saintonge fut couverte de troupes.... » Boisrond, *Mémoires, loco citato*, tome X, p. 240.

Il parle de deux régiments Artois et Saint-Sylvestre.

Dans une lettre du 7 octobre, Louvois dit que d'après les dernières nouvelles en Saintonge et Angoumois tout est catholique Rousset, *loco citato*, p. 475. Le renseignement est sûrement inexact.

(1) Mortagne sur Gironde.

Charles de Lorraine qui avait épousé en 1682, Marie d'Albret, veuve de son cousin Charles Amanieu d'Albret, sire de Pons.

(2) « On fut s'en plaindre à M. de Boufflers qui était logé à Cozes. » Boisrond, *Mémoires, loco citato*, p. 240.

Il s'agit du logement du lieutenant « séditieux » Terrade chez lui.

quelque temps sa résidence, comme étant l'endroit de ce pays là où les huguenots estoient les plus obstinés.

Il n'y avoit pas d'apparence que les peuples de Saintxonge résistassent plus au marquis de Boufflers que ceux des autres provinces, aussi dans moins de six ou sept jours tous les huguenots de Coze, des environs et tous ceux qui estoient le long des costes de la mer, depuis Bourdeaux jusque à Royan (1) et Saint Palais se convertirent. Ceux de la petite ville de Pons ne voulurent pas suivre leur exemple qu'ils n'eussent vu le marquis de Boufflers et l'évesque de Xaintes.

Il arriva une chose très remarquable dans ce temps là à Coze. Les huguenots du pays s'estoient convertis, il n'en restoit qu'un, nommé Micou, très habille chirurgien et ancien dans la religion calviniste, dans laquelle il étoit fort scavant et reconu pour tel par les autres huguenots. Cet obstiné ne voulut pas se convertir, non plus que toute sa famille, quoy qu'on peut faire ou dire. On envoya chez lui des missionnaires très scavants pour l'exhorter : le commissaire Charlier, homme d'esprit, y fut encore plusieurs foys pour luy faire connoistre que c'estoit la volonté de Dieu et du Roy qu'il fit abjuration ; qu'il estoit le seul opiniastre dans toute la province, que son obstination luy attireroit mille malheurs et à toute sa famille. Tout cela ne faisoit que le roidir davantage, et pour faire connoistre qu'il ne craignoit ny la perte de ses biens ny de sa vie, il donnoit son argent et ses meubles à des soldats qui passaient par la rue, il mettoit les pieds et les mains dans le feu, protestant qu'il se laisseroit plutot bruler que de changer jamais de religion et que le plus grand plaisir qu'il pourroit avoir dans ce monde seroit de mourir pour le Calvinisme qu'il professoit. Enfin on n'a jamais vu un homme si furieux. Cela dura quatre ou cinq jours.

(1), « Ce fut autre chose lorsque les dragons parurent au milieu d'eux (les ministres et les anciens). Les principaux firent preuve d'une insigne lâcheté. Ils se précipitaient les uns sur les autres à qui entrerait le premier dans l'église catholique pour y faire son abjuration. Les pauvres gens de la campagne montrèrent heureusement plus de courage. » Fontaine, *Mémoires d'une famille huguenote*, p. 116.

M. Weiss a publié dans le *Bulletin de l'hist. du Protestantisme fr.*, 1893, un document tiré des Archives nationales, G7 133, qui apprend que le 1^{er} mars 1687, 600 personnes de Mornac, Royan étaient parties par la Seudre et « elles avaient eu 18 mois de suite des troupes logées chez elles », donc depuis septembre 1685.

Le marquis de Boufflers en ayant été informé fut chez luy pour le voir et pour l'asseurer qu'on ne vouloit pas forcer son inclination, que s'il vouloit se faire instruire peut estre conoistroit il des vérités qui luy étoient inconnues : qu'il falloit tout espérer de la grâce de Dieu ; qu'en son particulier il seroit ravi de le pouvoir servir, mais qu'il luy en ostoit les moyens restant dans son erreur. Il luy dit plusieurs autres choses si fortes et le tourna en tant de manières que le mesme jour l'ayant envoyé chercher sur le soir, il l'engagea à faire abjuration avec toute sa famille. Cette conversion fit un effet merveilleux dans l'esprit des nouveaux convertis qui auroient plutot creu la conversion de Calvin, s'il eut vescu, que celle de cet homme. Le marquis de Boufflers apprit que ce nouveau converti n'estoit pas trop bien dans ses affaires, il luy envoya par d'Espagnac quinze louis d'or comme il avoit fait à plusieurs autres (1).

Les hérétiques de Saintxonge se convertissant en foule par les bons ordres du marquis de Boufflers et par le zèle et l'application de l'evêque de Xaintes (1) qui n'épargnoit rien pour les

(1) Ce Micou m'est inconnu. Les minutes de notaires de 1685 étant perdues à Cozes je n'ai pu faire aucune recherche utile. M. Weiss interrogé a bien voulu me dire qu'il connaissait une famille Micou émigrée. Je me demande cependant si ce nom de Micou est bien exact. Il est bien près de Bricou plus répandu dans la région, et de *Migaud*, nom de famille de cette région.

Fontaine ne raconte rien. « Je traversai Cozes, dit-il, vers trois heures du matin. Les dragons y étaient encore. Ils avaient obtenu l'abjuration de tout le monde, à l'exception de cinq ou six personnes, et par conséquent ils étoient tous établis chez ces dernières. » *Mémoires*, p. 153.

(1) Guillaume de La Brunetière, évêque plein de douceur et de bonne intention, au témoignage de Fénelon, mais trop mou et trop crédule.

Les *Mémoires du marquis de Sourches*, p. 304 et 306, rapportent que le 8 septembre 1685 on apprit la conversion des huguenots de Toulouse, Bordeaux et Cognac.

« Vers le 20 du mois de septembre on eut nouvelle que les villes de Taillebourg et de Saint-Jean d'Angely qui n'étaient presque habitées que par des huguenots, s'étoient entièrement converties, sans qu'on eut besoin d'y envoyer des dragons, comme dans les autres endroits, mais par les seules exhortations de M. l'évêque de Xaintes. »

Louvois écrit à Boufflers le 8 septembre 1685 : « La terre de Barbezieux n'appartient dans la Saintonge, dans laquelle il y a beaucoup de religieux opiniâtres. Je vous supplie de leur envoyer tout le monde de troupes nécessaire pour les obliger à donner le bon exemple et d'en user de même dans toutes les terres de la cour ». Rousset, *loc. citato*, p. 150. Il renouvelle cette recommandation à Du Vigier, Marvaud dit, mais sans références (*Études hist. sur la ville de Cognac*, II, p. 224), que Boufflers et ses dragons s'établirent

faire instruire, envoyant partout des missionnaires et les Pères Jésuites de Xaintes qui ont travaillé avec beaucoup de succès dans toute la province. D'Espagnac raportoît toujours au marquis de Boufflers que dans tous les endroits où il l'envoyoit les nouveaux convertis le supplioient de leur procurer des Jésuites pour les instruire. Il est surprenant de voir que les huguenots, qui ont autrefois été les plus grands ennemis des Pères de la compagnie de Jésus, ne demandent présentement qu'eux. C'est une preuve évidente de leur mérite et de leur vertu.

Il ne restoit plus à convertir dans la province qu'une partie de la noblesse qui devoit s'assembler à Xaintes environ le vingtiesme septembre, pour faire abjuration devant l'evesque et devant le marquis de Boufflers qui s'y trouva en ce temps là, mais ces gentilshommes demandèrent encore quelques jours qui leur furent accordés. (1)

(A suivre).

en plusieurs endroits de l'élection de Cognac, et répandirent la terreur. Voyez surtout Bugeaud, *loco citato*.

(1) D'après une lettre de Boufflers du 27 avril 1686, il y avait cependant « plusieurs lieux de Saintonge » où « les cœurs paroissent plus endurcis qu'ailleurs ». Dépôt de la guerre, 795. Apud Rousset, *loco citato*, tome III, p. 496.

Boisrond, dit qu'en 1685 « la noblesse n'avoit encore reçu aucun dommage en général quand sur le mois d'août on apprit que le marquis de Boufflers avoit fait grand peur (en Bearn). Si bien que le peu d'opiniâtres qui avoit resté avoit été fort maltraité des troupes et les gentilshommes comme les autres. » *Mémoires, loco citato*, tome X, p. 240.

Boufflers étoit à Saintes, au commencement de 1686. « Passant à Saintes, dit Boisrond dans ses *Mémoires* (*loco citato*, tome IX, p. 343), j'y trouvai le marquis de Boufflers qui me fit tous les bons traitements imaginables. »

Le marquis s'entremît pour obtenir une permission pour Boisrond d'aller en Hollande. « Je partis à l'heure même, je pris congé du Roy à Versailles et de M. de Louvois, qui m'ayant tiré à une fenêtre me dit qu'il n'y avoit rien à faire pour les réfugiés; que je fisse du mieux qu'il me seroit possible pour ma famille et que je revinsse bientôt », *Ibidem*, p. 345.)

Les régiments d'Artois et de Saint-Sylvestre ont bien opéré en Saintonge (Voir *Mémoires* de Boisrond) en janvier 1686. J'ai rencontré à Bois la présence d'un officier de ce dernier régiment. Le grand nombre de conversions à cette même époque peut donc leur être attribué (septembre; octobre, décembre 1685, *Registres paroissiaux*).

DOCUMENTS

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite)

1750. — Jacques Guenon de La Chapelle, écuyer, seigneur de Saint-Seurin de Clerbize et Chanteloup en Pérignac, est frère de David Guenon de Fontbernard, ancien capitaine, chevalier de Saint-Louis. Marianne Guenon, religieuse aux filles de la Foi à Pons, est fille de Jacques et de Jeanne Guyon. Entrée en 1729 : contrat d'aumône dotale, 8 mai 1729 reçu Ratier. Ce Jacques Guenon eut quatre enfants.

1750, 15 décembre. — Testament de Anne Lallemant, femme de Charles Guenon, ancien capitaine de cavalerie au régiment de Beausabre. Institue Rose et Elisabeth Lallemant ses sœurs, Rose, femme de Nicolas Carrouge.

1758, 10-22 mars. — Inventaire par Elisabeth Lucas, veuve de Pierre Guenon, écuyer, seigneur de Brives, ancien avocat du roi vétéran au présidial, mort le 23 décembre 1757. Contrat d'aumône dotale à Charlotte Guenon de Brives chez les religieuses de Pons, 7 novembre 1734, reçu Maréchal. Contrat de mariage de Charles Guenon, avec Anne Lallemant, reçu Senné 15 mai 1750. Expédition du contrat de vente de l'office d'avocat du roi pour 8.300 livres, par Guenon, à Samuel Alexandre Brejon de la Martinière, avocat, reçu Senné, 25 août 1750.

1758, 24-24 janvier, 1^{er} février. — Inventaire par Elisabeth Lucas, veuve de Pierre Guenon, du mobilier de feue Anne du Sablon, sa mère, femme en secondes noces de Jacques de Goulard, marquis de Vervan, héritière de Anne de Sablon, par testament des 7 février 1748 et 24 mars 1754, reçu Jobet, morte le 13 octobre 1757.
(Minutes de SENNÉ).

1759, 24 janvier. — Inventaire par Anne Lallemant, veuve de Charles Guenon, seigneur de Brives, capitaine d'une compagnie détachée de la marine au Cap François, côte Saint-Domingue, mort le 26 août 1758, au Cap François, dont deux enfants mineurs.

1761, 1^{er} août. — Anne Lallemant, veuve de Charles Guenon, de Brives, écuyer, fils de Elisabeth Lucas et de Pierre Guenon de Brives, avocat du roi au présidial, fils aîné, capitaine d'une compagnie de marine au Cap François Saint-Domingue.

1762, 25 janvier. — Jean-Elie Lemercier, lieutenant-général criminel du présidial; Jean-Baptiste-Louis de Beaune, procureur du roi au dit présidial, à la requête de Jacques Guenon, écuyer seigneur de Brives, chevalier de Saint-Louis, attestent que Pierre Guenon, écuyer, seigneur de Brives, avocat du roi au présidial, n'a laissé que Guenon, Anne-Eulalie, femme de Jean-François-Joseph Darailh, écuyer, aide-major au régiment de la Sarre-infanterie, Marie-Elisabeth, femme de Gervais Bonneau de Montgaugé, avocat au présidial, Charlotte fille majeure.

(Minutes de SENNÉ).

1763, 21 janvier. — François Ardouin, substitut du procureur du roi en l'Election, et Nicolas Métayer, procureur, certifient que Etienne Guenon, marchand, a laissé deux enfants : Pierre et Jacques; Pierre a laissé une seule fille, Marie, qui a épousé François Joumard des Achards, vicomte de la Brangelie, dont 3 enfants : 1^o Pierre-André Joumard des Achards de la Brangelie, lieutenant de vaisseau; 2^o Louise Achard de Joumard (sic) de la Brangelie qui épousa Sicaire de Saulnier, écuyer, seigneur des Hostes de Breuil; 3^o Louis Achard de la Brangelie.

(Minutes de DUPLAIS).

1763, 7 novembre. — Inventaire par Pierre-André Achard de Joumard, vicomte de la Brangelie, écuyer, seigneur de Balanzac, ancien lieutenant de vaisseau, chevalier de Saint-Louis, des meubles de feu Charles-Louis Mathias Achard de Joumard de Balanzac, prêtre, curé de Saint-Pierre d'Ecurat, son frère,

(Minutes de DUPLAIS).

1646, 10 janvier. — Contrat de mariage de Gérosmé Golz dit Dauphin, natif de Latour en Italie, avec Marie Marchadier.

(Minutes de TAMISIER).

1764, 13 août. — Donation par Marie-Anne Brejon, veuve Perreau, à Suzanne Perreau, veuve Pierre Guenon, écuyer, sieur de Chanteloup, Jacques-Alexandre Perreau et Charles-François Perreau de Fontennant, enfants de Jean-François Perreau des Audières.

(SENNÉ).

1766, 7 mai. — François Ardouin, substitut du procureur du roi en l'Election, demeurant rue Saint-Michel, même paroisse,

agissant pour Jean-François Darailh, capitaine d'infanterie au régiment de la Sarre, et Anne Eulalie Guenon de Brives, sa femme, demeurant à Auriac, diocèse de Toulouse, d'une part, et Noël Gervais Bonnau de Mongaugé, avocat au présidial, et Marie-Elisabeth Guenon de Brives, son épouse, demeurant rue de l'Hôtel-de-ville, héritières de Pierre Guenon, écuyer, seigneur de Brives, conseiller vétérân au présidial, et de Elisabeth Lucas, leur père et mère, et de Jacques Guenon, leur frère, écuyer, chevalier de Saint-Louis, vendent à Charles du Sablon, sieur de Flaville, la seigneurie de Brives.

(Minutes de SENNÉ).

1767. — Charles du Sablon, seigneur de Brives, au nom de Charlotte Guenon de Brives d'Aumagne, Noël-Gervais Bonnau de Mongaugé, avocat au présidial, mari de Marie-Elisabeth Guenon de Brives; Jean-François-Joseph Darailh, ancien capitaine, aide-major au régiment de La Sarre-infanterie, mari de Anne-Eulalie Guenon de Brives, héritiers de Pierre Guenon de Brives, écuyer, ancien avocat du roi au présidial, et de Marie Lucas, leurs père et mère, et de Jacques Guenon de Brives, chevalier de Saint-Louis; Jean-Baptiste Methé de Fonremis, conseiller secrétaire du roi vétérân au siège présidial, mari de Elisabeth Baudet de Beaupré; Pierre-Paul Texier, écuyer, conseiller secrétaire du roi, maison couronne de France, juge royal de Bouteville, mari de Elisabeth-Marie Beaudet de Beaupré, héritières de Pierre Beaudet de Beaupré, ancien lieutenant en la maréchaussée, et de Elisabeth Gout leur père et mère.

(Minutes de CHÉTY).

1769, 28 juin. — Marie Duvidaniel, veuve de Michel Guenon de l'Etang, demeurant à La Gaurée paroisse de Sainte-Gemme, mère de Pierre Guenon, écuyer, seigneur de Saint-Seurin de Clerbise.

1678, 30 avril. — Testament de Marie Lescuyer, veuve de Etienne de Guérin, conseiller en la cour des aides de Guyenne et doyen d'icelle, s'en remet aux soins de sa fille et de son gendre, de ses filles, religieuses à Saint Gaudens, Etienne de Guérin, fils aîné, Pierre de Guérin, N. curé de Saint-Laurent-en Médoc.

(Minutes de GILLET).

1705, 21 septembre. — Contrat de mariage de François Valentin, chevalier, seigneur de Boisauroux, fils de François Valentin, chevalier, seigneur de Monbrun, du Bois au roux, de

feue Catherine Marchay de Livenne, demeurant en la paroisse de Rouillac en Angoumois, avec Catherine Guérin, fille de Charles Guérin, chevalier, seigneur de Letang, et de Françoise Vautier.
(Minutes de FEUILLETEAU).

1714. — Testament de Charles Guérin, écuyer, sieur de Lestang, conseiller, secrétaire du roi, maison couronne de France et des finances, vétérane, veuf de Françoise Vautier, demeurant à Saintes, veut être enterré à l'église Saint-Michel ; institue légataire universel Charles Guérin, chevalier, lieutenant général d'épée en Saintonge, marié à Louise-Françoise de Mirande par contrat du 16 décembre 1707, reçu Feuilleateau, notaire ; légataires particuliers Pierre Guérin, son fils, Marianne, Marguerite, religieuse aux Notre-Dame de Saintes, Eustelle et Catherine Guérin, mariée à François de Vallantin, seigneur de Bois au roux, ses filles. (Minutes d'ARNAUD).

1718, 6 septembre. — Testament clos (1) de Marguerite de Guérin, veuve de Daniel de Ferrand, écuyer, conseiller, secrétaire du roi, maison couronne de France, demeurant au couvent des religieuses de Notre-Dame au faubourg Saint-Vivien.
(Minutes de MARSAY).

1729, 16 février. — Testament de Eustelle de Guérin, fille, en faveur de Pierre de Guérin, son frère, lieutenant général d'épée au siège présidial, Marie et Marguerite de Guérin, ses sœurs, religieuses aux Notre-Dame ; veut être portée en terre par six pauvres femmes, auxquelles on paiera 20 sols à chacune ; autour de son corps on mettra 4 cierges d'un quart, cire jaune, et 6 cierges sur l'autel de même poids, cire blanche ; sur sa bière pas de drap mortuaire, mais une nappe.

(Minutes de MARSAY).

1671. — Etienne de Guérin. Voir Lescuyer.

1733, 29 juin. — Contrat de mariage de Pierre de Guérin, écuyer, chevalier, sieur de Lestang, fils de feu Pierre de Guérin, chevalier, seigneur de Bizac, lieutenant général d'épée en Saintonge, et Louise-Françoise de Mirande, avec Louise Gregoireau de Maisonneuve, fille de François Gregoireau, sieur de Maisonneuve, et de Bénigne Favereaud.

(Minutes de MARECHAL).

(1) Ce testament est scellé d'un cachet portant deux écus ronds. Sur l'un on voit un chevron et trois étoiles 2 et 1 ; sur l'autre cinq fasces posées en pal. Cet écu paraît sur le testament de Charles Guérin (1714).

1737, 16 janvier. — Louise-Françoise de Mirande, veuve de Pierre de Guerin, chevalier, conseiller, lieutenant général d'épée au présidial. Pierre de Guerin, son fils aîné, tuteur de ses frères et sœurs, donnent la procuration de vendre la moitié d'une échoppe près la porte du Caillaud à Bordeaux, joignant l'hôtel de la Monnaie. (Minutes de MARSAY).

1663, 17 janvier. — Jacques Guerin, architecte, demeurant à Saint-Macoul, a une fille, Catherine, veuve de Etienne Rangard maître apoticaire. (MARÉCHAL).

1669, 25 août. — Contrat de mariage de Marthe Guerry, fille de Jean et de feu Marthe Piot, avec Antoine Legivre, officier de Monseigneur l'évêque de Saintes, fils de feu François Legivre, chirurgien, et de Marie Vaslien, natif du bourg des Epaves, proche Château Thierry en l'île de France. Pour elle Mathieu Méthé, son beau-frère, François Tourneur, échevin. (Minutes de CASSOULET).

1676, 18 juillet. — Testament de Jean Guerry, marchand, demeurant à la Bretonnière, veuf de Marthe Piot. Jeanne Guerry, sa fille, femme de Mathieu Méthé, Marie Guerry, sa fille, femme de N Bacot, Marthe Guerry, femme de Le Givre, droguiste qui a reçu la maison du cabaret de l'image de Saint-Jean. Jean Guerry reçoit le logis des trois Merles (1). (Minutes de CASSOULET).

1702, 18 juin. — Contrat de mariage de Mathieu Courage, marchand, fils de feu Charles et de Marthe Méthé, demeurant à la Bretonnière, paroisse Saint-Vivien, avec Catherine Charrier, fille de Jean et de Marie Ribot. Consentent pour lui, sa mère Jeanne Guerry, veuve Mathieu Méthé, marchand, aïeule maternelle, Jean Méthé, sieur de Fonremis, lieutenant des gardes de Monseigneur le duc d'Uzes, oncle maternel. (Minutes de PROUTEAU).

1733. — Emmanuel de Guibal, chevalier, seigneur de Mareuil, capitaine aide major au régiment d'Anjou-cavalerie, père de Françoise-Rose de Guibal, sa fille, et de feu Charlotte de Gascq, demeurant à Paris, rue Quinquampoix.

(Minutes de MARÉCHAL)

1752. — Transaction entre le prieur des Arennes, le prince

(1) Voir Ch. Dangibeaud, *Les Vieilles enseignes de Saintes dans Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure.*

de Pons (Louis de Lorraine) et Emmanuel de Guibal, écuyer, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine, père de Rose-Françoise de Guibal, seigneur de Préguillac, icelle Rose femme de François Horric, chevalier, seigneur de La Rochetolay, ils possèdent la seigneurie de Préguillac par décret du 7 fév. 1604.

(Minutes de DALIDET).

1767, 11 juillet. — Rose-Françoise de Guibal, femme de François Horric de La Rochetolay, Préguillac, Saint-Antoine, demeure à Saint-Genis, fille de Emanuel de Guibal, chevalier de Saint-Louis et Saint-Lazare, capitaine de cavalerie, mort en mai 1767, chez Sarrau, chirurgien à Puissalicon, près Béziers.

(Minutes de SENNÉ).

1544, 20 décembre. — François Guichard, écuyer, seigneur de Saint-Sigismond, vend une vigne.

1544. — Marie Avin? femme de Pierre Guichard, procureur au présidial de Xaintes.

1544. — François Guischard, écuyer, sieur de Saint-Sigismond.

1545, 18 juin. — Vente de prés, par Jean Bourlon et Lucie Guichard, damoiselle, sa femme, situés devant les tanneries, que « souloient cy devant appartenir à Raymond Thibaudeau et damoyselle Jacqueline Guichard, sa femme, à cause de la succession de feuz Jehan Guichard et Jehanne Gallet, sa femme, père et mère de Lucie et Jacqueline Guichard, cy devant acquis par ledit Bourbon et Lucie Guichard de Tibaudeau et Jacqueline Guichard.

(Minutes de PERRAULT).

1545, 23 décembre. — François Guichard, écuyer, seigneur de Saint Sigismond de Pelouaille. (Minutes de PERRAULT).

1607. — Raimond Guichard, sieur de Magnac, demeurant paroisse de Thenac.

(Minutes de MARÉCHAL).

1609. — Jacquetts de Riveron, veuve de Jean Guichard, sieur de Villars.

1611. — Pierre Guichard, écuyer, sieur de La Croix blanche.

1613, 14 janvier. — Luce Rolland, veuve de Nicolas Guignard, marchand; son fils Jean Guignard, avocat, marié le 13 janvier 1613 avec Catherine Dalvy.

1613. — Judith Guischard, femme de Nicolas Dexmier, écuyer, sieur de Beauregard.

1767, 25 mai. — François Maréchal, procureur au présidial, au nom de Alexandre de Guichard, ancien capitaine d'infante-

rie, chevalier de Saint Louis (procuration du 23 mai 1767, reçue Peponnet, notaire à Saint-Pierre d'Oléron), mari de Marianne de Sailly, veuve en premières noces de Henry des Moutiers de Lavalette, chevalier de Saint-Louis, capitaine au régiment de Bourbon, abandonne à Joseph de Chardebœuf, chevalier, seigneur de La Grande Roche, demeurant au château du dit lieu, paroisse Saint-Maximin en Basse-Marche, héritier de Charles Desmontiers de Lavalette, mort à Saint-Domingue, aux quartiers des Arcuhais en avril 1766, qui l'était de Henri Desmontiers, son douaire sur les biens du dit des Montiers.

(Minutes de CHETV).

1681. — Jean-Louis Guilhem, écuyer, sieur de Piton, capitaine, demeure à Marennes.

1703. — Jean-Louis Guillem, écuyer, seigneur de Piton, demeurant à Villeneuve, paroisse de Sainte-Gemme.

1715, 5 mai. — Marianne Piquerit, veuve de Pierre Guilbaud, huissier, afferme à Jean Audoin, serrurier, une maison sous les ballets de Saint-Pierre.

(Minutes de SENNE).

1724, 2 février. — Testament de Marie Guilhem de Piton, femme de Jean du Clou, écuyer, sieur de Lavou, demeurant au logis de La Barde, paroisse du Bois. (Minutes de SENNÉ père).

1740. — Charlotte Guilhem de Piton, femme de François de Guitard, seigneur de La Borie et de Riberole, fut héritière de sa sœur, Marie Guillem, femme du seigneur de Lavoux.

1739, 3 juin. — Luce de Tustal, veuve de Charles Guilbaud, sieur du Maine-Blanc, y demeurant, paroisse de Chermignac.

(Minutes de PROUTEAU).

1754, 19 juin. — Jean Duclou, écuyer, sieur de Lavou, veuf de Marie Guilhem de Pichon, demeurant au logis de Villeneuve, paroisse de Sainte-Gemme, Elie Fleurant Gautreau, sieur de Leriget, capitaine au bataillon d'Angoumois, agissant pour François de Guitard, écuyer, seigneur de La Borie et de Riberolle, et de Charlotte Guilhem de Piton, son épouse.

(Minutes de SENNÉ).

1613, 25 mars. — François Guillaud, menuisier au faubourg Saint-Eutrope, prend à ferme une maison confrontant au cimetière des lépreux, à Antoine Vieuille et à la motte de la cure.

(Minutes de BERTAULD).

1667, 1674. — Charles Guillaud, receveur en l'Election.

1670, 19 décembre. — Charles Guillaud, échevin, greffier en

l'Election, mari de Marie Lemusnier, héritière de Jean Lemusnier, sieur de La Gorce. conseiller élu. (Minutes de MARÉCHAL).

1681, 21 décembre. — Charles Guillau, échevin, greffier en chef de l'Election, frère de Olivier Guillau, receveur des tailles, mort à 8 heures du matin le dit jour 21 décembre 1681.

(Minutes d'ARNAUD).

1685, 10 mars. — Testament de Charles Guillau, conseiller, échevin. greffier en chef de l'Election, veut être enterré en la chapelle qu'il a en l'église de Nancras, près de Marie Lemusnier sa femme. Ses enfants : Charles, François, Marie. Donne à Charles, la maison noble du Colombier près Nancras ; à François, métairie de Montalain avec borderie de La Brissonnerie, la seigneurie du Coudres ; à Charles, le titre et privilège de son office de greffier, mais il partagera le revenu par tiers.

1685, 9 septembre. — Codicile. Rente de 10 livres à l'hôpital.

(Minutes d'ARNAUD).

Inventaire à la requête de Gabriel Ancelin, seigneur de La Mauvignère, Cadeuil, Saint-Quentin, tuteur des enfants.

1687, 24 janvier. — Réception de Charles Guillau en l'office de greffier en l'Election. — Lettres de provision du 23 janvier 1686. Supplique. President ordonne visa du procureur du roi qui ordonne enquête sur vie et mœurs. Jean Letellier et Marie Arnaud, procureur en l'élection attestent. Examen. Réception.

(Minutes d'ARNAUD).

1691, 18 janvier. — Josué Rabotteau, secrétaire en la chancellerie de Guienne, mari de Esther Guillau, curateur de Samuel Robert, fils de Jean, avocat ; Marie Guillau, toutes deux filles de Pierre Guillau, docteur en médecine.

(Minutes d'ARNAUD).

1691, 1697. — Procuration par Charles Guillaud, sieur du Colombier, cornette au régiment de Presle, (*alias* en la compagnie du seigneur de Saint-Simon) est frère de François Guillaud, sieur de Montelin, garde du corps du roi, et de Marie Guillaud, enfants, héritiers de feu noble Charles Guillaud, conseiller, pair échevin de Saintes et greffier en chef de l'élection et de Marie Lemeunier, son épouse, lequel dit Charles Guillaud est marié à Marie Reutin.

(Minutes de PROUTEAU).

1697, 28 mars. — Dans l'acte de vente qui suit cette procuration Charles Guillaud est dit sieur de Coulombier, cornette.... et greffier en chef de l'Election. Vente par Marie Rutin à René-

Louis Guillotin, échevin, procureur au présidial, d'une maison au devant les ballets de Saint-Pierre, occupée par M. de Beaune, conseiller, procureur du roi au présidial.

1698, 26 mars. — Acte pour le greffe de Saintes entre Charles Guillau, sieur de Colombier, greffier en chef, et Jacques Arnaud, notaire royal, exerçant ledit greffe, demeurant rue et paroisse Saint-Maur. Guillaud reconnaît que par le compte fait entre lui et Arnaud du prix des fermes des émoluments pour le tiers qui appartient audit Guillau, jusqu'au premier janvier dernier, il est débiteur envers Arnaud du 423 livres 4 sols 3 deniers, Guillau afferme à Arnaud le tiers de tous les droits dudit greffe de l'Election de Saintes.

Autre acte du 10 mai 1699, ferme du tiers, 900 livres.

(Minutes de PROUTEAU).

1699. — François Guillaud, écuyer, sieur de Montélin, garde du roi de la compagnie de Villeroy.

1702, 14 décembre. — Esther Guyau remet à son fils, Josué Raboteau, la charge de son père.

1707, 8 juin. — Testament de Charles Guillaud, sieur de Colombier, greffier en l'Election, mari de Marie Reuthin, institue héritiers ses enfants : Charles, Jean, Marie, Eustelle, Françoise; et une fille non baptisée.

(Minutes d'ARNAUD).

1709, 11 février. — Ouverture du testament de Marie Guillaud, religieuse au couvent Notre-Dame du faubourg Saint-Morice, fille de Charles Guillaud, greffier en chef de l'Election, et de Marie Lemeunier, lequel elle a fait au moment de prononcer ses vœux, pour être ouvert après sa profession, à la requête de ses frères, Charles Guillaud, sieur du Colombier, greffier en chef de l'Election, et de François Guillaud de Montelin (1).

(Minutes de DALIDET).

1719. — Charles Guillaud, greffier, et François Guillaud de Montelin.

1736, 30 novembre. — Charles Guillaud, sieur du Colombier, greffier en chef de l'Election de Saintes, demeurant à Colombier, paroisse de Faveau, vend avec faculté de réméré pendant sept ans, la moitié de l'état, office de greffier en ladite Election, ensemble les anciens gages de 357 livres par an attri-

(1) Ce testament est scellé d'un cachet sur lequel on voit un écu rond mi parti : à gauche : un chevron et trois roses. 2 et 1 ; à droite un léopard debout.

bués à la dite charge avec le titre et droit d'exercer ainsi qu'elle lui a été attribuée par le testament de feu Charles Guillaud, son père, de 5 septembre 1689, reçu Arnaud, moyennant 10.000 livres, l'autre moitié appartient à l'hérédité de François Guillaud de Monteslin, frère du vendeur.

1749. — Elisabeth Guillaud, veuve Guiton de Maulevrier d'Agonnais, remariée à M. de Ponthieu, seigneur de Forgette, paroisse de Saint-Savinien. (Minutes de DALIDET).

1750, 23 juin. — Testament de Anne de Beaumont, fille, donne à Geneviève de Beaumont, sa sœur, femme de Charles Guillaud, greffier en chef de l'Election, reçu Jobet, contrôlé le 22 juin 1767. (Minutes de CHÉTY, de 1767).

1662. — Guillebaud Jacques, arquebusier à Saintes.

1617. — Jean Guillebon, conseiller au présidial.

1632. — Feue Françoise Breton, veuve de noble Jean Guillebon, sieur de Toucherieux, conseiller.

1642. — Jean Guillebon, chirurgien.

1642. — Françoise Guillebon, veuve de Leger Morisson.

1643, 21 juin. — Jean Guillebon, maître chirurgien, promet d'enseigner son art à Romain Gaillard, pendant un an, moyennant 64 livres. (Minutes de DEXMIER).

1668. — Jean Guillebon, chirurgien.

1666. — Jean Guillebon, chirurgien, mari de Marguerite Tercinier.

1670, 5 novembre. — Jean Guillebon, chirurgien du faubourg Saint Pallais, ayant présenté requête aux lieutenant et chirurgiens de Saintes afin de se faire recevoir à la métrise, obtient des habitants de Saint-Pallais (assemblés) la reconnaissance que « le dit Jean Guillebon, pour être fils aîné de Jean Guillebon, maître chirurgien, et de Marguerite Tercinier, qu'il est de la religion catholique, apostolique et romaine, de bonne vie et mœurs, ayant toujours bien vescu pendant qu'ils l'ont vu demeurer dans la ville et faubourg, qu'ils ont mesme ouy dire que pendant sept ou huit ans qu'il a esté par la France à travailler à son mestier de chirurgien il a toujours bien réussi et avec honneur et sans qu'ils ayent jamais ouy dire qu'il ay fait tort à personne ». (Minutes de CASSOLET).

1676. — Antoine Gastineau, sergent royal, et femme Braud, veuve de Jean Lecoq, héritiers en partie de Jean Guillebon, vivant, conseiller au présidial.

1701. — Jean Guillebon, chirurgien à Saint-Bris des Bois, Catherine Guillebon, sa sœur. Marie Guillebon, veuve de Jean Marquiseau, sœur, Guillaume Guillebon, frère, enfants de feu Jean Guillebon et de Marguerite Tercinier. (Minutes d'ARNAUD).

1717, 7 juin. — Contrat de mariage de Pierre Guillebon, chirurgien, fils de feu Jean Guillebon, chirurgien, et de Marie Chaigneau, avec Jeanne Murand, fille de Pierre Murand et de Marthe Rivaller. Consentent pour lui, Jean Guillebon, prêtre, prieur, curé de Saint-Romain de Baumont; pour elle, François, Pierre, Anne, Marianne et Marthe Murand, ses frères et sœurs, Eustelle Forestier, nièce à la mode de Bretagne, Marianne Tercinier, cousine par alliance. (Minutes de MARSAY).

1695, 29 janvier. — Testament de Pierre Guilmin, conseiller au présidial, et de Jeanne Fetis, sa femme. François et Marie leurs enfants, contrôlé le 21 septembre 1710 à Saint-Jean-d'Angély. (Minutes de FEUILLETEAU).

1701, 20 décembre. — Pierre Guillemain, conseiller au présidial, vend à Jean Baccot, son office 4.500 livres.

(Minutes d'ARNAUD).

1606. — Bartolomé Guiller, sieur de Noizy, père de Julien.

1613. — Jullien Guiller, prêtre, bachelier en droit, curé de Montierneuf. (Minutes de BERTAULD).

1657. — Louis Guillier, sieur de Noizy.

1689. — René Guiller, âgé de 19 ans, fils de Louis Guiller, sieur de Lombrière, et Anne de Vallade, entre au couvent chez les Pères de l'Ordre de Saint-Dominique.

1793. — André Lebouc, négociant, cède à Pierre-Jean-Gédéon Guillet-Letang, négociant, la maison de la Psalette, 8.000 livres, qui lui avait été adjugée comme bien national au même prix. (Minutes de BIRONNEAU).

1665, 12 mai. — Paul Guillon, avocat, Charles Guillon, sieur de Mouillepied, son frère. (Minutes de GAUTREAU).

1701. — Isaac Guillonnet, sieur de Merville, avocat, Marie Guillonnet, femme de Gabriel Daujeac.

1712, 5 juin. — Testament de Jean-Louis Guillot, procureur au présidial, et de Anne Tourneur; pas d'enfants; contrôlé à la requête de Guillot, le 17 juillet (17?). (Minutes de FEUILLETEAU).

1654, 7 juin. — Abel Guillou, docteur en médecine à Saintes, afferme à Nicolas Duguay, marchand à la Roulerie, paroisse du Douhet, la coupe de deux prés proche le péré de Bayard, près

Taillebourg, l'un appelé le pré de Bayard et l'autre La Vergnée, ou pré rouchie, 5 ans, 39 livres par an. (Minutes de GILLET).

(Cet acte se trouve dans les minutes de 1658).

1655, 15 décembre. — Quittance donnée par Abel Guillou, (ou Guillon), docteur en médecine, à Saintes, à Paul Bauldoin, sieur de Boisron, avocat, demeurant au Port d'Envau.

(Minutes de GILLET).

1688, 29 mars. — Contrat de mariage (1) entre René-Louis Guillotin, procureur au présidial et Election de Saintes, fils de François Guillotin, maître chirurgien, et de Catherine Chevreuil, habitant à Dolus, et Marie Meneau, fille de noble Jean Meneau, conseiller, pair, échevin, de la ville et procureur au présidial de Saintes, et de Marguerite Dugadonneys, habitant à Saintes. Consentent pour lui, ses père et mère, François Guillotin, marchand, Marie, Angélique et Marguerite Guillotin, frère et sœurs, Christophe et Pierre Chevreuil, oncles, Louise Richard, tante par alliance, Jean-Baptiste et Louise Chevreuil, cousins germains, le dit Christophe Chevreuil, procureur au présidial, René Christophe, procureur au parlement de Guienne, oncle, Pierre-Raphaël Maréchal, procureur au siège, Marie Audière, son épouse, cousins; pour elle, père et mère, Jean Meneau, bachelier en droit, Marie Meneau, frère et sœur, Denis et Jean Meneau, praticiens, Jean Postin, notaire et procureur de la sirie de Pons, oncles, Marie Berruchon et Marguerite Forest, ses tantes par alliances, Marguerite Reynaud, veuve de Pierre Dugadonneys, notaire royal à Bordeaux, oncle maternel.

(Minutes de MARÉCHAL).

1691, 29 novembre. — Aumône dotale à Catherine Guillotin, religieuse aux Sainte-Claire, fille de François et de Catherine Chevreuil, sœur de René-Louis Guillotin, procureur.

1692, 29 mars. — Jean Guillotin, chirurgien, dit que Marguerite Tercinier, sa mère, est morte hier 28. Inventaire.

(Minutes de MARCOUILLER).

(1) La plupart des actes relatifs aux Guillotin ont déjà été employés, en partie, dans la généalogie que j'ai donnée de cette famille (*Bulletin*, tome XIII, p. 186). M. Guérin dans sa biographie de *Guillotin* (*Revue*, tome XXVIII) a indiqué quelques sources. Néanmoins il n'est pas inutile d'insérer ces notes ici parce qu'elles contiennent des détails intéressants complémentaires, des dates, et des alliances. J'avais utilisé pour ma généalogie des papiers appartenant à la famille Dières, je ne retiens que les actes de minutes.

1694. — François Guillotin, marchand à Dolus, frère de Louis, procureur.

1695. — René Guillotin, procureur au présidial, échevin.

1697, 1699. — René-Louis, échevin.

1696, 20 octobre. — Vente par Marguerite Hillairet, veuve de Laurent Robert, maître savetier, et Marie Dau, veuve de Louis Guillot, charpentier, à René-Louis Guillotin, échevin à Saintes, de pièces de terre aux Rabanières.

(Minutes de PROUTEAU).

1699, 17 mai. — Testament de René-Louis Guillotin, conseiller, échevin, Jean-René-Louis, Marie, Joseph-François-Henri et un prochain, ses enfants.

1705. — René-Louis Guillotin, commis à l'exercice des décimes alternatifs de l'hôtel de ville.

1715, 15 décembre. — Henri-François Guillotin, clerc tonsuré du diocèse de Saintes, demeurant au séminaire de la maison de Saint-Lazare de Paris, fils de René-Louis Guillotin, conseiller en l'Election, et de Marie Meneau, reçoit 100 livres de pension viagère.

(Minutes de MARÉCHAL).

1728. — Joseph-Alexandre Guillotin, avocat au présidial, juge des prieurés Saint-Eutrope et Saint-Macoul et Saint-Georges, son annexe.

1736, 5 mai. — Partage entre Louis Guillotin, seigneur de La Mastière, conseiller, président en l'Election de Marennes, Louise Guillotin, veuve de François des Monard, seigneur de Villefavard, chevalier de Saint Louis, major de la citadelle d'Oleron, Angélique-Renée Guillotin, demeurant au bourg de Saint-Denis, en conséquence du testament de Madelaine Allaire, veuve de Louis Guillotin, seigneur de La Mastière, capitaine de vaisseau, leur père et mère en date du 26 mars 1730, reçu Joyeux, contrôlé à Dolus, Anne Dubois, écuyer, seigneur de Chateaulin et Puyrigaud et autres. (Minutes de SENSE).

1744, 10 septembre. — Testament olographe de Marie Meneau, René-Louis et Nicolas Toussaint, ses enfants, héritiers, Joseph, Henry, François et autres enfants d'Ignace légataires. René-Louis propriétaire des Mouniers, le curé de Barzan du domaine d'Oleron.

1747, 20 décembre. — René-Louis Guillotin, sieur des Mouniers, demeure paroisse de Barzan, Henri-François Guil-

lotin, prêtre, curé de Saint-Pierre-de-Barzan, Nicolas Tous-saint Guillotin, prêtre, curé de Saint-Maur, consentent à ce que Joseph-Alexandre Guillotin, avocat, leur frère, fasse toutes diligences pour conserver l'office de conseiller en l'Election dont était titulaire René Louis Guillotin, leur père.

(Minutes de SENNÉ).

5 mai 1755, 12 mai 1773. — Testament de René-Louis Guillotin, demeurant au lieu des Mouniers, paroisse Saint-Eutrope, veuf de Benigne d'Ecard, dont Benigne Guillotin, religieuse aux Carmélites; Marie-Louise « faible d'esprit dès sa naissance ». Il avait pour frère Henri-François Guillotin, curé de Saint-Pierre-de-Barzan. Joseph-Alexandre Guillotin, conseiller en l'Election, frère.

(Minutes de PASQUIER).

1760. — Joseph Guillotin, élu, fils de feu René-Louis, frère de René-Louis, sieur des Mouniers, Henry-François, prêtre, Nicolas Toussaint, prêtre.

(Minutes de BIGOT).

1761, 26 février. — Henry-François Guillotin, ancien curé de Barzan, tuteur de Marie Bénigne Guillotin, sa nièce, fille de feu René-Louis Guillotin, sieur des Mouniers, son unique héritière. — Joseph Guillotin, conseiller en l'Election, et Jean-Louis Guillotin de La Vigerie, lieutenant au régiment de Bigorre, fils héritier avec Marie-Jeanne Guillotin, sa sœur, de Ignace Guillotin. René-Louis Guillotin, conseiller Election, et Marie Meneau, père et mère de Henri-François, Joseph-René. Louis et Ignace Guillotin, aïeul et aïeule dudit G. La Vigérie et de sa sœur, Nicolas Toussaint Guillotin, prêtre curé de Saint-Maur.

(Minutes de PASQUIER).

1768. — Jean-Louis Guillotin de La Vigerie, écuyer, capitaine au régiment de Saintonge en garnison à Libourne, neveu de Joseph Guillotin, conseiller en l'Election Henri-François Guillotin, prêtre, son frère.

(Minutes de PASQUIER).

1776, 9 mars. — Notoriété par Pierre Gallocheau, conseiller élu en l'Election de Saintes, Louis Poittevin, procureur du roi au dit siège. Guillaume Fruger, procureur au présidial, à la requête de Joseph Guillotin, conseiller élu audit siège Election, et de Marie-Catherine-Bénigne-Louise Guillotin, fille majeure, demeurant paroisse; Saint-Pierre, feu Henri-François Guillotin, prêtre, a laissé pour héritiers le dit Joseph, son frère et la dite M.-C.-B.-L. Guillotin, sa nièce.

1777, 26 juin. — Cession. Jean-Joseph Sabès, praticien, demeurant à Bordeaux, rue Neuve, paroisse Saint-Michel, agissant au nom de Joseph Guillotin, avocat en la cour, conseiller du roi en l'Election de Saintes, père de Marie-Agathe Monique, Marguerite Guillotin, sa fille, donataire de feu Henri-François Guillotin, prêtre, ancien curé de la paroisse Saint-Pierre de Barzan, leur frère et oncle, suivant procuration passée devant Pasquier, notaire à Saintes. Jean Tuffereau jeune, négociant, demeurant en cette ville rue Bouquière, susdite paroisse Saint-Michel, agissant au nom de Marie-Jeanne Guillotin de Lavigerie, veuve de Jean Baurry, commandant la milice du fort Dauphin, ile de Saint-Domingue, et de Jean-Louis Guillotin de Lavigerie, frère de la dite dame Baurry, ancien capitaine au régiment de Saintonge, chevalier de Saint-Louis, entre les parties a été dit qu'il appartient à Joseph Guillotin, à la dame Baurry et à Jean-Louis Guillotin de Lavigerie, frères et sœur, et à Ignace-Alexandre Guillotin, avocat au parlement, demeurant à Bordeaux, donataire de feu Henry-François Guillotin, prêtre, son oncle, suivant son contrat de mariage passé devant Morin, notaire, à Bordeaux le 29 mai 1754, et curateur de Marie Guillotin, sa cousine, fille de feu René-Louis Guillotin des Mouniers, faible d'esprit, la succession de Henri-François, ancien curé de Barzan, frère et oncle des parties. Tuffereau cède à Joseph Guillotin tous les droits revenant à Guillotin de La Vigerie et à dame Baurry dans la succession de Henry-François 2.748 livres. Fait à Bordeaux le 26 juin 1777. Rauzan, notaire.

1778, 3 mars. — Joseph Guillotin, conseiller en l'Election vend à Pierre-Alexandre Duchatel, avocat au présidial, son office de conseiller 12 000 liv. Ledit Duchatel profitera de l'indemnité, s'il en est accordé, à raison de la nouvelle érection de l'Election de Barbezieux et du démembrement qui a été fait de l'Election de Saintes. (Minutes de Bigot).

1776, 27 janvier. — Testament de Joseph Guillotin, conseiller, élu.

1779, 3 décembre. — Testament de Agathe Martin, sa femme; Marie Guillotin, leur nièce, fille de René-Louis Guillotin. Ont pour enfants : Ignace-Alexandre Guillotin, avocat. Joseph-Guillotin, docteur en médecine de la faculté de Paris, Marie-Marguerite-Agathe-Monique Guillotin. (Minutes de Pasquier).

1780, 13 janvier. — Mariage de Jean-Françoise de La Charlonnie, ex garde du corps, fils de Jean et de François Tallon,

demeurant à Villard Marangé, paroisse de Mérignac en Angoumois, avec Marie-Marguerite-Agathe-Monique Guillotin, fille de Joseph, avocat, conseiller élection et Catherine-Agathe Martin.
(Minutes de PASQUIER).

1783, 28 novembre. — Etienne Dangibeaud du Pouyaud, au nom de Joseph Ignace Guillotin, docteur régent de la Faculté de médecine de Paris, vend une maison que René Guillotin avait achetée en 1697.
(Minutes de BIGOT).

1620, 19 septembre. — Jacque de Guimbail, notaire royal, demeurant au port d'Anvaux, paroisse de Saint-Sorlin de Seschaud, accorde prorogation de paiement.

1669. — Gabriel de Guimbail, greffier du prévot, mari de Marguerite Baron.
(Minutes de GILLET).

1601. — François de Guinanson, écuyer, seigneur de Vile-savier.

1611, mars. — Pierre Guinaudeau, écuyer, seigneur de Montigny, père de Pierre, capitaine.

1618, 20 mars. — Pierre Guinaudeau, seigneur de Montigny, capitaine d'une compagnie au régiment des gardes du roi.
(Minutes de SANSON)

1618, 23 mars. — Jacob Bernard, écuyer, sieur de Coulais, a procuration de Pierre Guinaudeau, seigneur de Montigné.
(Minutes de SANSON).

1636. — Pierre Guinaudeau, seigneur de Montigny, Burie, premier capitaine des gardes du roi, demeurant au château de Burie, ayant les droits de Catherine de Bony, donne quittance de 1.000 livres à Jean Mesnard pour prix de la ferme des fruits et revenus de la terre de Talmont saisie à la requête de ladite dame.

1678, 7 juillet. — Marguerite Aymar, dame du Pérou, veuve de Nicolas Béraud, garde des sceaux, donne quittance à Anne Chesnel, veuve de Pierre Guinaudeau, chevalier, seigneur de Montigny. Rochereau, capitaine au régiment des gardes du roi et Eutrope Guinaudeau, son fils, chevalier, capitaine aux gardes.

1609. — François Guinot, écuyer, prieur commandataire de Saint-Maur-de-Thézac.

1629, 27 avril. — Gilles Guinot, écuyer, sieur de Saint-Simon, Tesson, Roc, capitaine enseigne major de la citadelle de Saintes, enchérit Morraigne
(Minutes de LIMOUZIN).

1632, 3 novembre. — Gilles Guinot, écuyer, seigneur de Saint-Simon, Tesson, Beaupreau, Morraigne, Le Rocq, demeurant au château de Tesson, cède une créance à Françoise de Marnay, veuve de Jean de Lusseau, seigneur de Brillouart et Banchereau.

1636. — Jacques Guinot, âgé de 17 ans, fils de François, écuyer, seigneur de Rioux, et de Marie Renard, part pour l'armée du roi et donne tous ses biens à sa tante Estelle Guinot.

1638. — François Guinot, écuyer, sieur de Thezac, mari de Claude Lemusnier.

1640. — Antoine Guinot, écuyer, seigneur des Brandes, fils de Gilles Guinot, seigneur baron de Moraigne, Saint-Simon. Testament de Charlotte de Bresmond, dame de Tesson et de Moraigne, veuve de Jean de Tizon, écuyer, sieur du Roc, capitaine, sergent major de Brouage, femme de Gilles Guinot, écuyer, seigneur de Saint-Simon, baron du dit Moraigne. Louis, autre Louis, Joachim, Antoine et Marie Guinot, ses enfants. Madeleine Tizon, sa fille, qui a deux enfants, un fils et une fille. 21 avril 1641, reçu par Guibert, notaire en Saintonge.

(Ce testament est placé dans le cahier de minutes février 1701)

1660, 6 mars. — Louis Guinot, seigneur de Beaurepaire, demeurant à Rioux.

1666. — Louis Guinot, écuyer, seigneur de Moragne. Louis Guinot, écuyer, seigneur de Beaurepaire, Joachim Guinot, seigneur de Tesson, Antoine Guinot, écuyer, seigneur de Boisron.

1682, 22 février. — Joachim Guinot, chevalier, seigneur de Tesson, demeurant en sa maison noble de La Prévôté, paroisse de Saint-Sorlin de Séchaud. (Minutes de DALIDET).

Mars. — Antoine Guinot de Boisrond. (*Ibidem*).

1682, 10 août. — Contrat de mariage de Antoine Guynot, écuyer, sieur de Boisrond, fils de feu Gilles Guinot, chevalier, seigneur, baron de Moraigne, et Charlotte de Bremond, demeurant au château de Morraigne, avec Elisabeth de Saint-Légier, fille de René, seigneur d'Orignac, et de Madeleine de Barrière, demeurant au faubourg Saint-Vivien, Consentent pour la demoiselle, son père, suivant la lettre présentée par la demoiselle de l'avis de Guillaume de La Brunetière, Du Plessis De Gté, évêque de Saintes, suivant la lettre susdite et la procuration de Samuel de Barrière, seigneur de Laumon, enseigne

en la compagnie des mousquetaires du roi et maitre de camp de cavalerie.

D'Orignac, le 13 d'octobre 1681.

Pour réponce à la lettre que vous m'avié ecritte je me trouveray quand vous le souhaitterés à Xaintes ou quelque part que vous veuilliés m'indiquer, mais comme je suis rarement chez moy s'il arrivoit que vous ne m'y trouvasiés pas quand vous aurés besoin de moy je vous dis par avance que jesigneray toujours de boncœur ce que Monseigneur l'esvesque de Xaintes approuvera pour votre fortune; le soin qu'il aura la bonté d'y prendre sera toujours regardé de moy comme une obligation nouvelle qu'il ajoutera a beaucoup d'autres que toute notre famille luy a sur votre compte et particulièrement sur votre conduite, suppliés le de ma part, comme de la votre, de vouloir entrer dans l'affaire dont vous me parlés, avec ses bontés ordinaires. Je seray ravi que vous y trouviés votre compte ayant toujours eu beaucoup d'amitié et d'estime pour le cavallier dont vous me parlés. Vous pouvez compter ladessus et que je seray toujours outre la paternité le meilleur de vos amis.

A. BOISROND.

(Minutes de GILLET).

1685. — Jeanne Guinot, fille de feu Gilles Guinot, écuyer, seigneur de La Gombauidière, et de Jeanne Vigée, au couvent de Notre-Dame, faubourg Saint-Maurice.

1690, 1704. — François Carrion, chevalier, seigneur de Lannillière Lespronnière, capitaine d'une compagnie d'infanterie, régiment Desclaux, mari de Jeanne Guinot.

(Minutes de DALIDET).

1692, 4 juin. — Charles Guinot, écuyer, seigneur de Rivière, aide major au régiment de Vignole, demeure à Brie sous Mortagne.

1693, 1^{er} février. — Antoine Guinot, chevalier, seigneur de Soulinac, capitaine de chevaux [légers] au régiment de Monplaisir, mari de Elisabeth Guinot, veuve de Eustache Guinot, écuyer, seigneur de La Gombauidière, héritière de sa fille et du seigneur de La Gombauidière, demeurant au logis noble de La Prévôté, paroisse de Saint-Sorlin, Louis Guinot, chevalier, seigneur de La Chategneray, capitaine d'infanterie dans le régiment de La Rochecourbon, tuteur de ses enfants et de feu Hipolyte Guinot, sa femme, demeurant à Saint-Fort de Cosnac. Jacques de Courbon, seigneur de Saint Léger, mari de Sylvie Guinot, capitaine au même régiment de La Rochecourbon, demeurant au château

de Saint-Léger, Firmin Carrion, chevalier, seigneur de Lespronnière, mari de Jeanne Guinot, demeurant à Angers.

(Minutes de DALIDET).

1693, 22 décembre. — Louis Guinot, seigneur de Monconseil, capitaine de cavalerie, afferme à Louis Tinon, praticien, la seigneurie de Monconseil, 5 ans. 900 livres. (Minutes de DALIDET).

1699, 22 janvier. — Antoine Guinot, écuyer, seigneur de Soullignac, capitaine d'une compagnie de chevaux au régiment de Broglie, mari de Elisabeth Guinot, veuve de Eustache Guinot, écuyer, sieur de la Gombauidière, héritière de sa fille et du dit feu de la Gombauidière, demeurant à la Prévôté, paroissé de Saint-Sorlin de Séchaux, vend à Jean Boilève, marchand au Château d'Oléron, la part qui lui appartient en la seigneurie de la Gombauidière, en l'île d'Oléron, à elle échue par contrat du 31 janvier 1693, reçu Dalidet. (Minutes de MARCOUILLER).

1699. — Contrat de mariage de Guynot de Mageloup avec Elisabeth Guynot. (Minutes de FR. GERMAIN, à Saint-Porchaire).

1702, 2 janvier. — Marguerite de Serran, veuve de Antoine Guinot, seigneur de Monconseil, Joachim Guinot, seigneur de Tesson, Antoine Guinot, seigneur de Soullignac, capitaine de chevaux-légers, mari de Elisabeth Guinot, demeure au logis noble de La Prévôté, paroisse de Saint-Sorlin de Séchaux, Antoine Guinot, seigneur de Boisrond, demeure à Moraigue, Marie Guinot. (Minutes d'ARNAUD).

1702. — Jacques de Courbon, seigneur de Saint-Léger, mari de Cécile Guinot.

1703. — Jean Guinot, écuyer, chevalier, seigneur, baron de Rioux, ayant les droits, par transport, de Madeleine et Charlotte Guinot, celle-ci femme de Etienne Maurat, ses filles, et encore de Elisabeth, sa fille mineure. (Minutes de MARÉCHAL).

1703. — Louis Guinot, chevalier, seigneur de La Chataigne-raie, frère aîné, Louis-Jacques Guinot, écuyer, seigneur des Brandes, François-Alexandre Guinot, chevalier, seigneur de Chatelard, Marie et Hippolyte Guinot, tous frères et sœur, Marguerite de Ferran, veuve de Antoine Guinot, écuyer, chevalier, seigneur de Monconseil, capitaine de cavalerie.

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE DÉCEMBRE

AVIS ET NOUVELLES : Dons au musée de Saintes; déesse mère.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : M^{me} Chollet, M^{lle} Pommereau, M^{me} Bignon, M. Panetier.

VARIÉTÉS : *Les Seigneurs de la Roche-Courbon*, par M. Venant; *les Le Brethon de Ransannes*, par M. G. T.; *la mission du marquis de Boufflers* (fin); *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes*, par M. J. Depoin.

DOCUMENTS : *Minutes de notaires*, notes de lecture, par M. Ch. Dangbeaud.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin de la Société archéologique d'Angoulême*. Coffineau et madre; *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Le Musée de peinture de Saintes a acquis une aquarelle de Boulineau (natif de Cozes) et une esquisse du même peintre, donnée par M. Léon Grasilier.

M. Paul Beauchet-Filleau a fait don du sceau de la juridiction de Brizambourg. C'est un sceau rond de 24 millimètres de diamètre, en cuivre, emmanché au bout d'un élégant manche en buis tourné, long de dix centimètres. On voit sous une couronne royale, un cartouche chargé d'un écu ovale à trois fleurs de lys; de chaque côté du cartouche et sous la couronne la date 1696 en deux parties. Autour : SCEL D. IVRISD. D. BRISAMBOURG.

M. Maurice Martineau a trouvé à la Société Vinicole une petite statuette de déesse mère, seule, en pierre.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

M^{me} Chollet, décédée à Saintes, le 27 septembre 1916, à l'âge de 92 ans, grand mère de M^{me} Geneviève, présente un cas assez rare. Elle a connu la fille de son arrière petit-fils.

Le 2 octobre 1916, est décédée à Royan, M^{lle} Marie Pommereau, âgée de 22 ans, fille de notre confrère M. Pommereau, de Cravans.

Le 2 novembre est décédée au Treuil, près Burie, M^{me} Frédéric Bignon, née Julie Bouyer, âgée de 86 ans, mère de notre confrère M. Maurice Bignon et de M^{me} Daniaud.

Le 16 octobre 1916 est décédé à Saintes, M. Pierre-Théophile Pannetier, professeur de piano, organiste de Saint-Vivien, âgé de 84 ans.

Aveugle presque de naissance, il chercha dans l'enseignement de la musique un moyen d'existence. Maître de chapelle très dévoué, passionné pour son orgue, mais exécutant insuffisant, il a eu le grand mérite de se donner, chaque année, pendant 25 ans, une peine infinie, avec l'aide de sa fille Cécile, pour organiser, à la tribune de Saint-Vivien, des auditions musicales. Il ne craignait aucune démarche quand il s'agissait de recruter chanteurs et chanteuses. Apprenait-il la présence en ville d'un chanteur de valeur (il y en eut au régiment) ou d'une dame possédant une jolie voix, vite il courait lui demander son concours. Les Saintais lui doivent un peu de reconnaissance en raison des petites satisfactions musicales qu'il leur procura.

VARIÉTÉS

I

LES SEIGNEURS DE LA ROCHECOURBON

1380-1790

Dans les anciennes minutes de Bigot, notaire à Saintes de 1756 à 1797, on trouve, à la date du 16 juin 1785, un acte très intéressant concernant la Rochecourbon. Cet acte constate en effet la vente consentie à cette époque par les héritiers de M^{me} de Turpin au marquis de Courbon de cette importante seigneurie. Grâce à l'origine de propriété qui y est établie, et aux archives du château de Geay, obligeamment mises à notre dis-

position par feu M^{lle} Suzanne de Latour, il nous a été facile de reconstituer de proche en proche l'histoire de ce fief jusqu'à la fin du XIV^e siècle. Nous devons avouer cependant que malgré notre bonne volonté, nous n'avons pu arriver à déterminer, d'une façon absolument précise, la chronologie des seigneurs de la Rochecourbon pendant le XVI^e siècle : en effet, de 1510 environ à 1583, cette seigneurie appartient indivisément à plusieurs propriétaires, et il est assez difficile de déterminer exactement les droits de chacun de ceux à qui cette seigneurie appartient à cette époque (1).

Comme nous le verrons par la suite, la Rochecourbon est un nom relativement récent. Autrefois, cette terre s'appelait Romette, nom qu'on lui donna jusqu'à la fin du XVI^e siècle, époque à laquelle Jeanne de Gombauld, par son mariage avec Jacques de Courbon, en 1575, porta dans cette famille la terre de Romette qui devint ainsi la Rochecourbon. Encore l'ancien nom subsista-t-il jusqu'au commencement du XVII^e siècle et trouvera-t-on plusieurs membres de la famille de Courbon qualifiés seigneurs de Romette. Ce n'est guère qu'à partir de 1650 environ que l'on trouve le nom de la Rochecourbon substitué d'une façon définitive, à celui de Romette. Contrairement à ce qui se produisit dans d'autres cas, ici, c'est la famille qui donna son nom au fief (2).

Les plus anciens seigneurs de Romette dont nous ayons pu retrouver les noms étaient les Frondebeuf qui possédaient cette

(1) Au sujet de la Rochecourbon voir *Le château de la Belle au bois dormant*, de M. Pierre Loti, article paru dans le *Figaro* du 21 octobre 1908 et édité, sous forme de volume, par la librairie Calmann-Lévy. Voir également un article de M. Ch. Dangibeaud dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis* (1909, p. 58 et s.), les *Débats* (30 octobre 1908), l'*Illustration* (21 novembre 1908); *Fermes et Châteaux*; la *Chronique des arts*, etc., qui contiennent différents articles publiés à cette époque lorsque, après la mort de M. Richard, il fut question de mettre en vente la Rochecourbon.

(2) M. de la Morinerie donne *Revue*, 1891, p. 348 et s.) une étymologie du nom de la Rochecourbon qui doit être exacte. L'ancien fief de la Roche, assis en la paroisse de Saint-Porchaire, relevait du Roy et tenait en longueur au fief de Romette. La Roche, après avoir appartenu à différentes familles, fut acquis vers 1461 par Jean de Latour, seigneur de Romette, Geay et Romegoux, ci-après. Le fief de la Roche passant entre les mains des mêmes propriétaires que Romette, échut de cette façon à la famille de Courbon et devint ainsi la Roche des Courbon ou la Roche aux Courbon, puis la Roche courbon, se substituant ainsi à l'ancien nom de Romette, qui était celui du principal fief.

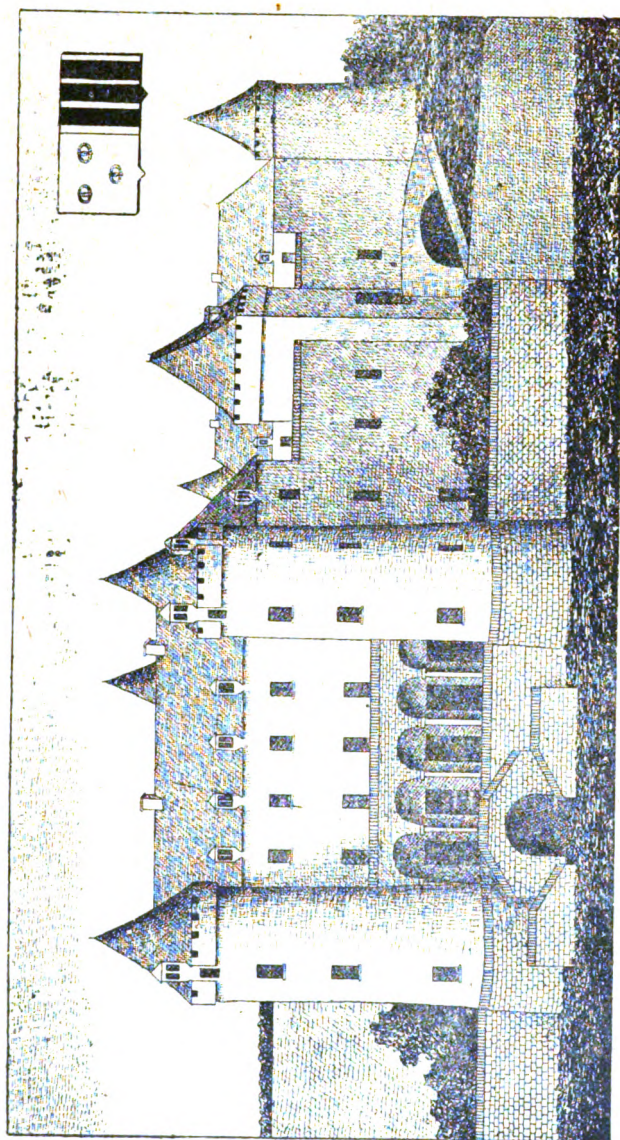
terre à la fin du XIV^e siècle. Jean de Frondebeuf, écuyer, seigneur de Romette, vivant en 1380, épousa Marie d'Offretin; ils eurent une fille, Pernelle de Frondebeuf, qui se maria deux fois : d'abord avec Guillaume d'Aiguières, qui est qualifié seigneur de Romette en 1426, date de son testament, et qui mourut peu après (1), puis avec Pierre de Latour qu'elle épousa vers 1430. Les de Latour ayant possédé Romette pendant plus d'un siècle et demi, nous parlerons de cette famille assez longuement (2).

Pierre de Latour, qui épousa Pernelle de Frondebeuf, était veuf en premières noces de Jeanne du Chatenet, fille du seigneur de Romegoux. Il se fixa dans la paroisse de Geay en 1436 et prenait alors les titres de seigneur de Geay, Romette et Romegoux. Il mourut vers 1450 ayant eu de son mariage avec Jeanne du Chatenet : Jean, Jeanne et Jacquette de Latour, et de son mariage avec Pernelle de Frondebeuf, autre Jean et Louise de Latour.

Jean I de Latour (fils aîné de Pierre, ci-dessus, et de Jeanne du Chatenet), écuyer, seigneur de Romette, Romegoux, Geay, Saint-Georges-des-Coteaux, Coutiers, la Fontannière, épousa Françoise d'Aiguières, fille de Guillaume d'Aiguières, vivant écuyer, seigneur de Romette, et de Pernelle de Frondebeuf, ci-dessus. En 1472, il rendit hommage à Jean, vicomte de Rochecouart, pour sa terre de Geay qui, de même que Romette, relevait de Tonnay-Charente et de la châtellenie des Fontaines de Beurlay. Il paraît être mort vers 1475 laissant cinq enfants qui furent : 1^o Jean II de Latour, qui suit ; 2^o Jean III de Latour ; 3^o Gille de Latour ; 4^o Catherine, mariée le 4 janvier 1474 à Jean de Brigolange, écuyer, seigneur d'Azay, et 5^o Marguerite, mariée à Joachim Méhée, écuyer, seigneur de la Giraud. Le 23 juillet 1490, lendemain de la Madeleine « jour auquel les seigneurs de Romette ont de tout temps et de toute ancienneté coutume de faire un service général et d'y assembler les gentilshommes leurs voisins, parents ou amis, » il fut procédé

(1) Les armes de la famille de Frondebeuf étaient : *D'argent, à 3 rencontres de bouf têtes de fasce de gueules*; celles de la famille d'Aiguières : *de gueule, à 6 besants d'argent 1, 1, 2 et 1*.

(2) Les armes des de Latour sont : *D'argent, à l'aigle éployée de gueules, au vol abaissé becquée et membrée d'or, à la bordure d'azur, chargée de 6 besants d'or*. Cette famille, qui existe encore aujourd'hui, habite la paroisse de Geay depuis près de cinq siècles.



VUE DU CHATEAU DE LA ROCHECOUBRON (d'après une peinture ancienne)

au partage des biens dépendant des successions de Jean I de Latour et de Françoise d'Aiguères, ci-dessus, entre leurs cinq enfants. Aux termes de cet acte, il demeura à Jean II de Latour et à Catherine, sa sœur, mariée au seigneur d'Azay, les terres et seigneurie, de Romette, Saint-Georges-des-Coteaux, les Houlières en Aunis et Coutiers; Jean III de Latour eut Geay, et Gille de Latour eut Romegoux. Ce partage fut passé à Romette en présence de plusieurs seigneurs des environs.

Jean II de Latour, écuyer, seigneur de Romette, Coutiers, Saint-Georges-des-Coteaux (fils de Jean I et de Françoise d'Aiguères) avait épousé, le 4 janvier 1474, Marguerite de Brigolange, fille de Jean, écuyer, seigneur d'Azay, et de dame Vigier de Marthon. Nous croyons que c'est lui qui dut faire bâtir le château de la Rochecourbon qui existe encore aujourd'hui puisqu'il était seigneur de Romette à cette époque et que la Rochecourbon date de la fin du XV^e siècle. Ce qui confirme notre supposition c'est que, vers la même époque, ses deux frères Jean III et Gille de Latour construisirent chacun un logis, l'un au bourg de Geay, l'autre à Romegoux, terres qui leur avaient été respectivement attribuées par le partage précité de juillet 1490. Il semble donc permis d'en conclure que, vers la même époque, Jean II de Latour fit construire le château qui existe encore mais qui était alors beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui et dont des démolitions successives diminuèrent peu à peu l'importance au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, ainsi que nous le verrons par la suite.

Jean II de Latour mourut dans les premières années du XVI^e siècle, avant 1519. Sa mort marque le début d'une longue période d'indivision qui dura jusqu'en 1583. N'ayant pas eu d'enfants, les biens composant sa succession, parmi lesquels la terre de Romette, furent en effet partagés entre les héritiers de ses deux frères, Jean III et Gille de Latour, dont les descendants possédèrent indivisément la terre de Romette pendant plus de soixante ans. Nous suivrons donc, successivement, la filiation des deux familles dont les membres portèrent, en même temps, le titre de seigneurs de Romette : d'une part les de Latour, descendants de Jean III ci-dessus, et d'autre part, les Goumard et les Acarie, descendants de Gilles de Latour.

Jean IV de Latour, écuyer, seigneur de Geay, le Portal, Romette en partie (fils de Jean III de Latour), épousa Jeanne le

Fourestier d'Orignac ; il était décédé en 1559 laissant : Jean V, qui suit ; Guillaume et Pierre de Latour.

Jean V de Latour, écuyer, seigneur de Geay et de Romette en partie, épousa à Varaize, près de Saint-Jean-d'Angély, le 20 octobre 1559, Catherine de Montalembert, fille de feu Jean, écuyer, seigneur de Coulonge en Angoumois et de Varaize en partie, et de Jeanne de Lachambre. Le 15 janvier 1564, il traita avec son frère Guillaume des successions de leurs père et mère, de celles d'un oncle et de leur frère Pierre, prédécédés ; aux termes de cet acte, Jean V de Latour eut en partage tous les droits dépendant desdites successions sur la terre de Romette.

Jean V de Latour mourut vers 1570 laissant trois enfants mineurs : Jean, François mort jeune, et Marie de Latour auxquels fut nommé pour tuteur Guillaume, leur oncle. Le 27 juin 1583, Jean de Latour, conjointement avec Marie, sa sœur, vendit à Jacques de Courbon, écuyer, seigneur de Saint-Léger et de Romette, et à Jeanne de Gombaudo, sa femme, la dixième partie de la terre et seigneurie de Romette leur appartenant. Cette vente eut pour effet de faire cesser l'indivision créée par le décès de Jean II de Latour, Jacques de Courbon, par suite de son mariage avec ladite de Gombaudo, étant devenu propriétaire du surplus de la terre et seigneurie de Romette, ainsi qu'il résulte de la filiation qui suit.

Catherine de Latour, fille de Gille, écuyer, seigneur de Romegoux (frère puîné de Jean II de Latour), épousa vers l'an 1506 Guyot Goumard, écuyer, seigneur d'Echillais et de la Vallée, qui, par suite de son mariage, prenait les titres de seigneur de Romegoux et de Romette en partie. Catherine Goumard, leur fille, épousa d'abord en 1525 Gilles de Larmendie ; devenue veuve, elle se remaria à Romegoux en 1530 à Jean Acarie, qualifié seigneur du Bourdet et de Crazannes, puis de Romegoux et de la Vallée, par suite de son mariage avec Catherine Goumard (1).

Jean Acarie et Catherine Goumard étaient morts dès 1564, laissant trois enfants : 1° autre Jean Acarie, qui continua la

1 Les Goumard avaient pour armes : *Fascé d'argent et de gueules de 8 pièces, à la bande d'azur, chargée de 3 molettes d'or, brochante.* — Celles des Acarie étaient : *d'or, à 3 chevrons de gueules.* — Enfin, celles des Gombaudo étaient : *d'argent, à 3 pals de gueules ; alias, d'azur à 4 pals d'argent.*

descendance de cette famille ; 2° Guy Acarie, écuyer, seigneur de Romegoux, et 3° Charlotte, mariée le 13 juillet 1553 à François de Gombaud, écuyer, seigneur de Champfleury et de la Népontièrre. Lors du partage intervenu entre ces derniers des biens de leurs père et mère, les droits de Catherine Goumard sur la terre de Romette durent être attribués à son fils cadet Guy Acarie ci-dessus, écuyer, seigneur de Romegoux, qui épousa, croyons-nous, Jeanne de Gombaud, fille de Pierre, écuyer, seigneur de Briagne et de Corme-Ecluse, et de Bertrande de Léaumont.

Guy Acarie connu dans l'histoire de Saintonge sous le nom de capitaine Romegoux, fut un des chefs les plus célèbres du parti calviniste à cette époque et eut une existence des plus aventureuses. Il mourut en 1572 à Harlem, lors du siège de cette ville par les Espagnols commandés par le duc d'Albe. Après sa mort, les droits qu'il possédait sur Romette et Romegoux durent passer à sa femme Jeanne de Gombaud, soit qu'il eut fait un testament en sa faveur, soit à cause de ses reprises dotales, soit comme héritière d'un enfant qu'elle aurait eu de lui et qui serait mort avant elle (1). Devenue veuve, Jeanne de Gombaud qui est qualifiée dans les actes de cette époque « dame douairière de Romette et de Romegoux », épousa en secondes noces, par contrat du 18 novembre 1575, Jacques de Courbon, écuyer, seigneur de Saint-Léger et de Souillac, auquel elle porta les terres de Romette et de Romegoux (2). Ainsi que nous l'avons déjà dit, Jacques de Courbon et Jeanne de Gombaud achetèrent en 1583, de Jean VI et de Marie de Latour, les droits appartenant à ces derniers dans la terre de Romette ; cette acquisition les rendit propriétaires de la totalité de cette seigneurie dont Jacques de Courbon rendit hommage en 1585 au seigneur de Tonpay-Charente.

La famille de Courbon qui devint, en 1575, propriétaire de Romette, appelé par la suite la RocheCourbon, était établie en Saintonge depuis le XIV^e siècle et comptait parmi les meilleures

(1) C'est du moins l'hypothèse émise par M^{onsieur} Léon de Beaumont, évêque de Saintes, dans sa généalogie de la famille de Gombaud (voir *Le chevalier de Méré*, par M. de Brémond d'Arès, 1868.).

(2) Le contrat de mariage fut passé au château de Romette, paroisse de Saint-Porchaire, par Jasme, notaire royal à Saintes (Carrés d'Hozier, 207.).

familles de la province (1). Jacques de Courbon, qui épousa Jeanne de Gombaud, était fils de Guy, écuyer, seigneur de Saint-Léger et de Bonaventure Vigier; ancien lieutenant de M. de Bellegarde, il était, en 1575, commandant pour le Roy en la ville de Saintes. Il mourut vers 1587, et sa veuve, Jeanne de Gombaud, vivait encore le 1^{er} novembre 1617, date à laquelle, aux termes de son testament (2), elle faisait le partage de ses biens entre ses trois fils, savoir : 1^o Charles, qui suit ; 2^o Jacques, baron de Blénac et de Lisleau, seigneur de Romegoux, mestre de camp d'infanterie, gentilhomme de la chambre du Roy, chevalier de ses ordres, marié à Marie Tizon, et père de Charles qui fut grand sénéchal de Saintonge et continua la branche des Courbon, seigneurs de Blénac, de Romegoux et de Champdolent (3 : 3^o Louis, écuyer, seigneur de Romette, capitaine au régiment de Champagne, qui fut tué au pont de Lunel. Il avait épousé à Cognac, le 30 janvier 1617, Anne Philippier.

(1) La plus grande partie de nos renseignements sur la famille de Courbon sont extraits de la généalogie publiée, d'après la Chesnaye-des-Bois et Saint-Allais, par Beauchet-Filleau dans son *Dictionnaire des familles du Poitou*. Nous avons également trouvé des indications dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis* (1912, p. 51 et s.), les registres paroissiaux de Saint-Porchaire et de Corme-Ecluse, les minutes de notaires, etc...

Les armoiries des de Courbon étaient : *D'azur, à 3 fermeaux d'or, l'ardillon en pal.*

(2) Dans son testament passé à Romette devant Cailleau, notaire royal en Saintonge, Jeanne de Gombaud déclare vouloir être enterrée dans le chœur de l'église de Saint-Porchaire, auprès de sa défunte fille de Romette. Elle fait le partage de ses biens entre ses trois fils, instituant Charles de Courbon, son fils aîné, son légataire universel, et nommant pour ses exécuteurs testamentaires Jean Acarie, chevalier, seigneur du Bourdel, et Charles Guiton, écuyer, seigneur d'Agonnay. Ce testament fut fait en présence de M^r Pierre Grizard, notaire royal : M^r Jacob de Lousme : M^r Jehan Chaillou, notaire royal à Geay, etc...

A la différence des Goumard, des Acarie et des Gombaud qui étaient protestants, les de Courbon étaient catholiques.

(3) La généalogie publiée, d'après Saint-Allais par Beauchet-Filleau, donne à Jacques de Courbon, époux de Marie Tizon, et à Charles, leur fils, le titre de marquis de la Rochecourbon. C'est une erreur, et jamais, dans les actes notariés, ils ne portent ce titre. La terre de la Rochecourbon se transmet « d'aîné en aîné » depuis Jacques de Courbon, époux de Jeanne de Gombaud, jusqu'à M^{me} de la Mothe-Houdancourt, ainsi que nous l'établissons plus loin et que cela est dit dans l'acte de vente du 12 juin 1736. La phrase où il est dit que Jacques de Courbon, baron de Blénac mourut en 1640 dans « son » château de la Rochecourbon est donc inexacte puisqu'il n'en était pas propriétaire, non plus que son fils Charles, mort à la Martinique en 1696.

dont il eut un fils, mort sans alliance, et une fille mariée à M. de Boscal de Réals. Jeanne de Gombaud mourut quelques années après avoir fait ce testament aux termes duquel la propriété de la terre de Romette passa à son fils aîné Charles de Courbon qui en demeura propriétaire jusqu'à sa mort, survenue en l'année 1644.

Charles de Courbon, vicomte de Saint-Sauveur en Puisaye, baron du Seurre, seigneur de Romette, alias la Rochecourbon, Saint-Léger, Briagne et autres lieux, qualifié en 1613 chevalier de l'ordre du Roy et gentilhomme ordinaire de sa chambre, était, en 1626, lieutenant-capitaine de la compagnie des gendarmes du Roy. Il avait épousé, le 16 janvier 1605, Jeanne-Gabrielle d'Agès, fille de François d'Agès, chevalier, vicomte de Saint-Sauveur en Puisaye, baron de Saint-Maigne; seigneur de Briagne, chevalier de l'ordre du Roy, gentilhomme ordinaire de sa chambre (1), et de Jeanne du Chesnay (veuve en premières noces de Léon de Gombaud, écuyer, seigneur de Briagne, Corme-Ecluse, gentilhomme de la chambre du Roy et capitaine au régiment de ses gardes). Charles de Courbon qui habitait soit à la Rochecourbon, soit au logis de Briagne, paroisse de Corme-Ecluse, mourut à la Rochecourbon et fut inhumé dans l'église de Saint-Porchaire le 21 novembre 1644; sa veuve, Jeanne-Gabrielle d'Agès, mourut après lui à Briagne et fut inhumée dans l'église de Corme-Ecluse le 6 août 1653.

Charles de Courbon et Jeanne-Gabrielle d'Agès laissèrent pour enfants : 1° Suzanne, sans doute baptisée à Saint-Porchaire le 17 janvier 1613, mariée le 16 octobre 1636 à Charles de Béchillon, écuyer, baron d'Irlaud et du Seurre, seigneur d'Allery, de Vallans et du Vanneau, auquel elle porta en dot la baronnie du Seurre, mais que celui-ci ceda ensuite à Charles-Louis de Courbon, son beau-frère, qui suit; 2° Jean-Louis de Courbon, reporté ci-après; 3° Renée, baptisée à Saint-Porchaire le 22 août 1618; 4° Angélique, baptisée au même lieu le 3 novembre 1619; 5° Charlotte, baptisée à Corme-Ecluse le 6 juin 1625; 6° Philippe, baptisé au même lieu le 2 avril 1626, tous morts jeunes; 7° Charles-Louis de Courbon, chevalier, seigneur baron du Seurre, dit d'abord comte de Longueval puis

(1) François d'Agès et Jeanne du Chesnay avaient acquis la terre de Saint-Sauveur en Puisaye (Yonne) de la duchesse de Nivernais vers 1595. Archives du château de Geay.

comte de Courbon, mourut sans postérité bien qu'ayant été marié trois fois, d'abord avec Gabrielle de Bossut, puis avec Marie de Bossut, sœur de la précédente, et enfin avec Louise-Honorée-Reine de Lur Saluces ; 8^e Léonard de Courbon, chevalier, seigneur de Saint-Léger, marié vers 1648 à Suzanne Mendosse et qui continua la branche des seigneurs de Saint-Léger.

Jean-Louis de Courbon, dit d'Agès et du Chesnay, vicomte puis marquis de Saint Sauveur en Puisaye, seigneur de la Rochecourbon, Briagne et autres lieux (fils aîné de Charles, ci-dessus), né en 1617, était, en 1638, capitaine d'une compagnie de gens de pied au régiment de M. le marquis de Brézé. Il fut ensuite chevalier de l'ordre du Roy puis son conseiller en ses conseils d'Etat et direction de ses finances. Il obtint, par lettres du mois de juillet 1649, que la terre et vicomté de Saint-Sauveur en Puisaye fut érigée en marquisat ; la même année, le duc d'Enghien le nomma gentilhomme de sa chambre. Il habitait alors soit à Briagne, soit à la Rochecourbon, et c'est lui, croyons-nous, qui dut y faire exécuter les peintures de la salle de bains qui existe encore aujourd'hui puisque celles-ci datent du milieu du XVII^e siècle et que Jean-Louis de Courbon d'Agès demeura seigneur de la Rochecourbon de 1644 à 1693. Nous pouvons d'ailleurs nous faire une idée très exacte de ce qu'était la Rochecourbon à cette époque par le dessin que nous en donnons page 329 (1). Comme on peut le voir, le château, tel

(1) La photographie qui accompagne cet article reproduit un dessin que nous avons fait d'après un tableau peint au XVII^e siècle et qui est signé J. HACKAERT (mais nous ne savons pas si on peut l'attribuer à un peintre de ce nom, paysagiste hollandais, né à Amsterdam en 1636, mort en 1699). — Ce tableau se trouve dans un grenier de l'ancien logis de Briagne, commune de Corme-Ecluse, près Saujon ; placé au-dessus d'une cheminée, il mesure environ un mètre de large sur 0^m75 de haut. On reconnaît parfaitement, en dehors du château que nous reproduisons seul, les différentes dépendances de l'habitation, la tour de la fuie, l'esplanade qui formait alors un grand jardin à la française orné de nombreuses statues, les deux pavillons situés aux angles de l'esplanade et dominant le ruisseau qui existe toujours et sur lequel on voit une barque où se trouvent plusieurs personnes.

Comme nous l'avons déjà dit, Briagne appartenait aux de Courbon en même temps que la Rochecourbon, et c'est ce qui y explique l'existence de ce tableau. Cette terre fut vendue par la maréchale de la Mothe Houdancourt, peu de temps après la Rochecourbon et moyennant 122.400 livres, à M. René Gilbert de Chavagnac, capitaine des vaisseaux du Roy, à Rochefort,

qu'il dût être construit par Jean II de Latour à la fin du XV^e siècle, était alors beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui et comprenait, en dehors du corps de logis actuellement existant et que l'on reconnaît aisément, un autre corps de logis semblable, avec deux tours également, et dont la façade principale était orientée vers le levant, comme celle que nous connaissons est orientée vers le couchant. Ces deux corps de logis principaux étaient reliés entre eux par un autre corps de bâtiments qui englobait le donjon d'entrée, actuellement isolé. Enfin, dans la cour, et accolée au corps de logis qui subsiste encore, se trouvait une tour qui n'existe plus aujourd'hui. Cette période — milieu du XVII^e siècle — semble d'ailleurs avoir été celle de la plus grande splendeur du château. Outre que les Courbon y demeuraient (et nous verrons que, de tous les propriétaires successifs de la Rochecourbon, ils furent à peu près les seuls), c'est de cette époque également que datent les balustres de pierre, les pavillons situés aux deux extrémités de l'esplanade et, sans doute, la galerie et les arcades de la façade donnant sur le marais. Ainsi aménagé, avec ses grands parterres à la française ornés de nombreuses statues, la Rochecourbon était certainement, à cette époque, une des plus belles résidences qu'il y eut alors en Saintonge.

Jean-Louis de Courbon d'Agès, marquis de Saint-Sauveur, mourut à la Rochecourbon le 27 février 1693, à l'âge de 77 ans, et fut inhumé le lendemain dans le chœur de l'église paroissiale de Saint-Porchaire où les seigneurs de la Rochecourbon avaient leur sépulture. Il avait épousé en 1639 Anne de Jalesnes, fille de Charles, seigneur dudit lieu, paroisse de Longué en Anjou, et d'Eléonore de Maillé Brézé (grand tante de Claire-Clémence de Maillé-Brézé, épouse de Louis de Bourbon, prince de Condé, dit le Grand), dont il eut un fils unique : Eutrope-Alexandre, qui suit.

Eutrope-Alexandre de Courbon, chevalier, marquis de la Rochecourbon, baron de Cozes, seigneur de Briagne, Vaux, Batasse et autres lieux, baptisé à Saint-Porchaire le 16 juin

et chevalier de Saint-Louis, et à Françoise-Renée Haranger du Mesnil Rolland, son épouse, JUDGE, notaire à Paris, 28 février 1757). M. de Chavagnac mourut peu après à Rochefort, le 22 décembre 1757 : sa veuve, qui fut convoquée à Saintes pour sa terre de Briagne, mourut à Saint-Savinien « Quai Marat », le 1 messidor an II (19 juin 1794).

1646, fut successivement enseigne puis lieutenant de la compagnie des gardes de la Marine au port de Rochefort. Il quitta ce corps après s'être battu en 1670 avec le chevalier de Bouillon, ami de sa femme, qu'il tua, puis fut nommé colonel d'un régiment d'infanterie. Il épousa d'abord à Tonnay-Charente, le 5 octobre 1666, Françoise-Colbert de Terron, fille de Charles, marquis de Bourbonne et de Torcenay, intendant du pays d'Aunis et commissaire général de la marine du Ponant, et de Madeleine Hennequin. Ce mariage ayant été annulé en 1673, après sept ans de cohabitation. Eutrope-Alexandre de Courbon se remaria le 14 août 1686 avec Marie d'Angennes, fille de Gabriel, chevalier, seigneur de Vaux, et d'Elisabeth de Saint-Julien Saint-Marc, dont il eut : 1° Gabriel-Jean-Baptiste, né vers 1687, inhumé dans l'église de Saint-Porchaire, le 19 février 1690, âgé d'environ trois ans ; 2° Louis-Alexandre, baptisé à Corme-Ecluse, le 19 juin 1688, également mort en bas âge ; 3° Anne-Marie de Courbon, née à la Rochecourbon, le 24 novembre 1689, morte sans avoir été mariée ; 4° Marie-Eléonore, née à la Rochecourbon, le 21 novembre 1691, inhumée dans l'église de Saint-Porchaire, le 18 avril 1700, âgée de huit ans, et 5° Eustelle-Thérèse de Courbon, ci-après, mariée au comte de la Mothe-Houdancourt.

Eutrope-Alexandre de Courbon, marquis de la Rochecourbon, mourut dans les premières années du XVIII^e siècle (entre 1699 et 1708, sans que nous puissions préciser la date et le lieu de son décès. Il laissait une fille unique, Eustelle-Thérèse qui, étant encore mineure, fut placée sous la tutelle de sa mère, Marie d'Angennes : celle-ci, comme tutrice de sa fille, rendit hommage le 29 mars 1710 à M. de Rochechouart Mortemart, prince de Tonnay-Charente, pour la terre de la Rochecourbon (1). C'est vers cette époque, qui marque le commencement de l'abandon du château, que l'on dut démolir le corps de logis situé au levant de l'habitation car, dans un plan de Masse, fait vers 1715 (2), ce corps de logis n'existe plus, alors qu'il figure dans le tableau reproduit ici. — La

(1) Le dénombrement de la dite terre fut donné suivant acte reçu par Depoulverel, notaire royal à Pont-l'Abbé, le 5 août 1711. Les limites de la seigneurie de la Rochecourbon étaient les mêmes que celles de la paroisse de Saint-Porchaire.

(2) Ce plan se trouve au Ministère de la Guerre (section des cartes et plans, .

veuve du marquis de la Rochecourbon mourut peu d'années après à Rochefort et fut inhumée dans l'église de Saint-Porchaire, le 31 novembre 1711. Huit ans après, Eustelle-Thérèse de Courbon épousa dans la chapelle du château de Saint-Cloud, le 4 juillet 1719. Louis-Charles, comte de la Mothe-Houdancourt, brigadier des armées du Roy, ancien colonel d'un régiment de son nom, fils de Charles, marquis de la Mothe-Houdancourt, seigneur du Fayel, lieutenant général des armées du Roy, et de Marie-Elisabeth de la Vergne de Montenard. Par suite de ce mariage, M. de la Mothe-Houdancourt prit le titre de seigneur des terres de la Rochecourbon, Briagne, Vaux et autres lieux appartenant à sa femme. Nous parlerons de lui assez longuement puisque, outre qu'il demeura seigneur de la Rochecourbon pendant plus de trente-cinq ans, il joua un certain rôle à l'époque dans les différents grades qu'il eut successivement à l'armée (1).

Né le 21 décembre 1687, M. de la Motte Houdancourt était le petit neveu de Philippe de la Motte Houdancourt, duc de Cardone, vice-roi de Catalogne et maréchal de France, qui mourut en 1657. Entré au service en 1703, il était en 1719 brigadier des armées du Roy. Créé grand d'Espagne de première classe le 17 septembre 1722 à la mort de son père, il obtint un nouveau régiment de cavalerie de son nom l'année suivante et eut le gouvernement de Mézières, par provisions du 1^{er} avril 1728. Il servit ensuite à l'armée d'Italie et prit part au siège de plusieurs villes de la Lombardie à la fin de 1733 et en 1734 ; il fut, cette année là, nommé successivement maréchal de camp (20 février), puis lieutenant-général des armées du Roy (18 octobre), et commanda jusqu'à la paix, un corps séparé de 10.000 hommes.

(1) Les armes de la Mothe-Houdancourt sont : *Ecartelé au 1 et 4 d'azur, à la tour d'argent, au 2 et 3 d'argent au lévrier de gueules rampant, accompagnée de 3 tourteaux, aussi de gueules, 2 en chef et 1 en pointe. le chef chargé d'un lambel de 5 pendants de gueules.*

Cette famille est encore représentée de nos jours et possède toujours le domaine du Fayel (Oise), terre familiale des la Mothe-Houdancourt depuis plusieurs siècles.

De son mariage avec Eustelle-Thérèse de Courbon de la Rochecourbon, le comte de la Mothe-Houdancourt eut deux enfants : un fils, Louis-Geneviève, mort de la petite vérole à Paris, le 1^{er} décembre 1736, à l'âge de 12 ans, et une fille, Jeanne-Gabrielle, qui épousa d'abord en 1745 le comte de Froulay, mort maréchal de camp en 1747, puis, en 1751, le marquis de Gamaches qui était, en 1753, colonel du régiment royal Piémont cavalerie.

Nommé au gouvernement de Salins le 6 septembre 1738, il remit le gouvernement de Mézières qu'il avait depuis 1728. En 1741, il servit sous le maréchal de Maillebois en Bavière et sur les frontières de Bohême ; obtint la place de chevalier d'honneur de la Reine en janvier 1743, rentra en France au mois de juillet suivant avec l'armée de Bavière pour être ensuite employé à l'armée de la basse Alsace sous le maréchal de Noailles. Chevalier des ordres du Roy le 1^{er} janvier 1744, il concourut à la prise d'Ypres, en Flandre, puis, en Alsace, à la défaite des Impériaux à Auguenum et au siège de Fribourg. Employé à l'armée du Bas-Rhin sous le prince de Conty par lettres du 1^{er} avril 1745, il se distingue à Oderbourg, poste le plus avancé du côté de l'ennemi et permit au prince de repasser le Rhin en couvrant l'arrière-garde de l'armée française. L'année suivante il servit également sous les ordres du prince de Conty au siège de Mons puis à celui de Charleroi. Après le départ du prince, il commanda l'armée en chef jusqu'à sa jonction avec l'armée du Roy en Flandre. A la bataille de Raucoux, le 11 octobre 1746, il commanda la gauche de la première ligne de l'armée et soutint l'infanterie à l'attaque des villages de Raucoux et de Vauroux. Le Roy le fit maréchal de France par état donné au camp de Hamel, en Brabant, le 17 septembre 1747 ; il prêta serment le 3 décembre suivant. Enfin, par provisions du 23 septembre 1752, il obtint le gouvernement de Gravelines et remit celui de Salins qu'il avait depuis 1738 (1).

Le maréchal de la Motte-Houdancourt, lorsqu'il n'était pas à l'armée, habitait soit à la cour de Versailles, soit à Paris en son hôtel de la rue de Grenelle ; nous ne croyons pas qu'il ait eu souvent l'occasion de venir à la Rochecourbon où habitaient seulement les fermiers (2). Il mourut à Paris le 3 novembre 1755, à l'âge de 68 ans. L'année suivante, sa veuve, voulant se défaire de la Rochecourbon, vendit ce domaine à M. de Macnémara, qui suit, moyennant 130.000 livres ; l'acte fut reçu par Judde, notaire à Paris, le 12 juin 1756, et signé en l'hôtel de la

(1) *Chronologie militaire* de Pinard, tome III, p. 375 et s.

(2) Le 17 janvier 1751, suivant acte de Moreau, notaire à Semussac, la maréchale de la Motte-Houdancourt afferma la Rochecourbon, pour neuf années, à Moïse Martineau, bourgeois et marchand de la ville de Tonnay-Charente, moyennant 4.500 livres par an. Elle habitait alors avec son mari au château de Versailles, paroisse Notre-Dame (Etude Durassier à Meschers).

maréchale de la Motte Houdancourt, rue de Grenelle, paroisse Saint-Sulpice (1). Par suite de cette vente, le domaine de la Rochecourbon sortit de la famille de Courbon qui le possédait depuis 1575 ; mais, comme nous le verrons par la suite, il devait y rentrer trente ans plus tard, en 1785.

M. de Macnémara qui devint en 1756, seigneur de la Rochecourbon, était Jean-Baptiste de Macnémara, chevalier, baron de Lemung, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, lieutenant-général des armées navales et commandant pour le Roy à Rochefort. D'une famille originaire d'Irlande, il était né, croyons-nous, à Hennebont, en Bretagne, et avait été page du duc de Bourbon dont il était le protégé. Il était entré dans la marine en 1708 et avait fait toute sa carrière maritime à Rochefort. Commandant de la marine en ce port depuis 1750, il était lieutenant-général des armées navales depuis 1752. Il avait épousé en premières noces une demoiselle Julia Stapleton, irlandaise de l'Amérique, fort riche, qui possédait d'importants domaines à Saint-Domingue. Celle-ci étant morte à Rochefort en 1748, M. de Macnémara avait épousé en secondes noces, au Mung, près de Saint-Savinien, le 15 août 1754, Mme Marie-Catherine Larcher, veuve de M. André Martin de Pointsable, chevalier de Saint-Louis et gouverneur de la Martinique. Nommé en 1755 au commandement d'une escadre de vingt-sept vaisseaux réunie à Brest, M. de Macnémara avait dû l'abandonner à cause du mauvais état de sa santé compromise par la goutte ; il revint alors à Rochefort où il habitait rue des Fonderies, paroisse Saint-Louis. Il ne demeura d'ailleurs propriétaire de la Rochecourbon, que quelques mois puisqu'il mourut à Rochefort le 18 octobre 1756, à l'âge de 68 ans (il fut inhumé le lendemain dans l'église des RR. PP. capucins). La veille de sa mort, ce qui paraît bien indiquer que ce fut là une promotion posthume, il avait été nommé

1 La vente comprenait l'entier domaine de la Rochecourbon, c'est-à-dire : la châtellenie de la Rochecourbon, relevant, ainsi que nous l'avons déjà dit, de la principauté de Tonnay-Charente et châtellenie des fontaines de Beurley ; le fief et seigneurie de Torfou, relevant du Roy à cause de sa tour du pont de la ville de Saintes, et le fief de Saint-Porchaire, autrement dit le fief commun relevant aussi du Roy. Judde notaire à Paris. Etude de M^e Ader, 226, boulevard Saint-Germain.

vice-amiral de France ès-mers du Ponant et grand croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (1).

Sans enfants de son union avec M^{me} Larcher de Pointstable, qui mourut, croyons-nous, à Toulon où elle s'était retirée après la mort de son mari (2), M. de Macnémara ne laissait qu'une fille, issue de son premier mariage : Elisabeth-Julie de Macnémara. Celle-ci, née à Rochefort en 1727, avait épousé à Rochefort le 22 février 1748 messire Charles de Turpin, chevalier, seigneur de Breuil Malmaud et du Petit-Mondevis, enseigne des vaisseaux du Roy. Etant fille unique, M^{me} de Macnémara de Turpin recueillit à la mort de son père l'entière succession de celui-ci et, par suite, le domaine de la Rochecourbon dont elle demeura propriétaire jusqu'à sa mort survenue en 1785, c'est-à-dire pendant une trentaine d'années environ.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, M. de Turpin, qui épousa la fille du vice-amiral de Macnémara était, au moment de son mariage en 1748, enseigne des vaisseaux du Roy au port de Rochefort. Il appartenait à une famille connue de la région et était né au Breuil Malmaud, paroisse de Saint-Martin-de-Juilliers (3). Garde de la marine à Rochefort en 1741, il avait fait différentes campagnes à la Martinique, à Saint-Domingue et à la côte de Salé, où il avait vu le feu. Nommé en 1757 aide-major de la marine à la place de M. de Mallevault, il reçut en 1760 la croix de Saint-Louis puis devint successivement capitaine de frégate (1^{er} octobre 1764), puis premier aide-major de la marine à Rochefort (1^{er} mai 1765). Au mois de mai 1768, il tomba assez gravement malade pour demander au Ministre de vouloir bien lui accorder sa retraite. Etant parti de Rochefort pour aller aux eaux de Bagnères, il y mourut le 30 juillet 1768,

(1) Dossier de M. J.-B. Macnémara... Archives Nationales, C7, 191.

(2) Aux termes de leur contrat de mariage, M. de Macnémara avait institué sa veuve M^{me} Marie Larcher, usufruitière de la Rochecourbon, acquis pendant leur communauté. C'est donc en cette qualité qu'elle afferma la Rochecourbon pour neuf ans au nommé Chabert et à François-Henry Sonné, maître chirurgien de Pont-l'Abbé, moyennant 5.400 livres par an, suivant bail du 26 octobre 1758 (Merilhon, notaire à Rochefort, étude Parisset).

(3) Il était fils de René Turpin, chevalier, seigneur du Breuil Malmaud, du Petit-Mondevis, Thomeille. Fief Gallet et de Faye en partie, et de Françoise-Gabrielle de Mirande : il quitta l'ordre de Malte pour épouser en 1748 M^{lle} de Macnémara. Ses armes étaient : d'azur à 3 besants d'or, 2 et 1.

à l'âge de 42 ans (1). Sa veuve restait avec trois enfants : René-Charles, Claude-Jean-Baptiste et Catherine-Julie de Turpin qui étant encore mineurs, furent placés sous la tutelle de leur mère et de leur oncle paternel, Jacques Gaspard de Turpin, chevalier, seigneur de Faye, Fief Gallet, Villeneuve, capitaine d'infanterie réformé au régiment royal (2).

L'aîné des enfants de M. de Turpin, René-Charles de Turpin, chevalier, seigneur du Breuil Malmaud et du Petit Mondevis, né à Rochefort en 1740, servit par la suite comme officier au régiment du Roy infanterie. Il épousa à Rochefort, le 7 février 1775, Marie-Bertille-Antoinette Héron et abandonna son régiment en 1778. Le cadet, Claude-Jean-Baptiste, né à Rochefort en 1751, entra comme son père dans la marine où il devint lieutenant, puis capitaine des vaisseaux du Roy et chevalier de Saint-Louis ; il épousa Anne-Constance Achard-Joumard qui lui porta la terre de Balanzac où il demeurait en 1785. Enfin, le plus jeune des enfants de M. de Turpin, Catherine-Julie, née à Rochefort également, épousa dans cette ville le 1^{er} décembre 1779 Nicolas-René-Henry de Grimouard, lieutenant des vaisseaux du Roy et chevalier de Saint-Louis, qui devint plus tard vice-amiral de France et fut guillotiné à Rochefort en 1794.

M^{me} de Macnémara de Turpin, qualifiée dans les actes dame de la baronnie de Lemun et de la châtellenie de la Rochecourbon et fiefs en dépendant (3), mourut à Rochefort où elle demeurait rue des Fonderies, le 11 avril 1785, à l'âge de cinquante-huit ans. La Rochecourbon échut alors à ses trois en-

1. Dossier de M. Charles de Turpin du Breuil... *Archives Nationales*, C7, 332. Lettre de M^{re} Turpin en date à Rochefort du 21 juin 1768... M. de Turpin est tombé malade il y a environ un mois et demy par des glandes qui lui sont survenues autour du cou... il est parti d'hyer pour aller aux eaux de Bagnères... il demande qu'on ne lui accorde sa retraite qu'après son retour des eaux. »

Le même jour, passant à Saintes, M. de Turpin afferma la Rochecourbon pour 9 ans à François-Henry Senné, ci-dessus moyennant 5.800 livres par an (Chety, notaire à Saintes. Etude de M^r du Chatenet).

(1) Voir *Archives départementales de la Charente-Inférieure*, B. 1270.

(2) Le 1^{er} avril 1776 Merithon, notaire à Rochefort, elle affirme la Rochecourbon à Françoise Pinchon, veuve de François Senné, demeurant à la Rochecourbon, pour 9 ans, moyennant 6.600 livres par an.

Le 15 novembre 1780 (Gaillard, notaire à Crazannes, elle rendit aveu au Roy pour les fiefs de Torfon, la Vauzelle et autres, situés paroisse de Saint-Porchaire et dépendant de sa terre de la Rochecourbon.

fants déjà nommés : MM. de Turpin et M^{me} de Grimouard ; mais ces derniers n'en demeurèrent propriétaires que très peu de temps puisque le 16 juin de la même année (1785), ils vendirent la Rochecourbon au marquis de Courbon. L'acte de vente fut reçu par Bigot, notaire à Saintes (1) et signé en l'hôtel du marquis de Blénac, oncle et mandataire de l'acquéreur. Cette vente, qui comprenait l'entier domaine de la Rochecourbon tel que M. de Macnémara l'avait lui-même acquis de la maréchale de la Motte d'Houdancourt, eut lieu moyennant 240.000 livres. Par suite de cette acquisition, le marquis de Courbon faisait rentrer dans sa famille un bien qui en était sorti depuis 1756 (2).

Le marquis de Courbon, qui acheta la Rochecourbon en 1785, était Sophie-Jacques marquis de Courbon, seigneur de Lhoumée, Baconnay et autres lieux. Mestre de camp en second du régiment dauphin infanterie et chevalier de Saint-Louis, il habitait alors à Paris, rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Roch. Veuf depuis 1780 de Léontine-Marie de Verdelin, le marquis de Courbon appartenait à la branche des seigneurs de Blénac et de Champdolent et descendait, en ligne directe, de Jacques de Courbon, écuyer, seigneur de Romette, ci-dessus, marié en 1575 à Jeanne de Gombaud. Né à Brest le 28 novembre 1749, il était fils de Charles de Courbon, comte de Blénac, lieutenant général des armées navales, commandant de la marine à Brest, grand croix de Saint-Louis et cordon bleu, mort à Brest le 23 août 1766. Entré d'abord dans la marine en 1761, Sophie-Jacques de Courbon avait été nommé successivement enseigne puis lieutenant des vaisseaux du Roy ; ayant quitté la marine en 1777, il fut, la même année, nommé capitaine par commission au régiment de Dauphiné. Mestre de camp en second de ce régiment en 1780, il fut nommé le 10 mars 1788 mestre de camp commandant le régiment d'Auvergne et obtint le grade de maréchal de camp par retraite le 1^{er} mars 1791.

Lors de la convocation des Etats Généraux de 1789, le marquis de la Rochecourbon fut convoqué simultanément à Saintes, pour sa terre de la Rochecourbon, et à Saint-Jean-d'Angély —

(1) Etude de M^r Julien-Laferrrière, notaire à Saintes.

(2) M. de la Morinerie, d'après Saint-Allais dit que le marquis de Courbon « racheta en 1787 la terre de la Rochecourbon, sortie de sa famille depuis 1714 ». Comme on le voit, c'est une erreur.

ou plus exactement à Taillebourg — pour sa terre de Champdolent. Il prenait alors les titres de marquis de la Rochecourbon, baron de Champdolent, Bors, Archingeay, seigneur de Lhoumée, Baconnay, Saint-Porchaire, Torfou, la Vauzelle et autres lieux (1), et demeurait ordinairement à la Rochecourbon, où il avait fixé sa résidence depuis peu de temps. C'est lui, croyons-nous, qui dut faire exécuter les différents remaniements opérés au château à la fin du XVIII^e siècle. Vers cette époque, en effet, on dut démolir les deux corps de bâtiments situés à droite et à gauche du donjon, laissant celui-ci complètement isolé (dans le bâtiment de gauche se trouvait la chapelle qui existait encore en 1771). Vers cette époque également, on démolit la tour qui se trouvait dans la cour du château et qui contenait l'escalier, et l'on remania complètement la façade contre laquelle cette tour était placée (d'après la tradition, cette tour, dont on montre encore l'emplacement et la façade en question, auraient été détruites par un incendie); enfin, à la même époque, on dut remanier l'ancienne salle de bains.

Lorsque survinrent les années tragiques de la Révolution, le marquis de la Rochecourbon quitta la paroisse de Saint-Porchaire pour aller habiter à Pons. Nous ignorons par suite de quelles circonstances il alla finir ses jours dans une petite commune perdue du département de la Gironde, à Rignac, arrondissement de Blaye; c'est là en effet qu'il mourut le 14 fructidor an II (31 août 1794), à l'âge de 45 ans seulement (2). N'ayant pas émigré, ses biens n'avaient pas été vendus comme biens nationaux; cependant, le domaine de la Rochecourbon avait été mis sous séquestre et il y fut fait inventaire du mobilier par procès-verbal des commissaires du district de Saintes du 23 pluviôse an II (11 février 1794) et jours suivants.

(1) La baronnie de Champdolent qui comprenait les trois paroisses de Champdolent, Bors et Archingeay, appartenait au marquis de la Rochecourbon comme héritier institué de son oncle Renaud de Courbon, marquis de Blénac, mort à Saintes le 11 août 1787. Quant à la terre de Lhoumée (aujourd'hui commune de la Vallée), elle lui appartenait du chef de son père, le comte de Blénac; mais il n'en était plus propriétaire en 1789 ayant vendu cette seigneurie le 13 octobre 1788 à M. de Grimouard pour 105.500 livres (Petit, notaire à Saintes). Le fief de Baconnay était situé commune de la Vallée, non loin de Pinier. Quant aux fiefs de Torfou et de la Vauzelle, ils étaient situés en Saint-Porchaire.

(2) Et non à Saintes comme il est dit dans La Morinerie, Beauchet-Filleau et autres.

Après la mort du marquis de la Rochecourbon en 1794, les biens dépendant de sa succession demeurèrent dans l'indivision jusqu'en 1805. Par acte du 6 germinal an XIII (22 mars 1805), reçu Langlacé, notaire à Paris, il fut procédé au partage de sa succession entre ses deux enfants : M^{me} Charlotte-Ernestine de Courbon, mariée à M. Gabriel-Marie-Théodore-Joseph Hédouville (1), général de division, membre du Sénat conservateur, grand officier de la Légion d'Honneur et chambellan de Sa Majesté l'Empereur Napoléon, demeurant ensemble à Paris, rue Cisalpine, division du Roule, et M. Charles-Pierre-Hippolyte de Courbon, propriétaire, demeurant ordinairement à la Rochecourbon. Aux termes de cet acte, tous les immeubles ayant appartenu à son père, c'est-à-dire la Rochecourbon et Champdolent, furent attribués à M^{me} Hédouville; le domaine de la Rochecourbon était alors estimé 106.870 francs (2).

Le général et M^{me} Hédouville ayant de nombreux créanciers, ceux-ci poursuivirent devant le tribunal de la Seine la vente du domaine de la Rochecourbon qui fut adjugé le 31 décembre 1817 à MM. Lhomayer et Jean-Joseph Bertrand Richard. Aux termes d'un acte reçu par M. Gaillard, notaire à Saint-Porchaire, le 10 janvier 1823, ces derniers procédèrent entre eux à un partage aux termes duquel la Rochecourbon fut attribuée à M. Jean Joseph Bertrand Richard. Celui-ci mourut

1° Le Général Hédouville et M^{me} de la Rochecourbon s'étaient mariés à Carrouges (Orne) suivant contrat de Pichon, notaire, du 29 floréal an VII (18 mai 1799).

2° M. Pierre Loti a baptisé la Rochecourbon : *Le Château de la Belle au Bois dormant*, et cette appellation n'est pas éloignée de la vérité, car il est certain que la Rochecourbon, surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles, n'a été que fort peu habitée par ses différents propriétaires.

Nous ne pouvons rien préciser en ce qui concerne les Frondebeuf et les de Latour, du moins avant la fin du XV^e siècle; mais les Acarie et les Goumard habitaient Crazannes et Romegoux et non Romette. Les de Courbon habitaient autant Briagne que la Rochecourbon, et après eux, la maréchale de la Mothe Houdancourt, qui habitait à Paris ou à Versailles, ne vint peut-être jamais à la Rochecourbon. Le vice-amiral de Macnémara et sa fille, M^{me} de Turpin, habitaient à Rochefort et ne devaient venir qu'en passant à la Rochecourbon. Le marquis de Courbon fixa bien sa résidence à la Rochecourbon, mais pour peu de temps, car, presque aussitôt, survint la Révolution. Le général et M^{me} Hédouville habitaient à Paris, et MM. Richard à Tonnay-Charente. Quand il mourut, en 1907, M. Victor Richard n'était pas venu depuis un temps immémorial à la Rochecourbon qu'il était d'ailleurs défendu de visiter.

à Tonnay-Charente, où il demeurait, le 10 avril 1855, laissant pour légataire universel son neveu, M. Henry-Victor Richard, négociant, demeurant à Tonnay-Charente.

M. Henry-Victor Richard est lui-même décédé à Tonnay-Charente le 15 décembre 1907, et ce sont ses nombreux héritiers qui sont, aujourd'hui, propriétaires de la Rochecourbon.

Archingeay, le 29 août 1916.

HENRY VENANT.

II

LES LE BRETON DE RANSANNES

Voici quelques précisions sur cette famille, extraites du *Nobiliaire de la généralité de Limoges*, de Simon des Coustures, publié par l'abbé A. Lecler à Limoges en 1901. Vérification faite en 1666, par M. d'Aguesseau. Elles compléteront la note donnée à la *Revue de Saintonge* en 1886, page 449. Le généalogiste marque d'un signe X, les familles dont les preuves ne furent pas trouvées suffisantes en 1598 et d'un autre signe + celles dont les preuves furent trouvées suffisantes à cette date.

IX. Généalogies et armes des gentilshommes de l'élection de Saintes (page 334). 531 X Le Brethon, sieur des Marais et de Ransannes, paroisse de Solignones.

I. François Le Brethon, avocat du roi à Saintes. — Olive Guichard.

II. Nicolas Le Brethon. — Marie de Gourson.

III. Louis Le Brethon. — Renée Mage.

IV. François Le Brethon. — Isabeau Genouillé.

V. Pierre Le Brethon.

I. Copie d'une sentence des élus de Saintes du 2 octobre 1523.
— Copie d'hommage rendu par ledit Le Breton (sic) du 23 mai 1539.

II. Contrat de mariage du 1^{er} juillet 1551.

III. Contrat de mariage du 6 mai 1579.

IV. Contrat de mariage du 26 septembre 1627.

V. Testament de François Le Brethon, du 28 juillet 1665, par lequel il donne à Pierre, son fils, sa terre de Ransanes (1).

(Page 444) Le Brethon, sieur des Marais, paroisse de Solignones, élection de Saintes, porte *d'argent à un roseau de sinople tigé en pal, une étoile de sable en chef et un lion de gueules rampant contre le roseau.*

M. Henri de la Messelière, demeurant à Saint-Brieuc, apparenté à la famille de François-Hélène Protier, femme d'un des membres de la famille Le Brethon de Ransannes, a bien voulu nous communiquer quelques notes qui compléteront aussi la généalogie donnée à la *Revue de Saintonge* en 1886 : d'après ses indications, Nicolas Le Brethon, écuyer, épousa le 1^{er} juillet 1551 Marie de Gourson; son fils Louis, mort après le 10 juillet 1603, épousa le 6 mai 1579 Renée Mage, et outre les enfants mentionnés en 1886, en eut Judith et Marie; son fils aîné, François, écuyer, seigneur des Marais et de Ransannes, mort après le 28 juillet 1665, épousa (contrat de Baudouin et Guillein, notaires jurés à Cousture d'Argenson, du 13 janvier 1628, *aliàs* du 26 septembre 1627), Isabeau de Genouillé, fille de Charles de Genouillé, écuyer, seigneur de Laleu, et de demoiselle Marguerite de Méricourt, dont Pierre, Isabeau, Marguerite, Suzanne, Catherine et Anne.

Ecuyer Pierre Le Brethon, chevalier, seigneur de Ransannes, maintenu noble en Saintonge en 1666, épousa par contrat de Drouhard, notaire royal en Saintonge, du 31 mai 1661, François Lemousin, fille de messire François Lemousin, chevalier, seigneur de la Michellière, et de dame Jacqueline Chasteigner, dont :

Messire François-Gabriel Le Brethon, écuyer, seigneur de Ransannes, qui épousa par contrat de Bernard, notaire royal, du 22 octobre 1696, François Joubert, fille de messire François-Alexandre Joubert, écuyer, seigneur de La Roche-Joubert et de Saint-Christophe, et de dame Jeanne Freneau, dont :

François Alexandre Le Brethon, écuyer, seigneur de Ransannes, qui épousa par contrat de Chaniélel (?), notaire, du 21 juillet 1737, Jeanne François-Hélène Protier, fille de Jean Protier, écuyer, seigneur de Perray en Torxcé (Charente-Inférieure), et de Jeanne-Bernarde Chevalier de La Frappinière, dont :

(1) *Nobiliaire* de Nadaud, tome III, p. 68, p. 259, 2^e édition, p. 241.

Marie-Simone Le Brethon de Ransannes, née le 10 mai 1745, ondoyée le 11 à Saint-Palais-les-Saintes, nommée le 24 avril 1746, admise à la maison royale de Saint-Cyr (outre tous les personnages mentionnés à la *Revue de Saintonge* et qui ne figurent pas sur la note de M. de La Messelière).

Le *Nobiliaire* de Simon des Coustures, indique p. 444, que les Le Breton, sieurs d'Aumont, paroisse de Grézat, élection de Saintes, portent d'azur à un roseau d'or supporté par un lion d'or à dextre et par un renard d'argent à senestre, une étoile d'or en chef, cette analogie d'armoiries semble indiquer une filiation avec ceux de Ransannes. A la page 639, notre auteur donne la généalogie suivante : I. François Le Brethon, Madeleine Fourestier. — II. François Le Brethon. — III. Thomas Le Breton, Françoise Jalays. — Thomas Le Breton (*sic*) — Anne Horric.

I. Lettres de confirmation de noblesse et en tant que besoin d'anoblissement accordées audit François au mois de février 1573. Vérification de la chambre des comptes le 1^{er} septembre 1587, au parlement de Bordeaux le 5 janvier 1595, et à la Cour des aydes de Paris le 23 octobre 1597.

II et III. Testament de François, fils d'autre François et de Madeleine Fourestier, par lequel il donne à François, son aîné, la terre de Faye, et à Thomas, son puîné celle d'Aumont, du 12 décembre 1585, confirmé par un codicille du 10 octobre 1594.

IV. Testament de Thomas en faveur d'autre Thomas, son fils, faisant mention de François son aîné, du 28 août 1643. Décharge obtenue par Marie du Bourg, veuve dudit François, sieur de Faye, par devant M. Guérin, subdélégué de M. Pellot, intendant en Guyenne du... Mariage dudit Thomas, du 26 septembre 1643 (1).

Nous nous demandons si les Ransannes de Charbon Blanc (2) et du Bois de Lage, paroisse de Semonzac, élection de Saintes, se rattachent à la famille qui avait possédé Ransannes avant les Le Brethon et Olive Guichard. Simon des Coustures, p. 488, donne leurs armes : *de gueules à trois mains 2 et 1 d'argent* et leur généalogie qui s'ouvre par un Savary paraissant contemporain de celui qui, au XV^e siècle, passait une monstre et revue

(1) *Nobiliaire* de Nadaud, t. III, p. 68.

(2) *Revue*, XXVII, p. 278.

des gens armés de Soullignottes. Leurs armoiries n'ont rien de commun avec celles qui, mutilées, existent sur la porte de Ransannes. Voici leur généalogie : p. 379. (608 + I. Savary de Ransannes. Marie de Guilloumel. — II. François de Ransannes, Françoise de Guilhem. — III. Jean de Ransannes, 1^o Guillemette Raymond, 2^o Françoise de Catrux. — IV. Du 2^o lit, Joseph de Ransannes. — IV bis. Du 2^o lit, Jacques de Ransannes, Jeanne Audebert. — V. Marc de Ransannes, Esther de Beauchamps. — VI. Jacques de Ransannes, Silvie Audebert. — V bis. Charles de Ransannes, sieur du Bois de Lage, Françoise Gaillard.

I. Offre de foi et hommage par ledit Savary au seigneur de Didonne le 17 juin 1456. — II. Mariage de ladite Guilloumelle, veuve dudit Savary, avec Pierre Guilhem, et de ladite Guilhem, sa fille, avec ledit François, fils dudit Savary, du 10 décembre 1493. — III. Mariage du 1^{er} août 1535. Autre mariage du 9 novembre 1545. — VI. Testament de ladite Catrux, par lequel elle institue ledit Joseph, son fils, du 5 mai 1581. — IV bis. Mariage sans filiation mais fait en présence dudit Joseph, du 19 janvier 1587. — Partage entre Joseph, Jacques et autres de la succession desdits Jean et Catrux, leurs père et mère, du ... juin 1582, V. Mariage du 2 janvier 1617. — VI. Mariage du 28 avril 1660. V bis. Mariage du 19 décembre 1658 (1).

Bien avant Savary, Ransannes avait été possédé par une famille Guilhem de Ransannes, Françoise de Guilhem en serait-elle issue ?

G. T.

III

LA MISSION DU MARQUIS DE BOUFFLERS

EN BÉARN, GUYENNE, PÉRIGORD, SAINTONGE

(Fin)

Pour lors, il arriva une affaire entre les habitants d'Andaye et ceux de Fontarabie pour le droit de pesche sur la rivière de Bidassoa, ce qui obligea le marquis de Boufflers de partir sans qu'il peut avoir le temps de voir faire abjuration au reste de la noblesse. Après avoir donné ses ordres à Saint-Silvestre. bri-

(1) *Nobiliaire de Nadaud*, tome IV.

gadier de cavalerie, que la Cour avoit envoyé pour travailler aux conversions, il partit en poste de Xaintes le vingt septiesme septembre accompagné du marquis de Varennes qui avoit esté relevé par le marquis d'Esco (1), colonel du régiment d'Artois qui resta à la coste de la mer, pour commander à sa place. Le marquis de Boufflers avant partir, pour ne perdre temps, donna ordre aux régiments de Varennes, de Chevilly et de La Raye, de marcher du costé de Dax, près de Baïonne, et voulut scavoir quelle estoit la conduite des nouveaux convertis de Guienne. Il envoya pour cela d'Espagnac à Bergerac pour s'en informer et luy alla passer à travers la Sainxtonge et à Bourdeaux et remonta le long de la Garonne jusques à Agen où il trouva du Sauscé qui travailloit encore. De là il fut à Montauban où l'evesque faisoit paroistre un zèle extraordinaire pour confirmer et pour instruire les nouveaux convertis. Voyant que toutes choses estoient en tres bon estat, il alla passer dans la province de Béarn pour visiter les premiers convertis, d'où il se rendit à Baïonne environ le neuviesme octobre, avec la satisfaction d'avoir veu convertir, dans les provinces dépendantes de son commandement, par ses soins et par les bons ordres qu'il avoit donnés environ, quatre cents mille âmes dans moins de deux mois.

Le lendemain de son arrivée il fut à Andaye pour s'informer du détail de cette dernière affaire qui estoit arrivée. Il apprit que les gardes de la marine, venant de la mer à Andaye avec des pescheurs, les habitans de Fontarabie s'étoient embusqués au dessous, à un quart de lieue de la ville, d'où ils avoient fait un échange de plusieurs coups de mousquet sur les gardes et sur les pescheurs dans le temps qu'ils passaient et qu'il y en avoit eu plusieurs blessés dangereusement, non obstant la paix qu'il y avoit entre les deux couronnes. Il en donna d'abor avis au Roy qui en voulut avoir raison, mais le Roy d'Espagne n'estoit nullement le maistre de ces rebelles acoustumés au désordre et à l'impunité. Pour satisfaire Sa Majesté le roy d'Espagne sigaa un traité par lequel on convint que les habitans d'Andaye et de Fontarabie auroient également droit de pesche

(1) François Gaston d'Hotel d'Esco, marquis d'Esco, marechal de camp, colonel du régiment d'Artois, mari de Elisabeth de Flacelles, fille du comte de Bregy et de la célèbre Madame de Bregy (Voir *Biographie Michaud*). Veuve, madame d'Esco, épousa le marquis d'Usson (Voir plus haut).

sur la rivière de Bidassoa et que la rivière seroit commune aux deux nations. Le traité fait et signé des deux roys, le marquis de Louvoy manda au marquis de Boufflers que Sa Majesté vouloit pour la seureté de ce traité que les Etats de la province de Guipuscoa, d'où dépend Fontarabie le ratifiassent pour empêcher toutes les disputes qui pourroient se former à l'avenir, souz quelque pretexte que ce peut estre. Le marquis de Boufflers envoya aussitôt le maire de Baionne vers le duc de Cansano, gouverneur et capitaine général de la province de Guipuscoa, pour lui demander la ratification du traité par les Etats de la province dont il estoit gouverneur. Il s'en excusa disant qu'il ne pouvoit les faire assembler sans avoir un ordre du roy, qu'il alloit écrire à Madric (*sic*) pour l'obtenir et quand il l'auroit receu il feroit ratifier ce traité, qu'il ne demandoit que quinze jours pour en rendre réponse positive. Les quinze jours passés, le maior de Baionne retourna vers le duc de Cansano quiluy répondit qu'il n'avoit pas encore receu ordre et demanda dix jours, au bout desquels il eut ordre de faire assembler les Etats. Ils ne voulurent pas s'assembler que le Roy d'Espagne ne leur adressat l'ordre directement à eux mesmes, disant que le gouverneur n'en avoit pas le pouvoir, quelque ordre qu'il eut et que le Roy ne pouvoit pas leur oster leurs privilèges. Le marquis de Boufflers reconnut que c'estoit que des ruses espagnoles et qu'ils se servoient de leur foiblesse pour se soutenir. Il en informa la cour qui prit d'autres mesures pour faire ratifier ce traité.

Le marquis avoit tous les jours des nouvelles des nouveaux convertis. Pour en estre mieux assuré il envoya d'Espagnac le dix huitiesme novembre faire le tour de la Guienne pour s'informer de leur conduite et luy donna ordre d'aller passer à Agen et de voir de sa part l'Evesque et du Saussé qui travailloit toujours à confirmer les nouveaux convertis. D'Espagnac vit qu'elle estoit leur conduite, ainsi que ceux de Clérac et de Bergerac, où il séjourna un jour. Le lendemain il alla à La Force pour faire civilité au duc et à la duchesse de la part du marquis de Boufflers qui les prioit de ne vouloir pas souffrir cette année là, à La Force, l'assemblée de toute la noblesse du pais pour célébrer la feste de Saint-Hubert, comme ils avoient coutume de faire les années précédentes quoy qu'on fut persuadé de sa sagesse et de sa bonne conduite, que néanmoins on estoit dans un temps où les assemblées pouvoient estre suspectes.

Le duc de La Force (1) répondit fort honnêtement des civilités que le marquis de Boufflers luy avoit envoyé faire et pria d'Espagnac de l'assurer qu'il estoit très sensible a toutes les honnestetés qu'il avoit receues de luy, qu'a l'égar de l'assemblée de la noblesse du pais qui se faisoit ordinairement à la Saint-Hubert, pour célébrer la feste, il la retrancheroit cette année pour oster tout soupçon et se contenteroit d'aller à la chasse avec mademoiselle de La Force (2), sa fille, et quelques une de ses amies. D'Espagnac prit congé du duc, alla chez le curé qui l'informa de la conduite des nouveaux convertis et luy dit qu'il y avoit encore des particuliers qui estoient revenus à La Force depuis quelque temps, et des femmes, qui n'avoient pas encore fait abjuration. D'Espagnac alla chez eux, leur fit conoistre leur aveuglement, en sorte qu'il engagea la plus grande partie à se convertir. Après il retourna à Bergerac où il trouva de retour le marquis de La Raye, à qui il rendit des lettres du marquis de Boufflers et l'informa des huguenots qui estoient encore à La Force. Le marquis de La Raye ne tarda pas longtemps à faire faire abjuration à tous ceux qui restoient dans le duché, dans Bergerac et aux environs. On ne peut mieux servir Dieu et le Roy qu'il fit dans une pareille occasion.

Le dimanche suivant, d'Espagnac alla dans toutes les églises pour voir la dévotion des nouveaux catholiques, surtout à la

(1) Jacques-Nompar de Caumont, duc de La Force, pair de France, mort le 19 avril 1699, au château de La Boullaye, près Evreux.

« Le duc de La Force auquel l'intendant a intimé d'avoir à changer de religion a répondu qu'il ne dirait qu'au roi son opinion à ce sujet. Il est venu à la cour, mais n'a pas été reçu, et on lui a fait savoir que son château serait démoli s'il ne se hâtait de changer. » *Gazette de Haarlem, loco citato*, p. 269, voir son article dans Haag, *La France protestante*.

« M. de La Force, dit Dangeau dans son *Journal* (8 juillet 1686), était un très pauvre homme, fort ruiné et fort vexé dans sa religion. »

Le 13 juillet 1689, il fut arrêté et conduit à la Bastille d'où il ne sortit qu'en mai 1691 pour se faire instruire dans la religion catholique (*Ibidem*). *Le Bulletin de l'histoire du Protestantisme fr.*, a publié en 1853-1854 tout un dossier sur l'incarcération du duc de la Force.

(2) Mlle de La Force est bien ici Marie-Anne-Louise.

« 8 juillet 1686. Le roi a donné à Mlle de La Force, qui se convertit une place de fille d'honneur de Mme la Dauphine, quoiqu'il n'y en eut point de vacante. Le roi lui donne une pension de 1.000 écus et 200 écus présentement pour lui aider à avoir des habits. Mme de Courtaumer, sa sœur aînée, qui est convertie, il y a six mois, a eu 1.000 écus de pension aussi et le roi prend soin de tous les garçons et des petites filles. » Dangeau, *Journal*, I, p. 359.

grande messe. Il s'informa du curé, des missionnaires, de plusieurs religieux et du Père gardien des Cordeliers, qui avoit beaucoup travaillé aux conversions. Il apprit que les nouveaux convertis faisoient assés bien leur devoir. Il partit le mesme jour et alla passer chez le président Viger, qui luy dit ce qu'il sca voit touchant la conduite des nouveaux convertits. Il continua sa route vers la ville de Sainte-Foy (1), où il trouva que les nouveaux catholiques estoient d'aussi bon exemple que les anciens. De là il passa par les villes de Castillon (2), Libourne et Bourdeaux, où il parla à plusieurs personnes de la conduite des nouveaux catholiques. Le Père Cosso, Jésuite, professeur de théologie, le Père Chastelet et Chastein, chantre et chanoine de l'église métropolitaine de Saint-André, qui avoit travaillé avec succès aux conversions, luy apprirent plusieurs choses. Il partit le lendemain pour Baïonne où il arriva le vingt sixiesme novembre et rendit un compte exact au marquis de Boufflers, qui eut beaucoup de joye d'apprendre que tous les nouveaux convertis s'acquittoient de leur devoir.

Deux jours après Vauban, le plus habille ingénieur de son siècle, visitant les places frontières du royaume, arriva à Baïonne, où il fut sept ou huit jours, qu'il employa à voir les travaux avec le marquis de Boufflers et donner des ordres pour faire de nouvelles fortifications. Vauban détermina tous les ouvrages qu'il jugea nécessaire pour fortifier la ville de Baïonne (3) et partit avec le marquis de Boufflers pour visiter la frontière du costé d'Andaye, où estant arrivés, ils allèrent aux environs du bourg pour reconoistre la situation ils furent dans la redoute qui est scituée à l'opposite de Fontarabie, d'où l'on avoit tiré du canon pour saluer le marquis de Boufflers, lorsqu'il entroit dans le bourg. La Bouslé, commissaire de la marine leur donna à disner.

(1) Sainte-Foy-la-Grande, arrondissement de Libourne (Gironde).

(2) Castillon, arrondissement Libourne (Gironde).

(3) Ou bien l'auteur de ce *mémoire* est mal renseigné ou bien il dénature les faits, dans le seul but de rehausser les mérites de Boufflers plus qu'il ne convient. Quand Boufflers arriva à Bayonne les fortifications de la ville devaient être avancées, en tout cas elles avaient été décidées depuis longtemps. Vauban arriva à Bayonne le 24 avril 1680 avec le titre de subdélégué de Sa Majesté pour les fortifications de Bayonne. (Pour le détail de son œuvre, voir *Bulletin de la Société des Sciences et Arts de Bayonne*, 1887, p. 167. Il est exact cependant qu'en 1685 et 1686 même en 1689 on travaillait aux fortifications, même *Bulletin*, 1884, p. 18.

Après le disner, ils remontèrent à cheval pour retourner à Baionne, mais passant le long de la rivière de Bidassoa, un peu au-dessous de Fontarabie, sous la bonne foy d'un traité de paix, un assés grand nombre de soldats et de bourgeois, qui estoient sur l'autre bord de la rivière, vers le faubourg de la Magdeleine, firent une décharge de coups de mousquets sur le marquis de Boufflers, sur Vauban et sur ceux de leur suite, le cheval d'un aide de camp du marquis de Boufflers, appelé Fonguillère reçut une blessure à la teste de laquelle il mourut. Fonguillère estoit au costé du marquis de Boufflers et de Vauban qui furent surpris d'un pareil procédé. Pourtant ils ne doublèrent pas le pas. Tout au contraire, ils s'arrêtèrent quelque temps, faisant dire à ceux de leur suite de ne les pas suivre de si près. Ces assassins ne s'arrêtèrent pas à la première décharge ils en firent une seconde sur eux. On proposa au marquis de Boufflers qu'on feroit venir les gardes de la marine et des soldats qui n'estoient pas loin de là afin de punir sur le champ ces malheureux. Il ne le voulut pas et continua son chemin avec Vauban le long de la rivière d'un grand sens froid jusques au bord de la mer pour s'en aller à Saint-Jean-de-Lus.

Quelle fatalité si ces scélérats avoient tué en pleine paix deux hommes d'un si grand mérite qui s'estoient si fort exposés en temps de guerre et qui avoient couru tant de hazards. Leur destiné auroit esté semblable en certaine manière à cellé de Jule César.

L'action de ces assassins fut sceue le mesme jour du duc de Cansano qui estoit à Saint-Sébastien, d'où il envoya toute la nuit en poste le maïor de la place pour faire des excuses au marquis de Boufflers, qui ne se paya pas cette de monoye. Il en écrivit à la cour et envoya le lendemain d'Espagnac avec une lettre de créance vers le duc de Cansano, pour luy demander raison de l'insolence des habitans de Fontarabie. D'Espagnac exécuta sa commission conformément à son instruction et au gré du marquis de Boufflers, à qui il apporta la résolution du duc de Cansano signée de sa main touchant la satisfaction que le marquis demandoit, tant des dernières insolences commises contre luy que pour la satisfaction du traité. Le marquis de Boufflers eut beaucoup de joye de l'heureuse négociation de d'Espagnac. Il avoit pourtant si souvent éprouvé que les Espagnols ne tenoit que rarement leurs promesses qu'il n'osa

pas s'y fier et le fit scavoïr à la cour qui avoit mandé au marquis de Féquière (1), ambassadeur en Espagne, de finir cette affaire, ce qu'il fit et à la fin le traité fut ratifié, les choses furent réglées, on donna toutes sortes de satisfaction au marquis de Boufflers qui, après cela, s'en alla visiter les nouveaux convertis dans toute la Guienne. Enfin après avoir fait sa tournée il fut à La Rochelle et à Rochefort où du Saussé et l'intendant de la province (2) travailloit, aux conversions et ayant donné des ordres pour empêcher quelques malheureux mutins de se retirer en Angleterre, il retourna à Bourdeaux.

Je vous envoie, Monsieur, la relation que vous avez désirée. Elle pourroit estre plus détaillée et mieux écrite, mais j'ay creu qu'il faloit avoir plus de soin de naïveté que de l'ornement du discours. Du depuis j'ay trouvé la copie de trois lettres qui vous persuaderont ce que je vous escris des conversions, la première est une lettre que le marquis de Boufflers a écrit au révérend Père La Chaize après les conversions.

A Baïonne ce 10 de décembre 1685.

Mon très révérend Père,

Monsieur d'Espagnac a eu tant de part aux conversions qui se sont faites en Guienne que je croirois manquer à la Justice que je luy dois si je ne me donnois l'honneur de vous en rendre un témoignage particulier. On ne peut assés dire quel a esté son zèle et son application sur cela ny combien grand en a esté le succez. Je vous le dis avec vérité, son talent et son esprit ne luy ont laissé échaper presque aucun des religieux auxquels il a parlé. Tous s'estant rendus à ses sages exhortations se sont convertis. Il ne s'acquite pas moins bien de tout ce qui est de sa profession dans laquelle il est fort distingué et estimé. Ainsi

(1) Isaac Manassés de Pas, marquis de Feuquière. Après avoir été gouverneur de Toul et Verdun, il fut chargé de missions en Suède, en Allemagne, puis devint ambassadeur en Espagne en 1685. Il était fils d'Isaac de Feuquières qui perdit la bataille de Thionville et épousa une sœur du comte de Grammont. Il mourut le 6 mars 1688. (Dangeau. I, p. 160; II, 119; Moréri).

(2) Pierre Arnou, seigneur de Vaucresson et de La Tour, intendant de la marine à Rochefort, commissaire pour l'exécution des ordres du roi en Aunis (1683-1688). Il fut remplacé en 1688 par Michel Begon. Cf. la notice que M. Delavaud lui a consacrée en tête des *Etablissements religieux et hospitaliers à Rochefort* (Archives Saintonge, tome XLIII). Comme tous ses collègues il fut un peu dur pour les protestants.

de quelque costé qu'on le regarde il est très digne des bontés et des grâces du Roy. Je vous seray très obligé à mon particulier, mon très révérend Père, de toutes les faveurs que vous voudrés bien luy accorder et des bons offices qu'il vous plaira de luy rendre auprès de Sa Majesté. Je vous supplie de m'honnorer toujours de vos bonnes grâces et d'estre persuadé que l'on ne peut rien adjouster au respect, à la vénération avec laquelle je suis, mon très révérend Père, vostre très humble et très obéissant serviteur.

BOUFFLERS

Pour le révérend Père de La Chaise.

Autre lettre du révérend Père Cosso, de la compagnie de Jésus et professeur de théologie, au révérend Père de La Chaise.

Mon révérend Père,

Pax Christi.

Le sieur d'Espagnac duquel je me suis donné l'honneur d'escrire deux ou trois fois à votre Révérence ayant bien voulu se détourner de son voyage de la Franche-Comté pour rendre ses respects à votre Révérence, j'ai creu que je ne pouvois pas me dispenser de luy rafraichir la mémoire du témoignage que je luy ay rendu de son mérite, du zèle qu'il a marqué dans toute la province à convertir les huguenots et du soin dont Dieu a bény ses travaux. Je puis donc assurer à vostre Révérence que c'est luy qui a parcouru tout le Périgor, toute la Guienne, et une bonne partie de la Xainteonge et que par ses soins il a faict rentrer dans le sein de l'Eglise plus de trente mille âmes. Comme il faisoit tout cela avec un désintéressement merveilleux et une piété extraordinaire, toujours accompagné d'un ou deux de vos Pères, on l'appelloit ordinairement le Jésuite rouge ou le Jésuite travesti, et comme il a un attachement très grand pour nostre compagnie, je ne doute pas que Vostre Révérence ne luy tesmoigne la part qu'elle prend et surtout au secours qu'il a donné à nos Pères missionnaires, en quoy il ne s'est proposé autre chose que la gloire de Dieu et la satisfaction du Roy. C'est là le témoignage sincère que luy rend de ce bon officier celui qui est avec un profond respect. Mon révérend Père, son très humble et très obéissant serviteur.

Cosso, J. J.

A Bourdeaux, ce 19 décembre 1685.

*Autre lettre du révérend Père au révérend Père Falloux,
procureur général des Jésuites.*

Mon révérend Père,

Pax Christi.

Celui qui rendra celle cy à vostre Révérence est Monsieur d'Espagnac, un des bons officiers du royaume, mais que nous devons tous considérer pour avoir converti près de trente mille huguenots par ses soins, ses travaux et ses veilles et son industrie. Il emmenoit toujours avec luy de nos Pères dans toutes les conversions qui se sont faittes en Périgor et alieurs, et il a donné des marques d'un si grand zèle qu'on l'appeloit le Jésuite rouge ou le Jésuite travesti. Je prie donc très instamment vostre Révérence de le présenter au révérend Père de La Chaize, pour qui je luy ai donné une lettre, il passe exprès à Paris pour luy rendre ses respects et si le révérend avoit un peu de loisir pour luy faire raconter quelques unes de ses industries à convertir les gens, je crois qu'il y a longtemps qu'il n'a entendu rien de plus agréable. Je prie votre Révérence de luy faire toutes ses amitiés qu'elle pourra comme estant un des meilleurs amis de nostre compagnie et de moy en particulier, et elle obligera sensiblement celui qui est avec respect, mon révérend Père, vostre très humble et très obéissant serviteur.

Cosso J. J.

A Bourdeaux, le 19 décembre 1685.

Pour le révérend Père Falloux.

IV

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES

JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

L. — LÉGENDE DES ÉVÊQUES CONCORDE ET TROJAN

(A) *Fragments de la Vita Troiani episcopi disparue.*

La légende de Trojan où se rencontrent des précisions, non relevées par les annalistes, sur son devancier Concorde et sur son compétiteur Didyme, fut rédigée assez longtemps après sa

mort pour qu'on pût invoquer l'antiquité comme une cause d'ignorance partielle de ses gestes.

La composition en est, d'autre part, antérieure à la rédaction du *Liber in gloria Confessorum* puisque le passage consacré par Grégoire de Tours à Trojan de Saintes fut introduit dans les bréviaires à la suite des dernières lignes de la vie du saint, figurant à l'office de sa translation.

Un manuscrit très ancien de cette vie existait encore au XIV^e siècle. Par leur comparaison, les variantes des bréviaires diocésains *B* et *C* et du bréviaire de la cathédrale montrent que leurs copistes ont transcrit les fragments conservés de la légende sur un texte présentant, par sa vétusté, certaines difficultés de lecture qu'ils ont résolues différemment.

Par ces livres d'église, deux fragments essentiels de la vie du saint, le commencement et la fin, ont été sauvés : grâce à eux, l'histoire religieuse de la Saintonge de 450 à 510 est établie.

Le début de la légende se lit au Propre des saints, le 10 février, jour où l'Eglise gallicane solennisait la mémoire de Scolastique, sœur de saint Benoit. Cette fête, introduite sous l'influence clunisienne, devait, à Saintes, céder le pas à l'office de Trojan, célébré le jour de sa mort.

La partie finale de sa vie forme les trois premières leçons de l'office commémorant l'invention des reliques de Trojan, *sancti Troiani inventio*, le 30 novembre. Faute de les avoir connues, les hagiographes ont fixé à cette dernière date la mort de Trojan, alors que la troisième leçon porte en termes exprès : « Quarto ydus februarii celo migravit. »

Le manuscrit latin 16 309 règle ainsi (fol. 372) le premier office de Trojan :

Sancti Troiani episcopi et confessoris. Festum Virginis [Scolastice] transferetur in sequentem diem de sancto Troiano : facimus festum duplex, cum tribus cantoribus. Collecta, Invitatorium, Antiphona, P[salmus] : V[ersiculus]. R[esponsum] Laudes, Hore et Capitulum, sicut unius Confessoris pontificis. Si autem euenerit in dominica Septuagesime, vel in aliqua de subsequentibus festum sancti Troiani, transferetur in sequentem die[m] Lune. Et [si] festum sancte Scolastice transferri non posset, eo quod in sequenti die esset Septuagesima, fiet hac ipsa die commemoratio de ipsa Virgine secreto.

Voici le texte des leçons du 10 février, d'après le bréviaire de la Cathédrale; nous indiquons les variantes du bréviaire diocésain (a).

Lectio I. — Posteritati prouidetur si nichil de sanctorum uita fugax subducat obliuio. Et lucrū (b) duplex oboritur quociens pagina ex textu iustorum merita recensentur. Quia et pastor, qui modo relatione gestorum representatur in populo, cum (c) fideliter tanto recreantur (d) auditu, et ad (e) altiora prouocatur (f) et accipit grex augmentum.

Resp. Euge, serue bone.

Lectio II. — Igitur beatissimus Troianus, Xanctonice ciuitatis pontifex preconandus, patre Samuele, Sarracena genitrice, orientalibus, huc in Scolis est deductus : Obortus parentibus non infimis, nobilibus, generosis, nobilior facta progenies, cum de genere terreno celos ascendit ex merito.

Resp. Ecce sacerdos.

Lectio III. — Et quia gestorum ordinem uetustas subrupuit (g), contenta posteritas que ad nos peruenerunt saltem gratuletur agnoscere.

Hic quidem litteris eruditus, sacris actibus incitatur : coma detonsa, clericus effectus, uirtutibus in ipsa adolescentia florens, a sacratissimo Viuiano antistite precipuo, diaconus ordinatur.

Resp. Ecce sanctus.

Lectio IIII. — Et quoniam per Galliam Arrianæ heresis perfidia tum regnabat, a suo Pontifice sepe Tolosani destinatur, Regi et Regine dignus leuita fuit cognitus. Inter hæc, sanctus Viuianus, clarus beatis operibus (h), a Redemptore acercitus meruit conscendere. Hinc ordinato successore beato Concordio, post suum iterum gloriosum discessum a seculo, Rex dat edictum ne quis catholicorum ordinaretur episcopus suis in ciuitatibus, hereticum subrogans eiusdem urbis antistitem ; annis fere ter quaternis deerat pastor Xanctonicus.

Resp. Posuisti adiutorium.

Lectio V. — Et quia circa gregem suam curam impendere dignatur Pastor eternus, contigit ut pontificem Troianum erexit altario, Regem eiecerit de solio. Hinc Regina salubrior, quia erat ueraciter catholica,

(a) B. 10¹. 372; C. fol. 128. (b) lucrū B. (c) B omet cum. (d) recreatur B. (e) B omet ad. (f) B prouocantur. (g) sic pour subripuit. (h) opibus B.

in ecclesiis sacerdotibus ordinatis dat edictum per populos, ut **Arrianos** a sedibus expellerent episcopos.

Resp. Amauit eum Dominus.

Lectio VI. — Hac libertate circumquaque agnita, de electione pontificis Troiani oritur murmur (*i*) Xanctonicis. Plebs amplectitur Troianum, nobilissimum uirum omnis Senatus Didimum. Renititur autem Didimus, nec se dignum meritis profitetur. Regine datur relatio; que sibi diu notum profert Troianum episcopum. Qui, antistes ordinatus sacre ecclesie Xanctonice, preditus uigilantia, attentus misericordia, promptus (*j*) suggerentibus, credulus indulgentibus pius (*k*) sequax apostolicus, omnia factus omnibus : Qui, qualibus meritis (*l*) fuerit seu uirtutibus, non abscondit.

Resp. Sint lumbi. — Si hoc festum euenerit in XL^{ma} (*m*) tres ultime lectiones legentur de Ieiunio, cum duobus responsis de precedenti dominica; ultimum responsum erit de festo.

Lectio VII. — Igitur cuiusdam infantula, incommodi flagello percussa egritudinis, labore defessa, auida quoque febre depasta, ipso extremitatis iam sine conclusa, delata ad ecclesiam a sanctissima episcopi cellaria (*n*) nomine Formicula, que, ut dicitur, grabataria fuerat, sollempniter ex (*o*) undarum fontibus est extracta.

Resp. Magnificauit.

Lectio VIII. — Qua in transitu posita Formicula, oblata puella Pontifici, supplicat ut cui spes deerat de vita, jam vel recederet confirmata. Tum Sacerdos interrogat « cur, sine sua iussione, hanc exceperis presumperit », illa referre cepit se illud ideo fecisse, ne infantem sine baptismo mors preueniret.

Resp. Ecce uir prudens.

Lectio IX. — Tunc inter morosa colloquia, infans exanimis palpitat; super cuius membra iam frigida, manu Sacerdos imposita dicendo uerba sollempnia, salubritas dextere sic uiuificat dum confirmat, quod, filiis honerata, quasi postima fuit, post de prole fecunda est. Opere pretium creditur ut hoc miraculum generacionibus deuulgetur.

Resp. Sancte Troiane. — « Te Deum laudamus » debet dici. Si uero post Septuagesimam. Laudes, etc., sicut unius Confessoris pontificis. Ad

(i) rumor B. (j) B promptus.

k C. marque ici la séparation que B reporte avant « pius ».

l. meritis B m. Quadragesima. (n) cellaria B. (o) ut B.

Tertiam, Resp. Iste sanctus. Vers. Uinculis carnis. Vers. Iustum deduxit Dominus, et cetera de Confessore. Si autem hoc festum euenerit in aliquo sabbato, aut sit ante Septuagesimam uel post, Vesperi fient eodem modo quod dictum est in Purificatione.

Voici maintenant la fin de la légende, tirée du bréviaire de la collection Martineau. Nous ne pouvons, pour la première partie de ce texte, présenter les variantes du bréviaire diocésain du XIII^e siècle : le feuillet où elle se trouve a disparu, par une mutilation qui eut pour cause évidente l'enlèvement d'une miniature précieuse. Mais le manuscrit latin 1307 (fol. 443) contient ce passage et fournit quelques variantes.

Sancti Troiani inuentio.

Confessorum regem, etc. Omnia ut unius Pontificis Si uero euenerit prima dominica Aduentus, transferetur ad secundam feriam.

Lectio I. — Igitur dum pater apostolicus Troianus lingua (a) floreret canicie, cognoscit reuelatione prius de mundo non se migrare (b) quam catholicum regem meretur (c) inspicere (d). Hic precellentissimum Clodoucum uictorem cum Engolismam ad urbem cognouisset accedere, sanctus uir, ut preualuit, illuc (e) uehiculum dirigit. Sed ante (f) uidit per soporem Rex aduenientem antistitem.

Lectio II (g). — Die uero illucescente, annunciato (h) hoc (i) Principi, ipse personam mox (j) designat quam nox transsacta monstauerat. Cui osculo impenso, Rex se (k) subducit ab osculo, asserens se non dignum, cruore plenum de prelio (l). Quem sanctus immitando (m) excepit, dicens illud propheticum : « Nunc dimicte (n) seruum tuum, Domine, in pace (o), quia uiderunt oculi mei salutare tuum. » (p) Quo peracto (q), reueniens ad urbem Xanctonicam (r), annis quater denis episcopali cathedra presul gubernans (s) ecclesiam, post predicanda certamina uel aggreganda (t) miracula, deuicta seculi pompa, ad Redemptoris premia m^o (u) idus (r) febraio (w) celo migravit, uocatus

(a) D longa. (b) D migrasse. (c) D mereretur. (d) Lectio II D. (e) D illud. (f) D autem. (g) Lectio III D. (h) D adnunciato. (i) D huic. (j) D mors. (k) D omel se. (l) Lectio III D. (m) sic pour immitendo? D inuitando accepit. (n) D dimittis. (o) D in pace, Domine. (p) Lectio V D. (q) D perato. (r) D Xanctonica. (s) Le fol. 538 de B commence a la fin du mot gubernans. (t) D aggregenda. (u) BD quarto. (v) D ydus. (w) B D febraio.

meritis ad coronam, prestante Domino nostro Ihesu Xristo cui est honor et gloria in secula seculorum. Amen.

Lectio IIII (x). Troianus pontifex Xanctonice ciuitatis sancto Viuiano coniunctus celo, uicinus est tumulo — — — de celo descendens.

Lectio V. — Cognita autem uir Dei re — — « Benedic mihi, quaeso, beate pontifex ».

Lectio VI. — Cum ille — — ad uisitanda sancta loca ».

Lectio VII. — Tremens uero subdiachonus — — archana Dei ».

Lectio VIII. — Igitur impleto Sacerdos — — admiratione adstancium.

Lectio IX. — Magne eius — — incolumitate recedunt (y).

Te Deum laudamus. Pro nobis, etc., sicut unius Confessoris pontificis. *Cap.* Ecce sacerdos. *Resp.* Operibus sanctis. *Hymnus.* Iste confessor. *Vers.* Ora pro nobis (z).

(B) *Apparition de saint Martin à Trojan
relatée par Grégoire de Tours*

Le *Liber in gloria Confessorum* renferme, au chapitre 59, le récit d'une apparition dont Antoninus, sous-diacre de Trojan, fut témoin. Il a été reproduit, avec quelques variantes, dans les bréviaires du XIII^e siècle, à l'office du 30 novembre, dont il complète les leçons.

Grégoire de Tours, au début de cette narration, assure que Trojan fut inhumé à côté de Vivien, par conséquent dans la basilique érigée par celui-ci en l'honneur de saint Pierre.

(a) « Troianus pontifex Xanctonice ciuitatis sancto Viuiano coniunctus celo, uicinus est tumulo. Magne enim uirtutis fuisse dicitur hic sacerdos (b). Quodam uero tempore, dum, inter obscura noccium tempora, loca sancta que tunc in circuitu urbis habebantur, uno tamen subdiacono comite, circumiret, apparuit eis globus magni luminis, quasi de

(x) D Lectio VI.

(y) Ces dernières leçons reproduisent le texte de Grégoire de Tours (*Liber in gloria Confessorum*, cap. 59) qu'on trouvera ci-après.

(z) D se borne à l'oraison : « Vers. Ora pro nobis, beate Troiane. Et cetera ut unius Episcopi. »

(a) B Lectio IIII. — D Lectio VI. (b) D Lectio VII.

celo descendens. (c) Cognita autem uir Dei re, ait comiti : « Ne sequaris penitus, donec ego te uocem. » At ille, terre deuolutus, spectabat haud (c) procul quidnam miraculi ageret Dei seruus (d). Erat enim ager publicus in quo constiterat. Appropinquante uero lumine, cucurrit Sacerdos ad occursum eius et, usque ad terram se humilians, ait : « Benedic mihi, quaeso, Pontifex. » (e) Cui ille qui aduenerat ait : « Tu mihi benedic, sacerdos Dei Troiane. » — Et dato sibi osculo, facta oratione, locuti sunt diutissime simul. Subdiaconus uero Antoninus spectans, uidit lumen quod apparuerat eadem uia qua uenerat reuerti. Vocans itaque ad se subdiaconum (f) ait : « Accede nunc, ut explicemus ceptum iter ad uisitanda sancta loca. » (g) Tremens uero subdiaconus ait : « Quaeso, Domine, ne despicias humilitatem meam, sed indica mihi que uideris; animaduerti enim nescio quid fuisse diuinum ». Cui ille : « Dico tibi, si nemini dixeris. Nam scito quod in quacumque die hec publicaueris, ab hoc mundo (h) migrabis. Sanctum, inquit, Martinum Turonicum uidi, et ipse locutus est michi. Cur ergo uulgare audeas arcana (i) Dei? »

(j) Igitur impleto Sacerdos uite huius cursu, obiit. Subdiaconus uero plenus dierum egre ferens ut uirtus sancti Troiani occuleretur (k), conuocato Episcopo, clericis ac quibusdam senioribus, omnia que a sancto audierat, et qualiter (l) misterium (m) luminis uiderat, quod manifestissime fidem Troiani, Martinique (n) gloriam patefecit, et ex ordine reserauit, necquicquam ex hiis occuluit (o) adiciens (p) hec : « Et ut probetis (q) uera que loquor, finem facio uite ». Et hiis dictis, statim (r) clausis oculis, obiit, non sine admiratione adstancium.

(s) Magne enim, ut diximus, uirtutis fuit beatus Troianus antistes, et honorabilis inter cunctos ciues urbis sue. Hic fertur, dum esset in corpore, si nouum, ut assolet, amphibolum (t) induisset, cum quo processurus diocesim (u) circumiret, fimbrie huius uestimenti a diuersis diripiebantur, salubre omnis homo computans quicquid ab eo rapere

(c) B Lectio V. — D Lectio VIII. (e) B aut. (d) D Lectio IX. (e) B Lectio VI. — D omet la suite (f) B uocato ad se subdiachono. (g) B Lectio VII. (h) mundo en marge de B. (i) B archana. (j) B Lectio VIII. (k) B osculeretur. (l) Leçon de B, préférable au texte de Krusch « aequaliter ». (m) B misterium. (n) B quod, corrigé en interligne « que ». (o) B occuluid. (p) B adiciens. (q) B prebetis. (r) B omet statim. (s) B Lectio IX. (t) Vestis pilosa édit. Krusch, p. 782. — B aliphahum. (u) B diocesis

potuisset. Qui, sepultus in terris, celo se uiuere multis uirtutibus manifestat. Nam energumēni (r) et frigoritici, ceteriue infirmi plurimūque (x) ad eius tumulum exorantes, accepta incolumitate, recedunt. »

(Edit. Kausch, *Scriptores rerum Merovingicarum*, I, 782.)

On remarquera dans ce texte, au sujet des sanctuaires ou lieux sanctifiés (*loca sancta*) visités par Trojan, l'adverbe « tunc » dans la phrase incidente « *que tunc in circuitu urbis habebantur.* » Dans le cours du VI^e siècle, la situation de ces « saints lieux » avait donc changé. Furent-ils déplacés ? ou l'enceinte de la ville fut-elle reportée à distance, de telle façon qu'ils y fussent désormais englobés ? Le texte de Grégoire ne suffit pas pour le préciser, mais ce n'est pas sans motif, puisqu'il connaissait la ville et ses annales religieuses, qu'il a introduit dans sa narration cette incidente explicative.

(C) *Séjour du roi Clovis à Angoulême
relaté par Grégoire de Tours.*

« Igitur Chlodouechus rex ait suis : « Valde moleste fero, quod hi Arriani partem teneant Galliarum. Eamus cum Dei adiutorium, et superatis redegamus terram in ditione nostra ». Cumque placuisset omnibus hic sermo, commoto exercitu, Pectavus dirigit. Ibi tunc Alaricus commorabatur — — Interea Chlodouechus rex cum Alarico rege Gothorum in campo Vogladense, decimo ab urbe Pictava miliario, convenit — — Porro rex, cum, fugatis Gothis, Alaricum regem interfecisset — — filium suum Theudoricum... ad Arvernos dirigit — — Regnavit autem Alaricus annos viginti duos — — Chlodouechus vero apud Burdigalinsi urbe hiemem agens, cunctos thesauros Alarici a Tholosa auferens, Ecolismam venit. Cui tantam Dominus gratiam tribuit, ut in eius contemplatione muri sponte corruerent. Tunc, exclusis Gothis, urbem suo dominio subiugavit. Post haec, parata victoria, Turonos regressus est. »

GREGORIUS TURONENSIS EPISCOPUS, *Historia Francorum*, l. II, c. 37 : édit. Krusch, p. 99.

(r) B *energumēni*.

(x) B *plurimumque*.

(D) Transformations de la légende de Trojan.

(A) Chronique saintongeaise.

Le souvenir des relations de Clovis et de Trojan ne se perdit pas dans la poussière des archives ou dans le murmure annuel d'un office hâtivement récité. Une des interpolations de *Tote l'istiore de France* développe ces rapports entre le conquérant et le prélat; ils sont intensifiés à plaisir.

« Clovis venguit à Enguolesma, é Dés (Dieu) dona li tant grant grace que, à l'avenent, li mur chairent (tombèrent) par la preira saint Troian, qui eret ot (était avec) lui; é prist la vila; et fit hi II yglises, una di Saint Chibart, et l'autre de Saint-Oseine (Saint-Cybar et Saint-Ausone); é fist una abaie a la fontane de Botavile, or (où) giest sainz Paus li hermites, et dona hi una leguea (lieue) de terra en toz sens.

E venguist s'en a Xaintes, ot (avec) saint Troian qui estet evesques de la cité; et ala velier a Saint Eytropa... et dona hi grand aver, de ceu qu'avet fait apporter de Tolosa; é pria most saint Troian de la baia (a) Saint-Eytrope, et dona li tost l'évesques, qu'il n'en recongnist nul home; é sevelit saint Agnien, un precios cors saint qui fu évesques d'Orliens et ses dos arcodiacres, l'un a destra et l'autre a senestra.

E comanda les Franceis remanir a Saintes é a Bordeu. por fausser la lei des Guoz. Après s'en ala a Castel-Alion, é fit hi l'abaia saint Guanelo, et gita en les Goz. Après s'en vint à Muron é fit l'glise; et giest hi sainz Mabire et maint autre cors saint (b).

Après s'en ala a Vircon et ocist les Goz qui l'avoet oni; por co a nom la terra Ounis (c). E fit una iglise de Nostre-Dame saincte Marie or a maintes vertuz (d) de Nostra Dama. E ala

(a) Ainsi porte le ms. 5714, fol. 20. C'est à tort qu'on a imprimé « l'abaia ». Clovis apporte des trésors qu'il remet à Trojan, en le priant de les donner à Saint-Eutrope.

(b) Le ms. *Lee* ajoute : « E bien près d'equi si gist sainz Guaheris et sainte Margarete en un lieu qui a nom Able.

(c) Incomparable étymologie ! Rabelais en eût été jaloux. — Vircon Virson, canton d'Aigrefeuille d'Annis, arrondissement de Rochefort.

(d) Le ms. *Lee* remplace par « reliques » le mot « vertus » devenu obsolète en ce sens.

s'en pui de la Rocha, or fit una abaia de Saincta Maria des Portes Dé (^e), é dona hi lo braz saint Vincent é la costa, é una leguea de terra en toz sens.

E après s'en torna à Tors (Tours).

(Bibl. Nat., Paris, ms. fr. 5714, fol. 20).

(B) Miracle de saint Trojan dans le *Pseudo-Turpin*.

« La nuit après, Aiguolanz s'en essi de la cité parmi l'eue, et Karlemaines entra après en la vile, et ocist toz ceaus qui ne vogrent estre crestien. Hunaut fit baptizer, et toz ses compaignions, et furent baptizé en l'eglise saint Bebien.

Et Turpins si cerchia totes les yglises de la vile : ço fu la première qu'il trova que la Saint-Bebien. Après si trova icele Saint-Leofaire. Après icele, Saint-Troian, où li cors de lui gisoit. Most fid Deus de miracles par lui : car quant li rois de Tolose teneit la cité d'Elle poselle, si avoit un son préost en la vile, qui prist un bon home que saint Troianz avoit baptizé de ses mainz, et fit lo rendre cent sols, et iqueaus cent sols tramist au roi de Tolose; et quant il les tramist lai, si deviendrent charbon. Et quant li rois les vit, si dist que oucun damagie avoit l'om feit au bon home, et tramist les li rois arreire au bon home. Et quant li bon home les tint, si furent denier bon. »

(E) *La reine Reinhilde, mère d'Alaric II.*

Madrigal de Sidoine Apollinaire, composé pour elle.

La vie de Trojan, demeurée jusqu'à ce jour inédite, apporte à l'histoire de l'Eglise de France une contribution, intéressante en précisant le rôle de la reine des Goths, régente durant la minorité de son fils Alaric II; on apprend ainsi qu'elle professait l'orthodoxie, et qu'après la mort de son époux, elle promulgua dans tous ses états un édit enlevant aux sectateurs d'Arius les basiliques qu'ils occupaient depuis la persécution d'Euric, et prescrivant l'élection par le clergé catholique

(^e) *Sancta Maria de Porta Dei* s'est appelée depuis Saint-Liguairé (cf. Richard, *Cartulaire de Saint-Maixent*).

d'évêques qui, sitôt agréés par elle, prendraient la place des prélats ariens.

Cette « *regina salubrior* » dont l'hagiographe tait le nom, se nommait Reinhilde, et peut-être la singulière épithète qui accompagne son titre cache-t-elle une allusion au sens de *rein*, pur, d'où dérive *reinigen*, rendre saines et salubres des eaux, purifier des souillures.

Le nom de cette princesse nous est parvenu par un seul texte (65) : un passage de la correspondance de Sidoine Apollinaire, tiré d'une lettre écrite à un Evodius (66) qu'il qualifie « *domine frater* ». Ce n'est point d'un frère par le sang qu'il s'agit ; d'autre part, l'évêque de Clermont était trop protocolaire pour se contenter de cette formule s'il se fût agi d'un confrère en prélature ; dans sa simple courtoisie, elle eût été de mise pour un abbé. Peut-être s'agit-il d'un Evodius qui devint abbé de Lérins, « *Evodius abbas Lerini* » canonisé par les traditions de l'île sainte : mais on n'en connaissait ni le temps, ni les gestes, non pas même le jour funèbre, au moment où Dom Vincent Barral rassemblait jusqu'aux moindres bribes des souvenirs de son monastère (67). Cet oubli de toute précision historique et nécrologique suppose une durée très brève de la fonction indiquée, peut-être un éloignement de la communauté pour occuper un autre poste dont la trace se sera perdue.

Evodius doit être reçu par la reine dans une audience où il compte lui offrir un présent bien propre à la charmer. C'est un bassin de toilette en forme de conque ; Evodius y veut ajouter une dédicace, et se confie au génie de Sidoine (68) pour ciseler les douze vers qu'il désire. Le poète met en jeu son art le plus raffiné, il recourt aux gracieuses fictions de la mythologie, et voici le madrigal délicat et flatteur qui sort de sa plume.

(65) Bruno Krusch en fait la remarque dans son édition de Sidoine (*Monumenta Germaniæ historica, Auctores antiquissimi*, VIII, 41).

(66) Sidonius Apollinaris, *Epistolæ*, IV, 8 ; édit. Krusch, pp. 59-60.

(67) *Chronologia sanctorum... sacræ insulæ Lerinensis, a Domno Vincentio Barrali Salerno... compilata*. 1613, in-4°, pars II, p. 149.

(68) *Hec poposcisti, ut epigramma transmittere duodecim versibus terminatum quod posset aptari conchæ capaci... istoque cultu expolitam reginæ Ragnahildæ disponis offerre, votis nimirum tuis pariter atque actibus patrocinium invictum praeparaturus.* »

*Pistrigero quae concha vehit Tritone Cytheren
hac sibi conlata cedere non dubitat.
Poscimus, inclina paulisper culmen [hierile,
et munus parvum, magna patrona, cape ;
Evodiumque libens non aspernare clientem,
quem faciens grandem tu quoque maior eris.
Sic tibi, cui rex est genitor, socer atque maritus,
gnatus rex quoque sit cum patre postque patrem !
Felices lymphae, clausae quae luce metalli
ora tamen Dominae lucidiora fovent !
Nam cum dignatur Regina hinc tingere vultus,
Candor in argentum mittitur e facie.*

Le solliciteur, si l'on en juge par ce texte, se rend à la cour avec l'espoir de capter la faveur de la reine ; les grandeurs obtenues par cette intercession attesteraient le pouvoir de sa protectrice. Ce qu'il attend, ne serait-ce pas un poste éminent dans la hiérarchie religieuse ? A ce moment Reinhilde n'est pas encore mère, tout au moins d'un fils, car on lui souhaite un héritier qui, associé à son père, puisse lui succéder un jour. La démarche d'Evodius est, par là même, antérieure à la naissance du successeur d'Euric : car « sic tibi gnatus sit » est une formule optative. Elle se place donc au début du règne de ce prince, et comme, en 472, Sidoine fut fait évêque, et dès l'année suivante, un grand nombre d'églises du royaume n'avaient plus de pasteur, ce madrigal, sans doute, est pour le poète un chant du cygne : car ses adieux aux Muses suivirent de près son ordination.

L'évêque d'Auvergne dut se laisser entraîner à l'écrire dans des vues importantes, pour obtenir par le crédit de Reinhilde, qu'Evodius fût appelé, comme il l'avait été lui-même, à remplir l'une des chaires épiscopales qu'Euric laissait vacantes, soit qu'il refusât d'agréer les candidats élus, soit que les élections fussent différées par ordre, en attendant l'heure prochaine de l'édit de confiscation.

L'affaire était de conséquence, puisque, à son succès, se devait mesurer le crédit de la jeune reine, l'élévation d'Evodius en témoignant la prépondérance.

Quem faciens grandem, tu quoque maior eris.

Reinhilde, le biographe de Trojan l'atteste, fut et demeura toujours catholique fidèle; son désir devait être de soutenir les intérêts de sa religion : il s'agissait de la décider à vaincre la timidité de son âge, pour qu'elle essayât la puissance de son ascendant sur le roi. Le fit-elle? On l'ignore : il se peut qu'E-vodius soit l'ancien évêque du Puy qui porta ce nom.

Les vers de Sidoine rappellent à Reinhilde qu'elle est fille, épouse et bru de rois. Son beau-père Théodoric II, son époux Euric régnèrent sur les Wisigoths; son fils Alaric II, selon le vœu du poète, occupa le trône ancestral. Mais à quelle dynastie de ce temps appartient la souveraine? Ni Krusch, ni Binding n'ont eu l'intuition de la contrée où dominèrent ses parents. Le deviner n'est pourtant guère difficile. La naissance de Reinhilde doit être cherchée dans la province de l'Empire détenue par la seule famille régnante, d'entre les conquérants étrangers, où l'arianisme n'eût point supplanté l'orthodoxie : cette maison est celle des rois burgondes. Reinhilde était fille de Chilpéric qui, lorsque Sidoine écrivit son madrigal, dirigeait seul le royaume de Bourgogne. Ce monarque, qui fut aussi le père de Clotilde, périt en 491 par la main de son frère Gombaud, qui gouverna jusqu'en 516. On s'explique ainsi pourquoi Gésalric, fils d'Alaric II, proclamé roi en 507 et chassé par les Francs de ses états, repassa les Pyrénées quelques années plus tard pour demander asile aux Bourguignons. C'est auprès d'un grand-oncle que le jeune roi des Goths allait chercher un refuge, lorsqu'il fut surpris et mis à mort par les troupes de Thierry I^{er} d'Austrasie, fils naturel de Clovis.

(A suivre).

J. DEPOIN.

DOCUMENTS

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite)

1707, 5 mars. — Contrat de mariage de Henry de Beaumont, chevalier, seigneur de Gibaud, Husseau, capitaine de dragons au régiment (1) de Saint [], fils de feu François de Beaumont, chevalier, seigneur de Gibaud, et de Henriette de Mandosse, avec Marie-Angélique Guynot, fille de feu Antoine Guinot, seigneur de Boiron, et Elisabeth de Saint-Léger, vu l'extract mortuaire du seigneur de Beaumont, de Mandosse et de Boiron, des 28 décembre 1693, 28 avril 1702 et 31 juillet 1705.
(Minutes d'ARNAUD).

1708. — Marie-Elisabeth de Saint-Léger, veuve de Antoine Guynot, seigneur de Moraigne. (Minutes d'ARNAUD).

1712, 1714. — Elisabeth Guinot, femme de Pierre de Celliers, major au régiment de dragons de Belabre.

1713, 14 février. — Testament de Marie-Elisabeth de Saint-Léger, veuve de Antoine Guinot, chevalier, seigneur de Boiron, s'en remet pour sa sépulture, aux soins de sa fille aînée, Marie-Angélique, femme de François de Beaumont, chevalier, seigneur du Gibaud, et à Marie-Marguerite-Madeleine Guinot, sa plus jeune fille, âgée d'environ 21 ans.

(Minutes d'ARNAUD).

1713, 28 août. — La même refait son testament, Marie-Madeleine-Marguerite Guinot est dite femme de Pierre du Cros, seigneur de La Cassaigne. (Minutes d'ARNAUD).

1713, 22 février. — Louis Guinot, seigneur de Boiron, Moragne, y demeurant, Louis Guinot, son frère, seigneur de Boiron, lieutenant de cavalerie au régiment de Simiane.

(1. Beauchet Filleau 2^e édition), dit régiment Dauphin, il n'y a certainement pas ce nom sur la minute, on lit très mal Saint-Cerin ou Lorin, mais Dauphin est exact quand même (voir plus loin).

1715, 22 avril. — Louis Guynot, seigneur de Boisron, de Morraigne, demeurant en son château de Morraigne, lequel comme curateurs des enfants mineurs de feu Antoine Guynot, chevalier, seigneur de Monconseil, et de Marguerite de Ferrant, en présence et du consentement de la dite dame, de MM. Alexandre Dexmier, chevalier, seigneur de Saint-Simon, colonel du régiment de cavalerie du Mayne, son épouse, de messire Jacques de Laporte, chevalier, seigneur de La Jugine, et de Charles de Rivron, chevalier, seigneur de La Malvau, proches parents des mineurs, vend à Alexandre Martin de Thiécour, écuyer, lieutenant-colonel d'infanterie, demeurant en la paroisse de Thenac (sauf la rente due au prieur des Arènes), la seigneurie de Monconseil, 16.000 livres. (Minutes d'ARNAUD).

1716, 6 août. — Contrat de mariage de Louis Guinot, écuyer, seigneur de Soullignac, lieutenant de dragons au régiment de Belabre, fils de feu Antoine Guinot, seigneur de Soullignac, capitaine de cavalerie au régiment de Broglie, et de feue Elisabeth Guinot, avec Marguerite d'Averoult, fille de feu Charles d'Averoult, écuyer, seigneur de Martimont, major au régiment d'infanterie de Flandres, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, et de Catherine Fouyne, avec les consentement et avis de sa mère, André Fouyne, conseiller au présidial ; Jean Desgranges, procureur au présidial, porteur de la procuratlon de Pierre Fouyne, seigneur de Saint-Bris, ancien capitaine au régiment de Normandie, Marie Fouyne, de Moulin neuf, oncles et tantes. (Minutes de SENNÉ père).

1717, 8 avril. — Testament de Marguerite-Madeleine Guynot, épouse de Pierre du Cros, seigneur de La Cassaigne et de Villars. Pas d'enfants. Elle s'en remet aux soins de Louis Guinot, seigneur de Boiron, et à son défaut à sa sœur, Marie-Angélique épouse de M. de Gibaud. (Minutes d'ARNAUD).

1717, 29 avril. — Testament de Marie-Elisabeth de Saint-Léger, veuve de Antoine Guinot, chevalier, seigneur de Boisron, se remet aux soins de ses filles : Marie-Angélique Guynot, femme de François de Beaumont, chevalier, seigneur de Gibaud, et Marie-Madeleine-Marguerite Guynot, femme de Pierre du Cros, chevalier, seigneur de la Castaigne, Villard.

(Minutes d'ARNAUD).

1719. — Louis Guinot, chevalier, seigneur de Soullignac, La Prévoté, mari de Marguerite d'Averoult de Martinon, sœur de

Charles-Ignace, demeurant à la Prévoté, paroisse de Saint-Sorlin de Séchaux.

1719, 31 août. — Aumône dotale à Aimée Guinot, aux Notre-Dame.

1737, 12 janvier. — Etienne Guinot de Monconseil, chevalier, brigadier des armées, inspecteur afferme les terrages de Courcoury.

1737, 27 janvier. — Guillaume Pissonnet de Bellefont, écuyer, seigneur de Plassay, aide-major au régiment de Saint-Simon-cavalerie, mari de Marianne Gregoireau, vend à Etienne Guinot de Monconseil, chevalier, seigneur marquis de Guinot, Ambleville, brigadier des armées, inspecteur général d'infanterie et colonel du régiment d'infanterie portant son nom, demeurant à Paris, rue Neuve des Petits-Champs, de présent à Saintes, une maison rue de la Porte-Aiguière. (Minutes de MARÉCHAL).

1737, 11 mars. — Charles-François Molin de La Venette, chevalier, seigneur de Rimbaud, Beaufief, Rochebrune, demeurant au château de Rimbaud, paroisse de Saint-Jean de Margny en Poitou, comme mari de Charlotte de Collincour, sa femme, héritière de Charlotte de Riveron, sa mère, vend à Henriette Bouton de La Chataigneraye, veuve de Jean Guinot, chevalier, seigneur de La Chataigneray, demeurant au château de Rioux, le fief et seigneurie de La Tillade, paroisse de Saint-Simon de Pellouaille, 600 livres. (Minutes de MARSAY).

1737, 27 mars. — Louis Gaboriau, procureur fiscal de Jarnac, au nom de Charles Annibal de Rohan-Chabot, seigneur de Jarnac, marquis de Soubran, seigneur de Clion, Marouet, Brassac, co-seigneur de Montagrier et Chadeuil, mari de Henriette-Charlotte Chabot, demeurant à Jarnac, vend à Etienne Guinot de Monconseil la maison desdits seigneur et dame de Jarnac, rue et paroisse Saint-Maur, venant de la succession de Françoise Chabot, tante de ladite dame, veuve de La Rochefoucauld de Surgères, confrontant d'un côté à la ruette qui va de la rue Saint-Maur au grand jardin, par devant à la rue publique, par derrière aux murs de la ville, 6.000 livres.

(Minutes de MARÉCHAL).

1738, 4 mars. — Denis Chevalier, procureur au présidial, vend à Etienne Guinot de Monconseil une maison rue et paroisse Saint-Maur, par lui acquise des sieur et demoiselle Boudreau par contrat du 17 novembre 1725, reçu Roques, notaire à

Beauvais sur Matha, confrontant à autre maison appartenant au seigneur de Monconseil, d'autre côté à celle du sieur Brosset, par devant à la rue qui va de Saint-Pierre à la Porte-Evêque, par derrière aux remparts de la ville ou de ladite maison à une porte.

(Minutes de MARÉCHAL).

1750, 6 juillet. — Testament de Marie-Angélique de Guinot, veuve de Henri de Beaumont de Gibaud, Usseau, Allas-Champagne, La Combe, capitaine de dragons à la suite du régiment Dauphin, lègue à Jacques-Louis de Guinot, capitaine d'infanterie, régiment de Trénel, 6.000 livres fils, de Marguerite d'Averhoul, institue Jean-François de Beaumont, capitaine de cavalerie, Pierre de Beaumont, Marie-Elisabeth de Beaumont, veuve de M. de Feuillant, autre Marie-Elisabeth de Beaumont, ses enfants; ouvert le 14 février, contrôlé le 22 février 1758.

(Minutes de PASQUIER).

Cahier de 1758.

1756, 9 janvier. — Ferme d'une maison par R. P. Julien Bitouzé, prier de la communauté des frères de la charité de l'hôpital Saint-Pierre à Marguerite Daverhoul, épouse séparée de biens de Louis Guinot, écuyer, seigneur de La Prévôté, capitaine d'une compagnie d'invalides, demeurant rue Neuve ou de la Paume, laquelle maison, située sur la même rue, confronte par devant et par derrière à un chai à bois dépendant dudit hôpital, au levant au jardin dudit hôpital et au couchant à autre maison dudit hôpital

(Minutes de SENNÉ).

1764, 15 juin et 15 août. — Julien Bitouzé, sous-prier de l'hôpital Saint-Pierre, Claude Le Fèvre, et autres ligieux, louent à Etienne marquis de Guinot, une maison qu'ils ont achetée du maréchal de Senecterre, rue et paroisse Saint-Maur.

(Minutes de SENNÉ).

1764, 22 août. — François de Barbeyrac Saint-Maurice, chevalier, comte de Saint-Maurice, ancien capitaine au régiment de Vivarais, chevalier de Saint-Louis; René-Sophie de Courbon, abbé de Blénac, prier à La Rivière; René-François d'Aiguières, ancien capitaine au régiment de Tresnel-infanterie, lieutenant des maréchaux en Saintonge, chevalier de Saint-Louis, attestent, à la requête de Etienne, marquis de Guinot, lieutenant général des armées, inspecteur général d'infanterie, commandant à Colmar, que Henriette et Elisabeth Guinot de Monconseil, ses sœurs, sont mortes.

(Minutes de SENNE).

1767, 13 juillet. — Licitation de la terre de Moragne. Marie-

Elisabeth de Beaumont, veuve de Claude Anselme de Feillens, comte de Monternos, lieutenant pour le roi en Bourgogne, au département de Chalonnais, demeurant à Saintes, rue de la Vieille Prison : Pierre de Beaumont, chevalier, seigneur de Gibaud, y demeurant, paroisse de Hussaux, héritiers coutumiers de Marguerite-Madeleine-Marie de Guinot, en son vivant femme de Pierre du Cros, chevalier, seigneur de la Cassagne, d'une part : — Etienne de Guinot, marquis de Guinot et de Monconseil, baron de Rioux, chevalier de Saint-Louis, lieutenant général des armées du roi, demeurant ordinairement à Paris, rue Sainte-Anne, actuellement en son hôtel, à Saintes, rue et paroisse Saint-Maur, agissant pour Jacques-Louis Guinot de Soullignac, chevalier, ancien major d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Ottmersheim, près Huningue, en Alsace, héritier universel de ladite Guinot de la Cassagne. De Beaumont Soullignac, se rend adjudicataire pour 72.000 livres. Marguerite-Madeleine-Marie de Guinot avait fait, le 28 mai 1741, par acte reçu de Lataste, notaire, contrôlé à Pons, donation entre vifs en faveur de Pierre et Jean de Beaumont, Marie-Elisabeth de Beaumont de Gibaud, ses neveux et nièce ; elle intenta procès pour révoquer cette donation et mourut, sans qu'il fut terminé, après avoir fait son testament le 28 juillet 1765, reçu Fabre, notaire à Agen, contrôlé le 25 novembre 1766, après ouverture, instituant Jacques-Louis Guinot de Soullignac, son cousin : après avoir acquitté les charges, il ne reste plus à partager que les biens de Saintonge consistant en terre de Moragne et deux borderies. (Minutes de SENNE).

1767, 3 septembre. — Etienne marquis de Guinot, lieutenant général des armées du roi, inspecteur général d'infanterie, commandant à Colmar, achète aux frères de la charité, une maison appartenant audit hôpital, rue et paroisse Saint-Maur. L'hôpital avait acheté cette maison le 7 septembre 1759 par acte reçu Bouron et Sauvage, notaires au Châtelet de Paris. (Minutes de SENNE).

1771, 20 juillet. — Contrat de mariage de Etienne-René Guinot, chevalier de Soullignac, capitaine réformé au régiment de Royal-Bavière, fils de feu Louis Guinot de Soullignac, chevalier, seigneur de la Prévauté, officier de dragons, et de Marguerite d'Averhoulst, veuve en dernier lieu de Louis de Poncharal, marquis de Pouillac, demeurant paroisse Saint-Maur, avec Madeleine Boscal de Réals, fille de feu Michel-

César-Léon Boscal de Réals, marquis de Mornac, et de Marie-Françoise Leberton, actuellement femme de François de Barbeyrac, chevalier, comte de Saint-Maurice, ancien capitaine au régiment de Lens-infanterie, chevalier de Saint-Louis, pensionnaire aux Ursulines de Saint-Jean-d'Angély, avec le consentement pour E.-R. Guinot : sa mère ; Etienne Guinot de Monconseil, marquis de Guinot, lieutenant général des armées du roi, inspecteur général d'infanterie, commandant à Colmar en Haute Alsace, seigneur de Tesson, Courcoury, Rioux, oncle breton ; Jacques-Louis Guinot de Soullignac, ancien major au régiment de Beaujolais-infanterie, chevalier, seigneur de Moraigne, chevalier de Saint-Louis, frère ; Sidonie de Petuigne, femme dudit Jacques-Louis Guinot. Pour M. Boscal de Réals : sa mère et son beau-père ; Emmanuel Cajetan Leberton, chevalier de Bonnemie, conseiller du roi, président présidial, lieutenant général au présidial de Saintes, oncle maternel ; Marie-Marguerite Leberton, femme de Alexis-René-Georges de Saint-Légier de Là Sauzaie, chevalier de Saint-Louis lieutenant de vaisseaux, tante.

(Minutes de SENNE).

1780, 22 juillet. — Testament de Louis-Etienne Guinot marquis de Monconseil. Est mort le 25 octobre, sa femme Thérèse-Pauline Rioult de Curzay fait ouvrir le testament le 29 octobre. Il y est question d'un don de 20.000 livres aux Notre-Dame de Saint-Palais qu'elles ont refusé, à cause de la difficulté des temps.

(Minutes de RETIF) (1).

1741, 16 février. — Elisabeth-Angélique Bonnamie, veuve de Thomas de Guinouville, écuyer, capitaine au régiment de Vexin, femme de Jean-Elie Lemer cier, lieutenant général criminel au présidial, dépose un certificat. *Régiment de Vexin infanterie*. Nous, lieutenant-colonel, major et capitaine au régiment de Vexin-infanterie, certifions que le sieur de Guinouville a servi dans le régiment en qualité de cadet, pendant six mois, a été fait sous lieutenant de la compagnie de Desarde, le 10 juillet 1695 et fait lieutenant de la lieutenance colonel en 1697, a été fait lieutenant des grenadiers le 9 septembre 1705, a été fait capitaine le 10 may 1706, sans avoir discontinué ses services ayant donné toutes les marques de distinctions dans

(1) Les minutes de Retif renferment beaucoup d'actes concernant Guinot de Monconseil. Les fondations ont été publiées dans les *Archives*.

toutes les occasions qui se sont présenté jusqu'au jour de son décès du 15 septembre 1726. En soy de quoy avons donné le présent certificat pour servir ce que de besoins. Fait à l'isle d'Olleron le 13^e jours du moys de décembre 1726. DOUTHIER, lieutenant-colonel. LE CHARRON DE VILLEMER, capitaine aide major. DALBERT, capitaine des grenadiers. LA ROCHE, LE CHARRON, major. FOURRET. (Minutes de SENNÉ).

1676. — Jacques Guionnet, sieur de Montifaud, demeurant à La Chapelle des Pots.

1614. — Abraham de Guip, conseiller, mari de Anne de Biré. leurs enfants : Pierre et Thomas, écoliers, prébendés en l'église de Saint-André-de-Dolus.

1615. — Pierre de Guip, sieur des Planches, mari de Jacquette de La Combe.

1615. — Thomas de Guip, prébendé de l'une des prébendes ou sociétés desservies en Saint-André-de-Dolus. Résigne le 17 octobre 1618.

1615, 21 avril. — Seguin d'Authon, chevalier, seigneur dudit lieu, sénéchal de Saintonge, et Marie Martel, sa femme, annoblissent un fief en faveur de Abraham de Guip.

Voir t. VIII des *Archives*). (Minutes de BERTHAUD).

1615, 2 juin. — Abraham de Guip donne procuration de payer 66 livres 13 sols 4 deniers, pour jouir des 40 jours. (*Ibidem*).

1618, 8 juin. — Contrat de mariage de Arthus de Guip, sieur du Pas, avocat en la cour du parlement de Bordeaux, fils aîné de Abraham de Guip, sieur des Planches et Bellevue, conseiller de la sénéchaussée de Saintonge et présidial de Saintes, et Anne de Biré, avec Marie Durand, fille de Pierre Durand, conseiller au présidial d'Angoumois, et Anne de Blois. Consentent pour lui : ses père et mère; pour Marie Durand : sa mère qui est autorisée par noble Noël Moullin, sieur de la Trésorerie, l'un des anciens pairs du corps et collègue de la ville d'Angoulême, et avec l'avis de François Hervé, avocat, juge baillif de Saintes, grand oncle. Elle possède Le Plessis en Chaniers, à elle légué par Marie Hervé, son aieule, par testament, reçu Jameu, notaire royal, et codicilles des 17 et 24 août 1617. Elle reçoit de sa mère la métairie des Durand, paroisse de Juignac en Angoumois, plus 3.000 livres. Abraham de Guip reçoit les terres douces en Saint-Pierre et Saint-Georges.

d'Oleron, consistant en métairie des Landes, marais, le fief du Petit Pas en Marennes, plus la maison neuve que son père et sa mère ont fait bâtir rue neuve. Le père promet de résigner son office en sa faveur, dans 8 ans et non à d'autres, au cas que la Paulette ne fut continuée. Fait en présence de Jean de Guip, sieur de Porcheresse, du fief Mortan et de La Rauberterie, demeurant en l'île d'Oleron. Marie Hervé a dû être mariée deux fois : 1^e avec N Martin dont une fille Marguerite ; 2^e avec Blais. Anne Blais est ici en secondes noces, mariée à Noël Moullin dont Toussaint écolier. (Minutes de BERTHAULT).

1618, 11 juillet. — Pierre de Guip, curé de Saint-Médard en Barbezieux, donne procuration à Jean de Paret, voyeur général de Saintonge, de prendre possession. (Minutes de BERTHAULT).

1618, 22 septembre. — Gilbert Berthus, conseiller, élu en l'Election de Saintonge, contrôleur, père de Marie Berthus, veuf de Anne Baudouin, qui était veuve de Jean de Guip, père de Jean de Guip, seigneur de Porcheresse, et de Marie de Guip, femme de Charles de Comminges, écuyer ordinaire de Monsieur, frère du roi, capitaine d'une compagnie de gens de pieds entretenue au régiment de Champagne. Règlement de la succession d'Anne Baudouin. (Minutes de VERJAT).

1619. — Arthus de Guip, sieur du Pas, avocat, mari de Marie Durand.

1621. — Jean de Guip, écuyer, sieur de Porcheresse, enseigne d'une compagnie entretenue au régiment de Champagne.

1626. — Lieutenant, demeure en l'île d'Oleron.

1623, 23 novembre. — Pierre de Guip, sieur des Planches, avocat, mari de Jacqueline de Lacombe, donne procuration à Abraham et Arthus de Guip, d'emprunter 600 livres pour être employées aux frais de voyage et réception en l'office de lieutenant général. (Minutes de BERTHAULT).

1628. — Pierre de Guip, écuyer, sieur des Planches, conseiller du roi, lieutenant général au siège royal de Cognac, mari de Jacqueline Lacombe.

1629, 10 septembre. — Abraham de Guip, sieur des Planches (près Barbezieux), conseiller du roi en la sénéchaussée de Saintonge et présidial de Saintes, résigne ses fonctions en faveur de François Grégoireau.

1629, 24 décembre. — Arthus de Guip, fils d'Abraham, vend à François Grégoireau l'office de son père, 8.500 livres.

1633. — Arthus de Guip, sieur du Pas, juge balli des cours temporelles, demeurant rue Saint-Maur.

1634, 4 avril. — Thomas de Guip, chanoine, syndic du chapitre de Saintes, donne procuration de passer contrat avec Masson, maitre charpentier, demeurant à La Rochelle, pour réfection de la charpente de l'église Saint-Maurice, et oblige le chapitre à payer 300 livres,

1638. — Pierre de Guip, lieutenant général à Cognac, frère de Arthus de Guip, sieur du Pas.

1640. — Jeanne Dugrenier, veuve de Jean de Guip, écuyer, sieur de Porcheresse.

1641. — Marie de Guip, veuve de Charles de Comminge, seigneur de Saint-Fort.

1662. — Julie de Guip, femme de Paul de Laage de Vollude, seigneur de Tirac, Asnière, Lestouche et Champagnolles.

1662. — Jeanne de Guip, épouse de Raimond de La Martonnie, chevalier, seigneur de Challais et Gaignon; Julie de Guip, femme de Paul de Laage.

1665, 19 mai. — Inventaire de meubles de Arthus de Guip, sieur du Pas, avocat, à la requête de Toussaint de Guip, premier avocat du roi au présidial, et Georges de Guip, chanoine, enfants, reçu Blanc, notaire, déposé chez Arnaud, 1710.

1672. — François Abraham de Guip, écuyer, maitre d'hôtel ordinaire du roi, demeure à Angoulême.

(Minutes de CASSOULET).

1687. — Toussaint de Guip, sieur du Pas, conseiller au présidial, fils de feu Arthus de Guip.

1690, 17 juillet, 1693. — Toussaint de Guip, sieur du Pas, premier avocat du roi au présidial, et Georges de Guip, chanoine de Saint-Pierre. (Minutes d'ARNAUD).

1568. — J. Guitard, doyen, prieur de Saint-Savinien; Charles Guitard, sénéchal de Saintonge, fils de Jean Guitard, seigneur de Chambon, et de Catherine de Lastours, frère de Jacques Guitard, sieur de Brousses, fondateur du collège de Saintes.

1618, 6 juillet. — Marie Guitard, veuve de Jean Philipier, président, transigé avec Jean Philipier, président, fils du dit feu Jean, son gendre, Jean ayant épousé Marie Moyne, sa fille, par contrat du 18 octobre 1600. Marie Guitard avait épousé J. Philipier par contrat du 5 novembre 1597. Elle redevint veuve

en 1613. Le testament de J. Philipier, reçu Fouscher, 16 janvier 1613. (Minutes de BERTAULD).

1624, 14 juin. — Marie Guitard, veuve de Jean Philipier, sieur de Beaulieu, président en l'Election de Saintes, donne procuration à Henri Moyne, sieur de Lépineuil, conseiller, lieutenant criminel en la sénéchaussée, pour transiger le procès qu'elle a avec R. de Montaigne au sujet de la succession de Charles et Jacques Guitard. (Minutes de SANSON).

1629, 24 avril. — Marie Guitard, veuve de Jean Philipier, sieur de Beaulieu, président élection de Saintes.

1789, 27 mai. — Pardevant... a comparu messire François Guitard, chevalier de Riberolles, ancien mousquetaire du roi en la première compagnie, demeurant au château de Riberolles, paroisse de Rivière, province d'Angoumois, estant en cette ville logé à l'hôtel de la Table Royale, sur la paroisse Sainte-Colombe, lequel nous a dit et exposé être instruit que dans une des chapelles de l'église cathédrale de Saint-Pierre de cette ville, il est placé accolé et grappé à l'un des murs de la dite chapelle, une planche en marbre sur laquelle est une inscription en forme d'épitaphe, qui porte dénomination du nom de Guitard, l'un des ancêtres de sa famille, qu'ayant un intérêt particulier d'avoir devers lui copie de cette même inscription par forme de notoriété pour en tirer tels avantages que de droit et que les circonstances exigeront, il nous auroit requis de nous transporter à cet effet avec lui dans ladite église, ce que luy ayant accordé après en avoir prévenu MM. les doyen, chanoines et chapitre et regus d'eux l'agrément, nous avons été conduit au devant ladite chapelle de Saint-Thomas qui est la quatrième à main gauche de l'aile de ladite église, dans laquelle sommes entrés et nous sommes en effet apperçu qu'il est accolé au mur, vers le nord de ladite chapelle, sur planche de marbre noir sur laquelle est une inscription, et pour en prendre la copie signée et la constater dans le présent verbal, nous nous sommes exhaussés dans une chaise et vérifié que ladite inscription est telle qu'elle va être décrite en langue latine et dans la forme figurée :

DEO OPTIMO MAXIMO.

KAROLUS GUITARD NOBILITIS ACTIB. Q. AD EXEMPLUM... (1)

(Minutes de PETIT).

1) Cette inscription ayant été publiée, je me dispense de la reproduire ici.

1613. — Noble homme René Guiton, receveur des décimes de Saintonge, demeure à Saintes.

1617. — René Guiton, receveur des consignations au présidial.

1628. — Charles Guiton de Maulevrier, seigneur de Longchamp.

1638, 14 avril. — Renée d'Arembert, veuve de Charles Guiton de Maulevrier, seigneur de Longchamp ; Benjamin Guitton, de Maulevrier, neveu de Michel Guitton, qui reconnaît que Benjamin a 25 ans. Acte passé au château de Romette en Saint-Porchaire. Acte signé Tourtellot, notaire en Saintonge.

1643. — Jacques Guiton de Maulevrier, d'Agonnay, Guy Grimaud, son aïeul maternel.

1645. — Jeanne Guiton, veuve de Jean Lespès de Lostelnau, capitaine et sergent major du régiment des gardes du roi, baron de Rocques, La Garde... Blanche Guiton, sa sœur, dame de Belmont, héritières de René Guiton. (Minutes de DEXMIER).

1648. — Blanche Guiton, veuve de Pierre de Videgrain, seigneur de Mores et Bellemon, trésorier à Limoges, demeure à Bellemon, paroisse de Saint-Pierre de Royan, Jeanne Guiton, veuve de Jean de Lespès, capitaine major aux gardes du roi. Blanche Guiton, fille de René, receveur des décimes de Saintonge, et de Marguerite Pelletier. (Minutes de MARECHAL).

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

LIVRES ET REVUES

Bulletins et Mémoires de la société archéologique d'Angoulême, 1914. — P. LXVIII, M. Touzaud note dans l'ouvrage de M. l'abbé Jacques, curé doyen de Mansle, *Cherves-Chatelars*, l'habitude de célébrer, en même temps, jusqu'à cinq mariages. C'est une habitude assez répandue dans notre pays. Les registres paroissiaux en font foi.

Le volume est presque entièrement occupé par le *Catalogue du Musée* de la société qui comprend les collections préhistoriques Germain, Favraud et Chauvet, essentiellement charen-

taises. On y trouve des pièces provenant de la Saintonge : Sablières de Pinthiers près Pons, de Salignac, Saint-Même, camp de Peu Richard, Colombier, Chérac, Saint-Même, Ecoyeux, Les Gonds. Des dessins bien faits et des reproductions photographiques ajoutent beaucoup d'intérêt aux préfaces de MM. Biais et Chauvet et aux nomenclatures. La partie des temps historiques est non moins ornée. Excellent catalogue.

MM. Georges et Guérin-Boutaud présentent quelques modifications des églises romanes de l'Angoumois sur lesquels ils ont trouvé sculptés des *barriques*, *barils* et *coffins*. Ils en montrent six, dont un baril sur les genoux d'un homme « qui s'apprête à le porter à sa bouche pour boire ». N'en auraient-ils rencontré aucun en action ? Le sculpteur roman saintongeais n'a pas négligé ce sujet. Je suis moins persuadé que les auteurs que tous ces barils soient en bois. Pour A c'est très probable, mais F pourrait bien être en terre. Le goulot tout rond le laisse entendre (A Bourg-Charente j'en connais un avec anse). Quant au coffineau D, le mot *madre* lui conviendrait mieux. A Aunay (abside côté nord) un homme en tient un dans une main. Le mot *madre* a l'avantage de ne prêter à aucune confusion.

Coffineau loin de présenter partout le sens de vase à boire, se dit, au contraire, d'un récipient dans lequel il est impossible de mettre un liquide. Ouvrez les dictionnaires de Jonain, Eveillé, Meyer, Favre, vous verrez des explications contradictoires. Les uns font du coffineau une corbeille à mettre la pâte de pain, les autres un vase à boire. Ouvrez le *dictionnaire* de Godefroy, vous trouverez trois colonnes de citations, où le mot est pris dans des acceptions aussi variées (1) qu'inattendues, voire celle d'injure. En Normandie, Champagne, Suisse romande, Hainaut, Picardie, Midi, c'est une corbeille, manne, petit panier, étui, même l'étui dans lequel le faucheur tient la pierre à aiguiser sa faux, notre *coué* ou *couyé*. Le sens de cor-

(1) Cophineaud est proprement une vaisselle que l'on porte fiens en les vignes. *Comment. sur les psaumes*, Richel, 963). « Une paire de coffineaux pour l'eschanconnerie. » Douet d'Arcq, *Comptes de l'argenterie*.

Les ouvriers charpentiers avaient jadis (je ne sais aujourd'hui, un terme, pour désigner l'état d'une poutre ou d'un morceau de bois qui devenait concave à l'air. Ils disaient : il ou elle se *coffine*. D'après Richelet (1704) les fleuristes disent que les feuilles d'aillets se *coffinent* quand elles se recoquillent.

beille est du reste celui que donne le vieux dictionnaire français de Richelet et autres.

Les grecs se servaient d'un *κορυμβος* c'est à dire d'une corbeille en paille ou jonc.

En ce qui concerne la Saintonge, l'Aunis, et au moins partie de l'Angoumois. le coffineau est suivant les régions : ici, un vase en bois, sans pied, destiné à prendre ou recevoir un liquide, dans les chais, eau, vin, eau-de-vie; là, un panier rond ou allongé dans lequel le boulanger dispose la pâte d'un pain, ce que généralement on appelle une *gède* (1). Aux environs de Saintes, à Matha, Aunay, on fait de coffineau un vase à boire, synonyme de *madre*. Dans la région de Mortagne c'est une corbeille, le *madre* un bol en bois (2). Autour de Montlieu (3), coffineau et *madre* sont inconnus en tant que mots désignant un vase à boire, ils sont remplacés par *Bontemps* ou *B'rtrand*, le coffineau restant la corbeille qui sert à conserver les fèves, pois, fruits secs, laquelle, à Saintes, Matha, porte le nom de *bourne* ou *bourgne*. La corbeille à pâte, se nomme une *minelle* (de mine, ancienne mesure du blé, d'où minage).

Ces paniers ou corbeilles, coffineau, minelle, bourne, étaient tous faits de la même façon : bourrelets d'une certaine herbe dure nommée palène (*brachypodium pinnatum*) ou de paille, reliés avec des tiges de ronces fendues en deux. Dans presque toutes les localités un ou deux hommes employaient leurs journées ou soirées d'hiver à confectionner ces paniers, sphériques ou cylindriques, avec couvercle, pour la bourne (4), qui atteignaient quelquefois de grandes dimensions. L'osier a remplacé l'herbe et la paille pour la *gède* car le coffineau et la minelle ne se font plus.

Il existe donc, comme on le voit, pour le coffineau deux sens opposés l'un à l'autre. Le mot *madre* possède, au contraire, une signification beaucoup plus uniforme. De même que le coffineau, c'est, du reste, un très vieux mot français, pas du tout spécial à telle ou telle contrée. Il a donné lieu à beaucoup de recherches, sans que l'on ait découvert son véritable sens et

(1) Godefroy ne connaît la *gède* que comme bassin à laver les pieds.

(2) Renseignement fourni par M. M. Pellisson.

(3) Lettre de M. le Dr Ch. Vigen.

(4) Le mot bourgnon est encore employé par les pêcheurs; il désignait aussi les ruches en paille.

son origine, sa destination ne laissant aucun doute. Ducange cite un *cifus maderinus, madrinus*, d'après deux chartes de 1191 et 1225. Aux XIV^e et XV^e siècles, il s'emploie couramment pour hanap. Godefroy cite de très nombreux exemples qui ne permettent pas d'hésiter sur l'objet qu'il désigne. Mais que veut dire le mot? Douet d'Arcq (*Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, 1852, p. 131-33) a longuement discuté sur cette question. Il semble que *madre* signifie, au moins à l'origine, bois à veines très marquées. « Le bois d'érable, dit Palissy, est plus *madre* (1) figuré et démasquiné.... » La coupe de saint Louis, conservée dans le trésor de l'abbaye de Saint-Denis était indiquée comme faite de *madre*, et on a reconnu qu'elle était en réalité en agate onyx. Or, nos *madres* aujourd'hui en vergne ou en aune (*vulgo*, aubier) étaient tournés jadis dans du frêne, de l'ormeau et peut-être du noyer. Il se pourrait donc que la forme de ces vases, les veines de ces bois, aient amené une assimilation avec l'onyx ou tout autre matière l'imitant, par exemple un verre jaspé en façon onyx ou avec la forme des coupes ou bols plus riches. Les billes de verre avec filigranes enroulés à l'intérieur, se nomment bien *agates* ! Celles qui n'ont aucun filigrane gardent quand même ce nom. La bille vul-

(1) Un homme *madré* est celui qui use de moyens tortueux, de ruses, dans ses relations avec ses semblables.

Mais que dire de *madrier* ? était-ce (à l'origine) une forme de bille spéciale aux bois veinés ? On lui donne comme étymologie *maderia* (espagnol) venant de *materia*, latin, ce qui ne paraît guère satisfaisant.

D'après quelques dictionnaires, *madre* signifierait le cœur et la racine de différents bois, avec lesquels on faisait des vases à boire. Au surplus je ne puis m'étendre beaucoup sur cette question, je renvoie les curieux aux auteurs cités qui leur fourniront quantités d'exemples de tous âges. Ducange est particulièrement instructif. Ce que nous pouvons dire, c'est que, au XIV^e siècle notamment, le *madre* est une matière assez précieuse à certains égards, pour que l'on mette aux coupes ou vases fabriqués avec elle un pied en argent ou argent doré ; qu'il faut distinguer le grand ou le petit *madre*, synonyme de *caillier* en usage dans les tavernes, peut être une matière argileuse.

Une dernière observation. L'atlas de MM. Gillieron et Edmont (carte 447) donne à *Ecuelle* le mot *madre* dans la Marne et dans la Charente-Inférieure, mais dans le bas du département seulement avec le mot *Karot* comme synonyme, ce qui est une erreur. Le *carot* est l'*écuelle* en terre que l'on met, remplie de braise, dans un chauffe-pied en bois. Cette *écuelle* a toujours au moins une anse, le *madre* n'en a jamais.

gaire, blanche ou de couleurs, de quelle que matière qu'elle soit constituée, se nomme un marbre, parce que beaucoup de billes blanches sont ou étaient en marbre blanc. L'explication ne va pourtant pas sans objection, mais que le mot vienne de ceci ou de cela, il est constant qu'il s'applique à un vase destiné à recevoir un liquide (1) en matière rare, riche ou vulgaire. L'ouvrier ou le vendeur de madres se nommait madelinier ou mazellinier. L'officier chargé de veiller à la conservation des vases précieux dans les palais royaux s'appelait madrinier.

Je voudrais avoir démontré par l'exemple de ces quelques mots l'utilité, la nécessité même, de déterminer soigneusement l'habitat de quantités de mots usuels, de vieux vocables aujourd'hui réfugiés dans les vieux parlés de campagne, pour peu de temps encore car les jeunes perdent petit à petit la notion des mots en perdant l'usage des objets. Les mœurs se transforment, sous l'influence des événements, de l'industrie, les vieilles pratiques disparaissent. Il faut se hâter de récolter les vestiges du passé. Sans réclamer la confection de cartes analogues à celles de MM. Gilliéron et Edmont, je souhaiterais une enquête menée dans chaque canton du département, auprès d'un ou plusieurs maires, instituteurs, membres du clergé, qui indiqueraient le sens de certains vieux mots, et leurs synonymes. C'est l'œuvre que je sollicite des prochains éditeurs du dictionnaire saintongeais annoncé.

CH. D.

Recueil de la Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure. — La livraison de septembre 1916 est entièrement consacrée au mémoire de M. Ch. Roy sur les jetons et médailles de La Rochelle. Personne mieux que M. Roy ne pouvait rendre aux numismates le service précieux de cataloguer cette série déjà riche, qui commence avec le siège de 1628 et se continue jusqu'à nos jours. On aime le jeton de présence et la médaille à La Rochelle : le corps de ville, le conseil municipal, l'académie de musique, la chambre de commerce, la bourse la chambre des notaires, la caisse d'épargne ont multiplié leurs jetons et les médailles commémoratives. En vrai Rochelais, collectionneur continuellement à la piste des souve-

(1) Godefroy cite un exemple où il devient synonyme de notre *cassole*, c'est-à-dire une coupe à long col latéral, avec laquelle on puise de l'eau dans un seau pour se laver les mains.

nirs locaux, M. Roy en a réuni un bon nombre. C'est donc une bonne fortune pour les amateurs d'avoir en main une liste complète, autant que possible, de ces curiosités numismatiques agrémentée de quatre planches. Malheureusement trop de fautes d'impression, de description et de lecture déparent ce catalogue. Pourquoi M. R. nous dit-il que sur la plaquette des conseillers municipaux de Ch. Prud'homme la femme est nue (p. 249) ? En réalité, elle est vêtue autant et plus qu'il sied à une allégorie de l'être : une draperie en terme noble, (d'une chemise en terme vulgaire) collante et transparente lui couvre le buste, tandis qu'une autre plus épaisse lui couvre les jambes. En revanche, le jeune garçon qui lui présente un écusson est aussi nu et décent, grâce à son écusson, qu'il est permis de l'être en beaux-arts. « Le long voile » que M. R. lui attribue est flottant derrière ses épaules. Sur la plaquette de la Caisse d'Epargne le graveur de la planche III aurait-il oublié les arbustes que M. Roy nous annonce dans le parterre devant la façade de la maison dite Henri II ? (p. 260). La femme ne tient pas son enfant dans ses bras, mais sur le bras droit et, de la main gauche, dépose une bourse sur la table.

De prime abord la série de jetons et médailles commémoratifs (p. 261-268) contient des mots latins qui paraissent bien des fautes au moins d'impression. *Marenon*, *nejugeret*, *inclus* (*justus* ?), *imbra* (*umbra*), *Brodest* (*Prodest*), *invrat*, *Arnaud is* (*Armand, io*), *insis* (*ensis*). Peut-être les monuments portent-ils quelques-unes de ces fautes. Dans ce cas il aurait été bon de prévenir le lecteur par un *Sic*. Mais je suis sûr que *Subinvoc*, *S. Ludov.* est une faute, et que sur l'original il y a *Sub invoc* (atione) *S(ancti) Ludov(ici)*. Voir la planche II, n° 5).

Que vient faire dans une série rochelaise la médaille du congrès de la Société française d'archéologie de 1894 ? alors que M. R. refuse, avec beaucoup de raison, d'admettre les médailles non moins banales et de fabrication impersonnelle, de concours, de sociétés coopératives ?

BIBLIOGRAPHIE

ARRIBAT (Dr). — *Le Cognac. Son rôle en thérapeutique et dans la genèse de l'alcoolisme*. Angoulême, librairie Coquemard, 1912, in-8.

BARTHE, vicaire général de La Rochelle. — *Sainte-Marie des Oubiels*, étude historique de l'époque gallo-romaine jusqu'au XII^e siècle. La Rochelle, imprimerie nouvelle Noël Texier, 1916, in-8, XXX-376 pages, 2 gravures hors texte.

Contribution à l'histoire religieuse de la Narbonnaise.

BOISSONNADE. — *Histoire du Poitou*. Paris, librairie Boivin, 1915, in-8, 310 pages avec planches.

Sous une forme condensée, c'est l'histoire d'une grande province mise au courant des connaissances actuelles. Tableau largement brossé, il deviendra, entre les mains des personnes qui veulent apprendre, un excellent guide, et un bon memento pour les initiés. Mais ces derniers regretteront l'absence systématique de toute référence. L'auteur ne doit pas en être responsable, c'est une obligation imposée sans doute par l'éditeur ou le directeur de la collection des *vieilles provinces de France*.

BOUNICOT DE COUGNAT (Poitevin). — *Chansons et monologues*, 1^o Répertoire de famille ; 2^o Répertoire grivois. Saintes, librairie J. Prévost, 1916, 2 fascicules, in-16, 32 et 24 pages, couverture illustrée. (Tirage 5.000).

BOUYER (Léon). — *La bataille perdue, variation sur la XIV^e orientale*. Saintes, J. Prévost, éditeur-imprimeur, 1916, in-18, 4 pages.

Vieux dieu, qui me rendra ma kolossale armée,
Par des flots de champagne et d'éther allumée,
Qui marchait sur Paris dans des reflets d'acier
Et que j'ai vue, ensuite, aux plaines de la Marne,
En un de ces jours noirs où le destin s'acharne,
Foutre le camp comme un caissier ?

.
.

Seul le canard en zinc accroché sur son casque
Qui lui faisait gober qu'à travers la bourrasque
Il rapportait d'Odin les conseils transcendants,
Oubliant, agacé, le ton protocolaire,
Se pencha sur sa face et lui dit en colère :
« Tais ta gueule, ou j'entre dedans. »

CALLANDREAU (M.). — *L'ordre de la noblesse de l'Angoumois aux États provinciaux de 1789*. Cognac, imprimerie Collas, 1913, in-8, 472 pages (Abzac-Guitton de Maulevrier).

Voir dans le tome de 1913 des *Bulletins de la Société archéologique d'Angoulême* les corrections de M. l'abbé Mazière.

COUSSET (A.). — *La grant Pierre Levade de Séchebec ou dolmen de Cognac, dans Congrès préhistorique*. Angoulême.

— *Le dolmen de Château-Bernard, ou pierre levée de La Combe aux Dames* (*Ibidem*).

— *Le dolmen de Saint-Brice, pierre levée ou dolmen de Garde-Epée ou Pierre de la Vache* (*Ibidem*).

GOURDET (Edouard) (1). — *Les Cigognes d'Alsace*. — *La Marseillaise de 1914*. — *Salut à l'héroïque Belgique*. — *Le Clairon des blessés*. Quatre pièces en vers. Paris, imprimerie Lelièvre, 1914, in-plano in-8.

— Noël (décembre 1914). Lelièvre in-plano in-12.

— *Le Cauchemar*, pièce à dire, parue dans le *Petit Journal* du 12 décembre 1915.

MARTIN (Abbé). — *Les cloches de Châteauneuf*.

Depuis 1914, M. l'abbé Martin, curé-doyen de Châteauneuf, fait paraître un fascicule autocopié, chaque mois, comme suite aux *Annales paroissiales* paraissant avant la guerre imprimées. Beaucoup de membres du clergé paroissial éditent des petites feuilles de lecture édifiante qu'ils distribuent à leurs paroissiens. M. Martin a su rendre ses *Cloches* particulièrement intéressantes, pour les générations futures, parce qu'il

(1) M. Gourdet, de qui nous avons annoncé *Les Femmes de France* (*Revue* n° de juin) est originaire de Saint-Germain de Vibrac (1877). Il fit ses premières études au séminaire de Montlieu. Sa famille ayant été habiter la Gironde il termina ses études à Bordeaux, seul. Il est aujourd'hui à Paris agent de la Compagnie Foncière transport.

décrit le pays, les maisons et les monuments des environs de Château-neuf, et surtout parce qu'il donne des dessins, qui resteront des documents. C'est un très bon exemple à suivre.

MUSSET (Georges et Jean). — *Saintes, Pons, Saint-Jean-d'Angély, fleurs de la Saintonge*. La Rochelle, A. Foucher, éditeur. Genève, imprimerie de la S. A. D. A. G., 1914, in-4, 174 pages, 160 phototypies dans le texte et 9 hors texte.

Le volume achevé d'imprimer en août 1914 n'a été distribué que fin octobre 1916. Nous en reparlerons.

SAINT-MARC (C. de). *Les émigrés du Poitou et des gouvernements d'Angoumois, Aunis et Saintonge*. Niort, imprimerie Clouzot, in-8.

SAISY (A.). — *Monographie de Le Douhet et ses environs*. Pons, imprimerie G. Robert, 1914, in-8, 104 pages, 10 gravures.

UZUREAU (abbé). — *Andegavia* (18^e série). Angers, J. Siraudon. Paris, A. Picard, in-8, 537 pages.

Ce volume d'une riche collection bien connue de documents précieux pour l'histoire de l'Anjou, n'offre à nos yeux saintongeois, ainsi qu'on doit s'y attendre, que de rares occasions d'y prendre une note. Cependant voici, pages 96-110 l'histoire d'un prêtre déporté à l'île de Ré, Mathurin Tafour. Pages 301-303 Locke à Angers, Rochefort, La Rochelle. P. 304, il est parlé d'une Suzanne Pissonnet de Bellefonds, veuve de Charles-Louis de Grignon, détenue en 1794, à Montreuil-Bellay. Elle appartient certainement à une famille acclimatée en Saintonge.

ERRATA

Page 371, ligne 13, lire 12000, et non 16000.

- 375, — 22, Le testament de 1780 de M. de Monconseil a été ouvert en 1782.
 - 383, — , nos madres en vergne ou en saule (aubier), et non *aune*.
 - 386, — 23, variation sur la XVI^e orientale, et non XIV^e.
 - 386, — , Bounicot de Cougnac n'est pas M. Poitevin, mais M. Bonnin.
-

TABLE DES MATIÈRES

Admissions, 1, 69.
 Amphithéâtre de Saintes, 277.
 Armée, régiment, 71 et s., 217 et s.
 Armoiries, 2.
 Assistance publique, 196.
 Béatifications, 2.
 Biens communaux. Circulaire ministérielle, 1.
 Bibliographie, 198, 386 : Atribat — Barthe (abbé) — Boissonnade — Bonnin (Bounicot) — Bouyer — Callandreaux — Chainet — Cousset — Farault — Favre — Gaillard — George — Gourdet — Lemonnier — Martin — Musset — Saint-Marc (de) — Saisy — Uzureau — Venant.
 Bonnet de la liberté, 164.
 Budget, 70.
 Châteaux : Mirambeau, 201 ; — Le Gibeau, 202.
 Confratrie de Saint-Eutrope, 276.
 Déesse mère, 325.
 Dessins archéologiques, 198.
 Distinctions, 201, 277.
 Documents : *Adresse du Directoire du district de Saintes*, 102 ; — *Délivération du même*, 101 ; — *L'esprit de Saintes en l'an IV*, 151 ; — *Une évasion* (Dehault) 155 ; — *Une maladresse* (Interdiction...), 153 ; — *Minutes de notaires*, 165, 249, 306, 370 ; — *Mission du marquis de Boufflers*, 203, 286, 349 ; — *Pétition*, 104 ; — *Un polin* (Passage de Napoléon à Saintes), 282 ; — *Un scandale* (Bonnet phrygien), 164.
 Dragonnades en Saintonge, 300, 301 305.
 Dunes, 69.
 Etymologie : Bourgnon, 68 ; — Cofli-

neau, 381 ; — Madre, 381 ; — Se soucier, 133.
 Explosion à La Pallice, 137, 202.
 Feu d'artifice, 154.
 Fouilles Saintes, 277.
 Généalogie : Le Breton, 346.
 Haglographie : Saint-Vivien, 237 ; — Saint-Trojan, 357.
 Hydrologie, 135.
 Incendie, 202.
 Instruction à Saintes, 152.
 Lecteur d'archives, 68.
 Lettres saisies, 14.
 LIVRES ET REVUES : *Archives historiques de la Gironde*, 67 ; — *Bulletins et Mémoires de la Société archéologique d'Angoulême*, 380 ; — *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*, 196 ; — *Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, 276 ; — *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 196 ; — *Mémoires de la Société des sciences de la Creuse*, 67 ; — *Observations sur les eaux minérales de la Saintonge*, 135 ; — *Philippe de Remi*, 133 ; — *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, 384 ; — *Revue encyclopédique*, 197 ; — *Revue de Paris*, 197 ; — *Roman d'un marin saintongeais au XVIII^e siècle*, 199 ; — *Romania*, 133.
 Malversation, 155 et s.
 Marine : Sous-marins, 277.
 Musée de Saintes, 2, 325.
 Napoléon I^{er} à Saintes, 282.
 NOTES D'ÉTAT-CIVIL :
 Décès : Ardoin Edouard, 3 ; — Arnaud, 280 ; — M^{me} Bignon, 326 ;

— Général Boscals de Reals, de Mornac, 278 ; — Abbé Bourdé, 279 ; — Braud (Ernest), 3 ; — M^{lle} Brejon, 279 ; — Callandreau (Amédée), 3 ; — M^{me} Chollet, 325 ; Général Durand, 279 ; — M^{me} de Fleuriau, 278 ; — Gaillard, médecin, 200 ; Goguet (Alfred), 71 ; — Gourdon, 5 ; — Guerry, 202 ; — M^{me} Landrodie, 279 ; — M^{me} Longueveau, 3 ; — Merle, avocat général, 2 ; — Comte de Montbron, 278 ; — M^{lle} de Montbron, 3 ; — Normand-Duffié, 138 ; — Pandin de Lussaudière, 279 ; — Pannetier, 326 ; — Pédézert (Henri), 8 ; — Pellisson (Jules), 4 ; — M^{lle} Pommerneau, 326 ; — M^{me} Reveillaud, 3 ; — Rodanet, 279 ; — M^{me} Savary, 277 ; — Abbé Tricoire, 202 ; — Vanderquand, médecin, 3.

Mariages : de Bremond d'Ars-Le Lasseur, 280 ; — Chatelier-Decostier, 139 ; — Chesnier du Chesne-Tremaudan, 280 ; — de Dampierre-de Vaugelas, 139 ; — Jaulin du Seutre-Charrier, 8.

Numismatique : jetons et médailles de La Rochelle, 384.

Passage de princes, 197.

Poinçons, 196.

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Questions : Chien Labrie, 196 ; Cavalier d'Aunay, 196.

Réponses : Cavalier d'Aunay, 275 ; — Dom Patouillot, 66 ; — Villebois, 66.

Réparations : Saint-Pierre de Saintes, 202.

Révolution à Saintes, 9 et s., 92, 151.

Sculpture vendue, 201.

Théâtre, 153.

Translation du chef de saint Eutrope, 67.

VARIÉTÉS :

Les comités révolutionnaires à Saintes, 9 et s., 92 et s. ; — *Un curé de la Charente guillotiné à Angers*, 280 ; — *La déportation ecclésiastique à Rochefort*, 39 ; — *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes* (suite), 29, 105, 237, 357 ; — *Locke à Rochefort*, 25 ; — *Raimond de Montaigne*, 139 ; *Le régiment du Prince-évêque de Bâle à Saint-Sorlin-de-Séchaud*, 71 et s. ; — *Les seigneurs de La Rochecourbon*, 326.

Vols à main armée, 155 et s.

Voyage de Rozmital, 276.

AUTEURS

Audiat (Gabriel), 5 ; — Bouyer (Léon), 92 ; — Dangibeaud, 151, 165, 217, 275 ; — Depoin, 38, 133, 249, 309 ; — G. T., 349 ; — Gazin-Gossel, 66 ; — Grasillier, 155 ; — Guérin (Edmond), 25, 101 ; — Lemonnier (abbé), 65 ; — Pelloquin, 276 ; — Perrier des Brousses, 67 ; — Uzureau (abbé), 26, 282 ; — Venant (H.), 346.

PLANCHES

Vue du château de La Roche-Courbon, 329.

TABLE ONOMASTIQUE

A

Abribat, 386.
 Acarie, 331, 332.
 Accarie du Bourdet, 175.
 Achard Joumard, 342.
 Aiguère (d'), 328.
 Agen (Lot-et-Garonne), 288.
 Agès (Gabrielle d'), 334.
 Agonay (Charente-Inférieure), 172.
 Alain de Garsaud, 178.
 Alauze, 54, 58.
 Alba (d'), 294.
 Allaire, 270.
 Alleux (les), Deux-Sèvres, 250.
 Ambroise, 116.
 Audaye, 350.
 Ancelin, 313.
 Andrault (d'), conseiller, 179, 257.
 Angély, Boutonne (Charente-Inférieure), 42.
 Angennes (Marie d'), 337.
 Angoulême (Charente), 378.
 Archingeay (Charente-Inférieure), 250, 344.
 Ardoin, maire, 3.
 Arnaud, 176, 280, 314.
 Arnou, 355.
 Asnières (d'), 266.
 Asnières (Charente-Inférieure), 262, 378.
 Aubert, prêtre, 261.
 Audoin, 312.
 Aunay (d'), 275.
 Aulnay (Charente-Inférieure), 90, 196.
 Aurillac (Cantal), 308.
 Avernoult de Martimont, 371, 374.
 Aymar, 321.
 Azay, 330.

B

Babiaud, conseiller, 254.
 Badefon, 251.
 Badiffe du Coudret, 261.
 — de Belair, 261.
 Balanzac (de), 307.
 Bâle (Suisse), 78, 85.
 Barbeyrac (de) Saint-Maurice, 373.
 Barbezieux (Charente-Inférieure), 136, 304.
 Barlier, 50.
 Baron (Jean), 158.
 Barrière, 45, 46.
 Barthe, 386.
 Barthommé, écuyer, 171.
 Barzan (Charente-Inférieure), 318.
 Balasse, 336.
 Baud, 194.
 Baupoil de Saint-Aulaire, 15.
 Beaubuisson (de), 273.
 Beauchamp (de), 178, 180.
 Beauchet-Filleau, 325.
 Beaucorps (Louis de), 266.
 Beaudet de Beaupré, 308.
 Beaulieu (de), 273.
 Beaumont (de), 185, 315, 370, 374.
 Beaumont de Gibaud, 373.
 Beauregard (de), 257.
 Béchet, 254, 271.
 Bellefond, 56.
 Bellemont (Charente-Inférieure), paroisse de Saint-Pierre de Royan, 380.
 Belleville (de), 261.
 Benoit, évêque, 107.
 Benot, 49.
 Beraud, 261, 321.
 Bergerac (Dordogne), 288, 291.
 Bernard, 12.

Berruë, 176.
 Berry, 182.
 Berthus, 166, 377.
 Bertineau (de), 275.
 Bertrand de Fuzera, capitaine, 171.
 Besnac (de), 182.
 Bessière, 42.
 Beynier, prêtre, 51.
 Bibard, 260.
 Bichon, imprimeur, 182.
 — Marianne, 254.
 Bidé de Maurville, 74.
 Bignon, 326.
 Bigot, 12, 260.
 Biré (de), 376.
 Bitouzé (Julien), prieur, 373.
 Bizac (de), 309.
 Blascher-Laporte, 93.
 Blaye (Gironde), 301.
 Blénac, 333, 373.
 Blutel, 43, 44.
 Bobe Moreau, 20, 196.
 Boisson (de), 305, 370.
 Boissin, 50.
 Boissonnade, 386.
 Bonaparte (Joseph), 197.
 Bonnac (de), 287.
 Bonnamie, 375.
 Bonneau de Mongaugé, 307.
 Bordage, 277.
 Bordeaux (Gironde), 257.
 Bordier, 133.
 Boros (Charente-Inférieure), 344.
 Bornazé, 274.
 Boscal de Réals (de), 334, 374.
 Bossut (de), 335.
 Boufflers (marquis de), 203-217, 218, 305, 349.
 Bouldron de Dinchin, lieutenant général, 270.
 Boulineau, 325.
 Bourdé, abbé, 279.
 Bourdelande, 259.
 Bourgault, 43.
 Bourignon (François-Marie), 9.
 Boulon, 311.
 Boutet, 45, 46.
 Bouton de la Chataigneray, 372.
 Boutoute, 50, 51.
 Bouyer (Léon), 386.
 Brassard, commune de Varzay (Charente-Inférieure), 183.
 Braud, député, 3.
 Brejon de la Martinière, 14, 165, 172, 279, 307.

Brémond d'Ars (de), 16, 280.
 Breton, 315.
 Breuil (du) de Théon, 14, 250.
 Breuil-Malmaud, 342.
 Breuil la Réorte (Charente-Inférieure), 184.
 Briagne, 332, 334, 335.
 Brie-sous-Mortagne (Charente-Inférieure), 323.
 Brigolange (de), 328.
 Brillac (de) (Charles), 184.
 Brisacier (de), aumônier, 148.
 Brisack (Suisse), 85.
 Brisson, seigneur de Grissac et Cravan, 172.
 Brives (Charente-Inférieure), 306, 308.
 Brizambourg (Charente-Inférieure), 251, 325.
 Brouage (Charente-Inférieure), 40, 48, 50, 54, 292.
 Brugnères, 46.
 Brun (Judic), 255.
 Brunet, 21.
 Bugné ou Bougny, 147.
 Burie (Charente-Inférieure), 321.
 Bussac (Charente-Inférieure), 182.

C

Cadeuil, 313.
 Cagouillac (de), 256.
 Cairon de Merville, 253.
 Callandreau, ancien notaire, 3, 387.
 Callot, 50.
 Calonne (Louis de), marquis de Courtebonne, 220.
 Calvimont (de), 175.
 Cansano (duc de), 351, 354.
 Cantourel, 50.
 Cardars, 57.
 Carrion, 323.
 Carrouge, curé, 253.
 Carville, 167.
 Castagnary, 181.
 Caubon, 58.
 Caumont de la Force, 294, 352.
 Cerers, religieux, 165.
 Certani (de), 269.
 Cerzé (de) de la Bouardelière, 269.
 Cessat de L'herm, 49.
 Chabirand, 271.
 Chaboissières (les), 76.
 Chabot, 372.
 Chabrignac (de), prêtre, 250.

Chadignac, paroisse de Saint-Eutrope (Charente-Inférieure), 270.
Champagne (Agathe de), abbesse, 195.
Champagnolles (Charente-Inférieure), 378.
Champaigrole, 251.
Champdolent (Charente-Inférieure), 344.
Champdolent (de), 333.
Champflour (de), 49.
Champlou (de), 257.
Chaniers (Charente-Inférieure), 255.
Chantal, 50, 51.
Chantegrelet (de), 254.
Chanteloup, 254.
Chanteloup, paroisse de Pérignac, (Charente-Inférieure), 274.
Chantemerle (Charente-Inférieure), 187.
Chanlonnay (Vendée), 90.
Chardebœuf (de), 312.
Charrier, 8.
Chastein, 353.
Chastelet, 353.
Chatellaillon (Charente-Inférieure), 137, 177, 259.
Chatelier, 139.
Chatenet (du), 328.
Chaudeseignes, 50.
Chavigny (de), 78.
Chenebrun (de), 294.
Chenel d'Escoyeux (de), 167.
 — de Fouras, 167.
Chenu, 145, 147.
Chesnay (du), 334.
Chesnier du Chesne, 280.
Chevalier, 372.
Chollet, 325.
Clairac (Lot-et-Garonne), 291.
Cléré, 88.
Cliou, 251.
Clou (du), 312.
Coconato, 220.
Cognac (Charente), 305, 378.
Coiffier, 42.
Colbert de Terron, 337.
Collincour (de), 372.
Collot, 51.
Colmar (Haut-Rhin), 73.
Colombier, 314.
Coma, maître apothicaire, 183.
Comat de la Tour, 193.
Comminges (de), 377.
Concorde, 357.

Conil, 260.
Corme-Ecluse (Charente-Inférieure), 332.
Corme-Royal (Charente-Inférieure), 94.
Cornaud, curé de Saint-Vivien, 93.
Cosso, jésuite, 353.
Coudret (de), 185.
Courage, 310.
Courbon (de), 260, 331.
 — Anne, 268.
 — Renée-Sophie, 373.
 — dit d'Agès, 335.
Cousset, 387.
Coutiers, 330.
Couvrelle, 193.
Cozes (Charente-Inférieure), 301, 303, 336.
Crazannes (Charente-Inférieure), 88, 331.
Cros (du), 370, 371.
Culan (de) (Geneviève), 259.
Cursay (de), 257.

D

Daiguières, 268.
Dalvy, conseiller, 189.
Dampierre (de), 139.
Dangibeaud, 196, 275.
Daniel, 251.
Darailh, 307, 308.
Daures, 54.
Decostier, 139.
Dehault, payeur général, 155.
Dehons-Favol, 46, 48.
Delavaud, 201.
Delesseau, 261, 267.
Delmas, 57.
Delpech, imprimeur, 254.
Delsuc, 50.
Depoin, 1, 38, 369.
Descroisettes, arpenteur forestier, 182.
Desfossés, 269.
Desmontiers de Lavalette, 312.
Dexmier, chevalier, seigneur de Saint-Simon, 311, 371.
Diridan, 272.
Dompière (Charente-Inférieure), 162, 258.
Doussin, 93.
Doussoux, 254.
Dronet, 178.
Dubac, 56.

Dubois, écuyer-lieutenant, 191.
 Dubreuil de Guiteau, 15.
 Duchaine, 256.
 Duchatel, avocat, 320.
 Dufaur, 15, 93.
 Dufresne, 51.
 Duhamel, 188, 261, 263.
 Duidaniel, 176.
 Dulac, 93.
 Duparc, 187, 254.
 Duplais, 190, 270.
 Dupont, 49.
 Durand, 191, 376.
 — général, 279.
 Durfort (de), maréchal de France, 300.
 Duval, 249.
 Duverger, 263.
 Duvergier, 168.
 Duvidaniel (Marie), 308.
 Du Vigier ou Duvigier, 236.

E

Echillais (Charente-Inférieure), 193.
 Ecole, 266.
Ecoyeux (Charente-Inférieure), 169.
 Edelin, 280.
 Eptingen (d'), 73, 90.
 Espagnac (d') Sahuguet de Damarzit, capitaine, 221, 286, 288, 297, 352.
 Estrancars (d'), 176.
 Etourneau de la Touche, 270.

F

Fabry, 266.
Fagnard (métairie du) (Charente-Inférieure), 176.
 Farnould (Anne), 267.
 Faucon (de) de Ris, 225.
 Faure, médecin, 289.
Faye Monjaud (Deux-Sèvres), 258.
 Feletz (de), abbé, 39.
Fenioux, 184.
 Ferrand (de), 309.
 Feuquièrre (de), 355.
Fination (chappelanie de), 187.
 Fleuriau (Madame de), 278.
 Follardeau, 176.
 Fonbernard (de), 273.
 Fondereau (de), 183.
Fontarabie, 349, 354.
Fontenay-le-Comte (Vendée), 90.
 Fonteneau Ozias, 261.

Forestier, 50.
 Foucault, 226.
 Fouilloux (de), 181.
 Fourestier, 15, 165, 190, 331, 348, 349.
 Fournel de Tayac, 165.
 Fourré-Dampierre, 257.
 Français, 153.
 Francfort (de), 165.
 Frapin, 166.
 Frappier, 166.
 Fremon (de), 166.
 Fremy, 166.
 Frenaud, 190, 251.
 Fresneau, 167.
 Fretard, de Gadeville, 167.
 Fribau (de), 165.
 Froger de la Rigaudière, 170.
 Frogier, 169.
 Fromaget, commissaire, 170.
 Fromy, 166.
 Frondebœuf, 327.
 Fronteau (Urbain), prieur du Jau-
 bin, 262.
 Fronton de la Roche, 170.
 Frotier de Perais, 171.
 Fuzera, voir Bertrand.

G

Gabard, 171.
 Gabet, restaurateur du corps hu-
 main, 171.
 Gabiou, 171.
 Gaillard, 2, 171, 172, 315.
 Gaja (de), directeur, 171.
 Galar de Béarn, 172.
 Gallet, écuyer, sieur de Fiefgallet,
 172, 173.
 — Jehanne, 311.
 Galibert, 172.
 Galocheau, 172, 181.
 Gandillaud, 175.
 Gantille, 175.
 Garat, 175, 176.
 Garde, 47.
 Gargouilleau, 177.
 Garnier, 175, 176, 271.
 Garonne (de), 177.
 Garreau, avocat, 178.
 Gaso (de), 178.
 Gastenil, 182.
 Gastineau, sergent-royal, 315.
 Gauchard, aumônier, 181.
 Gaudin, menuisier, 181.

- Gaudriaud, 181.
Gauvain, 182.
Gay, écuyer, 183.
Gazin-Gossel, 66.
Geay (Charente-Inférieure), 328.
Gemis de Luscan, 183.
Gendrault, 183.
Genet, 183.
Gentil, 183, 184.
Geoffroy, maître menuisier, 166, 185.
— notaire, 185.
George dit La Roche, orfèvre, 186.
Georget, 186.
Gémozac (Charente-Inférieure), 95.
Gérard, écuyer, sieur du Maine-au-Duc, 187.
Gérard, imprimeur, 187.
Gervereau, receveur du paris. 182.
Gibeau (château du), commune du Fouilloux, 202.
Gibran (de), 253.
Gilbert, curé, 187.
— docteur en médecine, 187.
Gilles (Pierre), conseiller au présidial, 188.
Girard, receveur, 188.
— lieutenant général, 189.
— teinturier, 189.
Girardeau, 190.
Giraud, écuyer, 190.
— officier de marine, 190.
— docteur en médecine, 190.
Giraudot, 190.
Gladel, 42.
Gobeau, sieur de Lamour, 190.
— sieur des Raimonneries, 190.
— de La Grange, 190.
— Jacques, 190.
— Marie-Anne, 191.
Gobert de Montigny, 191.
— de Chouppes, 191.
Goguet (Alfred), 71.
Golz, dit Dauphin, 307.
Gombaudo, 189, 191.
Gombaudo (de), 194, 249, 331.
Gombaudo, prieur, 192, 261.
Gondé (de), 250.
Goutant-Biron (de), 2, 250.
Gorribon, 251.
Gorut, 54.
Gouaud, 251.
Gougnon, 252.
Goulaine, 257.
Goulard, ministre, 230.
Goulard (de), 251, 275, 306.
Goumard, 331.
Goumiers (de), 252, 253, 254.
Gourdet, 387.
Gourdon (de), 254.
Gourdon, 5, 172.
Gourgue (de), 254, 261.
Gourgue, procureur au présidial, 254.
Goussé (Pierre), chirurgien, 255, 256.
Gout, marchand, 256.
Gouyon, prêtre, 51.
Goy, 179, 256, 257.
Grandier, 257.
Grandvilliers (de), 85, 88.
Granjean (Charente-Inférieure), 184.
Graslier, 37, 155, 325.
Grassay (de), 178.
Grata, architecte, 258.
Gravier (du), 171.
Green de Saint-Marsault, 258.
Grégoire, 259, 260.
Grégoireau, 261, 263, 264, 266, 309, 372, 377.
Grelaud, sieur de Senouche, 268.
Grelaud, religieux, 267.
— conseiller, 267.
Grenier, avocat, 289.
Gressenick (de), 252.
Grimouard (de), 342.
Grinsel, sieur de Laubinière, 268.
Grousseau, seigneur de Chapitre, 268.
Gua de la Rochebreuillet, 268.
Gueau de Gravelle de Reverseaux, 269.
Guenet de Saint-André, commissaire de la Régie, 270.
Guenet (de), 269.
Guenon, marchand, 307.
— avocat au présidial, 272.
— (Charles), capitaine, 275.
— (Pierre), 306.
— des Mesnards, 270, 272, 274.
— sieur de La Chapelle, 271, 306.
— du Taillis, 271.
— de Fonbernard, 274, 183.
— de la Soubretière, 186.
— de Latour, 273.
— de Baubuisson, 272.
Guérin (Edmond-Jean), 25, 309.
Guérin (de), 308.
Guérinet, architecte, 310.
Guerry, juge de paix, 202, 310.

Guesmand, 269.
Guibal (de), 310.
Guichard, 95, 311.
Guichard (de), capitaine, 311.
Guilbaud, 312.
Guilhem, sieur de Piton, 312.
Guillau, receveur, 312.
— greffier, 312.
Guillaud, 312, 314, 315.
— du Colombier, 313.
Guillebon, chirurgien, 315, 316.
Guillebaud, 315.
Guillemardet, 154, 155.
Guillemain, 316.
Guiller, 316.
Guillet de Lestang, 178, 316.
Guillon, 316.
Guillonnet de Merville, 316.
Guillot, procureur, 316.
Guillotin, 317.
Guillou, docteur en médecine, 316.
Guimbail (de), 321.
Guimberteau, 12.
Guinanson, 321.
Guinaudeau, capitaine des gardes, 191, 321.
Guinot, 321, 370.
— de Saint-Simon, 321.
— de Monconseil, 73, 93, 324, 372.
— de Souignac, 72.
Grimouville (de), 375.
Guionnet, 376.
Guip (de), 271, 376, 377.
Guitard, 378, 379.
Guiton de Maulévrier, 380.
Guyau (Esther), 272.
Guyon, 306.

H

Hackaert, 335.
Hédouville, général de division, 345.
Hervé, 376.
Hillairet (Marguerite), 318.
Horric de la Rochetolay, 181, 311.
Hotel (d') d'Esco, 350.
Huguet, 50.
Humeau, 260, 261.
Huninge, 73.
Huon, 176, 254, 260, 261, 264.

I

Isle (Marie), 253.

J

Jarlac, paroisse de Montils (Charente-Inférieure), 266.
Jarnac (Charente), 372.
Jaulin du Seutre, 8.
— de Vignemont, 265.
Johanneau, 182.
Joly, 165.
— de Castera, 169.
Jossand, avoué, 21.
Joumard des Achards, 273, 307.
Jourdain, 264.
Jousselinère (la), 167.
Juignac en Angoumois, 376.
Juillard, 261, 263.

K

Kœnigsmarck (de), 228.
Kortz, 76.

L

Laage (de), 179, 268, 378.
La Baine, commune de Chaniers (Charente-Inférieure), 257.
La Barde, 180.
La Bauche, commune de Saintes (Charente-Inférieure), 182.
La Bellardière (de), 174.
La Berchère (de), intendant, 229.
Labretonnière, 286.
La Brossardière (de), 253.
La Chapelle (Charente-Inférieure), 255.
La Charlonnie (de), 320.
La Chauvinère, 251.
Lacombe (de), 377.
La Corbinerie, paroisse de Saint-Palais, 268.
La Faye, 251.
Lafon-Tourneille (de), 183.
La Force (de), 351, 352.
La Fosse à l'eau, commune de Fontcouverte (Charente-Inférieure), 190.
La Fregonnière, commune d'Ecurat (Charente-Inférieure), 173, 252.
La Frenade, 66.
La Garrigues, 49.
La Gaschetière (de), 252.
Lagrange, 174.
La Grange (de), 286.
La Jaubretière (de), 269.

- La Laurencie* (de), 184.
Laléard, 252.
Lallemant Anne, 275.
La Martonnie (de), 378.
La Mauvignère, 313.
La Mastière (de), 318.
La Merlanderie, paroisse Saint-Palais, 260.
La Metterie (de), 99.
La Motte, marquis d'Houdancourt, 220, 338.
La Motte (de) Menault, 176.
Landreau, 181.
Landrodié (Madame), 279.
Lannoy (de), 14.
Lanoué, 296.
La Pallice (Charente-Inférieure), 202.
La Pinellerie, commune de Saintes (Charente-Inférieure), 266.
Laplanche, 175.
Laporte (de), 172.
La Prévôté, commune du Port-d'Envaux, 91.
Larcher, 340.
La Rèole (Gironde), 257.
La Rélorie-en-Bussac (Charente-Inférieure), 270, 271.
La Rochebeaucourt (de), 251.
La Rochecourbon, commune de Saint-Porchaire (Charente-Inférieure), 326.
La Rochefoucauld (de), évêque, 2.
La Rochetolay (de), 181.
La Rouillasse, paroisse de Soubise (Charente-Inférieure), 256.
Lartigue, 190.
La Salle d'Aîtré, 259.
Lassoutière, 93.
Latache (Jean de), conseiller, échevin, fondeur, 166.
Lataste (de), 16.
La Tillade, 372.
La Touche (Charente-Inférieure), 88.
La Touche (de), 251.
Latour (de), 328.
La Tour du Pin (de), 87.
La Tremblade (Charente-Inférieure), 69, 249.
Laubrière, paroisse de Geay (Charente-Inférieure), 253.
Laugon (de), 268.
Laurent, 49.
Lauzet, 94.
La Valade, 251.
La Vallade (de), 176, 186.
La Vallée-en-Archingeay (Charente-Inférieure), 195, 249.
Léaumont (de), 332.
Lebouc, 316.
Lebreton de Ransannes, 346.
Le Breuillet (Charente-Inférieure), 180.
Lebrun, sieur de Puiballon, 176.
— général, 284.
— Madeleine, 267.
Le Cluzeau, fief, 258.
Lecout, 176.
Le Douhet (Charente-Inférieure), 187, 189, 272, 316.
Leffort la Crinollée (de), 184.
Le Fresne, paroisse de Puy-du-Lac, 194.
Legivre, 310.
Lelardeux, 50.
Le Lasseur, 280.
Lemercier, 375.
Lemonnier, 65.
Lemousin, 184.
Lemusnier, 313, 322.
Lenet de Larrey, 293.
Léonce, évêque, 112.
Léoville, 181.
Lepau, 260.
Le Pérat, paroisse Saint-Palais, 273.
Le Peux de Saint-Sorlin-de-Séchaux, 272.
Lépineuil, 263.
Le Plessis-en-Chaniers (Charente-Inférieure), 376.
Le Pontreau, commune de Bussac (Charente-Inférieure), 256.
Le Port d'Envaux (Charente-Inférieure), 88.
Le Puy (Haute-Loire), 50.
Lequinio de Kerblay, 23.
Lerat, 57.
Leriget, 21.
Le Rouillet, 259.
Leroy, 47.
Les Alleux, abbaye (Deux-Sèvres), 148.
Les Aunaux, métairie, 188.
Les Brandes, 322.
Lescuyer, 270, 308.
Les Essards (Vendée), 166.
Les Herbiers (Vendée), 166.
Les Houlières, 330.
Les Mouniers, 318.
Lespès de Lostelneau, 380.
Lestrille (André de), trésorier, 194.

Les Viviers, 259.
Le Turpaud, paroisse de la Chapelle-
des-Pots (Charente-Inférieure), 274.
Levesquot, 74.
Le Villain (Pierre), 146.
Lhomayer, 345.
Ligoure, notaire royal, 188.
Limousin de Nicul, 178.
Lislau (de), 333.
Lissac (de), chanoine, 271.
Locke, 25 et s.
Longrée (Charente), 280.
Longuteau (Hector), 3.
Loquet, 260.
Lossandière (de), 177.
Loubat, fief, paroisse de Tonnay-Bou-
tonne (Charente-Inférieure), 167.
Loudun (Vienne), 136.
Lucas, 306.
— René, avocat, 169.
— Elisabeth, 272.
Luchet (de), 269.
Lur Saluces (de), 335.
Lusxallière, 258.

M

Macnémara (de), 339, 340.
Magnac (de), 311.
Maisonneuve (de), 264.
Majeune, 43.
Malauze (de), 300.
Mallevet (de), 189.
Malveau (de), 271.
Malvin, marquis de Montazet (de),
14.
Mangon, 167.
Maqueville (Charente-Inférieure), 187.
Marans (Charente-Inférieure), 137.
Marcellus, 33.
Marchadier, 307.
Marchand, lieutenant de vaisseau,
277.
Marchay de Livenne, 309.
Marestay, 180.
Marjolance (de), 179.
Marois, 256.
Marsaud, 179.
Martel, 376.
Martin (abbé), 16, 178, 387.
— Agathe, 320.
Martineau, 325.
Marvillars, 187.
Maurin, 252.
Mazotte (de), 179.

Melle (Deux-Sèvres), 90.
Ménard, écuyer, sieur de La Tache-
rie, 185.
Meneau, 186, 318.
Mercler, archiprêtre, 141.
Méré, paroisse de Dolus (Charente-
Inférieure), 181.
Merle, 2, 69.
Merlet, médecin, 167.
Merville (de), 75.
Méthé de Fonremis, 15, 310.
Métivier (de), 170.
Mezières (Ardenes), 85.
Micou, 303.
Mignon (Charente-Inférieure), 251.
Mirambeau (Charente-Inférieure), 201.
Mirande (de), 309, 310.
Molin de la Venette, 372.
Mollet, 16.
Monastier (Haute-Loire), 49.
Monconseil (de), voir Guinot.
Monge, curé, 189.
Mongiraud, capitaine, 286.
Monpazier, 251.
Montaigne (de), 379.
— Raimond (de), 139.
— Nicolas (de), 148.
Montaigu (de), 276.
Montalembert (de), maréchal de
camp, 268, 331.
Montalembert, Paul, 268.
Montauban (Tarn-et-Garonne), 231,
232, 236, 291, 350.
Montandre (Charente-Inférieure), 136.
Montazet, voir Malvin.
Montbron (de), 31, 278.
Monteillet, 42.
Montelin (de), 313.
Monts (de), 256.
Moragne (baron de), 75.
Moragne, 74, 91, 321, 370, 373.
Moreau, écuyer, 268.
Morin, 284.
Morisson, 270.
Mornac, 187.
Mornac (de), général, 278.
Morsein, 296.
Mortagne-sur-Gironde (Charente-In-
férieure), 183, 302.
Mosnier, 251.
Mounier, 158.
Moyne, sieur de l'Epineuil, 260, 263,
265, 378.
Moyne, président en l'élection, 270.
Murand, 315.

Musset, 388.

Mussidan (Dordogne), 299.

N

Naneras (Charente-Inférieure), 313.

Napoléon 1^{er}, 282.

Navaille (de), 195.

Nelaton, 147.

Neuillat (Charente-Inférieure), 253.

Niort (Deux-Sèvres), 90.

Normand-Duffié, 138.

Notre-Dame de l'Isle en Arvert (Charente-Inférieure), 67.

O

Offretin (d'), 328.

Ollivaud, 94.

Oloron (Charente-Inférieure), 230.

Oquoy (d'), 193.

P

Palanquet, 55.

Pallais, évêque, 105.

Pallu de la Barrière, 196.

Pandin de Lussaudière, 279.

Pannetier, 183, 326.

Paris, 56, 59.

Parmentier (Noël), supérieur du séminaire, 254.

Parthenay (Deux-Sèvres), 201.

Pasquier, 21.

Patouillot, Dom, 66.

Pauzières, 59.

Pedezert, 8.

Pellissier, 50.

Pellisson (Jules), 4.

Pelloquin, 276.

Peraud, 171.

Perès, prêtre, 49.

Pérignac (Charente-Inférieure), 270.

Périssac, paroisse de Saint-Germain du Seudre, 268.

Perraudau, 184.

Perreau, 307.

Perrier des Brousses, 67.

Petit, notaire, 13.

Petit-Thouars (du), 14.

Philipier, 256, 260, 270, 378.

Pichon, 186, 188, 261.

— Françoise, 263.

— Jacques, président, 163.

Pierre (Jean), 50.

Pinsonneaux, 223.

Pissonnet de Bellefonds, 267, 372.

Planvineux, paroisse de Chaniers, 263-266.

Plassay (Charente-Inférieure), 372.

Pointsable (de), 340.

Poitevin, 256, 386.

Pommereau, 326.

Poncharail (de), 374.

Pons (Charente-Inférieure), 41, 136.

Ponthieu (de) de Forgette, 172, 315.

Pont-l'Abbé (Charente-Inférieure), 88, 89, 91.

Porcheresse, 378.

Portublé, commune de Chaniers, 173.

Préguillac (Charente-Inférieure), 179, 311.

Prieur, lieutenant de la maréchaussée, 253.

Puyballon (de), 256.

Q

Quatre portes (les), 178.

Queu (de), 172, 261.

— Catherine, 170.

Quinçay, 110.

R

Rabaine (de), 251.

Rabotteau, 313, 314.

— Esther, 272.

Rangeard, 310.

Remi (de), sire de Beaumanoir, 133.

Renaud, 58.

Reutfrin (Marie), 314.

Réveillaud, 3.

Riberolles (de), 379.

Richard, 179, 345.

Rigalleau, menuisier, 192.

Rignac (Gironde), 344.

Rinck de Baldenstein (de), évêque, 78.

Rioult de Curzay, 375.

Rioux (Charente-Inférieure), 322.

Ris (de), 235.

Rivalson, 296.

Rivière, 50.

Rivière (de), 379.

Riveron (de), 311, 371, 372.

Robert (Samuel), 313.

Roc, 321.

Rochabrun, 275.

Rochefort (Charente-Inférieure), 25 et s., 39 et s., 59, 80, 87.
Rochemond, paroisse de Fontcouverte (Charente-Inférieure), 193, 195.
Rochettes (des), 254.
Rodanet, 279.
Rochecouste (Robert de), 269.
Roger, 46.
Rogier, sieur de Dimes, 174.
Rolland, 178, 311.
Romegoux, 328, 330.
Romelle (château de), 327, 380.
Roquelaure (de), archevêque, 286.
Rouillac (Charente), 309.
Rouillet, paroisse de Salle-en-Aunis, 259.
Roussillon, paroisse de Saint-Germain du Seudre, 259.
Roy, 164, 182, 187, 384.
Royan (Charente-Inférieure), 300.
Rozmital (Léon de), 197, 276.
Rudepierre, 259.

S

Sablons (du), 252, 263, 272, 275, 306, 308.
Sailly (de) (Marianne), 312.
Saint-André-de-Dolus, 376.
Saint-Bris-en-Angoumois, 193.
Saint-Christophe, paroisse de Rétaud, 183.
Saint-Christophe-de-Médoc, 141.
Saint-Ciers-Champagne (Charente-Inférieure), 181.
Saint-Domingue, 270.
Saint-Fort-de-Cosnac (Charente-Inférieure), 323.
Saint-Gaudens (Haute-Garonne), 308.
Saint-Georges-d'Oléron (Charente-Inférieure), 377.
Saint-Georges-des-Coteaux (Charente-Inférieure), 330.
Saint-Germain-de-Vibrac (Charente-Inférieure), 260.
Saint-Hilaire-de-Villefranche (Charente-Inférieure), 252.
Saint-James (près Taillebourg), 88.
Saint-Jean-d'Angle (Charente-Inférieure), 176, 251, 304.
Saint-Jean-de-Liversay (Charente-Inférieure), 191.
Saint-Laurent-en-Médoc, 308.
Saint-Légier-de-la-Sauzaye (de), 175, 250, 370.

Saint-Marc, 389.
Saint-Martin, 117.
Saint-Martin-de-Cerzai, 252.
Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure), 83.
Saint-Mathieu (de), 169.
Saint-Maximin-en-Basse-Marche, 312.
Saint-Médard, 180.
Saint-Médard-en-Barbezieux (Charente), 377.
Saint-Pierre-d'Excideuil, 269.
Saint-Pierre-d'Oléron (Charente-Inférieure), 376.
Saint-Porchaire (Charente-Inférieure), 338.
Saint-Quentin (Aisne), 313.
Saint-Savinien (Charente-Inférieure), 82, 254, 378.
Saint-Seurin (de), 274.
Saint-Simon-de-Pellouaille (Charente-Inférieure), 311, 372.
Saint-Sorlin-de-Séchaud (Charente-Inférieure), 88, 71.
Saint-Symphorien-de-Brouage, 187.
Saint-Trojan (Charente-Inférieure), 193.
Saint-Vivien, 237, 243.
Sainte-Foy, 288.
Sainte-Gemme (Charente-Inférieure), 308.
Saintes (Charente-Inférieure), 2, 9 et s., 305, 325.
 — (fraternité de), 59.
 — *Sainte Claire* (maison des), 14.
Saisy, 388.
Salles, 259.
Sarragot, 270.
Sary, seigneur de la Chaume, 170.
Saulnier (de), 307.
Saussay (du), 220, 235, 291.
Savary, 277.
Savignac (de), 263.
Seguin d'Authon, 376.
Seguin de la Laugerie, 260.
Semoussac (Charente-Inférieure), 251.
Senegondrie (chapellanie de), 187.
Sillégué (de), 75.
Simon, marchand, 261.
Soulinac, 323.
Sourdis (de), cardinal, 67.

T

Taillebourg (Charente-Inférieure), 254, 262, 266, 304.

Talleyrand (de), 260.
Tapissier, 186, 257.
Tercinier (Marguerite), 315, 317.
Tesson (Charente-Inférieure), 321, 322.
Thaïms (Charente-Inférieure), 174.
Thenac (Charente-Inférieure), 311.
Thézac (Charente-Inférieure), 174.
Thibaudeau, 311.
Thomas, 62, 133, 183.
Tirac, 378.
Tizon, 322, 333.
Topsent, 20.
Touhy ou Thouy, 287.
Touquoy (Nicolas), receveur des tail-
les, 262, 263.
Tourneur (Marie), 254.
Tournier, 50.
Touverac (Charente), 251.
Trémaudan (de), 280.
Treuilhé, 60.
Tricoire (abbé), 202.
Trojan, 357.
Trouvé (Pierre), écuyer, 270.
Turmet de Montguyon, 14.
Turpin (de), 341.
Tustal (de), 312.

U

Usseau, 258.
Usson (d'), 287.
Uzureau, abbé, 388.

V

Vachon, 191.
Val (de), 73.
Valentin de Boisauroux, 308.
Vallade (de), 316.
Vallée (de), 15.
Vanderquand, docteur, 3.
Vandier, 137.
Varennes (de), 287, 292.
Varzay (Charente-Inférieure), 183.
Vauban, 353.
Vaugelas (de), 139.
Vautier, 309.
Vaux, 336.
Verdelin (de), 183, 343.
Vervand, 252.
Viaud, 176, 252.
Videgrain (Pierre de), 380.
Vigée (Jeanne), 323.
Vigier, 333.
Vigneau (Benigne du), 189.
Vigny (de), lieutenant-général d'ar-
tillerie, 219.
Villebois-la-Valette (Charente), 66.
Villedon (de), 74.
Villeneuve d'Avignon, 268.
Vissec, colonel, 299.
Vivien, 33, 119, 122.

W

Waugen de Geroldseck, 87.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06824 1382

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06824 1382

